PSL
UNIVERSITÉ PARIS

THÈSE DE DOCTORAT
DE L'UNIVERSITÉ PSL

La reconfiguration politique en Grèce, 2010-2014.

Soutenue par
Dimitrios KOSMOPOULOS

Le 19 juin 2019

Ecole doctorale n° ED 543
Ecole doctorale de Dauphine

Spécialité
Science Politique

DAUPHINE UNIVERSITÉ PARIS | PSL

Composition du jury :

M. Éric, AGRIKOLIANSKY Professeur, Université Paris-Dauphine PSL	*Examinateur*
M. Christophe, ROUX Professeur, Université de Montpellier	*Rapporteur*
M. Frédéric, SAWICKI Professeur, Université Paris 1 – Panthéon Sorbonne	*Rapporteur*
Mme Florence, HAEGEL Directrice de Recherches, Science Po Paris	*Présidente du jury*
M. Jérôme, HEURTAUX Maître de Conférences, Université Paris-Dauphine PSL	*Examinateur*
M. Nikos, MARANTZIDIS Professeur, Université de Macédoine	*Examinateur*
M. Dominique, DAMAMME Professeur Émérite, Université Paris-Dauphine PSL	*Directeur de thèse*

PSL UNIVERSITÉ PARIS

THÈSE DE DOCTORAT
DE L'UNIVERSITÉ PSL

La reconfiguration politique en Grèce, 2010-2014.

Soutenue par
Dimitrios KOSMOPOULOS

Le 19 juin 2019

Ecole doctorale n° ED 543
Ecole doctorale de Dauphine

Spécialité
Science Politique

DAUPHINE UNIVERSITÉ PARIS | PSL

Composition du jury :

M. Éric, AGRIKOLIANSKY Professeur, Université Paris-Dauphine PSL	*Examinateur*
M. Christophe, ROUX Professeur, Université de Montpellier	*Rapporteur*
M. Frédéric, SAWICKI Professeur, Université Paris 1 – Panthéon Sorbonne	*Rapporteur*
Mme Florence, HAEGEL Directrice de Recherches, Science Po Paris	*Présidente du jury*
M. Jérôme, HEURTAUX Maître de Conférences, Université Paris-Dauphine PSL	*Examinateur*
M. Nikos, MARANTZIDIS Professeur, Université de Macédoine	*Examinateur*
M. Dominique, DAMAMME Professeur Émérite, Université Paris-Dauphine PSL	*Directeur de thèse*

À la mémoire de mon père,

Antonios D. Kosmopoulos

Remerciements

Si ce travail de longue haleine arrive aujourd'hui à son aboutissement, c'est aussi grâce à l'aide de plusieurs personnes. Je tiens tout d'abord à remercier vivement Dominique Damamme pour m'avoir donné l'opportunité d'effectuer une thèse sous sa direction et pour m'avoir soutenu et orienté tout au long de ces années, depuis déjà le Master 2. Les échanges avec lui étaient toujours une véritable source d'inspiration et de stimulation intellectuelle, ouvrant de nouveaux horizons et des pistes de réflexion.

J'adresse tous mes remerciements à Jérôme Heurtaux pour son accompagnement, pour ces retours méticuleux, pour sa disponibilité mais aussi pour son encouragement dans les moments les plus difficiles de ce parcours. Il a su me pousser toujours plus loin dans ma réflexion en questionnant mes évidences.

Je remercie Eric Agrikoliansky pour sa bienveillance et ses remarques constructives lors de la pré-soutenance de cette thèse.

J'adresse également tous mes remerciements aux Professeurs Christophe Roux et Frédérique Sawicki de l'honneur qu'ils m'ont fait en acceptant d'être rapporteurs de cette thèse.

J'exprime ma gratitude à Florence Haegel et à Nikos Marantzidis qui m'ont fait l'honneur de participer au jury.

Je remercie également le Professeur Elias Nikolakopoulos pour m'avoir accordé un accès à ses archives personnelles mais aussi pour ses remarques au cours de mon enquête.

Un grand merci aux collègues et à la direction du laboratoire IRISSO qui m'ont accueilli et accompagné avec bienveillance au cours de la préparation de cette thèse. Les échanges, formels ou informels, m'ont beaucoup aidé à faire évoluer ma démarche scientifique et ma problématique.

Je voudrais aussi remercier Benjamin Gourisse pour m'avoir intégré dans le projet de recherche PRO.POL, pour avoir pris le temps de m'écouter et de me lire, ainsi que pour ses remarques toujours constructives.

Il m'est impossible d'oublier les personnes qui ont eu la gentillesse de relire certains passages de cette thèse et de me faire part de leurs remarques et des corrections linguistiques : Constance, Edwige, Gabrielle, Isil, Marie, Matei, Michèle, Quentin, Stéphanie, Valentin.

Je voudrais remercier chaleureusement les amis-es Alexandre P., Karim S., Marion O., Guillaume F., Marion D., Tessa T., Isil E., Gabrielle A., Malick W. et Athina M., qui m'ont apporté un soutien important lors des différentes étapes de ce travail.

Je souhaite aussi remercier mon ami Nicos K., dont l'aide fut essentielle dans l'élaboration des cartes, et mon ami et collègue Costas G. pour son soutien et nos échanges toujours passionnants.

Un grand merci aux enquêtés et intermédiaires qui m'ont accueilli et qui ont rendu possible la réalisation du travail de terrain.

La finalisation du manuscrit doit énormément aux relectures et aux corrections minutieuses de Dominique. C'est grâce à elle, par ailleurs, que la traduction des passages d'entretiens met en relief le sens et le registre de langue employé. De plus, les relectures de Valérie, ses remarques sur ma problématique et son aide pour la cartographie furent précieuses. Je remercie de tout mon cœur toutes les deux.

Enfin, merci à ma mère Afroditi, à ma famille et à mes ami-e-s qui, malgré la distance, se trouvent toujours à mes côtés.

Et bien sûr, à Stavroula, ma compagne, pour son aide, son soutien et sa patience.

Sommaire

INTRODUCTION 1

Les lectures de la crise grecque 4

Problématique 11

Hypothèses 29

Le choix du Pirée comme étude de cas 35

Préparer le terrain, se préparer face au terrain 39

Plan de la thèse 50

Partie I. Le choc électoral de 2012 : L'effondrement du PASOK et la fin du bipartisme traditionnel. 55

Chapitre 1. Le séisme électoral de 2012 et l'émergence d'une configuration multipartite 55

Section 1. L'effondrement électoral du PASOK au Pirée et au plan national 61

Section 2. La chute du PASOK et la recomposition asymétrique de la gauche grecque 73

Section 3. De la chute du PASOK à la remise en cause du bipartisme 81

Chapitre 2. S'agit-il vraiment d'un choc ? Propriétés stables et dynamiques centrifuges latentes du bipartisme grec 107

Section 1. La convergence du bipartisme comme condition de sa désagrégation 108

Section 2. Dynamiques centrifuges au sein du bipartisme : un prélude à l'effondrement ? 115

Section 3. Profil des élus et sources de promotion : traits de stabilité 136

Partie II. L'effondrement du PASOK depuis 2010 : entre facteurs de conjoncture et conditions structurelles 155

Chapitre 3. Les conditions de l'effondrement organisationnel du PASOK : Les difficultés de production et de distribution des biens politiques 155

Section 1. La distribution des biens au niveau national : les contraintes issues du Mémorandum et l'émergence d'une offre politique de substitution 157

Section 2. L'effondrement de l'assise locale du PASOK et les tentatives d'implantation locale des partis concurrents 179

Chapitre 4. Appréhender la dissolution de la base militante : l'épuisement des logiques sociales de l'engagement socialiste 207

Section 1. Récits et pratiques de la défection 210

Section 2. Une crise large du militantisme 221

Section 3. Affaiblissement du militantisme, impossibilité de faire campagne ? 248
Chapitre 5. Les formes d'exit des élus socialistes 263
Section 1. Force et limites du PASOK dans les processus de promotion politique au niveau national…… 266
Section 2. Quelle autonomisation pour les maires ? 296
Partie III. Mutations et ajustements au lendemain du séisme électoral 317
Chapitre 6. Aspects de la recomposition du jeu politique 319
Section 1. Nouveaux acteurs et nouvelles logiques externes au champ politique 320
Section 2. Les luttes pour la (re)définition des enjeux de la compétition politique 338
Section 3. Quelle recomposition pour les milieux partisans locaux ? 348
Chapitre 7. Mutations du jeu politique au niveau local : restructuration de l'offre et aspects du métier politique 363
Section 1. Saisir les mutations de l'offre politique : luttes politiques et symboliques 363
Section 2. La campagne comme moment de construction et mobilisation des clientèles politiques……. 385
Section 3. Faire de la politique autrement ? 407
CONCLUSION 419
BIBLIOGRAPHIE 425
ANNEXES 450
ANNEXE 1 : Cartes électorales 451
ANNEXE 2 : Liste des tableaux 455
ANNEXE 3 : Liste des figures 457
ANNEXE 4 : Liste des cartes 459
ANNEXE 5 : Questionnaire (version originale) 460
ANNEXE 6 : Questionnaire (en français) 462
ANNEXE 7 : Questionnaire – Base de données 464
ANNEXE 8 : Liste des enquêtés par entretien 470
ANNEXE 9 : Base de données des députés du PASOK 2009-2012 478
TABLE DES MATIÈRES 485

Tableau 1 : Liste des acronymes – Glossaire.

Partis politiques		
ANEL	ΑΝ.ΕΛ - Ανεξάρτητοι Έλληνες	Grecs Indépendants
Aube Dorée	Λαϊκός Σύνδεσμος Χρυσή Αυγή	Lien Populaire Aube Dorée
DIKKI	ΔΗ.Κ.ΚΙ - Δημοκρατικό Κοινωνικό Κίνημα	Mouvement Social Démocratique
DIMAR	ΔΗΜ.ΑΡ - Δημοκρατική Αριστερά	Gauche Démocratique
KKE	Κ.Κ.Ε - Κομμουνιστικό Κόμμα Ελλάδος	Parti Communiste de Grèce
LAOS	ΛΑ.Ο.Σ - Λαϊκός Ορθόδοξος Συναγερμός	Alerte Orthodoxe Populaire
ND	Ν.Δ. - Νέα Δημοκρατία	Nouvelle Démocratie
PASOK	ΠΑ.ΣΟ.Κ - Πανελλήνιο Σοσιαλιστικό Κίνημα	Mouvement Socialiste Panhéllenique
POLAN	ΠΟΛ.ΑΝ - Πολιτική Άνοιξη	Printemps Politique
SYN	Συνασπισμός της Αριστεράς, των κινημάτων και της οικολογίας	Coalition de la Gauche, des mouvements et de l'Ecologie
Synaspismos Uni	Ενιαίος Συνασπισμός	Coalition Unie
SYRIZA	ΣΥ.ΡΙΖ.Α - Συνασπισμός Ριζοσπαστικής Αριστεράς	Coalition de Gauche Radicale
Organismes Publics		
ASEP	Α.Σ.Ε.Π - Ανώτατο Συμβούλιο Επιλογής Προσωπικού	Conseil Suprême de Sélection de Personnel
DEI	Δ.Ε.Η - Δημόσια Επιχείρηση Ηλεκτρικού	Entreprise Publique d'Électricité
DEKO	Δ.Ε.Κ.Ο - Δημόσιες Επιχειρήσεις και Οργανισμοί	Entreprises et Organismes Publics
OLP	Ο.Λ.Π - Οργανισμός Λιμένος Πειραιώς - Ο.Λ.Π	Organisme Portuaire de Pirée
OTE	Ο.Τ.Ε - Οργανισμός Τηλεπικοινωνιών Ελλάδος	Organisme de Télécomunications de Grèce

Organisations Syndicales et professionnelles		
ADEDY	Α.Δ.Ε.Δ.Υ - Ανώτατη Διοίκηση Ενώσεων Δημοσίων Υπαλλήλων	Administration Suprême des associations des Fonctionnaires
AARS	Α.Α.Ρ.Σ. - Αυτόνομη Αγωνιστική Ριζοσπαστική Συνεργασία	Collaboration Autonome Radicale de Lutte
ANENEKDY	Ανεξάρτητη Ενωτική Εκ-κίνηση Δημοσίων Υπαλλήλων	Lancement Indépendant Unitaire de Fonctionnaires
APSK	Αγωνιστικές Παρεμβάσεις - Συσπειρώσεις - Κινήσεις	Interventions - Rassemblements - Mouvements de Lutte
AREN	Αριστερή Ενότητα	Union de Gauche
ARK	Ανεξάρτητη Ριζοσπαστική Κίνηση	Mouvement Radical Indépendant
DAKE	Δ.Α.Κ.Ε - Δημοκρατική Ανεξάρτητη Κίνηση Εργαζομένων	Mouvement Indépendant Démocratique de Travailleurs
DAS	Δ.Α.Σ - Δημοκρατική Αγωνιστική Συνεργασία	Collaboration Démocratique de lutte
DIAN	Δημοσιοϋπαλληλική Ανατροπή	Renversement de Fonctionnaires
DIER	Δίκτυο Εργαζομένων	Réseau de Travailleurs
DSRA - AP - SAK	Δίκτυο Συνδικαλιστών Ριζοσπαστικής Αριστεράς - Αυτόνομες Παρεμβάσεις - Συνεργαζόμενες Αριστερές Κινήσεις	Réseau de Syndicalistes de Gauche Radicale - Interventions Autonomes - Mouvements de Gauche
EEE	Ε.Ε.Ε - Ένωση Ελλήνων Εφοπλιστών	Union d'Armateurs Grecs
EET	Ε.Ε.Τ - Ελληνική Ένωση Τραπεζών	Union de Banques Grecques
ENP	Ενωτική Πρωτοβουλία	Initiative Unitaire
ERGAS - TAPO	ΕΡΓ.Α.Σ Ταξική Πορεία	ERG.A.S. Marche de Classe
ESEE	Ε.Σ.Ε.Ε - Ελληνική Συνομοσπονδία Εμπορίου και Επιχειρηματικότητας	Confédération Hellénique de Commerce et d'Entrepreneuriat
ESY	Ε.Σ.Υ - Εθνικό Σύστημα Υγείας - Ε.Σ.Υ	Système National de Santé
GSEBEE	Γ.Σ.Ε.Β.Ε.Ε - Γενική Συνομοσποδία Επαγγελματιών Βιοτεχνών Εμπόρων Ελλάδας	Confédération Générale de Professionnels, Artisans, Commercants de Grèce

GSEE	Γ.Σ.Ε.Ε - Γενική Συνομοσπονδία Εργαζομένων Ελλάδος	Confédération Générale de Travailleurs Grecs
KEDE	Κ.Ε.Δ.Ε - Κεντρική Ένωση Δήμων Ελλάδας	Union Centrale de Municipalités de Grèce
KEDKE	Κ.Ε.Δ.Κ.Ε - Κεντρική Ένωση Δήμων και Κοινοτήτων Ελλάδας	Union Centrale de Municipalités et de Communes de Grèce
OTOE	Ο.Τ.Ο.Ε - Ομοσπονδία Τραπεζοϋπαλληλικών Οργανώσεων Ελλάδος	Fédération d'Organisations d'Employés Bancaires de Grèce
PADI	Παρεμβάσεις Δημοσίου	Interventions Secteur Public
PAME	ΠΑ.Μ.Ε - Πανεργατικό Αγωνιστικό Μέτωπο	Front Pan-ouvrier de lutte
PASKE	ΠΑ.Σ.Κ.Ε - Πανελλήνια Συνδικαλιστική Κίνηση Εργαζομένων	Mouvement Syndical Panhellénique de Travailleurs
PASP	Π.Α.Σ.Π - Πανελλήνια Αγωνιστική Σπουδαστική Παράταξη	Organisation Étudiante Combattante Panhellénique
POE - OTA	Π.Ο.Ε.-Ο.Τ.Α - Πανελλήνια Ομοσπονδία Εργαζομένων Οργανισμών Τοπικής Αυτοδιοίκησης	Fédération Panhellénique de Travailleurs de Collectivités Territoriales
SEV	Σ.Ε.Β - Σύνδεσμος Επιχειρήσεων και Βιομηχανιών	Fédération Hellénique d'Entreprises
TADISY	ΤΑ.ΔΗ.ΣΥ - Ταξική Δημοσιοϋπαλληλική Συσπείρωση	Rassemblement de Classe de Fonctionnaires
TAPO	Ταξική Πορεία	Marche de Classe

INTRODUCTION

La période 2010 - 2014 marque en Grèce l'effondrement d'une configuration politique établie depuis 1974, au moment de la chute du régime des colonels et de la fondation de la Troisième République Hellénique. Cet effondrement s'est manifesté par la chute du bipartisme traditionnel, articulé depuis 1974 autour du PASOK et de la Nouvelle Démocratie, et par l'entrée spectaculaire sur la scène politique et parlementaire d'organisations politiques comme SYRIZA ou Aube Dorée. Ces phénomènes se sont concrétisés lors des élections nationales anticipées de 2012. Il s'agit là d'une période marquée par l'irruption d'acteurs politiques nouveaux, ou considérés jusqu'alors comme marginaux, et par la délégitimation du personnel politique au pouvoir, notamment celui du parti socialiste en place depuis octobre 2009.

Cette période se caractérise aussi par la mise en œuvre des programmes d'ajustement économique et structurel successifs visant à faire face à la crise de la dette et du déficit public depuis la fin 2009. Au moment de l'arrivée du PASOK au pouvoir en 2009, les données macroéconomiques du pays se révèlent plus mauvaises que les prévisions ne l'annonçent. Le déficit public est révisé à la hausse en octobre 2009 par rapport aux estimations avancées par le gouvernement précédent de la Nouvelle Démocratie (ND). Le niveau du déficit dépasse largement les critères communautaires et entraîne, à nouveau, la mise en place d'une procédure d'alerte de la Commission Européenne contre le déficit excessif[1]. Selon la nouvelle estimation, le déficit atteint 12,5 % du PIB, alors que les données initiales évoquaient un chiffre autour de 6 % du PIB. Il est réévalué, à nouveau, en 2010, à une hauteur de 15,4 % du PIB.

Dans le même temps, les mauvaises performances économiques et budgétaires pèsent sur la capacité du pays à continuer d'emprunter sur les marchés internationaux. En conséquence, les agences de notation dégradent la note du pays, ce qui entraîne une augmentation des taux d'emprunt des obligations grecques à dix ans. Entre octobre 2009 et le 24 décembre 2009, les agences de notation *Fitch* et *Standard & Poor's* dégradent la note de la Grèce de A à BBB+[2]. Par conséquent, l'augmentation des taux d'emprunt conduit à l'impossibilité de financement du

[1] THE COUNCIL OF THE EUROPEAN UNION, *Council Decision of 27 April 2009 on the existence of an excessive deficit in Greece*, Luxembourg, Council of the European Union, coll.« Official Journal of the European Union », 2009.
[2] DALEGRE J. (dir.), *Regards sur la crise grecque*, Paris, L'Harmattan, 2013, p. 461–462.

secteur public à travers le marché obligataire, aggravant ainsi le déficit et déclenchant une crise de liquidités dans le pays[3].

Face à cette situation, le gouvernement fait appel en début 2010 au Fonds Monétaire International (F.M.I.) afin que ce dernier contribue aussi au plan de sauvetage du pays[4]. La Banque Centrale Européenne (B.C.E.), le F.M.I. et l'Union Européenne (U.E.), participent ainsi à un plan de financement de la Grèce en accordant dans un premier temps un prêt de cent dix milliards d'euros. En contrepartie, le gouvernement s'engage à mettre en œuvre des mesures d'ajustement économique et structurel afin de stabiliser l'économie nationale. Ces mesures, élaborées initialement au sein de la Commission Européenne et du FMI, se présentent sous la forme d'un projet de loi validé par le parlement en mai 2010 (Loi 3845/2010).

Les objectifs initiaux du programme d'ajustement ne seront pas atteints : la diminution du déficit public, provisoirement contrôlée, n'empêche pas l'explosion de la dette[5]. Les ajustements structurels préconisés dans les recettes publiques tardent à être pris en compte, voire ne le sont pas du tout. Un second programme est alors introduit en juillet 2011 (Loi 3985/2011), élaboré dans une perspective intermédiaire jusqu'en 2012. Finalement, comme la dette ne cesse d'augmenter, un programme supplémentaire est voté en février 2012 (Loi 4046/2012). Ces mesures s'accompagnent d'une pléiade de lois d'application et de décrets. Les objectifs de chaque programme sont exposés dans une annexe nommée « Mémorandum d'attente (*Memorandum of Understanding*) », établissant les grandes lignes que le pays doit respecter semestre après semestre jusqu'à la fin de 2011, puis jusqu'à 2015 et au-delà. Le terme Mémorandum devient alors le nom sous lequel sont désignés dans le langage public les différents programmes d'ajustement économique et structurel.

Depuis novembre 2011, le pays est dirigé par un gouvernement de coalition constitué du PASOK, de la ND et du LAOS[6], formé à la suite de la démission du Premier ministre G.

---

[3] ARGEITIS G., G. DAFERMOS, et M. NIKOLAÏDI, *Κρίση δημόσιου χρέους στην Ελλάδα: Αιτίες και προοπτικές [Crise de la dette publique en Grèce: Causes et perspectives]*, Athènes, INE-GSEE Observatoire d'Évolutions Économiques et Sociales, 2011, p. 42–43.

[4] FMI, *Office Memorandum - Board meeting on Greece's request for an SBA*, FMI, 2010 ; FMI, *Staff report on Request for Stand-by Arrangement*, IMF, coll.« 10/110 », 2010.

[5] MONOKROUSSOS P., « Είναι αλήθεια ότι το ελληνικό χρέος είναι βιώσιμο; [Est-ce vrai que la dette grecque est viable?] », *D. KATSIKAS, K. FILINIS et M. ANASTASATOU (dir.), Comprendre la crise grecque*, Athènes, Papazisis, 2017, p. 22–23.

[6] Le parti LAOS (Alerte Populaire Orthodoxe) est un parti d'extrême droite dont le leader, G. Karatzaferis est un ancien cadre de la ND. Voir sur ce point GEORGIADOU V., « Από την Εθνική Παράταξη στη Χρυσή Αυγή. Δεξιός λαϊκισμός και εξτρεμισμός στην Ελλάδα της κρίσης [Du Camp National à l'Aube Dorée. Populisme et extrémisme

Papandreou et à la chute du cabinet socialiste le 6 novembre. Celle-ci intervient après la décision du Premier ministre le 31 octobre de soumettre au référendum un nouvel accord financier conclu le 27 octobre lors du sommet européen à Bruxelles. Néanmoins, la chute du cabinet socialiste ne provoque pas la dissolution du Parlement puisque le PASOK continue de disposer d'une majorité de 153 députés sur un total de 300. La formation du nouveau gouvernement (11 novembre 2011) résulte d'un accord entre la nouvelle direction du PASOK et la ND, accord soumis au président de la République qui l'entérine. À la tête de ce gouvernement se trouve un technocrate, le banquier L. Papademos, ancien directeur de la Banque de Grèce (1994-2002) et ex-vice-président de la Banque Centrale Européenne (2002-2010).

Le gouvernement de coalition introduit un nouveau programme d'ajustement en février 2012 qui ouvre la voie à un nouvel accord financier. Lors des débats parlementaires pour l'adoption de ce dernier programme, le parti LAOS retire sa confiance au gouvernement. Le nouveau programme est ratifié par le PASOK et la ND. En avril 2012, le Premier ministre annonce la tenue d'élections nationales pour le 6 mai. À l'issue du scrutin de mai, il est impossible de constituer un gouvernement, en conséquence de quoi de nouvelles élections législatives sont annoncées pour le 17 juin 2012. Ce sont ces doubles élections de 2012 qui marquent un bouleversement profond des rapports de force politiques tant au niveau national qu'au niveau local. Les deux partis qui alternent au gouvernement depuis 1974 voient leurs scores se réduire. Plus particulièrement, le PASOK connaît un effondrement électoral lors de ces élections. En revanche, SYRIZA, parti de la gauche radicale, devient la seconde force politique du pays et Aube Dorée, parti d'extrême droite néonazi, fait son entrée au sein du Parlement. La remise en question de la configuration traditionnelle se poursuit lors des élections européennes et municipales de 2014 : de nouvelles entreprises politiques font leur apparition, tant au niveau national que local, défiant les appartenances partisanes et les logiques de concurrence traditionnelles. La réussite de ces nouvelles organisations va de pair avec une redéfinition des identités politiques, des ressources mobilisables, des clivages établis, et du profil des élites politiques. Se dessine alors une reconfiguration politique inédite dans l'histoire contemporaine de la Grèce.

---

de droite dans la Grèce sous la crise] », *R. MELZER, S. SERAFIN (dir.), L'extrémisme de droite en Europe*, Athènes, Polis, 2014, p. 81–115.

Les lectures de la crise grecque

Cette configuration nouvelle a suscité de multiples interprétations. On peut distinguer dans un premier temps deux approches importantes parmi les différentes analyses du phénomène. Une première approche largement répandue conçoit la mutation politique comme le résultat de la crise économique qui, elle-même, est largement imputée à des faiblesses inhérentes au pays comme le clientélisme ou la corruption. Selon cette approche, les déficiences du système politico-économique grec, définies ici comme le clientélisme, la corruption ou la faiblesse des institutions politiques, constituent le cœur du problème grec, problème qui se manifeste au moment du déclenchement de la crise économique globale et qui entraîne le bouleversement politique[7]. Une seconde approche du bouleversement politique en Grèce mobilise la catégorie du populisme. Selon cette approche, la crise multidimensionnelle qui touche l'Union Européenne depuis 2008 a favorisé l'émergence et la consolidation des partis populistes. Dans ce cadre, on se trouverait devant une vague de contestation contre les politiques européennes de gestion de la crise qui produirait des conditions favorables à l'émergence de partis et mouvements populistes. Le recul des partis traditionnels en Grèce et la montée de SYRIZA ou d'Aube Dorée s'inscrivent dans cette dynamique plus large.

Un système voué à l'effondrement ?

L'usage du concept de clientélisme est depuis longtemps établi dans la littérature concernant le système politique de la Grèce. Selon le paradigme proposé par N. Mouzelis[8], les relations de clientèle constituent en Grèce le mode par excellence d'intégration verticale et de participation des masses à la vie politique ; leurs origines se trouvent dans les spécificités du développement politique du pays marqué par l'établissement d'un parlementarisme précoce et

[7] PETRAKIS P., *The Greek economy and the crisis: challenges and responses*, Berlin, Springer, 2012 ; LYRINTZIS C., « Greek Politics in the Era of Economic Crisis. Reassessing Causes and Effects », *Hellenic Observatory Papers on Greece and Southeast Europe*, 2011, Paper No 45 ; TRANTIDIS A., *Clientelism and economic policy: Greece and the crisis*, London-New York, Routledge, 2016.

[8] Il s'agit du paradigme dominant concernant le cas grec au point qu'il est désigné comme le « paradigme sociologique post-dictatorial ». VOULGARIS G., « Κράτος και κοινωνία πολιτών στην Ελλάδα. Μία σχέση προς επανεξέταση; [État et société civile en Grèce. Une relation à revisiter?] », *Revue Hellénique de Science Politique*, 2006, n° 28, p. 5–33 ; IORDANOGLOU C.H., *Κράτος και ομάδες συμφερόντων: μια κριτική της παραδεδεγμένης σοφίας [État et groupes d'intérêt. Une critique du sens commun]*, Athènes, Polis, 2013, p. 67.

une industrialisation tardive[9]. Ce type de relations s'appuierait historiquement sur un « État hypertrophié faute d'une société civile forte »[10]. Ce modèle d'intégration verticale de la population traverse l'ensemble de l'histoire politique du pays et caractérise aussi toute la période de l'après-guerre jusqu'à la dictature des colonels[11]. Dans cette approche, le poids du passé pèse lourdement lors de la démocratisation du pays initiée en 1974, de sorte que le clientélisme continue à structurer les relations entre l'État, les partis et la société tout au long de la Troisième République[12]. Selon cette lecture, les transformations politiques survenues en Grèce depuis 2010 trouvent leur origine dans l'affaiblissement des pratiques clientélistes, mises en cause par le programme d'ajustement[13] : dans ce contexte de crise économique et d'imposition de l'austérité, l'État se prive de ressources importantes[14] de sorte que, perdant leur capacité à fidéliser leur base sociale et électorale, les partis politiques sont mis en question quant à leur représentation[15] et font l'objet d'un vote sanction.

Ce modèle explicatif se heurte à une série de problèmes de nature tant théorique que factuelle. Tout d'abord, l'usage inconditionnel du terme clientélisme afin de désigner tout type de transaction et d'échange entre des acteurs politiques et non politiques constitue un point d'incompréhension potentielle. Le concept de cliéntelisme devient une notion fourre-tout. Or, les relations de clientèle ne constituent qu'une des modalités de la domination politique, modalités

[9] L'auteur, inspiré par le modèle d'opposition entre pays du centre capitaliste et de la périphérie, proposé par des auteurs comme I. Wallerstein et F. Gunder, observe qu'en Grèce, la participation politique, à travers le suffrage universel institué en 1877, précède le développement industriel. Il s'instaure alors un parlementarisme oligarchique qui conditionne l'émergence des relations de clientèle comme structurantes des processus politiques. Selon ce schéma, le passage, au début du vingtième siècle, d'un parlementarisme oligarchique à des formes de participation politique élargies n'a pas signé la fin des réseaux clientélistes. Au contraire, ces réseaux ont été intégrés dans les nouveaux partis formés au début du vingtième siècle. Le clientélisme et le patronage prennent désormais des formes plus bureaucratiques en suivant le modèle d'organisation des partis politiques. MOUZELIS N., *Κοινοβουλευτισμός και εκβιομηχάνιση στην ημι-περιφέρεια. Ελλάδα, Βαλκάνια, Λατινική Αμερική [Parlementarisme et industrialisation dans la sémi-périphérie. Grèce, Balkans, Amérique-Latine]*, Athènes, Themelio, 2005, p. 3–15 ; MOUZELIS N., « On the Demise of Oligarchic Parliamentarism in the Semi-Periphery: A Balkan-Latin American Comparison », *Sociology*, 1983, vol. 17, n° 1, p. 28–43.

[10] MOUZELIS N. et G. PAGOULATOS, « Civil Society and Citizenship in postwar Greece », *Greek Review of Political Science*, 2003, n° 22, p. 5–29.

[11] MOUZELIS N., *Parlementarisme et industrialisation dans la sémi-périphérie*, *op. cit.*, p. 151–152.

[12] DIAMADOUROS N., « 1974 Η μετάβαση από το αυταρχικό στο δημοκρατικό καθεστώς στην Ελλάδα [1974 La transition du régime autoritaire au régime démocratique en Grèce] », *Greek Review of Social Research*, 1983, vol. 1, n° 49, p. 52–87.

[13] LYRINTZIS C., « Greek Politics in the Era of Economic Crisis. Reassessing Causes and Effects », *op. cit.* ; PETRAKIS P., *The Greek economy and the crisis*, *op. cit.* ; TRANTIDIS A., *Clientelism and economic policy*, *op. cit.*

[14] STREECK W. et D. MERTENS, « Public Finance and the Decline of State Capacity in Democratic Capitalism », *A. SCHÄFER, W. STREECK (dir.), Politics in the Age of Austerity*, Cambridge, UK Malden, MA, USA, Polity, 2013, p. 26–58.

[15] MAIR P., « Smaghi versus the Parties: Representative Government and Institutional Constraints », *A. SCHÄFER, W. STREECK (dir.), Politics in the Age of Austerity*, Cambridge, UK Malden, MA, USA, Polity, 2013, p. 143–168.

que nous analyserons par la suite. Sous le terme de relations de clientèle, on confond les stratégies de politisation de l'État, l'influence exercée par certains groupes sociaux et professionnels sur l'orientation des politiques publiques, ainsi que les biens matériels distribués par les partis politiques dans le cadre du travail politique comme par exemple les postes dans la bureaucratie étatique ou partisane.

Notre approche du phénomène clientéliste est différente car elle insiste sur l'inégalité des ressources entre les deux pôles de la relation et sur sur le caractère individuel du service. Pour nous, le cliéntelisme suppose un patron politique qui, en mobilisant des ressources liées à sa position, rend des faveurs aux profanes en échange d'une fidélité politique[16]. Cette approche restreinte du phénomène est la base de notre conception du clientélisme dans cette thèse. Elle nous conduit à situer localement les arrangements clientélistes et à inscrire ces relations dans une économie morale ou dans une économie de l'échange considérée comme normale pour les individus qui y prennent part. En nous appuyant sur des travaux effectués dans d'autres contextes nationaux[17], nous souhaitons écarter les dimensions normatives de la notion pour l'inscrire dans une économie globale d'échanges politiques et de compétition politique.

La distinction entre les différents types de biens distribués par les partis politiques est nécessaire. On prend sinon le risque de confondre les faveurs personnalisées avec l'influence sur les recrutements ou les promotions dans l'appareil étatique ou encore avec l'instauration de privilèges ciblés en faveur de groupes sociaux, comme par exemple une taxation favorable ou la mise en place d'une politique régionale. Dans le cas grec, l'échec des tentatives de reforme de l'administration publique, la position privilégiée dont jouissent certains groupes sociaux comme les armateurs, ou le développement urbain inégal de la capitale en termes d'infrastructures[18] sont des exemples qui sortent du cadre des services personnels et personnalisés ; ils renvoient à des rapports de forces variables entre acteurs politiques et non politiques, rapports créant une

[16] COMBES H. et G.A. VOMMARO, *Sociologie du clientélisme*, Paris, La Découverte, 2015 ; IORDANOGLOU C.H., *État et groupes d'intérêt*, *op. cit.*

[17] BRIQUET J.-L., « Les pratiques politiques «officieuses». Clientélisme et dualisme politique en Corse et en Italie du Sud », *Genèses*, 1995, vol. 20, n° 1, p. 73–94 ; BRIQUET J.-L. et F. SAWICKI (dir.), *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris, Presses universitaires de France, 1998 ; BRIQUET J.-L., « Les "primitifs" de la politique. La perception par les élites du vote en Corse sous la IIIe République », *Politix*, 1991, vol. 4, n° 15, p. 32–47.

[18] LEONTIDOU L., *Πόλεις της σιωπής: Εργατικός εποικισμός της Αθήνας και του Πειραιά, 1909-1940 [Villes du silence: colonisation ouvrière d'Athènes et du Pirée, 1909-1940]*, Athènes, Institut Téchnologique Culturel ETVA - Editions Themelio, 1989.

asymétrie de positions et d'influence[19]. Dès lors, cette problématisation trop vague ou trop globale, qui aboutit en fin de compte à la vision d'un État grec tout-puissant et d'une société civile affaiblie et dominée dans les processus de prise de décision politique, ne peut pas constituer un point de départ pertinent pour notre travail.

L'asymétrie entre groupes et acteurs sociaux s'observe dans le cadre des programmes d'ajustement puisque le Mémorandum produit des effets différenciés en fonction des acteurs et des groupes sociaux. Si, dans une première lecture, les mesures votées mêlent à la fois des mesures de discipline budgétaire et des mesures d'ajustement structurel, touchant ainsi directement ou indirectement une large partie de la population, leurs effets restent à géométrie variable selon le poids d'influence respectif des groupes sociaux ou des groupes d'intérêt concernés. Les plus touchés sont les outsiders traditionnels, à savoir ceux dont la représentation est peu institutionnalisée, et/ou dont la position était déjà faible[20]. Par conséquent, postuler de manière globale que l'austérité fait disparaître les ressources offertes, phénomène qui à son tour expliquerait le changement politique, n'est pas recevable en l'état.

Le populisme comme grille d'explication globale ?

On retrouve ce type de raisonnement globalisant dans l'explication populiste mais avec cette différence que le populisme n'émerge pas au moment de la crise mais est censé être inhérent au système politique. Dans cette optique, des politistes comme T. Pappas introduisent le populisme comme facteur explicatif de la crise grecque. Le populisme, défini par l'auteur comme l'opposé du libéralisme, constitue la quintessence du système politique grec ; la crise et la faillite du pays sont présentées dans ce schéma comme « l'aboutissement d'un long processus lors duquel le populisme a prévalu sur le libéralisme et est devenu hégémonique »[21]. Cette approche absorbe aussi les analyses classiques du clientélisme en Grèce et les intègre dans une configuration populiste qui est censée constituer la quintessence du système politique grec.

Le porteur par excellence du populisme est le PASOK qui, une fois au pouvoir en 1981, diffuse les pratiques clientélistes et enclenche une polarisation idéologique avec la ND, qui va

[19] IORDANOGLOU C.H., *État et groupes d'intérêt*, *op. cit.*, p. 12–14.
[20] MATSAGANIS M., *Η κοινωνική πολιτική σε δύκολους καιρούς. Οικονομική κρίση, δημοσιονομική λιτότητα και κοινωνική προστασία. [La politique sociale dans une ère difficile. Crise économique, austerité budgetaire et protection sociale]*, Athènes, Kritiki, 2011.
[21] PAPPAS T., « Why Greece Failed », *Journal of Democracy*, 2013, vol. 24, n° 2, p. 33.

conduitre à son tour à l'établissement d'un système bipartite. La « démocratie populiste » établie depuis 1981 se base selon l'auteur sur la distribution de rentes politiques distribuables à l'ensemble de la société, distribution assurée par le bipartisme en place[22]. Par conséquent, dans le cadre de l'austérité imposée depuis 2010, l'État n'est plus en mesure de distribuer des rentes et le bipartisme recule en faveur d'un multipartisme[23]. Dans le même courant d'idées, C. Mudde postule que la mutation politique en Grèce peut se résumer par la substitution du populisme de SYRIZA, au pouvoir depuis 2015, au populisme traditionnel du PASOK[24].

Ce type d'analyse fait bon marché de la crise politique et des mécanismes de transformation du jeu politique ; il se focalise surtout sur la recherche des déséquilibres économiques ou institutionnels présentés comme facteurs décisifs du bouleversement politique. Même si notre travail fait appel à la même réalité, nous restons critiques face aux pretentions d'une explication globale que l'on accorde au cliéntelisme ou au populisme dans le cas grec. L'usage globalisant des deux concepts nous paraît peu convaincant pour plusieures raisons supplémentaires.

D'abord parce qu'ils laissent dans l'opacité les ancrages et les soutiens sociaux dont jouissent les partis dominants. Plus largement, ces modèles laissent entendre l'existence d'une classe politique sans liens sociaux, qui gouverne uniquement grâce à sa capacité d' « acheter » des votes. La légitimité du système se résume à ce seul mode de domination politique. Cette perspective ne tient d'ailleurs pas compte des travaux qui portent sur le profil et les trajectoires des élites politiques et qui restituent de leur multipositionnement et de leur circulation entre les différentes sphères sociales et politiques[25].

De plus, les modalités concrètes de l'effondrement du bipartisme sont éludées. Les logiques de la reconfiguration ne sont pas analysées. L'analyse du passage d'un bipartisme à un autre ou à un certain type de multipartisme en reste aux éléments externes, institutionnels et

[22] PAPPAS T., « Populist Democracies: Post-Authoritarian Greece and Post-Communist Hungary », *Government and Opposition*, 2013, vol. 49, n° 1, p. 14–18.
[23] PAPPAS T., « Why Greece Failed », *op. cit.*, p. 43 ; VASILOPOULOU S., D. HALIKIOPOULOU, et T. EXADAKTYLOS, « Greece in Crisis: Austerity, Populism and the Politics of Blame », *JCMS: Journal of Common Market Studies*, 2014, vol. 52, n° 2, p. 388–402.
[24] MUDDE C., *Syriza: the failure of the populist promise*, Cham, Palgrave Macmillan, 2017.
[25] DRETTAKIS M., *Ανατομία της Βουλής 1974-1990 [Anatomie du Parlement 1974-1990]*, Athènes, Gutenberg, 1991 ; DRETTAKIS M., *Βουλευτικές εκλογές 1996 και 2000 [Élections parlementaires 1996 et 2000]*, Athènes, 2000 ; DRETTAKIS M., *Βουλευτικές εκλογές 2007 [Élections parlementaires 2007]*, Athènes, 2007 ; KAKEPAKI M. (dir.), *Η πολιτική αντιπροσώπευση στη σύγχρονη Ελλάδα: χαρακτηριστικά και φυσιογνωμία των μελών του Ελληνικού κοινοβουλίου 1996-2015 [La représentation politique en Grèce contemporaine : propriétés et caractéristiques des membres du Parlement 1996-2015]*, Athènes, Papazisi, 2016.

formels du système. Une telle approche ne décrit pas les modalités concrètes par lesquelles SYRIZA ou Aube Dorée ont réussi à briser le monopole des partis établis, les ressources sur lesquelles ils se sont appuyées et ce qui rend ces ressources efficaces. L'analyse de ces phénomènes requiert pourtant de s'intéresser non seulement à la forme des rapports de force (passage du bipartisme au multipartisme), mais aussi et surtout aux conditions donnant naissance à cette mutation. Cette analyse, qui se trouve au cœur de notre travail, est indissociable des dimensions à la fois politiques et sociales de la reconfiguration politique de la Grèce.

Le PASOK, un parti condamné à la chute ?

La question de la transformation du PASOK d'un parti de masse contestataire pendant les années 1970 à un parti hégémonique pendant les décennies suivantes[26] fait l'objet d'une littérature importante qui se focalise soit sur l'idéologie et ses mutations soit sur l'organisation et ses transformations[27]. Les approches organisationnelles s'appuient largement sur le modèle du parti-cartel[28]. Selon cette thèse le PASOK suit, schématiquement, à partir de sa montée au pouvoir, *une trajectoire qui va de la société vers l'État*[29], mouvement qui se situe surtout au milieu des années 1990, à la suite du décès d'Andreas Papandreou et l'arrivée au pouvoir d'une

[26] SPOURDALAKIS M., « Από το "κίνημα διαμαρτυρίας" στο "νέο Πασόκ" [Du "mouvement contestataire" au "nouveau PASOK"] », *M. SPOURDALAKIS (dir.), PASOK : Parti, État, Société*, Athènes, Pattakis, 1998, p. 15–74.

[27] Nous citons à titre indicatif: LYRINTZIS C., *Between Socialism and Populism : The Rise of the Panhellenic Socialist Movement*, London, Univerity of London, 1983 ; KOTZIAS N., *Ο « Τρίτος Δρόμος » του ΠΑΣΟΚ [La « troisème voie » du PASOK]*, Athènes, Sychroni Epochi, 1984 ; SPOURDALAKIS M., *ΠΑΣΟΚ : δομή, εσωκομματικές κρίσεις και συγκέντρωση εξουσίας [PASOK: structure, crises intrapartisanes et concentration de pouvoir]*, Athènes, Eksantas, 1988 ; BOTOPOULOS K., *Σοσιαλιστές και εξουσία: Ελλάδα, Γαλλία, Ισπανία στη δεκαετία του '80 [Socialistes et pouvoir: Grèce, France, Espagne dans les années '80]*, Athènes, Polis, 1994 ; ELEFANTIS A., *Στον αστερισμό του λαϊκισμού [Dans la constellation du populisme]*, 2ème édition., Athènes, Gkonis, 2015 ; ELEFTHERIOU K. et C. TASSIS, *ΠΑΣΟΚ: Η άνοδος και η πτώση (;) ενός ηγεμονικού κόμματος [PASOK: La montée et la chute (?) d'un parti hégémonique]*, Athènes, Savvalas, 2013.

[28] SPOURDALAKIS M. et C. TASSIS, « Party Change in Greece and the Vanguard Role of PASOK », *South European Society and Politics*, décembre 2006, vol. 11, n° 3–4, p. 497–512 ; VERNARDAKIS C., *Πολιτικά κόμματα, εκλογές και κομματικό σύστημα: οι μετασχηματισμοί της πολιτικής αντιπροσώπευσης 1990-2010 [Partis politiques, élections et système de partis: les transformations de la représentation politique 1990-2010]*, Athènes-Salonique, Sakkoula, 2011 ; VERNARDAKIS C., « From Mass Parties to Cartel Parties: The Evolution of the Structure of Political Parties in Greece through Changes in their Statutes and Systems of Financing », *Working Paper Series on the Legal Regulation of Political Parties*, 2012, n° 27, p. 1–21 ; ELEFTHERIOU K. et C. TASSIS, « Εσωκομματική πολιτική και στρατηγική του κράτους: το 'συμμετοχικό' εγχείρημα του ΠΑΣΟΚ 2004-2009 [Politique intrapartisane et stratégie de l'Etat: la tentative "participative" du PASOK 2004-2009] », *Επιστήμη και Κοινωνία [Science et Société]*, 2011, vol. 27, p. 55–81 ; ELEFTHERIOU K. et C. TASSIS, *PASOK: La montée et la chute*, *op. cit.*

[29] ELEFTHERIOU K. et C. TASSIS, *PASOK: La montée et la chute*, *op. cit.*, p. 50.

nouvelle élite partisane sous Costas Simitis[30]. Ce passage aurait eu deux conséquences directes. D'abord, le PASOK devient de plus en plus dépendant des ressources étatiques pour assurer sa reproduction et son hégémonie : les bases de sa légitimation, son recrutement ainsi que son positionnement idéologique sont de plus en plus liés aux logiques de gestion des affaires gouvernementales et étatiques[31]. Cela entraîne selon cette approche le déclin de l'organisation partisane : le recrutement, la mobilisation, le travail politique au quotidien, en bref, la vie interne du parti et les logiques militantes sont affaiblies, ce qui entraîne un affaiblissement plus général des organes intermédiaires et locaux du PASOK. Plus largement, à mesure que le parti s'imbrique, voire est absorbé par l'État[32], les socialistes perdent leurs « racines » sociales et les circuits de légitimation des décisions prises au niveau national se trouvent altérés.

Cette approche a l'avantage d'examiner le fonctionnement interne du parti et de restituer les changements du PASOK au croisement des logiques sociales et politiques, en s'écartant des approches qui se focalisent sur les mutations discursives et idéologiques du parti. Mais si l'on souscrit aux observations qui attestent l'affaiblissement des logiques et des ressources militantes et la mise à l'écart relative des organes locaux du parti, le cadre conceptuel explicatif apparaît ici encore trop schématique[33]. On n'observe pas en effet cette trajectoire qui va de la société vers l'État, et qui serait dûe à l'imbrication accrue du PASOK avec les ressources étatiques à partir des années 1990. D'abord, la captation des ressources étatiques constitue un mécanisme récurrent dans les processus de consolidation partisane, qui traverse toute l'histoire du parti. En outre, les changements organisationnels ne peuvent pas être imputés mécaniquement à l'osmose accrue des socialistes avec l'État. Les luttes internes et les tendances à la centralisation traversent aussi l'histoire du parti depuis sa fondation[34]. Cette approche reflète une vision idéalisée du passé et des origines du parti, selon laquelle le PASOK aurait été à son origine un vrai parti de masse, connaissant une démocratie interne et en lien direct avec la société, éléments qui auraient dégénéré au fil des années.

Plus largement, l'étude de la chute du PASOK ne peut pas être réduite au seul parti socialiste. Si le PASOK s'effondre, il faut voir ce qui le discrédite pendant cette période, et

[30] VERNARDAKIS C., *Partis politiques, élections et système de partis*, *op. cit.*, p. 234–240.
[31] *Ibid.*, p. 233.
[32] ELEFTHERIOU K. et C. TASSIS, *PASOK: La montée et la chute*, *op. cit.*, p. 87–97.
[33] Pour une approche critique des fondements théoriques et empiriques du parti-cartel voir AUCANTE Y. et A. DEZE (dir.), *Les systèmes de partis dans les démocraties occidentales: le modèle du parti-cartel en question*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2008.
[34] SPOURDALAKIS M., *PASOK: structure, crises intrapartisanes et concentration du pouvoir*, *op. cit.*, p. 130–158.

examiner les logiques et les règles implicites de la compétition politique. Une telle étude nécessite de s'intéresser à la manière dont le PASOK perd ses ancrages, dont des nouveaux acteurs se consolident dans le champ politique, aux facteurs qui permettent la dissidence chez les socialistes. Nous concevons la crise du parti dans une double dimension : à la fois une crise dans les modalités de production et de distribution des biens politiques et une crise du recrutement des militants et de la reproduction des élites politiques.

Problématique

Nous faisons ici le choix d'étudier une reconfiguration politique à travers l'analyse d'un parti politique. Pour comprendre la mutation du jeu politique en Grèce, nous posons au centre de notre démarche l'analyse du PASOK. L'inscription du PASOK dans la concurrence politique permettra ainsi d'appréhender, à travers sa chute, les modifications qui surviennent à la fois dans le parti, dans la dynamique de la compétition mais aussi dans les ressorts du système partisan. On s'intéressera ainsi à la fois aux différentes organisations partisanes concurrentes et aux facteurs environnementaux comme les règles du jeu politique, les positionnements idéologiques, la structure de l'État et les ressources politiquement disponibles. Ce travail s'inscrit donc dans une perspective large, celle du jeu politique, de ses acteurs et de ses différents ressorts, perspective qui conçoit la trajectoire partisane et les bouleversements du système partisan en lien avec des processus effectués dans différentes sphères sociales.

L'étude des partis politiques fait historiquement l'objet de différentes approches selon ce sur quoi les chercheurs mettent la focale. Depuis les travaux classiques de M. Weber[35], de R. Michels[36] ou encore M. Ostrogorski[37], l'étude des partis s'intéresse de manière variable au fonctionnement interne du parti ou à son environnement. Schématiquement, on peut distinguer deux grandes approches qui ont nourri la littérature de la sociologie des partis politiques. Une première approche tire ses origines des travaux de M. Weber. Dans cette ligne, les partis sont principalement conçus comme des organisations et leur étude se focalise sur leur structure, leur fonctionnement interne et les luttes pour le pouvoir en leur sein. L'interrogation sur les traits

[35] WEBER M., *Le savant et le politique*, Paris, Editions 10/18, 2005 [1919].
[36] MICHELS R., *Sociologie du parti dans la démocratie moderne : enquête sur les tendances oligarchiques de la vie des groupes*, Paris, Gallimard, 2015 [1910].
[37] OSTROGORSKI M., *La démocratie et les partis politiques*, Paris, Seuil, 1979 [1902].

caractéristiques de leur organisation va de pair avec une réflexion sur la classification des partis politiques. Sur ce point, le travail de M. Duverger fait référence dans la mesure où il cherche à qualifier la nature de l'organisation au type de division du travail interne[38]. La classification classique entre partis de cadre et partis de masse repose alors sur une distinction structurale entre deux différents types d'entreprises politiques, basées respectivement sur le prestige et l'aisance économique d'un nombre limité d'élus ou sur les cotisations et la main d'œuvre mobilisée des militants. Cette approche structurale est reprise par des politistes qui cherchent à mettre au jour l'évolution des partis politiques et à prendre en compte les transformations survenues dans l'organisation partisane. Dans ce cadre, O. Kirchheimer introduit la notion de parti « attrape-tout » afin de saisir les ajustements des partis traditionnels à la compétition électorale de l'après-guerre[39]. A. Panebianco oppose le parti électoral/professionnel et le parti bureaucratique de masse pour analyser l'évolution des formes organisationnelles de M. Duverger[40]. Plus récemment, R. Katz et P. Mair introduisent le concept du « parti-cartel » qui renvoie à la fois à la forme organisationnelle, résultant de l'imbrication des partis à l'État, et aux caractèristiques d'une compétition politique transformée[41].

La seconde approche de référence dans l'étude des partis politiques cherche à situer les partis en fonction des conflits et des clivages sociaux. Plus spécifiquement, selon S. Lipset et S. Rokkan les partis sont à la fois des produits et des porteurs d'oppositions sociales majeures dont la traduction en politique a conditionné l'émergence et la consolidation des systèmes partisans[42]. Ces chercheurs, en examinant la naissance des systèmes partisans de l'Europe Occidentale, ont situé l'émergence des partis au croisement des révolutions nationale et industrielle donnant naissance aux conflits État et Eglise, centre et périphérie, bourgeoisie et classe ouvrière et espace urbain et rural. La traduction de ces clivages dans l'arène politique se trouve au cœur de l'émergence de différents types de partis (ouvriers, régionaux, ruraux etc.). Dans cette approche, la focale n'est plus mise sur l'organisation interne des partis mais sur les conditions d'émergence et de consolidation des systèmes partisans européens.

---

[38] DUVERGER M., *Les partis politiques*, 10ème édition, Paris, Librairie Armand Colin, 1958.
[39] KIRCHHEIMER O., « The transformation of the Western party systems », *J. LAPALOMBARA, M. WEINER (dir.), Political Parties and Political Development*, Princeton, NJ, Princeton University Press, 1966, p. 177–200.
[40] PANEBIANCO A., *Political Parties: Organization and Power*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988.
[41] KATZ R.S. et P. MAIR, « Changing Models of Party Organization and Party Democracy: The Emergence of the Cartel Party », *Party Politics*, 1995, vol. 1, n° 1, p. 5–28.
[42] LIPSET S.M. et S. ROKKAN, « Cleavage structures, party systems, and voter alignments », *P. MAIR (dir.), The West European party system*, Oxford ; New York, Oxford University Press, 1990, p. 95–101.

L'étude des partis politiques varie largement en fonction de la conception initiale, voire de la définition de ceux-ci. Concevoir les partis comme organisations ou comme porteurs d'intérêts sociaux, argumenter en termes de systèmes partisans ou en termes de fonctionnement interne, ces choix nourrissent des approches différentes : plutôt « organisationnelles », à savoir des approches qui se focalisent sur l'intérieur du parti ou « sociétales » qui s'intéressent surtout aux liens du parti avec des groupes sociaux ou des classes sociales que le parti est censé représenter[43]. Afin de dépasser les analyses formelles du phénomène partisan, il faut inscrire les partis politiques dans leurs différentes appartenances et les articulations sociales qui les font exister. Mais en même temps nous tenons le parti comme une relation sociale façonnée par des luttes internes. Un parti est à la fois modelé par des luttes internes et par des fonctions externes[44].

Nous nous inspirons ainsi de la pensée wébérienne qui voit dans le parti une entreprise d'intérêts[45], c'est-à-dire, une entreprise où s'articulent les intérêts distincts des leaders et des militants[46], point qui nous conduit à voir le parti comme un espace de coopération et de lutte entre agents intéressés qui contribuent à l'existence du parti. Un parti est un lieu où des agents intéressés entrent en concurrence pour l'obtention des postes et des positions d'influence internes comme pour des mandats électifs où pour des postes dans l'appareil étatique au sens large. L'ensemble organisationnel qui constitue le parti dans ses différents « visages » constitue un champ de luttes et de forces autour des ressources collectives, produites et accumulées en son sein[47]. Cette définition nous permet de mettre au cœur de notre interrogation les types de capitaux, collectifs ou personnels, qui sont accumulés soit à l'intérieur du parti soit dans d'autres sphères sociales et qui font « exister » le parti[48].

Cette approche qui recourt à la métaphore du marché (capitaux, entreprise, biens)[49] nous permet de mettre en valeur la démarche relationnelle qui se trouve au cœur de notre conception

[43] Voir sur ce sujet OFFERLÉ M., « Partis et organisations partisanes », *A. COHEN, B. LACROIX et P. RIUTORT (dir.), Nouveau manuel de science politique*, Paris, La Découverte, 2009, p. 448–451.
[44] Nous suivons sur ce point l'approche proposée dans OFFERLÉ M., *Les partis politiques*, 7ème., Paris, Presses universitaires de France, 1987.
[45] WEBER M., *Le savant et le politique*, *op. cit.*, p. 164–165.
[46] Weber définit le parti comme « une sociation reposant sur un engagement libre ayant pour but de procurer à leurs chefs le pouvoir au sein d'un groupement et à leurs militants actifs des chances (...) de poursuivre des buts objectifs, d'obtenir des avantages personnels ou de réaliser les deux ensemble ». WEBER M., *Économie et société. Les catégories de la sociologie*, Paris, Pocket, 1995 [1921].
[47] OFFERLÉ M., *Les partis politiques*, *op. cit.*, p. 34.
[48] OFFERLÉ M., « Nouveau manuel de science politique », *op. cit.*, p. 453.
[49] Voir sur ce sujet GAXIE D., *La démocratie représentative*, Paris, Montchrestien, 2000, p. 24–29.

des partis politiques[50]. Partant du principe que les partis politiques sont producteurs et distributeurs de biens politiques, des biens qui sont liés aux ressources mises au service du parti, nous sommes conduits à examiner les espaces et les rapports de production de ces ressources ainsi que les conditions de leur effectivité. L'analyse des partis politiques par le prisme de la compétition, des ressources mobilisées et de la circulation du personnel entre les différents types de postes, nous renseigne sur l'économie globale de la compétition politique et ses fluctuations. L'approche que nous adoptons vise alors à briser les frontières instituées et représentées du parti pour voir ce qui se passe dans son environnement, mieux saisir les échanges au centre desquels il se trouve, travaillant à dépasser la dichotomie stricte entre organisation et environnement, ou autrement dit, entre approches organisationnelles et approches sociétales du phénomène partisan.

Les ressources partisanes auxquelles nous nous référons et qui se trouvent au cœur d'une entreprise partisane sont diverses : des ressources financières, des ressources organisationnelles, un accès aux ressources étatiques, à des groupes sociaux mobilisés ou à des électorats consolidés dans le temps figurent parmi les ressources mobilisables par excellence[51]. Dans le prolongement de l'idée que les partis doivent être appréhendés « dans les configurations sociales et politiques qui le(s) contraignent et le(s) travaillent »[52], notre recherche s'oriente vers la structure de l'État et l'osmose entre postes partisans et postes étatiques, l'implantation syndicale et associative du parti, le type de militantisme et les cotisations militantes, les relations nouées avec des groupes d'intérêt et des représentants d'intérêts divers, les formes d'implantation territoriale et locale du parti et ses clientèles électorales. Ce sont ici les ancrages du parti qui se trouvent au cœur de notre conception du phénomène partisan : c'est en comprenant la façon dont les instances partisanes peuvent ou ne peuvent plus mobiliser une série d'ancrages comme l'État, le syndicalisme, le militantisme ou le local que l'on peut comprendre la trajectoire du parti.

[50] En ce qui concerne l'analogie avec le marché voir OFFERLÉ M., *Les partis politiques*, 7ème., Paris, Presses universitaires de France, 1987, p. 18–28 ; OFFERLÉ M., « Partis et organisations partisanes », *A. COHEN, B. LACROIX et P. RIUTORT (dir.), Nouveau manuel de science politique*, Paris, La Découverte, 2009, p. 453–454.
[51] Voir sur ce sujet OFFERLÉ M., « Nouveau manuel de science politique », *op. cit.*, p. 455–456.
[52] OFFERLÉ M., *Les partis politiques, op. cit.*, p. 4.

Concevoir le parti comme une *sociation* dont la construction se trouve au croisement de la mobilisation de groupes collectifs, d'acteurs intéressés à les représenter et dotés de capitaux symboliques et matériels[53], nous amène à examiner l'articulation entre dimension nationale et locale du parti, deux dimensions qui nous paraissent indissociables[54]. Nous nous sommes inspirés de recherches qui mettent le local - et plus particulièrement le *parti au local* - au cœur de l'étude du phénomène partisan et politique[55]. L'analyse du phénomène partisan dans un espace local donné fournit un point de référence solide en apportant des éléments d'analyse à deux niveaux : sur l'imbrication entre sphère sociale et sphère politique d'une part et sur la transposition–traduction des phénomènes nationaux à l'échelle locale, d'autre part[56].

La manière dont un parti politique se construit - et se déconstruit dans notre cas - localement nous fournit des informations sur la construction sociale des organisations politiques, à savoir, les ressources et règles qui concrétisent les « relations concrètes entre individus et groupes agissant simultanément dans des espaces sociaux différenciés »[57]. Une telle approche éclaire la configuration que revêt le parti au niveau local : il s'agit d'un ensemble d'acteurs, de postes, de groupes et de ressources mobilisées qui produisent, symboliquement et matériellement, de manière relationnelle, le parti dans l'espace local. Cette analyse localisée, à travers le PASOK, nous permet ainsi d'appréhender des phénomènes plus larges. Inscrire l'étude du parti au local dans l'ensemble de la compétition politique nous renseigne enfin sur le caractère relatif - et fluctuant dans le temps - des ressources valorisées pour entrer en politique, ainsi que sur les aspects concrets du métier politique comme le travail quotidien ou la mobilisation électorale[58].

---

[53] Voir sur ce sujet OFFERLÉ M., *Les partis politiques*, Paris, Presses universitaires de France, 1987, p. 14–17.
[54] SAWICKI F., *Les réseaux du Parti socialiste: sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, 2017, p. 46.
[55] SAWICKI F., *Les réseaux du Parti socialiste*, *op. cit.*
[56] SAWICKI F. et J.-L. BRIQUET, « L'analyse localisée du politique », *Politix*, 1989, vol. 2, n° 7, p. 6–16 ; SAWICKI F., « Questions de recherche : pour une analyse locale des partis politiques », *Politix*, 1988, vol. 1, n° 2, p. 13–28 ; GARRAUD P., « Les contraintes partisanes dans le métier d'élu local. Sur quelques interactions observées lors des élections municipales de 1989 », *Politix*, 1994, vol. 7, n° 28, p. 113–126 ; MISCHI J., « Travail partisan et sociabilités populaires. Observations localisées de la politisation communiste », *Politix*, 2003, vol. 16, n° 63, p. 91–119 ; Sur l'intérêt de la variation des échelles voir REVEL J., *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, Paris, Seuil, 1996.
[57] SAWICKI F., *Les réseaux du Parti socialiste*, *op. cit.*, p. 56.
[58] BRIQUET J.-L., « Communiquer en actes. Prescriptions de rôle et exercice quotidien du métier politique », *Politix*, 1994, vol. 7, n° 28, p. 16–26 ; FAURE A., « Les apprentissages du métier d'élu local. La tribu, le système et les

Nous partageons alors la vision selon laquelle « le local n'est pas un lieu clos à l'intérieur duquel se limitent les relations de pouvoir, mais un lieu d'interactions et de transactions entre des acteurs disposant de ressources différentes (et inégales), aussi bien locales (héritage familial, prestige social, responsabilités dans des organisations locales, etc.) que nationales (appartenance à la direction d'un parti, positions de pouvoir dans l'appareil d'État, capital social ou culturel garanti par une institution, etc.)[59] ». L'intérêt de cette démarche repose sur l'examen de l'articulation des phénomènes entre l'échelle nationale et locale puisqu'il nous semble que la traduction des phénomènes d'échelle nationale n'est pas ni automatique ni évidente au plan local[60]. Notre étude se veut dynamique dans la mesure où elle a pour objectif de faire dialoguer les différentes échelles d'analyse, ainsi que le parti dans ses différents aspects, du gouvernement jusqu'aux sections locales puisque « chaque site d'interaction doit être considéré comme produisant la fois du spécifique et du général »[61].

Nous nous engageons alors dans une démarche de sociologie croisée des milieux partisans, militants, syndicaux et étatiques appuyée sur une variation et surtout sur un croisement des échelles d'analyse, afin de comprendre comment un parti dominant voit se dévaloriser ses ressources, se déliter ses ancrages sociaux et ses scores se réduire.

Champ et modalités de la domination politique

L'inscription du parti dans ces différents processus incite à analyser le champ politique, entendu comme *champ de forces et comme champ de luttes visant à transformer le rapport de forces* qui *confère au champ sa structure*[62]. Si le champ politique est conçu comme un espace d'activité spécifique, celui de la profession politique, et basé sur la distinction entre

arènes », *Pôle Sud*, 1997, vol. 7, n° 1, p. 72–79 ; GARRAUD P., « Savoir-faire et mobilisation des croyances dans le métier de maire », *Politix*, 1989, vol. 2, n° 5, p. 11–16 ; LAGROYE J., « Être du métier », *Politix*, 1994, vol. 7, n° 28, p. 5–15 ; DAMAMME D., « Deux carrières : Jean Bène et Paul Coste-Floret », *Pôle Sud*, 1995, vol. 2, n° 1, p. 151–157 ; GAÏTI B., « Des ressources politiques à valeur relative : le difficile retour de Valéry Giscard d'Estaing », *Revue française de science politique*, 1990, vol. 40, n° 6, p. 902–917.

[59] SAWICKI F. et J.-L. BRIQUET, « L'analyse localisée du politique », *op. cit.*, p. 13.

[60] J. Revel souligne sur ce point que « la variation d'échelle est une ressource d'une exceptionnelle fécondité, parce qu'elle rend possible la construction d'objets complexes et donc la prise en compte de la structure feuilletée du social ». REVEL J., « Présentation », *J. REVEL (dir.), Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, Paris, Seuil, 1996, p. 13.

[61] SAWICKI F., *Les réseaux du Parti socialiste*, *op. cit.*, p. 60.

[62] BOURDIEU P., « La représentation politique: Éléments pour une théorie du champ politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1981, vol. 36, n° 1, p. 3.

professionnels et profanes[63], l'analyse des luttes au sein du champ politique est indissociable de la façon dont celui est imbriqué aux autres champs d'activités sociales. La réussite des acteurs politiques dans leur propre espace de compétition passe largement par leur capacité à mobiliser des capitaux symboliques et matériels accumulés dans d'autres sphères sociales. Il nous faut donc éclairer certains des principaux aspects de la structuration du champ politique grec afin de mieux situer les ressorts traditionnels du PASOK en tant que parti dominant, ainsi que les dynamiques de reconfiguration politique depuis 2010.

Les partis au cœur du champ politique grec

Le premier trait caractéristique du champ politique grec est la centralité des partis politiques dans les processus de compétition politique. En d'autres termes, les partis sont depuis 1974 les acteurs politiques par excellence, ce qui nous permet de parler d'une « partisanisation » de la compétition politique au sens où ce terme désigne précisément une configuration marquée par « l'emprise croissante des partis politiques sur la compétition politique, liée à un monopole du label parti politique et à l'oligopole d'un petit nombre de partis »[64]. Depuis 1974, à la suite du retour de l'armée dans les casernes et l'abolition de la royauté, marquant l'exclusion de la politique des deux institutions qui dominaient jusqu'à cette époque la vie politique grecque, les partis vont constituer le cœur du nouveau système politique[65]. La formation des partis grecs modernes s'inscrit dans le cadre de la démocratisation et de l'ouverture du jeu politique au milieu des années 1970. Les partis politiques deviennent les canaux principaux de participation politique de sorte que la consolidation du nouveau régime s'accompagne de l'émergence d'organisations partisanes massives qui se basent sur le recrutement des militants, en rupture avec les formes partisanes prédictatoriales, structurées autour de notables locaux ou de dirigeants politiques établis avant la dictature[66].

---

[63] OFFERLÉ M., « Professions et profession politique », *M. OFFERLÉ (dir.), La profession politique XIXe-XXe siècles*, Paris, Belin, 1999, p. 7–35 ; GAXIE D., *La démocratie représentative*, *op. cit.*, p. 20–22.
[64] HEURTAUX J., *La démocratie par le droit: Pologne 1989-2016*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2017, p. 14.
[65] CHARALABIS D., *Στρατός και πολιτική εξουσία: η δομή της εξουσίας στην μετεμφυλιακή Ελλάδα [Armée et pouvoir politique: la structure du pouvoir dans la Grèce d'après-guerre civile]*, Athènes, Eksantas, 1985.
[66] MEYNAUD J., *Οι πολιτικές δυνάμεις στην Ελλάδα [Les forces politiques en Grèce]*, Athènes, Typographiki, 1966, p. 312–317.

L'analyse sur un temps long de la *Metapolitefsi (Μεταπολίτευση)*[67] montre la formation d'un système partisan structuré autour de trois grands partis, à savoir la Nouvelle Démocratie, le PASOK et le parti communiste grec, le KKE. La Nouvelle Démocratie est créée en 1974 par Constantin Karamanlis, l'ancien leader de l'Union Nationale Radicale (ERE), le parti dominant de la droite entre 1956 et 1964. Elle représente alors l'électorat traditionnel de la droite d'après-guerre qui constitue aussi le camp des vainqueurs pendant la guerre civile de 1946-1949. En d'autres termes, la Nouvelle Démocratie va tirer du passé pré-dictatorial son équipe dirigeante ainsi que les sources de sa légitimité[68]. Parallèlement, la ND se présente comme le parti proeuropéen par excellence. La domination de la ND dans l'espace de la droite passe par une stratégie d'exclusion, mais aussi, le plus souvent, d'absorption des organisations et des personnalités de l'extrême droite qui combinent de manière variable les héritages de la dictature de I. Metaxas de 1936-1940, la fidélité à la royauté (abolie en 1974) et les héritages de la dictature des colonels de 1967-1974. Malgré la présence sporadique des groupes d'extrême droite aux élections, il faudra attendre les années 2000 pour voir la formation et surtout la stabilisation organisationnelle et électorale d'un parti d'extrême droite en Grèce, à savoir le *LAOS* (Alarme Orthodoxe Populaire).

Pour ce qui est du PASOK, sa fondation est inscrite dans le cadre de l'ouverture du jeu politique à la suite de la chute des colonels. Le PASOK, lui aussi, exprime un rapport ambigu au passé. Au niveau de la direction partisane, Andreas Papandreou est le fils du leader historique de l'Union du Centre, Georges Papandreou, Premier ministre du pays à deux reprises, la première lors de la formation d'un gouvernement de coalition au lendemain de la Libération en 1944 et la seconde à la suite des élections remportées par l'Union du Centre en 1964. Andreas faisait alors partie du personnel politique prédictatorial et il avait occupé des fonctions ministérielles dans le gouvernement de son père. Cependant, même si le PASOK revendique toujours sa filiation avec le projet réformateur du centre prédictatorial, sa structure organisationnelle, son personnel

[67] Le terme Metapolitefsi (Μεταπολίτευση) renvoie à la fois au moment du passage à un système démocratique en 1974 ainsi que la période qui s'ouvre au lendemain de la chute du régime des colonels avec la fondation de la Troisième République. Le terme renvoie ainsi à la fois à une période et à un régime politique. NIKOLAKOPOULOS I., « Συνέχειες και ρήξεις : Ο αμφίσημος όρος Μεταπολίτευση [Continuités et ruptures : l'ambiguité du terme Metapolitefsi] », *M. AVGERIDIS, E. GAZI, K. KORNETIS (dir.), Metapolitefsi. La Grèce au bord de deux siècles*, Athènes, Themelio, 2015, p. 429–430.

[68] NIKOLAKOPOULOS I., « Οι αλλαγές στην εκλογική γεωγραφία των πολιτικών αξόνων 1963-1996 [Les changements dans la géographie électorale des axes politiques 1963-1996] », *T. MALOUTAS (dir.), Atlas social et économique de la Grèce*, Athènes - Volos, Centre National de Recherches Sociales-Presses Universitaires de Thessalie, 2000, p. 85.

politique et sa base électorale le distinguent clairement de l'Union du Centre et des autres organisations politiques de la période précédente et l'inscrivent dans la dynamique de la gauche.

La chute des colonels et l'ouverture du champ politique s'accompagnent de la légalisation du KKE (Parti Communiste Grec), banni depuis 1947 lors de la guerre civile. Pourtant, la gauche communiste, elle se présente divisée entre deux formations au moment du rétablissement de la démocratie en 1974, à savoir le *KKE* et le *KKE de l'intérieur* (KKE-εσωτερικού) qui constitue une scission du KKE depuis 1968. Cette scission reflète d'une part la division survenue dans le mouvement communiste européen entre les partis restant fidèles à l'Union Soviétique, comme c'était le cas du KKE, et la tendance d'eurocommunisme exprimé en Grèce par le KKE de l'Intérieur. Cette scission manifeste aussi les stratégies différenciées adoptées par la direction historique du KKE, en exil dans des pays communistes après la guerre civile, et les cadres du parti qui, restés en Grèce, ont participé à l'*EDA* (Gauche Unie Démocratique). Ce parti, fondé à l'initiative du KKE en 1951, a constitué l'expression parlementaire de la gauche dans l'après-guerre jusqu'à sa dissolution lors du coup d'état des colonels en 1967. Les deux partis communistes forment temporairement en 1989 une coalition nommée *Synaspismos Uni (le terme Synaspismos signifie coalition en grec)*, un choix qui obéit tant à des facteurs internationaux comme la politique d'ouverture prônée par le parti communiste soviétique qu'à des considérations nationales spécifiques[69]. La position dominante du PASOK pendant les années 1980 et ses gains venus de la base électorale communiste ont pesé lourd sur la formation du *Synaspismos Uni* en 1989 et sur sa participation à des gouvernements de coalition pendant la période allant de juin 1989 à avril 1990. L'effondrement de l'Union Soviétique et l'expérience gouvernementale ont marqué la fin de la coalition politique des deux partis communistes. Désormais, ils se présentent séparément dans la compétition politique. Le parti eurocommuniste a gardé le nom de *Synaspismos* et constitue le noyau de la coalition électorale de *SYRIZA* (Coalition de Gauche Radicale) instituée en 2004 et qui va former le parti homonyme à partir de 2012.

[69] VOULGARIS G., *Η μεταπολιτευτική Ελλάδα 1974-2009 [La Grèce de Metapolitefsi 1974-2009]*, Athènes, Polis, 2013, p. 321–322.

Sur la politisation de l'État

Un aspect fondamental de la structuration du champ politique grec renvoie selon nous aux processus de captation et de distribution de ressource, étatiques qui sont au cœur de la reproduction des partis politiques. Dans ce cadre l'État ne doit pas être conçu comme transcendant les luttes politiques ; au contraire, les partis au pouvoir exercent un contrôle crucial dans les processus d'accaparement et de distribution des ressources étatiques. Ce point a été mis en avant par des études menées dans différents contextes nationaux[70]. Il s'agit d'une politisation de l'État, qui confère un contrôle sur les flux des ressources étatiques en vue d'une domination politique. Nous utilisons le terme de politisation de l'État pour désigner les différents processus mis en place par les partis au pouvoir pour contrôler ou orienter le travail des instances étatiques, afin d'accaparer et distribuer des ressources publiques dans le cadre de la concurrence politique.

La littérature grecque sur ce sujet illustre les modalités par lesquelles les partis politiques réussissent à accaparer l'État, soit par la politisation de l'administration publique soit par l'orientation des politiques publiques et du cycle budgétaire[71]. La politisation de l'administration concerne tant les sommets de la hiérarchie administrative que les niveaux intermédiaires. En ce qui concerne le niveau supérieur de l'administration, la politisation renvoie tout particulièrement à la couche de cadres politiques situés entre les ministres et les hauts fonctionnaires. Ces cadres politiques sont nommés par le gouvernement et leurs services cessent avec la fin des fonctions gouvernementales. Il s'agit d'un personnel proche des ministres, désigné sur critères partisans. Ces « commissaires » peuvent être conseillers des ministres ou conseillers des ministres-adjoints et des vice-ministres[72]. Ils font ainsi partie des cabinets ministériels ayant des fonctions organisationnelles et exécutives. Comme le note C. Spanou « *(…) les ministres se sont entourés*

[70] SHEFTER M., *Political parties and the state: the American historical experience*, Princeton N.J, Princeton University Press, coll.« Princeton studies in American politics », 1994 ; DORMAGEN J.-Y., *Logiques du fascisme: l'État totalitaire en Italie*, Paris, France, Fayard, 2008 ; GOURISSE B., *La violence politique en Turquie: l'État en jeu, 1975-1980*, Paris, Éditions Karthala, coll.« Recherches internationales », 2014.

[71] SOTIROPOULOS D., *Η κορυφή του πελατειακού κράτους: Οργάνωση, στελέχωση και πολιτικοποίηση των ανώτερων βαθμίδων της κεντρικής Διοίκησης στην Ελλάδα, 1974-2000 [Le sommet de l'État clientéliste. Organisation, recrutement et politisation de la haute fonction publique en Grèce, 1974-2000]*, Athènes, Potamos, 2001 ; SAKELLAROPOULOS T. (dir.), *Οικονομία και πολιτική στη σύγχρονη Ελλάδα (Économie et politique en Grèce moderne)*, Athènes, Dionikos, 2005, vol.1 ; KOTSONOPOULOS L., « Οι δημοσιονομικές βάσεις της πολιτικής νομιμοποίησης (Les bases budgétaires de la légitimation politique) », *M. AVGERIDIS, E. GAZI, K. KORNETIS (dir.), Metapolitefsi. La Grèce au bord de deux siècles*, Athènes, Themelio, 2015, p. 57–73.

[72] SOTIROPOULOS D., *Le sommet de l'État clientéliste*, *op. cit.*, p. 39.

d'un cercle plus ou moins large de conseillers et de collaborateurs tout en écartant la haute administration de son rôle d'interface avec le politique [73]».

Les postes au sein des cabinets ministériels ne sont pas les seuls à être pourvus sur des critères partisans. Des « commissaires » politiques sont nommés à la tête des différentes unités administratives qui composent les ministères. À la tête des différents Secrétariats et Directions des ministères, nous trouvons des Secrétaires Généraux, entourés par des conseillers, qui surveillent les Directeurs Généraux[74]. L'ensemble des postes relatifs aux Secrétariats Généraux ou Spéciaux, situés au sommet de la pyramide administrative des ministères, ne sont pas occupés par des hauts fonctionnaires de carrière mais au contraire par des personnes désignées sur critères d'allégeance partisane, issues de la bureaucratie partisane et révoquées une fois que le parti quitte le pouvoir. La désignation des présidents et des conseils d'administration à la tête des entreprises et organismes publics sur la base des critères d'affiliation partisane, ainsi que le contrôle exercé sur les promotions dans l'ensemble de l'administration constituent un autre aspect de la politisation de l'appareil étatique[75].

Ces processus de captation et de distribution des ressources s'articulent avec le rôle central de l'État dans l'activité économique. Tout au long de la période d'après-guerre en Grèce, l'intervention étatique s'attache à la régulation de l'économie, en assurant largement tant la reproduction du capital (au travers de subventions et du cadre institutionnel), que celle de la main-d'œuvre par la création des revenus et par la mise en œuvre de politiques redistributives[76]. La construction des infrastructures, la mise en place des institutions nécessaires à la modernisation du pays, le contrôle des secteurs cruciaux comme celui des communications ou de l'énergie, la politique de taxation et l'influence sur la définition des salaires désignent un

[73] SPANOU C., « La haute fonction publique hellénique : la permanence du provisoire », *Revue française d'administration publique*, 2014, vol. 3, n° 151–152, p. 649.
[74] SOTIROPOULOS D., *Le sommet de l'État clientéliste, op. cit.*, p. 39.
[75] PAPPAS T. et Z. ASSIMAKOPOULOU, « Party Patronage in Greece : Political Entrepreneurship in a Party Patronage Democracy », *P. KOPECKY, P. MAIR et M. Spirova (dir.), Party patronage and Party Government in European democracies*, Oxford, Oxford University Press, 2012, p. 144–162 ; SOTIROPOULOS D., *Le sommet de l'État clientéliste*, *op. cit.*
[76] SAKELLAROPOULOS T., « Κράτος και οικονομία στην Ελλάδα, 1922-1990: μια επισκόπηση [État et économie en Grèce 1922-1990: un aperçu] », *T. SAKELLAROPOULOS (dir.), Économie et politique en Grèce moderne*, Athènes, Dionikos, 2005, p. 80–96.

domaine étendu d'intervention étatique dont les grandes lignes se maintiennent après le retour du jeu démocratique[77].

Le processus d'intégration européenne du pays, à savoir l'ajustement aux critères d'entrée dans l'U.E et la zone euro, a constitué un nouveau cadre de référence[78] . Si l'adhésion à l'UE a représenté une contrainte pour les partis au pouvoir, elle a aussi introduit de nouvelles ressources dont les partis ont fait usage pour entretenir leurs clientèles politiques et électorales. Les critères d'adhésion ont imposé en effet des contraintes à l'emprise sur l'État des partis au pouvoir : les politiques économiques (constitution de budgets équilibrés, niveaux tolérés d'inflation et des dépenses publiques[79]) ou la modernisation de l'administration publique (rationalisation des critères de recrutement dans l'administration publique[80]), deviennent alors l'objet d'un contrôle européen. D'autre part, l'adhésion de la Grèce s'est accompagnée d'un processus important de transfert de liquidités vers le pays. Tout au long des années 1980, 1990 et même 2000, la Grèce profite des ressources européennes qui viennent des *Fonds européens structurels et d'investissement* sous forme des *Cadres Communautaires d'Appui* (CCA) dont le volume total est estimé aux alentours de 160 milliards euros[81]. L'usage et la distribution des ressources européennes, étant largement organisés par les partis au pouvoir, contribue largement à la création et la consolidation des clientèles politiques et par là, à la pérennisation du système politique établi. Nous pouvons ainsi soutenir que le PASOK, en tant que parti de pouvoir pendant les trente dernières années, a largement fondé son hégémonie politique sur la captation et la distribution de ce type de ressources.

---

[77] IORDANOGLOU C.H., *Η ελληνική οικονομία στη « μακρά διάρκεια »: 1954-2005 [L'économie grecque dans la « longue durée »: 1954-2005]*, Athènes, Université Panteion de Sciences Sociales et Politiques, 2007.

[78] FEATHERSTONE K. et D. PAPADIMITRIOU, *Τα όρια του εξευρωπαϊσμού: Δημόσια πολιτική και μεταρρυθμίσεις στην Ελλάδα [Les limites de l'européanisation: Politiques publiques et reformes en Grèce]*, Athènes, Okto, 2010, p. 54–74.

[79] LAVDAS K.A., *The Europeanization of Greece: interest politics and the crises of integration*, New York, St. Martin's Press, 1997, p. 186–192.

[80] SPANOU C., « L'administration grecque en mutation : le double défi de la démocratisation et de l'européanisation », *Pôle Sud*, 2003, vol. 18, n° 1, p. 51–62.

[81] MARAVEGIAS N. et T. SAKELLAROPOULOS (dir.), *Ελλάδα και ευρωπαϊκή ενοποίηση : Η ιστορία μιας πολυκύμαντης σχέσης 1962-2018 [Grèce et intégration européenne : l'histoire d'une relation agitée 1962-2018]*, Athènes, Dionikos, 2018.

Les ressources issues de la politisation de l'État ne doivent pas être considérées de manière unidimensionnelle : l'influence sur les instances étatiques ne se résume pas aux aspects strictement budgétaires. Au contraire, à travers leur influence sur l'Etat, les partis politiques, et notamment les partis de gouvernement, maintiennent historiquement des relations privilégiées avec des groupes sociaux influents, phénomène qui les situe traditionnellement au centre d'un tissu d'échanges et de transactions diverses entre acteurs politiques, étatiques et sociaux qui leur confèrent un éventail considérable de biens à distribuer[82].

Les processus de production et de distribution de biens politiques, centraux dans les modalités d'assise politique du PASOK, varient en fonction tant du type des biens que des modalités de distribution. La distinction classique entre biens indivisibles et biens divisibles ou sélectifs constitue la base de notre approche des types des biens distribués[83]. La distribution des biens divisibles passe par les relations entretenues entre les autorités publiques, les partis politiques et les institutions de représentation d'intérêts, relations qui dessinent le système de régulation et de médiation des intérêts. Dans le modèle instauré sous la Troisième République Hellénique, le parti au pouvoir se trouve traditionnellement au cœur de l'architecture du système des arrangements politiques et sociaux, à la fois par son implication dans les autorités publiques compétentes et par son influence sur les institutions de représentation d'intérêts, particulièrement sur les organisations syndicales.

Cette captation par les socialistes des ressources étatiques et des différentes institutions de représentation d'intérêts, fournit, traditionnellement, un large éventail de biens distribuables : l'attribution des privilèges à différents groupes sociaux permet au parti d'élargir sa clientèle politique et d'obtenir des soutiens au sein des divers secteurs sociaux et économiques. À partir de sa montée au pouvoir, le PASOK en tant que parti de gouvernement se construit un ancrage multipositionnel dans le système de médiation, ce qui lui procure une capacité à produire et à distribuer des biens divisibles sous différentes formes. En d'autres termes, le PASOK se retrouve au cœur des processus de *chasse à la rente politique*.

[82] Pour une discussion similaire dans un autre contexte national, voir MASSICARD E., « Une décennie de pouvoir AKP en Turquie : vers une reconfiguration des modes de gouvernement? », *Les Études du CERI*, 2014, vol. 205, p. 1–37.

[83] OLSON M., *The logic of collective action: public goods and the theory of groups*, Cambridge, Mass., Harvard University. Press, coll.« Harvard economic studies », n° 124, 2003, p. 13–14, 40.

Ce concept, élaboré et diffusé surtout par les travaux de G. Tullock[84], a été proposé surtout par des économistes et des sociologues de l'économie qui examinent les déséquilibres observés dans l'économie grecque[85]. Cette approche est basée sur le constat que des groupes sociaux influents bénéficient en Grèce – de manière stable et continue – d'*un tissu dense de réglementations favorables soit directement par l'État soit à travers la législation*[86]. De cette manière, la poursuite et puis la défense de ces réglementations désignent ces processus de chasse à la rente[87]. Ces réglementations favorables, qui dépassent largement le cas des simples échanges clientélistes, manifestent une influence durable sur les acteurs et institutions politiques comme le gouvernement ou encore la Justice. Même si le terme a une connotation normative forte, nous trouvons qu'il s'accorde avec notre approche sur la politisation de l'État[88]. En effet, une telle distribution ciblée de biens politiques présuppose et renforce le rôle central du parti au pouvoir, le PASOK en l'occurrence, sur les processus variés de captation des ressources.

Ancrages syndicaux et la transposition de la compétition partisane

Dès 1974, les partis politiques ont élargi le champ de la concurrence au-delà des postes proprement politiques. Cela constituait un aspect caractéristique de leur implantation sociale. La liberté d'expression et de participation s'est accompagnée d'une implantation des partis dans les différentes institutions incluant des fonctions représentatives : syndicats et associations professionnelles, conseils d'administration d'entreprises publiques, d'universités, etc. Auparavant, l'activité de ces institutions était contrôlée directement par l'État qui nommait de manière discrétionnaire les différents conseils et leurs directeurs.

---

[84] TULLOCK G., *The Economics of Special Privilege and Rent Seeking*, Dordrecht, Springer Netherlands, 1989 ; TULLOCK G., *Public goods, redistribution, and rent seeking*, Cheltenham, UK ; Northampton, MA, Edward Elgar, 2005.

[85] MITSOPOULOS M. et T. PELAGIDIS, « Vikings in Greece: Kleptocratic interest groups in a closed, rent-seeking economy », *Cato Journal*, 2009, vol. 29, n° 3 ; PELAGIDIS T.K. et M. MITSOPOULOS, *Η στιγμή της στροφής για την ελληνική οικονομία: Πώς ο προοδευτικός πραγματισμός μπορεί να την θέσει ξανά σε τροχιά ανάπτυξης [Le moment du virage pour l'économie grecque]*, Athènes, Papazisis, 2010 ; IORDANOGLOU C., « State and Interest Groups in Post-dictatorship Greece. A fatal interaction », *Centre for Political Research*, juin 2013, Working Paper 6, p. 1–20.

[86] IORDANOGLOU C.H., *État et groupes d'intérêt*, *op. cit.*, p. 12–13.

[87] *Ibid.*, p. 13–14.

[88] Voir aussi dans le même sens l'approche de K. Tsoukalas selon lequel, les processus de distribution des rentes par l'État se trouvent au cœur de la formation et de la consolidation des groupes sociaux influents. TSOUKALAS K., *Κράτος, κοινωνία, εργασία στη μεταπολεμική Ελλάδα [État, Société, Emploi dans la Grèce d'après-guerre]*, Athènes, Themelio, 2005, p. 72–81.

Les partis politiques s'y implantent désormais massivement. Ils y transposent les règles de la concurrence partisane en formant des organisations affiliées qui structurent la concurrence dans les différentes sphères sociales. Quelle que soit l'institution visée, son niveau d'intervention ou son domaine de référence, elle voit la création de trois organisations principales rattachées qui au PASOK, qui à la Nouvelle Démocratie, qui au KKE, reproduisant ainsi les lignes de démarcation dans l'ensemble des institutions représentatives. Nous utilisons le terme « partisanisaiton » pour décrire cette emprise des partis politiques sur l'ensemble des sphères sociales et la transposition des divisions et des logiques partisanes au-delà de la compétition proprement politique. Cette conception élargie du terme qu'on propose permet d'examiner la concurrence des partis au-delà des postes proprement politiques, de saisir leurs rapports avec des groupes sociaux et d'examiner leur implantation sociale. Une telle approche élargie de la partisanisation se dialogue avec la littérature grecque qui y voit une tendance structurelle dans l'analyse du système politique moderne[89] et nous fournit finalement un point d'articulation concrète entre les approches organisationnelles et sociétales du phénomène partisan.

Les relations entre partis et syndicats illustrent parfaitement la partisanisation des activités sociales qui constitue un aspect crucial des ressorts sociaux du système politique moderne grec[90]. La structuration du champ syndical en Grèce depuis 1974 diffère de celle des autres pays d'Europe en ce que les divisions politiques et idéologiques ne sont pas exprimées en Grèce à travers la formation de confédérations distinctes mais au sein même des syndicats. Comme le note G. Voulgaris, en Grèce, bien que la *Confédération Générale des Travailleurs Grecs - G.S.S.E.* reste unifiée, il existe des courants opposés en son sein[91] : les partis politiques créent, au sein de la confédération, des organisations affiliées qui se trouvent en concurrence pour la direction de la G.S.E.E. : les divisions y sont alors intériorisées. On assiste ainsi à la création de PA.S.K.E (1975), issu du PASOK, de D.A.K.E. (1985), issu de la ND, d'ESAK (1974) et puis du P.A.ME (1999) issus du KKE et de l'Intervention Autonome de SYRIZA[92], toutes intégrées au sein de la G.S.E.E. La division et la concurrence entre ses organisations se

[89] VOULGARIS G., *Η Ελλάδα της μεταπολίτευσης 1974-1990: Σταθερή δημοκρατία σημαδεμένη από τη μεταπολεμική ιστορία [La Grèce de la Metapolitefsi 1974-1990 : une démocratie stable marquée par l'histoire d'après-guerre]*, Athènes, Themelio, 2001, p. 43–47.
[90] SPOURDALAKIS M., « Πολιτικά κόμματα και συνδικάτα. Βίοι παράλληλοι [Partis politiques et syndicats. Vies parallèles] », *D. GRAVARIS (dir.), Travail et politique: syndicalisme et organisation des intérêts en Grèce, 1974-2004*, Athènes, Fondation Sakis Karagiorgas, 2007, p. 143–150.
[91] VOULGARIS G., *La Grèce de Metapolitefsi 1974-2009*, *op. cit.*
[92] Les organisations syndicales proches de KKE et de SYN-SYRIZA ont changé de noms depuis 1974.

propagent à tous les niveaux de représentation, sectoriel, d'entreprise ou local. Ces organisations affiliées agissent tant au sein de G.S.E.E. que dans l' « Administration Suprême des associations des Fonctionnaires » – A.D.E.D.Y. De cette manière, les organisations affiliées fonctionnent, comme le souligne G. Kouzis, en tant *que fractions organisées au sein des syndicats*, puisqu'elles disposent d'une structure organisationnelle verticale, de leurs propres règles d'organisation et de fonctionnement et enfin, elles présentent des listes propres lors des élections syndicales à différents niveaux[93].

Pour ce qui est du PASOK, l'investissement des socialistes dans les syndicats, les associations professionnelles et les institutions représentatives dans différentes sphères sociales doit être appréhendé dans le cadre de l'ouverture du jeu politique et de la démocratisation de la vie sociale à partir de 1974. Ce constat a deux implications. D'une part, la fin de la dictature marque une rupture avec le contrôle étouffant exercé par les gouvernements d'après-guerre sur toutes les institutions de représentation d'intérêts et notamment sur le mouvement syndical. D'autre part, cet investissement renvoie initialement aux stratégies d'implantation et de renforcement de l'influence des organisations politiques se trouvant dans l'opposition au moment de l'ouverture du jeu politique. La structure des capitaux disponibles commande alors largement la géométrie des stratégies partisanes. Privés de ressources issues de l'État, le PASOK et les partis communistes investissent depuis 1974 massivement dans les différentes arènes électorales non politiques afin d'étendre leur influence et leurs ressources. Le succès du modèle pousse la ND à adopter ces tendances organisationnelles et à s'implanter activement à son tour dans l'espace de la représentation syndicale. L'investissement dans le syndicalisme, à travers les organisations affiliées évoquées auparavant, constitue alors un moyen classique d'implantation sociale du bipartisme dans son ensemble.

L'assise des socialistes provient de l'activité même des organisations affiliées comme le P.A.S.K.E. Le PASOK tire ainsi des ressources importantes de son implantation dans les différentes sphères et institutions à travers ses organisations affiliées. Le PASOK crée des clientèles, il transpose la concurrence politique, il propage son influence. Une fois au pouvoir, il dispose d'instances qui contribuent à la légitimation des décisions prises tant au sein du parti

[93] KOUZIS G., « Τα βασικά χαρακτηριστικά του σύγχρονου ελληνικού συνδικαλιστικού κινήματος [Les traits caractéristiques principaux du mouvement syndical hellénique contemporaine] », *D. GRAVARIS (dir.), Travail et politique: syndicalisme et organisation des intérêts en Grèce, 1974-2004,* Athènes, Fondation Sakis Karagiorgas, 2007, p. 331–332.

qu'au sein des différents secteurs. Les organisations affiliées constituent une ressource importante en termes d'organisation et de recrutement. La création de postes et la circulation du personnel socialiste entre postes partisans, syndicaux et, plus tard, gouvernementaux, multiplie le volume total de ressources distribuées par les socialistes dans les différentes arènes de compétition.

Ancrages locaux : l'implantation locale des instances partisanes

La structure organisationnelle du PASOK est initialement inspirée du modèle des partis de masse [94] : le parti forme progressivement une bureaucratie partisane qui est marquée par une division du travail interne intense entre des organes nationaux comme le Congrès ou le Comité central et des organes intermédiaires comme les cellules qui sont formées sur des critères de profession commune[95]. Le militantisme constitue dans la phase de consolidation du parti une ressource organisationnelle majeure. Le recrutement s'effectue largement sur le niveau local à travers des instances locales du parti. Par conséquent, l'organisation partisane s'étend progressivement à l'ensemble du pays à travers des organes locaux comme les sections locales, situées au niveau municipal et les sections régionales situées au niveau de la circonscription[96]. L'expansion organisationnelle va de pair avec l'augmentation du nombre des militants socialistes de sorte que le PASOK devient rapidement « un *mécanisme* partisan bien organisé, mobilisé et actif » [97]. Les deux partis communistes partagent une structure organisationnelle similaire. L'investissement sur l'appareil partisan et le militantisme renvoie historiquement aux stratégies développées par des acteurs privés de ressources traditionnelles afin d'entrer dans le champ politique. Néanmoins, le succès électoral du PASOK en 1981 pousse aussi la ND à accélérer le processus de création d'un appareil partisan différencié du groupe parlementaire et disposant

[94] DUVERGER M., *Les partis politiques*, *op. cit.*, p. 119–129.
[95] *Ibid.*, p. 75–78 Nous empruntons le terme cellule pour traduire le terme grec "κλαδικές οργανώσεις" puisque les deux termes partagent comme critère d'adhésion l'appartenance professionnelle.
[96] Nous adoptons le terme section afin de traduire le terme « τοπική οργάνωση ». Il nous paraît pertinent puisque il décrit à la fois l'objectif d'expansion des effectifs militants et l'existence d'un niveau d'organisation interne élevé. *Ibid.*, p. 70–74.
[97] VOULGARIS G., *La Grèce de la Metapolitefsi*, *op. cit.*, p. 185. Il faut noter que le terme mécanisme est la traduction littéraire du terme grec « μηχανισμός » qui est largement utilisé par les politistes grecs. Le terme renvoie à la notion de la "machine" qui nous paraît plus appropriée et dont l'usage est privilegié dans le texte.

d'organes propres dans le but de renforcer l'ancrage local et social du parti et d'intensifier le recrutement militant[98].

Les partis au cœur des processus de promotion d'élites politiques

Les modalités d'implantation sociale déterminent les processus de production des élites politiques. L'imbrication des partis avec les différentes sphères sociales se trouve au cœur des modalités de promotion politique tout au long de la Troisième République. En effet, l'étude des propriétés sociales des élites politiques peut nous renseigner sur les opportunités concrètes en matière de participation politique, ainsi que sur les trajectoires et les types de carrières du personnel politique[99]. Nous trouvons alors un personnel politique qui fait carrière à travers les organisations partisanes et à travers sa circulation entre le parti et les autres sphères sociales où le parti est implanté. De cette façon, l'occupation des postes dans l'appareil partisan, accompagnée par l'exercice des fonctions dans le secteur public et parapublic, dans les collectivités territoriales ou dans les syndicats cristallisent un aspect supplémentaire de la partisanisation de la vie politique[100] et dessinent le profil du professionnel de la politique[101]. Il s'agit d'un personnel politique multipositionné dont les processus de promotion sont marqués par la circulation entre postes de responsabilité partisans, postes étatiques, mandats syndicaux, postes dans les collectivités territoriales et par la reconversion des capitaux sociaux en capital politique par l'intermédiaire des organisations partisanes.

Cette homogénéité des trajectoires et des profils des élites politiques est néanmoins contestée par le succès des partis comme SYRIZA ou Aube Dorée. Or, la reconfiguration politique modifie en effet les modalités d'accès aux postes électifs et par conséquent bouleverse les modalités de leur reproduction. Les transformations des profils-type du personnel politique nous renseignent alors sur le recrutement politique et les logiques d'accès au champ politique plus largement.

---

[98] PAPPAS T., *Making Party Democracy in Greece*, London, MacMillan Press, 1998, p. 114–115.
[99] OFFERLÉ M. (dir.), *La profession politique: XIXe-XXe siècles*, Paris, Belin, 1999.
[100] KOUDOURI F., « Διαστάσεις του πολιτισμικού και πολιτικού κεφαλαίου των κοινοβουλευτικών ελίτ. Διερευνώντας συνέχειες και ασυνέχειες [Dimensions du capital social et politique des élites parlementaires. Continuités et discontinuités] », *M. KAKEPAKI (dir.), La représentation politique en Grèce contemporaine : propriétés et caractéristiques des membres du Parlement 1996-2015*, Athènes, Papazisi, 2016, p. 70–77.
[101] WEBER M., *Le savant et le politique*, *op. cit.*, p. 134–151.

Hypothèses

Pour mieux circonscrire ces phénomènes, nous proposons plusieures hypothèses qui permettront de dessiner un modèle global d'analyse de l'effondrement du PASOK et de la reconfiguration du champ politique grec.

L'effondrement du PASOK comme perte des ancrages partisans

Notre première hypothèse porte sur la perte des ressorts sociaux du PASOK comme point d'analyse de son effondrement. Nous faisons référence aux différents aspects qui façonnent un parti : le rôle du parti en tant que distributeur de biens politiques, en tant que promoteur de carrières politiques et enfin en tant que mécanisme de mobilisation, rôles qui sont donc mis en question. Dans une conjoncture marquée, depuis 2010, par la mise en place des mesures d'ajustement économique et structurel, le PASOK, qui forme alors le gouvernement, se trouve dans l'impossibilité de maintenir sa position dominante d'offreur de biens politiques. Les biens indivisibles et divisibles proposés par le parti se trouvent rétrécis dans le cadre du programme d'ajustement : la mise en œuvre de politiques publiques expansionnistes, l'élaboration de politiques ciblées en faveur de différentes catégories sociales, l'adoption de politiques régionales ou encore la capacité d'accorder des faveurs personnalisées sont remises en question comme conséquence de la discipline budgétaire.

Plus globalement, les socialistes perdent leur influence sur les différents groupes sociaux et les représentants d'intérêts : les organisations socialistes impliquées dans les différentes sphères sociales soit se trouvent en recul soit se distancient de la politique gouvernementale. Par conséquent, le PASOK perd sa capacité de médiation entre les ressources publiques et les différents groupes sociaux, médiation qui lui procurait historiquement une place dominante. Cette remise en question du parti se propage tant au niveau national qu'au niveau local, où les instances partisanes et les élus socialistes se trouvent dans l'incapacité de reproduire les modalités de domination sous l'étiquette partisane.

La crise du parti n'est pas appréhendée uniquement comme une crise au niveau de l'offre mais aussi au niveau de la demande. Dans cette conjoncture, où le parti paraît discrédité en tant qu'étiquette politique, où des élus et des cadres quittent le parti, où les organisations affiliées (syndicats, organisations étudiantes etc.) s'en désolidarisent, où les instances locales se trouvent désertées par les militants, s'opère l'effondrement du parti. En d'autres termes, le PASOK perd sa capacité de reproduire ses élites, de fidéliser ses membres et de recruter de nouveaux militants. Dans ce cadre, la mobilisation partisane s'avère impossible : comme le montre notre étude sur le déroulement de la campagne de 2012, les socialistes ont disparu de l'espace public. La question devient alors de comprendre, dans une réflexion au croisement du politique et du social, comment le parti perd ses ressorts sociaux et ses réseaux de légitimation, avant de perdre son influence électorale.

L'émergence d'une offre politique de remplacement

La deuxième hypothèse suggère que l'effondrement du PASOK est correlatif de l'émergence d'une offre politique de remplacement qui se forme autour des mobilisations contre le Mémorandum. Le programme gouvernemental engendre des mobilisations classiques, routinières, comme les grèves et les manifestations initiées par les syndicats. Ces mobilisations traditionnelles sont soutenues par les partis d'opposition et d'autres acteurs moins insitutionnels. Nous observons ainsi l'émergence d'entreprises critiques[102], comme le mouvement des Indignés, qui prennent en charge et politisent des questions, comme la dette ou le programme d'ajustement, et forment ce qui est nommé le « camp contre-mémorandum ». Leur émergence, tant au niveau national que local, désigne un terrain de contestation qui associe des terrains contestataires et des arènes institutionnelles, comme le Parlement où l'équilibre des forces vole en éclats bien avant les élections de 2012. Les accusations diffuses contre la partitocratie, les élites corrompues ou les responsables pour les memoranda et l'austérité acquièrent alors une effectivité politique, dans la mesure où elles sont prises en charge par des acteurs politiques[103]

[102] Nous inspirons ici largement du cas italien comme il est analysé par BRIQUET J.-L., *Mafia, justice et politique en Italie: l'affaire Andreotti dans la crise de la république, 1992-2004*, Paris, Karthala, 2007, p. 252–257.
[103] *Ibid.*, p. 20-24 ; BRIQUET J.-L., « L'impératif du changement. Critique de la classe politique et renouvellement des parlementaires dans la crise italienne (1992-1994) », *M. OFFERLÉ (dir.), La profession politique XIXe-XXe siècles*, Paris, Belin, 1999, p. 257.

comme SYRIZA ou comme des dissidents socialistes, qui investissent sur l'opposition au Mémorandum. Ces organisations politiques nouvelles, comme le parti ANEL (*Grecs Indépendants*), issu de la ND, ou jusque-là marginales comme Aube Dorée, brisent le monopole de représentation des partis établis et proposent avec succès une offre politique alternative.

Nous analyserons en quoi la perte des réseaux socialistes va de pair avec une implantation plus importante des nouveaux acteurs, qui utilisent la crise afin de promouvoir leurs propres réseaux de contestation, de solidarité, ou ceux qui sont centrés sur des questions locales. La rencontre entre ressources contestataires et ressources traditionnelles, qui se trouve au cœur du renforcement de SYRIZA, permet de s'interroger sur la formation des circuits d'accumulation d'un capital politique qui défient les canaux classiques de promotion. La réussite des acteurs issus de ces mobilisations conduit à considérer la crise comme un contexte de redéfinition de ressources et de capitaux légitimes et pertinents pour exister en politique. Il s'agira alors d'examiner, à partir de la trajectoire des acteurs établis et d'opposition, les mutations qui s'effectuent au niveau du champ politique grec.

L'adoption et la mise en œuvre des programmes d'ajustement désignent, pour des groupes contestataires émergents, une structure d'opportunités politiques favorable à la remise en cause de la légitimité des élites en place et au bouleversement des manières d'entrer en politique[104]. En même temps, il s'agira de répondre à une question plus centrale, celle de l'articulation entre la crise économique et la mutation politique. Cette articulation, loin d'être évidente, apparaît comme le résultat d'appropriations et d'usages divers de la crise économique et de ses répercussions par les acteurs politiques. Les stratégies de politisation de la dette et de l'austérité, l'articulation de la crise économique avec des enjeux locaux, l'émergence de mobilisations ou la stigmatisation des responsables pour la dégradation de l'économie font partie d'une série d'échanges dans laquelle la crise économique se présente comme un paramètre pesant sur les activités politiques mais aussi comme un paramètre ou une dimension de la lutte

[104] EISINGER P., « The conditions of protest behavior in American cities », *The American Political Science Review*, 1973, vol. 67, n° 1, p. 11–12. La question de l'opportunité politique permet de prendre en considération non seulement les ressources mobilisées par les groupes contestataires mais aussi les facteurs politiques et les conditions sociales qui rendent possible la mobilisation ; Selon KITSCHELT H.P., « Political Opportunity Structures and Political Protest: Anti-Nuclear Movements in Four Democracies », *British Journal of Political Science*, 1986, vol. 16, n° 1, p. 58. La structure d'opportunités renvoie aux « configurations spécifiques de ressources, les arrangements institutionnels et aux précédents historiques de la mobilisation sociale qui peuvent faciliter ou mettre des obstacles dans le dévelopement des mouvements protestataires ». Voir aussi MEYER D. et D. MINKOFF, « Conceptualizing Political Opportunity », *Social Forces*, 2004, vol. 82, n° 4, p. 1457–1492 pour une discussion plus large du concept.

politique : c'est l'inscription, la matérialisation et l'appropriation de la crise économique dans les rapports politiques qui créent les dynamiques d'effondrement socialiste et de consolidation des nouveaux acteurs.

Quelle place pour le Mémorandum dans le bouleversement politique ?

La troisième hypothèse porte sur le rôle du programme d'ajustement et plus largement sur la question de l'Europe comme enjeu critique. L'Union Européenne, même critiquée par le PASOK jusqu'au milieu des années 1980, fait depuis consensus parmi les deux partis majeurs et il ne se présente pas comme un enjeu clivant lors des élections. Au contraire, dans le cadre de la crise économique et de sa gestion par la Troïka, la question du Mémorandum et, plus largement, celle de l'Europe semblent s'imposer dans le débat politique et les stratégies partisanes, réalité commune à plusieurs pays européens[105]. La création des nouveaux partis et les scissions survenues au sein du PASOK et de la ND sont directement liées à l'opposition au Mémorandum et les prises de position eurosceptiques. Plus largement, se créent deux blocs concurrents, selon le positionnement pro ou contre le Mémorandum. Ces blocs rassemblent des partis qui appartiennent tant à la gauche qu'à la droite, de sorte que la nouvelle dynamique autour du Mémorandum défie la structuration traditionnelle du système partisan. Le positionnement entre gauche et droite est affaibli et le Mémorandum s'impose comme enjeu principal, voire même pour certains politistes grecs comme un nouveau clivage surdéterminant[106], c'est-à-dire une division fondamentale et durable qui pèse sur la structuration du système partisan[107]. Au niveau électoral, l'émergence de cette nouvelle opposition défie la disposition électorale classique et pose la question du désalignement qui apparaît lors des doubles élections de 2012, désignées comme élections « séisme ». Par conséquent, à travers la question du Mémorandum, c'est la

[105] VASILOPOULOU S., « The party politics of Euroscepticism in times of crisis: The case of Greece », *Politics*, 2018, vol. 38, n° 3, p. 311–326 ; TAGGART P., « A Touchstone of Dissent: Euroscepticism in Contemporary Western European Party Systems », *European Journal of Political Research*, 1998, vol. 33, n° 3, p. 363–388 ; BELOT C., B. CAUTRÈS, et S. STRUDEL, « L'Europe comme enjeu clivant. Ses effets perturbateurs sur l'offre électorale et les orientations de vote lors de l'élection présidentielle de 2012 », *Revue française de science politique*, 2013, vol. 63, n° 6, p. 1081–1112.

[106] VOULGARIS G. et I. NIKOLAKOPOULOS (dir.), *2012 ο διπλός εκλογικός σεισμός [2012 le double séisme électoral]*, Athènes, Themelio, 2014.

[107] LIPSET S.M. et S. ROKKAN, *Structures de clivages, systèmes de partis et alignement des électeurs: une introduction*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2008, p. 9–18, 57–63 ; LIPSET S.M. et S. ROKKAN, « Cleavage structures, party systems, and voter alignments », *op. cit.*, p. 122.

question de l'Union Européenne qui occupe une place importante tout au long de la période examinée.

L'apparition du Mémorandum et de l'UE comme enjeu critique nous invite à examiner l'inscription des enjeux dans la compétition politique et les logiques de concurrence qui en découlent. Plutôt qu'affirmer que le Mémorandum est un enjeu clivant, nous allons analyser la manière dont cette opposition s'impose dans l'espace politique. Nous focalisons alors sur les appropriations diverses que les acteurs politiques font de l'Europe, de la crise, de la zone euro dans un contexte de luttes symboliques pour la définition des enjeux. La question du Mémorandum conduit à une interrogation sur la manière dont une division politique s'inscrit dans la concurrence politique et devient effective puisque, les luttes autour de la production et de l'imposition du Mémorandum en tant que clivage se trouvent au cœur des modalités de la reconfiguration politique. Il s'agit donc d'une interrogation sur la production des clivages politiques et sur le rôle des organisations partisanes dans l'affermissement des divisions politiques[108].

Jeux d'échelles dans le temps et dans l'espace

L'inscription du PASOK dans les dynamiques et les variations du champ politique nous permet d'appréhender les obstacles qui pèsent sur la reproduction de la domination politique de la part du PASOK - et plus largement du bipartisme - pendant la conjoncture examinée. Les modalités d'implantation des nouveaux acteurs, les canaux de promotion, les ressources mobilisées définissent le cadre dans lequel s'effectue la transformation du jeu politique. Attentive à l'inscription sociale du jeu politique, l'observation saisit les traits d'une conjoncture marquée par des luttes pour la redéfinition des ressources légitimes et pertinentes, par l'ébranlement de la légitimité du personnel politique établi et l'ouverture du champ politique à des acteurs et des logiques externes.

La démarche à adopter situe les mécanismes de reconfiguration du jeu politique au croisement des facteurs propres à la conjoncture et des conditions plus structurelles. Deux

[108] ZUCKERMAN A., « Political Cleavage: A Conceptual and Theoretical Analysis », *British Journal of Political Science*, 1975, vol. 5, n° 2, p. 231–248 ; OFFERLÉ M., *Les partis politiques, op. cit.*, p. 28–33 ; SARTORI G., « The sociology of parties : a critical review », *P. MAIR (dir.), The West European party system*, Oxford - New York, Oxford University Press, 1990, p. 150–182.

temporalités scandent ainsi l'histoire du PASOK. Une première temporalité, courte, couvre la période 2010-2012. La période offre la possibilité d'analyser les dynamiques qui se développent dans le déroulement de la crise qui s'ouvre avec l'entrée du pays dans le mécanisme de sauvetage européen. L'étude des échanges qui se jouent dans le déroulement de cette conjoncture s'inspire des travaux sur les processus de crises politiques et des transformations des régimes[109], même si notre cas d'étude ne s'inscrit pas tout à fait dans ce qu'on a coutume d'appeler une conjoncture critique car la mutation du jeu politique ne s'accompagne pas véritablement d'une crise de régime.

Mais l'effondrement du parti majoritaire depuis trente ans nous conduit à étudier et à inscrire ainsi l'analyse de la chute du PASOK dans une temporalité plus large. En fait, l'effondrement organisationnel est conditionné par des transformations fondamentales survenues progressivement dans l'économie globale du parti. La conjoncture critique révèle des facteurs d'ordre structurel qui contribuent à la reconfiguration intra et interpartisane. Le PASOK connaît en effet depuis les années 1990 des transformations internes qui remettent en question les modes d'insertion sociale, les modes de domination et le positionnement idéologique dans l'espace politique, transformations qui renvoient à une mutation globale de la concurrence politique. Ces transformations ne constituent pas en soi les « raisons ultimes », les causes qui expliquent la chute de la configuration établie mais elles ne peuvent pas ne pas avoir une valeur explicative : elles ont rendu possible et acceleré la crise du parti et plus largement la mutation du jeu politique. L'historicisation des modalités traditionnelles du jeu politique permet ainsi de mieux mesurer les réajustements qui se déploient pendant la période courte examinée[110]. C'est pourquoi, afin de mieux saisir la production des mécanismes de la reconfiguration politique, on doit articuler à chaque fois les mutations propres à la période critique avec les transformations plus globales du champ politique.

[109] DOBRY M., *Sociologie des crises politiques: la dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1992.
[110] GOBILLE B., « De l'étiologie à l'historicité des crises. Sociologie des crises politiques et sociohistoire du temps court », *M. AÏT-AOUDIA, A. ROGER (dir.), La logique du désordre. Relire la sociologie de Michel Dobry*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015, p. 153–176.

Le choix du Pirée comme étude de cas

La région du Pirée constitue un espace local structuré qui permet de saisir les ressorts sociaux de la compétition politique, les modalités d'implantation locale des organisations partisanes, les pratiques concrètes du métier politique, ainsi que les transformations survenues pendant la période examinée. L'évolution organisationnelle et électorale des partis politiques dans cet espace local, coïncide, dans les grandes lignes, avec les tendances qui se sont manifestées au plan national. Par ailleurs, étant donné son poids spécifique (474 974 personnes étaient inscrites sur les listes électorales dans les deux circonscriptions à la date de juin 2012[111]), tous les partis les plus importants y sont implantés, une réalité qui apporte donc d'importants éléments d'information en ce qui concerne la structure de l'offre politique et de la concurrence partisane. Ainsi, au-delà de la seule analyse électorale, il devient possible de s'intéresser à la structure locale des partis politiques et à l'insertion du personnel politique dans cet « *espace social structuré selon des principes non spécifiquement politiques (ce qu'il est convenu de nommer l'inscription sociale du politique*) »[112].

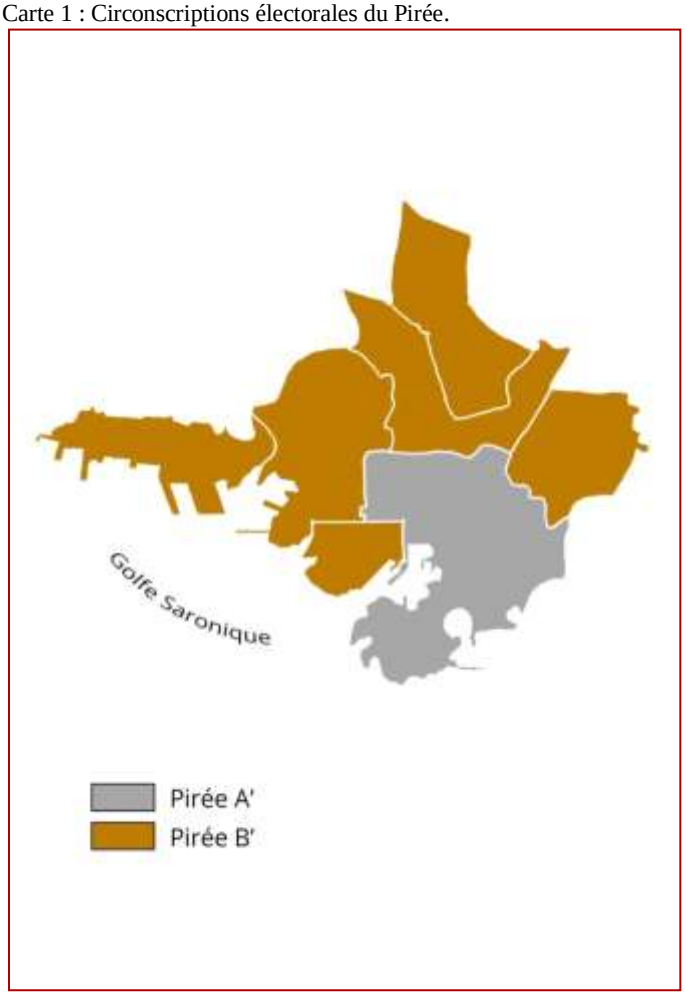
La structuration de l'espace local est en lien direct avec les modalités d'implantation partisane et les processus de formation des élites politiques locales. L'emprise des partis sur les institutions locales, à savoir les collectivités territoriales ou les entreprises et organismes publics comme l'Autorité portuaire du Pirée (OLP) ou les hôpitaux publics constituent des lieux par excellence de politisation et d'arrangements clientélistes qui assurent la production et la reproduction des clientèles politiques de la part des partis politiques établis. L'espace politique local se structure aussi comme « un lieu de mémoire et de formation d'une identité »[113]. Dans ce cadre, l'activité d'acteurs locaux divers comme les associations culturelles, les associations professionnelles, les Chambres de Commerce et d'Industrie, ou les associations sportives participent à la mise en avant et au renforcement de la localité et concrétisent l'ancrage local du personnel politique. L'une des propriétés historiques du personnel politique est précisément son multipositionnement entre la bureaucratie partisane locale et la participation aux différentes associations locales.

[111] Ministère de l'Intérieur, *http://www.ypes.gr/el/Elections/*, consulté le 27.01.2014.
[112] BRIQUET J.-L., « Communiquer en actes. Prescriptions de rôle et exercice quotidien du métier politique », *op. cit.*, p. 17.
[113] SAWICKI F., « Questions de recherche », *op. cit.*, p. 6.

L'espace local se structure aussi à travers l'administration centrale qui détermine et institutionnalise les frontières spatiales des différentes unités administratives et politiques. La région du Pirée est divisée en deux circonscriptions électorales, le Pirée A' et le Pirée B', chacune d'entre elle est composée par différentes municipalités. Ce découpage politico-administratif en circonscriptions électorales et en municipalités participe à l'homogénéisation de l'espace local : en effet, le découpage vient exprimer et institutionnaliser des oppositions sociales déjà existantes qui nous permettent de mieux situer les modes d'implantation et de mobilisation partisane selon les différents contextes. De fait, l'évolution de cette région est caractérisée par une série de phénomènes plus amples qui ont marqué l'histoire moderne de la Grèce, telle que, par exemple, la formation d'une bourgeoisie autour du port (conçu ici dans son double sens d'espace et d'activités économiques)[114], l'accueil massif des réfugiés venus d'Asie Mineure en 1922, l'industrialisation tout au long de la période d'après-guerre et ensuite la désindustrialisation, la concentration urbaine et l'exode rural (1940-1970) et enfin à l'accueil des migrants issus des pays du bloc soviétique à partir des années 1990.

[114] GIANNITSIOTIS G., *Η κοινωνική ιστορία του Πειραιά: η συγκρότηση της αστικής τάξης 1860-1910 [L'histroire sociale du Pirée : la formation de la bourgeoisie 1860-1910]*, Athènes, Nefeli, 2006.

Carte 1 : Circonscriptions électorales du Pirée.



Source : *Ministère de l'Intérieur*, notre élaboration.

Le Pirée A' est composé principalement par la ville du Pirée qui constitue un centre urbain important, un centre commercial et bien sûr un centre portuaire et maritime dont l'activité dépasse le strict cadre local, voire national[115]. La région qui s'étend vers l'ouest comprend les municipalités du Pirée B' et constitue, c'est un héritage de l'histoire, une zone industrielle, liée

[115] SOROKOS E., *La morphologie sociale du Pirée à travers son évolution, Athènes, Centre National des Recherches Sociales, 1985*, Athènes, Centre National de Recherches Sociales, 1985 ; VLACHOS G. et C. VORDOKAS, *Η ναυπηγική, κατασκευαστική και επισκευαστική βιομηχανία της περιοχής Πειραιά-Περάματος-Σκαραμαγκά [L'industrie de construction et de réparation navale de la région du Pirée-Perama-Skaramagka]*, Athènes, ΚΕΠΕ-Centre de Planification et des Recherches Économiques, 1986 ; PARDALI A., *Το λιμάνι του Πειραιά. Διαχρονικοί μετασχηματισμοί και η αναπτυξιακή του συμβολή [Le port du Pirée. Transformations diachroniques et sa contribution au développement]*, Athènes-Pirée, Stamoulis, 2012.

toujours, mais pas uniquement, à l'activité maritime[116]. Les activités industrielles cristallisent historiquement l'opposition entre les villes ouvrières situées dans la périphérie du Pirée et le centre-ville. En termes de morphologie sociale le Pirée B' constitue une zone de forte concentration de salariés alors que des catégories professionnelles plus élevées sont représentés dans la population de la ville du Pirée[117]. Sur le plan politique, les expériences accumulées de l'Occupation, du mouvement de la Résistance, de la guerre civile et de ses répercussions, ont laissé leur empreinte. Les villes de la périphérie du Pirée, villes construites *ex nihilo* par les immigrants de l'Asie Mineure et concentrant des couches populaires, s'orientent – d'un point de vue de la géographie électorale – durablement vers la gauche. Le Pirée B' constitue ainsi un bastion électoral du PASOK depuis 1980. La ville du Pirée, moins homogène relativement, va constituer durablement un enjeu majeur d'opposition entre PASOK et ND tant au niveau des élections nationales que municipales.

L'effondrement du PASOK a donc une visibilité très forte dans cette région qui a constitué pendant trente ans un de ses plus forts bastions. Cet effondrement revêt un caractère matériel omniprésent tout au long de l'enquête de terrain (depuis 2012) : des locaux abandonnés et les drapeaux décrochés de la façade des immeubles, des bureaux politiques d'anciens députés transformés en bureaux professionnels, des traces électroniques (sites et CVs en ligne) effacés. Les trajectoires du personnel socialiste local enseignent beaucoup sur l'effondrement socialiste. En même temps, l'implantation locale constitue un enjeu de premier rang pour les nouveaux prétendants. Les stratégies d'implantation de SYRIZA et d'Aube Dorée révèlent les caractéristiques de la lutte au niveau local et ses transformations, notamment la production locale de la contestation, la délégitimation des socialistes, l'émergence d'acteurs politiques disposant d'un profil social atypique, les luttes pour l'imposition de ce profil, les réajustements de la géographie électorale dans la longue durée.

---

[116] LEONTIDOU L., *Πόλεις της σιωπής: Εργατικός εποικισμός της Αθήνας και του Πειραιά, 1909-1940 [Villes du silence: colonisation ouvrière d'Athènes et du Pirée, 1909-1940]*, Athènes, Institut Technologique Culturel ETVA - Editions Themelio, 1989 ; SPYRIDAKIS M., *Εργασία και κοινωνική αναπαραγωγή στη ναυπηγοεπισκευαστική βιομηχανία του Πειραιά [Travail et reproduction sociale dans l'industrie de construction et de réparation navale du Pirée]*, Athènes, Papazisi, 2010.

[117] BENOIT-GUILBOT O., L. MARATOU-ALIPRANTI, V. PAPLIAKOU, et E. SOROKOS, *Διαδικασίες κοινωνικού μετασχηματισμού στον Πειραιά: Μετακινήσεις, οικογένεια, εργασία [Processus de transformation sociale au Pirée: mobilités, famille, emploi]*, Athènes, EKKE - Centre National de Recherches Sociales, 1998 ; HADJIYANNIS A., L. MARATOU-ALIPRANTI, et O. BENOIT-GUILBOT, « Images du quartier et structures de la famille dans la région du Pirée », *Démographie et différences: colloque international de Montréal (7-10 juin 1988)*, Paris, Presses universitaires de France, coll.« AIDELF », n° 4, 1992, p. 101–112.

Préparer le terrain, se préparer face au terrain

L'enquête de terrain a été effectuée en plusieures vagues depuis l'été 2012 jusqu'à l'été 2014. Le terrain de l'enquête est la région du Pirée, à savoir la ville du Pirée et les villes de la périphérie. Le tableau suivant énumère les municipalités constituant le terrain ainsi que des données sur leur population selon le recensement de 2011.

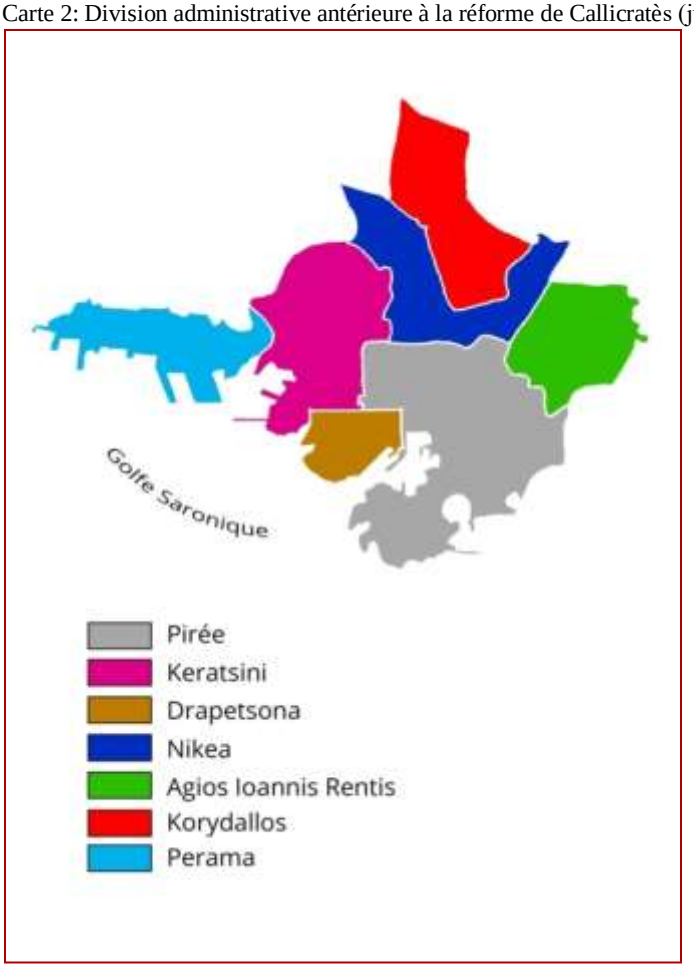
Tableau 2 : Division administrative et population dans la région du Pirée.

Région du Pirée-Municipalités	**Population**
Municipalité de Pirée	155 263
Municipalité Keratsini - Drapetsona	74 790
Division Municipale de Keratsini	62 466
Division Municipale de Drapetsona	12 324
Municipalité de Korydallos	51 653
Municipalité de Nikea – Agios Ioannis Rentis	89 514
Division Municipale de Nikea	76 665
Division Municipale de Agios Ioannis Rentis	12 849
Municipalité de Perama	23 234

Source : Recensement de population 2011 dirigé par l'Agence Statistique : Nationale – *EL.STAT.* (http://www.statistics.gr/portal/page/portal/ESYE/PAGE-census2011), dernière consultation le 26.04.2013.

Les divisions municipales apparaissant dans le tableau correspondent aux anciennes municipalités avant la fusion effectuée en 2010 à la suite de la réforme administrative des collectivités territoriales nommée « Callicratès » (Loi 3852/2010). Comme il est indiqué dans les cartes suivantes, les villes de Keratsini et Drapetsona, désormais fusionnées, s'étendent à l'ouest et nord-ouest du port du Pirée, elles partagent des frontières avec la ville du Pirée et elles accueillent une partie des activités portuaires. La ville de Perama s'étend à l'extrémité occidentale du littoral suivant l'extension du port. Nikea et Korydallos s'étendent vers le nord et nord-ouest du Pirée, et Agios Ioannis Rentis, fusionné depuis 2010 avec la municipalité de Nikea, s'étend à la frontière nord-est du Pirée jusqu'à la rivière de Kifissos qui constitue la frontière naturelle de la ville à l'est.

Carte 2: Division administrative antérieure à la réforme de Callicratès (jusqu'à 2010) – Municipalités.



Source : *Ministère de l'Intérieur,* notre élaboration.

Carte 3 : Division administrative selon la réforme Callicratès (depuis mai 2010) – Municipalités.



Source : *Ministère de l'Intérieur*, notre élaboration.

Dans la mesure où notre objet portait sur les logiques de reproduction de la domination politique du PASOK au Pirée et les conditions de son effondrement, nous avons essayé d'entrer en contact avec le personnel politique qui a émergé depuis 1974 : élus parlementaires ou candidats, élus ou candidates municipaux, maires et conseillers municipaux compris. Les socialistes, même s'ils occupent une place prépondérante dans l'enquête, ne pouvaient pas constituer la seule population enquêtée. Appréhender l'effondrement du PASOK requiert d'élargir la focale aux autres partis, notamment dans une conjoncture où leur implantation locale constitue un enjeu majeur pour la mise en question de la domination socialiste et pour leur propre stabilisation. S'intéresser à la Nouvelle Démocratie dans l'espace local permet par exemple de tester nos hypothèses sur le fonctionnement des partis – s'agissant du multipositionnement comme ressource d'implantation locale, la coïncidence entre les élus socialistes et ceux de la droite est frappante – comme sur la pérennisation du bipartisme et d'avancer des explications sur les effets (relativement) différenciées de la conjoncture critique sur les deux partis du pouvoir.

L'examen des pratiques de mobilisation de SYRIZA et les initiatives d'implantation dans le Pirée était évidemment nécessaire. SYRIZA constituait depuis juin 2012 le deuxième parti en suffrages exprimés et constituait donc le premier parti d'opposition. Cependant, dès les premiers mois de terrain j'ai été confronté à une situation particulière. L'implantation locale du parti en fin 2012 ne correspondait pas à ce qu'elle était traditionnellement pour les deux partis de gouvernement. Pour le dire autrement, son influence électorale ne reproduisait pas le modèle d'une implantation locale forte, appuyée sur les instances locales massives et sur l'influence exercée sur les différentes institutions structurant le plan local. Les premiers entretiens effectués avec le personnel politique et les militants du parti ont révélé des types de capital social et des trajectoires politiques très différentes de celles de leurs pairs du PASOK ou de la Nouvelle Démocratie.

Ce phénomène m'a conduit à m'intéresser aux ressources spécifiques mobilisées, par exemple le savoir-faire mouvementiste (activiste), et l'existence d'un capital social contestataire. Par conséquent je me suis focalisé sur les conditions qui rendaient – ou pas — possible la reconversion de ces ressources sociales en ressources politiques. Parallèlement, devant l'horizon des élections municipales et régionales de 2014, SYRIZA a élaboré des stratégies d'implantation

qui variaient entre un savoir-faire militant traditionnel et des pratiques typiques des partis de pouvoir : l'analyse du parti au plan local pouvait ainsi mettre en lumière les tentatives concrètes de redéfinition des règles du jeu et d'accès en politique.

L'enquête auprès des militants d'Aube Dorée s'est avérée beaucoup plus complexe et finalement impossible. Cette complexité résulte du caractère illégal de son activité, et de facteurs conjoncturels. La prise de contacts avec les militants ou les cadres de l'Aube Dorée ne pouvait pas s'effectuer sous l'intermédiaire d'autres personnes déjà contactées ou interviewées. Au moment de mon enquête, le personnel local de l'Aube Dorée adhérait au parti via les instances locales ou les organisations spécifiques à l'Aube Dorée, formées ad hoc, sans entretenir de contacts avec d'autres institutions ou associations locales. Faute d'avoir des adhérents du parti dans mon entourage, j'ai été obligé de me présenter dans une des trois sections locales du parti existant au Pirée. Mais l'entrée dans les locaux sans avoir au moins une recommandation par un autre membre de l'Aube Dorée n'est pas évidente. Finalement, l'assassinat d'un militant gauchiste, et ancien syndiqué dans la zone de construction et réparation navale de Perama, commis par un commando armé de la section locale de Nikea en septembre 2013, les poursuites judiciaires qui ont suivi, la mise en garde des militants et des députés et la fermeture des locaux ont mis fin à mes projets. Depuis lors, j'ai suivi la presse ou j'ai observé *in situ* certaines manifestations effectuées dans le Pirée sans essayer d'établir des contacts.

Des entretiens ont été effectués avec des personnes impliquées dans des institutions structurant l'espace social local pour tester mes hypothèses sur le multipositionnement du personnel politique et l'imbrication du politique avec le social. Dans ce cadre, j'ai effectué des entretiens avec des dirigeants des différentes associations *ethnotopiques*[118] et culturelles locales dans le but de mesurer le rôle de ces associations dans la production des ressources symboliques et matérielles en m'intéressant aux aspects pratiques et quotidiens de leur fonctionnement. Le seul journal quotidien local circulant au Pirée, *Koinoniki* (Κοινωνική) faisait partie de mon enquête et j'ai pu effectuer un entretien avec les deux dirigeants d'édition et propriétaires du journal.

[118] Comme nous l'avons déjà évoqué, le Pirée est historiquement peuplé par des vagues successives d'immigration. Il s'agit alors d'associations qui se réfèrent à la région d'origine des habitants. On y trouve des associations des réfugiés des années 1920 (Pontiques, Smyrniotes) et des associations qui se réfèrent à l'exode rural (Péloponnèse, Crète, Macédoine etc). HIRSCHON R., *Heirs of the Greek catastrophe: the social life of Asia Minor refugees in Piraeus*, Oxford - New York, Clarendon Press ; Oxford University Press, 1989 ; GIANNITSIOTIS G., *L'histoire sociale du Pirée*, *op. cit.* ; Pour la place de ces organisations dans un autre contexte national, voir TOUMARKINE A. et J. HERSANT (dir.), « Hometown Organizations in Turkey », *European Journal of Turkish Studies*, 2005, n° 2.

Finalement, à partir de novembre 2013 j'ai commencé à repérer les candidats éventuels aux élections municipales (mai 2014) dans les différentes villes de mon terrain afin de solliciter des rendez-vous et de trouver un accès pour l'observation *in situ* de la campagne électorale. Le suivi des élections municipales s'est avéré crucial pour analyser la recomposition de l'offre politique, la pertinence des ressources mobilisables et les pratiques de mobilisation au lendemain du séisme électoral. Dans ce cadre, outre les entretiens effectués auprès de différents candidats maires et conseillers municipaux, j'ai pu suivre au quotidien la campagne électorale des deux candidats disposant d'un profil différent. Le premier candidat était T. Dritsas, candidat maire de SYRIZA au Pirée. L'autre était Z. Zoupis, ancien cadre socialiste et candidat maire indépendant dans Keratsini-Drapetsona, ville du Pirée B'. La liste complète des soixante interviewés figure aux annexes.

Axes thématiques des entretiens

Le début de l'enquête se situe au lendemain des doubles élections nationales qui ont modifié profondément le système de partis en Grèce. Dans ce cadre, l'objectif immédiat principal était la compréhension de la manière dont s'était produite la chute du PASOK dans le Pirée afin de tester les hypothèses plus générales. Analyser le travail politique ainsi que les modalités de la campagne électorale au plan local depuis les dernières élections de 2009 apparaissait une question cruciale. Cela nous a conduit à réaliser une série d'entretiens avec le personnel politique local. Nous avons privilégié les entretiens semi-directifs puisqu'ils procuraient deux types d'avantages : avoir la possibilité d'élaborer un fil conducteur de l'interview selon la problématique élaborée et laisser la parole aux interviewés, ouvrant la possibilité qu'émergent des questions que nous n'avions pas anticipées.

La constitution du fil conducteur des entretiens constituait un enjeu de premier rang pour l'enquête. Le fil conducteur devait être précis sur le type des questions posées en laissant un espace d'expression pour l'enquêté et une marge de manœuvre à l'enquêteur selon le profil de l'enquêté qui pouvait être complexe étant donné la fluidité des allégeances partisanes à la suite du double séisme électoral de 2012. Le fil conducteur se divisait en cinq grands axes. Le premier axe consistait à repérer le contexte dans lequel l'individu avait pris contact avec la politique et commencé à s'engager politiquement. On s'intéresse alors à l'influence de son environnement et

les institutions de socialisation telles que la famille, l'école, l'université ou le travail mais aussi à l'apparition des partis politiques structurés après la chute de la dictature. Cette investigation nous permet aussi de prendre en compte le capital culturel ou économique, hérité ou pas par la famille dans l'objectif d'évaluer le rôle de la structure du capital social dans les modalités de politisation. La contextualisation des conditions d'engagement permet de comprendre les carrières, les profils typiques et les possibilités alternatives d'entrer en politique pendant la période examinée. Il nous faut noter que la restitution de la biographie de l'enquêté, outre les enjeux méthodologiques[119], dépasse de loin l'objectif de l'enquête. Notre démarche s'intéresse davantage à la manière dont les éléments biographiques s'articulent avec les conditions concrètes d'investissement en politique et les processus de politisation.

Le deuxième axe de notre fil conducteur se réfère à la trajectoire politique des interviewés. Les questions dans cet axe se focalisent sur les relations de l'individu avec le parti mais s'intéressent aussi aux activités extra-partisanes comme la profession ou l'inscription de l'individu dans sa localité. Nous souhaitions analyser l'implantation locale du parti et la stabilisation d'un mécanisme partisan local à partir des trajectoires des différents militants et cadres. Nous souhaitions aussi analyser les mutations au sein du milieu socialiste local au cours des années en multipliant les entretiens auprès de personnes des différentes générations. L'usage des ressources sociales quant à l'acquisition d'un capital politique nous paraît une interrogation majeure. L'objectif est de situer la trajectoire politique au croisement de l'analyse organisationnelle et de l'étude en termes d'ancrages sociaux pour mesurer le poids spécifique de chaque ressource dans tel ou tel contexte spatio-temporel concret. Ces questions permettent aussi de mieux saisir les mécanismes d'implantation locale des outsiders comme SYRIZA.

Ces interrogations nous emmènent au troisième axe qui s'interroge finalement sur ce qu'est un homme ou une femme politique et sur les aspects concrets du travail politique. Les questions visent à examiner le travail de représentation effectué par un élu, les spécificités et les contraintes éventuelles au cours des années. Les routines, la codification et la standardisation du travail politique font aussi l'objet du questionnement. Ces aspects doivent permettent d'évaluer la signification concrète de la professionnalisation du personnel politique. Le maintien et la reproduction d'une clientèle politique nous conduisent à examiner le type de biens matériels et

[119] BOURDIEU P., « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1986, vol. 62, n° 1, p. 69–72.

symboliques distribués par un élu local, que ce soit un maire socialiste ou un député. Nous pouvons ainsi appréhender l'origine et le type des biens distribués en fonction de deux facteurs principaux : la place du parti dans le champ du pouvoir et la position de l'élu dans la hiérarchie des postes et d'influence intrapartisane. La compréhension de ces mécanismes d'accès et de distribution de ressources au plan local dans la longue durée peut aussi éclairer ce qui se joue en termes de distribution des biens par les socialistes ou leurs adversaires dans la période de 2010-2012. C'est en historicisant les modes d'implantation traditionnels du personnel politique, à travers son inscription dans les différents réseaux constitués, que nous pourrons mieux comprendre les profils sociaux qui permettent l'entrée dans l'espace politique local.

Les modalités de la campagne électorale paraissent cruciales dans ce renouvellement des règles du jeu politique et elles constituent le quatrième axe des entretiens. L'objectif est d'examiner le travail de mobilisation, moment d'observation privilégié pendant lequel se concrétisent les pratiques et les règles de la concurrence politique. Les questions posées visent à saisir les continuités et la routinisation de ces pratiques au cours des années pour mieux appréhender les ruptures survenues depuis 2010. Dans ce cadre, on a donc posé des questions sur les ressources spécifiquement partisanes mobilisées pendant les campagnes électorales et sur la place des ressources personnelles. Elles permettaient d'approfondir nos hypothèses sur l'articulation entre l'accès aux biens partisans et la position occupée dans l'appareil partisan, une question qui fournit un terrain solide pour tester les différentes théories sur les transformations des partis politiques.

Examiner le cadre dans lequel s'effectue la concurrence politique appelle à prendre en considération les contraintes liées à la configuration des forces nationales ou locales. Surtout pour ce qui est du PASOK, l'analyse des conditions qui rendent inaudible ou même illégitime le discours officiel dans la période qui précède les élections de 2012 nous paraît crucial. Pour cette raison, on insiste sur les aspects pratiques, quotidiens, même banalisés de la campagne électorale comme la mise en place des kiosques ou la planification du porte-à-porte qui sont souvent refoulés ou jugés sans importance par les interlocuteurs. La saisie de ces aspects dans la longue durée nous permet éventuellement de mettre en perspective les changements, les interruptions, ou même les stratégies et ajustements personnels produits sur le tas comme réponse immédiate aux contraintes de l'environnement.

Ces questions conduisent logiquement aux questions du dernier axe qui portent sur la perception du personnel politique dans la conjoncture actuelle, sur la manière dont l'effondrement est appréhendé et, dans certains cas, sur les trajectoires politiques suivies par la suite. L'objectif était de contextualiser les discours sur la crise du PASOK ou la crise générale en tenant compte de la position actuelle de chaque enquêté, de sa trajectoire politique, du type de capital accumulé, de sa relation avec l'organisation partisane. Mais enquêter auprès du personnel socialiste qui était depuis deux ans la cible de la contestation – contestation personnalisée le plus souvent – comportait de multiples difficultés, aussi bien concernant le type des questions que la manière de les poser[120]. Nous avons réalisé dès le début de la constitution du fil conducteur que celui-ci devait être sensible aux trajectoires différenciées des socialistes depuis 2010. Les modalités concrètes du désalignement socialiste n'étaient pas encore analysées. Les différentes manières de se positionner face au parti depuis 2010 ne pouvaient pas être enregistrées de manière codifiée en amont de l'enquête. Le fil conducteur ne pouvait pas anticiper toutes les variantes possibles de la défection et encore moins les conditions concrètes qui ont conduit à tel ou tel choix pour chacun des enquêtés.

Il faut donc souligner l'adaptation continue du fil conducteur en fonction de l'enquêté et même de la conjoncture de la réalisation de l'entretien. Enquêter auprès des personnes des différents partis présupposait la connaissance d'éléments factuels sur chaque parti politique[121]. La connaissance en amont des éléments sur la trajectoire de l'interviewé permettait d'ajuster à chaque fois le contenu des axes en élaborant des questions spécifiques. Les axes constitués donnaient aussi la possibilité de « personnaliser » les questions par rapport aux différents postes occupés par le personnel politique. Les entretiens avec des députés ou d'anciens ministres donnaient la possibilité d'avancer des questions sur le travail parlementaire ou le fonctionnement quotidien du Conseil des ministres. Tout cela impliquait encore une fois un rapport réflexif face à l'enquête et face à la situation de l'entretien elle-même.

[120] Ici il faut noter que mon identité d'étudiant dans une université étrangère m'a permis de me présenter comme un « interlocuteur inoffensif », terme emprunté par BACHELOT C., « L'ethnographie des dirigeants de partis. Le cas du Parti socialiste », *Genèses*, 2011, vol. 83, n° 2, p. 123.

[121] WILLEMEZ L., M. SURDEZ, F. PAVIS, et H. CHAMBOREDON, « S'imposer aux imposants. A propos de quelques obstacles rencontrés par des sociologues débutants dans la pratique et l'usage de l'entretien », *Genèses*, 1994, vol. 16, n° 1, p. 124.

Sources mobilisées et illusions

L'identification des personnes interviewées et du personnel politique plus largement était une étape importante de l'enquête. Nous avons utilisé dans un premier temps les sources liées aux élections. En effet, les listes des candidats et des élus dans les différentes élections nationales et municipales offraient un premier aperçu du personnel politique du Pirée. Des bases de données plus ou moins centralisées et codifiées comme les fichiers du Ministère de l'Intérieur, ou les bulletins ou archives des différentes municipalités constituaient dès le début l'objet d'une investigation minutieuse. Parallèlement, nous avons élaboré un questionnaire portant sur les propriétés sociales et la trajectoire politique du personnel politique local. À l'aide de ce questionnaire que nous présentons dans les annexes nous avons pu enrichir nos données sur les conseils municipaux et des listes des candidats des différentes villes du Pirée, ainsi que sur les militants du PASOK et de SYRIZA dans l'ensemble du Pirée.

Cependant, des lacunes persistaient dans le profil des élites politiques, surtout en ce qui concerne le personnel parlementaire. L'absence de codification et de centralisation des données sociographiques est une situation qui marque l'horizon de toute recherche sur le personnel politique grec. Dans ce cadre, la mise en place du *Caléidoscope des données sociales* par le Centre National de Recherches Sociales en 2015 procurait pour la première fois une base centralisée se focalisant sur le profil de l'ensemble des parlementaires entre 1996 et 2015. En nous appuyant sur les données du Caléidoscope nous avons pu compléter nos propres données sur les élus socialistes que nous présentons dans les annexes.

Dans ce cadre, il faut noter les difficultés supplémentaires d'élaborer une image complète du personnel socialiste, et cela pour deux raisons. La première raison est que l'effondrement du PASOK se matérialisait jusqu'aux détails les plus pratiques. Peu de mois après les élections de 2012, le site officiel du PASOK a été mis définitivement hors ligne et les données sur le personnel socialiste ont été supprimées sans être jamais restituées sur le nouveau site mis en place en 2013. De plus, nombre d'anciens élus ou candidats ont supprimé leurs sites électroniques personnels et par conséquent, dans une période de quelques mois, j'ai assisté à la disparition des traces visibles concernant le parti jadis dominant dans la région du Pirée.

La deuxième raison renvoie à une illusion personnelle que j'ai entretenue en enquêtant auprès d'un parti de pouvoir. Je pensais qu'existaient *des archives* du PASOK et que tôt ou tard

je pourrais y enquêter. Quelques mois plus tard j'ai constaté que même s'il existait jadis un tel centre d'archive centralisé, il n'existait plus au moment de la recherche. L'absence de telles archives constituait un *topos* partagé parmi les autres collègues travaillant sur le PASOK. Le changement de leadership et le déménagement du siège du PASOK en 2013 ont constitué lun moment crucial sans retour pour accéder à des documents officiels passés de forme papier.

Par ailleurs, les différentes publications sur le parti, les monographies et les ouvrages collectifs signalaient indirectement cette absence. Aucune entre elles ne s'appuient sur l'exploitation d'une archive du parti proprement dite. Les enquêteurs avant moi étaient obligés de réunir les différentes sources disponibles en créant leur propre base de données sur le PASOK. Ces sources étaient alors accessibles en fonction du moment de l'enquête, en fonction des personnes contactées, en fonction des différents matériaux réunis pour les objectifs de chaque enquête. Mon matériau n'échappe pas à cette loi. Les sources que j'ai pu exploiter sont d'ordre différent. Elles sont constituées de rapports officiels, de discours enregistrés, de collections personnelles sauvegardées par tel ou tel membre du parti ou de sources issues de la presse. J'espère montrer au fil de cette thèse que l'accès et l'exploitation du matériau étant largement liés à une conjoncture spécifique, celle du lendemain de l'effondrement organisationnel d'un parti dominant dont l'effet s'est répercuté sur l'état matériel de l'appareil partisan, le rapport au passé et les signes matériels d'appartenance de la part des membres du parti.

Mon interrogation sur les archives des sections locales partait de la même illusion selon laquelle il existait quelque part une archive comprenant le registre des membres dans chaque section lors des différents années, un bilan sur les activités, des bilans financiers, des comptes rendus des réunions ou toute autre information que l'on peut imaginer dans le cadre d'une section locale. Rien de tout ça n'existait de manière systématisée et parfois n'existait pas du tout. Cette absence de formalisme concernant le travail politique quotidien s'est manifestée tout au long de l'enquête. Cependant, cette absence de formalisme ne signifie pas un manque de sérieux ou l'existence d'un trait culturel. En effet, cette ambiguïté concernant les effectifs, les activités et la situation financière des comités locaux fait selon nous partie entière de la lutte intrapartisane et des stratégies des acteurs impliqués. Gonfler les effectifs militants d'une section régionale contribue à l'augmentation de son poids spécifique dans les instances centrales du parti, exprimée par exemple en termes de nombre de représentants au Comité Central. Dissimuler ou

manipuler le registre des militants permet aux concurrents pour le poste du secrétaire de la section régionale de présenter un nombre faussement augmenté d'électeurs lors des élections internes. Nous constatons alors que ces pratiques de « codification lâche » du travail politique ne sont pas anodines dans les rapports de forces et surtout, elles sont loin d'être involontaires.

Une absence notoire de codification était observable lors des activités régulières, exprimée par exemple par l'absence d'intérêt pour la rédaction et la sauvegarde des comptes rendus des réunions. Cependant, au fur et à mesure que l'enquête avançait et les observations sur les comités locaux et les candidats s'accumulaient, nous étions conduits à comprendre que le type d'archives constituées au plan local était d'ordre différent. Ce qui était enregistré par le personnel politique de manière plus systématique étaient les demandes adressées par les citoyens et les coordonnées des personnes qui formulaient ces demandes. Mais cet enregistrement de la clientèle politique éventuelle ne s'effectuait plus dans un cadre collectif mais plutôt individuel. C'est-à-dire que c'était chaque député ou chaque candidat à la mairie qui disposait, via l'exercice de son mandat, d'une base de données à usage personnel, comme le plus souvent des numéros de téléphone, des adresses et des notes sur les demandes adressées.

On parle de sources dispersées, morcelées, et dont l'accès, loin d'être universel, dépend largement des contacts entretenus lors de l'enquête. Si l'on insiste sur le caractère personnel de cette recherche et sur l'usage du '*je*', ceci ne correspond pas à une conception egocentrique de la recherche. Au contraire, cela souligne, qu'en absence d'archives complètes et centralisées, la recherche des sources de l'enquête dépend fortement des réseaux que l'enquêteur a pu constituer au cours de ses recherches, avec les limites et les contingences qu'une telle situation implique.

Plan de la thèse

Le but de notre recherche étant de comprendre la transformation de la configuration politique en Grèce à partir de l'étude du PASOK, il apparaît nécessaire dans une première partie d'analyser les élections de 2012. Les doubles élections de mai et juin se trouvent au cœur de l'effondrement électoral du parti tant au plan local étudié qu'au plan national. Elles marquent conjointement la mutation du jeu politique vers une configuration multipartite et la fin du bipartisme traditionnel en vigueur depuis 1974. Conçu dans une temporalité courte, le séisme électoral de 2012 exprime la modification de l'offre politique et l'épuisement des clivages

traditionnels, phénomènes observés tout au long de la période 2010-2012. De plus, le positionnement vis-à-vis du programme d'ajustement structurel et économique (Mémorandum), fonde une nouvelle compétition politique, parachevant la remise en cause du clivage traditionnel Gauche-Droite.

La configuration bipartite établie depuis 1981 a connu, depuis le milieu des années 1990, des transformations internes progressives que nous prenons en considération lors du second chapitre. Ces transformations permettent de mieux comprendre les nouvelles dynamiques qui apparaissent lors des élections de 2012. La convergence idéologique entre le PASOK et la Nouvelle Démocratie a, depuis le milieu des années 1990, conditionné l'émergence et le renforcement des partis "antisystème" jusque-là marginaux. Elle semble aussi avoir contribué à l'affaiblissement des identifications partisanes, ouvrant ainsi la voie à des comportements d'abstentionnisme et de volatilité électorale ; deux phénomènes qui se manifestent de plus en plus fortement dans les années 2000 et constituent des indices, même sous-jacents, du désalignement électoral généralisé observé en 2012.

Au-delà des aspects concrets de la chute électorale du PASOK et par là même du bipartisme, il convient d'analyser, dans la seconde partie du texte, les facteurs qui ont rendu possible l'effondrement organisationnel du PASOK. Nous nous sommes intéressés plus spécifiquement à trois dimensions : la question des biens politiques distribués, la place du militantisme au sein du PASOK, les modalités de promotion et de reproduction des élites socialistes. Cette approche permet d'étudier les aspects centraux de l'assise sociale et de la domination politique du PASOK et leur remise en question dans la conjoncture critique de 2010-2012. En outre, elle nous permet d'inscrire le parti dans différents niveaux d'analyse en étudiant notamment la manière dont les phénomènes qui touchent le parti au niveau national sont retraduits au niveau local. Finalement, c'est par le biais d'une telle approche, à la fois sensible aux fluctuations nationales et aux déclinaisons locales de la concurrence politique, que nous pouvons appréhender la manière dont les organisations politiques concurrentes investissent le champ politique afin de briser la domination socialiste et consolider leur position.

Le troisième chapitre se focalise sur l'examen des processus de captation et de distribution des ressources par le parti. Ces processus constituent une modalité classique sur laquelle se basait la domination socialiste. Nous examinons d'abord en quoi consistent les difficultés d'appropriation et de distribution des biens collectifs par le PASOK dans le cadre de

l'ajustement économique. Les mesures d'ajustement privent en effet le parti de sa capacité à proposer des biens collectifs indivisibles. Elles diminuent aussi l'éventail des biens individualisés qui se jouaient historiquement au niveau local par le biais du clientélisme. En même temps, le contexte d'austérité donne la possibilité aux partis d'opposition de s'implanter localement en distribuant des biens – matériels et symboliques en lien avec la conjoncture de la crise économique.

Dans le quatrième chapitre nous avançons l'idée que l'effondrement organisationnel est conditionné aussi par la remise en cause de la place du militantisme et des incitations d'engagement durable dans le parti. Cela se manifeste par des phénomènes de désalignement des cadres du parti, de désolidarisation des organisations affiliées et de défection des militants. Nous constatons, en d'autres termes, l'épuisement des ressorts organisationnels qui faisaient traditionnellement la force du parti et qui lui procuraient son assise sociale. La difficulté de fidéliser et de mobiliser le mécanisme partisan, doublée par les stratégies d'implantation et de délégitimation des socialistes menées par les outsiders, donnent lieu à une défection généralisée pendant les années 2010-2012.

Cependant, la remise en cause du militantisme et la perte d'incitations à militer dans le PASOK sont aussi conditionnées par des transformations de longue durée survenues au sein du parti socialiste. Les organes du parti se trouvent marginalisés lors des processus de prise de décision et de sélection des candidats. La mutation des rapports de force en faveur des élus et les bouleversements survenus dans le parti suite aux différentes vagues de réformes internes, comme la mise en place des normes participatives en 2004, ont affaibli le rôle des logiques et des ressources militantes dans l'économie globale du parti. Cela à son tour a diminué ce qu'on désigne comme les rétributions concrètes du militantisme, et ce fait a facilité la défection lors de la conjoncture critique.

L'effondrement organisationnel du parti se manifeste aussi, et c'est l'objet du cinquième chapitre, par la défection massive ou le désalignement des élus socialistes pendant la période 2010-2012. Le contexte d'imposition de mesures impopulaires, la formation d'un gouvernement de coalition avec la Nouvelle Démocratie et les stratégies de discrédit de la part des partis concurrents se trouvent au cœur de la désertion des députés et maires socialistes. Cette défection massive, survenue sur une période si courte, nous incite à examiner comment sont remises en cause les modalités de reproduction des élites socialistes. Nous soutenons qu'au-delà des facteurs

conjoncturels, des processus plus structurels ont rendu possible, pour les députés, l'abandon de l'étiquette socialiste et la quête de stratégies personnelles de survie politique.

L'objectif de la troisième partie est alors de montrer en quoi le cas du PASOK au Pirée peut nous renseigner sur la mutation du jeu politique en Grèce dans la conjoncture fluide de 2012-2014. Lors du chapitre six, nous examinons deux phénomènes qui marquent le processus de reconfiguration du jeu politique : il s'agit d'une part de l'irruption d'acteurs et de logiques externes au champ politique qui donnent la tonalité à la structuration de l'offre politique au niveau national et local ; d'autre part, cette période est marquée par des luttes pour la définition des enjeux et des récits dominants dans l'espace public, des luttes qui s'articulent avec la formation et la déformation des organisations partisanes.

Les élections municipales de 2014 constituent un point d'investigation approprié afin de saisir la restructuration de l'offre politique et de ses ressorts, question qui constitue l'objet du dernier chapitre. Le suivi de la mobilisation électorale des différents candidats aux postes municipaux nous renseigne sur la lutte pour la redéfinition des ressources légitimes, dans une conjoncture où les étiquettes partisanes traditionnelles semblent être ébranlées par le travail politique des nouveaux entrants. En outre, le suivi de la campagne auprès d'entrepreneurs politiques nouveaux ou déjà établis nous permet d'envisager les appropriations du métier politique et les ajustements au rôle d'élu, afin de mieux évaluer les différentes manières revendiquées de faire la politique.

Partie I. Le choc électoral de 2012 : L'effondrement du PASOK et la fin du bipartisme traditionnel.

Chapitre 1. Le séisme électoral de 2012 et l'émergence d'une configuration multipartite

L'effondrement électoral du PASOK lors de ces doubles élections en 2012 se trouve au cœur des bouleversements survenus dans le paysage électoral du pays. Cela s'explique par la position du parti dans les rapports de force politiques. Dans la configuration traditionnelle fondée sur l'opposition gauche — droite, le PASOK constitue à la fois le parti dominant au sein de la gauche au sens élargi et le pilier dominant au sein du bipartisme depuis 1981 aux dépens de la Nouvelle Démocratie.

Les bouleversements profonds survenus dans le système de partis, à la suite des échéances électorales, constituent depuis des décennies un objet d'interrogation majeur dans la sociologie électorale. Dans son travail pionner « *A Theory of Critical Elections* », V.O. Key, en étudiant les transformations du système américain dans la première moitié du vingtième siècle, propose le concept d'« *élections critiques* »[122]. L'objectif est de prendre en compte le désalignement et les réalignements du comportement électoral aux États-Unis à la suite de la crise économique de 1929, comme ceux-ci sont déployés à partir des élections de 1932. Dans la même lignée, D.S. Hutcheson introduit en 2011 le terme « *séisme électoral* », en se focalisant sur le caractère brutal et temporellement court de la transformation du corps électoral et du système de partis[123].

Ces conceptualisations ont l'avantage de tenter de systématiser les critères qui font que certaines élections semblent modifier les cycles électoraux au sein d'un pays. Dans ce cadre, suivant la pensée des politistes grecs, nous pouvons concevoir les élections de 2012 comme un séisme électoral[124]. Les doubles élections de 2012 semblent satisfaire les critères formels tels que l'existence d'un paysage politique antérieur stable, la médiation d'un événement majeur comme la crise économique (*trigger event*) ou l'interruption soudaine du système en place et

[122] KEY V.O., « A Theory of Critical Elections », *the Journal of Politics*, 1955, vol. 17, n° 1, p. 3–18.
[123] HUTCHESON D.S., « The seismology of psephology: "Earthquake elections" from The Folketing to the Dáil' », *Representation*, 2011, vol. 47, n° 4, p. 471–488.
[124] VOULGARIS G. et I. NIKOLAKOPOULOS (dir.), *2012 le double séisme électoral*, *op. cit.*

l'émergence d'une configuration modifiée[125]. Outre la remise en cause du bipartisme et la chute du PASOK, ces élections sont marquées par des phénomènes de désalignement électoral : dans son aspect le plus visible, nous constatons une sortie massive du corps électoral, validée par les taux d'abstention qui atteignent des scores historiques en mai et en juin. De plus, une large partie des électeurs – environ 7 sur 10 – change sa préférence de vote entre 2009 et 2012, ce qui augmente considérablement la volatilité électorale. Finalement, l'écart d'âge constaté au niveau du comportement électoral semble aussi accentuer les tendances de déplacement généralisé du corps électoral[126]. Cependant, l'usage du concept « séisme électoral » ne peut pas se substituer à l'analyse des modalités de la transformation du système partisan. Nous accordons alors au concept une force davantage descriptive qu'analytique. Les présupposés auxquels celui-ci se réfère comme la stabilité du bipartisme traditionnel, la place de la crise économique comme événement d'étincelle et bien sûr, l'étude de la nouvelle configuration, sont plutôt des pistes de réflexion que des domaines de certitude.

En outre, les concepts de désalignement et de réalignement électoral, deux concepts qui se trouvent aussi au cœur de ces tentatives de systématisation, sont forgés à partir d'études de longue durée sur la formation et la déformation des électorats. Depuis les travaux classiques sur le bipartisme américain, jusqu'aux travaux plus récents qui discutent les phases de bouleversement électoral dans différents contextes nationaux, les fluctuations électorales sont discutées dans une optique de long terme qui n'est pas disponible pour l'instant dans notre cas[127]. Concernant la littérature grecque sur les élections de 2012, le terme désalignement est principalement utilisé dans une optique plus restreinte : celle de la démonstration du déplacement massif de la base électorale du PASOK, et par-là du bipartisme, déplacement qui rompt avec les alignements électoraux observés depuis les années 1980[128]. Il s'agit d'un déplacement qui se

[125] HUTCHESON D.S., « The seismology of psephology: "Earthquake elections" from The Folketing to the Dáil' », *op. cit.*

[126] STATHOPOULOS G., « Η απορύθμιση του κομματικού συστήματος [La dérégulation du système partisan] », *G. VOULGARIS, I. NIKOLAKOPOULOS (dir.), 2012 le double séisme électoral*, Athènes, Themelio, 2014, p. 72–73.

[127] KEY V.O., « A Theory of Critical Elections », *op. cit.* ; MARTIN P., *Comprendre les évolutions électorales : la théorie des réalignements revisitée*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 2000 ; NARDULLI P.F., « The Concept of a Critical Realignment, Electoral Behavior, and Political Change », *American Political Science Review*, mars 1995, vol. 89, n° 01, p. 10–22. F. Nardulli souligne le facteur spatio-temporel et la caractéristique de consistance que suppose la conceptualisation du réalignement.

[128] VOULGARIS G. et I. NIKOLAKOPOULOS (dir.), *2012 le double séisme électoral*, *op. cit.* Voir notamment les trois premiers chapitres de l'ouvrage.

trouve, d'ailleurs, au cœur de la mutation électorale. Une telle approche bien délimitée du concept nous paraît légitime et c'est dans ce sens que le terme est utilisé dans le texte.

Le cadre immédiat dans lequel s'inscrit la mutation électorale en Grèce se réfère à la conjoncture de la crise mondiale et européenne survenue depuis 2008. Dans ce cadre, nous retrouvons les analyses en termes de « vote économique » mobilisées pour appréhender les mutations électorales survenues dans les pays du d'Europe qui sont entrés en phase de crise économique[129]. Les postulats principaux de l'approche économique du vote, selon lesquels les électeurs tendent à effectuer leur décision sur la base de la performance économique des candidats[130], sont actualisés dans le contexte européen des années 2010. Dans ce cadre, les pays du sud européen comme l'Espagne ou l'Italie qui sont particulièrement touchés par la crise économique ont connu des bouleversements électoraux dont le trait caractéristique est le vote sanction contre les gouvernements et les partis au pouvoir[131]. La Grèce peut ainsi constituer un exemple illustratif dans la mesure où les élections qui suivent l'ajustement économique marquent non seulement la chute du parti au pouvoir, mais aussi la désarticulation du système de partis établi[132].

L'avantage d'une telle approche est qu'elle restitue le vote sanction contre les socialistes dans un contexte qui articule les dynamiques électorales survenues en Grèce avec une temporalité plus large qui marque les pays européens sous programmes d'ajustement. Cependant, une telle approche éclaire peu la direction de l'effondrement socialiste. En d'autres termes, nous poursuivons notre analyse en cherchant à comprendre tant les différenciations du vote socialiste qu'on a observées auparavant que le sens vers lequel sont conduites les pertes électorales du PASOK, pertes qui se trouvent au cœur de la transformation des forces électorales tant au niveau local que national. Pour ce faire, il convient d'examiner les recompositions survenues au sein des partis de gauche, puisque, de premier abord, le désalignement électoral observé semble être un déplacement d'un parti de la gauche vers un autre, à savoir du PASOK vers SYRIZA.

---

[129] BELLUCCI P., M. COSTA LOBO, et M.S. LEWIS-BECK, « Economic crisis and elections: The European periphery », *Electoral Studies*, 2012, vol. 31, n° 3, p. 469–471.
[130] LEWIS-BECK M.S. et M. STEGMAIER, « Economic Models of Voting », *R. DALTON, H-D KLINGEMANN (dir.), Oxford Handbook of political behavior*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2007, p. 520.
[131] LEWIS-BECK M.S. et R. NADEAU, « PIGS or not? Economic voting in Southern Europe », *Electoral Studies*, 2012, vol. 31, n° 3, p. 472–477.
[132] NEZI R., « Economic voting under the economic crisis: Evidence from Greece », *Electoral Studies*, 2012, vol. 31, n° 3, p. 498–505.

La question du mémorandum apparaît alors centrale pour la compréhension de ces bouleversements. Tout d'abord, celui-ci conditionne l'offre électorale puisque nous constatons que des partis sont créés sur la base de cette opposition. En outre, lors des élections de mai, nous observons des résultats renvoyant largement à une sanction du PASOK et du bipartisme, identifiés en ce moment avec le programme d'ajustement. Puis, en juin, l'affrontement se structure davantage autour de la question du programme et des questions parallèles à celui-ci, comme la place du pays dans la zone euro : c'est cette opposition qu'investissent les deux partis qui se trouvent à la tête des deux camps opposés, à savoir la ND et SYRIZA.

Dans ce cadre, nous soutenons que le facteur du programme d'ajustement est crucial dans les mutations électorales puisque le positionnement face à celui-ci entraîne une division majeure dans l'offre politique et rompt avec la disposition classique des forces politiques, disposition rapportée à l'axe gauche - droite. En effet, la question du mémorandum se trouve aussi au cœur de la formation des deux camps composés de partis tant de gauche que de droite, à l'instar du gouvernement de coalition entre PASOK, ND et LAOS formée fin 2011. Puis, la division autour du mémorandum conditionne les déplacements électoraux survenus lors des doubles élections de 2012, déplacements qui défient directement la disposition électorale classique du bipartisme. Cette centralité du mémorandum dans l'offre politique et les processus électoraux conduit les chercheurs grecs à le définir comme clivage afin de mieux saisir la centralité de cette opposition dans le façonnement du système de partis.

L'usage du terme clivage, issu des travaux de S. Rokkan sur la formation des systèmes partisans de l'Europe occidentale n'est pas étrange sur la littérature grecque[133]. Le terme de clivage, se référant à l'opposition entre gauche et droite, structure l'offre politique tant dans la période d'après-guerre que lors de l'émergence du système partisan de la Troisième République en Grèce[134]. Néanmoins, en l'absence d'une perspective historique large, l'usage du concept de clivage pour décrire le mémorandum doit s'effectuer avec précaution. En effet, depuis les travaux classiques de S. Rokkan, la notion de clivage se réfère à des divisions durables qui marquent et forment le système de partis. La proximité de notre travail avec les élections de 2012

[133] LIPSET S.M. et S. ROKKAN, « Cleavage structures, party systems, and voter alignments », *op. cit.* ; EISENSTADT S.N. et S. ROKKAN, *Building states and nations*, Beverly Hills, Sage Publications, 1973.

[134] NIKOLAKOPOULOS I., *Κόμματα και βουλευτικές εκλογές στην Ελλάδα 1946-1964. Η εκλογική γεωγραφία των πολιτικών δυνάμεων [Partis et élections parlementaires en Grèce 1946-1964. La géographie électorale des forces politiques]*, Athènes, Centre National de Recherches Sociales, 2000 ; LYRINTZIS C. et I. NIKOLAKOPOULOS (dir.), *Εκλογές και κόμματα στη δεκαετία του '80: εξελίξεις και προοπτικές του πολιτικού συστήματος [Élections et partis dans les années 1980 : évolutions et perspectives du système politique]*, Athènes, Themelio, 1990.

ne nous permet pas pour l'instant d'utiliser ce terme dans son sens initial. Nous soutenons cependant que la question du mémorandum structure la compétition et permet de lire et de donner sens aux résultats électoraux de 2012.

La question du mémorandum divise alors l'offre politique et contribue à l'affaiblissement de l'architecture bipolaire établie tout au long de la Troisième République Hellénique. Cependant, la référence au mémorandum en soi ne suffit pas à expliquer la mutation des forces électorales. La formation des deux blocs opposés sur la base du mémorandum relève aussi d'un autre mouvement qui marque la nouvelle disposition des forces électorales : un mouvement de polarisation sociale entre les deux blocs, une polarisation qui se manifeste tant au plan national que local. Nous mobilisons ainsi une autre référence de l'analyse électorale grecque pour mieux appréhender les déplacements électoraux ; celle de la répartition sociospatiale du vote, qui se croise avec le mémorandum. Lors des élections du mai 2012, le désalignement de la base socialiste présente d'abord un détachement du PASOK de ses électorats privilégiés que constituaient les couches populaires et moyennes, phénomène qui se traduit par un déplacement massif de l'électorat du PASOK vers SYRIZA. En ce sens, SYRIZA reproduit les schémas de géographie électorale de la gauche traditionnelle et se pare d'un caractère populaire dont il ne disposait pas auparavant. Ce phénomène, doublé par les performances des partis comme ANEL ou Aube Dorée chez les couches populaires de l'électorat, rompt avec les points de référence du clivage traditionnel gauche – droite et procure au vote anti-mémorandum, un caractère socialement ancré. Conjointement, le parti qui se trouve à la tête des forces en faveur du programme d'ajustement, la ND, se replie lors des deux élections vers le noyau dur de son électorat à savoir les classes moyennes et supérieures, ce qui accentue la division socio-économique. Par conséquent, les résultats dans la région du Pirée, et plus largement en Attique, révèlent une polarisation sociodémographique autour de l'influence de la ND et de SYRIZA dans un contexte marqué par l'ajustement économique. Cette polarisation rompt brutalement avec la convergence des électorats (entre PASOK et ND) tout au long des années 2000.

Afin de mieux appréhender ces bouleversements survenus en mai et juin 2012, il convient d'inscrire l'étude des résultats du PASOK dans la dynamique du bipartisme et dans la recomposition plus large des forces politiques. En effet, la chute du PASOK témoigne, d'une part, des mutations profondes au sein de la gauche au sens élargi. Elle signale, d'autre part, la chute de la concurrence bipartite pour le pouvoir, qui structure le champ politique depuis 1981.

Ces mutations, conjuguées aux bouleversements qui se produisent au sein de la Nouvelle Démocratie et le camp de la droite, conditionnent l'émergence d'une nouvelle configuration multipartite, lors des doubles élections de 2012.

Section 1. L'effondrement électoral du PASOK au Pirée et au plan national

Les doubles élections de 2012 constituent pour le PASOK une défaite électorale de premier ordre. Entre 2009 et mai 2012 le PASOK perd plus de deux millions d'électeurs. La performance électorale du parti semble encore s'aggraver lors des élections organisées un mois plus tard, consécutivement à l'incapacité des partis arrivés en tête à former un gouvernement.

Encadré 1 : Notes sur le système électoral

Les élections législatives désignent les 300 députés siégeant au Parlement. Selon la loi électorale, modifiée en 2008, parmi les 300 députés, 250 sont élus à la proportionnelle dans les différentes circonscriptions électorales, alors que 50 sièges sont attribués automatiquement au parti arrivant en tête des suffrages au niveau national[135]*. Le pays est divisé en 56 circonscriptions électorales, chacune élisant un nombre défini de députés en fonction de sa population. La répartition des sièges est fonction des suffrages rassemblés par les candidats et leurs partis respectifs tant au niveau de la circonscription qu'au niveau national. Un seuil de 3% des suffrages exprimés au niveau national est nécessaire pour qu'un parti puisse entrer au Parlement. Les sièges sont repartis entre les différents partis selon un système par quotient*[136]*. La Constitution (article 54) prévoit qu'une partie du Parlement, inférieure d'un vingtième de l'ensemble des effectifs, est élue dans l'ensemble du pays, en fonction de la force électorale de chaque parti dans l'ensemble du territoire. À côté des 56 circonscriptions électorales, nous pouvons supposer qu'il existe une circonscription nationale qui élit 12 députés, repartis en fonction du nombre total des suffrages obtenus par chaque parti. On dénomme ce type de députés « députés d'État », suivant le terme hellénique « βουλευτές Επικρατείας ». Au niveau pratique du vote, chaque parti présente son propre bulletin de vote où s'inscrivent les noms des candidats. Nous retrouvons ainsi un système proche du scrutin plurinominal avec un vote préférentiel : l'électeur peut déposer dans l'urne un seul bulletin qui correspond à un seul parti. L'électeur peut choisir parmi les candidats celui de son choix en opposant une croix à droite du nom du député choisi. En fonction de la taille de la circonscription et du nombre des députés élus, les électeurs peuvent choisir parmi plusieurs candidats en mettant une ou plusieurs croix, sans pouvoir mettre plusieurs croix à un seul candidat. De cette façon, lors de ce type de scrutin, les électeurs votent tant pour le parti, que pour le candidat souhaité. Dans des cas, où les élections ont lieu avant l'achèvement de dix-huit mois depuis les élections précédentes, comme celui du juin 2012, les listes*

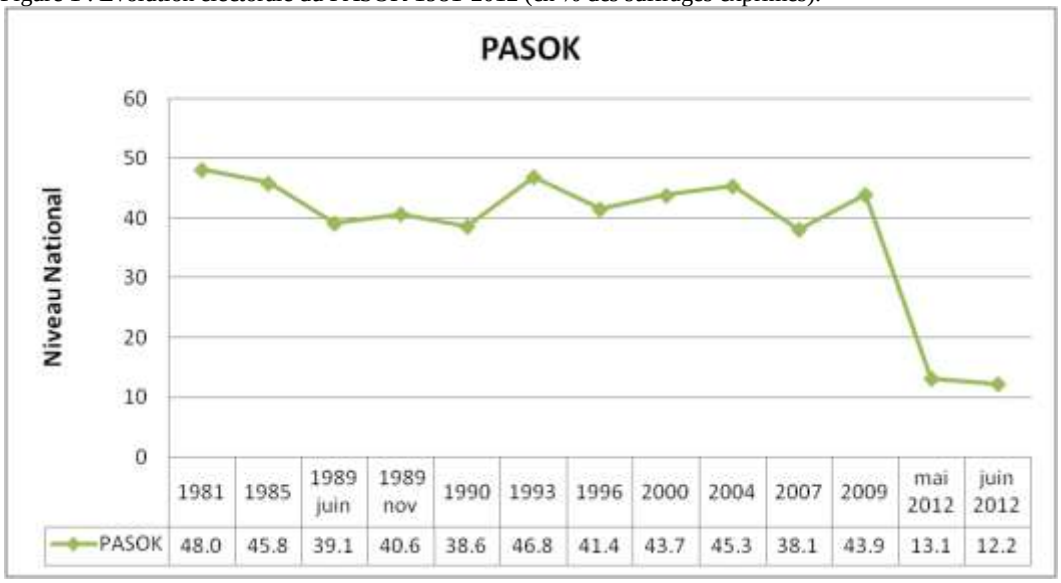
[135] PARLEMENT HELLÉNIQUE, *Εκλογή βουλευτών [Élection de députés] Loi 3231/2004*, 2004 ; PARLEMENT HELLÉNIQUE, *Τροποποίηση του ν. 3231/2004 «εκλογή βουλευτών» [Modification de la loi 3231/2004 « Élection de députés »] Loi 3636/2008*, 2008.

[136] MARTIN P., *Les systèmes électoraux et les modes de scrutin*, Paris, Montchrestien, 2006, p. 66–68.

des candidats sont bloquées, c'est-à-dire que les électeurs ne votent pas pour les candidats mais pour une liste[137]*, et l'élection des députés s'effectue sur la base de l'ordre de présentation dans le bulletin.*

Lors de la consultation électorale du 17 juin 2012, le PASOK recule à 12,28 % des suffrages exprimés soit 756 024 voix favorables. Le PASOK continue, néanmoins, à se trouver en troisième position en termes d'influence électorale derrière la Nouvelle Démocratie et SYRIZA.

Figure 1 : Évolution électorale du PASOK 1981-2012 (en % des suffrages exprimés).



	1981	1985	1989 juin	1989 nov	1990	1993	1996	2000	2004	2007	2009	mai 2012	juin 2012
PASOK	48.0	45.8	39.1	40.6	38.6	46.8	41.4	43.7	45.3	38.1	43.9	13.1	12.2

Source : *Ministère de l'Intérieur*, notre élaboration.

Comme conséquence de sa chute électorale, le parti perd en même temps l'essentiel de ses effectifs au Parlement. En mai 2012, le PASOK réussit à faire élire 41 députés. Le recul du parti aux élections de juin engendre une réduction supplémentaire des sièges obtenus. Le parti se retrouve en juin 2012 avec 33 députés, c'est-à-dire avec une équipe parlementaire qui ne représente que 20,6 % de sa force parlementaire de 2009 où les socialistes avaient obtenu 160 sièges.

[137] *Ibid.*, p. 51.

La chute brutale des scores électoraux du PASOK en mai et juin 2012 soutient l'idée que ces élections prennent un caractère référendaire pour les socialistes. Le PASOK, au pouvoir depuis 2009 et introducteur du programme d'ajustement économique et structurel se trouve ainsi sanctionné par l'électorat, ce qui a comme résultat le recul profond de sa force électorale. Nous retrouvons ici l'approche du vote économique selon laquelle les années d'austérité et de récession économique influencent directement le parti au pouvoir. Cependant, si le cas du PASOK est spectaculaire, nous observons que l'ensemble des partis soutenant les programmes d'ajustement, en d'autres termes, l'ensemble des partis qui se positionnent pro-mémorandum trouvent leurs forces diminuées.

Néanmoins, derrière l'effondrement généralisé du PASOK, nous observons des phénomènes quant à la géographie électorale émergente qui méritent d'être analysés. L'effondrement du PASOK ne s'effectue pas de manière homogène, au contraire, nous observons des tendances différentes en fonction de l'espace et de la catégorie sociale de l'électorat. D'une part, le PASOK recule davantage dans l'espace urbain et les quartiers populaires qui constituent traditionnellement des bastions traditionnels. En même temps, le déplacement d'électeurs ne s'effectue pas sur la base de l'axe gauche - droite, mais davantage sur l'axe pro ou contre mémorandum. On trouve ici une clé pour la compréhension de la configuration émergente. Si la question du vote économique pose un cadre général, des traditions d'analyse électorale axées sur les propriétés sociales de la base électorale du parti se relèvent nécessaires pour la compréhension des bouleversements survenus en 2012.

a) Aspects de l'effondrement socialiste au plan national : les ruptures dans le vote socialiste

L'effondrement électoral du PASOK en 2012 révèle deux mouvements électoraux principaux au niveau national. Le premier est que la chute du PASOK apparaît plus forte dans les centres urbains que dans l'espace rural. Dans ce cadre, malgré le caractère global et spectaculaire de la chute du PASOK, il est intéressant de voir que le parti subit des pertes plus importantes dans le bassin de l'Attique (8,84 %) que dans le reste du pays (15,1 %)[138]. Plus largement, le parti

[138] KOUSTENIS P., « Αποδόμηση και αναδόμηση των εκλογικών ταυτίσεων [Déstructuration et restructuration des identifications électorales] », *G. VOULGARIS, I. NIKOLAKOPOULOS (dir.), 2012 le double séisme électoral*, Athènes, Themelio, 2014, p. 86.

subit des pertes importantes dans les grands centres urbains comme l'Attique, Thessalonique et les villes peuplées de plus de 50 000 habitants selon le recensement de 2011[139]. Dans ces centres urbains, son influence fluctue entre 9 % et 11,8 %. Au contraire, lors des élections de mai 2012, le parti obtient dans l'espace urbain des résultats qui varient entre 11,4 % dans les petits et moyens centres urbains (10 000-49 000 habitants), de 14 % dans les régions semi-urbaines (2 000 à 9 999 habitants) et 17,7 % dans les régions agricoles (moins de 2 000 habitants)[140].

Le deuxième mouvement, observé déjà au Pirée et en Attique, se réfère à l'effondrement du PASOK à l'intérieur de l'espace urbain. Nos recherches montrent que le recul du PASOK est plus important dans les villes populaires que dans les banlieues de classes moyennes et supérieures. La sanction du parti dans l'espace urbain de la capitale paraît être plus forte de la part des catégories sociales semblant être plus exposées aux répercussions de l'austérité. En ce sens, l'effondrement du parti dans l'espace urbain de l'Attique, même généralisé, illustre d'abord la rupture du parti avec son électorat privilégié[141]. Ce phénomène nous incite à postuler que l'introduction du programme d'ajustement dans le pays par les socialistes a contribué à l'effondrement de sa performance électorale et notamment dans les couches de la population qui disposaient déjà d'un capital économique et social plus faible : le PASOK recule davantage dans les lieux de référence du vote socialiste dans l'espace urbain, à savoir les quartiers populaires.

La chute du parti est survenue de manière plus sensible dans les villes populaires de l'Attique que dans les zones bourgeoises où le pourcentage des voix socialistes se trouve plus résiliant, pourtant c'est dans les premières que le PASOK obtenait traditionnellement ses scores les plus élevés. Cela se manifeste tant dans le cadre de l'Attique que dans le cas du Pirée, où nous avons la possibilité d'examiner le sort d'un bastion électoral socialiste dans l'espace urbain. En Attique, l'appartenance socio-économique se conjugue avec la distribution géographique de la population. Cela signifie que les différentes catégories sociales, dans ce cas-là les catégories supérieures et les classes populaires, sont majoritairement concentrées dans leurs propres quartiers. Comme le souligne T. Maloutas, « *À Athènes, le taux de catégories socioprofessionnelles moyennes et élevées habitant dans ses « propres » quartiers est plus que*

[139] Enquêtes basées sur le recensement de 2011, *http://www.statistics.gr/el/2011-census-pop-hous*, dernière consultation le 08.06.2017.
[140] KOUSTENIS P., « Déstructuration et restructuration des identifications partisanes », *op. cit.*, p. 86.
[141] Inspirés des travaux d'analyse électorale grecs, nous prenons le bassin d'Attique comme un point de référence supplémentaire, puisqu'il représente environ l'un tiers du corps électoral national et il constitue un centre urbain de première taille. VOULGARIS G. et I. NIKOLAKOPOULOS (dir.), *2012 le double séisme électoral*, *op. cit.*, p. 85–91.

doublé par rapport à leur taux d'habitation dans la ville (53 % contre 24,5 %) ; le taux des ouvriers - artisans habitant dans les quartiers ouvriers est presque le double du taux d'habitation dans la ville (51 % contre 31 %)[142] », fait qui a comme résultat le chevauchement de la division géographique de l'espace avec une ségrégation sociale.

Cela nous donne un découpage de l'Attique en zones différenciées en fonction de la stratification sociale de leurs habitants, découpage qui coincide dans ses grandes lignes avec le découpage administratif de l'Unité Périphérique de l'Attique (ancienne région) qui est presenté dans la carte suivante. Schématiquement, en suivant les travaux des géographes et des politistes, mis à part les villes peu homogènes d'Athènes et du Pirée, nous distinguons, dans un premier temps, les banlieues de la zone nord-est où se trouvent concentrées majoritairement des catégories socioprofessionnelles élevées, aux revenus les plus hauts du bassin d'Attique[143]. Puis, nous pouvons distinguer les quartiers de la zone côtière qui sont majoritairement peuplés par des catégories moyennes et élevées. La zone sud-est est classifiée comme une région à forte concentration de classes moyennes et de petite bourgeoisie. Aux antipodes de cette situation nous trouvons la zone ouest de l'Attique, foyer de concentration des couches salariales à faibles revenus. Pirée B', situé au sud-ouest de l'Attique, suit la stratification sociale de la zone ouest avec une forte concentration de couches salariales.

[142] MALOUTAS T. (dir.), *Κοινωνικός και οικονομικός άτλας της Ελλάδας [Atlas social et économique de la Grèce]*, Athènes - Volos, EKKE - Centre National de Recherches Sociales - Presses Universitaires de Thessalie, 2000, p. 47.
[143] MALOUTAS T. (dir.), *Atlas social et économique, op. cit.*

Carte 4 : Unité Prériphérique de l'Attique (ancienne région) et secteurs administratifs.



Source : *http://www.patt.gov.gr*. En jaune : Athènes-centre, Rouge : zone Nord-est, violet : Pirée et banlieues, rose foncé : zone ouest, vert : zone côtière (sud).

La différence des résultats entre la zone ouest du Pirée et Athènes ainsi que les quartiers de classes moyennes et supérieures illustre les aspects de l'effondrement socialiste que l'on peut lire dans l'analyse du score électoral du PASOK dans différentes municipalités qui représentent des ensembles socialement différenciés. Dans les municipalités du nord et nord-est, marquées par la surreprésentation des classes supérieures, le parti obtient 9,1 % des suffrages exprimés. Il maintient ainsi environ un tiers de son influence traditionnelle dans cet espace qui constitue historiquement un espace privilégié de la ND. Puis, dans les villes du sud-est il obtient cumulativement un des scores les plus élevés dans l'espace de l'Attique, à savoir 9,6 %. Dans la zone côtière, le parti obtient une représentation de 8,6 % équivalente à son influence dans la zone ouest (8,6 %) où la force électorale du parti est diminuée par trois quarts par rapport à 2009[144]. Dans ce cadre, nous comprenons dans quelle mesure le pourcentage de 8,1 % obtenu comme moyenne du parti au Pirée B' doit être conçu comme la perte d'un bastion socialiste en Attique.

Tableau 3 : Évolution de l'influence électorale du PASOK en Attique, 1993-2012.

PASOK	1993	1996	2000	2004	2007	2009	mai 2012	juin 2012
Zone nord-est	37.7	34.7	40.7	34.4	28.8	35	9.1	8.2
Zone côtière	39.9	35.5	41.7	35.5	30.3	36.8	8.6	7.9
Zone sud-est	46	39.5	44.2	39.9	34.9	40.8	9.6	9.1
Zone ouest	51	40.8	45.8	41.8	37.5	43.8	8.8	8.5
Pirée B'	52.9	41.7	46.4	42.5	38	44.4	8.1	7.9

Source : Koustenis P., « Déstructuration et restructuration des identifications partisanes », *op. cit.*, p. 93 et 113.

Les caractéristiques de l'effondrement socialiste dans l'espace urbain, à savoir des scores variables selon la composition sociale de l'électorat, sont illustrées dans le cas du Pirée. En général, la géographie électorale du PASOK au Pirée exprime et parfois multiplie les propriétés du vote socialiste et souligne la rupture avec le passé et les ancrages traditionnels du vote socialiste. Le PASOK non seulement perd sa place prédominante dans l'ensemble du Pirée, mais les élections font ajuster les scores du parti dans les deux circonscriptions du Pirée[145] : ceci

[144] KOUSTENIS P., « Déstructuration et restructuration des identifications partisanes », *op. cit.*, p. 93.

[145] Pour ce qui est de la dénomination des deux circonscriptions, nous suivons le paradigme du Ministère de l'Intérieur : nous nous référons à la circonscription Pirée A' (Πειραιώς Α΄) et Pirée B' (Πειραιώς Β'). Le Pirée A' comprend la ville de Pirée et les îles voisines du golfe de Saronique. La tradition d'analyse électorale grecque prend la municipalité du Pirée comme point de référence de la circonscription, puisque les résultats des îles exercent une influence quasi-inexistante dans les résultats finaux. De cette manière, dans l'analyse des résultats électoraux, la municipalité du Pirée coïncide avec la circonscription du Pirée A'. Pour ce qui est du Pirée B' nous n'analysons pas de manière séparée les résultats issus de l'île de Salamina, en suivant aussi la tradition d'analyse électorale grecque, qui prend les villes du tissu urbain comme point de référence de la circonscription, et non l'île afférente, dont les résultats n'influencent pas les résultats finaux. MAKRIDIS G., *Λαϊκές τάξεις και πολιτική στην Ελλάδα. Η περίπτωση του Πειραιά και της ευρύτερης περιφέρειας [Classes populaires et politique en Grèce. Le cas du Pirée et de sa banlieue]*, Thèse de doctorat, Université Panteion Athènes, Athènes, 2008.

souligne non seulement la perte d'un bastion électoral, à savoir le Pirée B', mais aussi une rupture du parti avec des électorats privilégiés que traditionnellement constituent les couches populaires de la capitale.

b) Le PASOK dans le Pirée : ruptures et continuités du vote socialiste

En ce qui concerne le Pirée, dès le début de notre enquête, nous faisons face à une situation inédite : dans les deux circonscriptions électorales, à savoir le Pirée A' et le Pirée B', le PASOK n'obtient aucun député. Pour retrouver un résultat similaire, historiquement, il faut se référer aux élections nationales de 1974, ayant eu lieu deux mois après la fondation du PASOK. La diminution des votes socialistes au Pirée va de pair avec le recul national. Pour ce qui est de la ville du Pirée, le PASOK rassemble 8 079 votes, à savoir 8,19 % des suffrages exprimés. Ce résultat positionne le PASOK à la cinquième place au Pirée. Ce résultat, combiné au système électoral de proportionnelle renforcée aux distributions successives, prive les socialistes de l'opportunité de décrocher l'un des six mandats de députés en jeu.

La situation semble légèrement différente dans la seconde circonscription du Pirée. Dans les villes de la périphérie du Pirée, le PASOK rassemble en sa faveur 14 745 suffrages, un score qui se traduit par 8,16 % des suffrages exprimés. Le parti occupe, ici, la sixième position et parvient à faire élire un député sur un total de huit sièges en jeu. Lors des élections de juin 2012, le parti rassemble au Pirée 7 686 voix (8,44 %) et il se place en quatrième position, mais sans pouvoir faire élire de députés. Au Pirée B', le PASOK obtient 13 841 voix qui correspondent à 7,94 % des suffrages exprimés. Ce score électoral positionne le parti à la cinquième place sans lui procurer, non plus, de siège.

Le contraste avec les élections précédentes semble radical. Lors des élections nationales de 2009, le PASOK a remporté la victoire en rassemblant au niveau national 3 012 542 voix, à savoir 43,92 % des suffrages exprimés. En ce qui concerne le Pirée, les socialistes rassemblaient 40 308 voix en leur faveur, soit 38,85 % des suffrages exprimés. Ce score permettait au PASOK d'avoir deux représentants au Parlement. Dans la deuxième circonscription du Pirée, la victoire du parti semblait encore plus nette. Le PASOK arrivait en première place avec 82 637 voix, soit 44,34 % des suffrages exprimés, et obtenait trois députés élus au Pirée B'. Entre 2009 et 2012, le

parti subit une perte de 40 500 électeurs au Pirée et le déficit dépasse les 68 000 électeurs au Pirée B'. La contre-performance électorale du parti, en 2012, est en rupture totale avec toute une tradition de prépondérance, tant au niveau des voix que des sièges obtenus. Pour la première fois dans son histoire, le parti se retrouve sans représentants au niveau législatif dans l'ensemble des territoires du Pirée.

Tableau 4 : Nombre de députés du PASOK (entre parenthèses le nombre des sièges à pourvoir par circonscription électorale).

PASOK	1981	1985	1989 juin	1989 nov	1990	1993	1996	2000	2004	2007	2009	mai 2012	juin 2012
Pirée A'	4 (8)	4 (8)	3 (8)	3 (8)	3 (8)	5 (8)	3 (7)	3 (7)	1 (6)	1 (6)	2 (6)	0 (6)	0 (6)
Pirée B'	5 (8)	4 (8)	3 (8)	4 (8)	3 (8)	6 (8)	6 (8)	6 (8)	3 (8)	3 (8)	3 (8)	1 (8)	0 (8)

Source *: http://www.hellenicparliament.gr* , notre élaboration.

Tableau 5 : Évolution des résultats électoraux du PASOK dans les circonscriptions du Pirée, en % des suffrages exprimés.

PASOK	1981	1985	1989 juin	1989 nov	1990	1993	1996	2000	2004	2007	2009	mai 2012	juin 2012
Pirée A'	49.36	44.73	36.33	39.03	36.69	44.77	38.24	42.35	37.68	32.91	38.85	8.19	8.02
Pirée B'	51.17	49.37	40.79	44.72	42.59	52.1	41.3	45.94	42.05	37.93	44.34	8.16	7.94
National	48.07	45.82	39.13	40.67	38.61	46.88	41.49	43.79	40.55	38.1	43.92	13.18	12.28

Source : *Ministère de l'Intérieur*, notre élaboration.

La comparaison de l'évolution des scores du PASOK entre les deux circonscriptions montre un écart stable entre l'influence du parti au Pirée-centre et dans sa périphérie, comme nous pouvons le constater dans le tableau n° 4. Alors que la domination du parti dans la circonscription du Pirée B' demeure incontestable, même lorsque le PASOK perd le pouvoir, le sort de la circonscription du Pirée-centre reste, en revanche, directement lié aux fluctuations des rapports de force nationaux. Même lors des élections où les socialistes subissent une défaite électorale au niveau national, comme c'était le cas en 1990 ou 2004, les pourcentages du parti au Pirée B' atteignaient 42 % des suffrages exprimés, en lui conférant la première position. Au contraire, la performance du parti dans la ville du Pirée, lors de ces mêmes élections, suit la tendance nationale du vote socialiste, et elle reste inférieure par rapport au pourcentage national du parti.

Une analyse plus approfondie, effectuée cette fois-ci au niveau municipal, met en lumière la stabilité de la prédominance électorale du parti dans les villes du Pirée B', toujours supérieure au score national du parti. À l'opposé, la force du parti dans la ville du Pirée reste traditionnellement sensiblement proche des pourcentages nationaux. Le tableau n° 3 montre la fluctuation différenciée du parti entre les deux circonscriptions. L'analyse de l'évolution de l'influence socialiste dans deux municipalités, celle du Pirée, aux catégories sociales

principalement bourgeoises, et celle de Keratsini, ville du Pirée B', majoritairement peuplée de classes populaires, illustre ces différences.

Tableau 6 : Évolution de l'influence électorale du PASOK.

PASOK	1981	1985	1989 juin	1989 nov	1990	1993	1996	2000	2004	2007	2009	mai 2012	juin 2012
Pirée	49,36	44,73	36,33	39,03	36,69	44,77	38,24	42,35	37,68	32,91	38,85	8,19	8,02
Keratsini	53,68	51,65	42,07	46,36	44,08	53,88	42,72	47,16	43,97	38,72	45,2	7,95	7,98

Source : *Ministère de l'Intérieur*, notre élaboration.

La différence entre la ville du Pirée et les villes de sa périphérie renvoie à des phénomènes qui ont marqué la géographie sociale du vote socialiste dans l'ensemble des territoires du Pirée. L'écart observé dans les résultats du parti, entre les deux circonscriptions, reproduit la géographie électorale de la gauche, dans la région du Pirée, depuis la fin de la guerre civile[146]. Ce phénomène a comme résultat la surreprésentation du PASOK dans les villes populaires du Pirée. Dans ce cadre, les traditions historiques mobilisées pour l'explication de la base sociale et électorale du PASOK se conjuguent avec des variables socio-économiques. L'influence électorale du parti apparaît renforcée dans les villes qui sont majoritairement peuplées par des classes salariales aux revenus faibles. Donc, la mise en œuvre du programme d'ajustement entraîne dans un premier temps le recul du PASOK, un recul encore plus prononcé lors des élections de juin.

De plus, au caractère populaire de la base électorale s'ajoute un autre facteur, celui de l'origine géographique des habitants. On observe une forte implantation du parti dans les villes où la majorité des habitants sont des descendants des réfugiés d'Asie mineure. La comparaison des résultats du parti entre Drapetsona et Perama, deux municipalités du Pirée B', illustre ce facteur supplémentaire qui semble jouer un rôle dans la distribution du vote. Les deux villes partagent des caractéristiques socio-économiques similaires dans la mesure où ces villes sont historiquement des foyers d'activité industrielle et sont majoritairement peuplées de classes sociales populaires[147]. La différence réside dans le fait que Drapetsona rassemble une majorité d'habitants originaires d'Asie Mineure : la ville a été bâtie par les premières vagues de réfugiés, à partir de 1923. Quant à Perama, elle a été peuplée majoritairement par des vagues d'immigration intérieure à la Grèce, dans l'après-guerre.

[146] LYRINTZIS C. et I. NIKOLAKOPOULOS (dir.), *Elections et partis dans les années 1980*, *op. cit.*, p. 203–237.
[147] MAKRIDIS G., *Classes populaires et politique*, *op. cit.*, p. 56.

Tableau 7 : Résultats électoraux (en %) et écart entre deux villes du Pirée B' : Drapetsona et Perama.

PASOK	1981	1985	1989 juin	1989 nov	1990	1993	1996	2000	2004	2007	2009	mai 2012	juin 2012
Drapetsona	53.85	53.1	44.89	49.41	47.3	57.11	45.92	50.29	46.18	40.5	46.69	9.87	9.27
Perama	53.29	49.87	42.18	45.63	43.69	52.07	39.79	44.22	40.31	37.83	44.36	6.91	7.08
Ecart	*0.56*	*3.24*	*2.71*	*3.78*	*3.61*	*5.04*	*6.13*	*6.07*	*5.87*	*2.67*	*2.33*	*2.96*	*2.19*

Source : *Ministère de l'Intérieur*, notre élaboration.

Le tableau n° 7 met en évidence qu'il existe, entre ces deux villes ouvrières du Pirée, un écart stable dans la distribution du vote socialiste. L'écart atteint jusqu'à six points (1996-2000) ; au Pirée B', le PASOK atteint durablement ses scores les plus bas à Perama. Ceci peut s'expliquer par l'orientation politique traditionnellement procommuniste des réfugiés installés au Pirée, tradition consolidée pendant les années de l'Occupation et de la Résistance. Elle reste prédominante tout au long de la période d'après-guerre, de sorte qu'elle constitue un point de référence dans la géographie électorale des partis de gauche depuis 1946[148]. Ainsi se trouve renforcée la conception selon laquelle le clivage gauche – droite, qui marque l'histoire électorale de la Grèce depuis le milieu des années 1940, trouve son origine dans la guerre civile. Celui-ci s'exprime dans l'espace urbain par une division socio-économique forte de sorte que la guerre civile et ses répercussions y prennent un caractère de lutte de classes. La tradition réfugiée semble, alors, se conjuguer au Pirée avec deux propriétés qui ont largement contribué au façonnement du vote pro-gauche, à savoir celle d'une appartenance sociale marquée par le caractère populaire et le positionnement pro-communiste pendant la guerre civile.

Le poids des variables historiques révèle aussi des points intéressants quand on change encore d'échelle dans l'analyse et qu'on compare la distribution des votes au niveau de l'arrondissement municipal. Cette fois-ci, dans la ville du Pirée, le vote pro-socialiste, apparaît plus fort dans les quartiers ouvriers de la ville par rapport aux quartiers bourgeois. Cependant, l'appartenance socioprofessionnelle ne constitue pas un facteur exclusif du vote socialiste, comme le révèle le cas du cinquième arrondissement. Celui-ci est assez homogène quant à la stratification sociale, où dominent les salariés du privé et les ouvriers[149]. Cependant, les

[148] NIKOLAKOPOULOS I., *Partis et élections parlementaires en Grèce*, *op. cit.* ; VERNARDAKIS C. et G. MAVRIS, « To "Κέντρο" ή η διαρκής πόλωση της πολιτικής σκηνής, 1950-1967 [Le "Centre" ou la polarisation durable de la scène politique, 1950-1967] », *Thèseis*, 1988, n° 23–24.

[149] VALERIANOU K. et E. PANAGIOTATOU (dir.), *Παρατηρώντας τον Πειραιά [En observant le Pirée]*, Athènes, Municipalité du Pirée - École Polytechnique Nationale, 2006, p. 34–35.

identifications partisanes semblent obéir aussi à des traditions de vote issues de la région d'origine des habitants. Dans les quartiers où les habitants sont largement originaires du Péloponnèse du Sud, comme dans le cas du quartier de Maniatika, les électeurs semblent reproduire les traditions de la région d'origine, marquée par une affiliation forte aux partis de droite. Comme le souligne G. Makridis, le PASOK y obtient durablement des pourcentages sensiblement inférieurs aux pourcentages obtenus dans les quartiers populaires voisins[150].

À l'opposé, dans les quartiers dont la population est majoritairement d'origine d'Asie Mineure, les tendances du vote sont inversées : Nouvelle Démocratie domine durablement dans les bureaux de vote du quartier de Sainte Sofia, lieu d'installation d'habitants issus du Péloponnèse, tandis que dans le quartier autour de l'église de la Chandeleur, située dans les quartiers de réfugiés, la distribution du vote suit les tendances générales des autres quartiers populaires du Pirée[151]. Lors des élections de mai 2012, dans cet arrondissement électoral les grandes tendances du vote révèlent à la fois le maintien de la ND autour de son pourcentage national (14,6 %) et l'amélioration des scores des autres partis de droite, notamment de ANEL et de l'Aube Dorée qui obtiennent 12,2 % et 9,7 % des suffrages respectivement. Cela nous rappelle que la correspondance entre clivages sociaux et clivages politiques n'est pas automatique et que l'analyse doit intégrer les variables qui introduisent la pluralité explicative de l'approche écologique du vote.

Cependant, la configuration électorale émergée par les doubles élections de 2012 semble défier ouvertement les traditions établies du vote socialiste. Dans le Pirée, l'effondrement du PASOK dans ses bastions électoraux indique à la fois le recul du parti chez les couches populaires et l'affaiblissement du clivage entre gauche et droite dans la distribution de vote. Nous constatons que la nouvelle opposition émergée, celle structurée autour du mémorandum, remet en question tant le clivage traditionnel que la continuité de la distribution géographique du vote en fonction des propriétés sociales. Dans ce cadre, une interrogation se révèle, à savoir, dans quelle mesure le renforcement de SYRIZA aux dépens du PASOK peut être conçu simplement comme un déplacement d'électeurs entre deux partis de gauche, un déplacement intrafamilial si l'on osait dire. Ce questionnement nous conduit à investiguer l'effondrement socialiste sous

[150] MAKRIDIS G., *Classes populaires et politique*, *op. cit.*, p. 136–159.
[151] *Ibid.*, p. 143–148.

l'angle de la recomposition des forces électorales de la gauche, sujet qui constitue l'objet de la section suivante.

Section 2. La chute du PASOK et la recomposition asymétrique de la gauche grecque

L'effondrement du PASOK entraîne une recomposition au sein de la gauche grecque au sens élargie, une recomposition qui est marquée par l'augmentation électorale spectaculaire de SYRIZA, une augmentation qui lui procure désormais une place prédominante au sein des partis de gauche. Cependant, nous soutenons l'idée que cette recomposition ne constitue pas uniquement un déplacement d'électeurs d'un parti de gauche à un autre. Nous soutenons que le facteur explicatif à la percée de SYRIZA est son inscription dans le camp anti-mémorandum. Ce phénomène lui permet à la fois de profiter du recul du PASOK et de devancer le KKE qui, traditionnellement, prédomine au sein de la gauche procommuniste. Plus largement, la recomposition survenue au sein de la gauche grecque, à la suite de la chute électorale du PASOK, ne peut pas être appréhendée, uniquement, sur la base d'un vote sanction contre le gouvernement socialiste. L'influence différenciée de SYRIZA, du KKE et de DIMAR en fonction de l'espace urbain et de la composition sociale des électorats nous démontre que le désalignement électoral de la base socialiste, même s'il peut être conçu comme un déplacement à l'intérieur du pôle de la gauche, ne peut être clairement déchiffré sans l'introduction du mémorandum comme facteur explicatif. Cette reconfiguration est renforcée lors des élections de juin où la question du mémorandum semble polariser davantage les prises de position.

a) L'influence du mémorandum sur la recomposition des forces électorales de gauche

Nous soutenons la thèse que la recomposition de la gauche à la suite de l'effondrement socialiste doit être lue comme un déplacement effectué sur la base de la division autour du Mémorandum. Au moment où le PASOK perd ses électorats privilégiés, c'est SYRIZA qui reprend la géographie électorale traditionnelle du PASOK et se trouve plus renforcé dans les quartiers populaires d'Attique que dans les quartiers bourgeois. Ce double déplacement, à savoir le recul du PASOK dans les quartiers populaires suivi d'un ancrage impressionnant de SYRIZA

et la stagnation du KKE, trouve son origine aux dynamiques du mémorandum. Comme le soulignent K. Lamprinou et G. Mpalabanidis dans leur étude sur les transformations du centre-gauche en 2012, « *La rupture de clivages établis et la revendication politique pour former de nouveaux (clivages) est une condition de ce désalignement électoral total*[152] ». Dans ce cadre, les partis de gauche se situant pro-mémorandum, le PASOK en tête et puis DIMAR, reculent, tandis que SYRIZA, se présentant comme le parti anti-mémorandum par excellence, multiplie ses scores et domine au sein de la gauche.

Nous observons alors que dans un premier temps, l'opposition autour du mémorandum explique la recomposition asymétrique de la gauche, à savoir la chute du PASOK et la montée de SYRIZA. Puis, nous observons que cette recomposition reste asymétrique quant à la base électorale des partis : SYRIZA, en opposition avec son histoire électorale qui lui procure une image assez homogène dans l'espace urbain, se renforce davantage vers les quartiers populaires, anciens bastions du PASOK et du KKE. Au contraire, PASOK et DIMAR, à savoir les partis de gauche soutenant le mémorandum, reculent davantage dans les quartiers populaires du Pirée et d'Athènes et réalisent une meilleure performance dans les quartiers bourgeois. La division autour du mémorandum prend ainsi des caractéristiques de division sociale dans l'espace urbain dans la mesure où les partis se positionnant contre le programme d'ajustement sont davantage ancrés dans les couches populaires. Ce phénomène procure à SYRIZA une base électorale davantage populaire, qui se renforce lors des élections de juin où l'opposition autour du mémorandum semble diviser la géographie électorale des partis de gauche et bouleverser leurs schémas traditionnels de répartition électorale.

Au niveau national, les doubles élections de 2012 consacrent SYRIZA à la tête des partis de gauche au détriment du PASOK et du KKE. Comme nous pouvons le voir dans le tableau suivant, SYRIZA augmente ses scores tant en mai qu'en juin 2012. Par conséquent, occupant la dernière position parmi les partis de gauche en 2009, il se trouve désormais à la tête de cette nouvelle configuration concernant les partis de gauche. Nous observons déjà la direction de la mutation électorale : le PASOK suit une trajectoire en baisse lors des deux élections ; KKE de sa part, parvient dans en premier temps, en mai 2012, à maintenir et même à augmenter relativement sa force électorale mais il se trouve déjà depuis mai 2012 derrière SYRIZA, ce qui

[152] LAMPRINOU K. et G. MPALABANIDIS, « Ο ασταθής μετασχηματισμός της ελληνικής κεντροαριστεράς [La transformation instable du centre-gauche grec] », *G. VOULGARIS, I. NIKOLAKOPOULOS (dir.), 2012 le double séisme électoral*, Athènes, Themelio, 2014, p. 129.

confirme la rentabilité de l'investissement de SYRIZA sur l'opposition au mémorandum. Ce facteur s'illustre de manière très claire lors des élections de juin : la question du mémorandum structure la concurrence et SYRIZA augmente davantage ses scores en intégrant des électeurs tant du PASOK que du KKE, de sorte que ces derniers, subissent des pertes électorales supplémentaires, notamment le KKE qui perd la moitié de sa base électorale d'une échéance électorale à l'autre. Le renforcement électoral se traduit aussi par une augmentation du nombre des députés de SYRIZA : 52 députés élus en mai et 72 en juin, ce qui signifie que dans la nouvelle configuration, SYRIZA dispose désormais le groupe parlementaire le plus élargi au sein des partis de gauche.

Tableau 8 : Résultats électoraux et représentation parlementaire des principaux partis de gauche 2009-2012.

	2009			mai 2012			juin 2012		
	Voix	%	Sièges	Voix	%	Sièges	Voix	%	Sièges
PASOK	3.012.542	43.92	160	833.452	13.18	41	756.024	12.28	33
KKE	517.249	7.54	21	536.105	8.48	26	277.227	4.5	12
SYRIZA	315.665	4.6	13	1.061.928	16.79	52	1.655.022	26.89	71
DIMAR				386.394	6.11	19	384.986	6.25	17

Source : *Ministère de l'Intérieur*, notre élaboration.

L'évolution électorale au plan national s'accompagne de deux mouvements électoraux qui renforcent l'idée de la recomposition asymétrique survenue au sein de la gauche pendant les doubles élections de 2012. En observant la géographie électorale du PASOK et de SYRIZA, nous constatons que celles-ci suivent en mai une trajectoire opposée en fonction de l'espace étudié : SYRIZA prédomine dans l'espace urbain où PASOK recule davantage, alors qu'il se trouve plus affaibli dans l'espace rural (il y améliore ses scores en juin dans un cadre d'augmentation électorale globale). De plus, au sein de l'espace urbain, SYRIZA reprend les anciens schémas de géographie électorale socialiste et dispose des bastions électoraux dans les quartiers populaires d'Athènes et du Priée, là où le recul du PASOK est plus prononcé, phénomène qui s'illustre en mai et qui se renforce lors des élections polarisées de juin.

Le recul du PASOK étudié auparavant s'accompagne d'une implantation plus prononcée de SYRIZA dans les centres urbains par rapport à la périphérie où les pourcentages de SYRIZA diminuent au fur et à mesure que nous nous approchons de l'espace rural. La force de SYRIZA s'impose davantage dans le bassin de l'Attique, à Thessalonique et dans les villes de plus de 50 000 habitants où son score varie entre 18,2 % et 21,5 %[153]. Au contraire, son influence

[153] KOUSTENIS P., « Déstructuration et restructuration des identifications partisanes », *op. cit.*, p. 86.

diminue dans l'espace semi-urbain (15,1 %) et il obtient les pourcentages les plus bas dans les bourgs de moins de 2 000 habitants avec 12,9 % où il se positionne derrière le PASOK. Lors des élections de juin l'écart entre l'espace urbain et l'espace rural semble se réduire pour SYRIZA. Le parti arrive à augmenter sensiblement sa base électorale dans l'espace semi-urbain et rural en augmentant ses pourcentages 10 points par rapport aux élections de mai. Le vote rural en faveur de SYRIZA lui procure ainsi une image plus homogène au niveau national.

Le second mouvement qui caractérise la recomposition de la gauche se réfère à la prédominance électorale de SYRIZA dans les quartiers populaires de la capitale, accompagnée du recul non seulement du PASOK, mais de l'ensemble des forces pro-mémorandum dans cet espace. Le démantèlement du PASOK se manifeste différemment dans l'espace urbain, ce qui contribue à la différenciation des rapports de force entre les organisations émergentes qui revendiquent une part de sa base électorale. L'augmentation des pourcentages obtenus par SYRIZA montre que la répartition de sa force électorale suit un schéma inverse à celui du PASOK en Attique et au plan national. Loin d'une augmentation généralisée de sa force électorale (plus de 12 % par rapport aux élections de 2009), SYRIZA obtient son score le plus élevé en Attique (21 %) où il arrive en tête dans toutes les circonscriptions. De plus, il arrive en tête dans tous les grands centres urbains. Cependant, SYRIZA voit ses scores diminuer au fur et à mesure que l'on s'élève dans les catégories socio-économiques, même s'il reste toujours en tête des autres partis de gauche. Le cas du Pirée reste illustratif de ces mouvements qui donnent la tonalité à la montée électorale du SYRIZA et au bouleversement des rapports établis. Au plan local, comme au national, la reconfiguration de la gauche s'effectue au croisement de deux phénomènes, à savoir l'impact du mémorandum et l'ancrage, socialement différé, des deux camps émergents opposés.

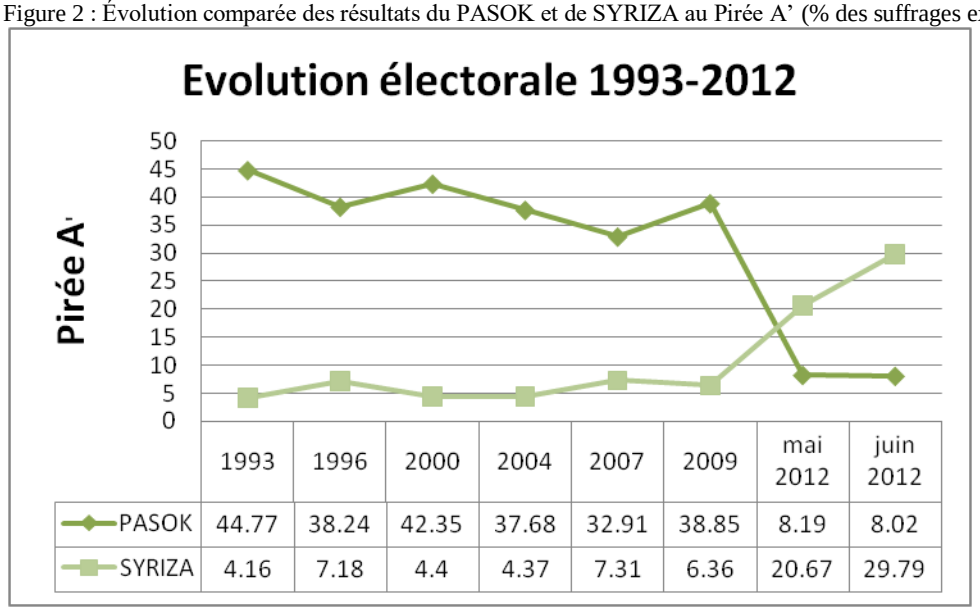
b) Plan local : déplacements sur l'axe pro - contre mémorandum et ruptures dans la base électorale

L'analyse de ces phénomènes au niveau local vient soutenir notre thèse sur la recomposition asymétrique de la gauche et le rôle central du mémorandum dans ces mutations électorales. L'éclatement des socialistes et la perte de la primauté du PASOK au Pirée entraînent une recomposition des forces électorales au sein de la gauche au niveau local. Lors des doubles

élections de 2012, SYRIZA, bénéficiaire principal des pertes électorales du PASOK, arrive en tête des deux circonscriptions électorales du Pirée en dépassant tant le PASOK que le KKE. Les grandes lignes de la recomposition électorale suivent en ce sens les fluctuations nationales : SYRIZA, porteur principal de l'opposition au mémorandum multiplie sa force électorale en mai 2012 en dépassant dans l'ensemble du Pirée, tant le PASOK, situé au camp adversaire du clivage autour du mémorandum, que le KKE qui dispose traditionnellement d'un ancrage électoral fort dans le Pirée. Lors des élections de juin, la structuration des forces de gauche à travers du dipôle de mémorandum devient encore plus prononcée : SYRIZA renforce sa performance électorale, fait qui est accompagné d'une chute supplémentaire de la part du PASOK et d'une perte importante dans l'influence électorale du KKE qui d'une certaine manière, est absorbé par la montée de SYRIZA.

Dans le Pirée A', SYRIZA obtient 20,6 % des suffrages exprimés, taux qui exprime une différence de 12,5 points par rapport au PASOK. Dans le Pirée B' SYRIZA obtient 23,8 % des suffrages exprimés et inscrit un écart de plus de quinze points par rapport au PASOK. Cette augmentation spectaculaire devient encore plus nette lors des élections de juin où SYRIZA obtient des scores de 29,7 % et 36,3 % respectivement au Pirée et au Pirée B'. Ces résultats montrent un bouleversement profond des forces électorales au sein du Pirée. SYRIZA, qui occupait traditionnellement une position mineure dans les rapports électoraux locaux, parvient à multiplier par cinq ou même six fois son influence électorale entre 2009 et juin 2012.

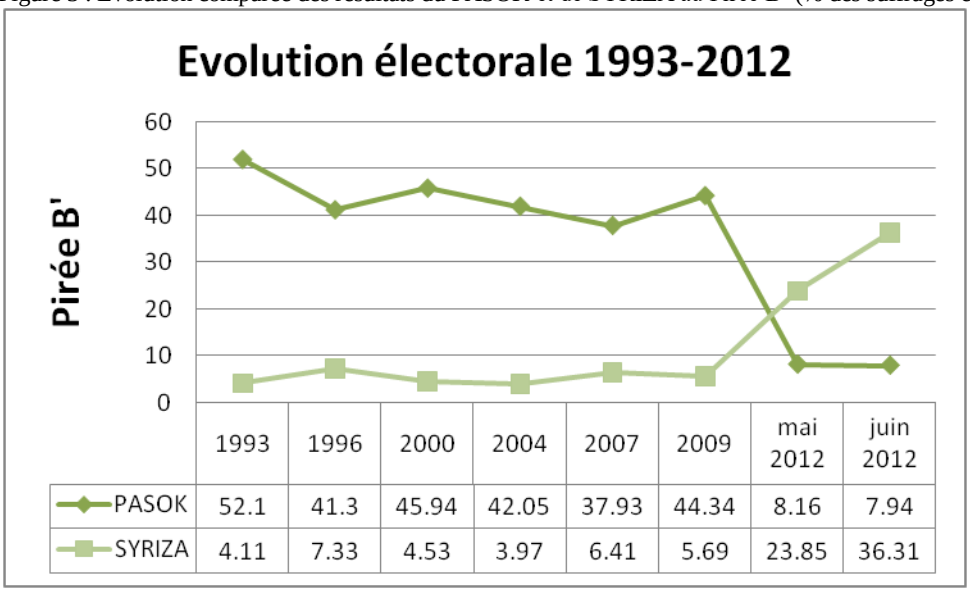
Figure 2 : Évolution comparée des résultats du PASOK et de SYRIZA au Pirée A' (% des suffrages exprimés).



	1993	1996	2000	2004	2007	2009	mai 2012	juin 2012
PASOK	44.77	38.24	42.35	37.68	32.91	38.85	8.19	8.02
SYRIZA	4.16	7.18	4.4	4.37	7.31	6.36	20.67	29.79

Source : *Ministère de l'Intérieur*, notre élaboration.

Figure 3 : Évolution comparée des résultats du PASOK et de SYRIZA au Pirée B' (% des suffrages exprimés).



	1993	1996	2000	2004	2007	2009	mai 2012	juin 2012
PASOK	52.1	41.3	45.94	42.05	37.93	44.34	8.16	7.94
SYRIZA	4.11	7.33	4.53	3.97	6.41	5.69	23.85	36.31

Source : *Ministère de l'Intérieur*, notre élaboration.

Cependant, les mouvements de déplacement du corps électoral ne sont pas linéaires. Dans la dynamique du mémorandum, c'est SYRIZA qui devient le récepteur du vote socialiste et non le KKE, ce qui change d'abord la géographie de SYRIZA et puis, les rapports de force traditionnels. Le désalignement socialiste ne bénéficie pas au parti communiste qui dispose de forts ancrages au Pirée, le Pirée B' constituant l'un de ses bastions électoraux historiques[154]. Dans ce cadre, le renforcement de SYRIZA conjointement à l'affaiblissement du PASOK dans ses bastions historiques indique un déplacement électoral qui s'effectue au sein de la gauche. En effet, si on observe le renforcement relatif de SYRIZA au Pirée A' et au Pirée B', nous constatons que le parti de la gauche radicale obtient des scores plus élevés dans la périphérie du Pirée qu'au centre-ville. La différence entre le Pirée et les villes à sa périphérie varie en mai de 1,4 à 5,1 points. Elle s'accroît considérablement en juin où la différence entre le centre et la périphérie du Pirée varie entre 6 et 9,9 points selon la municipalité. Dans ce cadre, le vote pro SYRIZA semble reproduire les références du vote prosocialiste, à savoir une implantation plus prononcée dans les villes de couches populaires que dans la ville même du Pirée. Ainsi, SYRIZA

[154] Voir pour la période pré-dictatoriale VERNARDAKIS C. et G. MAVRIS, *Κόμματα και κοινωνικές συμμαχίες στην προδικτατορική Ελλάδα [Partis politiques et coalitions sociales dans la Grèce pré-dictatoriale]*, Athènes, Eksantas, 2012, p. 105, 209–214 ; Pour la période d'après 1974, MAKRIDIS G., *Classes populaires et politique*, *op. cit.*, p. 190–200.

arrive à pénétrer le noyau dur de la base électorale socialiste même si ses scores représentent une base plus rétrécie de l'influence socialiste passée.

Cependant, cette nouvelle disposition de l'influence électorale de SYRIZA est loin de constituer une simple augmentation généralisée de ses pourcentages antérieurs. L'image électorale de SYRIZA comme elle est façonnée par les doubles élections de 2012 est en opposition avec la géographie électorale traditionnelle du parti au Pirée. L'augmentation de son influence électorale s'accompagne d'une rupture dans sa propre distribution du vote, un point qu'il faut retenir. SYRIZA obtient, de façon stable, jusqu'aux élections de 2009 des scores relativement similaires au Pirée et au Pirée B'. Le phénomène d'une influence électorale différenciée en fonction de l'appartenance sociale, qui apparaît en 2012, ne traverse pas l'histoire électorale du parti dans le plan étudié. En revanche, l'écart de 4,6 points en mai 2012 entre les deux circonscriptions électorales, un écart qui est presque doublé en juin, semble être spécifique de la conjoncture particulière de ces élections.

Tableau 9 : Écart dans la distribution du vote pro SYRIZA entre le Pirée et le Pirée B' pendant la période 1993-2012.

SYN-SYRIZA	1993	1996	2000	2004	2007	2009	mai 2012	juin 2012
Pirée A'	3.76	6.56	4.01	3.92	6.76	5.83	19.16	28.15
Pirée B'	4.11	7.33	4.53	3.97	6.41	5.69	23.85	36.31
Ecart	*-0.35*	*-0.77*	*-0.52*	*-0.05*	*0.35*	*0.14*	*-4.69*	*-8.16*

Source : *Ministère de l'Intérieur*, notre élaboration.

Tableau 10 : Évolution électorale du KKE dans les deux circonscriptions électorales du Pirée, 1981-2012.

KKE	1981	1985	1989 juin*	1989 nov*	1990*	1993	1996	2000	2004	2007	2009	mai 2012	juin 2012
Pirée	13.72	10.62	15.06	12.54	12.01	4.76	5.96	6.13	6.67	10.18	9.11	8.5	4.4
Pirée B'	21.28	17.09	21.68	17.64	16.88	8.07	10.14	9.76	11.06	14.55	12.88	12.29	6.57
National	10.94	9.89	13.12	10.97	10.28	4.54	5.61	5.52	5.90	8.15	7.54	8.48	4.50

(* Le KKE fait partie de la coalition de Synaspismos Uni)
Source : *Ministère de l'Intérieur*, notre élaboration.

Tableau 11 : Évolution comparée des résultats électoraux (en % des suffrages exprimés) PASOK, KKE et SYRIZA.

Pirée A'	1993	1996	2000	2004	2007	2009	mai 2012	juin 2012
PASOK	44.77	38.24	42.35	37.68	32.91	38.85	8.19	8.02
KKE	4.76	5.96	6.13	6.67	10.18	9.11	8.5	4.4
SYRIZA	4.16	7.18	4.4	4.37	7.31	6.36	20.67	29.79
Pirée B'	1993	1996	2000	2004	2007	2009	mai 2012	juin 2012
PASOK	52.1	41.3	45.94	42.05	37.93	44.34	8.16	7.94
KKE	8.07	10.14	9.76	11.06	14.55	12.88	12.29	6.57
SYRIZA	4.11	7.33	4.53	3.97	6.41	5.69	23.85	36.31

Source : *Ministère de l'Intérieur*, notre élaboration.

Le renforcement de SYRIZA comme conséquence de la chute socialiste n'a rien de naturel au Pirée. Au contraire, nous observons pour la première fois dans l'histoire électorale de la Troisième République que SYRIZA dépasse le KKE dans la concurrence atypique entre les deux organisations de la gauche communiste et cela, non seulement au niveau national mais aussi dans le bastion historique du KKE que constitue le Pirée B'. De cette manière la recomposition au sein de la gauche suit des schémas distincts. D'une part, la consolidation de SYRIZA dans les bastions de l'ancienne hégémonie du PASOK semble contribuer à la reproduction de la tendance historique du vote de gauche dans cette partie de la région capitale, malgré la rupture effectuée avec la chute du PASOK et du KKE.

Dans ce cadre, SYRIZA semble être davantage renforcé parce qu'il se présente comme le parti de la gauche qui se positionne par excellence dans le camp contre-Mémorandum, alors que le KKE, alors qu'il critique les politiques adoptées, ne converge pas avec les autres partis et ne suit pas la dynamique du camp contre-mémorandum[155]. C'est en profitant de la dynamique de cette division que SYRIZA pénètre la base électorale du PASOK et arrive à bouleverser les rapports de force établis dans le Pirée. Par conséquent, la polarisation du scrutin entre SYRIZA et ND semble amortir sensiblement la force électorale du KKE dans la mesure où c'est SYRIZA qui se présente en juin en tant que représentant principal du camp contre – Mémorandum et de l'alternative politique.

D'autre part, la recomposition survenue au sein des rapports de force ente les partis établis (PASOK, KKE) et les nouveaux entrants (DIMAR) ou jusqu'ici marginaux (SYRIZA) illustre encore une fois la centralité du positionnement des partis face à la question du mémorandum, puisque, DIMAR, scission de SYRIZA, partage une géographie électorale proche du PASOK et non du SYRIZA. En fait, DIMAR trouve ses pourcentages les plus élevés dans le Pirée A' que dans le Pirée B'. Les pertes du PASOK en faveur de DIMAR renforcent ce dernier davantage dans les villes de catégories moyennes, alors que son avancement est plus lent dans les quartiers ouvriers. Le cas du Pirée exprime bien cette opposition où DIMAR obtient lors des deux échéances des pourcentages plus élevés dans la ville du Pirée par rapport à sa périphérie, phénomène qui se reproduit dans l'ensemble d'Attique où, même si la moyenne de son

[155] ELEFTHERIOU K., « Ρωγμές στον "Μονόλιθο"; Το ΚΚΕ στις εκλογές του 2012 [Brèches au sein du "menhir"? Le KKE lors des élections de 2012] », *G. VOULGARIS, I. NIKOLAKOPOULOS (dir.), 2012 le double séisme électoral*, Athènes, Themelio, 2014, p. 174–177.

pourcentage se situe à 6,5 %, DIMAR obtient des scores plus élevés dans les zones à composition sociale moyenne et supérieure.

Tableau 12 : Résultats électoraux de DIMAR (en % des suffrages exprimés).

DIMAR	mai 2012	juin 2012
Pirée	6.07	6.53
Pirée B'	5.87	5.73
National	*6.11*	*6.25*

Source : *Ministère de l'Intérieur*, notre élaboration.

Ce phénomène nous indique que lors des élections de 2012, la division autour du mémorandum s'accompagne aussi d'une différenciation sociale des électorats dans la mesure où les partis de gauche pro-mémorandum reculent plus dans les quartiers populaires du tissu urbain que dans les quartiers bourgeois, alors que SYRIZA dispose d'une répartition inverse des forces électorales. Cette double dynamique contribue au rétrécissement de la base électorale socialiste et dispose d'une place centrale dans l'effondrement du bipartisme traditionnel puisqu'elle donne naissance à une nouvelle polarisation des forces politiques. Par conséquent, pour mieux appréhender les dynamiques émergentes, il s'agit de replacer l'effondrement du PASOK dans la dynamique du bipartisme éclaté.

Section 3. De la chute du PASOK à la remise en cause du bipartisme

Les doubles élections de 2012 manifestent une dynamique centrifuge qui, s'appuyant sur la division autour du mémorandum, fait voler en éclats la disposition classique des forces électorales entre gauche et droite et bouleverse tant l'offre politique que la répartition géographique et sociale traditionnelle du vote. Nous observons ainsi que les performances électorales sont liées au positionnement des partis sur la question du programme d'ajustement ; de sorte que les deux blocs émergents remettent en question les identifications classiques entre gauche et droite qui structurent depuis la fondation de la Troisième République le système de partis grec. Dans cette première phase, observée lors des élections de mai 2012, les partis s'identifiant au mémorandum, tant de la gauche que de la droite, subissent des pertes considérables, alors que les partis exprimant une offre alternative au programme d'ajustement réussissent à renforcer leur position.

La remise en cause du clivage gauche – droite est le premier mouvement observé qui donne la tonalité aux élections de 2012. Néanmoins, de manière conjointe, comme nous l'avons

déjà évoqué, la nouvelle disposition des forces électorales se croise avec un autre déplacement effectué par rapport au bipartisme traditionnel, un déplacement qui se réfère aux déterminants sociaux du vote : alors que le bipartisme traditionnel présente depuis le milieu des années 1990 une homogénéisation accrue de sa base électorale, la nouvelle configuration reste marquée par une division géographique et sociale du vote entre les deux camps. Le bloc anti-mémorandum émergent, avec SYRIZA en tête, acquiert un ancrage fort dans l'espace urbain et notamment, chez les catégories populaires des centres urbains. Ce mouvement est accompagné par une meilleure performance du PASOK et de la ND chez les catégories sociales supérieures.

Ceci est davantage illustré lors des élections de juin. Lors de la consultation électorale de juin, la polarisation entre SYRIZA et ND, au-delà d'une concurrence pro ou contre mémorandum, manifeste aussi une polarisation sociale. Une polarisation sociale illustrée clairement dans l'ensemble de l'Attique, où, la comparaison des scores électoraux renvoie à des divisions sociales qui traversent les électorats correspondants. Dans ce cadre, partant du plan national, nous nous focalisons par la suite sur l'espace d'Attique, où ces phénomènes prennent une ampleur considérable étant donnée la centralité de l'Attique dans les rapports électoraux, avant d'examiner les modalités du bouleversement électoral au Pirée, en analysant la manière dont nous passons d'une hégémonie socialiste à la perte des bastions du PASOK et à l'apparition d'un paysage électoral, d'abord éclaté, et puis polarisé entre SYRIZA et ND.

a) Du bipartisme à la multiplication des forces politiques au plan national

Pour ce qui est du bipartisme traditionnel, celui-ci se trouve profondément désagrégé au niveau national à l'issue du scrutin. Les doubles élections présentent un désalignement électoral profond et un éclatement des forces politiques. La disposition traditionnelle des forces politiques se trouve largement bouleversée à la suite de la chute du PASOK, du recul de la ND, du renforcement de SYRIZA et de l'apparition des nouveaux partis qui arrivent à entrer au Parlement. Le bouleversement électoral touche prioritairement les deux partis qui alternent traditionnellement au pouvoir. Le PASOK (13,2 %) et la ND (18,8 %) obtiennent ensemble, en mai 2012, 32 % des suffrages exprimés, un pourcentage qui constitue un seuil bas historique pour le bipartisme consolidé tout au long de la Troisième République. Le score du PASOK n'est

comparable qu'avec son score de 1974 atteint à quelques semaines après sa création[156]. Le score de la ND, en mai, équivaut presque à la moitié de sa pire performance jusque-là, à savoir les 33,47 % obtenus aux élections de 2009.

Le bouleversement électoral se manifeste, aussi, par le fait qu'aucun parti ne dépasse 20 % des suffrages exprimés en mai 2012. Parallèlement, les votes en faveur des partis qui se trouvent hors du Parlement atteignent 19 % des suffrages exprimés. On retrouve ainsi vingt partis en mai et douze partis en juin qui dépassent le seuil hypothétique de 0,33 % qui leur procurerait un siège, dans le cas de l'application d'une proportionnelle simple, à savoir une distribution sans l'existence du seuil national de 3 % pour la représentation parlementaire[157].

La composition du Parlement se trouve modifiée à la suite de la multiplication des partis qui dépassent le seuil national de représentation. La concurrence bipolaire entre le PASOK et la ND et la survie marginale des autres partis de gauche est désormais disparue. On assiste parallèlement à l'éclatement des blocs traditionnels. Le Parlement est composé de sept partis qui dépassent le seuil national de 3 % tant en mai qu'en juin 2012. Parmi eux, comme le note G. Stathopoulos, trois partis font leur apparition, pour la première fois au parlement, face aux trois seuls partis qui ont une présence stable au Parlement depuis 1974, à savoir le PASOK, la ND et le KKE[158].

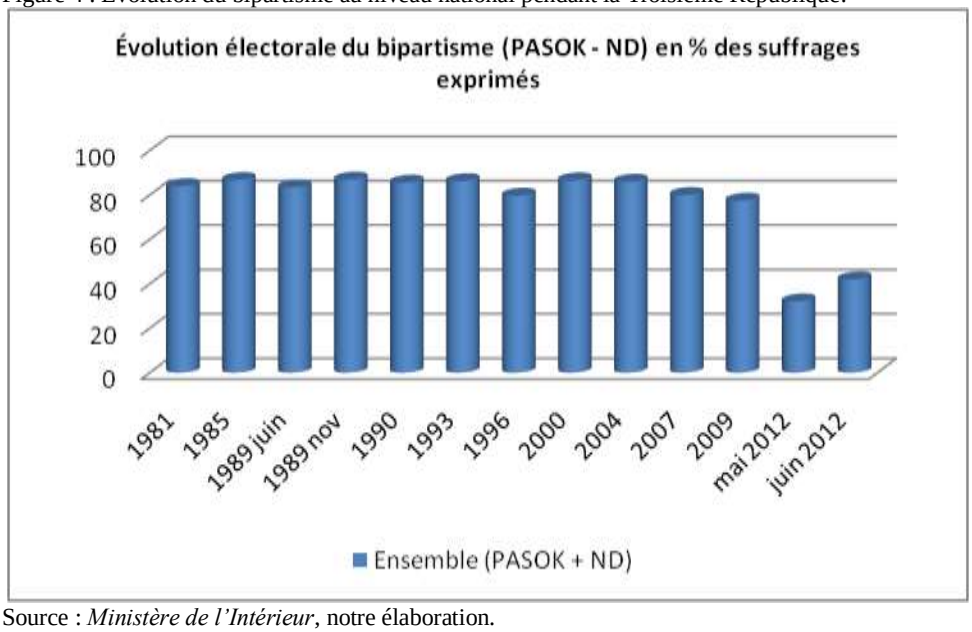
[156] CLOGG R., *Parties and elections in Greece: the search for legitimacy*, London, Hurst, 1987.
[157] DIAMANTOPOULOS T., *Les systèmes électoraux aux présidentielles et aux législatives*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2004, p. 64.
[158] STATHOPOULOS G., « La dérégulation du système partisan », *op. cit.*, p. 63.

Tableau 13 : Évolution des résultats électoraux, niveau national 2009-2012 (en % des suffrages exprimés).

	2009		mai 2012		juin 2012	
	Voix	%	Voix	%	Voix	%
PASOK	3.012.542	43.92	19.624	13.18	756.024	12.28
ND	2.295.719	33.47	1.192.103	18.85	1.825.497	29.66
KKE	517.249	7.54	536.105	8.48	277.227	4.5
LAOS	386.205	5.63	182.925	2.89	97.099	1.58
SYRIZA	315.665	4.6	1.061.928	16.79	1.655.022	26.89
Aube Dorée	19.624	0.29	440.966	6.97	426.025	6.92
ANEL			671.324	10.62	462.406	7.51
DIMAR			386.394	6.11	384.986	6.52
Abstention		29.1		34.9		37.6

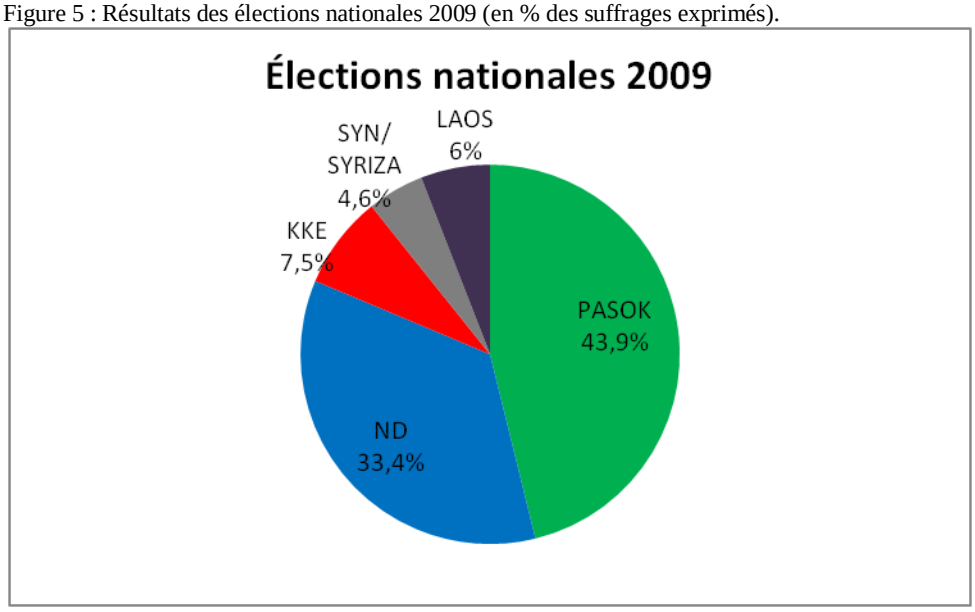
Source : *Ministère de l'Intérieur*, notre élaboration.

Figure 4 : Évolution du bipartisme au niveau national pendant la Troisième République.



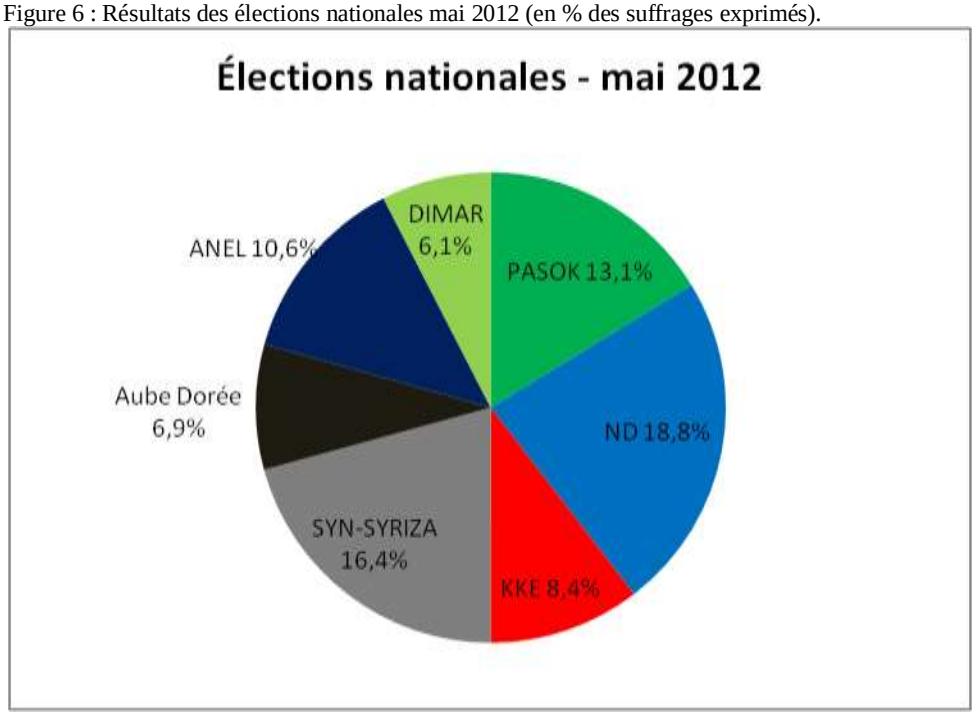
Source : *Ministère de l'Intérieur*, notre élaboration.

Figure 5 : Résultats des élections nationales 2009 (en % des suffrages exprimés).



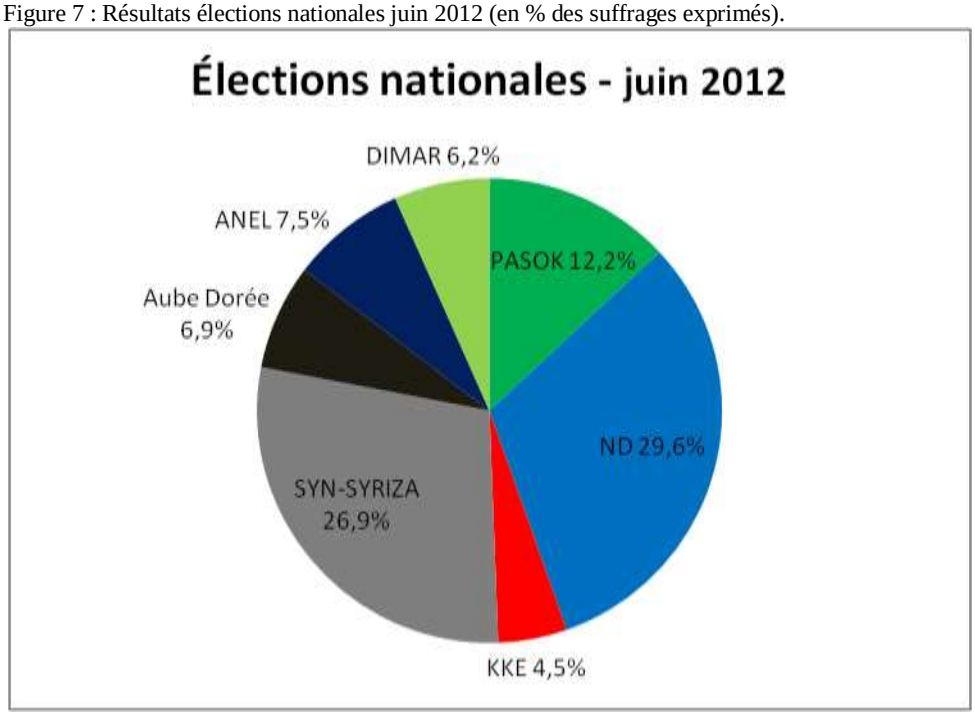
Source : *Ministère de l'Intérieur*, notre élaboration.

Figure 6 : Résultats des élections nationales mai 2012 (en % des suffrages exprimés).



Source : *Ministère de l'Intérieur*, notre élaboration.

Figure 7 : Résultats élections nationales juin 2012 (en % des suffrages exprimés).



Source : *Ministère de l'Intérieur*, notre élaboration.

Les élections de juin confirment la chute de la configuration antérieure et les tendances de recomposition multipartite du paysage politique. À la chute du bipartisme traditionnel, en mai, succède, lors des élections suivantes, une polarisation exprimée, cette fois, entre la ND et SYRIZA qui constituent, désormais, les deux partis arrivant en tête des suffrages. Les élections de juin ont lieu dans un contexte de polarisation intense, concernant les plans d'ajustement et la place du pays dans l'architecture européenne. Cette polarisation s'exprime dans le dilemme « euro ou drachme » dont l'intensité est comparable avec celle des élections de 1981 qui ont marqué la fin de la domination électorale de la ND en faveur du PASOK[159]. L'augmentation spectaculaire des pourcentages de SYRIZA (26,89 %) et le renforcement de la ND (29,66 %) valide la polarisation du scrutin de juin et la tendance au ralliement du corps électoral autour de ces deux partis qui rassemblent au total 56,55 % des votes. Par conséquent, après la profonde fragmentation des élections de mai, nous observons en juin la tendance à l'établissement d'une nouvelle concurrence bipolaire pour le pouvoir, entre la ND et SYRIZA.

Malgré l'apparition de cette nouvelle concurrence bipartite pour le pouvoir, la dispersion des forces politiques continue à constituer la caractéristique centrale des élections de 2012, par

[159] KOUSTENIS P., « Déstructuration et restructuration des identifications partisanes », *op. cit.*, p. 107.

rapport au passé. Les caractéristiques d'une configuration multipartite s'esquissent lors des élections de mai et elles se maintiennent en juin, malgré le renforcement simultané de SYRIZA et de la ND. Ce multipartisme émergent semble correspondre aux deux critères posés par G. Sartori concernant les systèmes multipartites. On y trouve, d'une part, le critère quantitatif : le morcellement du système augmente le nombre total des partis pertinents, à savoir les partis qui peuvent potentiellement influencer la formation d'un gouvernement par leur collaboration ou par leurs marges de chantage[160]. D'autre part, outre le nombre de partis, c'est aussi la distance idéologique qui se trouve affirmée dans cette nouvelle composition parlementaire, distance qui se trouve en liaison avec le critère qualitatif proposé par G. Sartori afin de mieux appréhender la fragmentation éventuelle du système de partis. Dans notre cas, le poids spécifique de SYRIZA et la consolidation d'Aube Dorée lors des deux scrutins permettent de concevoir la configuration naissante comme une configuration pluraliste polarisée[161].

Tableau 14 : Composition du Parlement en mai et juin 2012.

Distribution des sièges mai 2012						
ND	SYRIZA	PASOK	ANEL	KKE	Aube Dorée	DIMAR
108	52	41	33	26	21	19
Distribution des sièges juin 2012						
ND	SYRIZA	PASOK	ANEL	Aube Dorée	DIMAR	KKE
129	71	33	20	18	17	12

Source : *Ministère de l'Intérieur*, notre élaboration.

La chute spectaculaire du PASOK, et par là même du bipartisme, ne doit pas occulter les différenciations observées dans le comportement électoral selon les différents registres d'analyse. Le PASOK et la ND obtiennent en mai de manière cumulée leurs scores les plus bas en Attique (environ 22 %), alors que leurs scores restent, dans les centres urbains, durablement inférieurs à ceux de leur moyenne nationale. C'est seulement dans l'espace semi-urbain et rural où le pourcentage cumulé du bipartisme traditionnel varie entre 35 % et 40 % parce que la ND a pu maintenir des scores supérieurs à 20 %[162].

Ce phénomène rappelle, dans un premier temps, que la variable géographique et sociale peut être retenue pour la compréhension de l'effet différencié du choc électoral en fonction de l'espace. Depuis le travail pionnier d'A. Siegfried, on admet que l'espace géographique urbain

[160] SARTORI G., *Partis et systèmes de partis: un cadre d'analyse*, traduit par Paul-Louis VAN BERG, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 1976, p. 404–410.
[161] Sur le pluralisme polarisé voir *Ibid.*, p. 194–206.
[162] KOUSTENIS P., « Déstructuration et restructuration des identifications partisanes », *op. cit.*, p. 86.

ou rural est porteur d'une série de propriétés sociales distinctes qui doivent être prises en considération dans l'analyse du comportement électoral[163]. Lors des élections de mai, une opposition entre espace urbain et espace rural se manifeste sur la distribution géographique des votes en faveur des deux partis du pouvoir. Cette opposition, malgré le recul général des deux partis établis, vient prolonger et même aggraver une tendance déjà manifestée lors des élections de 2009 où les deux partis ont aussi obtenu dans les centres urbains et notamment en Attique, des scores inférieurs à leur performance nationale. D'autre part, la persistance de cet écart géographique semble défier l'homogénéisation géographique de l'influence électorale du PASOK et de la ND, un phénomène qui constituait une référence stable dans la géographie électorale du système de partis grec depuis les années 1980, en rupture avec la tradition électorale de l'après-guerre[164].

Lors des élections polarisées de juin nous observons deux mouvements parallèles au niveau de la distribution électorale concernant la nouvelle configuration. D'abord, nous observons la diminution de l'écart entre espace rural et urbain. Ceci est largement dû au recul supplémentaire du PASOK dans l'espace rural, un recul qui se réalise majoritairement en faveur de SYRIZA. En effet, SYRIZA arrive à accroître son influence dans l'espace semi-urbain et rural pendant les élections de juin et à enregistrer une augmentation qui se stabilise autour de 10 % par rapport à l'échéance électorale de mai. D'autre part, le renforcement important de la ND dans les centres urbains a pesé gravement sur l'homogénéisation des résultats au niveau national. L'augmentation de l'influence électorale de la ND dans les grands centres urbains et notamment en Attique lui procure finalement la première position aux élections de juin.

Ces constatations se retrouvent plus largement dans l'espace urbain de l'Attique. Les élections de mai 2012 marquent la fin du bipartisme traditionnel dans l'ensemble du bassin de l'Attique, à la suite de l'effondrement du PASOK (8,7 %), de la chute de la ND (13,07 %) et de la multiplication de la force électorale des autres partis. Puis, en juin, nous observons en Attique une tendance à la concentration des voix entre SYRIZA et la ND. Ces deux partis obtiennent ensemble 57 % des suffrages exprimés dans les circonscriptions électorales d'Athènes et du

[163] SIEGFRIED A., *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la Troisième République*, 2ème édition., Paris, L'Harmattan, 1964.
[164] NIKOLAKOPOULOS I., « Η εκλογική επιρροή των πολιτικών δυνάμεων [L'influence électorale des forces politiques] », *C. LYRINTZIS, I. NIKOLAKOPOULOS (dir.), Élections et partis dans les années 1980*, Athènes, Themelio, 1990, p. 203–237.

Pirée. La polarisation autour de SYRIZA et de la ND présente ici des caractéristiques de découpage socioprofessionnel encore plus claires.

La polarisation autour de SYRIZA et de la ND constitue un des mouvements électoraux inscrits dans le corps électoral de l'Attique. Au-delà de cette première constatation, la performance des autres partis ne semble pas se structurer autour du clivage gauche – droite, au contraire, elle défie la distribution géographique classique du vote. L'étude des résultats sous l'angle de l'opposition pour ou contre le Mémorandum met en évidence des phénomènes de désalignement électoral comme l'attestent la forte présence des partis comme Aube Dorée ou ANEL dans la zone ouest de l'Attique, ou la meilleure performance du PASOK et de DIMAR dans la zone côtière bourgeoise du bassin et dans la zone nord-est par rapport aux couches populaires d'Attique.

Tableau 15 : Résultats électoraux (en %) en juin 2012 selon l'opposition pour /contre Mémorandum dans le bassin d'Attique.

	Athènes	Pirée A'	Zone nord-est	Zone côtière	Zone ouest	Pirée B'
PASOK / ND / DIMAR	46.9	42	52.8	48.6	35.3	32.2
SYRIZA / ANEL / KKE / Aube Dorée	45.8	51.4	39.4	43.8	58.3	61.3

Source : *Ministère de l'Intérieur*, notre élaboration.

Les trois principaux partis qui se positionnent pour le mémorandum et qui forment à la suite des élections de juin 2012 une coalition gouvernementale, à savoir la ND, le PASOK et DIMAR, présentent cumulativement une géographie électorale particulièrement déséquilibrée : leur domination réside principalement sur des scores majoritaires obtenus dans la zone des classes supérieures du nord-est ainsi que dans les quartiers bourgeois de la zone côtière. Au contraire, leur influence est sensiblement affaiblie chez les couches salariales d'Attique qui se trouvent principalement concentrées dans la zone ouest ainsi qu'au Pirée B', des zones où la prédominance du bloc anti-Mémorandum se présente comme largement majoritaire.

Nous constatons alors que le renforcement mutuel de la ND et de SYRIZA dans l'espace urbain ne suit pas un schéma homogène, au contraire, il procède d'une dichotomie : dans l'Attique, SYRIZA domine dans les quartiers des couches populaires et moyennes en absorbant la plus large partie des pertes des socialistes, alors que la ND augmente ses scores davantage dans les quartiers des couches moyennes et supérieures. Ces élections révèlent ainsi une augmentation de l'écart socio-économique répandu au sein des centres urbains. Cela permet de revenir sur une autre variable explicative du comportement électoral, à savoir l'appartenance socio-économique qui est conçue depuis les travaux classiques de l'Université de Columbia

comme prédictive de l'orientation électorale[165]. Nous voyons ainsi à quel point la question du mémorandum recoupe de manière transversale la répartition sociale du vote, de sorte que l'écart entre les deux blocs émergents comprenne, non seulement une division politique, mais également sociale, voire de classe[166].

SYRIZA augmente davantage ses pourcentages dans la zone ouest de l'Attique où ses pourcentages atteignent ou dépassent 35 % des suffrages exprimés. Au contraire, sa force électorale se présente plus restreinte dans les zones de l'Attique aux revenus supérieurs, à savoir les banlieues de nord-est[167]. Cet écart dans la distribution des voix en faveur de SYRIZA est complété par le positionnement de la ND qui connaît une distribution des voix aux antipodes de SYRIZA. La ND atteint et dépasse 30 % dans les couches moyennes et supérieures des quartiers du nord et nord-est de l'Attique, alors que son influence dans la zone ouest varie entre 15 % et 23 %. De cette façon, l'influence électorale de la ND entre la zone ouest et la zone nord-est présente un écart de 18,2 %, fait qui constitue un phénomène inédit dans son histoire électorale[168]. En ce sens, la distribution des voix en juin entre SYRIZA et la ND rappelle, même de manière moins nette, la polarisation sociopolitique des années 1980 entre le PASOK et la ND. Le cas du Pirée reste illustratif des phénomènes analysés jusqu'ici, à savoir de l'effondrement du bipartisme traditionnel et de l'émergence d'une nouvelle configuration politique qui articule la division concernant le mémorandum avec une implantation socialement polarisée des deux camps.

b) La désagrégation du bipartisme au Pirée : polarisation politique et sociale autour du mémorandum

Les doubles élections de 2012 ne mettent pas seulement en évidence la fin de la domination socialiste au Pirée, elles marquent, aussi, une brèche dans la configuration bipartite observée au plan local. En effet, lors de ces élections, les deux piliers du bipartisme voient leurs pourcentages reculer dans l'ensemble de la région du Pirée. La chute du PASOK et de la ND, même si elle n'est pas équivalente pour les deux partis, semble conditionner le sort de la

[165] LAZARSFELD P., B. BERELSON, et H. GAUDET, *The People's Choise, How the Voter makes up his Mind in a Presidential Campaign*, 2ème., New York, Columbia University Press, 1948.
[166] VERNARDAKIS C., « En Grèce, le retour du vote de classe ? », *Savoir/Agir*, 2012, vol. 22, n° 4, p. 105–110.
[167] KOUSTENIS P., « Déstructuration et restructuration des identifications partisanes », *op. cit.*, p. 114.
[168] *Ibid.*

configuration bipartite au plan local. C'est pourquoi nous soutenons que la chute du bipartisme se double de la désagrégation du PASOK comme de la ND[169]. En effet, la chute du PASOK n'a pas engendré mécaniquement une hausse des pourcentages de la ND, ce qui n'a pas permis à la dynamique du bipartisme de se maintenir.

De manière parallèle au PASOK, la ND recule aussi au Pirée, ce qui provoque définitivement la fin de la configuration bipartite traditionnelle. Si la chute du PASOK est liée à une reconfiguration plus large des forces de gauche au Pirée, l'incapacité de la ND à attirer les électeurs socialistes qui se détournent du PASOK et la chute de ses propres pourcentages contribuent à la volatilité électorale et à l'entrée en scène d'autres partis. La chute de la ND semble ainsi importante dans la compréhension de la chute du bipartisme et de la nouvelle configuration naissante.

La ND subit en 2012 une diminution de son influence électorale. Les scores du parti lors des élections de mai 2012 représentent la force électorale la plus basse historiquement, depuis la fondation du parti en 1974. Dans la région du Pirée, les pourcentages de la ND représentent environ un tiers de sa force électorale de 2009. Pour ce qui est de la ville du Pirée, le parti obtient en mai 2012 14 330 voix. Ce résultat correspond à 14,5 % des suffrages exprimés et place ND en deuxième position derrière SYRIZA. Ce score représente cependant la moitié de son influence électorale de 2009 où le parti obtient 31 811 voix en sa faveur, correspondant à 30,6 % des suffrages exprimés. Le recul du parti est encore plus profond au Pirée B' où il obtient, en mai 2012, 17 659 voix en sa faveur, ce qui correspond à 9,7 % des suffrages exprimés. La comparaison avec les élections précédentes illustre la baisse de la force électorale du parti. Lors des élections de 2009, la ND recueille au Pirée B' 42 978 voix, obtenant ainsi 23 % des suffrages exprimés. Lors des élections de juin, la ND réussit à améliorer sa performance électorale, en obtenant 27,5 % des suffrages exprimés dans la ville du Pirée et 18,6 % des suffrages exprimés au Pirée B'.

Par conséquent, les scores cumulés du PASOK et de la ND représentent en mai 2012 22,7 % des suffrages exprimés dans la ville du Pirée et 17,9 % au Pirée B'. Lors de la consultation de juin, le taux des deux partis atteint 35,5 % des suffrages exprimés au Pirée et 26,5 % au Pirée B'. L'image de la chute généralisée du bipartisme se lit aussi au niveau

[169] VOULGARIS G. et I. NIKOLAKOPOULOS (dir.), *2012 le double séisme électoral*, *op. cit.*

municipal. Le tableau suivant nous fournit une image plus concrète du recul des partis établis dans la région du Pirée.

Tableau 16 : Influence du bipartisme au niveau municipal.

	mai 2012			juin 2012		
	PASOK	ND	Ensemble	PASOK	ND	Ensemble
Pirée	8.1	14.5	22.6	8.02	27.5	35.52
Nikea	7.9	8.9	16.8	7.8	17.1	24.9
Ag.I.Rentis	8.06	9.3	17.36	7.5	18.2	25.7
Keratsini	7.9	8.7	16.6	7.9	17.8	25.7
Drapetsona	9.8	7.69	17.49	9.2	15.1	24.3
Korydallos	7.8	9.6	17.4	7.8	18.2	26
Perama	6.9	11.03	17.93	7.08	19.3	26.38

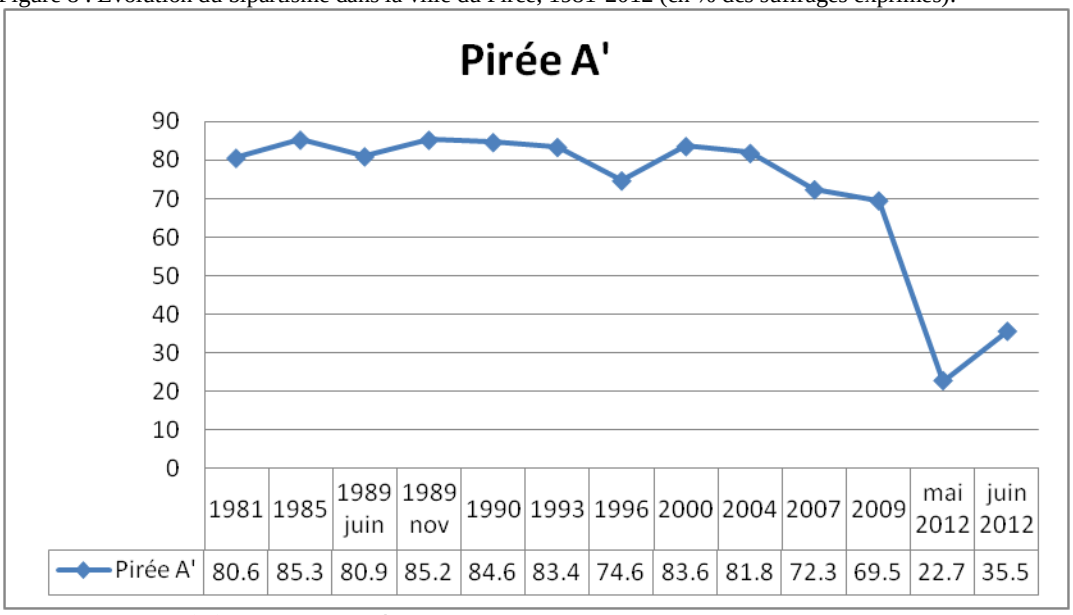
Source : *Ministère de l'Intérieur*, notre élaboration.

Le premier point à souligner est que la chute du bipartisme au plan local est plus forte dans les municipalités du Pirée B' par rapport à la ville du Pirée où le PASOK et la ND obtiennent, cumulativement, leur pourcentage le plus élevé en juin 2012. En outre, nous observons que la baisse généralisée des pourcentages, enregistrée lors des élections de mai, se modifie relativement lors des élections du mois suivant. En effet, c'est principalement le renforcement électoral de la ND en juin 2012 qui façonne l'influence électorale du bipartisme traditionnel, dans la mesure où les pourcentages du PASOK enregistrent une certaine stabilité d'une élection à l'autre. Cependant, le renforcement de la ND n'est pas homogène dans les deux circonscriptions du Pirée, puisque c'est uniquement dans la ville du Pirée que le pourcentage de la ND dépasse les 20 % des suffrages exprimés.

La force électorale des deux partis, telle qu'enregistrée lors des doubles élections de 2012, constitue une évolution majeure quant à l'influence du bipartisme dans la région du Pirée. Schématiquement, le taux du bipartisme, en 2012, au Pirée A' représente un tiers des suffrages obtenus en 2009, alors qu'au Pirée B', c'est presque un quart de leurs forces cumulées de 2009. Plus largement, pour ce qui est de la ville du Pirée, le taux moyen du bipartisme représente 80 % des suffrages obtenus pendant la période 1981-2009, comme au Pirée B'. Depuis les élections de 1981 et la stabilisation de la configuration bipartite, le taux moyen cumulé du PASOK et de la ND atteignait 75 % des suffrages exprimés. En d'autres termes, les deux partis monopolisaient presque la distribution des suffrages dans l'ensemble de la région du Pirée pendant trois

décennies. Les figures qui suivent illustrent l'évolution du bipartisme dans la région du Pirée et la chute de celui-ci survenue en 2012.

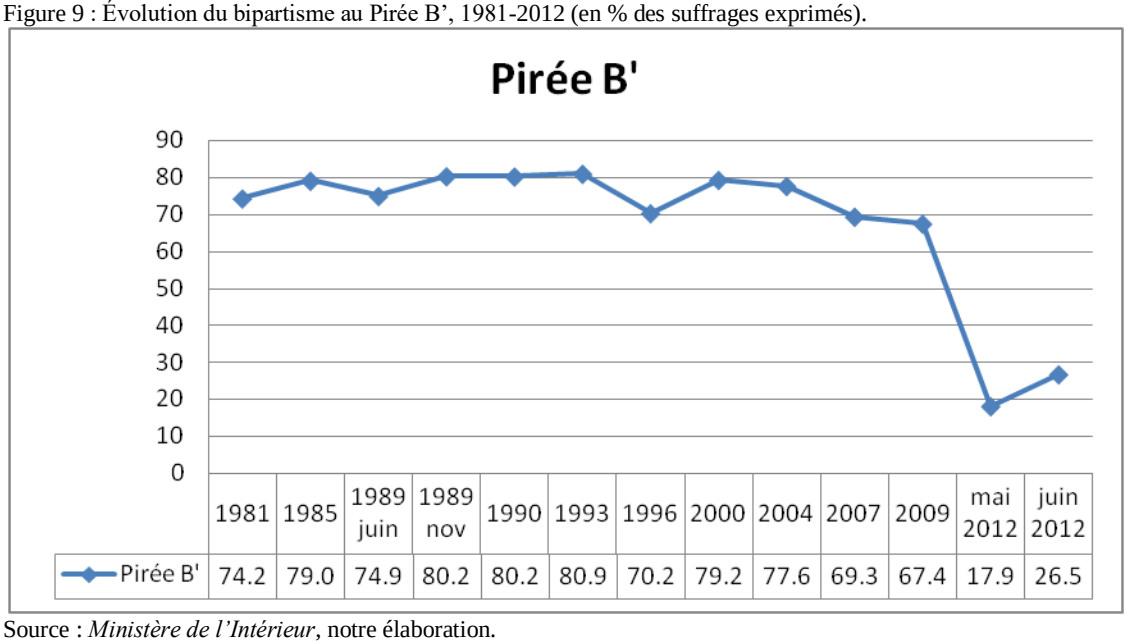
Figure 8 : Évolution du bipartisme dans la ville du Pirée, 1981-2012 (en % des suffrages exprimés).



	1981	1985	1989 juin	1989 nov	1990	1993	1996	2000	2004	2007	2009	mai 2012	juin 2012
Pirée A'	80.6	85.3	80.9	85.2	84.6	83.4	74.6	83.6	81.8	72.3	69.5	22.7	35.5

Source : *Ministère de l'Intérieur*, notre élaboration.

Figure 9 : Évolution du bipartisme au Pirée B', 1981-2012 (en % des suffrages exprimés).



	1981	1985	1989 juin	1989 nov	1990	1993	1996	2000	2004	2007	2009	mai 2012	juin 2012
Pirée B'	74.2	79.0	74.9	80.2	80.2	80.9	70.2	79.2	77.6	69.3	67.4	17.9	26.5

Source : *Ministère de l'Intérieur*, notre élaboration.

La domination du bipartisme dans la région du Pirée s'exprime aussi par la distribution des sièges entre les deux partis. À cet égard, les élections de 2012 marquent la fin d'une tradition de longue durée de quasi-monopolisation des sièges par les deux partis de pouvoir. Le PASOK et

la ND obtiennent, de façon cumulée, au Pirée un siège en mai et deux sièges en juin 2012 sur un ensemble de six sièges à pourvoir. Pour ce qui est du Pirée B', les deux partis obtiennent deux députés en mai et en juin alors qu'il y a huit sièges à pourvoir. Nous observons donc que les forces du bipartisme représentent un tiers des sièges à pourvoir au Pirée A' et un quart au Pirée B'. Le nombre de députés élus dans la région du Pirée, en 2012, constitue une rupture majeure avec la représentation parlementaire des deux partis qui dépassait traditionnellement la moitié des sièges. En effet, depuis la consolidation de la dynamique bipartite, les deux partis obtenaient de façon constante au moins la moitié des sièges, comme nous pouvons le constater en examinant l'évolution de la distribution des sièges dans la région du Pirée depuis 1981.

Tableau 17 : Évolution de la distribution cumulative des sièges entre le PASOK et la ND dans la région du Pirée, 1981-2012.

	1981	1985	1989 juin	1989 nov	1990	1993	1996	2000	2004	2007	2009	mai 2012	juin 2012
Pirée A'	**7** (8)	**8** (8)	**7** (8)	**7** (8)	**7** (8)	**7** (8)	**6** (7)	**7** (7)	**5** (6)	**3** (6)	**3** (6)	**1** (6)	**2** (6)
Pirée B'	**7** (8)	**7** (8)	**6** (8)	**7** (8)	**6** (8)	**7** (8)	**7** (8)	**7** (8)	**7** (8)	**5** (8)	**5** (8)	**2** (8)	**2** (8)

Source : *Parlement Hellénique,* notre élaboration.

Les données révèlent que tout au long des trois décennies, la distribution du vote au Pirée est marquée par la domination des deux partis qui alternent au pouvoir. Tant en termes de suffrages qu'en termes de présence parlementaire, les partis en dehors du spectre du bipartisme demeurent au plan local à la marge de la concurrence politique, image qui est remise radicalement en cause lors des deux consultations électorales de 2012. Cette remise en cause du PASOK et de la ND au Pirée est accompagnée d'une implantation électorale importante de nouveaux acteurs, fait qui conduit à une transformation des rapports de force dans la région étudiée. Nous observons ainsi, lors des consultations électorales de mai et juin 2012, l'émergence d'une configuration multipartite au niveau local.

En examinant l'évolution du bipartisme dans le Pirée, nous constatons deux mouvements qui se trouvent au cœur des mutations survenues en 2012. En premier lieu, nous constatons le démantèlement de la dynamique structurante de concurrence entre le PASOK et la ND, à savoir le clivage gauche – droite, ce qui conduit à la multiplication des partis pertinents au plan local et à la dispersion des votes. La division autour du mémorandum semble structurer dans un premier temps la compétition permettant le développement des tendances centrifuges au sein du bipartisme traditionnel.

Dans un second temps, lors des élections de juin 2012, le mouvement d'éclatement s'accompagne d'une concentration des suffrages plus élevée entre SYRIZA et la ND ainsi que de l'émergence d'une nouvelle compétition polarisée entre ces deux partis. Cette polarisation s'illustre par le renforcement asymétrique des deux partis en concurrence et plus largement des deux pôles émergés : SYRIZA domine électoralement dans le Pirée B', circonscription où la ND inscrit des scores largement inférieurs de sa moyenne nationale tant en mai qu'en juin 2012. Au Pirée A', malgré la victoire de SYRIZA, sa performance est nettement inférieure par rapport au Pirée B' et par conséquent, les écarts dans la ville du Pirée sont moins accentués entre les deux premiers arrivants. À noter ici que comme SYRIZA, les partis de droite et d'extrême droite se situant contre le mémorandum, connaissent une répartition similaire, même nettement plus amplifiée : tant ANEL qu'Aube Dorée réalisent une meilleure performance dans le Pirée B' qu'au Pirée A'. Si on y ajoute la répartition inverse que connaissent les partis de gauche pro-mémorandum, à savoir le PASOK et DIMAR, nous observons encore une fois que dans l'espace urbain, la division autour du mémorandum se conjugue avec des caractéristiques sociales qui défient tant la répartition des forces sur l'axe gauche – droite que la convergence progressive des électorats du bipartisme traditionnel.

Tableau 18 : Évolution des scores électoraux dans la région du Pirée.

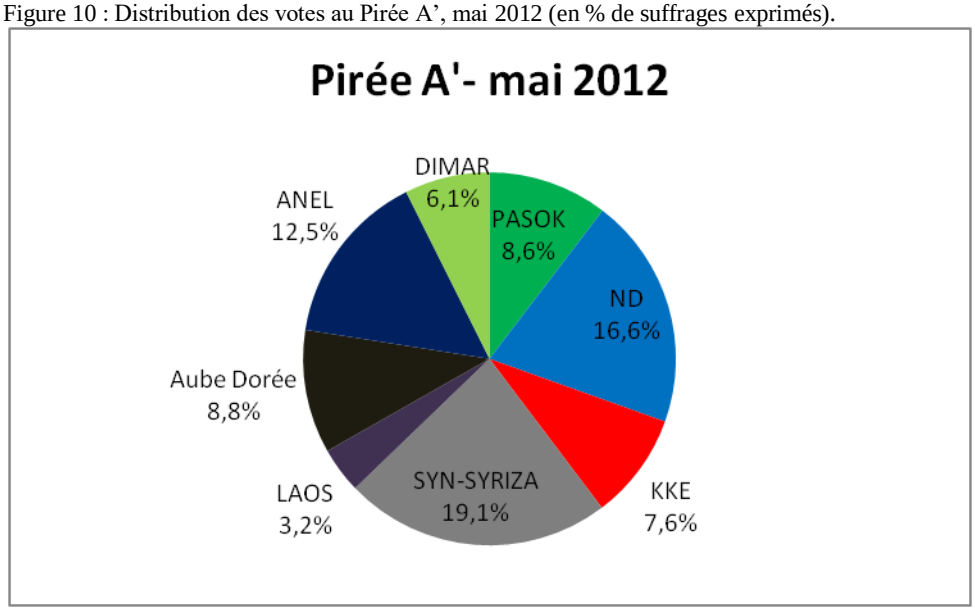
	mai 2012			juin 2012		
	Pirée A'	Pirée B'	National	Pirée A'	Pirée A'	National
PASOK	8.19	8.16	13.18	8.02	7.94	12.28
ND	14.52	9.77	18.85	27.53	18.63	29.66
KKE	8.5	12.29	8.48	4.4	6.57	4.5
SYRIZA	20.6	23.85	16.78	29.79	36.31	26.89
DIMAR	6.07	5.87	6.11	6.53	5.73	6.25
ANEL	12.65	12.4	10.61	8.87	9.35	7.51
Aube Dorée	8.85	9.49	6.97	8.26	9.28	6.92
LAOS	3.36	3.02	2.9	1.94	1.99	1.58

Source : *Ministère de l'Intérieur*, notre élaboration.

Les élections de mai présentent une configuration éclatée marquée par la présence dans la scène électorale locale des nouveaux entrants. Cette redistribution des forces électorales dans le Pirée esquisse alors le cadre d'un multipartisme où aucun parti ne dépasse 25 % des suffrages exprimés. Si SYRIZA semble être le bénéficiaire principal des pertes socialistes et arrive en tête des deux circonscriptions, la chute de la ND semble favoriser l'ancrage électoral du parti ANEL et aussi l'implantation d'Aube Dorée. En effet, lors des élections de mai 2012, le parti ANEL

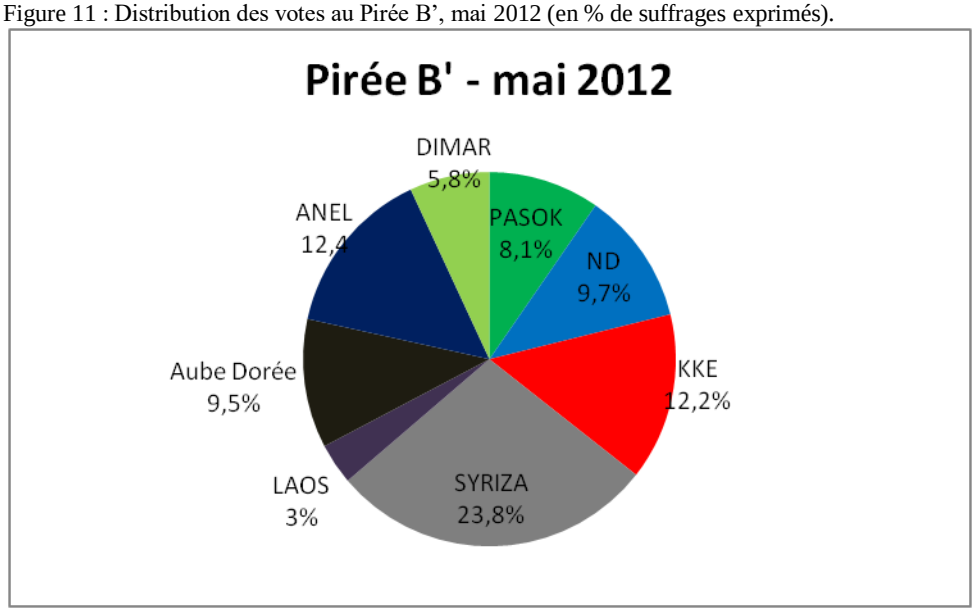
obtient environ 12 % des suffrages exprimés dans les deux circonscriptions et fait une entrée spectaculaire au plan électoral local. Ce parti, issu d'une scission au sein de la ND, réussit à maintenir des pourcentages similaires dans les deux circonscriptions, ce qui souligne un premier décalage par rapport à la distribution électorale de la ND qui, malgré sa chute généralisée, maintient une force électorale plus élevée dans la ville du Pirée que dans sa périphérie. L'implantation électorale d'Aube Dorée montre le morcellement des forces politiques au plan local et valide l'entrée des acteurs marginaux dans le champ politique local. Le parti arrive en quatrième place au Pirée en cumulant 8,8 % des suffrages exprimés, dépassant ainsi tant le PASOK que le KKE. En outre, dans les bastions historiques de la gauche, à savoir le Pirée B', Aube Dorée obtient 9,5 % des suffrages exprimés, un score très peu inférieur à celui de la ND. Il faut noter aussi que dans les deux circonscriptions électorales du Pirée, Aube Dorée obtient des scores supérieurs à son pourcentage national.

Figure 10 : Distribution des votes au Pirée A', mai 2012 (en % de suffrages exprimés).



Source : *Ministère de l'Intérieur*, notre élaboration.

Figure 11 : Distribution des votes au Pirée B', mai 2012 (en % de suffrages exprimés).



Source : *Ministère de l'Intérieur*, notre élaboration.

La distribution des sièges complète l'image du désalignement électoral approfondi qui a marqué l'échéance électorale de mai 2012. Pour ce qui est du Pirée, les six sièges disponibles sont répartis entre six partis. Au Pirée B', SYRIZA parvient à obtenir deux sièges sur huit, alors que les sièges qui restent sont attribués aux six partis qui ont réalisé la meilleure performance. La répartition des sièges dans la région du Pirée illustre les modifications survenues dans les rapports de force électoraux. Le morcellement de la représentation parlementaire se manifeste aussi au niveau de la distribution des sièges. Lors du scrutin de juin, la polarisation des résultats ne se traduit pas forcément par une concentration de députés pour les deux partis arrivant en tête des suffrages. La tendance à l'éclatement prédomine, puisque l'augmentation des votes pour SYRIZA et la ND se traduit seulement par un député supplémentaire élu pour la ND dans chaque circonscription. Par conséquent, le recul électoral pour les autres partis ne pèse pas sur leur présence au Parlement, à l'exception du cas du PASOK qui perd la possibilité d'obtenir un siège au Pirée B' en juin. Cependant, le cas du PASOK illustre un phénomène plus large déjà évoqué, à savoir les altérations qui peuvent survenir comme conséquence de la méthode par quotient qui détermine la distribution des sièges au niveau de la circonscription électorale[170].

[170] Il s'agit d'une variante du système Hagenbach-Bischoff. Pour une présentation plus détaillée voir DIRECTION D'ÉTUDES SCIENTIFIQUES - SERVICE D'ÉLABORATION LÉGALE ET TECHNIQUE DES LOIS ET DES PROJETS DE LOIS, *Έκθεση επί του νομοσχεδίου « Εκλογή Βουλευτών » [Rapport sur le projet de loi « Élection de députés »]*, 2004.

Tableau 19 : résultats électoraux (en % des suffrages exprimés) et distribution des sièges dans le Pirée A' et le Pirée B'.

Pirée A'	mai 2012		juin 2012		*Pirée B'*	mai 2012		juin 2012	
	Résultat	Sièges	Résultat	Sièges		Résultat	Sièges	Résultat	Sièges
PASOK	8.19		8.02		PASOK	8.16	1	7.94	
ND	14.52	1	27.53	2	ND	9.77	1	18.63	2
KKE	8.5	1	4.4		KKE	12.29	1	6.57	1
SYN-SYRIZA	20.67	1	29.79	1	SYN-SYRIZA	23.85	2	36.31	2
LAOS	3.36		1.94		LAOS	3.02		1.99	
Aube Dorée	8.85	1	8.26	1	Aube Dorée	9.49	1	9.28	1
ANEL	12.65	1	8.87	1	ANEL	12.4	1	9.35	1
DIMAR	6.07	1	6.53	1	DIMAR	5.87	1	5.73	1

Source : *Ministère de l'Intérieur*, notre élaboration.

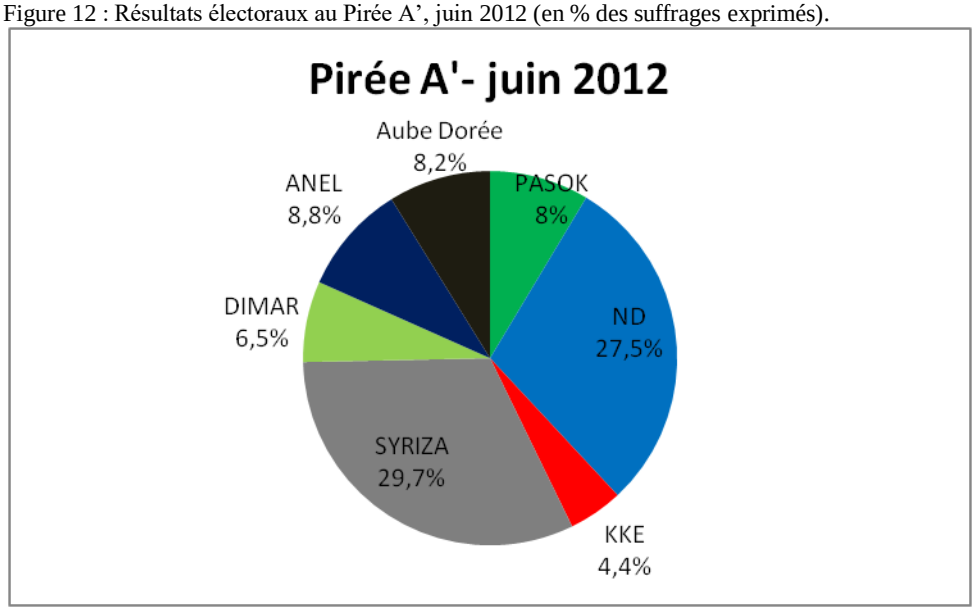
Le morcellement du paysage électoral local s'accompagne, lors des élections de juin, d'une tendance à la concentration des votes autour de SYRIZA et de la ND. Le morcellement des forces électorales se confirme au Pirée, mais les rapports de force se trouvent largement modifiés en termes de polarisation. SYRIZA et ND obtiennent cumulativement 57 % des suffrages exprimés au Pirée et 54 % au Pirée B'. Cette augmentation est largement due au renforcement de SYRIZA dans les deux circonscriptions et, notamment au Pirée B', où le parti gagne 13 points d'une élection à l'autre. La ND gagne dix points au Pirée et double son score au Pirée B', ce qui lui assure la deuxième place dans les deux circonscriptions.

L'accaparement de la majorité des votes par ces deux partis pèse directement sur l'influence électorale des autres partis qui voient leurs pourcentages stagner ou plutôt reculer dans l'ensemble du Pirée. La force électorale du PASOK s'affaiblit encore et atteint son point le plus bas dans l'histoire du parti (7,94 % au Pirée B'). Le KKE subit la perte la plus importante entre les deux élections et il se retrouve en juin avec la moitié de sa force électorale de mai, ce qui le positionne en huitième place au Pirée (4,4 %) et en septième place dans son bastion historique du Pirée B' avec 6,5 % des suffrages exprimés. DIMAR, de son côté, a pu maintenir sa base électorale d'une échéance électorale à l'autre et semble être le seul parti de la gauche qui ait pu augmenter légèrement son score au Pirée en juin, résistant ainsi à la montée de SYRIZA.

Le renforcement de la ND engendre des effets sur les partis de droite mais ces effets sont largement déterminés par le positionnement des partis à la droite de la ND face au mémorandum : pour le dire autrement, dans la phase de l'expansion de la ND en juin 2012, les partis de droite qui s'identifient au mémorandum sont rétrécis électoralement puisque la ND arrive à s'imposer comme le pilier dominant du projet pro-mémorandum. Au contraire, les partis politiques issus de la droite, mais s'identifiant contre le mémorandum, semblent être moins exposés à l'augmentation des scores de la ND.

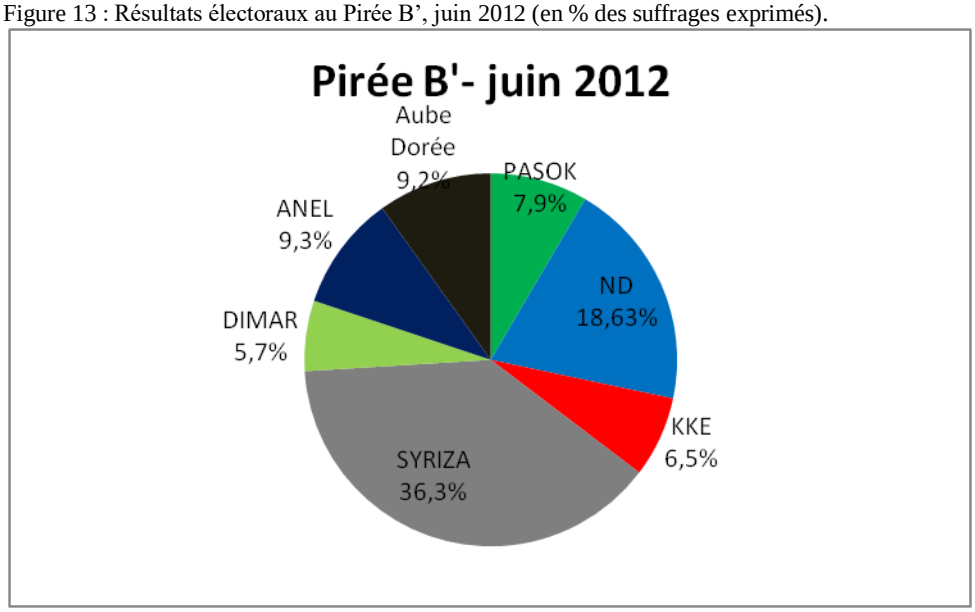
En premier lieu, le parti LAOS, représenté au sein du Parlement depuis 2007 et partenaire gouvernemental depuis 2011 voit en juin, au moment de la polarisation, ses pourcentages s'effondrer au-dessous de 2 % des suffrages exprimés. Au contraire, le parti ANEL, issu aussi de la ND, enregistre des pertes par rapport aux élections de mai, mais il s'agit de pertes limitées lui permettant d'occuper la troisième position en obtenant des scores autour de 9 % dans les deux circonscriptions du Pirée, ce qui incite à relativiser l'influence de la ND sur le noyau dur de l'électorat du nouveau parti. Une tendance comparable est observée dans le cas d'Aube Dorée. Le parti maintient essentiellement sa base électorale, avec des pertes allant de 0,2 % dans le Pirée B' à 0,6 % dans la ville du Pirée. Ainsi, les pourcentages du parti au plan local montrent une résilience face à la montée de la ND et ils restent toujours supérieurs à la performance nationale du parti, ce qui laisse en outre supposer l'existence d'un ancrage local considérable du parti dans la région du Pirée.

Figure 12 : Résultats électoraux au Pirée A', juin 2012 (en % des suffrages exprimés).



Source : *Ministère de l'Intérieur*, notre élaboration.

Figure 13 : Résultats électoraux au Pirée B', juin 2012 (en % des suffrages exprimés).



Source : *Ministère de l'Intérieur*, notre élaboration.

La polarisation enregistrée lors des élections de juin 2012 entre SYRIZA et la ND ne devrait pas être assimilée à une reproduction d'une configuration bipartite traditionnelle au Pirée, dont les acteurs principaux étaient, auparavant, le PASOK et la ND. La première raison est qu'une telle assimilation reste inadéquate, en ce qui concerne la structuration de la disposition des forces électorales au niveau local à la suite des doubles élections de 2012. Le score cumulé de SYRIZA et de la ND reste, d'un point de vue quantitatif, très éloigné du monopole exercé en termes de suffrages et de sièges par l'ancien bipartisme. De cette manière, malgré la polarisation des résultats en juin, les autres partis maintiennent le noyau dur de leur base électorale de mai.

Dans la nouvelle configuration émergente, le clivage traditionnel gauche — droite est remis en question en tant que facteur explicatif de la distribution géographique de l'influence électorale des différents partis. En outre, pour ce qui est du comportement électoral des couches populaires du Pirée, celui-ci semble défier la continuité d'un vote de classe en faveur des partis de gauche. Le nouveau paysage électoral semble entretenir un rapport plus complexe avec le schéma de correspondance entre appartenance sociale et vote qui était sous-entendu dans la disposition classique du bipartisme.

Dans un premier temps, l'évolution des scores de la ND dans la région du Pirée semble confirmer ce schéma. Lors des élections de mai, le recul de la ND est plus prononcé dans les villes populaires de la périphérie que dans le Pirée. L'influence de SYRIZA, qui connaît une

évolution électorale opposée à celle de la ND, semble confirmer l'hypothèse d'une continuité électorale chez les couches populaires du Pirée. Cependant, l'implantation d'Aube Dorée et d'ANEL dans les anciens bastions de la gauche, qui reste supérieure à leurs pourcentages dans la ville du Pirée, défie la géographie électorale traditionnelle de la droite au Pirée pendant la Troisième République. Si l'on y ajoute la chute plus prononcée du PASOK dans les villes du Pirée B' que dans la ville du Pirée, nous comprenons que le positionnement sur l'axe gauche – droite ne suffit plus pour expliquer la nouvelle disposition des forces électorales dans l'espace du Pirée. Il en découle qu'il serait risqué de soutenir mécaniquement une continuité du comportement électoral dans la région du Pirée.

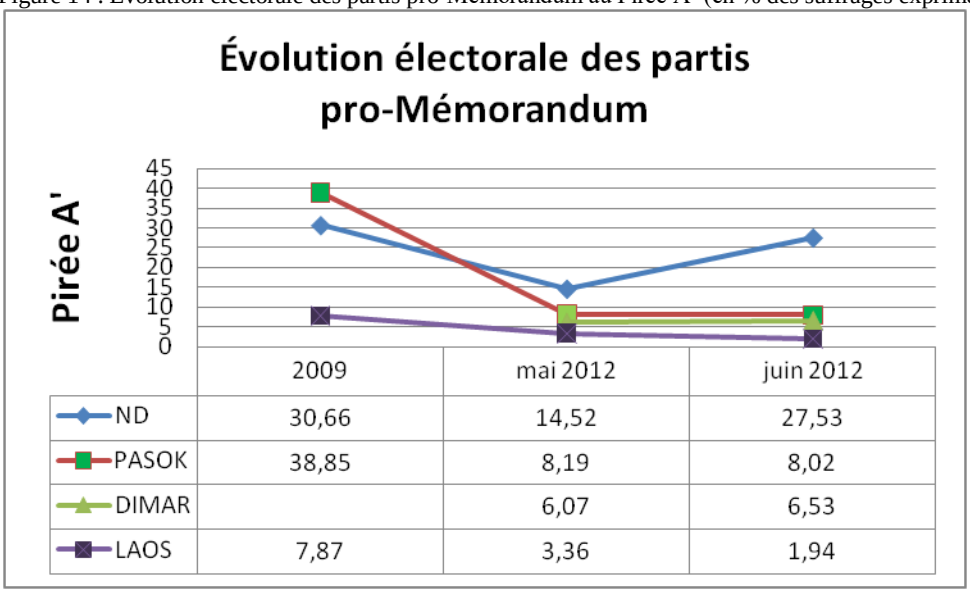
Les facteurs explicatifs structurels, comme l'appartenance sociale, doivent, encore une fois, être mis en perspective avec l'enjeu propre aux élections de 2012 et autour duquel se façonnent les comportements électoraux : le rapport au mémorandum. Le positionnement face au mémorandum constitue l'enjeu majeur de ces élections, ce qui permet d'appréhender les mutations survenues au sein du traditionnel clivage gauche – droite. En effet, les partis qui se trouvent renforcés électoralement au Pirée B' sont ceux qui ont investi la question du mémorandum, en se positionnant contre le programme d'ajustement. La lecture des résultats électoraux au Pirée, sous l'angle du positionnement autour du Mémorandum, renforce notre hypothèse sur l'articulation du mémorandum avec une appartenance sociale.

Dans un premier temps, lors des élections de mai, les partis pro-Mémorandum, à savoir le PASOK et la ND subissent une chute de leurs pourcentages dans l'ensemble de la région du Pirée, et leur recul est encore plus important dans les couches populaires. Inversement, les partis qui se positionnent fermement contre le programme d'ajustement, comme SYRIZA, ANEL et Aube Dorée, parviennent à renforcer leur électorat et à obtenir des pourcentages généralement plus élevés au Pirée B' que dans la ville du Pirée. Puis, lors de la consultation de juin, la division autour du Mémorandum continue à structurer la distribution des forces électorales et engendre une nouvelle polarisation. Les deux principaux porteurs de visions différentes concernant le Mémorandum, à savoir SYRIZA et la ND, augmentent davantage leurs résultats aux dépens des autres partis, faits qui constituent le nouveau mouvement électoral dominant de cette élection au Pirée.

Dans ce cadre, le positionnement pro ou contre Mémorandum casse l'axe gauche – droite, de sorte que la dynamique émergente semble dépasser le clivage traditionnel et conditionner les

résultats finaux. Dans le pôle de la gauche, la montée de SYRIZA rétrécit l'influence du KKE avec lequel ils partagent une origine de gauche et le positionnement contre le Mémorandum. L'augmentation des scores de la ND en juin compresse les pourcentages de LAOS, parti d'extrême droite qui partage avec la ND un positionnement favorable au Mémorandum. Au contraire, les partis de droite qui se positionnent contre le Mémorandum réussissent à maintenir l'essentiel de leur force électorale. L'évolution électorale des partis politiques selon leur positionnement autour de la question du Mémorandum est illustrée dans les figures suivantes. Nous pouvons ainsi visualiser les mouvements principaux qui marquent les doubles élections de 2012 au Pirée : en premier lieu, la chute généralisée des partis pro-Mémorandum en mai 2012 conjuguée à l'augmentation respective des partis s'opposant au programme d'ajustement ; deuxièmement, la polarisation enregistrée lors des élections de juin entre SYRIZA et la ND et enfin, nous observons des mouvements d'absorption ou de résistance face à la polarisation, survenus au sein des différentes familles politiques.

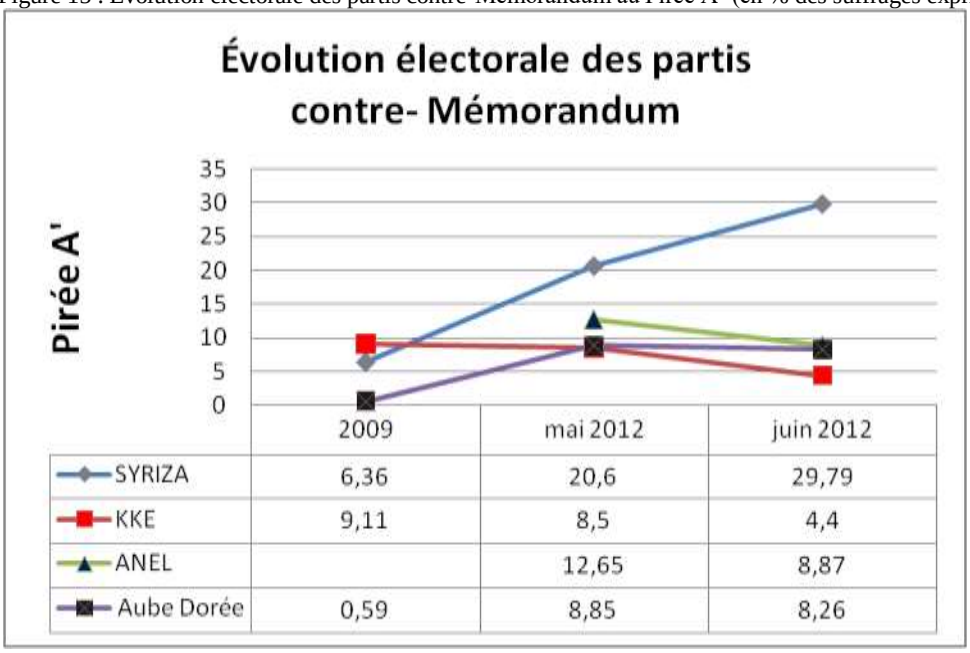
Figure 14 : Évolution électorale des partis pro-Mémorandum au Pirée A' (en % des suffrages exprimés).



	2009	mai 2012	juin 2012
ND	30,66	14,52	27,53
PASOK	38,85	8,19	8,02
DIMAR		6,07	6,53
LAOS	7,87	3,36	1,94

Source : *Ministère de l'Intérieur*, notre élaboration.

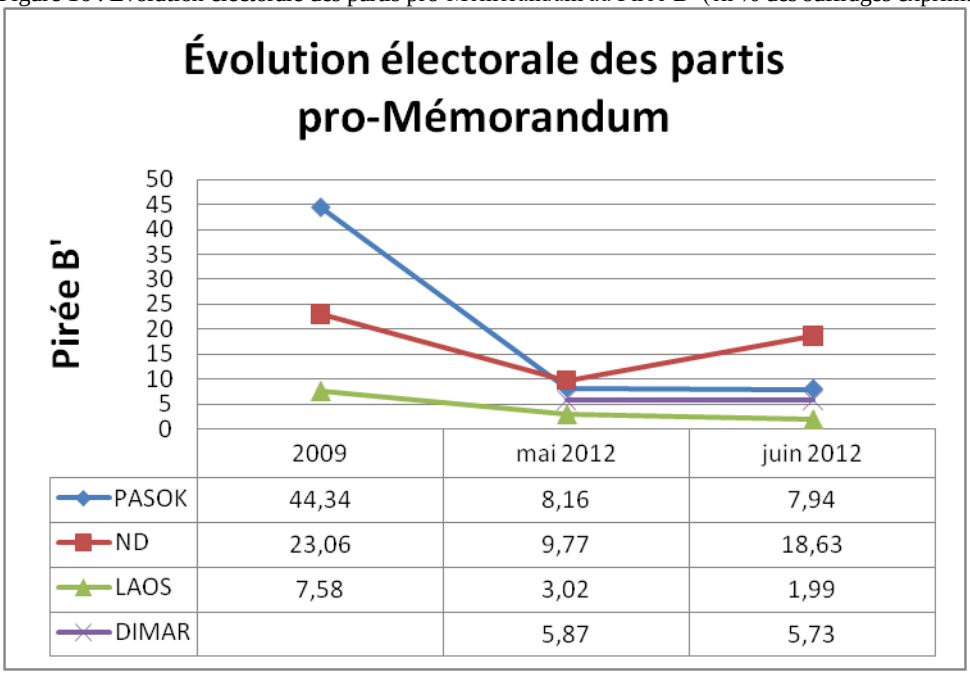
Figure 15 : Évolution électorale des partis contre-Mémorandum au Pirée A' (en % des suffrages exprimés).



	2009	mai 2012	juin 2012
SYRIZA	6,36	20,6	29,79
KKE	9,11	8,5	4,4
ANEL		12,65	8,87
Aube Dorée	0,59	8,85	8,26

Source : *Ministère de l'Intérieur*, notre élaboration.

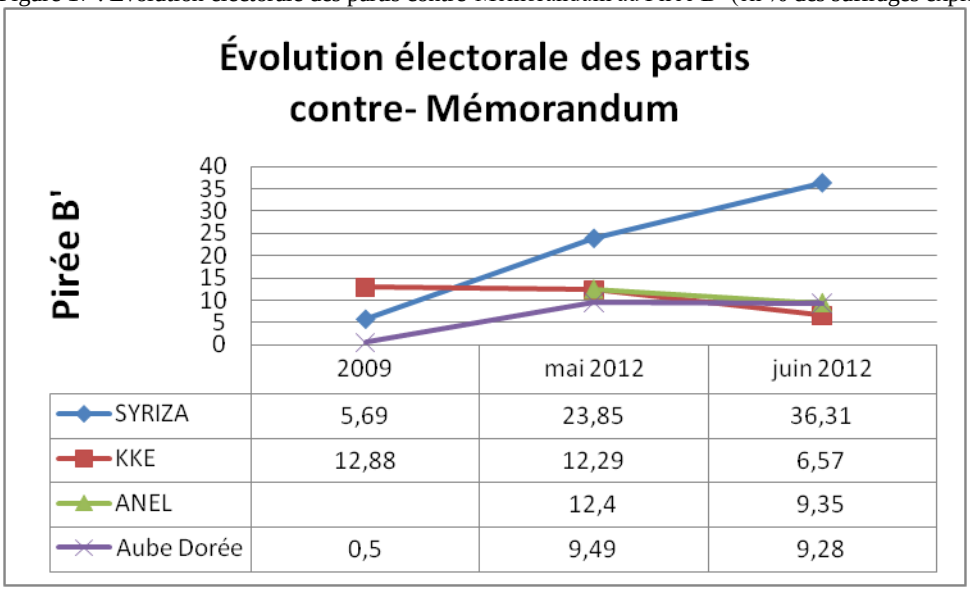
Figure 16 : Évolution électorale des partis pro-Mémorandum au Pirée B' (en % des suffrages exprimés).



	2009	mai 2012	juin 2012
PASOK	44,34	8,16	7,94
ND	23,06	9,77	18,63
LAOS	7,58	3,02	1,99
DIMAR		5,87	5,73

Source : *Ministère de l'Intérieur*, notre élaboration.

Figure 17 : Évolution électorale des partis contre-Mémorandum au Pirée B' (en % des suffrages exprimés).



	2009	mai 2012	juin 2012
SYRIZA	5,69	23,85	36,31
KKE	12,88	12,29	6,57
ANEL		12,4	9,35
Aube Dorée	0,5	9,49	9,28

Source : *Ministère de l'Intérieur*, notre élaboration.

La distribution des forces électorales en fonction de l'opposition au Mémorandum n'apparaît pas dénuée de variables lourdes comme l'appartenance sociale. L'étude des résultats dans la région du Pirée nous indique que les deux blocs émergents disposent d'une influence électorale diversifiée, en fonction de la catégorie socioprofessionnelle des électeurs. Les partis se positionnant contre le Mémorandum (SYRIZA, KKE, ANEL, Aube Dorée) disposent ensemble d'une force électorale majoritaire dans les deux circonscriptions du Pirée, même si leur force apparaît plus prononcée dans les couches populaires du Pirée B', où leur pourcentage cumulé atteint 57,8 % en mai 2012 et 61,3 % lors des élections de juin. Dans la ville du Pirée, leur force électorale varie entre 50,5 % en mai et 51,1 % en juin. Au contraire, les partis qui se présentent comme favorables aux programmes d'ajustement (PASOK, ND, LAOS, DIMAR) trouvent cumulativement leurs pourcentages les plus élevés dans la ville du Pirée où ils rassemblent 31,9 % des suffrages exprimés en mai et 43,9 % en juin. Au contraire, au Pirée B', les pourcentages respectifs sont de 26,6 % et 34,1 %, ce qui représente un écart d'environ dix points entre la ville du Pirée et sa périphérie, lors des élections de juin.

Le cas du Pirée valide l'importance des mouvements électoraux croisés qui se trouvent au cœur de l'effondrement du bipartisme traditionnel et de l'apparition d'une configuration électorale inédite. La question du mémorandum éclaircit dans un premier temps le processus de désalignement électoral des bastions historiques du PASOK et l'implantation des acteurs tant de la gauche que de la droite qui forment le bloc d'opposition au programme d'ajustement. De cette

manière, dans un premier temps, la division autour du mémorandum semble affaiblir le clivage traditionnel entre gauche et droite et contribue à l'effondrement du bipartisme traditionnel dans l'ensemble du Pirée. Puis, l'analyse indique que l'implantation électorale des deux camps dans les deux circonscriptions du Pirée présente à son tour une forte différenciation sociale.

Dans l'espace du Pirée, comme dans l'ensemble de l'espace urbain d'Attique, la question du mémorandum est révélatrice aussi d'une division sociale qui traverse les électorats des uns et des autres : les partis se trouvant à la tête du gouvernement de juin 2012 se trouvent minoritaires dans les villes populaires du Pirée et ils trouvent leurs meilleurs scores dans le Pirée A', à l'image de leur performance globale dans l'espace d'Attique. Cette image électorale rompt ainsi avec une autre référence électorale qui concerne une homogénéisation progressive entre les deux piliers du bipartisme dans l'ensemble du Pirée, malgré la prédominance traditionnelle du PASOK dans le Pirée B'. Les nouveaux rapports de force politiques entretiennent alors une relation complexe avec l'histoire électorale et la répartition traditionnelle des forces politiques selon laquelle, les traditions électorales de longue date sont croisées avec des phénomènes propres à la conjoncture. Partant de ce constat, il convient de restituer les bouleversements survenus en 2012 dans une optique plus large concernant les dynamiques latentes du bipartisme en Grèce.

Chapitre 2. S'agit-il vraiment d'un choc ? Propriétés stables et dynamiques centrifuges latentes du bipartisme grec

Le premier chapitre a permis de constater à quel point la conjoncture de l'implantation du programme d'ajustement a pu jouer un rôle dans l'affaiblissement des clivages traditionnels, l'émergence de nouvelles divisions et le désalignement électoral généralisé. Le chapitre présent soutient la thèse que, malgré le caractère soudain du séisme électoral, des signes d'affaiblissement du bipartisme étaient déjà présents. Lors des élections de 2007 et 2009 nous constatons un recul important du taux cumulatif du bipartisme, exprimé notamment dans l'espace urbain de l'Attique, un renforcement des partis périphériques et la hausse de l'abstention. Ce sont des phénomènes qui se trouvent au cœur des bouleversements électoraux survenus en 2012[171]. Néanmoins, il faut noter que l'affaiblissement de la configuration bipartite renvoie à des processus de longue date.

La configuration bipartite établie depuis 1981 connaît, depuis le milieu des années 1990, des transformations internes progressives que nous devons prendre en considération afin de mieux évaluer les nouvelles dynamiques qui apparaissent lors des élections de 2012. La convergence idéologique et politique entre le PASOK et la Nouvelle Démocratie paraît jouer un rôle crucial dans les transformations du jeu politique. Elle engendre des mutations durables tant au sein du parti socialiste, que plus largement en termes de compétition politique. Au niveau de la concurrence politique, elle conditionne des processus parallèles : d'une part, la convergence entre le PASOK et la ND, accompagnée d'une remise en cause du clivage traditionnel gauche – droite, marque une tendance descendante de l'influence électorale des deux partis, tendance qui s'amplifie lors des élections de 2007 et surtout de 2009. Ce phénomène, se conjugue à l'affaiblissement des identifications partisanes, ouvrant ainsi la voie à des comportements d'abstentionnisme et de volatilité électorale qui se renforcent de plus en plus. D'autre part, le rapprochement des deux acteurs principaux du jeu politique, facilite l'émergence des nouveaux partis qui constituent des scissions du PASOK et de la ND. Celui-ci contribue aussi au renforcement des partis jusque-là marginaux qui se présentent comme des partis "antisystème".

Si ces tendances observées au niveau de la compétition politique révèlent des phénomènes centrifuges par rapport à la configuration bipartite traditionnelle, une autre

[171] KOUSTENIS P., « Déstructuration et restructuration des identifications partisanes », *op. cit.*

dimension de la concurrence politique présente cependant une certaine stabilité que nous devons souligner : le profil des élus et canaux de promotion semblent maintenir leurs propriétés de référence, communes depuis la consolidation du bipartisme. Par conséquent, si le séisme électoral de 2012 contribue à l'augmentation des nouveaux entrants au Parlement et plus largement dans le jeu politique, les modalités de reproduction des élites politiques ne semblent être que partiellement remises en jeu.

Section 1. La convergence du bipartisme comme condition de sa désagrégation

Les années 1990 représentent pour l'ensemble de l'Europe un point de référence. En 1989, la chute du mur de Berlin et ses répercussions constituent une date charnière. L'effondrement du modèle socialiste, qui devient définitif avec la chute de l'Union soviétique en 1991, signe la fin de la guerre froide et se traduit par un processus d'ajustement aux normes occidentales de plusieurs pays de l'est de l'Europe, processus fortement diversifié selon les États. Par ailleurs, ces modifications enrichissent le projet d'intégration européenne, tant au plan qualitatif, avec la création d'un marché interne libre que quantitatif, avec la perspective d'intégration de nouveaux États au sein de l'Union Européenne, dont le rôle se trouve désormais renforcé.

Pour ce qui est de la Grèce, les différents changements survenus à la suite de la chute de l'Union Soviétique et de la fin de la guerre froide trouvent leur traduction dans le renforcement du projet d'intégration européenne du pays. Ce projet se concrétise dans le vote en faveur du traité de Maastricht en 1992 et le choix stratégique de l'intégration dans le noyau dur de l'édifice européen, à savoir la zone euro en 2001. La perspective européenne et plus largement l'implication de plus en plus active du pays dans la division internationale du travail, traduite par l'afflux de ressources européennes, l'accueil d'immigrants d'origine balkanique ou est-européenne et l'expansion économique vers les Balkans, s'accompagnent de modifications importantes concernant les propriétés et la dynamique du système partisan.

a) Les conditions sociales et politiques de la convergence idéologique entre le PASOK et la ND

Au niveau de l'offre politique, la convergence entre la ND et le PASOK apparaît comme un rapprochement des programmes et des politiques mises en place en vue d'atteindre les objectifs liés à l'intégration européenne. La configuration politique en Grèce dans les années 1990 est caractérisée par un processus de convergence qui concerne prioritairement les deux piliers du bipartisme traditionnel instauré depuis 1974. Le PASOK suit progressivement la voie de la social-démocratie européenne et, sous l'impulsion des critères de convergence avec les normes européennes, (maîtrise de l'inflation, stabilisation du déficit public et du taux de change[172]), les socialistes modifient tant les politiques publiques adoptées, que le contenu des affrontements politiques et idéologiques.

L'ambiguïté, voire l'opposition initiale du PASOK vis-à-vis de l'Union Européenne tout au long des années 1970, laisse progressivement la place à l'acceptation du projet européen et à la défense active de la cause européenne[173]. En effet, le PASOK se présente depuis le milieu des années 1990 comme le parti le plus à même de diriger l'intégration du pays dans la zone euro. Ce tournant du parti socialiste renvoie à plusieurs facteurs qui sont communs dans l'expérience européenne de la social-démocratie. L'exercice du pouvoir par les socialistes et ses contraintes, la professionnalisation des élites socialistes, la place des ressources communautaires comme moyen de redistribution et de légitimation de l'édifice européen, sont des facteurs mis en évidence par les études sur cette question[174].

Ce tournant idéologique coïncide aussi avec une certaine hégémonie socialiste au niveau gouvernemental en Europe à partir du milieu des années 1990. Cette « renaissance » de la social-démocratie est suivie d'un consensus sur l'orthodoxie économique concernant l'instauration du marché interne, la place de la monnaie et des institutions monétaires ainsi que les finances publiques, éléments concrétisés par les critères du traité de Maastricht[175]. L'acceptation par le

---

[172] VAVOURAS I., *Εθνική οικονομική πολιτική και O.N.E. [Politique économique nationale et l'U.E.M.]*, Athènes, Papazisis, 1994, p. 181.
[173] PAPADOPOULOS Y., « De l'opposition au gouvernement : l'évolution idéologique du PASOK », *Revue française de science politique*, 1990, vol. 40, n° 1, p. 98–124.
[174] SPOURDALAKIS M. (dir.), *ΠΑΣΟΚ: κόμμα, κράτος, κοινωνία [PASOK : Parti, État, Société]*, Athènes, Patakis, 1998 ; BOTOPOULOS K., *Socialistes et pouvoir, op. cit.* ; BIRNBAUM P. (dir.), *Les Élites socialistes au pouvoir : les dirigeants socialistes face à l'Etat, 1981-1985*, Paris, Presses universitaires de France, 1985.
[175] KATSOULIS I. (dir.), *Νέα Σοσιαλδημοκρατία: Περιεχόμενα πολιτικής, θεσμοί και οργανωτικές δομές [Nouvelle Social-Démocratie: Contenus de politique, institutions et structures organisationnelles]*, Athènes, Sideris, 2002.

PASOK des critères économiques pour la convergence de l'économie grecque avec celle de l'UE se révèle d'une importance majeure. L'Union Européenne n'est plus représentée dans les stratégies de mobilisation comme « un club oligarchique », mais comme « le projet national par excellence »[176].

Les exigences communautaires constituent un moyen de légitimation pour l'adoption de réformes et de mesures rompant éventuellement avec les politiques redistributives et expansionnistes de la décennie précédente, mises en œuvre par les gouvernements socialistes[177]. En effet, les critères pour l'intégration dans la zone euro constituent un ensemble d'objectifs mesurables et quantifiables dont l'atteinte constitue une consécration du projet européen. De cette façon, le consensus sur les mesures visant à réduire et stabiliser le taux d'inflation ou à respecter la discipline budgétaire permet le déplacement de la concurrence politique vers la question de la faisabilité et de la capacité à respecter les critères de convergence. Ce consensus est renforcé par l'influence traditionnelle des partis de gouvernement sur les principales institutions d'expression des intérêts, attestée entre autres par l'imbrication entre élites politiques et élites syndicales[178].

Mais au-delà de l'injonction des normes et des critères européens, les ressources européennes versées dans le cadre de différents programmes communautaires constituent un aspect majeur pour la compréhension des mécanismes de reproduction du bipartisme et notamment de la reproduction de la domination électorale du PASOK. À titre indicatif, pendant la période 1993-1996, nous constatons l'injection dans l'économie du pays de 85 milliards d'ÉCU[179]. Cela signifie l'élargissement spectaculaire des biens politiques matériels distribués par les partis au pouvoir sous différentes formes [180] : distribution de biens collectifs non divisibles sous la forme de politiques de développement, distribution de biens matériels divisibles sous la forme de politiques régionales ou ciblant des catégories spécifiques de la population et,

[176] VOULGARIS G., *La Grèce de Metapolitefsi 1974-2009, op. cit.*, p. 275–276.
[177] IORDANOGLOU C.H., *L'économie grecque dans la « longue durée »*, *op. cit.*
[178] MAVROGORDATOS G., *Μεταξύ Πιτυοκάμπτη και Προκρούστη. Οι επαγγελματικές οργανώσεις στη σημερινή Ελλάδα [Entre Pityocamptes et Procrustes. Les associations professionnelles en Grèce contemporaine]*, Athènes, Odysseas, 1998 ; IORDANOGLOU C., « State and Interest Groups in Post-dictatorship Greece. A fatal interaction », *op. cit.*
[179] MANASSAKI A., « Η εισροή κοινοτικών πόρων στην Ελλάδα: ιστορικό και προοπτικές [L'afflux de ressources communautaires en Grèce: historique et perspectives] », *Bulletin économique de la Banque de Grèce*, 1998, vol. 12, p. 69.
[180] OFFERLÉ M., *Les partis politiques, op. cit.*

finalement, distribution de biens exclusifs selon l'influence des différents groupes ou agents dans l'appareil étatique et partisan.

L'élargissement des biens à distribuer coïncide plus globalement avec un cycle économique ascendant. Le pays connaît une période d'expansion économique [181]. Le PIB s'accroît de manière stable depuis 1994 et le pays connaît un rythme de développement parmi les plus élevés, en Europe, pendant une décennie. Cela se traduit par une augmentation continue des investissements et de la consommation privée. En outre, pendant toute la période allant de 1994 et jusqu'aux Jeux Olympiques de 2004, on observe la réalisation de programmes publics à grande échelle améliorant les infrastructures publiques dans l'ensemble du pays.

Dans cette conjoncture, le cadre européen constitue une ressource tant symbolique que matérielle sur laquelle le PASOK base son hégémonie au cours de cette période. Ce virage idéologique et politique n'est pas sans liaison avec des transformations survenues au sein du PASOK. Ce nouveau profil du PASOK coïncide avec l'ascension à la tête du parti du groupe du groupe dit des modernisateurs, sous la direction de C. Simitis, après la mort du fondateur du parti, A. Papandreou, en 1996[182]. Le terme de modernisation, constituant le mot d'ordre de la nouvelle équipe dirigeante, se présente comme un projet gouvernemental, ainsi que comme un projet de refondation du parti [183]. Au niveau gouvernemental, la modernisation exprime l'attachement à la voie européenne du pays et l'application d'une politique économique adéquate et soutenue par des réformes structurelles nécessaires. Ce projet exprime ainsi, d'une certaine façon, la volonté de rupture avec ce qui est désigné comme problématique dans le passé gouvernemental du PASOK, à savoir les politiques expansionnistes en faveur de groupes ou de couches sociales plus larges, en contrepartie de gains électoraux immédiats.

Cette situation produit aussi un changement radical du récit national proposé par les socialistes. La référence principale structurant la concurrence dans les années 1970-1980, à savoir l'opposition entre les privilégiés et les non-privilégiés, le peuple et le « système », s'efface en faveur de l'économie nationale, seule garante de la prospérité générale. Par conséquent, le clivage gauche - droite, qui, réactivé et investi de manières différentes, avait marqué l'ensemble

[181] VOULGARIS G., *La Grèce de Metapolitefsi 1974-2009, op. cit.*, p. 144.
[182] VERNARDAKIS C., *Partis politiques, élections et système de partis*, *op. cit.*
[183] SIMITIS C., *Για μια κοινωνία ισχυρή για μια ισχυρή Ελλάδα [Pour une société forte, pour une Grèce puissante]*, Athènes, Plethron, 1995 ; ELEFTHERIOU K. et C. TASSIS, *PASOK: La montée et la chute*, *op. cit.*, p. 93-99 ; LYRINTZIS C., « Κρίση πολιτικής (;) Νέες πολιτικές τάσεις και οι δυνατότητες του "εκσυγχρονισμού" [Crise du politique (?) Nouvelles tendances politiques et les possibilités de la "modernisation"] », *M. SPOURDAKALIS (dir.), PASOK : Parti, État, Société*, Athènes, Patakis, 1998, p. 82–87.

de la période d'après-guerre civile, tend désormais à s'affaiblir. Dans ce cadre, la politisation de l'histoire contemporaine de la Grèce et la référence aux clivages historiques deviennent de plus en plus rares dans les discours et slogans mobilisés par les deux piliers du bipartisme. Cela a des conséquences majeures sur la concurrence partisane.

En effet, la perspective européenne organisant le cadre commun de la concurrence, l'enjeu se déplace vers l'efficacité gestionnaire. La ligne de démarcation entre les deux piliers du bipartisme traditionnel cesse alors d'être l'appartenance à telle ou telle famille politique. La mobilisation s'appuie désormais moins sur un fondement idéologique que sur l'appropriation de nouveaux outils de communication politique (sondages, expertises diverses) et de subventions étatiques et européennes[184]. La libéralisation du marché de l'audiovisuel depuis 1990, a introduit des modifications majeures dans la concurrence partisane. Les moyens audiovisuels occupent une place centrale dans les campagnes électorales, les montants consacrés à la publicité politique se trouvent rapidement augmentés[185]. Cette modification des règles de la concurrence participe au renforcement de la professionnalisation des élites politiques et à la diffusion de compétences et de savoir-faire propres, investis par les instituts des sondages et les cabinets de communication politique qui se multiplient dès lors.

L'intégration économique et le soutien électoral que les couches les plus éduquées et les plus aisées de la population donnent au PASOK conduisent vers un rapprochement entre les électorats du PASOK et de la Nouvelle Démocratie. Cependant, le phénomène de cycle économique ascendant ne doit pas occulter les inégalités produites ou maintenues au cours du processus d'européanisation. Les réformes mises en œuvre dans le système du travail, des retraites, de santé ou d'imposition, sont marquées par un traitement différencié des différents groupes sociaux en fonction de leur capacité à négocier et à acquérir une réglementation favorable. Dans ce cadre, le terme de "bipartisme convergent" caractérise aussi la transgression généralisée des frontières entre les électorats traditionnels des deux partis[186]. Sur le plan électoral, le PASOK voit, après 1996, augmenter ses performances électorales dans les catégories socioprofessionnelles élevées comme les employeurs et les professions libérales et dans les quartiers bourgeois de la capitale. En même temps, les scores électoraux des socialistes reculent

[184] VOULGARIS G., *La Grèce de Metapolitefsi 1974-2009, op. cit.* ; CHAIRETAKIS M., *Τρία κείμενα για την πολιτική διαφήμιση [Trois textes sur la communication politique]*, Thessalonique, University Studio Press, 2008.
[185] CHAIRETAKIS M., *Trois textes sur la communication politique, op. cit.*, p. 29–39.
[186] VERNARDAKIS C., « Les élections grecques d'avril 2000 : Le cas d'un bipartisme convergent », *Pôle Sud*, 2000, vol. 13, n° 1, p. 150–152.

dans des catégories traditionnellement favorables comme les agriculteurs et les chômeurs[187]. Cette transformation de l'électorat socialiste permet à la Nouvelle Démocratie d'accroître ses performances auprès des agriculteurs, des chômeurs et de la population non active comme les retraités et les femmes au foyer. Parallèlement, la Nouvelle Démocratie augmente significativement ses résultats électoraux dans les quartiers populaires de l'Attique qui constituaient des bastions historiques de la gauche et du PASOK.

b) Les effets de la convergence dans la disposition des forces partisanes

La convergence exprimée au niveau des politiques publiques adoptées, et plus largement au niveau de la confrontation politique, a donné naissance à des tendances centrifuges au sein des deux partis alternant au pouvoir. Ces tendances se sont exprimées par la formation de partis constituant des scissions des deux grands partis. Celles-ci s'effectuent dans une phase de consolidation et de forte institutionnalisation de la Nouvelle Démocratie et du PASOK. Elles expriment donc des entreprises politiques initiées par des cadres nationaux de deux partis jouissant d'un capital politique fort grâce à leur participation à des postes gouvernementaux et à leurs réélections successives au sein du Parlement. Cependant, leur faible niveau d'institutionnalisation, accompagné d'une grande dépendance vis-à-vis de leurs fondateurs et de l'absence de constitution d'une bureaucratie partisane couvrant l'ensemble du pays, a conduit rapidement à la marginalisation de ces nouveaux partis et à leur rapide éclipse de la concurrence politique, faits qui nous permettent d'utiliser le terme de « flash-parties » pour les désigner[188].

Pour ce qui est du PASOK, les divergences concernant l'identité du parti, la gestion du processus d'intégration européenne et la succession d'Andreas Papandreou se sont cristallisées dans une scission survenue en 1995. C'est le moment où D. Tsovolas, cadre national du parti, occupant successivement le poste de vice-ministre et de ministre des Finances au sein des gouvernements socialistes pendant les années 1980 et représentant de l'aile gauche du PASOK, quitte le parti et fonde le DIKKI (Mouvement Social Démocratique). Mais la scission n'a pas mis un terme à la question du positionnement politique du parti. Au contraire, la mort de son leader en 1996 a posé le problème du leadership et par là, de l'orientation du parti. C'est finalement lors

[187] *Ibid.*, p. 151.
[188] LAWSON K. et P.H. MERKL (dir.), *When parties fail: emerging alternative organizations*, Princeton, N.J, Princeton University Press, 1988, p. 537–539.

du 4e Congrès du PASOK, tenu le 30 juin 1996, que C. Simitis est élu au poste de Président du PASOK, obtenant 53,4 % des voix, contre 43,7 % pour A. Tsohatzopoulos, cadre national du parti et représentant de l'aile gauche.

La Nouvelle Démocratie a connu aussi une scission au début des années 1990. La crise balkanique et notamment la guerre et le morcellement de la Yougoslavie ont donné naissance à la querelle autour du nom par lequel serait internationalement reconnue la *République Socialiste de Macédoine*, un des états fédérés de la Yougoslavie. La référence au nom de Macédoine a été interprétée en Grèce comme un acte d'irrédentisme de la part du nouvel état et a donné naissance à des mobilisations sociales inédites soutenues tant par les partis politiques que par d'autres acteurs, comme notamment l'Église. Le ministre des Affaires Étrangères d'alors, A. Samaras, ayant adopté une position maximaliste, s'est confronté à la direction du parti et, suite à l'éviction de son poste, a démissionné et formé le parti *POLAN* (Printemps Politique).

Les années 2000 voient la formation d'un parti d'extrême droite en Grèce, celui du *LAOS* (Alerte Orthodoxe Populaire). Les conditions de création du nouveau parti renvoient dans un premier temps aux modifications survenues au sein de la Nouvelle Démocratie consécutivement au processus de convergence avec l'autre pilier du bipartisme. Le fondateur du parti, G. Karatzaferis, était un ancien cadre de la Nouvelle Démocratie exclu par cette dernière en 2000. Cette radiation s'inscrit dans un cadre de marginalisation du personnel politique identifié à l'extrême droite au sein de la Nouvelle Démocratie, qui s'oriente de plus en plus vers le "centre" du spectre politique, que ce soit au niveau du recrutement, du programme politique ou de l'influence électorale. Le détachement progressif de la Nouvelle Démocratie des clivages du passé a donné ainsi la possibilité au LAOS de revendiquer et de former une étiquette distincte dans le camp de la droite. Ce parti parvient à absorber les différentes organisations-groupuscules et personnalités d'extrême-droite d'où il recrute une large partie de ses militants. En outre, la mobilisation des médias de masse (le leader du parti disposant d'une chaîne de télévision), le rapprochement du parti avec des cadres de la hiérarchie ecclésiastique, son implantation locale via des sections locales et l'élection de G. Karatzaferis au Parlement européen, en 2004, procurent au parti des ressources à la fois symboliques et matérielles multiples lui permettant de pérenniser sa présence dans le système partisan.

Dans ce cadre, la stabilisation du bipartisme et l'alternance ininterrompue des deux partis au pouvoir donne aussi la possibilité à cette organisation partisane de se présenter comme une

force antisystème en mobilisant comme ressources symboliques la stigmatisation des « partis établis », thème largement mis en avant par les partis d'extrême droite européens. L'émergence du LAOS se positionne aussi dans un cadre de transformations sociales plus larges comme l'accélération du processus d'intégration européenne, l'intensification de la question migratoire et le mécontentement accru des citoyens face aux institutions politiques.[189] Ainsi, l'émergence de l'extrême droite en Grèce s'inscrit dans le renouveau de l'extrême droite européenne observé à partir des années 1980.

L'apparition et la stabilisation de partis marginaux, le brouillage des identifications partisanes et la volatilité électorale en hausse qui marque cette période, sont accompagnées d'un mouvement accru de sortie du corps électoral qui se traduit par une abstention de plus en plus élevée. Nous observons alors que ces tendances centrifuges du bipartisme sont conjuguées avec une transformation plus large au plan de la culture politique du pays. Les phénomènes mentionnés esquissent déjà les contours d'une crise de représentation sous-jacente qui est loin d'être propre au pays. L'intérêt pour la politique décroît, ce qui se traduit par une dépolitisation se manifestant tant au niveau électoral qu'au niveau de la capacité de mobilisation. Les élections de 1996 sont marquées par la faible mobilisation et par la domination des médias de masse, ce qui explique leur surnom d' « élections du canapé ». Les partis politiques semblent être la cible prioritaire de la méfiance qui se manifeste dans l'ensemble des enquêtes d'opinion. Le discours anti-parti et même anti-politique est déjà présent dans les accusations de « partitocratie », de corruption ou dans les discours d'assimilation du type « tous pourris ». Ces tendances ne sont jamais devenues dominantes au point de produire une crise de légitimité générale. Elles démontrent plutôt, comme le souligne G. Voulgaris, l'existence et l'accumulation de tensions sociales même dans un cadre de prospérité[190].

Section 2. Dynamiques centrifuges au sein du bipartisme : un prélude à l'effondrement ?

[189] VOULGARIS G., *La Grèce de Metapolitefsi 1974-2009, op. cit.*, p. 333 ; VERNARDAKIS C. (dir.), *VPRC: Η κοινή γνώμη στην Ελλάδα 2007. Βουλευτικές εκλογές, κομματικό σύστημα, πολιτική κουλτούρα, Αριστερά-Δεξιά σήμερα [VPRC: l'opinion publique en Grèce 2007. Elections parlementaires, système de partis, culture politique, Gauche-Droite aujourd'hui]*, Athènes, Savvalas, 2008.
[190] VOULGARIS G., *La Grèce de Metapolitefsi 1974-2009, op. cit.*, p. 237.

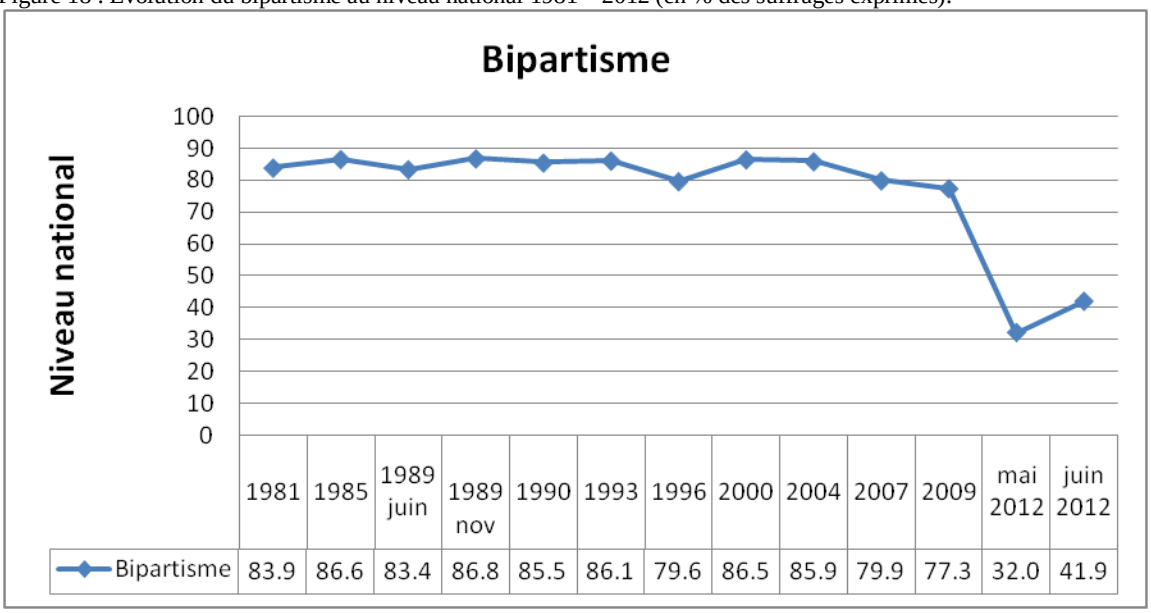
Malgré le caractère spectaculaire de l'effondrement de la configuration politique en 2012, des signes d'affaiblissement du bipartisme sont déjà présents lors des élections antérieures, celles de 2007 et de 2009. En 2007, la ND, au pouvoir depuis 2004, organise des élections anticipées afin d'avancer son agenda politique fondé sur un consensus rénové et élargi. Deux ans plus tard, en raison des différentes pressions exercées sur l'exécutif dans une conjoncture marquée par des crises internes et externes, le gouvernement de la ND organise à nouveau des élections anticipées en octobre 2009. Ces élections sont remportées par le PASOK qui gagne au niveau national, pour la première fois depuis les élections de 2000.

Au premier abord, ces deux élections reproduisent largement la configuration politique traditionnelle. Les deux concurrents pour le pouvoir rassemblent la majorité des suffrages, ils réussissent à former un gouvernement mono-partisan et nous assistons aussi une alternance entre les deux piliers du bipartisme. Cependant, ces élections sont aussi marquées par des signes qui remettent en question certaines propriétés durables du bipartisme. Ces signes se réfèrent à deux phénomènes principaux. Tout d'abord, les forces électorales du PASOK et de la ND suivent une tendance décroissante tant au niveau local que national. Par conséquent, le pourcentage cumulé des deux piliers du bipartisme se trouve en baisse par rapport aux décennies précédentes. L'affaiblissement de l'influence électorale des deux grands partis semble être davantage marqué dans les centres urbains de l'Attique. Deuxièmement, la baisse des pourcentages des partis gouvernementaux s'accompagne d'une consolidation des partis périphériques comme SYN et LAOS, ce qui entraîne un bouleversement tant dans la distribution des suffrages que dans celle des sièges au Parlement. Ces phénomènes, même s'ils se présentent d'une manière très nette à la fin des années 2000, s'inscrivent dans un cycle électoral plus large qui s'ouvre avec les élections de 1996 et continuent à un rythme ascendant tout au long des années 2000. La convergence alors du bipartisme traditionnel semble provoquer des mutations dans l'ensemble de la compétition politique, en bouleversant ainsi la disposition classique des rapports de force.

a) Le recul du bipartisme : une tendance durable ?

Le recul des pourcentages cumulés du PASOK et de la ND indique un affaiblissement plus général de la configuration bipartite : les élections de 2007 et de 2009 sont marquées à leur tour par un score historiquement bas du bipartisme. Conjointement au recul de la force électorale du PASOK et de la ND, le renforcement durable de l'abstention au niveau national constitue une dimension supplémentaire des forces centrifuges. En effet, parallèlement à la baisse de la popularité des partis de pouvoir, la part des abstentionnistes augmente de manière régulière au cours des années. Ces données, même si elles ne peuvent pas être prédictives du séisme électoral de 2012, démontrent cependant une tendance à la baisse qui est bien présente dans le corps électoral. En ce sens, la désaffection du corps électoral et le désalignement électoral concrétisent un sentiment de méfiance face aux partis politiques qui semble s'être installé depuis le milieu des années 1990.

Figure 18 : Évolution du bipartisme au niveau national 1981 – 2012 (en % des suffrages exprimés).



	1981	1985	1989 juin	1989 nov	1990	1993	1996	2000	2004	2007	2009	mai 2012	juin 2012
Bipartisme	83.9	86.6	83.4	86.8	85.5	86.1	79.6	86.5	85.9	79.9	77.3	32.0	41.9

Source : *Ministère de l'Intérieur*, notre élaboration.

La convergence des deux piliers du bipartisme semble produire ainsi des phénomènes de défection qui peuvent prendre plusieurs formes. Pour ce qui est du système de partis, les tendances centrifuges se cristallisent - par excellence - sur l'augmentation du nombre des partis qui revendiquent et réussissent à obtenir une représentation parlementaire. Le PASOK se trouve, encore une fois, au cœur des mutations électorales. En effet, déjà lors des élections de 2000, le

PASOK obtient une victoire très limitée face à la ND. Puis, les socialistes entrent dans une période de défaites successives. Les années 2000 constituent alors pour le PASOK une période de recul qui n'est que partiellement limité lors des élections de 2009. D'autre part, la ND ne profite que provisoirement du recul électoral des socialistes et elle semble traverser une crise stratégique depuis 2007, crise de plus en plus aiguë depuis les répercussions de la crise économique mondiale.

(1) La remise en cause du bipartisme au plan local

Les phénomènes observés au plan national se concrétisent aussi dans l'espace du Pirée avec l'affaiblissement général de la force électorale du bipartisme. Lors des élections de 2007 le PASOK obtient au Pirée A' 32,9 % des suffrages exprimés et la ND en recueille 39,4 %, ce qui leur fournit un pourcentage cumulé de 72,3 %. Au Pirée B' le PASOK recueille 37,9 % des suffrages alors que la ND en obtient 31,4 %. Leur pourcentage cumulé dans la périphérie du Pirée est ainsi de 69,3 % des suffrages exprimés. Cette répartition des forces électorales du bipartisme nous fournit les renseignements suivants : la force cumulée des deux partis varie autour de 70 % des suffrages et elle se présente légèrement plus affaiblie dans le Pirée B' qu'au Pirée A'. En outre, au niveau de la concurrence entre les deux partis, la ND dépasse le PASOK dans la ville du Pirée avec une différence de 6,5 points en sa faveur. Au contraire, au Pirée B', le PASOK arrive en tête de la circonscription en obtenant une différence identique par rapport à la ND, à savoir 6,5 points. Il faut noter aussi que lors de cette élection, le taux d'abstention au Pirée B' est de 27,1 tandis qu'au Pirée A' il atteint 31,9 %.

Les élections de 2009 présentent une image similaire du bipartisme au plan local, même si la force respective des deux partis est modifiée. Le PASOK obtient au Pirée 38,8 % des suffrages exprimés alors que la ND en obtient 30,6 %, ce qui donne un pourcentage cumulé de 69,4 %. Pour ce qui est du Pirée B', le PASOK obtient 44,3 % des suffrages exprimés, la ND 23 % de sorte que leur influence cumulée atteint 67,3 % des suffrages exprimés. Nous observons, par ailleurs, que la force cumulée des deux piliers du bipartisme subit une diminution de trois points dans la ville du Pirée et de deux points dans sa périphérie. Par conséquent, elle reste inférieure au 70 % des suffrages exprimés dans les deux circonscriptions. Ces scores constituent

des scores historiquement bas dans l'ensemble du Pirée depuis la consolidation du bipartisme en 1981.

En ce qui concerne la concurrence interpartisane, ces élections marquent une chute importante de la ND dans l'espace du Pirée qui ne doit pas être occultée par le faible recul du bipartisme dans son ensemble. Le pourcentage de la ND dans la ville du Pirée n'a pas de précédent historique et il faut revenir aux élections de 1981 pour retrouver un score similaire au Pirée B'. Ainsi, la différence entre les deux partis est de 8,2 points dans la ville du Pirée et elle grimpe à 21,3 points au Pirée B'. En outre, on observe en 2009 une augmentation du taux d'abstention dans l'ensemble du Pirée. Pour ce qui est de la ville du Pirée, l'abstention atteint 36 % des inscrits. Au Pirée B', l'abstention représente 30,7 % des inscrits, ce qui valide la tendance à la hausse observée dans l'ensemble du Pirée d'une élection à l'autre.

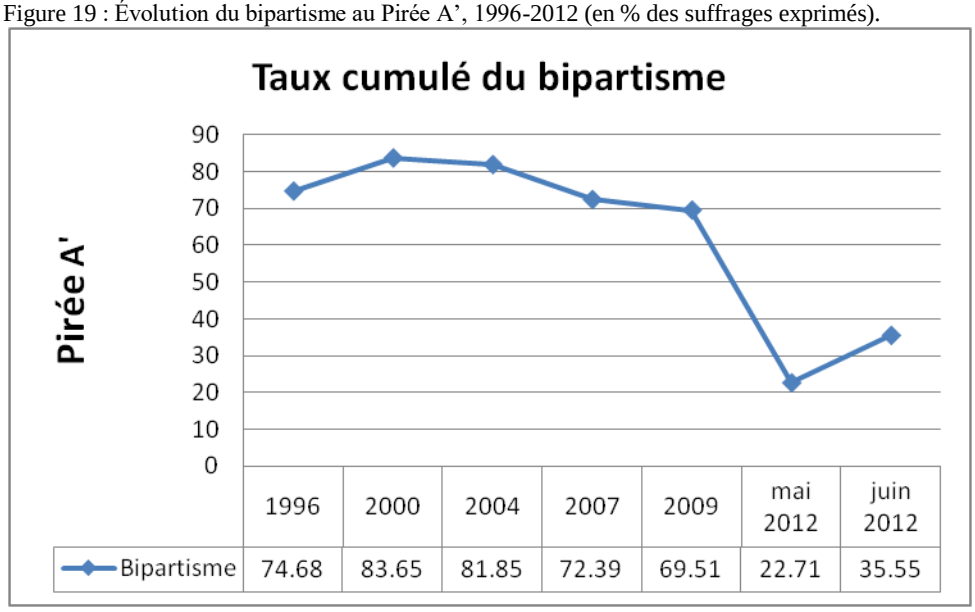
Le recul du bipartisme au Pirée, observé lors des élections de 2007 et de 2009, constitue donc une situation déjà présente avant son effondrement en 2012. Néanmoins, les deux élections organisées dans la deuxième moitié des années 2000 confirment et renforcent une tendance, celle de la diminution électorale des deux partis alternant au pouvoir, installée dans le corps électoral depuis le milieu des années 1990.

Tableau 20 : Évolution des scores électoraux du PASOK et de la ND au Pirée et Pirée B' (en % des suffrages exprimés).

Pirée A'	1996		2000		2004		2007		2009		mai 2012		juin 2012	
	%	Suffrages	%	Suffrages	%	Suffrages	%	Suffrages	%	Suffrages	%	Suffrages	%	Suffrages
PASOK	38.24	51003	42.35	54601	37.68	47850	32.91	36966	38.85	40308	8.19	8079	8.02	7686
ND	36.44	48595	41.3	53243	44.17	56099	39.48	44346	30.66	31811	14.52	14330	27.53	26374
Pirée B'	1996		2000		2004		2007		2009		mai 2012		juin 2012	
	%	Suffrages	%	Suffrages	%	Suffrages	%	Suffrages	%	Suffrages	%	Suffrages	%	Suffrages
PASOK	41.3	77099	45.94	86993	42.05	87624	37.93	74213	44.34	82637	8.16	14745	7.94	13841
ND	28.95	54057	33.34	63146	35.59	74165	31.4	61441	23.06	42978	9.77	17659	18.63	32476

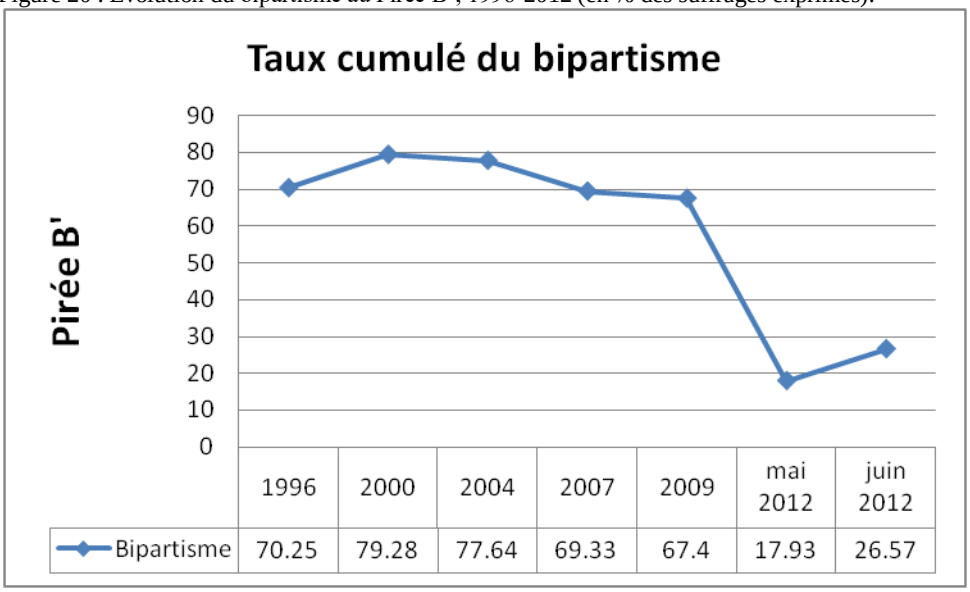
Source : *Ministère de l'Intérieur*, notre élaboration.

Figure 19 : Évolution du bipartisme au Pirée A', 1996-2012 (en % des suffrages exprimés).



Source : *Ministère de l'Intérieur*, notre élaboration.

Figure 20 : Évolution du bipartisme au Pirée B', 1996-2012 (en % des suffrages exprimés).



Source : *Ministère de l'Intérieur*, notre élaboration.

Les élections de 1996 marquent une baisse des performances électorales du PASOK et de la ND au-dessous de 80 %, un résultat qui rompt avec la force électorale cumulée des deux partis dans les territoires du Pirée. Pour ce qui est du Pirée A', c'est la première fois que les deux partis rassemblent respectivement moins de 40 % des suffrages exprimés. Comme nous l'avons déjà montré, le Pirée A' constitue une circonscription où aucun des deux partis ne peut prétendre à une primauté durable. Ce caractère de concurrence ouverte pour la victoire dans cette

circonscription, suivie par une forte concentration des voix entre les deux partis, explique entre autres choses les pourcentages élevés. Même si, lors des élections de 2000 et de 2004, le taux cumulé du bipartisme atteint ou dépasse légèrement 80 % des suffrages exprimés, confirmant ainsi le caractère bipolaire de la concurrence, la tendance observée plus largement est celle du recul, faible mais progressif, du bipartisme dans la ville du Pirée. Un recul qui s'illustre plus clairement lors des dernières élections de la décennie. Dans la deuxième circonscription du Pirée, le taux cumulé du bipartisme chute à 70,25 % en 1996 et il ne dépassera jamais plus 80 %. Les scores durablement élevés du PASOK dans son bastion électoral contribuent largement au maintien du bipartisme à des pourcentages élevés alors que la ND y trouve sa meilleure performance lors des élections de 2004, en obtenant 35,6 % des suffrages exprimés.

L'étude des résultats électoraux du PASOK nous montre une tendance à la diminution relative de son influence électorale tout au long des années 2000. Le PASOK obtient au Pirée lors des élections de 2000 54 601 voix en sa faveur. En 2004, il recueille 47 850 voix en sa faveur, en perdant ainsi 6 751 voix d'une élection à l'autre. Puis, en 2007, il obtient 36 966 suffrages, ce qui signifie une perte de 10 884 voix par rapport à 2004. En 2009, ayant remporté les élections, le parti obtient 40 308 voix, à savoir un nombre très légèrement supérieur à celui de 2007 et, évidemment, un score bien loin de sa performance au début de la décennie. Une image similaire se reproduit dans le Pirée B' où le PASOK obtient en 2004 87 624 voix en sa faveur. Ce nombre dépasse uniquement de 631 voix son score de 2000 et suit ensuite une tendance à la baisse : en 2007, le PASOK obtient 74 213 voix, il perd alors 13 411 électeurs d'une élection à l'autre. Puis en 2009, le PASOK recueille 82 637 voix en sa faveur. Ce nombre de voix lui procure largement la première place avec un pourcentage de 44,3 %, mais il reste inférieur au nombre des voix en sa faveur obtenues en 2004 et en 2007.

L'affaiblissement de l'influence électorale cumulée du PASOK et de la ND dans l'espace du Pirée est mieux saisi quand il est comparé avec la force cumulée des deux partis pendant la phase de la prédominance de la configuration bipartite au niveau local. Pendant la période qui s'ouvre avec les élections de 1981 et qui s'achève lors des élections de 1996, la concurrence partisane est structurée autour de ces deux partis qui obtiennent durablement autour de 80 % des suffrages exprimés dans les deux circonscriptions électorales du Pirée.

Tableau 21 : Évolution du bipartisme au Pirée A' et au Pirée B', 1981-1993 (en % des suffrages exprimés).

Pirée A'	1981	1985	1989 juin	1989 nov	1990	1993
PASOK	49.3	44.73	36.33	39.03	36.69	44.77
ND	31.2	40.59	44.65	46.26	48	38.64
Bipartisme	80.5	85.32	80.98	85.29	84.69	83.41
Pirée B'	1981	1985	1989 juin	1989 nov	1990	1993
PASOK	51.17	49.37	40.79	44.72	42.59	52.1
ND	23.1	29.7	34.15	35.55	37.62	28.84
Bipartisme	74.27	79.07	74.94	80.27	80.21	80.94

Source : *Ministère de l'Intérieur*, notre élaboration.

Le tableau ci-dessus nous montre que le taux cumulé des deux partis trouve durablement ses scores les plus élevés dans le Pirée A' où il varie entre 80,5 % et 85,3 %. Dans cette circonscription électorale, le parti qui remporte les élections au niveau national, arrive aussi en tête de la circonscription en obtenant des scores durablement supérieurs à 40 % des suffrages exprimés. Au Pirée B', les pourcentages cumulés du PASOK et de la ND varient entre 74,2 % et 80,9 % des suffrages exprimés, ce qui est largement dû à la – relativement — faible influence de la ND. En effet, la performance de la ND s'améliore lors des échéances où le parti occupe la première place au niveau national, comme c'est le cas des élections entre juin 1989 et 1990 ; cependant, même lors de sa meilleure performance, ses scores ne dépassent pas 37,6 % des suffrages exprimés, ce qui donne cette image différenciée du bipartisme d'une circonscription à l'autre.

(2) Abstention et convergence des électorats

Nous constatons que le retour du PASOK au pouvoir en 2009 constitue plutôt une diminution du rythme de son recul électoral, observé tout au long de la décennie, qu'une renaissance de son hégémonie passée. En outre, nous constatons que les pertes subies au niveau des votes ne sont pas toujours traduites en tant que telles dans le pourcentage final du parti, calculé sur les suffrages exprimés, et cela à cause de l'augmentation parallèle de l'abstention. Le tableau suivant nous offre une image de l'évolution de l'abstention chez l'électorat depuis 1981. Nous pouvons y constater une tendance stable d'augmentation du phénomène de l'abstention au fil des années, un phénomène qui se présente de manière plus aiguë depuis les années 2000.

Tableau 22 : Évolution de l'abstention 1981 – 2012 au niveau national.

	1981	1985	1989 juin	1989 nov	1990	1993	1996	2000	2004	2007	2009	mai 2012	juin 2012
Inscrits	7.059.808	8.010.627	8.302.412	8.425.212	8.453.695	8.972.360	9.140.742	9.372.541	9.897.626	9.918.917	9.929.065	9.945.859	9.947.876
Votants	5.753.478	6.423.096	6.669.228	6.799.485	6.698.591	7.019.360	6.978.656	7.026.527	7.571.601	7.354.877	7.044.761	6.476.743	6.216.427
Taux d'abstention	18,51%	19,82%	19,68%	19,30%	20,77%	21,77%	23,70%	25,10%	23,60%	25,90%	29,10%	34,90%	37,60%

Source : *Ministère de l'Intérieur*, notre élaboration.

Le taux d'abstention augmente sensiblement d'une décennie à l'autre. Au cours des années 1990 le taux d'abstention est renforcé de dix points, de sorte qu'aux élections de 2009, environ un tiers des inscrits sur les listes électorales s'abstient. Dans ce cadre, les taux d'abstention lors des doubles élections de 2012 se prêtent à une double lecture. D'une part, cette augmentation peut être lue sous l'angle d'un renforcement continu de l'abstention chez l'électorat, renforcement qui couvre l'ensemble des trois décennies observées. D'autre part, l'augmentation de l'abstention de 5,8 points entre 2009 et mai 2012, et de 8,5 points entre 2009 et juin 2012 donne un ordre de grandeur du nombre des abstentionnistes jusqu'ici inédit. Cette augmentation considérable du taux d'abstention est en lien avec les tendances centrifuges plus larges exprimées lors de ces élections. Cependant, cette sortie du corps électoral nous conduit aussi à questionner la polarisation du scrutin : nous observons que dans une conjoncture marquée par une offre politique polarisée autour du mémorandum et de ses enjeux, une partie de l'électorat reste détachée du climat d'urgence qui prime dans les discours politiques et médiatiques.

Les mêmes tendances s'expriment aussi au niveau local : l'augmentation de l'abstention reste une donnée persistante dans la distribution des forces électorales. L'augmentation progressive de l'abstention dans l'ensemble du Pirée réduit en même temps la part des suffrages exprimés par rapport au nombre des inscrits, de sorte qu'un score similaire du parti au niveau du nombre des voix obtenues, comme c'était le cas des élections de 2007 et 2009, se traduit par une augmentation de son pourcentage sur les suffrages exprimés, ce qui contribue à donner une fausse image de la force effective du parti.

Tableau 23 : Évolution de l'abstention au Pirée et au Pirée B' 1996-2012 (en % des inscrits).

Abstention	1996	2000	2004	2007	2009	mai 2012	juin 2012
Pirée A'	28.8	28.2	26.9	31.9	36	37.6	40.3
Pirée B'	22.7	22.2	23.6	27.1	30.7	32.3	35.7

Source : *Ministère de l'Intérieur*, notre élaboration.

En effet, lors de la période qui s'ouvre avec les élections de 1996, la part de l'abstention connaît une tendance à la hausse dans les deux circonscriptions du Pirée, tout en étant relativement plus forte dans le Pirée A' que dans le Pirée B'. Cette différence semble défier dans un premier temps la conception classique de la distribution des comportements d'abstentionnisme en fonction de la catégorie socioprofessionnelle. Plusieurs travaux ont souligné que la politisation, à savoir l'intérêt accordé à la politique selon l'expression de D. Gaxie[191], est liée à la compétence politique, c'est-à-dire l'aptitude à se positionner dans l'espace politique, à reconnaître les différences entre les partis politiques, à pouvoir justifier son positionnement et à pouvoir déchiffrer le langage politique[192]. En ce qui la concerne, la compétence politique est inégalement distribuée en fonction de la place des individus dans la hiérarchie sociale, ce qui tend à transformer les inégalités sociales en inégalités de politisation[193].

Cependant, postuler un lien direct entre la position dans la hiérarchie sociale et l'acte d'abstention occulterait tout d'abord les dynamiques qui s'expriment dans la composition sociale de l'ensemble du Pirée lors des années de croissance économique : les processus de désindustrialisation et l'augmentation de la part du tertiaire dans la structure de l'économie locale entraînent des phénomènes de mobilité sociale tant dans la ville du Pirée, qui est loin de constituer un ensemble socialement homogène, que dans le Pirée B', où émergent des nouvelles couches salariales, de petits commerçants et d'autoentrepreneurs comme l'atteste le recensement de 2011[194]. En outre, à côté des dynamiques sociales, il faut noter aussi l'influence de mécanismes comme l'identification partisane et le poids des traditions politiques qui, s'exprimant comme des micropressions dans un espace local relativement structuré, sont largement répandus dans la persistance du vote pro-socialiste et pro-communiste dans le Pirée B'. Comme le montrent C. Braconnier et J.-Y. Dormagen dans leur enquête dans une banlieue populaire parisienne, ce type de pressions peut constituer aussi des freins à l'abstention et

[191] GAXIE D., « Le cens caché », *Réseaux*, 1987, vol. 5, n° 22, p. 31.
[192] LAGROYE J., B. FRANÇOIS, et F. SAWICKI, *Sociologie politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012, p. 344.
[193] GAXIE D., « Le cens caché », *op. cit.*, p. 36.
[194] Voir aussi BENOIT-GUILBOT O., L. MARATOU-ALIPRANTI, V. PAPLIAKOU, et E. SOROKOS, *Processus de transformation sociale au Pirée*, *op. cit.*, p. 147-200 pour les années 1990 ; Pour des données issues du recensement de 2001, voir notamment MAKRIDIS G., *Classes populaires et politique*, *op. cit.*, p. 96–115 qui défend l'émergence des « nouvelles couches populaires ».

confère à l'acte du vote un caractère social, relevant de plusieurs types d'appartenances et de rationalités[195].

Le recul relatif du bipartisme en termes quantitatifs, observé tout au long des années 2000, se conjugue à un autre mouvement souterrain qui entraîne des transformations qualitatives de la base électorale des deux partis. La caractéristique centrale de ce mouvement est le dépassement des frontières entre les électorats privilégiés du PASOK et de la ND. Ce phénomène, sous-jacent tout au long de la période qui s'ouvre avec les élections de 1996, atteint son sommet lors des élections de 2000. Cette transformation des électorats désigne selon C. Vernardakis, les contours d'un bipartisme convergent[196].

Tableau 24 : Influence électorale (en % des suffrages exprimés) du PASOK et de la ND dans le Pirée B' et la zone ouest de l'Attique.

Pirée B'	1993	1996	2000	2004	2007	2009
PASOK	52.1	41.3	45.94	42.05	37.93	44.34
ND	28.84	28.95	33.34	35.59	31.4	23.06
Ecart	23.26	12.35	12.6	6.46	6.53	21.28
Zone ouest	1993	1996	2000	2004	2007	2009
PASOK	51	40.8	45.8	41.8	37.5	43.8
ND	28.2	27.3	32.1	35.4	30.6	22.6
Ecart	22.8	13.5	13.7	6.4	6.9	21.2

Source : Koustenis P., « Déstructuration et restructuration des identifications partisanes », *op. cit.,* p. 90 et *Ministère de l'Intérieur*, notre élaboration.

La diminution de la différence entre les deux partis au Pirée B' s'accompagne d'un mouvement simultané, à savoir l'affaiblissement relatif de l'influence électorale du PASOK et le renforcement parallèle de la ND. Les scores du PASOK dans son bastion électoral suivent une tendance à la baisse depuis les élections de 1996, marquées par la mort de son leader historique et l'arrivée à la tête du parti de C. Simitis, chef de l'aile modernisatrice du parti. Le pourcentage de 52,1 % obtenu en 1993 semble désormais lointain, la force électorale du parti se stabilise dans la première moitié des années 2000 autour de 40 %, avant qu'elle ne chute en dessous de ce seuil, lors des élections de 2007. Au contraire, nous observons qu'à partir des années 2000, la ND arrive à pénétrer le noyau dur de l'électorat socialiste en augmentant ses scores dans les quartiers populaires du Pirée : son influence se stabilise autour de 30 % et elle arrive même à

[195] BRACONNIER C. et J.-Y. DORMAGEN, *La démocratie de l'abstention: aux origines de la démobilisation électorale en milieu populaire*, Paris, Gallimard, 2007.
[196] VERNARDAKIS C., « Les élections grecques d'avril 2000 : Le cas d'un bipartisme convergent », *op. cit.,* p. 151-–152.

atteindre 35,5 % en 2004. Même si les scores du PASOK dans cette circonscription lui confèrent de manière stable la première place, la trajectoire des deux partis semble suivre des chemins inverses.

Ce mouvement de déplacement électoral n'est pas propre au Pirée. Au contraire, il se réalise de manière presque identique en Attique. La diminution de la différence électorale entre les deux partis concerne l'ensemble des quartiers populaires de l'Attique, comme l'atteste aussi l'évolution de leur influence respective dans la zone ouest du bassin. Là aussi, l'influence des socialistes varie autour de 40 %, et elle subit un recul supplémentaire en 2007, quand le parti obtient 37,9 des suffrages exprimés. La ND pour sa part, réussit à obtenir des scores supérieurs à 30 % des suffrages exprimés.

Cette trajectoire opposée des deux partis dans l'espace urbain de l'Attique est complétée par le renforcement du PASOK dans les quartiers habités davantage par des catégories socioprofessionnelles élevées. Comme le note C. Vernardakis, le PASOK renforce son influence électorale entre 1993 et 2000 dans les quartiers bourgeois de la capitale. Ainsi, dans les municipalités de Filothei et de Psihiko de la zone nord-est de l'Attique, le PASOK obtient en 2000, 33,5 % et 34,4 %, augmentant ainsi son influence de 16 et 15,4 points respectivement par rapport aux élections de 1993[197]. Cette tendance à la hausse est seulement remise en cause lors des défaites électorales successives de 2004 et de 2007.

Nous constatons ainsi que le tournant du PASOK vers le projet modernisateur, mis en œuvre depuis 1996, est marqué par des mouvements électoraux différenciés de sa base électorale. Le déplacement du parti vers des positions en conformité avec le modèle libéral de l'économie de marché et les normes européennes est marqué par une certaine redistribution de son influence dans les centres urbains. La prédominance du parti dans les couches populaires n'est pas remise en cause, cependant, son influence diminue dans les couches qui semblent être plus exposées au processus d'européanisation du pays. Le PASOK subit ainsi des pertes nettes chez les ouvriers, les chômeurs ou les femmes au foyer. En revanche, il réussit à augmenter son influence chez les professions libérales, les hommes d'affaires et les cadres du privé, à savoir les catégories qui se présentent comme les plus aptes à suivre et à profiter des politiques mises en œuvre et du développement du pays[198].

[197] *Ibid.*, p. 153.
[198] FEATHERSTONE K. et D. PAPADIMITRIOU, *Les limites de l'européanisation*, *op. cit.*

Dans ce cadre, la convergence idéologique et programmatique du PASOK avec la ND, effectuée dans un cadre marqué par le renforcement du pays dans la division internationale du travail, l'augmentation des flux de ressources et le passage à une monnaie forte, contribue, aussi, à la diminution relative de l'écart socio-économique qui caractérise historiquement la base électorale des deux piliers du bipartisme. Cette convergence électorale, réalisée lors des années de croissance, est largement remise en cause en 2012, lorsqu'une des propriétés de la nouvelle configuration émergente réside en une distribution opposée de l'influence électorale entre les deux partis en tête, en fonction des catégories socio-économiques de la population.

b) De nouveaux entrants dans l'arène électorale

Le passage de trois à cinq partis au sein du Parlement constitue peut-être le signe le plus tangible de la transformation de la dynamique de la concurrence politique. Par conséquent, bien avant l'éclatement de la configuration bipartite en 2012, nous observons une ouverture relative du jeu pour l'obtention de sièges et la consolidation des nouveaux acteurs tant au plan local que national ; ce processus trouve ses origines dans les élections de 1996 et se poursuit depuis les années 2000 de façon que celui-ci rompt avec la configuration bipartite « figée » des années 1980.

Tout au long des années 1980, et jusqu'aux élections de 1993, le système de partis présente une stabilité remarquable : trois partis, à savoir le PASOK, la ND et le KKE se partagent la majorité quasi absolue des suffrages tant au niveau local que national et obtiennent la totalité des sièges en jeu, monopolisant ainsi la représentation parlementaire[199]. Cependant, au sein de ce tripartisme, la concurrence pour le pouvoir reste durablement bipolaire, la dynamique pour la conquête du pouvoir se joue exclusivement entre le PASOK et la Nouvelle Démocratie, ce qui met en évidence le bipartisme. Ce sont ces deux partis qui alternent au pouvoir et se partagent la majorité absolue des votes et la majorité absolue des sièges au sein du parlement. Le taux cumulatif de leur influence électorale dépasse les 80 % des suffrages exprimés.

Nous avons déjà constaté que des signes de désalignement ont affecté le système de partis en Grèce avant le séisme électoral de 2012, sans que ceux-ci puissent être corrélés directement à la chute du bipartisme. Cependant, il est à noter que les modifications survenues dans l'économie globale de la compétition politique, cristallisées dans le processus de convergence des deux partis établis, ont entraîné des mouvements tantôt sous-jacents, tantôt plus directs dans l'arène électorale. L'aspect le plus visible concerne l'affaiblissement du bipartisme à la suite des défaites successives du PASOK depuis 2004, des défaites qui s'interrompent seulement lors de la chute électorale de la ND, enregistrée en 2009. En ce sens, les élections de 2009, sont marquées par des résultats historiquement bas du bipartisme dans l'espace urbain de l'Attique. Ce recul durable du PASOK et de ND dans les couches populaires de la capitale nous renseigne aussi sur le désalignement progressif, et de masse en 2012, des populations identifiées comme les plus

[199] NIKOLAKOPOULOS I., « L'influence électorale des forces politiques », *op. cit.*, p. 203.

touchées par le développement inégal que le pays a connu depuis le milieu des années 1990, et les plus exposées aux répercussions immédiates des programmes d'ajustement.

La convergence entre le PASOK et ND a aussi conditionné, tout au long des années 1996-2009, l'émergence et la stabilisation des partis issus des deux camps historiques à savoir LAOS et SYRIZA, qui défient les choix stratégiques proposés par les partis du gouvernement. Les partis mineurs d'opposition se trouvent en phase d'augmentation de leurs effectifs tout au long de la période examinée. Cette progression n'est que très peu affectée par la montée du PASOK au pouvoir en 2009. L'arrivée de nouveaux entrants sur la scène politique manifeste aussi, pour chacun des partis à sa façon, une méfiance face à la gestion gouvernementale, ainsi que face aux processus d'européanisation et de globalisation gérés par les deux partis alternant au pouvoir, ce qui renforce les accusations de collusion et de cartellisation du système politique.

Pour ce qui est de SYRIZA, cette position s'exprime par une mise en avant des valeurs postmatérialistes, en rupture avec les choix stratégiques du KKE et plus largement avec la tradition de la gauche grecque. Ce positionnement est accompagné d'un investissement fort sur les mouvements sociaux émergents, comme celui de l'antiglobalisation par excellence. De l'autre côté, LAOS met en avant des enjeux autour de l'identité nationale dans le cadre de l'européanisation et des flux d'immigration, deux phénomènes qui semblent constituer la matrice du renouveau de l'extrême droite européenne. En ce sens, il faut souligner que l'affaiblissement du bipartisme enregistré lors des différentes échéances électorales exprime des transformations sous-jacentes plus profondes. Comme le précise C. Vernardakis, « *Le bipartisme post-dictatorial n'a pas constitué une simple somme électorale des deux partis du pouvoir, mais il a constitué l'instrument politique fixe de fonctionnement du système politique* [200] ». Ce sont alors ces transformations de longue durée, qui, conjuguées au contexte critique de l'ajustement économique et structurel, ont conditionné tant la chute du bipartisme traditionnel que la fin de la configuration politique établie.

Au niveau national, l'affaiblissement du bipartisme et l'entrée de nouveaux acteurs sont confirmés par l'évolution de la force électorale des partis en concurrence et par la composition du Parlement. Celui-ci comprend depuis 2000 quatre partis, auxquels s'ajoute LAOS depuis

[200] VERNARDAKIS C., « Από το δικομματισμό στον πολυκομματισμό; Η πολιτική και ιδεολογική γεωγραφία του νέου κομματικού συστήματος [Du bipartisme au multipartisme? La géographie politique et idéologique du nouveau système de partis] », *G. KONSTANTINIDIS, N. MARANTZIDIS et T. PAPPAS (dir.), Partis et politique en Grèce. Les évolutions contemporaines*, Athènes, Kritiki, 2009, p. 138.

2007. La dynamique de la concurrence est, alors, largement bousculée au-delà du bipartisme traditionnel. Les défaites électorales successives du PASOK esquissent, pour le pilier prédominant du bipartisme, le cadre d'une crise prolongée qui concerne le niveau du leadership, la question de l'organisation partisane, et finalement, la question de l'identité elle-même du parti. L'alternance gouvernementale en 2009, marquée par la désertion des urnes de 2 884 304 électeurs, par la chute considérable de la ND, jusqu'alors au pouvoir, et par la consolidation des autres partis, est loin de reproduire les propriétés traditionnelles du bipartisme.

Tableau 25 : Évolution électorale au niveau national, 2000-2009.

Résultats nationaux	2000	2004	2007	2009
PASOK	43.79	40.55	38.10	43.92
ND	42.74	45.36	41.84	33.47
KKE	5.52	5.90	8.15	7.54
SYN-SYRIZA	3.20	3.26	5.04	4.60
DIKKI	2.69	1.79		
LAOS		2.19	3.08	5.63
Abstention	25.10%	23.60%	25.90%	29.10%
Sièges au Parlement	2000	2004	2007	2009
PASOK	158	116	102	160
ND	125	166	152	91
KKE	11	12	22	21
SYN-SYRIZA	6	6	14	13
LAOS	0	0	10	15

Sources : *Ministère de l'Intérieur*, notre élaboration.

(1) Les élections de 1996 comme tournant ?

La caractéristique centrale qui accompagne le recul du bipartisme consiste en l'implantation électorale, depuis 1996, de nouveaux entrants, qui sont, soit des partis nouvellement formés, soit des partis qui avaient, au préalable, une force marginale. Dans un premier temps, la convergence entre le PASOK et la ND a eu comme résultat la formation de scissions qui s'implantent électoralement depuis 1996, bouleversant ainsi les rapports de force électoraux traditionnels. Le parti DIKKI en 1996, et, de manière plus stable, le parti LAOS à partir de 2004, font leur apparition sur la scène politique locale et se disputent des sièges dans les deux circonscriptions électorales du Pirée. En même temps, dans le cadre du bipartisme convergent, SYRIZA réussit à augmenter et consolider sa présence dans l'arène locale comme nationale.

Tableau 26 : Résultats électoraux et répartition des sièges au Pirée et Pirée B', en 1996.

Elections 1996	Pirée A'	Sièges	Pirée B'	Sièges
PASOK	38.24	3	41.3	6
ND	36.44	3	28.95	1
KKE	5.96		10.14	
SYN-SYRIZA	7.18	1	7.33	
DIKKI	5.46		6.14	1
Aube Dorée	0.14		0.08	

Sources : *Ministère de l'Intérieur*, notre élaboration.

La distribution des forces électorales au niveau local présente alors, tout au long des années 2000, parallèlement à l'affaiblissement des deux partis de pouvoir, une augmentation du nombre des partis qui revendiquent de manière constante les sièges en jeu. Lors des élections de 1996 se manifestent, dans la répartition des forces électorales des partis politiques dans l'ensemble du Pirée, des modifications qui s'ajoutent aux propriétés stables de la concurrence au niveau local. La distribution des forces électorales est marquée, outre l'affaiblissement des scores cumulés du PASOK et de la ND, par les scores élevés obtenus par DIKKI et l'amélioration de l'influence électorale des partis de la gauche communiste. Au Pirée A', le PASOK et la ND obtiennent des scores assez proches, ce qui conduit à une différence de deux points entre eux. Au Pirée B', la différence en faveur du PASOK est de 12,4 points. Cependant, cette différence indique une diminution de l'écart entre les deux partis par rapport aux élections de 1993, où le PASOK dépassait la ND de 23,2 points dans cette circonscription.

Tableau 27 : Résultats électoraux et composition du Parlement en 1996.

Elections 1996	%	Sièges
PASOK	41.49	162
ND	38.12	108
KKE	5.61	11
SYN-SYRIZA	5.12	10
DIKKI	4.43	9
Aube Dorée	0.07	0

Sources : *Ministère de l'Intérieur*, notre élaboration.

Ce phénomène se retrouve pour l'ensemble de l'influence des deux partis dans le bassin de l'Attique : lors des élections de 1996, nous constatons, pour la première fois, un transfert important des électeurs entre les deux partis, transfert qui correspond à 81 000 voix en faveur du

PASOK issues de la ND, et 88 000 voix en faveur de la ND issues du PASOK[201]. Cependant, ce déplacement est différencié socialement : le PASOK se renforce électoralement dans les quartiers bourgeois de l'Attique et il perd une partie de son électorat populaire, alors que la ND recule dans ses bastions traditionnels, tout en maintenant ou améliorant ses scores dans les quartiers petits-bourgeois et populaires[202]. Les élections de 1996 marquent le point de départ des bouleversements internes du bipartisme.

Le transfert des électeurs entre le PASOK et la ND est accompagné d'une volatilité électorale plus large, qui intervient, principalement, en faveur des partis issus du PASOK et de la ND et deuxièmement, en faveur des partis d'origine communiste qui ont réussi à drainer une part de l'électorat, en augmentant leurs scores par rapport au choc électoral de 1993 qui a suivi la dissolution de Synaspismos Uni. Pour ce qui est du Pirée, le parti DIKKI fait son apparition dans les deux circonscriptions électorales en obtenant 5,6 % et 6,1 % des suffrages au Pirée A' et au Pirée B' respectivement. La scission effectuée au sein du PASOK semble être confirmée au niveau électoral, dans la mesure où DIKKI réussit à dépasser largement le seuil de 3 % dans les bastions socialistes et à y élire des députés. Dans les deux cas, à savoir aussi bien au niveau local que national, DIKKI consolide son influence grâce aux voix des anciens électeurs socialistes qui constituent 65 % de l'électorat du nouveau parti au niveau national[203]. De cette manière, le changement de direction et d'idéologie effectué au sein du PASOK a été accompagné, dans un premier temps, d'un déplacement des électeurs vers les autres partis de gauche, ce qui est attesté aussi par la performance du KKE et de SYN qui consolident leurs scores nationaux autour de 5 % des suffrages exprimés.

Finalement, les élections de 1996, marquées par le changement de direction des deux grands partis et le début du virage modernisateur pour le PASOK, se caractérisent par la consécration de l'affaiblissement de la force totale du bipartisme, l'émergence des petits partis à la périphérie du bipartisme et la mobilité électorale. Par conséquent, lors des élections de 1996, nous constatons, au total, l'apparition de cinq partis qui réussissent à dépasser le seuil électoral de 3 % et donc à obtenir des députés. En outre, les élections de 1996 marquent aussi l'émergence d'un comportement critique qui se manifeste tant à travers les sondages d'opinion que par

[201] MAVRIS G., « Οι τάσεις αποδόμησης / μετασχηματισμού του μεταπολιτευτικού κομματικού συστήματος [Les tendances de destructuration / transformation du système de partis d'après-1974] », *Revue Hellénique de Science Politique*, 1997, n° 9, p. 191.
[202] *Ibid.*, p. 192–193.
[203] *Ibid.*, p. 187.

l'accroissement du nombre des votes blancs ou nuls, ou, finalement, par l'augmentation de l'abstention.

Pour ce qui est du PASOK, nous constatons que le virage idéologique et le changement de direction lui offrent dans un premier temps la possibilité de gagner les élections de 1996 et d'affirmer sa prédominance. En effet, le PASOK, sous sa nouvelle direction, prolonge son assise au pouvoir jusqu'en 2004. Cette victoire, marquée par l'augmentation de la popularité des socialistes dans les classes moyennes et supérieures de la population, confirme l'élargissement de la base électorale du PASOK qui rend le parti beaucoup plus pluraliste par rapport au passé. La victoire confirme aussi le consensus élargi qui profite à la nouvelle équipe dirigeante des modernisateurs dans la bataille intra et interpartisane[204]. Néanmoins, sous les effets de la convergence idéologique et programmatique, le PASOK semble perdre des électeurs qui s'orientent, dorénavant, tant vers la ND que vers les autres partis de la gauche. Le désalignement d'une partie de l'électorat socialiste semble s'affirmer de façon plus durable et plus large, ce qui traduit aussi les limites du projet de modernisation, tant au niveau partisan que gouvernemental.

(2) L'apparition d'une configuration multipartite dans les années 2000

Les années 2000 inaugurent une nouvelle configuration avec la présence et la stabilisation de SYN et de LAOS, qui s'ancrent respectivement dans les pôles de gauche et de droite, tirant ainsi profit de la volatilité du corps électoral et du recul relatif des deux piliers du bipartisme. Au niveau local, nous observons, d'abord, l'augmentation tant du nombre des partis en compétition que des résultats électoraux obtenus par les partis en dehors du bipartisme. L'étude de la trajectoire de ces partis dans l'espace du Pirée nous offre, alors, une image plus complète des mutations survenues au sein du bipartisme convergent.

[204] VOULGARIS G., *La Grèce de Metapolitefsi 1974-2009, op. cit.* ; VERNARDAKIS C., *Partis politiques, élections et système de partis, op. cit.*

Tableau 28 : Résultats électoraux au Pirée A' et au Pirée B', 2000-2009
(En % des suffrages exprimés).

Pirée A'	2000	2004	2007	2009
PASOK	41.9	37.57	32.57	38.88
ND	43.21	46.18	42.34	32.97
KKE	5.4	5.87	8.95	8.11
SYN-SYRIZA	4.01	3.92	6.76	5.83
DIKKI	2.67	2.13		
LAOS		3.01	5.24	7.56
Aube Dorée				0.51
Pirée B'	2000	2004	2007	2009
PASOK	45.94	42.05	37.93	44.34
ND	33.34	35.59	31.4	23.06
KKE	9.76	11.06	14.55	12.88
SYN-SYRIZA	4.53	3.97	6.41	5.69
DIKKI	3.37	2.61		
LAOS		3.27	5.52	7.58
Aube Dorée				0.5

Sources : *Ministère de l'Intérieur*, notre élaboration.

Tableau 29 : Distribution des sièges au Pirée A' et au Pirée B' 2000-2009.

Pirée A'	2000	2004	2007	2009
PASOK	4	1	1	2
ND	3	4	2	1
KKE		1	1	1
SYN-SYRIZA			1	1
LAOS			1	1
Pirée B'	2000	2004	2007	2009
PASOK	6	3	3	3
ND	1	4	2	2
KKE		1	1	1
SYN-SYRIZA	1		1	1
LAOS			1	1

Sources : *Ministère de l'Intérieur*, notre élaboration.

La stagnation, voire le recul des pourcentages du PASOK, au Pirée, s'accompagne d'un transfert des électeurs socialistes tant vers la ND que vers les autres partis de la gauche. Le glissement des électeurs entre le PASOK et la ND renforce la thèse de la volatilité accrue des électorats suite à l'atténuation du clivage gauche - droite. D'une part, le recul des socialistes au niveau local favorise des déplacements de voix au profit des partis de gauche qui arrivent à presque doubler leur influence dans cette période examinée, en obtenant des scores particulièrement élevés lors des élections de 2007 : le KKE obtient presque 9 % des voix au

Pirée et 14,5 % au Pirée B', tandis que SYRIZA recueille respectivement 6,7 % et 6,4 % des suffrages exprimés.

En 2009, la poussée relative du PASOK dans les deux circonscriptions ralentit ce mouvement à la hausse du KKE et de SYRIZA. Néanmoins, leurs scores démontrent une remise en cause de la distribution classique de la gauche dans l'ensemble du Pirée. De plus, la différence entre la force électorale de ces deux partis au Pirée A' (2,19 points) et au Pirée B' (8,14 points), signale que les deux partis d'origine communiste ne partagent pas la même base électorale. Comme le souligne P. Koustenis, même si le KKE maintient sa base traditionnelle dans les couches populaires de l'Attique, la force de SYRIZA est davantage concentrée sur les zones habitées par les classes moyennes et supérieures, phénomène visible depuis 2004[205].

Parallèlement, le parti LAOS réussit à imposer sa présence dans l'arène locale avec une force électorale ascendante qui va de 3 % des suffrages exprimées en 2004 à 7,5 % en 2009, ce qui lui offre d'ailleurs la possibilité d'obtenir un député dans les deux circonscriptions électorales depuis 2007. LAOS présente une force électorale équilibrée entre les deux circonscriptions, fait qui le distingue par rapport à la distribution électorale traditionnelle de la ND. De plus, avec ses scores élevés au Pirée B', il réussit à pénétrer le noyau dur de l'électorat de gauche, en confirmant ainsi la fluidité des déplacements autour de l'axe gauche – droite. En ce sens, l'implantation de l'extrême droite dans l'ensemble du Pirée est un phénomène antérieur à la montée d'Aube Dorée. Cela nous incite à réfléchir, entre autres choses, à la formation et consolidation d'une base électorale prompte tant au discours xénophobe et ethnocentrique qu'à une attitude de stigmatisation des deux piliers du bipartisme. Ces comportements politiques, couplés avec un travail politique en liaison avec la crise économique de la part d'Aube Dorée, constituent la base de la multiplication de son audience et de son électorat en 2012.

Examinés dans une perspective de longue durée, les signes de l'affaiblissement du bipartisme traversent l'histoire électorale des deux dernières décennies, sans que cela suffise pour concevoir le séisme électoral de 2012 comme le prolongement logique et nécessaire des mutations antérieures. La convergence entre PASOK et ND, l'affaiblissement du taux global du bipartisme, la consolidation des nouveaux partis et la hausse de l'abstention sont des phénomènes qui constituent plutôt le substrat sur lequel s'effectuent les déplacements électoraux

[205] KOUSTENIS P., « ΚΚΕ και ΣΥΡΙΖΑ στο Λεκανοπέδιο : δύο ξένοι στην ίδια πόλη [KKE et SYRIZA dans le bassin d'Attique : deux étrangers dans la même ville] », *Revue Hellénique de Science Politique*, 2008, n° 31, p. 82–99.

massifs de 2012 et non les raisons ultimes qui d'une certaine manière déterminent les évolutions électorales et politiques. Dans ce cadre, nous nous appuyons sur l'histoire électorale du pays, que la multiplication des partis exprime surtout une propension à la scission, facilitée par la conjoncture. La propension à la scission est, comme nous venons de le montrer, un phénomène déjà existant dans le système de partis, depuis le milieu des années 1990. Il ne s'agit pas d'une nouveauté inventée en 2012. Or, pendant la période 2010-2012, différentes fractions au sein du PASOK et de la ND trouvent l'opportunité de s'autonomiser et de survivre en politique en quittant les partis matrices qui traversent d'ailleurs une période de contestation. La différence avec le passé est basée sur l'ampleur que prend le phénomène des scissions, une différence qui s'explique à notre avis par la dévalorisation que subissent les partis établis. Par conséquent, alors que dans le passé, le recours à la scission est marginal et les chances de persister sont plutôt médiocres, lors des élections de 2012, les scissions se présentent de manière dynamique. Ce phénomène nous incite à examiner par la suite les effets du séisme électoral sur le champ politique en s'intéressant en particulier à la persistance ou non des élites politiques dans un cadre de mutation des étiquettes politiques.

Section 3. Profil des élus et sources de promotion : traits de stabilité

Examiné sous l'angle de la composition sociale et des types de carrière, le profil du personnel politique manifeste une grande stabilité au cours de la Troisième République. Le champ politique présente, alors, de fortes modalités de reproduction, au sein desquelles les partis politiques jouent un rôle primordial. Cette image n'est que partiellement remise en cause en 2012, fait qui nous incite à mieux saisir l'ampleur et les limites du séisme électoral de 2012.

Pour ce qui est de la région du Pirée, les doubles élections de 2012 marquent un renouvellement des personnes élues, dans la mesure où l'effondrement du PASOK et la montée de nouveaux partis ont écarté les députés traditionnels en faveur de nouveaux élus, et cela dans les deux circonscriptions électorales. En ce qui concerne la ville du Pirée, on trouve, en mai 2012, trois nouveaux entrants sur un total de six sièges disputés. Lors des élections de juin 2012, le nombre total des députés élus pour la première fois en 2012 est de quatre sur six, puisque le seul changement par rapport à mai est l'obtention d'un siège par un nouveau candidat de ND aux dépens du siège occupé par le représentant du KKE. Par conséquent, lors des deux

élections, les six sièges sont partagés au total entre sept différents élus, dont quatre pour la première fois en 2012. Nous observons, alors, que dans la ville du Pirée le taux de renouvellement des députés par rapport à 2009 approche les 60 %. Il est alors intéressant d'observer le parti d'origine de ces nouveaux députés. La moitié d'entre eux est issue de ND et les autres se répartissent entre DIMAR et Aube Dorée. Au contraire, SYRIZA et KKE réélisent des députés sortants, alors que le député d'ANEL est un ex-député de la ND au Pirée. Cela nous montre que le morcellement opéré au niveau de la représentation des partis n'est pas suivi d'un bouleversement total des personnes qui briguent les postes en jeu.

Pour ce qui est du Pirée B', on retrouve, en mai, trois nouveaux entrants sur un total de huit sièges disputés. Lors des élections suivantes, le nombre des députés élus pour la première fois en 2012 reste le même, on décompte alors les mêmes trois nouveaux députés. Le seul changement entre les élections de mai et de juin est l'attribution d'un siège supplémentaire à ND, aux dépens du siège obtenu par le représentant du PASOK. Par conséquent, lors des deux élections, les sept sièges sont partagés par un nombre total de neuf personnes différentes, dont trois sont élues pour la première fois en 2012. Le taux de renouvellement au Pirée B' par rapport aux élections de 2009 est alors de 33,3 %, inférieur à la moitié des effectifs. Ces trois nouveaux entrants appartiennent respectivement à SYRIZA (qui fait élire aussi un député sortant), Aube Dorée et DIMAR respectivement. Le PASOK (en mai), ND et le KKE voient réélire des députés sortants lors des deux élections, alors que le député d'ANEL est un ex-député de ND, ce qui relativise l'ampleur du renouvellement dans cette circonscription.

Les données issues de l'ensemble du Pirée sont indicatives de l'image observée au niveau national, où les députés qui sont élus pour la première fois en 2012, représentent la moitié des effectifs parlementaires en juin 2012. La chute du PASOK marque une diminution générale du nombre des députés socialistes occupant un poste depuis 2009. À titre indicatif, les socialistes obtiennent, en 2009, cinq des quatorze sièges de l'ensemble du Pirée, à savoir 35,7 % des sièges en jeu, et se retrouvent sans représentation parlementaire en juin 2012.

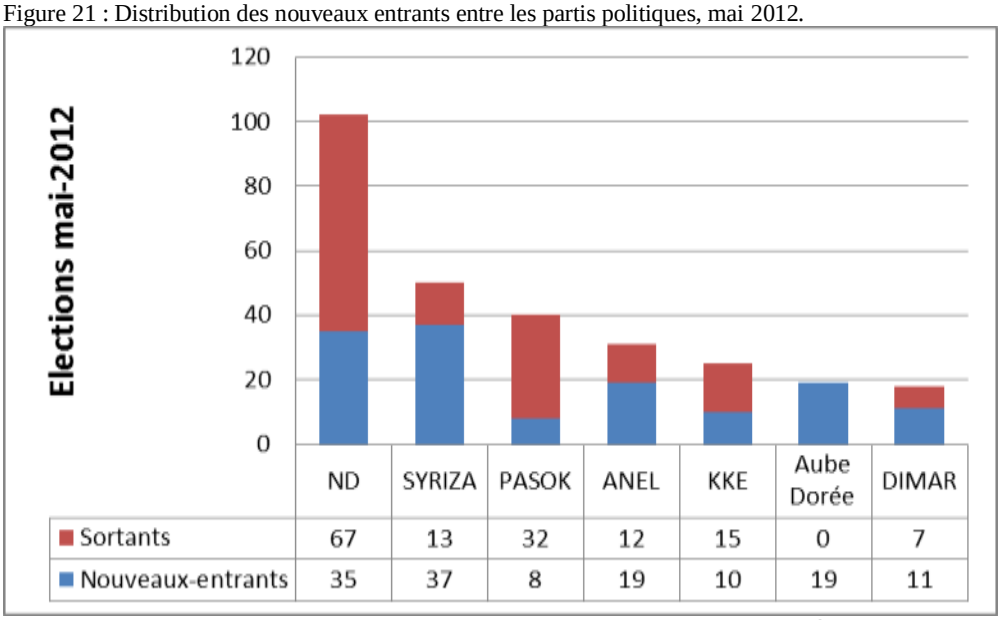
a) Vers un renouvellement des élus politiques au lendemain des élections ?

Les bouleversements électoraux survenus lors des doubles élections ne conduisent pas directement à un renouvellement profond des élus politiques. L'effondrement du bipartisme traditionnel et l'apparition des nouveaux acteurs dans le Parlement sont accompagnés par deux mouvements parallèles qui donnent la tonalité concernant les tendances de renouvellement des élites politiques. Sans doute, le recul électoral des partis établis, l'entrée des nouveaux partis, ainsi que le renforcement de SYRIZA, laissent entendre une augmentation du nombre des nouveaux entrants au Parlement. À l'opposé, des facteurs importants pèsent sur la relativisation du renouvellement des élites : d'abord, chez les partis établis en recul électoral, les sièges sont davantage occupés par des élus sortants, ce qui contribue à une faible variation des profils. En outre, le fait qu'une série des nouveaux partis sont des scissions partisanes conduit à un certain recyclage de députés sous d'autres étiquettes partisanes, une deuxième raison pour laquelle le séisme électoral n'est pas forcément accompagné d'un renouvellement profond du profil des élites politiques.

(1) Nouveaux entrants et renouvellement du Parlement

Pour ce qui est du taux des nouveaux entrants en 2012, l'image reste partagée. Lors des élections de mai 2012, 45,6 % des députés entrés au Parlement en mai 2012 sont des nouveaux entrants. Pour les élections de juin 2012, le pourcentage des députés qui obtiennent pour la première fois un siège en 2012, mai et juin confondus, est de 52,6 %. Nous constatons alors que la proportion des nouveaux entrants en 2012 reste élevée en comparaison avec les élections des deux décennies précédentes. Le changement n'est comparable qu'avec les premières élections de la Troisième République en 1974 et celles de 1981, toutes les deux marquées par un renouvellement profond du personnel politique.

Figure 21 : Distribution des nouveaux entrants entre les partis politiques, mai 2012.



	ND	SYRIZA	PASOK	ANEL	KKE	Aube Dorée	DIMAR
Sortants	67	13	32	12	15	0	7
Nouveaux-entrants	35	37	8	19	10	19	11

Sources : Centre National de Recherches Sociales, *Caléidoscope des données sociales http://www.socioscope.gr/#datasets/deputies*, notre élaboration.

Envisagée sous l'angle des bouleversements intrapartisans, la question du renouvellement touche de manière différente les partis politiques comme indiqué dans la figure ci-dessus. Globalement, les partis qui reculent électoralement, comme le PASOK, tendent à présenter des bas taux de renouvellement. Au contraire, les partis qui augmentent le nombre des sièges obtenus, créent, naturellement, plus de places aux nouveaux entrants. Les nouveaux élus socialistes représentent 20 % des effectifs totaux en mai 2012 puis, suite au recul supplémentaire du parti en juin 2012 les nouveaux députés représentent 15 % des parlementaires. Néanmoins, le très faible renouvellement des effectifs du PASOK observé en mai et en juin 2012, ne peut pas peser sérieusement sur la composition globale du Parlement, étant donné le nombre réduit de ses députés. L'image qui s'impose dans la composition du Parlement c'est le passage de l'équipe parlementaire socialiste de 160 députés en 2009 à 33 en juin 2012. Une image similaire est observée dans la composition du groupe parlementaire communiste. Le pourcentage des nouveaux entrants représente 40 % des effectifs totaux des députés communistes, lors de l'augmentation de l'influence électorale du parti en mai 2012, mais il chute à 27 % en juin 2012, ce qui montre que les élus déjà établis résistent mieux à la chute électorale.

Au contraire, la multiplication des sièges obtenus par SYRIZA et bien évidemment, l'obtention des sièges par des partis sans présence parlementaire antérieure, comme DIMAR, ANEL ou Aube Dorée, contribuent largement à l'augmentation des nouveaux entrants. SYRIZA

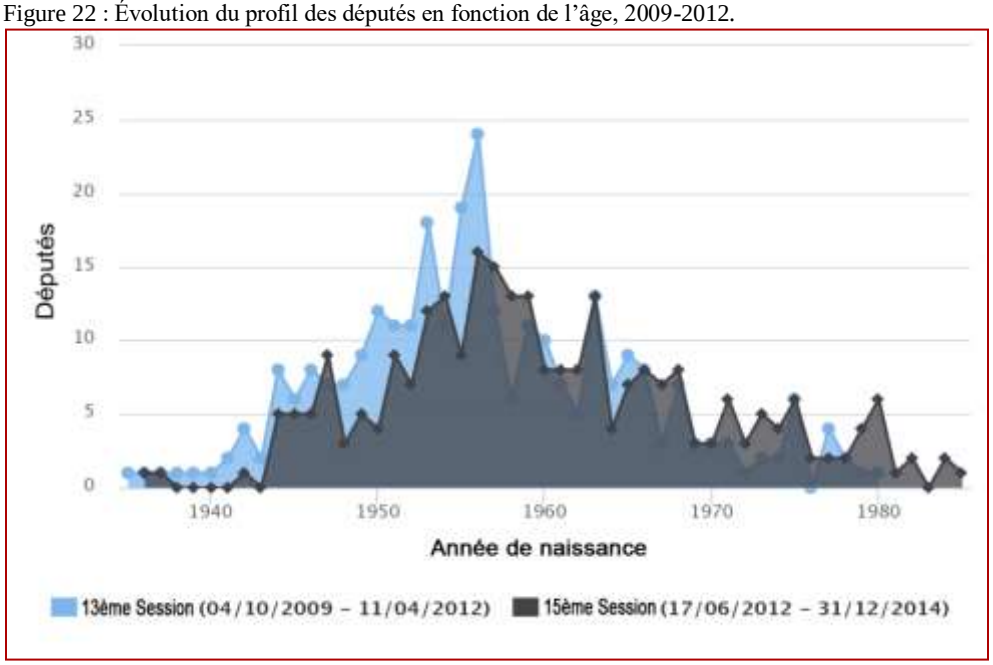
présente un groupe parlementaire dont 74 % des députés sont élus pour la première fois en 2012. Cependant, comme le parti dispose déjà d'un passé parlementaire, les députés sortants du parti semblent maintenir leurs postes, de sorte que le taux de renouvellement dépend aussi de la taille de la circonscription et du nombre total des sièges disputés. Le pourcentage des nouveaux entrants atteint 60 % pour DIMAR et ANEL, puisque parmi leurs élus, certains avaient déjà obtenu un mandant auparavant, sous le sigle de SYRIZA ou de ND respectivement. Pour ce qui est d'Aube Dorée, le parti obtient des sièges pour la première fois en 2012.

La ND d'autre part se trouve dans une position intermédiaire. La victoire aux élections et l'augmentation du nombre des élus sont accompagnées d'un taux de renouvellement qui représente un tiers de son groupe parlementaire de juin 2012. Au-delà de l'effet de la victoire électorale, le taux de renouvellement démontre aussi l'influence que peuvent exercer les sortants du parti au sein de leurs circonscriptions, puisqu'ils continuent à représenter la partie majoritaire du nouveau groupe parlementaire. Les deux partis qui se trouvent au cœur de la nouvelle configuration bipolaire, à savoir SYRIZA et ND influencent ainsi largement le bilan final de la composition du Parlement puisque le renouvellement de la part de SYRIZA est contrebalancé par la stabilité relative de la ND.

(2) L'âge des élus : vers un renouvellement générationnel ?

La moyenne d'âge au Parlement semble être aussi affectée par l'entrée du nouveau personnel politique au Parlement. La comparaison entre l'âge moyen des députés en 2009 et en juin 2012 nous montre que globalement, le renouvellement des effectifs s'accompagne d'un rajeunissement relatif au niveau générationnel.

Figure 22 : Évolution du profil des députés en fonction de l'âge, 2009-2012.



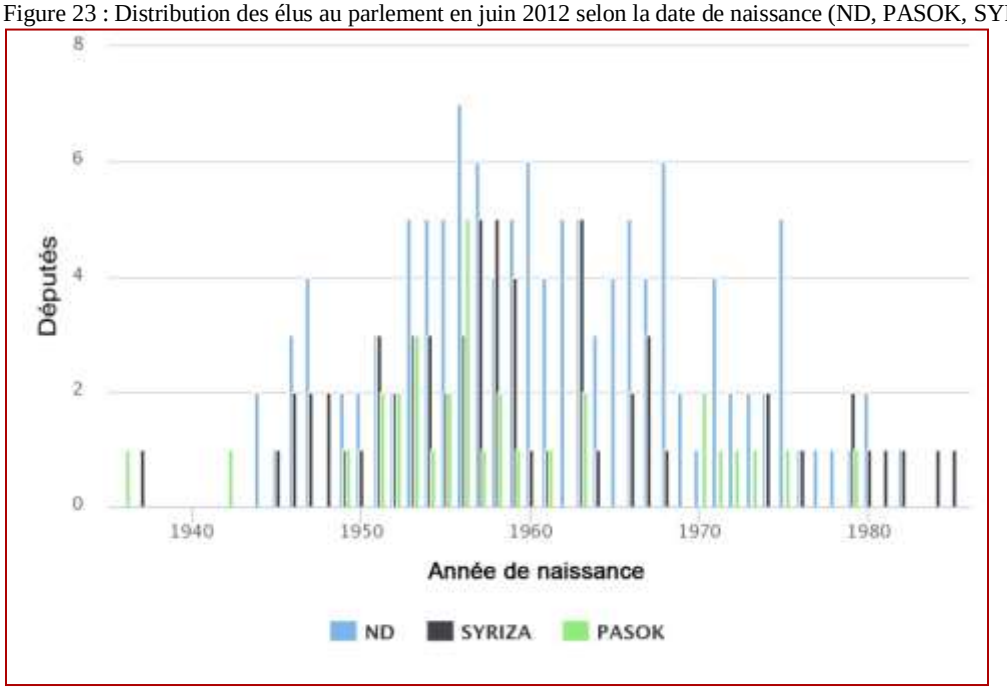
Sources : Centre National de Recherches Sociales, *Caléidoscope des données sociales http://www.socioscope.gr/#datasets/deputies*.

Une première différenciation des députés élus en 2012 par rapport à ceux élus en 2009 réside dans la diminution globale du nombre des députés nés avant 1950. En outre, la présence des députés nés à partir de 1970 est plus importante dans le Parlement de 2012 où nous observons d'ailleurs une situation inédite, à savoir l'existence d'élus nés après 1980. Cela nous montre alors que la Chambre de 2012 connaît une augmentation des élus qui sont nés pendant la Troisième République. Cependant, dans les deux cas, la plus forte concentration est observée dans les années 1950 et 1960. La tranche d'âge entre 50 et 65 ans continue à rassembler la majorité des élus politiques. Même chose pour la question de l'âge, le rajeunissement du Parlement à la suite des doubles élections suit une tendance déjà existante, sans constituer forcément un changement profond de l'âge moyen des députés. Encore une fois, le rôle des différents partis dans le bilan final semble être crucial. La prédominance des tranches d'âge entre 50 et 65 chez les différents partis esquisse en même temps les limites du changement générationnel survenu en 2012.

Le groupe parlementaire du PASOK connaît une forte concentration de députés nés entre 1950 et 1962, ce qui est conforme, d'ailleurs, avec la prédominance des élus sortants et déjà établis. ND connaît une plus grande dispersion de ses élus en fonction de leur date de naissance puisque les valeurs extrêmes vont de 1944 jusqu'en 1982. Cependant, la plus grande

partie des élus de ND se trouve aussi concentrée entre les années 1953 et 1968. Pour ce qui est des partis qui ont connu une augmentation de leurs effectifs en 2012, SYRIZA, d'abord, malgré l'augmentation de son groupe parlementaire et l'existence d'élus nés après 1980, concentre une majorité de députés nés entre 1950 et 1965. Les députés du parti ANEL, sont aussi principalement nés entre 1950 et 1965, et, de plus, ils n'ont pas d'élus nés après 1975. Enfin, la composition parlementaire d'Aube Dorée et de DIMAR ne rompt pas avec la distribution classique au niveau de l'âge.

Figure 23 : Distribution des élus au parlement en juin 2012 selon la date de naissance (ND, PASOK, SYRIZA).



Sources : Centre National de Recherches Sociales, *Caléidoscope des données sociales http://www.socioscope.gr/#datasets/deputies*.

L'image interne des différents partis est assez équilibrée et conforme avec la distribution globale au sein du parlement, ce qui nous indique que l'apparition des nouveaux partis au Parlement, ou de nouveaux élus, ne se traduit pas forcément par l'entrée d'une nouvelle génération d'acteurs politiques. La diminution de l'âge moyen n'est donc pas directement liée à l'entrée au Parlement d'un parti spécifique favorisant les jeunes candidats. Au contraire, nous observons une tendance à la prédominance d'élus nés pendant les décennies 1950 et 1960, conjuguée à une augmentation du nombre des élus nés à partir du milieu des années 1970. Ces données confirment d'ailleurs une tendance plus générale, selon laquelle, les tranches d'âge entre

45 et 64 ans représentent de façon constante, depuis les années 1990, plus de la moitié des effectifs parlementaires[206].

(3) Une opportunité pour les femmes ?

Pour ce qui est de la distribution des députés en fonction du sexe, nous observons une lente progression des élues, puisque lors des élections de juin 2012, les femmes représentent 21,5 % du total des députés élus. Ce pourcentage constitue une amélioration, tant par rapport à mai 2012 lorsque les femmes représentent 17,1 % des effectifs, que par rapport à 2009 où les femmes occupent 18,9 % des sièges. De cette façon, si les doubles élections de 2012 marquent une progression dans la féminisation du Parlement, l'image globale valide le maintien de la sous-représentation féminine que le séisme électoral ne remet pas en question.

La distribution des femmes au sein des différents partis résulte de tendances plus durables et des effets de la conjoncture électorale. La chute du PASOK et la réduction de son groupe parlementaire entraînent aussi une diminution du pourcentage des femmes. En effet, en juin 2012, les femmes représentent 10 % des députés socialistes, ce qui constitue une nette baisse par rapport à 2009 où les députées socialistes en représentaient 24,3 %. Plus largement, la défaite de 2012 inverse la tendance à la hausse que présentait l'évolution du nombre des femmes au sein du groupe parlementaire socialiste : entre 2000 et 2009, les élues socialistes multiplient par 2,4 points le nombre des sièges occupés. Au contraire, la victoire de ND en juin 2012 entraîne une augmentation sensible du pourcentage des élues qui représentent 15,5 % de leur groupe parlementaire. Ce pourcentage constitue la performance la plus élevée de l'ensemble de la décennie 2000, puisque lors des différentes élections depuis 2000, le pourcentage des députées de la ND varie entre 8,6 % et 11,5 % de l'ensemble des élus de la ND.

SYRIZA, d'autre part, constitue le parti avec la plus grande présence de femmes en juin 2012, puisque celles-ci représentent 36,3 % des effectifs parlementaires du parti. L'entrée au Parlement des nouveaux candidats s'accompagne d'une augmentation considérable du nombre des femmes. Néanmoins, il faut aussi noter que SYRIZA présente traditionnellement les

[206] KAROULAS G., « Η εξέλιξη του δημογραφικού προφίλ και των πηγών ανάδειξης των ελληνικών πολιτικών ελίτ την περίοδο 1989-2009. [L'évolution du profil démographique et des sources de recrutement des élites politiques grecques pendant les années 1989 - 2009] », *Greek Elections, Public Opinion and Parties Groupe Conference,* Thessalonique, 2013.

meilleurs pourcentages d'élues au sein de son groupe parlementaire, des pourcentages qui varient entre 15,5 % et 25 % dans les années 2000. Les autres partis qui ont fait leur apparition pour la première fois en 2012 fournissent une image similaire, puisque les femmes occupent 35 % des sièges au sein du groupe parlementaire de ANEL et 26 % au sein de DIMAR. Au contraire, une seule femme est présente dans le groupe parlementaire d'Aube Dorée, l'épouse du fondateur et chef du parti, N. Michaloliakos. Ce phénomène peut être expliqué selon nous par la structure du parti, basée hiérarchiquement sur le modèle des milices[207] et la prédominance d'un recrutement masculin[208]. Enfin, pour ce qui est du KKE, la chute électorale entraîne aussi une diminution du pourcentage des femmes qui représentent 27,3 % du groupe parlementaire en juin 2012. Ce résultat constitue une baisse relative par rapport en 2009 où les élues communistes représentaient 33 % du nombre total des élus communistes.

Une image similaire se reproduit au niveau du Pirée. Au plan local, les doubles élections de 2012 marquent une augmentation du nombre de femmes élues dans les deux circonscriptions du Pirée. Alors qu'en 2009, on ne retrouvait au total que deux femmes élues dans les deux circonscriptions, elles occupent cinq sièges sur quatorze en mai 2012 et quatre en juin.

Tableau 30 : Évolution du nombre des députés élus selon le genre, 2009-2012.

Pirée A'	2009	mai 2012	juin 2012
Hommes	6	4	5
Femmes	1	2	1
Pirée B'	2009	mai 2012	juin 2012
Hommes	7	5	5
Femmes	1	3	3

Sources *: http://www.hellenicparliament.gr* , notre élaboration.

Ces données montrent une tendance plus large qui caractérise le personnel politique moderne en Grèce, au sein duquel les femmes améliorent progressivement leur degré de représentation à des postes électifs, tout en restant cependant en minorité par rapport aux hommes. Si l'on prend en considération la représentation au sein du Parlement, nous observons une tendance à la sous-représentation féminine depuis le début de la Troisième République. Le nombre des femmes élues s'est maintenu autour de 5 % des parlementaires pendant les décennies

[207] DUVERGER M., *Les partis politiques, op. cit.*, p. 86–91.
[208] GEORGIADOU V., « Η εκλογική άνοδος της Χρυσής Αυγής. Ψήφος ρεβάνς των επισφαλών και νέες πολιτικές ευκαιρίες [La montée électorale de l'Aube Dorée. Vote - revanche des précaires et nouvelles opportunités politiques] », *G. VOULGARIS, I. NIKOLAKOPOULOS (dir.), 2012 le double séisme électoral*, Athènes, Themelio, 2014, p. 200–207.

de 1970 et 1980. C'est seulement à partir des années 1990 que la présence des femmes se stabilise autour de 6 % et il faudra attendre 26 ans après la fondation de la Troisième République pour que le taux des femmes atteigne 10 % des parlementaires lors des élections de 2000[209].

La lente progression des femmes dans les affaires politiques témoigne à la fois de la persistance des facteurs structurels qui pèsent sur la division sexuée du travail (politique) et aussi des stratégies partisanes qui tendent à pérenniser les inégalités sociales. La monopolisation masculine du champ politique est loin de constituer une particularité nationale. La division sexuée du travail se trouve au cœur de la division entre l'espace public, qui reste largement attribué aux hommes, et l'espace privé qui reste le lieu privilégié des femmes. À titre indicatif, le droit de vote des femmes est accordé pleinement en 1952, tandis que le suffrage universel masculin est instauré depuis 1864[210].

Les facteurs sociaux et les barrières institutionnelles traduisent ainsi les inégalités sociales par une sous-politisation féminine. Les stratégies partisanes quant à la sélection des candidats semblent reproduire ces inégalités. D'une part, la pratique de l'investiture semble valider le plus souvent une position d'influence déjà acquise au sein de l'appareil partisan. La monopolisation masculine des postes d'influence intrapartisane conduit ainsi à la sous-représentation des femmes dans la sélection des candidats. Ces rapports de force sexués se manifestent aussi dans les échéances électorales effectuées sur la base d'un système de listes fermées, comme c'était le cas des élections de 1985 ou de juin 2012. Dans ces cas-là, où les partis politiques peuvent - a priori -privilégier un nombre élevé de femmes dans leurs listes, la tendance générale à la sous-représentation féminine reste immuable.

Les données présentées ci-dessus indiquent que les traits de renouvellement du personnel politique au lendemain du séisme électoral se conjuguent avec une tendance à la reproduction des élites politiques. Les traits les plus forts de reproduction se réfèrent surtout au profil sociodémographique des nouveaux élus. L'augmentation du nombre des femmes et des candidats plus jeunes ne semble pas bouleverser profondément le profil traditionnel des élus au Parlement. Cela nous incite à examiner un second aspect du profil des élus politiques de 2012, à savoir la catégorie professionnelle puisque, celle-ci constitue une variable stable chez les élites politiques

[209] DRETTAKIS M., *Anatomie du Parlement, op. cit.*, p. 21 ; DRETTAKIS M., *Élections parlementaires 1996 et 2000, op. cit.*, p. 106.
[210] SAMIOU D., *Τα πολιτικά δικαιώματα των Ελληνίδων 1864-1952 Ιδιότητα του πολίτη και καθολική ψηφοφορία [Les droits politiques des Grecques, 1864-1952. Citoyenneté et suffrage universel]*, Athènes, Sakkoulas, 2013.

de la Troisième République. Nous examinons alors dans quelle mesure les bouleversements électoraux marquent une rupture dans la reproduction des catégories socioprofessionnelles dominantes, en insistant surtout sur les professions libérales, professions historiquement majoritaires dans le champ politique grec.

b) Que deviennent les catégories professionnelles phares ?

Le Parlement hellénique est historiquement peuplé majoritairement par des professions libérales. Ce constat traverse toute la période de la Troisième République[211]. Les professions libérales, avocats en tête, représentent historiquement plus de la moitié des effectifs parlementaires. Les données issues des élections de 2012 montrent que les professions libérales continuent à constituer la majorité parmi les professions présentes au sein du Parlement, même si cette majorité devient moins nette que dans le passé. Dans le tableau suivant nous examinons l'évolution de cinq professions typiquement classées chez les professions libérales, à savoir les avocats, les professions médicales, les professions scientifiques, les architectes et ingénieurs civils et les économistes.

Tableau 31 : Évolution du pourcentage des professions libérales chez les députés, 1996-2012.

Année d'élection	1996	2000	2004	2007	2009	mai 2012	juin 2012
Taux de représentation	74,9	72	69,2	65,2	65	53,8	56

Sources : Kakepaki M. et G. Karagiannis, « Professionnels de la politique et métiers du politique au Parlement Hellénique », *Kakepaki M. (dir.), La représentation politique en Grèce contemporaine : propriétés et caractéristiques des membres du Parlement 1996-2015, p. 94.*

Le tableau ci-dessus montre l'évolution du taux des professions libérales chez les membres du Parlement pendant la période 1996-2012. L'évolution nous montre d'une part que les élections de 2012 marquent une baisse considérable pour le taux des professions libérales, puisque, entre 2009 et juin 2012, la part de ces professions dans l'ensemble des élus recule environ de dix points. Les élections de mai 2012 constituent en plus un niveau historiquement bas puisque le pourcentage des professions libérales atteint 53,8 points. Néanmoins, l'examen de

[211] KAKEPAKI M. et G. KARAGIANNIS, « Επαγγελματίες πολιτικοί και πολιτικά επαγγέλματα στο Ελληνικό Κοινοβούλιο [Professionnels de la politique et métiers du politique au Parlément Hellénique] », *M. KAKEPAKI (dir.), La représentation politique en Grèce contemporaine : propriétés et caractéristiques des membres du Parlement 1996-2015*, Papazisi, 2016, p. 91–93.

l'évolution dans la longue durée nous permet de restituer cette baisse dans une diminution progressive, qui est claire pendant les deux dernières décennies. Dans ce cadre, nous pourrions soutenir que le séisme électoral semble accélérer un phénomène de recul de la représentation des professions libérales, phénomène déjà établi.

La distribution des différentes professions au sein des partis parlementaires nous indique aussi une faible différenciation interpartisane intéressante. Le groupe parlementaire du PASOK est majoritairement composé de personnes exerçant des professions libérales, ce qui constitue un indice supplémentaire du fait que les socialistes qui ont pu survivre à l'effondrement électoral sont ceux qui disposent des caractéristiques sociales élevées, cumulant des traits caractéristiques prédominants au sein du champ politique. ND présente une distribution similaire, marquée elle aussi par la prédominance des professions libérales. Pour ce qui est de SYRIZA, même si la distribution globale est similaire en termes de catégories professionnelles, nous pouvons cependant noter deux points de différenciation. En effet, les salariés du privé constituent le groupe le plus important chez les parlementaires de SYRIZA, alors que ce groupe est insignifiant tant pour le PASOK que pour ND. De plus, la part des avocats reste très limitée au sein de son groupe parlementaire, alors que ceux-ci constituent globalement la profession la plus représentée au Parlement.

La distribution des professions libérales entre ND et SYRIZA, en comparaison avec le bipartisme traditionnel, nous procure des données sur d'autres aspects éventuels de la nouvelle polarisation de la vie politique. Globalement, dans la nouvelle configuration bipolaire, la prédominance des professions libérales paraît affaiblie par rapport au passé. Cela tient à deux raisons, la première se réfère à la diminution générale de la représentation des catégories professionnelles traditionnelles, mais aussi à leur présence affaiblie chez SYRIZA. En effet, ces catégories professionnelles représentent chez SYRIZA un pourcentage de 50 %, pourcentage nettement inférieur à ceux présentés chez ND et PASOK. Dans ce cadre, la nouvelle bipolarisation émergente entre ND et SYRIZA est intéressante du point de vue de la composition des deux groupes parlementaires. Comparé avec le bipartisme entre PASOK et ND, ce nouveau bipartisme présente des aspects de rupture, comme aussi des aspects de continuité qui marquent la distribution des catégories professionnelles.

Tableau 32 : Évolution du pourcentage des catégories professionnelles et bipartisme.

Année d'élection	2000		2009		juin 2012	
Partis	ND	PASOK	ND	PASOK	ND	SYRIZA
Professions libérales	74.8	71.1	70.7	66.3	62.4	49.9

Source : Kakepaki M. et G. Karagiannis, « Professionnels de la politique et métiers du politique au Parlement Hellénique », *Kakepaki M. (dir), La représentation politique en Grèce contemporaine : propriétés et caractéristiques des membres du Parlement 1996-2015, p.96-97.*

Les avocats constituent de loin la profession la plus représentée au sein du Parlement toute au long de la Troisième République. Leur proportion connaît une diminution considérable entre 1974 (52,3 %) et juin 2012 (18,3 %) et nous soutenons que c'est la baisse du pourcentage des avocats qui donne la tonalité à la tendance de baisse de représentation des professions libérales dans leur ensemble lors des doubles élections de 2012. Ils représentent le groupe professionnel le plus important au sein du PASOK (21,2 %) et de la Nouvelle Démocratie (27,2 %), mais leur pourcentage chez SYRIZA atteint seulement 4,23 % en juin 2012. La représentation des médecins reste relativement stable autour de 12 % au sein du groupe parlementaire socialiste, tandis que celui des ingénieurs civils présente une augmentation progressive et se trouve stabilisé autour de 14 % dans les années 1990. Une tendance similaire est observée dans le cas des universitaires dont la proportion au sein du parlement double et atteint les 7 % lors des élections de 2000[212].

Il faut noter aussi l'augmentation progressive du nombre des députés économistes, dont le pourcentage est consolidé autour du 10 % à partir de 2004 ; phénomène qui va de pair avec la valorisation des compétences économiques dans les processus d'accession aux postes politiques. La présence, enfin, des employeurs et des hommes d'affaires, reste stable et assez marginale dans les deux groupes parlementaires et, dans son ensemble, la présence de ces catégories socioprofessionnelles ne dépasse jamais le taux de 3 %. Cela peut s'expliquer par l'attachement durable des partis politiques à l'État et par la faible représentation directe des intérêts économiques privés au sein des partis politiques.

Finalement, la composition du Parlement en 2012 montre aussi une augmentation significative des professions qui sont en lien avec la médiation et l'exposition au public comme les journalistes, les différents types d'artistes ou les athlètes. L'augmentation des métiers de la publicité semble constituer le second mouvement considérable à côté de la diminution du nombre des avocats et des autres professions libérales comme l'attestent les travaux sur ce

[212] DRETTAKIS M., *Élections parlementaires 1996 et 2000, op. cit.*, p. 113.

sujet[213]. L'évolution de ces professions montre environ une multiplication par trois entre 1996 et 2012. Plus particulièrement, selon les travaux de M. Kakepaki et G. Karagiannis, le pourcentage de ces métiers passe de 4,8 % en 1996 en 12,1 % en juin 2012[214]. Ce phénomène nous incite à réfléchir plus largement dans quelle mesure les métiers qui renvoient à un ancrage local, comme c'est le cas des professions d'avocat ou de médecin, sont concurrencés de plus en plus par des métiers de communication de masse. La distribution de cette catégorie entre SYRIZA et ND reste égale, puisque, dans les deux groupes parlementaires, elle représente environ 13 % des élus. Cependant, alors que chez SYRIZA, cette catégorie professionnelle constitue le groupe le plus nombreux, partageant la première place avec les médecins, au sein de la ND celle-ci est dépassée par les avocats qui continuent à représenter la majorité de son groupe parlementaire.

Néanmoins, en règle générale, les professions phares de la Troisième République continuent de représenter la majorité des élus lors des doubles élections de 2012, même si leur prédominance connaît une diminution quantitative à la suite de la diversification relative du profil du personnel politique. Cette situation rappelle quelques propriétés durables du champ politique grec. L'évolution de la composition du Parlement indique une prédominance durable des professions libérales qui représentent depuis les années 1990 45 % des effectifs parlementaires totaux. Ce phénomène confirme les tendances historiques d'occupation des postes électifs par ces professions, phénomène qui est loin d'être spécifique à la Grèce dans la mesure où le prestige symbolique, l'aisance économique et la conversion des clientèles professionnelles en clientèles électorales constituent des aspects centraux dans le travail politique des professionnels de la politique[215].

Suivant les tendances nationales, la composition des élus du Pirée en 2012, en fonction de la profession, nous indique que, malgré la diversification des profils, le personnel politique en place appartient aux catégories socioprofessionnelles supérieures. Pour ce qui est de la ville du Pirée, tant en mai qu'en juin 2012, les sièges sont majoritairement occupés par des médecins, des universitaires et des cadres du privé. Les avocats constituent la seule profession qui n'est pas

[213] KAKEPAKI M. et G. KARAGIANNIS, « Professionnels de la politique et métiers du politique », *op. cit.*, p. 93–94.
[214] *Ibid.*, p. 97.
[215] WEBER M., « The advent of plebiscitarian democracy », *P. Mair (dir.), The West European Party System*, Oxford ; New York, Oxford University Press, coll.« Oxford readings in politics and government », 1990, p. 34–36 ; DOGAN M., « Les professions propices à la carrière politique. Osmoses, filières et viviers », *M. OFFERLÉ (dir.), La profession politique XIXe-XXe siècles*, Paris, Belin, 1999, p. 171–199.

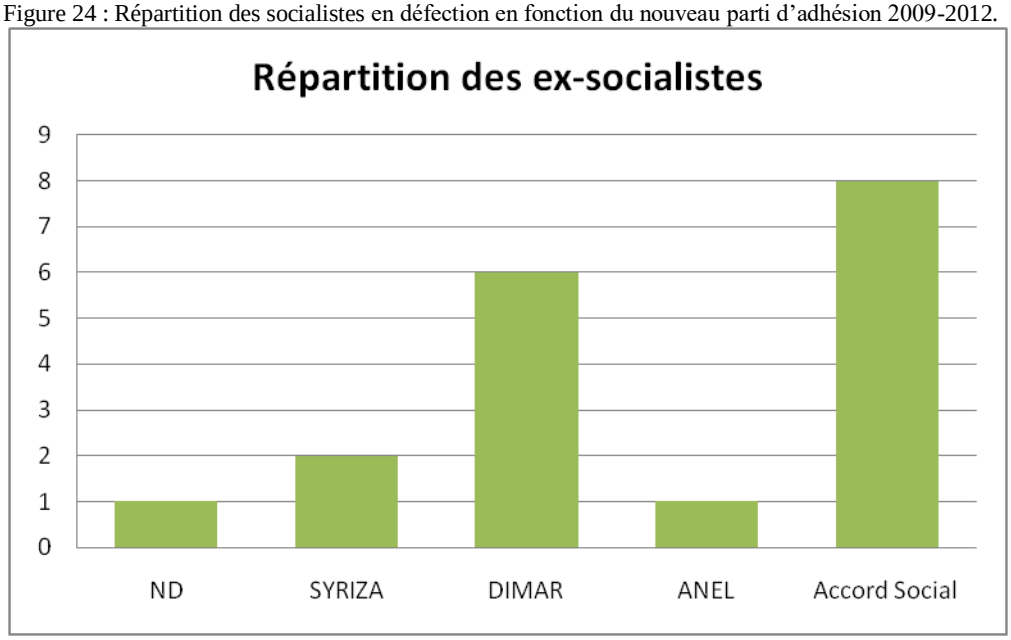
représentée parmi les élus piréotes de 2012, alors qu'ils occupaient traditionnellement des postes dans cette circonscription électorale. Les professions libérales et les cadres du privé monopolisent aussi quasiment tous les postes électifs au Pirée B', un phénomène qui n'est pas modifié en 2012 malgré le recul de certaines professions comme les avocats ou les économistes qui ne sont pas représentés en juin 2012. Les données issues du plan local confirment les grandes tendances observées au niveau national selon lesquelles, les professions libérales et les cadres représentent plus de la moitié des parlementaires.

c) Le cas des députés déplacés

Les doubles élections de 2012 sont marquées par un phénomène dont l'ampleur est inédite dans l'histoire parlementaire de la Troisième République. Nous nous référons à une mobilité partisane des députés qui, lors des élections de 2012, se trouvent élus pour un parti différent par rapport à leur parti d'élection de 2009. Ce phénomène est produit par la défection importante que subissent en premier lieu le PASOK et aussi la ND. Le PASOK se trouve au cœur de ce bouleversement puisque, la période entre la mise en œuvre du programme d'ajustement en 2010 et les élections anticipées de 2012 marque une période de rupture d'une partie des députés socialistes avec le PASOK. Le résultat est la formation des scissions comme le parti Accord Social ou le passage des députés socialistes vers des partis comme DIMAR ou SYRIZA. D'autre part, pour ce qui est de la ND, les tendances centrifuges s'expriment principalement par la défection d'une série de députés et la formation du parti ANEL. Par conséquent, à la suite des bouleversements survenus sur les groupes parlementaires du PASOK et de la ND, la composition du Parlement au lendemain du séisme électoral invite à examiner les aspects concrets de la distribution des élus déplacés.

Le PASOK connaît un déplacement important de députés entre 2009 et 2012. Parmi les quarante-quatre députés qui quittent le PASOK avant les élections de 2012, dix-huit adhèrent à un autre parti. Les partis vers lesquels s'orientent les ex-socialistes sont en priorité l'Accord Social, parti formé par des socialistes en défection, DIMAR, SYRIZA, et enfin, nous retrouvons ND et ANEL qui accueillent respectivement un ex-socialiste. Si l'on rend compte que le parti Accord Social participe aux élections de 2012 avec SYRIZA, nous pouvons soutenir que la majorité des députés socialistes s'orientent majoritairement vers SYRIZA et DIMAR.

Figure 24 : Répartition des socialistes en défection en fonction du nouveau parti d'adhésion 2009-2012.



Sources : Centre National de Recherches Sociales, *Caléidoscope des données sociales http://www.socioscope.gr/#datasets/deputies*, notre élaboration.

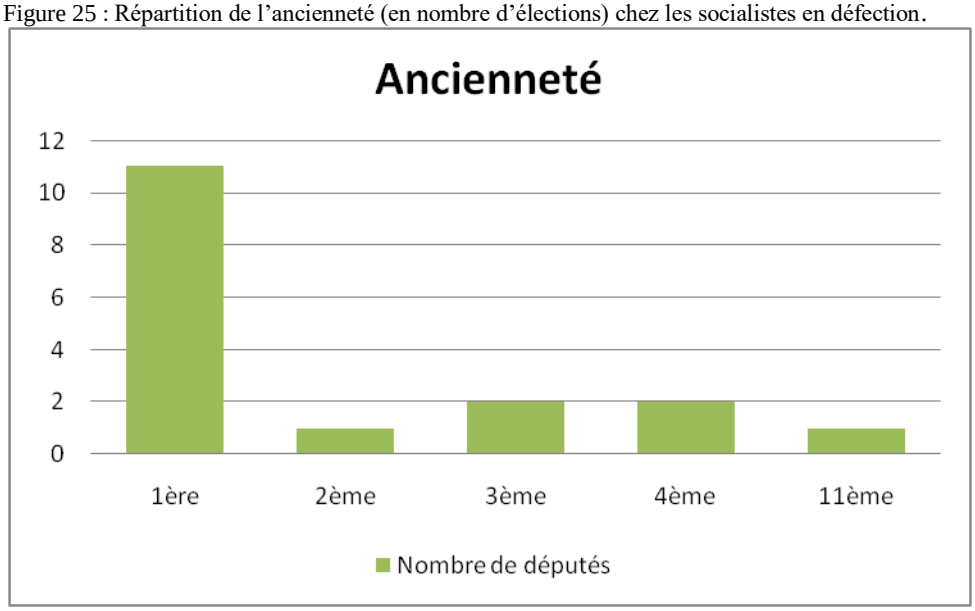
Cependant, cette vague de déplacement du PASOK vers les autres partis de la gauche ne semble pas influencer la composition des groupes parlementaires de SYRIZA et de DIMAR en juin 2012. Autrement dit, le fait que des ex-socialistes s'orientent vers tel ou tel parti ne signifie pas qu'ils arrivent à se présenter comme candidats ou occuper un poste électif en 2012. Par conséquent, la composition des groupes parlementaires respectifs en 2012 semble être peu influencée par cette défection des socialistes. L'examen du groupe parlementaire de SYRIZA en juin 2012 montre qu'il existe uniquement trois ex-socialistes dans son groupe parlementaire qui est composé par soixante-trois députés. Il s'agit alors d'un pourcentage insignifiant, qui remet en question le récit selon lequel la montée du SYRIZA est due à l'arrivée massive des députés socialistes et à la « colonisation » du parti par ces derniers. À l'opposé d'une telle perception, la majorité écrasante des députés de SYRIZA en 2012 sont membres du parti. Le DIMAR aussi reste assez imperméable aux ex-socialistes. Ceux-ci représentent 13,3 % de ses effectifs parlementaires, à savoir deux députés sur quinze en total. Au contraire, pour ce qui est du DIMAR, la part des ex-membres de SYRIZA est plus importante, représentant 26 % des élus. Pour ce qui est des ex-députés de la ND, ceux-ci semblent influencer davantage la composition du groupe parlementaire des ANEL. En effet, dans un total de 22 députés en juin 2012, treize

élus siègent au Parlement sous l'étiquette de la ND en 2009, pourcentage qui représente environ 60 % des effectifs totaux du parti.

Dans leur ensemble, les déplacés depuis PASOK et la ND ne présentent pas de traits caractéristiques propres quant à leur profil sociodémographique. Les femmes représentent 27 % parmi les élus socialistes en défection, un pourcentage légèrement supérieur à la représentation féminine dans le groupe parlementaire socialiste de 2009 qui est 23,5 %. De manière similaire, parmi les députés d'ANEL issus la ND, le pourcentage des femmes est 23 %, à savoir le double par rapport au pourcentage des femmes dans le groupe parlementaire de la ND en 2009. Pour ce qui est de la catégorie professionnelle des déplacés, celle-ci suit les leitmotivs établis, puisque les professions libérales représentent la majorité chez les déplacés du PASOK et de la ND. Finalement, la moyenne d'âge dans le groupe des déplacés socialistes est de 57,7 ans et la majorité écrasante est née dans les années 1950, ce qui indique l'absence des facteurs explicatifs en fonction de l'âge.

Si le profil sociodémographique ne présente pas de particularités, des aspects de la carrière politique nous fournissent certains renseignements intéressants sur le profil des députés qui quittent le PASOK et cherchent à continuer leur carrière politique sous une autre étiquette partisane. La majorité des socialistes déplacés est composée par des nouveaux entrants au Parlement, à savoir des députés élus pour la première fois en 2009.

Figure 25 : Répartition de l'ancienneté (en nombre d'élections) chez les socialistes en défection.



Sources : Centre National de Recherches Sociales, *Caléidoscope des données sociales http://www.socioscope.gr/#datasets/deputies*, notre élaboration.

Les nouveaux entrants paraissent plus enclins à quitter le groupe socialiste, de sorte que l'ancienneté au Parlement semble constituer une contre-incitation à la défection. De plus, parmi ce groupe, une seule personne a exercé au préalable des fonctions gouvernementales. À partir de ces données partielles, nous pouvons supposer que l'absence d'expérience parlementaire ou gouvernementale préalable peut constituer un point commun partagé parmi les socialistes en défection.

Globalement, les données sur la mobilité des députés en défection nuancent le rôle de la mobilité des députés entre les partis en 2012. Les déplacés semblent influencer davantage la composition des partis issus des scissions comme DIMAR et ANEL mais leur influence semble être limitée dans ce constat. D'ailleurs, même ces partis-scissions élisent leurs propres députés, ils se trouvent alors capables de produire des élites politiques propres. Globalement, les déplacés jouent un rôle minimal dans la montée de SYRIZA et dans la dynamique de la nouvelle configuration électorale. En outre, les déplacés reproduisent des traits sociodémographiques traditionnels, de sorte que cette mobilité interpartisane observée entre 2009 et 2012 n'est pas accompagnée d'une rupture dans les profils dominants des parlementaires. Ces constats nuancent l'étendue du séisme électoral et nous incitent à examiner plus profondément les mécanismes de la reproduction des élites politiques et du champ politique plus largement.

Nous avons constaté dans cette première partie que le bouleversement du système de partis se trouve au croisement des dynamique propres à la période examinée et des tendances centrifuges plus larges qui s'expriment tout au long des années 2000. Nous avons pu rendre compte de la question du mémorandum comme un facteur clé dans l'effondrement du bipartisme et dans les tendances de recomposition des forces politiques. En fournissant des éléments sur différents niveaux de référence, nous avons pu examiner les phénomènes cruciaux comme la recomposition de l'offre politique, le désalignement électoral et les dynamiques à la fois sociales et politiques qui s'expriment dans la compétition politique et dans la nouvelle disposition des forces politiques comme elle se manifeste au niveau électoral et niveau de la représentation parlementaire. Dans ce cadre, nous avons aussi esquissé les dynamiques et les limites du changement au niveau des élites politiques. En d'autres termes, nous avons pu situer le séisme électoral dans différents registres d'analyse, examiner ses propriétés et esquisser ses limites. Nous passons alors dans la partie suivante à l'analyse des mécanismes et des conditions qui ont rendu possible la mutation du jeu politique.

Partie II. L'effondrement du PASOK depuis 2010 : entre facteurs de conjoncture et conditions structurelles

Chapitre 3. Les conditions de l'effondrement organisationnel du PASOK : Les difficultés de production et de distribution des biens politiques

Dans ce chapitre nous analysons les conditions de l'effondrement organisationnel du PASOK précédant et facilitant son effondrement électoral. Dans ce cadre, nous nous focalisons sur les processus de captation de ressources et de distribution de biens par le PASOK. Nous nous appuyons sur une approche qui met en évidence les partis politiques comme producteurs et distributeurs de biens politiques dans le cadre de la concurrence politique[216]. La littérature relative au PASOK montre que les processus d'appropriation et de distribution de ressources constituent des modalités classiques dans la consolidation du bipartisme traditionnel. Cette approche ouvre une double piste de réflexion concernant la conjoncture critique de 2010-2012 : nous cherchons à comprendre les facteurs qui rendent la distribution des biens de la part des socialistes improbable lors de la période qui s'ouvre avec la mise en place du programme d'ajustement. Puis, nous étudions la manière dont l'implantation d'acteurs concurrents devient possible dans un cadre marqué par le recul des socialistes et la mise en avant de l'opposition autour du Mémorandum. En d'autres termes, nous cherchons à comprendre comment apparaît une opportunité politique pour des acteurs à la périphérie du système des partis et plus précisément, la manière dont cette opportunité politique est mise en œuvre par des organisations comme SYRIZA ou Aube Dorée[217].

Dans ce cadre, nous examinons dans un premier temps les enjeux de la distribution des biens indivisibles et divisibles au niveau national, avant de nous intéresser, par la suite, à la dimension locale. De cette manière, en articulant les différentes modalités de distribution de biens avec les différentes échelles d'analyse, nous présentons une image illustrative de l'affaiblissement du PASOK en tant que mécanisme de distribution, et les tentatives des partis concurrents d'affirmer leur présence en lien avec la désarticulation des réseaux socialistes.

[216] OFFERLÉ M., *Les partis politiques*, *op. cit.*
[217] MEYER D. et D. MINKOFF, « Conceptualizing Political Opportunity », *op. cit.*

Dans la première section nous nous focalisons sur les difficultés d'appropriation et de distribution des biens indivisibles par le PASOK. Les mesures d'ajustement privent en effet le parti de sa capacité à proposer des biens collectifs indivisibles comme divisibles. Sur le plan national, il s'agit principalement de la diminution des biens présentés sous forme des politiques publiques ; sur le plan local, l'intervention du PASOK consiste principalement à mettre en œuvre des politiques de développement régional ainsi qu'un renforcement institutionnel et financier des collectivités territoriales. Cependant, la mise en œuvre du programme d'ajustement entraîne une double contrainte sur les modalités de production et de distribution des biens politiques. D'une part, les ressources distribuables, en tant que telles, sont diminuées, puisque le programme d'ajustement se focalise sur le déficit public en rétrécissant drastiquement les dépenses publiques. D'autre part, parallèlement à cette diminution quantitative, le PASOK subit une diminution considérable de son influence sur les organisations syndicales qui se démarquent de plus en plus du projet gouvernemental comme du parti. Dans ce cadre, les mobilisations classiques des organisations syndicales autour des mesures d'ajustement sont progressivement l'objet d'un investissement de différents acteurs politiques et sociaux. Ceux-ci mettent au cœur de leur contestation le programme d'ajustement et le PASOK comme porteur de celui-ci. Ces mobilisations émergentes, qui mêlent acteurs politiques et sociaux, initient ainsi à l'opposition au Mémorandum qui contribue à la fois à la mise en scène d'acteurs jusqu'alors marginaux et à la délégitimation du personnel socialiste.

Dans la section suivante, nous intéressons à la manière dont s'opère ce double processus de démantèlement des socialistes et de renforcement de SYRIZA et d'Aube Dorée au Pirée. La distribution des biens indivisibles consistait largement au niveau local en la mise en place de politiques territoriales pour l'amélioration des infrastructures sociales du Pirée. Les processus de politisation et de réalisation des aspirations locales constituent, alors, pour les socialistes, la modalité principale pour établir l'assise locale du parti qui multiplie, depuis son ascension au pouvoir, les réalisations publiques dans l'ensemble du Pirée. Les processus de politisation de l'État et de distribution des ressources, au plan local, sont ainsi liés à la consolidation d'une organisation locale qui permet l'articulation des ressources entre les différentes échelles du parti : la mise en œuvre des politiques locales est ainsi l'objet d'une intervention du gouvernement, des élus locaux et de la bureaucratie partisane, qui révèlent les différentes facettes du PASOK dont l'articulation assure l'assise locale du parti.

Pour ce qui est des biens divisibles distribués au niveau local, on se réfère, ici, principalement, aux modalités classiques du patronage, où le personnel politique offre des emplois et des services nécessitant la médiation de l'administration afin de maintenir et d'élargir sa clientèle politique[218]. Les relations de clientèle deviennent possibles grâce à l'accaparement par le PASOK des ressources étatiques prises en charge par le *parti au local*. Le programme d'ajustement rétrécit les ressources disponibles distribuables. En outre, la mise en œuvre du mémorandum renforce les tendances à l'appropriation individuelle des ressources publiques en dehors de l'étiquette partisane, ce qui conduit à une désarticulation des organisations partisanes au Pirée. La désarticulation des réseaux socialistes, associée à la constitution d'une opposition autour du mémorandum, permettent aux organisations impliquées d'affirmer et de renforcer leur présence au niveau local. Le Pirée devient alors un espace d'investissement politique de la part d'organisations comme Aube Dorée ou SYRIZA et leur activité politique nous renseigne sur les ressources mobilisables et leur efficacité, dans une conjoncture marquée par les tentatives de redéfinition des ressources légitimes dans la concurrence politique.

Section 1. La distribution des biens au niveau national : les contraintes issues du Mémorandum et l'émergence d'une offre politique de substitution

Le PASOK revient au pouvoir aux élections d'octobre 2009 avec un agenda proclamant une politique distributive sous forme d'investissements publics afin de stimuler l'économie. Fin 2009, les répercussions de la crise économique mondiale grèvent déjà les performances économiques de la Grèce. Par conséquent, tout au long de la période préélectorale de 2009, le débat public et les politiques discutées portent largement sur les données macroéconomiques du pays, en conséquence de la crise mondiale survenue depuis 2008. Le programme du PASOK part du constat que l'économie grecque doit faire face à la crise et à une tendance à la récession. Dans ce cadre, le programme du parti prévoit quatre axes principaux d'intervention. Le premier axe est consacré au renforcement des revenus et du pouvoir d'achat, en privilégiant des mesures comme une augmentation des salaires supérieure à la hausse de l'inflation, la mise en œuvre d'allocations de solidarité et la réforme de la politique de taxation orientée vers la redistribution. Un deuxième axe concerne le renforcement de l'activité économique par l'augmentation des

[218] COMBES H. et G.A. VOMMARO, *Sociologie du clientélisme*, *op. cit.*

investissements publics et des mesures facilitant l'entrepreneuriat. En outre, le programme des socialistes cherche à garantir la protection et à l'amélioration de l'emploi, au travers de mesures qui visent à renforcer les allocations comme la réglementation du travail. Finalement, ce programme préconise la mise en ordre des dépenses publiques via l'augmentation des revenus fiscaux, en favorisant la rationalisation de l'administration fiscale, le renforcement des contrôles fiscaux et une réforme de la politique de taxation[219].

Dans ce cadre, le programme du PASOK mis en avant par G. Papandreou, souligne certains aspects de l'accaparement des ressources étatiques par le parti au pouvoir pour consolider sa prédominance politique. Cela est d'ailleurs possible dans la mesure où l'État constitue dans le cas de la Grèce le promoteur central de l'économie ; son intervention prend historiquement plusieurs formes, comme les investissements, les subventions, la politique fiscale, ou l'intervention dans le secteur bancaire[220]. La constitution du budget public constitue ainsi le moyen principal de l'intervention gouvernementale dans le domaine économique.

La constitution du budget de l'année 2010 est initialement en adéquation avec le programme préélectoral du parti préconisant entre autres des mesures de réduction des dépenses publiques et la mise en place d'une allocation de solidarité en faveur des ménages aux faibles revenus[221]. Cependant, dans un contexte marqué par des données économiques de plus en plus sévères, le gouvernement socialiste se trouve contraint non seulement de revenir sur ses promesses préélectorales mais aussi de trouver une solution face à l'urgence qui s'installe. Par conséquent, en réponse aux alertes de la Commission Européenne, le PASOK présente et vote, en janvier et en février, des projets de loi visant à répondre à une situation macroéconomique dégradée, particulièrement en ce qui concerne le déficit public[222]. On observe alors un premier train de mesures d'austérité imposées dans un cadre défini comme d'urgence par les socialistes. Cependant, la performance économique globale et l'évolution du déficit public, loin de répondre

[219] PAPANDREOU G., « Discours de G. Papandreou à l'Exposition Internationale de Thessalonique (ΔΕΘ), 12 septembre 2009 ».
[220] SAKELLAROPOULOS T., « État et économie en Grèce », *op. cit.*, p. 80–81.
[221] MINISTÈRE DES FINANCES, *Κρατικός Προϋπολογισμός 2010 - Εισηγητική Έκθεση [Budget Public 2010 - Rapport]*, Athènes, 2009.
[222] THE COUNCIL OF THE EUROPEAN UNION, *Council Decision Giving notice to Greece to take measures for the deficit reduction judged necessary in order to remedy the situation of excessive deficit*, Bruxelles, Council of the European Union, 2010.

aux objectifs préconisés, sont toujours mises en question par les organes européens[223]. Cette situation entraîne finalement la constitution d'un mécanisme de sauvetage (Troïka) et la mise en œuvre d'un premier programme d'ajustement économique et structurel en mai 2010.

a) Biens indivisibles et répercussions du Mémorandum sur le PASOK

Le Mémorandum rompt avec le programme préélectoral du PASOK, à savoir les politiques promises de redistribution et de dépassement de la récession à partir d'un programme de soutien de la demande et du pouvoir d'achat. L'architecture du programme se caractérise par une logique de réduction des dépenses publiques, identifiées comme la cause du problème du déficit public. Le programme vise aussi à restaurer la compétitivité du pays et rétablir l'équilibre de la balance commerciale, ce qui entraîne des interventions plus larges sur l'économie, notamment sur le marché du travail. En même temps, le programme introduit une série de réformes structurelles toujours à la poursuite du même objectif.

Cet ensemble d'interventions entraîne, nous semble-t-il, une conséquence non négligeable sur la diminution de l'éventail des biens que le PASOK peut distribuer afin de maintenir et reproduire sa position dominante dans les rapports de force politiques. L'orientation des politiques publiques et l'usage de l'appareil étatique d'intervention dans l'économie constituaient un aspect essentiel de la politisation de l'État par le parti au pouvoir tout au long de la Troisième République. L'orientation des ressources publiques et des politiques publiques illustraient à la fois l'intervention étatique dans le domaine de l'économie et l'influence du parti au sein des instances étatiques. Néanmoins, dans le cadre du programme d'ajustement, les ressources totales distribuables semblent rétrécies en conséquence de la discipline budgétaire. Plus spécifiquement, nous observons que le programme introduit des mesures qui limitent les marges de manœuvre des socialistes dans des secteurs cruciaux comme le système d'assurance sociale et le marché du travail.

[223] LE CONSEIL DE L'UNION EUROPEENNE, *Décision du Conseil du 16 février 2010 mettant la Grèce en demeure de prendre des mesures pour procéder à la réduction du déficit jugée nécessaire pour remédier à la situation de déficit excessif*, Journal Officiel de l'Union Européenne, Bruxelles , 2010.

(1) Le déficit budgétaire au cœur des mesures d'ajustement

Le premier volet de mesures facilement identifiables sont des mesures d'austérité visant à réduire et à contrôler le déficit public. Les rapports sur l'économie du pays rédigés tant au sein des institutions internationales qu'au sein des institutions nationales comme la Banque de Grèce désignent de manière constante les dépenses publiques du gouvernement central comme champ d'intervention nécessaire afin de rétablir la balance budgétaire [224]. Dans ce cadre, le gouvernement socialiste vote, début 2010, une série de mesures dont l'objectif est l'augmentation des recettes publiques et la réduction des dépenses. Des mesures d'austérité font ainsi largement partie des trois lois votées entre 2010 et 2012 explicitant les mesures adoptées dans le cadre de l'ajustement économique.

Dans ce contexte, les salaires du secteur public connaissent des coupures successives, avec pour objectif la réduction du déficit budgétaire. Dans un premier temps, en 2010, le programme introduit la suppression des 13e et 14e mois, ainsi que la réduction de 20 % des allocations spéciales des fonctionnaires, mesures accompagnées d'une réduction des heures supplémentaires possibles [225]. Pour ce qui est des salariés des entreprises de service public (D.E.K.O. – *Entreprise Publique d'Utilité Commune*), les revenus de base connaissent une réduction de 10 %. En outre, toujours dans la perspective de réduction du déficit public, le programme introduit l'obligation d'embaucher une personne pour cinq personnes parties en retraite dans l'ensemble du secteur public. De plus, un gel des salaires est instauré jusqu'en 2012. Pour ce qui est des retraites, le programme supprime la 13e et la 14e mensualité dans les pensions de retraite et impose un gel de celles-ci. En outre, un prélèvement spécial progressif, désigné comme prélèvement de solidarité, est imposé aux revenus issus des pensions de retraite élevées, prélèvement qui sera augmenté en 2011. De manière conjointe, les socialistes introduisent un gel des salaires minimaux pour l'année 2010 dans le secteur privé, ainsi que la réduction des salaires minimaux pour les salariés de moins de 21 ans, mesures qui se prolongent ensuite les années suivantes.

Les mesures et les reformes mises en œuvre dans le cadre du programme d'ajustement touchent aussi l'ensemble du marché de l'emploi et engendrent une réduction globale des

[224] ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT STAFF, *OECD Economic Surveys Greece 2009*, Paris, 2009, p. 65–70.
[225] KARANTINOS D., « Wages and Labour Costs: Recent Developments and Prospects », *Social Cohesion Bulletin*, 2011, vol. 2, p. 4–5.

revenus et du pouvoir d'achat, en rupture avec l'évolution des revenus réels bruts qui ont connu une augmentation de 37 % pour la période 1996-2010[226]. Le gel de salaires et les réductions prévues par les conventions collectives nationales figurent parmi les principales mesures concernant la politique des salaires du secteur privé. À titre indicatif, outre le gel des salaires imposé en 2010, le programme de 2012 introduit une réduction de 22 % sur les salaires minimaux prévus par les conventions collectives nationales, une réduction qui atteint 32 % pour les employés de moins de vingt-cinq ans. En outre, le programme met en place des termes plus laxistes concernant les licenciements en élargissant les limites des licenciements en groupe et en réduisant les indemnisations prévues et les délais de préavis.

Des institutions comme l'O.C.D.E. et la Banque de Grèce estiment la réduction moyenne des salaires de 25 % pour la période 2010-2013. Les revenus minimaux du secteur privé s'échelonnent ainsi entre 586,08 euros bruts pour les nouveaux recrutés de plus de vingt-cinq ans (476,35 euros nets) et 510,94 euros bruts pour les personnes de moins de vingt-cinq ans (426,64 euros nets) ; les réductions engendrent aussi une diminution parallèle des prestations chômage [227] . La diminution du pouvoir d'achat s'accompagne d'autres phénomènes qui apparaissent ou qui se multiplient sur la période examinée, comme l'augmentation des formes précaires du travail et du travail non déclaré, la non-rémunération du travail ou la rémunération différée des heures travaillées. Le tableau des réformes du marché du travail se conclut par une hausse du chômage qui atteint, en mars 2012, 21,9 %, et qui touche prioritairement la tranche d'âge 15-24 ans avec un taux de chômage 52,8 %, ainsi que la tranche d'âge 25-34 ans qui connaît un taux de chômage de 29,8 %[228].

L'augmentation des taxes indirectes et de la T.V.A. constitue par ailleurs une mesure visant l'augmentation des recettes publiques. Dans ce cadre, la taxation sur les carburants, les produits du tabac, les boissons alcoolisées et les produits de luxe connaît des augmentations successives entre 2010 et 2012. Pour ce qui est de la T.V.A., une première augmentation a lieu à toutes les échelles de coefficient, de sorte que le coefficient de base atteint 23 % au lieu de 19 %. En 2012, une nouvelle augmentation généralisée de la T.V.A. et des taxes spéciales entre en vigueur touchant ainsi, entre autres choses, les produits alimentaires, les médicaments,

[226] MATSAGANIS M., *La politique sociale, op. cit.*, p. 71.
[227] MOURIKI A., D. BALOURDOS, O. PAPALIOU, N. SPYROPOULOU, E. FAGADAKI, et E. FRONIMOU (dir.), *To κοινωνικό πορτραίτο της Ελλάδας 2012. Όψεις της κρίσης [Le portrait social de la Grèce 2012. Aspects de la crise]*, Athènes, Centre National de Recherches Sociales, 2012, p. 66.
[228] *Ibid.*, p. 66–67.

l'électricité, les prix des transports en commun et les droits d'immatriculation des véhicules. Dans le même cadre, la T.V.A. réduite dont bénéficient les îles est suspendue. Ces augmentations des taxes indirectes correspondent à un réajustement des grilles d'imposition, et, surtout, à partir de septembre 2011, à l'instauration d'un nouvel impôt sur la propriété immobilière en fonction de la surface et de la localisation du logement (EN.F.I.A - Taxe Unie de Propriété Immobilière), un impôt perçu à travers les factures d'électricité.

(2) Réformes structurelles

Parallèlement à la cure d'austérité, des réformes structurelles sont aussi mises en œuvre dans le cadre du programme d'ajustement. Le système des pensions de retraite et la restructuration du marché du travail figurent parmi les réformes structurelles les plus importantes visant à réduire les dépenses sociales. Le système des pensions de retraite constitue en Grèce le système le plus développé d'allocations sociales, puisqu'il représente la moitié des dépenses totales de la Sécurité sociale du pays [229]. Il est largement financé par le budget public, de sorte qu'en 2008 les sommes versés par l'État aux caisses d'assurance représentent autour de 6,34 % du PIB[230]. La restructuration du système des pensions de retraite constitue ainsi une mesure préconisée durablement par les institutions internationales et un sujet crucial dans le débat public puisque chaque gouvernement, depuis le milieu des années 1990, envisage sa réforme[231].

Les mesures imposées dans le cadre du programme d'ajustement introduisent une série de modifications qui touchent tant la politique d'allocations que les critères d'attribution. Pour le secteur public, il s'agit d'une hausse de l'âge minimum de la retraite à 65 ans et un minimum de 25 ans pour la durée de couverture. La pension de retraite de base est fixée à 360 euros par mois sur douze mois ; le taux de remplacement pour les pensions proportionnelles est inférieur aux taux de remplacement antérieurs, ce qui entraîne une réduction généralisée du montant total des pensions[232]. En outre, il est prévu que le réajustement des pensions soit durablement inférieur au taux d'inflation. Des mesures supplémentaires instaurant des coupes dans les subventions étatiques spéciales envers certaines caisses comme celle des employés dans la marine marchande

[229] MATSAGANIS M., *La politique sociale, op. cit.*, p. 29.
[230] *Ibid.*
[231] FEATHERSTONE K. et D. PAPADIMITRIOU, *Les limites de l'européanisation, op. cit.*, p. 137–161.
[232] MATSAGANIS M., *La politique sociale, op. cit.*, p. 54–55.

(N.A.T. – Caisse Maritime de Retraite) ont été votées en juin 2011. En 2012, une nouvelle vague de réductions a été introduite. Elle impose une réduction de 7 % des pensions des employés dans la marine marchande et une réduction de 15 % des pensions des principales entreprises publiques comme la D.E.I. (Entreprise Publique d'Électricité), l'O.T.E. (Organisme de Télécommunications de Grèce) et la caisse des employés bancaires. De surcroît, toutes les retraites complémentaires sont réduites de 15 %.

Un volet supplémentaire de mesures vise le marché du travail. Son objectif affiché est de stimuler la compétitivité des entreprises et par là même, d'encourager la création de nouveaux emplois. Dans le programme d'ajustement, le diagnostic souligne les principaux problèmes limitant la compétitivité du travail et la création de nouveaux emplois : la faible flexibilité et les coûts directs et indirects élevés du travail figurent parmi les principales distorsions de ce marché[233]. Ce diagnostic est d'ailleurs largement partagé par des institutions nationales comme la Banque de Grèce ou la Fédération Hellénique des Entreprises (S.E.V.)[234].

Dans ce cadre, les réformes impliquées par les lois 3840/2010, 3845/2010, 3899/2010 et 4046/2012 engendrent conjointement un contrôle du coût de travail et des ajustements plus structurels comme la flexibilisation des termes et des formes du travail, des interventions dans le système des négociations collectives, des modifications en matière de droit du travail[235]. Pour ce qui est des ajustements structurels, les conventions interprofessionnelles, sectorielles et même les contrats d'entreprise peuvent contourner les conventions collectives nationales et engendrer des termes défavorables, ce qui était impossible avec la législation antérieure[236]. En outre, depuis la législation de 2012, les conventions collectives sont désormais conclues pour une durée déterminée qui ne peut pas dépasser les trois ans au maximum.

Toujours dans le cadre de la réglementation des relations de travail, le recours à l'arbitrage s'effectue à partir de 2012 uniquement avec à l'accord de toutes les parties concernées, et non plus de manière unilatérale comme c'était le cas auparavant. Les sujets traités par l'arbitrage sont limités à la fixation du salaire de base. La durée du travail devient plus flexible en fonction des spécificités du secteur ou de l'entreprise concernés (Loi 3840/2010).

[233] DIRECTORATE-GENERAL FOR ECONOMIC AND FINANCIAL AFFAIRS, *The Economic Adjustment Programme for Greece*, European Commission, coll.« Occasional Papers 61 », 2010, p. 3, 21–22.
[234] SEV, *Ετήσιος Απολογισμός ΣΕΒ - Δράσεις 2008-2009 [Rapport annuel SEV - Actions 2008-2009]*, Athènes, Fédération Hellénique d'Entreprises -SEV, 2009.
[235] MOURIKI A., D. BALOURDOS, O. PAPALIOU, N. SPYROPOULOU, E. FAGADAKI, et E. FRONIMOU (dir.), *Le portrait social de la Grèce 2012*, *op. cit.*, p. 61.
[236] MATSAGANIS M., *La politique sociale*, *op. cit.*, p. 83.

Pour ce qui est des nouveaux recrutés, la durée d'essai est étendue à un an au lieu de deux mois, et la période pour qu'un contrat devienne à durée indéterminée est aussi prolongée à trente-six mois au lieu de dix-huit.

Nous constatons ainsi que le programme d'ajustement se trouve au cœur de la diminution des ressources disponibles pour le PASOK pour mener à bien des politiques distributives expansives afin de maintenir ses soutiens auprès de ses différentes clientèles politiques. Mais le caractère global des mesures ne doit pas occulter le fait que l'application du programme d'ajustement maintient dans une large mesure les déséquilibres existants entre groupes sociaux et catégories professionnelles que ce soit au niveau de l'assurance sociale, des salaires et de la politique de taxation[237]. En d'autres termes, la mise en œuvre du programme d'ajustement touche de manière variable les différents groupes sociaux concernés. Par conséquent, de l'élaboration à sa mise en œuvre, le programme d'ajustement reste un terrain de luttes pour la concrétisation et l'application des mesures par les divers acteurs concernés.

Dans ce processus d'échanges divers qui prennent la forme de négociations et de contestations, le PASOK perd son influence sur les institutions de représentation d'intérêts. Les socialistes se trouvent privés de ressources qui assuraient traditionnellement un consensus sur les mesures adoptées. À côté du volume des biens distribuables (en baisse), c'est aussi la remise en question de la place du PASOK dans le système de régulation et de médiation d'intérêts en Grèce qui entraîne l'effondrement des socialistes. La place du parti dans le champ du pouvoir, à savoir son positionnement face aux différents acteurs et institutions influentes, n'est plus assurée. Pour mieux appréhender cette dimension, nous examinons dans la section suivante les modalités par lesquelles le parti au pouvoir produit et distribue des biens ciblés, en utilisant tant son imbrication avec les instances étatiques que son implantation au sein des différentes institutions de représentation d'intérêts. Ce sont précisément ces modalités-là, esquissant traditionnellement les conditions de consolidation du bipartisme de la Troisième République, qui sont remises en cause en 2010-2012.

[237] MOSIALOS I. et S. ALLIN, « Ομάδες συμφερόντων και η μεταρρύθμιση του συστήματος υγείας στην Ελλάδα [Groupes d'intérêt et la réforme du système de santé en Grèce] », *K. FEATHERSTONE (dir.), La politique en Grèce: le défi de la modernisation*, Athènes, Okto, 2007, p. 301 ; MATSAGANIS M., « The Limits of Selectivity as a Recipe for Welfare Reform: The Case of Greece », *Journal of Social Policy*, avril 2005, vol. 34, n° 2, p. 236 ; MATSAGANIS M., *La politique sociale, op. cit.*, p. 57, 77.

b) Biens divisibles et répercussions du programme d'ajustement : la domination socialiste contestée

À l'instar de ce qui s'est produit pour les politiques publiques et plus largement pour les biens indivisibles, le PASOK semble perdre une partie de ses capacités à produire des biens divisibles via des politiques sélectives, situation qui s'explique par l'action conjointe de deux processus. D'une part, dans le cadre du programme d'ajustement, les politiques ciblées en faveur de groupes spécifiques régressent ou du moins leurs résultats semblent être remis en cause suite à l'austérité et à la récession qui touchent le pays. Il s'agit ici d'un critère plutôt « quantitatif », exprimé en termes de volume de biens. D'autre part, le programme d'ajustement remet en question la position du PASOK dans les relations que le gouvernement socialiste maintient avec les organisations de représentation d'intérêts. Le processus de négociation pour l'arrêt des conventions nationales collectives, processus qui implique directement, outre le gouvernement, les représentants du monde du travail et des employeurs, l'illustre bien. Dans un premier temps, nous analysons les ressources mobilisées par le parti au pouvoir à travers son rôle central et multidimensionnel dans le système de médiation d'intérêts. Nous examinons ensuite les conséquences du programme d'ajustement et les processus qui entraînent la perte d'influence du PASOK sur les différentes institutions de représentation d'intérêts.

(1) La centralité du parti dans les modalités de distribution des biens divisibles

Depuis 1974, l'État n'agit plus de manière autoritaire dans le domaine de la représentation des intérêts, du syndicalisme et du cadre qui gouverne le système des arrangements sociaux. Les organisations syndicales se trouvent historiquement sous un contrôle étatique étouffant. Tout au long de la période d'après-guerre, les gouvernements successifs ont créé des dispositifs de contrôle direct de l'activité syndicale caractérisés par la subvention (exclusivement) étatique des syndicats, la formation par l'État du cadre législatif, la désignation des directions syndicales, la répression gouvernementale ou l'institution de l'arbitrage obligatoire, cette dernière légale jusqu'aux années 1990[238].

[238] ZAMBARLOUKOU S., *Κράτος και εργατικός συνδικαλισμός στην Ελλάδα, 1936-90. Μια συγκριτική προσέγγιση [État et syndicats ouvriers en Grèce, 1936-1990. Une approche comparée]*, Athènes-Komotini, Sakkoulas, 1997.

Cependant, depuis la chute de la dictature et la fondation de la Troisième République, nous assistons à une démocratisation des activités syndicales et à l'abolition des pratiques autoritaires. Ce contexte donne lieu à une libéralisation graduelle, couronnée par la loi de 1990 (1877/1990) qui consacre les négociations collectives en vue de la signature des accords sur les conventions collectives de travail à tous les niveaux, national, sectoriel, intraprofessionnel ou d'entreprise. Les négociations collectives font cependant, tout au long de la Troisième République, l'objet d'une « régulation étatique élargie » conduisant aux accords signés entre les syndicats et les associations des employeurs pour une durée limitée[239]. La démocratisation effectuée est liée dans le cas de la Grèce à une influence particulière des partis politiques sur les syndicats et plus largement sur le cadre des arrangements sociaux. Outre le fait que les partis politiques se trouvent largement implantés dans les instances étatiques compétentes comme le Ministère du Travail, ils se trouvent aussi directement impliqués dans la structuration du champ syndical.

Le système des conventions collectives est marqué alors, au cours de la Troisième République, par l'existence d'un nombre limité d'institutions qui disposent du monopole légal de la représentation des intérêts dans leur propre domaine et qui participent à la procédure de négociations et de la prise de décision. Du côté de la représentation des intérêts des salariés du privé, c'est une seule instance qui peut participer et signer des accords collectifs, à savoir la Confédération Générale des Travailleurs Grecs – GSEE ; de même, les employés du secteur public sont représentés par l'Administration Suprême des associations des Fonctionnaires – A.D.E.D.Y. La GSEE et l'A.D.E.D.Y comprennent des fédérations de second degré, ainsi que des syndicats de premier degré qui peuvent être sectoriels, régionaux ou d'entreprises. À titre indicatif, la GSEE compte en son sein 2.397 syndicats de base et 62 fédérations syndicales. Du côté des entreprises et des employeurs, l'instance représentative principale qui participe aux conventions collectives est la Fédération des Entreprises Grecques – S.E.V [240]. Outre la S.E.V., deux autres confédérations participent aux négociations collectives, celle regroupant les entreprises de petite et moyenne taille (GSEBEE) et celle regroupant les commerçants (ESEE). Des organisations traditionnelles comme celle des armateurs grecs (EEE) ou celles des banquiers (EET) ne participent pas aux accords collectifs.

[239] FEATHERSTONE K. et D. PAPADIMITRIOU, *Les limites de l'européanisation*, *op. cit.*, p. 84.
[240] *Ibid.*, p. 83 ; VOULGARIS G., *La Grèce de Metapolitefsi 1974-2009, op. cit.*, p. 355–357.

L'osmose entre parti et organisations syndicales renforce la position du PASOK dans les rapports de force politiques en fonction de la configuration gouvernementale, selon que le PASOK se trouve au gouvernement ou dans l'opposition. L'influence sur les confédérations syndicales et les associations professionnelles constitue pour les socialistes, lorsqu'ils se trouvent au pouvoir, un cadre favorable facilitant l'obtention d'un consensus sur les politiques et les réformes initiées. L'histoire des réformes introduites par les socialistes dans différents secteurs, comme celui du travail, de l'agriculture, de la santé ou de l'éducation, montre que celles-ci ont pu être menées uniquement grâce à l'atteinte du consensus de la part des organisations affiliées et des groupes d'intérêts[241]. A contrario, comme l'illustre parmi d'autres, le cas d'une tentative de réforme du système des retraites au début des années 2000, l'opposition des organisations affiliées et des cadres syndicaux du PASOK a rendu finalement caduc le projet gouvernemental[242]. L'assise sociale du PASOK permet ainsi la légitimation des politiques adoptées. À l'inverse, une fois le parti dans l'opposition, la politisation des enjeux et la mobilisation des instances représentatives constituent une modalité classique d'investissement dans la concurrence politique : comme on l'a vu par le passé, les mobilisations sectorielles, initiées par les organisations affiliées du PASOK, s'inscrivent dans un cadre de lutte politique et elles constituent une ressource supplémentaire pour le PASOK afin de contrarier l'œuvre gouvernementale de la ND.

La question du contrôle et de l'autonomie des syndicats vis-à-vis de l'État et des partis politiques s'avère assez complexe, dans la mesure où, en ce qui concerne la concurrence, les organisations syndicales se trouvent au croisement des logiques partisanes et syndicales. Les enjeux sectoriels propres s'articulent aux enjeux politiques, de sorte que la prédominance par exemple du PASKE dans un secteur d'activité constitue une ressource dans la lutte proprement politique. Cela ne signifie pas que les partis politiques exercent un contrôle absolu sur les différentes instances représentatives. Des transformations survenues depuis les années 1990

[241] Voir par exemple SPOURDALAKIS M. (dir.), *PASOK: Parti, État, Société*, *op. cit.*, p. 91–120, 137–156, 217–231 notamment la seconde partie consacrée aux politiques gouvernementales du PASOK.
[242] FEATHERSTONE K. et D. PAPADIMITRIOU, *Les limites de l'européanisation*, *op. cit.*, p. 137–151 ; TINIOS P., « Η ασφαλιστική μεταρρύθμιση: "μεταρρύθμιση με δόσεις" - μια φραγμένη διαδρομή; [La reforme du système national d'assurance maladie : une "réforme échelonnée" - un chemin bloqué?] », *K. FEATHERSTONE (dir.), La politique en Grèce : le défi de la modernisation*, Athènes, Okto, 2007, p. 275–299.

montrent que les associations syndicales bénéficient d'une autonomie croissante[243]. Les organisations syndicales ne se mobilisent pas nécessairement au nom du parti, mais, principalement, pour préserver leurs intérêts propres. Néanmoins, c'est l'articulation entre les intérêts proprement syndicaux et l'étiquette partisane qui donne cette dimension politique à la concurrence et aux mobilisations syndicales.

(2) La désolidarisation des instances affiliées du parti comme conséquence du programme d'ajustement

La mise en œuvre du programme d'ajustement par les socialistes entraîne la perte d'influence du PASOK dans les différentes instances représentatives. Les principales organisations syndicales rompent en effet avec le programme d'ajustement et s'opposent au PASOK. Les mesures adoptées ou envisagées touchent aux intérêts propres des différents secteurs. Plus globalement, nous pourrions soutenir qu'à travers le programme d'ajustement, les organisations syndicales semblent perdre leur rôle de médiation et de négociation auprès du gouvernement[244]. C'est précisément ce rôle qui est remis en cause, à savoir leur capacité à participer aux processus de décision afin de renforcer ou de maintenir leurs positions et leurs intérêts. L'imposition des nouvelles mesures met en cause la capacité des syndicats à négocier et à obtenir des rentes politiques. Cette rupture exprimée de la part des syndicats s'explique, selon nous, par la désolidarisation ou la perte d'influence des organisations socialistes affiliées.

Pour mieux appréhender ce positionnement des organisations syndicales, il faut alors examiner les modalités de perte d'influence du PASOK au sein de celles-ci, puisque, comme on l'a déjà évoqué, le PASOK dispose traditionnellement de liens organiques avec les institutions de représentation d'intérêts à travers l'activité des organisations socialistes affiliées. En d'autres termes, selon nous, c'est le positionnement de ces organisations syndicales de tendance socialiste qui détermine largement le résultat des rapports de force dans les différents secteurs. Les organisations socialistes se trouvent alors, dans la période qui s'ouvre avec l'adoption du programme d'ajustement, en phase de désolidarisation face à l'étiquette socialiste. Ce qui

[243] TSAKIRIS A., « Κράτος-Κόμμα-Συνδικάτο 1980-2001: μεταξύ ενσωμάτωσης και αμφισβήτησης [Parti-État-Syndicat 1980-2001: entre intégration et contestation] », *D. GRAVARIS (dir.), Changement social dans la Grèce moderne,* Athènes, Fondation Sakis Karagiorgas, 2004, p. 177–240.
[244] LANARA Z., *Trade unions in Greece and the crisis: a key actor under pressure*, Berlin, Friedrich-Ebert-Stiftung, 2012.

signifie que les organisations socialistes au sein des différents secteurs soit perdent de leur influence dans l'arène syndicale soit, le plus souvent, se désolidarisent face aux décisions partisanes et adoptent différentes modalités de défection.

Ici il faut comprendre que les différentes organisations affiliées du PASOK fonctionnent dans le cadre de l'action collective : leur influence dans le système d'arrangements est le sous-produit de leur travail de mobilisation sur leur secteur, comme l'a montré M. Olson[245]. Par conséquent, leur pouvoir d'influence est à la mesure de leur capacité à mobiliser dans leur propre domaine d'activité. Leur place est alors dépendante du résultat des élections intrasectorielles où elles se sont confrontées aux organisations issues des partis politiques concurrents. Dans ce cadre, les liens avec le PASOK se traduisent par des ressources mobilisées dans les arènes respectives de compétition.

Quelles sont les ressources que ces organisations peuvent mobiliser dans ce cadre ? Tout d'abord, les liens avec le parti permettent traditionnellement aux différentes organisations de proposer des biens individuels afin d'élargir leur influence : recruter dans l'administration publique ou dans les collectivités territoriales, sur la base de la proximité partisane, constitue un aspect concret du renforcement des organisations syndicales du secteur public. Dans ce cadre, participer aux négociations collectives – où l'on retrouve d'une part l'exécutif socialiste et d'autre part, la direction de l'entreprise, elle aussi désignée par les socialistes – donne des marges de manœuvre importantes aux syndicalistes socialistes pour obtenir des privilèges, renforçant leur propre position au détriment des organisations syndicales opposantes.

Une deuxième ressource, aussi en lien avec l'étiquette partisane, est la possibilité de reconversion vers une carrière politique. Tout au long de la Troisième République, passer par un poste de responsabilité syndicale constitue une manière d'accéder à des postes électifs ou à des postes gouvernementaux. Les organes intermédiaires et même centraux du PASOK, comme le Conseil national ou le Congrès, prévoient toujours la représentation de socialistes issus des différentes organisations affiliées. De cette manière, faire partie du P.A.S.K.E., ou du P.A.S.P., donne aussi accès à la bureaucratie partisane. Les postes électifs obéissent ainsi à une logique de conversion. La plupart des présidents de la GSEE issus du P.A.S.K.E. trouvent par la suite des postes dans le dispositif partisan ou ils sont présentés à des postes de députés. Mais la reconversion ne concerne pas uniquement les élites syndicales. La composition de l'équipe

[245] OLSON M., *The logic of collective action, op. cit.*

parlementaire du PASOK au fil des années nous montre bien que l'engagement dans les différentes organisations syndicales proches du parti constitue, de manière stable, une ressource d'accession à des mandats électifs. Ce jeu à deux échelles multiplie ainsi les possibilités de carrière et de trajectoire politique à travers la pratique courante d'accumulation des postes et de ressources.

La mise en œuvre du programme d'ajustement modifie ces comportements traditionnels. Dans ce contexte, le PASOK ne représente plus une ressource ni au plan matériel ni au plan symbolique. Nous nous trouvons alors dans un cadre de redéfinition des ressources légitimes dans les différentes arènes de compétition. Les organisations socialistes se trouvent confrontées à une situation où le soutien au projet gouvernemental remet en question leurs propres intérêts, et par là, leur position dans la concurrence intrasectorielle. Les répercussions des mesures pèsent directement sur la capacité de mobilisation de la part des différentes organisations socialistes. Cette disjonction entre logiques sectorielles et étiquette partisane conduit finalement à la désolidarisation vis-à-vis du PASOK, une désolidarisation qui prend différentes formes.

Des cadres syndicaux implantés dans les collectivités territoriales sous l'étiquette du P.A.S.K.E. soulignent que les mesures adoptées remettent en cause directement leurs acquis collectifs, notamment en ce qui concerne le personnel et les conditions de travail. Alexandre I., employé municipal, cadre syndical dans la branche des employés des collectivités territoriales, et représentant dans l'A.D.E.D.Y rappelle que la mise en place du mémorandum aggrave les conditions de travail et par-là, leur positionnement syndical et politique. Le résultat est la rupture au sein du P.A.S.K.E. et puis, au sein de l'A.D.E.D.Y. Alexandre I. : « *Nous avons dû affronter la direction, on a même bagarré pour s'opposer à tout ça. Lors du Congrès de l'A.D.E.D.Y., c'était la guerre* ». La défense d'intérêts sectoriels conduit à l'adoption par les syndicats des collectivités territoriales de prises de position opposées à celles du PASOK, au travers d'une lutte au sein de P.A.S.K.E., lutte qui traverse l'ensemble de la fédération et qui s'exprime aussi au niveau de l'A.D.E.D.Y. lors de son Congrès[246]. Une situation similaire marquée par l'opposition au mémorandum traverse l'ensemble des différentes organisations affiliées au PASOK dans les différents secteurs d'activité.

[246] « Πρώτη δύναμη η ΠΑΣΚΕ στο συνέδριο της ΑΔΕΔΥ [PA.S.K.E devient la première force syndicale lors du Congrès d'A.D.E.D.Y] », *www.news.gr*, 29/11/2013.

Dans ce cadre, le parti comme ressource symbolique est également remis en cause progressivement. La reconversion en politique devient de plus en plus improbable puisque l'identification avec le PASOK rend difficile la survie dans l'arène sectorielle. En outre, la composition d'un gouvernement de coalition depuis 2011, restreint dans les faits le nombre de postes au sein du gouvernement et de l'État qui sont attribués aux socialistes, ce qui grippe les mécanismes de reconversion. Le Premier ministre n'est plus issu du PASOK et une partie des ministères est confiée aux élus de la ND et de LAOS. Le PASOK cesse alors de constituer une ressource tangible pour la continuation d'une carrière.

Ce qui émerge comme alternative de survie est plutôt l'indépendance face au PASOK et l'opposition au mémorandum. Cette stratégie est adoptée dans les différents types d'élections professionnelles. Une pléiade de nouvelles organisations émerge, issues de scissions au sein du P.A.S.K.E., et revendiquent une place au sein de la GSEE ou de l'A.D.E.D.Y. Lors des élections de 2012 et 2013, les pertes considérables du P.A.S.K.E et la consolidation des nouvelles étiquettes syndicales remettent en cause la bipolarisation traditionnelle entre P.A.S.K.E et D.A.K.E.

Tableau 33 : Évolution des résultats aux élections de GSEE. 2007-2012.

Élections GSEE	2007		2009		2012	
	Suffrages	Sièges au Conseil	Suffrages	Sièges au Conseil	Suffrages	Sièges au Conseil
PASKE	228	21	230	22	145	16
DAKE	134	12	118	11	104	11
DAS	104	9	100	9	94	10
AP	31	3	29	3	44	5
EMEIS					32	3
SE					2	
ATE					2	

Sources : *GSEE., www.gsee.gr* , notre élaboration. (Voir la liste des acronymes pour les noms des organisations syndicales).

Tableau 34 : Évolution des résultats aux élections d'A.D.E.D.Y., 2007-2013.

Élections A.D.E.D.Y	**2007**			**2010**			**2013**	
	Suffrages	Sièges au Conseil		Suffrages	Sièges au Conseil		Suffrages	Sièges au Conseil
PASK - DY	346	36	PASK - DY	376	38	PASK - DY	174	22
DAKE - DY	269	28	DAKE - DY	236	24	DAKE - DY	154	19
DSRA - AP - SAK	89	9	TADISY	96	10	AARS	114	14
TADISY	72	8	AREN	84	9	DAS	91	11
APSK	34	4	PADI	43	4	APSK	68	8
TAPO	3	0	TAPO	3	0	DIAN	63	8
						DIER	10	1
						ANENEKDY	8	1
						ERGAS - TP	8	1
						ARK	2	0
						ENP	1	0

Sources : *http://adedy.gr/,* LYMPERAS C., *Το συνδικαλιστικό κίνημα των δημοσίων υπαλλήλων από τη μεταπολίτευση (1974) μέχρι σήμερα [Le mouvement syndical des fonctionnaires de 1974 jusqu'à aujourd'hui]*, Panteion University of Social and Political Sciences, Athènes, 2013, p. 834.

Les tableaux ci-dessus montrent les bouleversements survenus dans les rapports de force au sein des deux confédérations nationales les plus importantes. Avant la mise en place du programme d'ajustement, la disposition des forces partisanes suit un schéma classique : les organisations proches au PASOK et à la ND se trouvent à la tête des confédérations et partagent la majorité des votes et des sièges et le P.A.S.K.E domine dans les deux confédérations. Les organisations proches du KKE et de SYRIZA restent présentes dans l'arène syndicale, mais sont minoritaires, de sorte que la configuration des rapports de force syndicaux correspond largement à la configuration bipartite observée au niveau de la concurrence politique. Les résultats nationaux de 2012 montrent en premier lieu une augmentation importante du nombre d'organisations en concurrence qui rompt avec les schémas établis. La mise en place du programme d'ajustement facilite les scissions et l'émergence d'organisations prônant l'opposition au mémorandum, phénomène qui conduit à la multiplication des acteurs et au morcellement de la concurrence au niveau syndical. Cette modification de la structure du paysage du syndicalisme s'accompagne d'une diminution nette de l'influence du P.A.S.K.E. qui perd plus d'un tiers de son pouvoir lors des élections de 2012 et de 2013 dans les deux principales confédérations. Nous constatons alors que le programme d'ajustement conduit à une diminution généralisée de l'influence du PASOK dans les principales institutions syndicales qui constituent traditionnellement des bastions socialistes.

Cette tendance se retrouve au sein des différentes associations professionnelles : les listes qui emportent les élections sont principalement celles qui se détachent des étiquettes partisanes et notamment du PASOK, une situation qui renforce les tendances centrifuges au sein des différentes organisations d'expression d'intérêts. Le paysage morcelé qui émerge lors les élections nationales de 2012 est reproduit dans les différentes arènes de compétition non politiques où la désolidarisation d'avec l'étiquette socialiste donne la possibilité à différents acteurs, soit établis, soit en marge de la compétition, d'essayer de maintenir leur position en faisant preuve d'autonomie face au PASOK ou en adoptant un agenda contre le programme d'ajustement.

c) L'émergence d'une offre politique d'opposition

La perte d'influence des socialistes sur les différentes organisations d'expression d'intérêts s'accompagne de mobilisations syndicales qui voient le jour dès l'adoption des premières mesures d'austérité par le gouvernement socialiste, en février 2010. En d'autres termes, la mise en œuvre du programme d'ajustement conduit à l'émergence de mobilisations qui restent classiques, dans la mesure où elles reprennent dans un premier temps les répertoires d'actions les plus courants, comme les manifestations ou les journées de grève. Ces mobilisations deviennent assez rapidement l'objet d'investissements de la part des différents acteurs politiques, qui propagent et renforcent davantage la contestation en se focalisant sur le mémorandum. On y trouve ainsi tant des acteurs en rupture avec le PASOK et la ND, que d'organisations se situant à la périphérie ou à la marge du système politique. Il s'esquisse alors progressivement un cadre favorable à différents acteurs pour investir la contestation anti-mémorandum afin de revendiquer une place dans le champ politique, dans une période de réévaluation des ressources légitimes pour entrer en politique.

Le PASOK se trouve confronté, depuis mars 2010, à une vague de contestations qui touche désormais des secteurs dans lesquels il disposait historiquement d'une prédominance. Les syndicats du secteur public cherchent à défendre leurs positions et leurs privilèges en rompant ainsi, assez souvent, les ponts avec le gouvernement. Pareil pour la GSEE, elle se trouve au premier rang des mobilisations contre les mesures adoptées. Malgré la faible densité syndicale dans son ensemble, les différentes institutions de représentation d'intérêts restent les porteurs majeurs, institutionnalisés et structurés, de la contestation. Le PASOK perd, dans cette conjoncture, un soutien crucial, puisque les directions syndicales des deux confédérations les plus grandes du pays, à savoir celle des employés du public et celle du privé, non seulement contestent la politique qu'appliquent les socialistes, mais leur mobilisation devient un point de référence pour la tonalité globale de la contestation. Comme nous pouvons l'observer, dans la période qui s'ouvre avec le vote des accords, la temporalité des mobilisations est conditionnée, largement, par les grèves et les manifestations lancées par les différents syndicats. Les coupures des salaires et des retraites ainsi que l'augmentation de la taxation se révèlent particulièrement mobilisatrices puisque, lors des différents votes sur les réformes, des vagues de grèves et de manifestations ont lieu, permettant ainsi l'apparition d'acteurs et la stabilisation de l'opposition.

Les syndicats se situent à l'épicentre des mobilisations, qui, d'une certaine manière, déterminent le calendrier des grèves et des manifestations. À titre indicatif, entre le deuxième semestre 2010 et mai 2011, huit grèves générales sont lancées par les deux confédérations nationales[247].

La caractéristique principale de cette contestation est son horizontalité : les différents groupes sociaux et professions, même inégalement touchés dans les faits et dans la lettre du programme, remettent en cause le Mémorandum en bloc, de sorte que ce dernier devient la cible principale de la contestation, avec laquelle se confond le gouvernement socialiste qui l'a imposé. Les différents syndicats et associations professionnelles adoptent alors une stratégie classique de contestation, en se focalisant sur le PASOK et le Mémorandum. Cela leur permet de propager la contestation à différents secteurs et faire la liaison avec des forces politiques d'opposition. Par conséquent, tout au long des années 2010 et 2011, nous observons que le Mémorandum et sa mise en œuvre deviennent un champ de luttes politiques et symboliques. Cette optique horizontale de la contestation est investie par les partis d'opposition : SYRIZA, par excellence, mobilise sur le caractère global des mesures sans forcément évoquer le maintien des inégalités en matière de réglementation et de traitement au sein du programme d'ajustement[248]. Dans ce cadre, on constate la collusion entre directions syndicales et partis d'opposition comme SYRIZA qui soutiennent les mobilisations syndicales en politisant et en donnant un caractère spécifiquement antigouvernemental aux contestations.

Depuis mai 2011, à l'exemple du mouvement des Indignés en Espagne, des rassemblements contre les mesures d'austérité et les responsables politiques sont organisés par le biais des réseaux sociaux. Ces rassemblements accueillent progressivement un nombre croissant de personnes impliquées et donnent naissance à des manifestations de masse. Les rassemblements ont lieu dans les places centrales de chaque ville et donnent lieu à l'occupation des places dans l'ensemble du pays. C'est pourquoi le mouvement des Indignés s'appelle aussi « mouvement des places ». L'occupation de la place de *Syntagma* (en grec la Constitution), place centrale d'Athènes située en face du Parlement, reste la plus massive en termes de personnes mobilisées et donne naissance à des événements divers comme l'organisation de réunions, de

[247] KOTRONAKI L., « Les mobilisations des Indignés: Politique du conflit et politique conventionnelle aux années du Mémorandum en Grèce », *Pôle Sud*, 2013, vol. 38, n° 1, p. 55–56.
[248] TSIPRAS A., « Discours d'A. Tsipras au Parlement, le 06.05.2010. Débat sur le projet de loi sur les mesures pour la mise en oeuvre du mécanisme de soutien de l'économie grecque » ; TSIPRAS A., « Discours d'A. Tsipras au Parlement, le 29.06.2011. Débat sur le projet de loi du ministère de Finances "Cadre de moyen-terme de stratégie budgétaire 2012-2015" ».

débats et de manifestations jusqu'à fin juillet 2011. L'occupation prend fin avec l'intervention des forces d'ordre. En juin 2011, le mouvement des Indignés semble constituer un mouvement multidimensionnel, investi par certains partis d'opposition comme SYRIZA et par des forces politiques extraparlementaires comme Aube Dorée. L'apparition d'un mouvement contestataire interclassiste, intergénérationnel et interprofessionnel constitue en soi une défaite pour le PASOK au niveau de la lutte symbolique, mais aussi au niveau pratique. Le PASOK se voit privé de ressources matérielles et il est également confronté à une rhétorique en tous points contraire à la sienne. À propos du mémorandum, on voit progressivement s'affronter des visions politiques diamétralement opposées. Le PASOK cherche à expliquer la nécessité du programme d'ajustement comme seul moyen d'éviter une faillite. Dans cette lecture, c'est la crise économique qui rend nécessaire l'intervention des partenaires européens et du F.M.I. sous la forme du programme d'ajustement[249].

Quant à l'opposition, elle remet en question la nécessité du programme et de l'intervention du F.M.I. dans les affaires du pays. Le mémorandum est perçu comme un moyen pour les élites politiques et économiques d'éluder leurs responsabilités. Cela laisse le champ ouvert à une kyrielle d'accusations. Les spéculations bancaires – réelles — pendant la période d'augmentation des *spreads* et de la dégradation de la note du pays par les agences de notation, ainsi que les ambiguïtés de l'Union Européenne[250] face à la crise de la dette et du déficit dominent le débat public et nourrissent les voix d'opposition au sein et en dehors du Parlement[251].

Les socialistes doivent ainsi faire face à de nouvelles accusations : ils ne sont pas seulement traités de corrompus mais aussi de traîtres. Ces accusations qui traversent le débat public deviennent effectives à partir du moment où des acteurs politiques les prennent en compte : outre les mobilsiations des Indignés, la défection de nombreux cadres et l'apparition de

[249] À titre indicatif, PAPANDREOU G., « Discours de G. Papandreou à l'onzième réunion du Conseil National du PASOK, le 4 mars 2011 ».

[250] La sous-estimation initiale de la crise de la part de l'Union Européenne ainsi que le retard d'une prise en charge collective sont deux facteurs qui semblent avoir contribué à l'aggravation des données macro-économiques du pays. En titre indicatif, le Mécanisme Européen de Stabilité est fondé en 2012, à savoir deux ans après le déclenchement de la crise. Voir aussi sur ce sujet PANAGIOTAREA E., « Είναι αλήθεια ότι η στάση της Ευρωζώνης έναντι της Ελλάδας δεν ήταν αλληλέγγυα; [Est-ce vrai que la position de la zone d'Euro n'était pas solidaire face à la Grèce?] », *D. KATSIKAS, K. FILINIS et M. ANASTASATOU (dir.), Comprendre la crise grecque*, Athènes, Papazisis, 2017, p. 188–189 ; HOANG-NGOC L. et F. LEBARON, *Les mystères de la Troïka*, Bellecombe-en-Bauges, Éd. du Croquant, 2014, p. 65–68.

[251] PARLEMENT HELLÉNIQUE, « Πρακτικά της Βουλής 19 Οκτωβρίου 2011 [Compte rendu du Parlement, le 19 Octobre 2011] ».

députés indépendants confèrent un caractère plus institutionnalisé et médiatisé à ces accusations. En outre, l'absence de validation du premier programme d'ajustement par une majorité qualifiée au sein du Parlement nourrit des discours sur la violation de la Constitution et la remise en question de la souveraineté du pays [252]. On voit même émerger une rhétorique de l'« Occupation » en écho à l'une des pages les plus sombres de l'histoire du pays[253].

Le camp anti-Mémorandum s'impose ainsi, tant comme une voix d'opposition au niveau parlementaire, que comme une opportunité pour des acteurs non politiques cherchant à influencer l'agenda politique[254]. Dans ce cadre, de nouveaux acteurs, comme des organisations et des mouvements divers, cherchent à politiser la question du programme d'ajustement et à étendre leur influence. SYRIZA nous offre dans ce cadre un exemple illustratif de cette opportunité de bouleverser les règles établies et d'utiliser ses propres ressources afin d'améliorer sa place dans le système de partis. Au moment où le mémorandum est introduit, SYRIZA articule des ressources à la fois conventionnelles, en utilisant sa position, même marginale, au Parlement, et extraparlementaires, en se positionnant au premier rang des mobilisations contestataires.

Ces mobilisations ne sont pas forcément directement liées au programme d'ajustement. Un exemple typique de la stratégie d'implantation et de politisation des mobilisations contestataires de la part de SYRIZA est le cas d'une revendication locale d'annulation d'un projet de construction d'une décharge de déchets dans la ville de Keratea, à l'Est du bassin d'Attique. Ces mobilisations deviennent l'objet d'un investissement par SYRIZA qui y voit les germes d'une stratégie contre le mémorandum : les cadres de SYRIZA évoquent le sujet au parlement ou aux médias[255]. Dans les journaux proches du parti, on évoque aussi fréquemment les mobilisations en se solidarisant avec elles. Le président du parti, A. Tsipras, visite Keratea à

[252] KIVOTIDIS D., « The Form and Content of the Greek Crisis Legislation », *Law and Critique*, mars 2018, vol. 29, n° 1, p. 57–81.

[253] Le terme « Occupation » est très fortement connoté puisqu'il fait allusion à la période d'occupation du pays par les forces de l'Axe entre 1941 et 1944. Il s'agit d'une période qui est liée tant avec la famine que les violences exercées par les forces de l'ordre. À titre indicatif, selon les estimations de M. Mazower, 300 000 personnes sont mortes de famine pendant l'hiver 1941-1942. MAZOWER M., *Inside Hitler's Greece: the Experience of Occupation, 1941 - 44*, New Haven, Yale University Press, 2001.

[254] On retrouve ici la situation selon laquelle « la diffusion des discours et positions critiques découle donc en grande partie du travail de mobilisation d'individus qui, parce qu'exclus jusqu'alors du jeu politique et des canaux de sélection des élites dirigéantes, trouvent dans la dénonciation du régime antérieur un moyen pour investir l'espace public (...) ». BRIQUET J.-L., « La crise politique en Italie. Les analyses de la science politique italienne », *Politix*, 1995, vol. 8, n° 30, p. 135.

[255] SYRIZA, « Ερώτηση στο πλαίσιο κοινοβευλευτικού ελέγχου από τους βουλευτές Η. Διώτη και Θ. Δρίτσα [Question dans le cadre du contrôle parlementaire, soumise par les députés de SYRIZA I. Dioti et T. Dritsas] », 28.12.2010.

différentes reprises et dialogue avec les représentants locaux et les représentants des comités de lutte.

Un autre exemple de politisation de mouvements sociaux est le mouvement de refus de paiement des droits de péage alors connu comme mouvement « *Δεν Πληρώνω* », « *Je ne paie pas* ». Ce mouvement se propage aux relevés de compte de l'électricité, une fois que la taxe d'habitation est prélevée via ces factures. SYRIZA se solidarise avec ces mouvements en cherchant à les inscrire dans une campagne anti-mémorandum comme il est spécifiquement évoqué dans les textes officiels du parti[256]. De plus, de par sa position institutionnelle, ce parti cherche à unir ces différents mouvements lorsque des manifestations et des grèves nationales rassemblent leurs représentants.

Étant ainsi la seule force politique structurée et institutionnalisée dans le mouvement des Indignés, SYRIZA apparaît comme le plus à même de politiser et donner un sens aux différents actes de contestation face à l'austérité. Un exemple majeur de cette combinaison des ressources conventionnelles et moins conventionnelles est la reconversion des différents experts, surtout en matière d'économie, vers SYRIZA. En effet, tout au long du programme d'ajustement, celui-ci devient l'objet de critiques d'une série d'économistes, tant grecs qu'étrangers[257]. Y. Varoufakis, économiste, ancien conseiller de G. Papandreou, constitue un tel exemple, en intervenant très fréquemment dans le débat public en adoptant des positions critiques face au programme, soit à travers son site internet, soit à travers la presse et la télévision grecques où il multiplie les interventions depuis la fin 2010.

Le programme d'ajustement, ses termes et ses effets font largement l'objet d'interventions mêlant analyse savante et engagement pour une cause. L'accent est mis sur le rôle négatif du programme dans l'économie en affirmant que ce dernier se trouve au cœur de la récession. Les programmes successifs, incapables d'achever les objectifs affichés, et la dégradation d'indicateurs économiques comme la baisse du PIB ou la hausse constante du chômage offrent des arguments reposant sur la description du cercle vicieux entraîné par le programme d'ajustement. La question de la dette émerge aussi très sérieusement et donne lieu à

[256] SYRIZA, « Πολιτική Απόφαση του Ιδρυτικού συνεδρίου του ΣΥΡΙΖΑ [Décision Politique du Congrès Fondateur de la Coalition de Gauche Radicale - SYRIZA] », 2013 ; SYRIZA, « Καταστατικό ΣΥΡΙΖΑ 2013 [Statut de la Coalition de Gauche Radicale - SYRIZA 2013] », 2013.
[257] GALBRAITH J.K., *Crise grecque, tragédie européenne*, Paris, Éditions du Seuil, 2016.

des comités divers sur son contrôle comptable et à des mouvements de désobéissance civile face à la question de sa non-légitimité et de l'austérité imposée.

De plus, SYRIZA, en insistant sur la dimension européenne de la crise, met en question les acteurs européens et internationaux, par exemple en désignant les membres de la Troïka comme des usurpateurs de la propriété nationale. Nous lisons ainsi dans le rapport du Congrès fondateur de SYRIZA : *« En Grèce, la Troïka de l'U.E., du F.M.I et de la B.C.E., avec le rôle prédominant de l'Allemagne dans la stratégie européenne, impose des mesures les plus dures, qui conduisent des larges parties de la population dans une crise humanitaire. La richesse nationale, les biens et services publics se trouvent en état de privatisation et de vente*[258]*»*. SYRIZA nourrit son discours en s'appuyant sur des énoncés savants. Les différentes formes de contestation, comme les comités pour le contrôle de la dette ou encore les tables rondes organisées sur la place de Syntagma par les Indignés, constituent des lieux de rapprochement entre partis d'opposition et économistes hétérodoxes. Par sa position institutionnelle, SYRIZA semble offrir une perspective politique concrète à ces visions alternatives de la crise et en même temps, il profite du rapprochement de ces experts qui confèrent à son programme une légitimité supplémentaire. L'adjonction des ressources issues des mouvements à celles issues de l'expertise produit une offre politique de remplacement qui contribue à la dévalorisation des positions socialistes.

SYRIZA élargit son audience et son influence, tout en maintenant des répertoires et des formes d'action classiques, conformes à ses ressources disponibles qui proviennent prioritairement de l'implication active de ses militants dans différents mouvements sociaux. Dans cette conjoncture précise, faire partie de la contestation et de l'opposition au mémorandum s'avère une ressource légitime à divers niveaux : pour avoir, dans un premier temps, accès à l'espace public et participer à une pléthore d'actes d'opposition ; par ailleurs, cette participation anti-Mémorandum est une ressource qui devient légitime pour se présenter comme candidat à divers postes électifs. Au contraire, dans cette conjoncture de revalorisation des ressources, faire partie du PASOK, équivaut à une perte de légitimité telle qu'elle entraîne accusations ou railleries, voire aboutit à des violences physiques. Dans ce cadre, l'examen de la situation du PASOK au Pirée et l'impossibilité de reproduire son assise locale nous permet de comprendre la

[258] SYRIZA, « Πολιτική Απόφαση του Ιδρυτικού συνεδρίου του ΣΥΡΙΖΑ [Décision Politique du Congrès Fondateur de la Coalition de Gauche Radicale - SYRIZA] », *op. cit.*, p. 1–2.

désagrégation d'un milieu partisan dominant pendant trois décennies, ainsi que les modalités concrètes d'implantation d'acteurs politiques opposants.

Section 2. L'effondrement de l'assise locale du PASOK et les tentatives d'implantation locale des partis concurrents

Les modalités de consolidation du PASOK au plan local suivent dans les grandes lignes les processus de captation et de distribution de ressources esquissées au plan national. Cela signifie que le PASOK distribue aussi bien des biens indivisibles que divisibles au plan local en vue de maintenir et élargir son influence et son électorat. Pour ce qui est des biens indivisibles, nous nous référons principalement aux politiques publiques locales qui sont mises en œuvre dans le cadre du développement régional. Il s'agit notamment des réalisations publiques qui visent à améliorer les infrastructures sociales du Pirée et de sa périphérie. Ces interventions constituent d'ailleurs historiquement des réponses à des demandes exprimées par différents acteurs locaux. Pour ce qui est des biens divisibles, nous percevons un large éventail de biens individuels, distribués sous différentes formes comme des emplois, ou des « arrangements » administratifs divers. Ceux-ci constituent d'ailleurs la base des relations clientélistes situées au niveau local. Dans les deux cas, la distribution des biens et leur production sont conditionnées par les organisations locales du parti (sections locales et régionales), ainsi que par les élus socialistes, députés et maires y compris : ceci constitue le parti au local qui prend en charge le maintien des clientèles politiques.

Or, la mise en œuvre du programme d'ajustement affecte alors tant le volume de ressources disponibles que la position des acteurs locaux du parti. Les ressources orientées vers des politiques locales sont diminuées à la suite des mesures d'austérité et du programme de réforme des collectivités territoriales « Callicratès » (3852/2010). En outre, le rôle du parti au local est doublement remis en cause. Avant la crise, les rapports de force intrapartisans au niveau local montrent la prise en main des élus sur les sections locales : ce sont davantage les élus qui disposent des ressources nécessaires afin de conduire des arrangements clientélistes au détriment des organes locaux du parti. Néanmoins, dans la période examinée, le maintien des clientèles politiques s'avère impossible pour les trois députés en place, alors que les élus dans les collectivités territoriales prennent leur distance, depuis les élections de 2010, par rapport à

l'étiquette socialiste : les relations clientélistes ne s'effectuent plus au nom du PASOK. Par conséquent, outre la réduction des flux financiers, c'est aussi la chaîne entre gouvernement, élus locaux et bureaucratie locale qui est remise en question. En conséquence, le parti au local se trouve, dans la période 2010-2012, privé de tous les éléments qui constituaient traditionnellement les ressorts de son assise locale.

a) Rétrécissement des ressources, désarticulation des réseaux partisans : le parti au local en question

Dans l'espace piréote, c'est la mise en oeuvre des politiques d'aménagement urbain et de développement régional qui concrétise les pratiques de distribution de biens indivisibles. Ces pratiques cristallisent aussi l'articulation entre le parti au pouvoir et le parti au local. L'activité des socialistes dans les deux circonscriptions du Pirée consiste ainsi en la reprise des demandes et des revendications investies tant par le PASOK que par d'autres acteurs locaux tout au long de la Troisième République et même auparavant. Ces revendications portent principalement sur les questions relatives aux conditions de vie et principalement celles liées à la résidence. Elles renvoient aux modalités d'accès à la propriété des couches populaires installées dans la région du Pirée dans la période d'après-guerre. On retrouve parmi elles le plan d'urbanisme, la mise en place ou l'amélioration des infrastructures, le changement des usages de la terre caractérisés par la proximité de la résidence avec l'industrie.

(1) Développement régional et renforcement institutionnel et budgétaire des collectivités territoriales : les conditions de la consolidation socialiste au Pirée

La mise en avant de revendications locales s'effectue par la réalisation de politiques publiques locales conduites soit par le gouvernement à travers notamment le ministère compétent, celui du Développement, soit par des subventions aux collectivités territoriales. De cette manière, de la politisation des demandes locales à leur prise en charge par les autorités publiques et à leur réalisation, nous pouvons identifier une série d'étapes où l'intervention des différentes facettes du parti socialiste reste cruciale. Comme résultat, les biens à usage collectif sont crédités au PASOK et renforcent la position de ses élus locaux. Dans ce cadre, Thomas N.,

député du PASOK au Pirée B' depuis les années 1980, nous parle des différentes interventions effectuées sous la tutelle socialiste, à savoir l'amélioration des infrastructures en matière de santé et d'éducation. Il s'agit bien d'une politique nationale à effets localisés :

Thomas N. : Ensuite, nous avons fondé l'E.S.Y. [le Système National de Santé] pour la première fois (...) et cela a une signification pratique pour le peuple, n'est-ce pas? C'était quoi l'E.S.Y.? Avant que nous l'ayons créé et mis en place en deux ou trois ans, lorsque nous allions à l'hôpital il y avait des malades en train de mourir parce qu'ils n'avaient pas d'oxygène (...) il a fallu que vienne le PASOK pour que chaque hôpital acquière, dans les zones populaires, des unités de soins intensifs, l'approvisionnement en oxygène, etc. (...) Permets-moi de te donner un exemple concernant les écoles et leurs infrastructures: quand j'allais à l'école, j'ai terminé le lycée en y allant un jour le matin, un jour l'après-midi, en double vacation. Mais quand mes enfants l'ont terminé, et que PASOK avait alors passé quinze ans au pouvoir, il n'y avait plus de double vacation dans les écoles.

Les questions locales font à la fois l'objet de politisation de la part des acteurs locaux et l'objet d'interventions des autorités socialistes, locales et nationales. Le PASOK, une fois au pouvoir, promeut des interventions locales dans le but d'améliorer l'espace urbain et les conditions de vie. Ces politiques localisées combinent des dimensions matérielles, comme l'amélioration des infrastructures et des dimensions symboliques plus larges, liées par exemple à l'amélioration du niveau de vie. Ces interventions sont aussi soulignées par Nikitas K., député socialiste au Pirée en 2009-2012 et cadre local du parti à sa fondation :

Nikitas K. : Pour que tu comprennes, à Kaminia [quartier populaire du Pirée], à cette époque, il n'y avait pas d'écoles. Autrement dit, à part les classes primaires, il n'y avait ni collège, ni lycée. Nous étions obligés de venir alors au Pirée-centre. Ou il n'y avait pas du tout d'espaces verts, pas d'espaces libres, disons des terrains de sport etc. pour que nous puissions, nous les jeunes, avoir des activités. Ensuite, nous avions aussi un problème très important, le même qu'avaient aussi ceux de ta famille: il n'y avait pas de système de drainage des eaux de pluie [...] nous avons cherché des solutions à ces problèmes [...] généralement nous avions ainsi une activité intense, nous nous préoccupions des problèmes des gens et de la société.

Plus spécifiquement, pour la périphérie du Pirée, les sujets liés aux conditions de logement structurent les mobilisations locales tout au long des années d'après-guerre. Les

inégalités en termes d'infrastructures, héritées des conditions particulières de la formation des villes autour du Pirée, laissent leur empreinte sur l'ensemble des questions afférentes à l'habitat. La plus large partie des nouveaux habitants trouve un accès à l'habitat via des pratiques d'auto-construction populaire. Ce type d'habitat, à savoir la construction de la maison par ses propres moyens, constituait le moyen par excellence d'acquisition d'un logement pendant les années 1950 et 1960, période pendant laquelle s'installent dans la région de la capitale plus de 460 000 personnes[259]. Des constructions sommaires et initialement illégales marquent ainsi le paysage de la périphérie des centres urbains. La loi sur la copropriété horizontale a donné aussi progressivement le droit d'accès au logement aux couches populaires de la capitale via l'institution de la « contrepartie » (*αντιπαροχή*), c'est-à-dire, la constitution d'un droit de superficie aux propriétaires en contrepartie de travaux de construction. Leonidas E., ancien député au Pirée B' et ancien maire dans une municipalité voisine, nous raconte à propos des demandes historiques véhiculées par le PASOK :

Leonidas E. : Regarde, selon les époques, les demandes changent. À cette époque, les grands problèmes étaient les problèmes environnementaux. Il y avait des usines dans la région, il y avait la pollution de l'environnement, des problèmes qui étaient au premier plan pour les gens. Mais l'essentiel était de changer la ville au mieux, même un petit arbre ou un petit banc ou un petit lampadaire qui faisait progresser un peu, mais toujours plus, la ville, c'était ce que les citoyens voulaient.

De la même manière, un autre cadre local du parti, Cyril X., élu également dans le passé aux postes de député du Pirée B' et d'adjoint au maire, évoque les axes principaux du travail politique, tel que monopolisé par des revendications locales au sujet des infrastructures et du niveau de vie :

Cyril X. : Et surtout parce que nous vivons dans un quartier qui était essentiellement entouré par les sept plaies du Pharaon: une usine d'engrais, des cimenteries, D.E.I (une centrale électrique), la criée aux poissons, des milliers d'autres problèmes, des usines de plâtre, une station de traitement des eaux usées. Nous étions donc encerclés de problèmes. Il fallait quelqu'un pour s'occuper des réclamations, soit auprès des autorités locales, soit auprès du pouvoir central, [...] donc des milliers de problèmes à traiter tous les jours, sans fin.

[259] MALOUTAS T. (dir.), *Atlas social et économique, op. cit.*, p. 29.

Dans ce cadre, la consolidation des socialistes passe largement par une activité centrée sur ces questions. Le passage au pouvoir multiplie, ainsi, les interventions des organes socialistes dans la région. Ces activités constituent les aspects principaux du métier et du travail politique qui contribuent largement à l'implantation locale et la légitimation du personnel socialiste. La consolidation du parti au plan local passe aussi par l'investissement dans les collectivités territoriales qui deviennent des acteurs centraux des politiques locales. Cet investissement s'exprime tant au niveau de la concurrence pour les élections locales que par un renforcement institutionnel et budgétaire de celles-ci. Cyril X., actif dans les affaires locales du PASOK depuis la fin des années 1970, et élu à plusieurs fois dans le conseil municipal de sa ville, raconte l'emprise socialiste sur les institutions du pouvoir local :

Cyril X. : Peu à peu, après l'arrivée du PASOK au pouvoir, les autorités locales ont acquis des pouvoirs et des ressources financières énormes. Donc, la plupart des revendications des associations locales d'alors, le pouvoir local était parvenu à y répondre lui-même. Parce qu'il avait eu la possibilité de créer le KAPI [Centre d'Animation des Personnes âgées], à faire des jardins d'enfants, à faire des places, à planter des arbres, à paver les rues, à combler les nids de poule. C'est-à-dire les milliers de choses que la décentralisation permet de faire [...] Pendant ce temps, les collectivités territoriales ont vécu le siècle d'or, non? Je me souviens maintenant des années 81 à 82, en 81, le montant réservé à l'urbanisme pour les municipalités, versé par l'État, était de trente-cinq millions. Le budget de 1982 a été fait par le PASOK. Ainsi, en 82 il était passé à cent dix millions, de trente-cinq à cent dix, trois fois plus. Et bien sûr, à partir de là, disons, a commencé l'escalade, nous parlons de beaucoup d'argent.

Ainsi, les ressources issues du contrôle du pouvoir local par l'implantation des socialistes à des postes de pouvoir local, se combinent avec la captation des ressources étatiques. Cet entrelacement s'exprime, par exemple, au niveau de la planification et de l'orientation des investissements pour ce qui est du plan d'urbanisme ou de la mise en place d'infrastructures. Nous constatons ainsi une dynamique développée entre le mécanisme partisan local, les élus locaux et le gouvernement ; une dynamique qui esquisse aussi les modalités d'inscription locale des socialistes.

Les élus socialistes interviennent tant en inscrivant ces enjeux dans leur travail politique qu'en mettant en place des politiques d'aménagement local. Les municipalités contrôlées par les socialistes participent à la concrétisation des politiques au niveau local et jouent un rôle

important dans leur conception et leur réalisation. Les instances centrales du gouvernement, à savoir les ministères compétents, posent le cadre de l'aménagement urbain et participent aux procédures de financement et de réalisation des projets. Sans soutenir une approche enchantée des réformes socialistes, nous appréhendons les interventions au plan local comme un point qui synthétise les processus de captation et de distribution des ressources par le PASOK. Les événements d'inauguration des différentes réalisations, ainsi que les plaquettes d'information signalent, symboliquement, l'inscription du parti dans l'espace local. Dans plusieurs réalisations, nous trouvons encore la date de fondation, le nom du maire ou encore le nom du ministre du Développement, auxquels est crédité un bâtiment public, une place, une rue piétonne, une rénovation.

(2) La remise en question des ressorts traditionnels de l'ancrage local du PASOK

Dans le cadre esquissé par la réforme administrative de Callicratès et le programme d'ajustement, les ressources versées aux autorités locales au travers du budget public régressent. La conséquence directe de ce phénomène est ainsi la diminution des flux financiers en provenance du gouvernement dont les élus locaux socialistes jouissaient traditionnellement. Les collectivités territoriales sont amenées à trouver et à produire des ressources propres. De cette manière, les élus locaux sont confrontés non seulement à des difficultés à produire des politiques ciblées, mais ils affrontent le plus souvent une situation qui remet en cause le fonctionnement de l'administration locale : déficits budgétaires, incapacité de remboursement des dettes antérieures, manque de personnel ou retards aux paiements dans plusieurs mairies[260].

Théodore R., maire en fonction dans la mairie de Korydallos, interviewé en février 2014, désigne la situation actuelle comme un échec dû à la combinaison de la réforme administrative et les cures d'austérité pesant sur le fonctionnement des collectivités territoriales :

Théodore R. : Le programme Callicratès était une demande qu'avait faite et proposée la décentralisation, au congrès de Kyllini en 2007 et qui avait été acceptée par une écrasante majorité, on pourrait dire à l'unanimité [...] il s'agissait de réaliser des fusions de municipalités. En tant que théorie et philosophie,

[260] Voir aussi BALME R., « Des maires sous quelle influence ? », *Politix*, 1989, vol. 2, n° 7, p. 108–114.

c'était juste. Mais le fonctionnement de Callicratès, combiné avec le Mémorandum, a créé d'énormes problèmes tant pour les municipalités que pour les citoyens. Il y a eu une réduction des dépenses et c'est positif. C'est-à-dire qu'il y a eu une fusion de personnes morales, ce qui devait être fait. Mais la convergence des fusions et des réductions budgétaires, toujours dans le cadre du Mémorandum, a rendu tragique la situation dans les municipalités. Parce que vous devez tenir compte du fait que la réduction des subventions aux pouvoirs décentralisés a dépassé les 60%. Et quand Callicratès a été voté, il y avait une clause qui l'accompagnait, qui disait que quatre milliards seraient donnés aux pouvoirs décentralisés pour soutenir Callicratès. Et non seulement ces quatre milliards n'ont pas été donnés, mais en fait, les subventions ont été réduites de deux milliards. Donc, si nous en jugeons par le résultat, Kallicratis fut un fiasco monumental.

Par conséquent, la question du budget des collectivités territoriales devient un objet de politisation de premier rang de la part des élus locaux, ce qui les place en rupture avec les deux axes phares du projet gouvernemental, à savoir la réforme de Callicratès et le Mémorandum.

Enquêteur : Donc, pour les différentes oeuvres, il y a une aide du pouvoir central?
Théodore R. : Vous voulez rire? Aucune. Je vous dis que les subventions ont diminué de 50%. Tous les projets sont réalisés principalement par des programmes européens. Les projets menés dans notre ville, il y a là quelque chose de paradoxal, nous avons des subventions réduites, mais tout ce qui se fait maintenant à Korydallos est sans aucun précédent historique. [...] pour ces grands travaux donc, la municipalité n'a pas emprunté un seul euro. Mais nous avons tiré profit de ce qui existait. Cela, vous savez, en raison de la capacité de la municipalité à demander et à obtenir, et ici c'est cela qui se passe. Donc nous avons terminé la mairie, terminé la plus grande crèche de l'Attique, le deuxième gymnase couvert fonctionne, on a terminé trois écoles [...].

Le discours qui insiste sur les réalisations par le pouvoir local « malgré le mémorandum et les financements réduits » constitue un leitmotiv de la part des élus des collectivités territoriales tout au long de la période examinée. Ce type de discours montre, selon nous, la quête de plus en plus prononcée de distanciation des élus locaux par rapport aux enjeux du pouvoir central. Les instances étatiques centrales sont perçues comme lointaines voire comme hostiles face aux demandes locales, ce qui est illustré aussi dans le récit du maire de Nikea – Rentis, Petros L., candidat officiel du parti lors des élections municipales de 2010 :

Petros L. : ce que nous avons essayé et réalisé pendant deux ans était d'arrêter le glissement de terrain qui avait lieu dans la ville, de stabiliser la situation et de commencer à aborder l'aspect économique. Dès lors, arriver à obtenir de l'argent, c'est une histoire énorme.

L'activité des élus locaux rompt l'articulation entre les différentes facettes du PASOK et la distribution des biens collectifs s'effectue en l'absence, voire en opposition à l'étiquette partisane. La politisation des demandes locales et les revendications traditionnelles s'inscrivent en rupture avec les axes du projet gouvernemental. Les organes locaux se trouvent en bloc écartés des processus de prise de décision tant au niveau national que local, l'intervention des députés socialistes ou des sections locales dans les affaires municipales paraît anémique. Les maires socialistes ou soutenus par le PASOK se distancient afin d'investir davantage leur position d'élu local.

b) Le PASOK et la distribution des biens divisibles au niveau local : retour sur les modalités de formation et de déformation des clientèles locales

Le PASOK subit aussi une diminution des biens divisibles distribuables au niveau local. Les relations clientélistes constituent traditionnellement les modalités classiques de distribution de biens divisibles au plan local. Celles-ci s'avèrent désormais particulièrement improbables puisque d'une part, les modalités de captation de ressources publiques sont diminuées et que d'autre part, les instances collectives et les individus en charge du patronage se trouvent dans l'impossibilité de maintenir les réseaux clientélistes. Si la diminution des ressources est liée à la conjoncture, l'affaiblissement des organes partisans chargés d'effectuer des arrangements clientélistes n'est pas propre à la conjoncture. Le PASOK est confronté à une transformation des formes de patronage qui, assumé à titre collectif auparavant, évolue vers des formes de plus en plus individuelles structurées autour des élus locaux, députés et maires notamment. Par conséquent, les contraintes pesant sur les élus et la désolidarisation d'un bon nombre d'entre eux consacrent l'impossibilité pour le PASOK de continuer effectuer des arrangements clientélistes et à maintenir des clientèles politiques.

L'importance de cette transformation réside dans le fait qu'au moment de la mise en œuvre du programme d'ajustement, le PASOK se trouve largement privé de ses capacités à

entretenir des clientèles à travers les modalités classiques du patronage. D'une part, les biens distribuables classiques comme les emplois paraissent rétrécis en conséquence des injonctions du programme d'ajustement. Mais de manière plus importante, les instances traditionnelles en charge du patronage se trouvent dans l'impossibilité de reproduire les arrangements clientélistes. Dans le cadre de l'ajustement, la centralisation des processus de prise de décision entraîne aussi une réduction des instances compétentes pour distribuer des biens de manière ciblée. Les sections locales et régionales du parti se trouvent déjà dépossédés de moyens de distribution de biens et de médiation avec l'administration. Pour ce qui est des députés, ils semblent avoir de moins en moins accès tant aux décisions qu'aux ressources publiques. Parallèlement, les députés socialistes sont largement désignés comme exemples de corruption et constituent une cible facile de contestation.

(1) La centralité du patronage dans la création des clientèles politiques

L'imbrication entre le parti et l'administration publique fournit aux sections locales socialistes des interlocuteurs privilégiés dans l'appareil étatique. La présence du personnel socialiste dans l'ensemble des sphères de l'administration publique offre la possibilité aux cadres locaux du parti de rendre des services individuels, en jouant un rôle de médiateur entre l'administration publique et les électeurs[261]. La réduction du temps d'attente dans différentes démarches administratives, la facilité à obtenir un permis de construire, à éviter une amende, constituent quelques exemples qui concrétisent les demandes effectuées par les socialistes.

Les arrangements clientélistes concernent principalement deux pratiques, les facilitations auprès de l'administration publique et la recherche d'emploi. Nous retrouvons ici la conception traditionnelle du patronage qui se réfère à une relation interpersonnelle asymétrique qui comprend le pôle influent, à savoir le patron politique et le « client » qui profite d'une faveur personnalisée en échange de loyauté politique et électorale[262]. Le caractère interpersonnel de la relation clientéliste constitue un élément central du patronage traditionnel qui se réalise au niveau local. Dans les deux cas, l'accaparement des ressources étatiques par le PASOK esquisse

[261] PAPPAS T. et Z. ASSIMAKOPOULOU, « Party Patronage in Greece », *op. cit.*, p. 150–154.
[262] KOPECKY P. et P. MAIR, « Party Patronage as an Organizational Resource », *P. KOPECKY, P. MAIR et M. Spirova (dir.), Party patronage and Party Government in European democracies*, Oxford, Oxford University Press, 2012, p. 4–5 ; IORDANOGLOU C.H., *État et groupes d'intérêt*, *op. cit.*, p. 17–19 ; Voir aussi COMBES H. et G.A. VOMMARO, *Sociologie du clientélisme*, *op. cit.*, pour un bilan critique sur la question du clientélisme.

les conditions qui rendent possible ce type d'arrangements. Comme le note Anastassis M., médecin et député socialiste au Pirée B' jusqu'en 2012 :

Anastassis M. : Des centaines de personnes demandaient diverses aides concernant les services publics et tout cela. Et vous savez quel est le drame? Que la plupart de ces visites avaient à voir avec le dysfonctionnement de l'appareil d'État. Si l'état fonctionnait correctement, pourquoi auraient-ils à me rendre visite pour pouvoir entrer par exemple dans un hôpital? Si le système d'accueil des différents patients par l'ESY fonctionnait correctement, moi, en quoi serais-je utile? Si les services d'urbanisme, les municipalités, les diables et leurs diableries fonctionnaient correctement, pourquoi un député devrait-il intervenir ?

L'extrait précédent illustre bien les raisons pour lesquelles la question du clientélisme reste assez délicate à aborder. Le député souligne les lacunes de l'administration. Ce positionnement est conçu dans un rapport ambigu plus répandu, présent dans le discours de nombreux responsables sur la question du clientélisme. Même si personne ne nie l'existence de telles relations, elles sont souvent décrites de manière distanciée et rapide. Le point de vue de Argiris S., cadre du PASOK et ancien adjoint au maire résume largement le récit des enquêtés socialistes sur ce sujet, à savoir l'acceptation des relations de clientèle de la part du PASOK, la tentative de diminution du rôle personnel et la référence aux problèmes du fonctionnement de l'administration comme condition des arrangements individuels :

Argiris S. : Regarde, en ce qui concerne les requêtes des gens, parce que je le dis, tout le monde veut avoir une relation de médiation, à savoir une relation avec le pouvoir, que ce soit un député ou un ministre, ou un maire ou un adjoint au maire. Moi, après 23 ans, même si je suis candidat à la mairie, je ne suis pas bon dans ce domaine. Au sens de rendre service par du piston généralisé, je n'ai jamais été bon et c'est pourquoi je n'ai jamais franchi aucune barrière [...]. Une tragédie du nouveau régime est que jamais, même quand il y avait des partis et quand il y avait des personnalités fortes, pas comme aujourd'hui, ces personnes d'influence n'ont pas garanti au moins la mise en place d'un État sérieux avec des règles identiques pour tous.

La référence aux dysfonctionnements de l'État revient souvent lors des entretiens quand la question des arrangements locaux est abordée ; elle ne peut cependant occulter l'assise des

socialistes dans les différentes administrations comme condition concrète de la réalisation des relations clientélistes. La médiation pour offrir un emploi constitue aussi un aspect classique du travail politique des socialistes. Encore une fois, l'influence sur les différentes administrations offre la possibilité de recruter et d'élargir les clientèles politiques au niveau local. De cette manière, tant les postes de l'administration publique stricto sensu que ceux des collectivités territoriales constituent des biens concrets qui matérialisent les relations clientélistes. Depuis 1994, une autorité indépendante, l'A.S.E.P., est mise en place pour le contrôle des recrutements dans la fonction publique sous la base de concours, cependant, des marges de manœuvre semblent être encore existantes, même limitées[263].

La multiplication des contrats à durée déterminée renouvelables dans les collectivités territoriales semble constituer ces dernières années, la modalité la plus répandue afin de maintenir des clientèles politiques dans la mesure où les collectivités territoriales disposent d'un budget et d'une autonomie relative quant à la politique des recrutements. Criton S., un ancien adjoint au maire dans la municipalité du Pirée et cadre local du PASOK, souligne aussi la place centrale qu'occupent les recrutements dans les collectivités territoriales dans les modalités de patronage. Plus concrètement, nous constatons à quel point l'impossibilité de recruter des titulaires est contournée par les pratiques de reconduction des contrats à temps déterminé, qui assurent le maintien d'une clientèle politique potentielle :

Criton S. : Oui, (...) jusqu'au 01-01-2016, le recrutement a été légalement interdit dans toute municipalité, ici nous parlons d'employés permanents. Mais les municipalités ont un grand réservoir qu'on appelle ouvriers, par exemple, à contrat de huit mois pour la propreté (...). La municipalité a un réservoir permanent de 400-500 postes et les embauches se font pour des contrats de huit mois. De plus, elle engage aussi pour des contrats de deux mois ce type de personnel qui, jusqu'à présent, ne dépend pas de l'ASEP, c'est-à-dire que chaque service peut choisir seul [qui il embauchera]. Et aussi, les municipalités jusqu'à aujourd'hui utilisent un grand programme européen, lié à la lutte contre le chômage, permettant l'embauche pour un temps partiel de quatre heures d'agents administratifs, de diplômés et d'ouvriers, etc. (...) Oui autrefois c'était la fête, c'était la fête. Mais la plupart des employés municipaux sont entrés par la fenêtre [sans suivre les procédures officielles]. Ils étaient par exemple

[263] SPANOU C., « ΠΑΣΟΚ και δημόσια διοίκηση. Η δύσκολη μαθητεία [PASOK et l'administration publique. L'apprentissage difficile] », *M. SPOURDALAKIS (dir.), PASOK : Parti, État, Société*, Athènes, Patakis, 1998, p. 175–194.

agents de nettoyage au début, la municipalité a renouvelé illégalement le contrat, il n'y avait pas d'ASEP à ce moment-là, et peu à peu ils sont devenus à durée indéterminée.

Rendant compte de la politisation des collectivités territoriales, via l'élection de leurs représentants, nous comprenons en quoi les mairies et les préfectures constituent des lieux d'arrangements clientélistes à plusieurs égards : recrutements dans les collectivités territoriales hors A.S.E.P., traitement différencié des dossiers et des demandes individuelles diverses ; nous constatons ainsi des moyens supplémentaires de formation et de reproduction des clientèles politiques élargies. Dans ce cadre, les maires socialistes disposent progressivement d'un pouvoir discrétionnaire accru concernant la réalisation des arrangements clientélistes. Le travail politique quotidien des maires consiste, largement, en l'accumulation d'un capital politique propre qui se bâtit via la satisfaction des demandes individuelles. Tous les services de la municipalité font l'objet de sollicitations individuelles tantôt pour faciliter ou accélérer une demande, tantôt pour retarder ou empêcher des mesures négatives. Les maires se trouvent ainsi à la tête d'une bureaucratie locale largement investie par le PASOK.

Au fil du temps, les modalités de patronage connaissent des modifications puisque, si dans la phase de consolidation du PASOK au Pirée, à savoir les années qui suivent son ascension au pouvoir, le patronage s'effectue largement sous tutelle collective, ce dernier devient de plus en plus une question individuelle de la part des élus.

(2) Qui est-ce le *patron* ? Du patronage collectif à l'individualisation des relations clientélistes

Depuis la Troisième République, l'apparition de partis fortement institutionnalisés a progressivement modifié les motifs des relations de clientèle classiques ayant cours en Grèce prédictatoriale, caractérisées par l'existence de personnalités locales influentes. La consolidation et la montée du PASOK au pouvoir se sont associées à la primauté des bureaucraties partisanes sur les notables locaux. Ce passage à des formes collectives de patronage est illustré dans le déplacement des arrangements locaux des élus notables ou « bosses » à la machine partisane, passage analysé par M. Shefter pour le cas des États-Unis[264]. Dans le cas de la Grèce, le rôle du

[264] SHEFTER M., *Political parties and the state*, *op. cit.*, p. 32–34, 66–71.

PASOK dans cette transformation reste central. La ND continue à maintenir des structures traditionnelles de patronage jusqu'à 1981, puisque les arrangements sont conditionnés par un schéma pyramidal analysé par G. Mavrogordatos à partir d'enquêtes réalisées dans différentes régions de la Grèce. Selon ce schéma, les élus députés se trouvent au sommet de la hiérarchie et responsables pour tout arrangement, et sont suivis par les cadres locaux du parti[265].

Au contraire, la structuration militante du PASOK a entraîné des modifications une fois que le parti s'est retrouvé au pouvoir. Les divers arrangements qui se jouent au niveau local ne s'effectuent plus à travers les députés, mais davantage à travers les sections locales et régionales du parti. Les réseaux clientélistes perdent ainsi leur caractère personnel et personnifié et ils acquièrent un caractère collectif dans la mesure où ce sont les bureaucraties partisanes locales qui assument la tâche d'intermédiation entre la clientèle politique et l'administration. Nous observons ainsi l'apparition d'une configuration nommée « clientélisme bureaucratique » par C. Lyrintzis, un terme qui renvoie aux modifications plus larges survenues dans la structure du système de partis et dans les relations entre partis et réseaux de clientélisme traditionnels[266].

Alexis O., ancien cadre local du PASOK qui a occupé l'ensemble des postes de la hiérarchie locale interne, à la fois secrétaire de section locale, secrétaire de section régionale et trésorier entre 1982 et 1998, nous donne une image de l'intérieur du fonctionnement partisan qui apparaît très rarement dans les discussions avec les anciens élus :

Alexis O. : (...) Eh bien, dans les nominations les sections du parti avaient droit de véto.
Enquêteur : Ce qui veut dire?
Alexis O. : Que les organisations locales en plaçaient 40%. Ils voulaient par exemple une centaine de personnes à l'hôpital, nous en placerions quarante. Les 40 seraient divisés en huit organisations locales au Pirée B', cinq individus par organisation. Et puis il y avait les députés qui mettaient le reste.

Ce que cet ancien cadre socialiste nous relève sur les modalités de distribution des biens au niveau local illustre la configuration émergente. L'attribution des emplois prend un caractère collectif puisqu'elle s'effectue à travers des organes collectifs. Pour bénéficier d'un tel recrutement il faut d'abord s'adresser aux sections locales ou aux cellules du parti. Tout au long

[265] MAVROGORDATOS G., « From Traditional Clientelism to machine Politics: the Impact of PASOK Populism in Greece », *South European Society and Politics*, 1997, vol. 2, n° 3, p. 14.
[266] LYRINTZIS C., « Political parties in post–junta Greece: A case of 'bureaucratic clientelism'? », *West European Politics*, avril 1984, vol. 7, n° 2, p. 99–118.

des années 1980 et 1990 le PASOK comptait une quinzaine de sections locales dans l'ensemble du Pirée (une section régionale par circonscription et plusieurs sections locales par municipalité). Ce sont les sections du parti, à savoir des organes collectifs, qui choisissent les personnes désignées comme bénéficiaires d'un emploi, ainsi que les postes vers lesquels la clientèle sera orientée. La centralité des organes partisans dans les processus de patronage pose la question de la loyauté politique comme critère d'attribution des faveurs. La clientèle ne se construit pas sur la base de critères personnels, mais ce qui prime, c'est la preuve de l'appartenance partisane des clients éventuels. En effet, dans la pratique, les adhérents au parti restent prioritaires dans la distribution des emplois. De cette façon, être membre du parti paraît crucial pour bénéficier d'une embauche ou d'un autre service.

La liaison entre allégeance partisane et arrangements clientélistes se trouve progressivement objectivée dans des pratiques qui se codifient. M. Samatas montre que les socialistes font usage de fiches spécifiques établies par les sections locales, des fiches indiquant les propositions de la bureaucratie partisane concernant les personnes projetées pour un poste[267]. La fiche comprend les coordonnées de la personne, le niveau d'éducation et le poste pour lequel elle est proposée. La fiche porte le sigle du parti et le tampon de la section régionale qui valide symboliquement et pratiquement la proposition du parti. Ces fiches font partie d'une organisation du travail quotidien plus poussée comprenant l'archivage et le maintien des listes de coordonnées des adhérents qui forment le périmètre du parti au local. Ces listes sont utilisées au moment de la mobilisation partisane. La transformation bureaucratique du clientélisme se réfère aussi au caractère codifiant et standardisant du travail politique effectué par les instances locales [268].

Cependant, la centralisation du parti au local autour des députés entraîne une centralisation des processus de distribution des ressources. À la suite de la consolidation du PASOK au pouvoir, une modification importante se produit au sein de l'organisation socialiste. Les agents compétents pour réaliser des arrangements clientélistes sont, davantage, les élus socialistes. L'occupation des postes électifs et l'ancienneté des élus se caractérisent comme des phénomènes qui ont pesé sur le renforcement du rôle des élus dans les rapports locaux. La proximité au gouvernement devient alors le critère par excellence qui conditionne la capacité de

[267] SAMATAS M., « Debureaucratization failure in Post-Dictatorial Greece: A Sociopolitical Control Approach », *Journal of Modern Greek Studies*, 1 octobre 1993, vol. 11, n° 2, p. 187–217.
[268] MAVROGORDATOS G., « From Traditional Clientelism to Machine Politics », *op. cit.*, p. 15.

distribuer des ressources. Par conséquent, les députés du parti deviennent les acteurs principaux en matière de clientélisme aux dépens des sections locales et régionales. Cela ouvre une piste intéressante pour comprendre les rapports de forces internes à la bureaucratie partisane. En effet, la possibilité de désigner des personnes comme « embauchables » constitue un indice d'influence. Autrement dit, savoir quel acteur, collectif ou individuel, peut rendre ces faveurs, peut « pistonner », nous renseigne sur la distribution de la force interne. Ioannis T., ancien adjoint maire socialiste, ayant occupé des postes de responsabilité dans les instances locales du parti souligne ce point qui reste commun dans les récits des socialistes. Même si son récit semble idéaliser le fonctionnement des sections et critiquer les élus du parti, nous pouvons y saisir cependant ce déplacement au niveau des rapports internes :

Ioannis T. : Au fur et à mesure que le parti local s'affaiblit et devient ainsi de plus petite envergure, alors, puisque que dans la vie il n'y a pas de vide, le vide au niveau des pistons, des services, etc., il a été rempli par les bureaux des députés, les bureaux des maires. L'organisation fonctionnait sur le plan politique, et eux, ensuite pour remplir ce vide laissé par l'organisation, ils se sont consacrés à des tâches d'un autre niveau que le niveau purement politique, comme, certainement pour rameuter du monde, distribuer des faveurs, des postes, rendre service aux uns et aux autres. Tout cela a façonné un paysage complètement différent.

Comme on a pu l'examiner dans le chapitre précédent, les députés socialistes du Pirée, à travers leurs réélections, présentent une stabilité constante dans le temps. Ils arrivent ainsi à occuper des postes élus pendant plusieurs années. À titre indicatif, en 1996, quinze ans après la montée du PASOK au pouvoir, les élus du Pirée présentent l'image suivante : les trois députés du Pirée A' partagent respectivement deux, quatre et six mandats. Au Pirée B', parmi les six députés élus, deux entre eux comptent deux mandats, alors que les plus anciens partagent respectivement trois, quatre, cinq et huit mandats, c'est-à-dire une ancienneté aux fonctions d'élu piréote qui va de douze à vingt-quatre ans. Leur longévité augmente progressivement leur capital politique dans la mesure où ce dernier est lié à l'occupation des postes électifs et des postes dans la hiérarchie partisane[269]. L'accumulation du capital politique entraîne ainsi des conséquences sur les équilibres internes au niveau local. Progressivement, ces députés réussissent à imposer leur

[269] BOURDIEU P., « La représentation politique », *op. cit.* ; OFFERLÉ M., *Les partis politiques, op. cit.*

contrôle sur les instances locales du parti et parviennent à imposer la composition des sections locales. Les relations clientélistes se transforment massivement en faveur d'un nombre limité d'élus établis[270]. Le PASOK au plan local ne distribue pas faveurs et emplois à titre collectif, mais plutôt grâce à l'intervention de ses députés.

Or, au moment de l'effondrement du PASOK et du discrédit des élus socialistes, ces derniers se trouvent dans l'impossibilité de maintenir leurs réseaux clientélistes. Depuis 2009, à la veille de la chute du parti, les socialistes comptent deux députés au Pirée A', Nikitas K., nouvel-entrant à l'époque et Manthos R., élu pour la sixième fois. Au Pirée B', les trois députés socialistes, Thomas N., Athanase B. et Anastassis M. partagent respectivement neuf, huit et quatre mandats consécutifs. Dans les deux cas, les députés établis traditionnellement en charge des arrangements clientélistes se trouvent à l'épicentre de la contestation. Manthos prend des distances face au PASOK, il ne se présente pas aux élections de 2012 et il ferme son bureau politique situé au Pirée en maintenant uniquement son bureau professionnel qui se trouve à Athènes. Une image similaire se reproduit au Pirée B' : les bureaux politiques des trois députés, lieux d'échanges politiques par excellence, sont fermés et la présence des élus dans l'espace public est anémique, voire impossible. De cette façon, dans la conjoncture critique, le PASOK est privé des acteurs locaux qui peuvent mobiliser des clientèles politiques.

Anastassis M. : Écoute, moi de cette histoire du Parlement, je garde des choses positives qui en valent la peine. À savoir, l'acceptation sociale. L'acceptation politique. La reconnaissance. La célébrité. Et surtout le soutien des gens. [...] Lors de la dernière élection, c'est devenu dérisoire. Après le gouvernement de Papandréou et l'entrée du pays dans le Mémorandum et tout ce chaos qui en a suivi, alors, cette acceptation s'est transformée en dérision.

Ce passage de la discussion avec l'ancien député et cadre du PASOK illustre plus largement la manière dont les élus socialistes conçoivent la conjoncture de l'imposition des mesures d'ajustement, période pendant laquelle, leur reconnaissance sociale laisse la place à une délégitimation accrue. Les députés, partant d'une situation où ils sont à l'épicentre de sollicitations pour une faveur, deviennent des cibles faciles et prioritaires de la contestation. Par

[270] MATTINA C., « Mutations des ressources clientélaires et construction des notabilités politiques à Marseille (1970-1990) », *Politix*, 2004, vol. 17, n° 67, p. 129–155 ; RAGARU N., « En quête de notabilité. Vivre et survivre en politique dans la Bulgarie post-communiste », *Politix*, 2004, vol. 17, n° 67, p. 71–99.

conséquent, tout au long des années 2010-2012, les députés socialistes du Pirée se trouvent doublement privés de ressources, tant matérielles que symboliques. D'autre part, les élus des collectivités territoriales qui peuvent, effectivement, accorder des faveurs grâce à l'accès aux ressources locales, même de manière limitée, tendent à exercer le travail politique davantage à titre individuel que partisan.

Le PASOK en tant qu'entité collective se trouve alors dans l'impossibilité de reproduire ces formes clientélistes de distribution des biens. La diminution des ressources, la dépossession des sections et des élus parlementaires et l'appropriation individuelle du patronage de la part des élus locaux esquissent les traits caractéristiques de l'impossibilité du PASOK à maintenir son assise locale à travers les relations de clientèle. Parallèlement, les partis et organisations politiques émergents dans le cadre du programme d'ajustement cherchent à s'établir localement en profitant du recul des réseaux socialistes : la constitution d'un agenda local alternatif et la politisation des questions autour du mémorandum figurent parmi les modalités d'implantation locale pour les partis concurrents.

c) Saisir l'opportunité politique : les tentatives d'implantation locale de SYRIZA et d'Aube Dorée entre 2010 et 2012

Les organisations politiques concurrentes comme Aube Dorée ou SYRIZA s'implantent localement en mobilisant des ressources propres et des répertoires d'action classiques. Leur stratégie de consolidation au Pirée suit des leitmotivs de mobilisation ordinaires qui deviennent de plus en plus effectifs dans une conjoncture marquée par le recul organisationnel et symbolique des acteurs partisans établis et notamment ceux du PASOK. En d'autres termes, l'assise locale de ces acteurs ne peut pas être directement imputée aux conséquences du programme d'ajustement. Au contraire, elle croise des stratégies de mobilisation classiques déjà en place avec les possibilités ouvertes par le démantèlement des réseaux établis et la délégitimation accrue du personnel politique en place. Par ailleurs, il faut noter que l'assise locale tant pour Aube Dorée que pour SYRIZA devient effective au lendemain des élections de 2012 et la forte augmentation de leurs scores électoraux. C'est à partir de ce moment-là que les deux partis réussissent à mettre en place un édifice partisan de taille significative, couvrant l'ensemble du Pirée.

(1) Aspects de l'implantation locale d'Aube Dorée

L'implantation locale d'Aube Dorée a comme épicentre la municipalité d'Athènes où elle parvient, depuis 2009, à imposer à l'agenda local dans différents arrondissements du centre-ville les questions liées à l'immigration, à la criminalité et à la sécurité[271]. Dans les quartiers de la seconde circonscription d'Athènes, les enjeux de l'insécurité, de la criminalité « d'origine étrangère » et de l'« absence d'État » s'imposent comme centraux depuis 2009[272]. Le parti réussit à accroître sa visibilité et à ériger un bastion en faisant même élire son leader, N. Michaloliakos, au conseil municipal d'Athènes en 2010. Elle cherche ultérieurement à étendre son influence au Pirée, sur le même modèle.

Aube Dorée crée progressivement des ancrages locaux dans des quartiers d'Athènes en investissant davantage sur les sujets précités. Depuis le début 2009, Aube Dorée se trouve au cœur des mobilisations anti-immigrants qui prennent place dans le quatrième et le sixième arrondissement d'Athènes, des arrondissements populaires du centre-ville qui ont accueilli l'essentiel des vagues d'immigration orientées vers Athènes depuis 2008. L'activité d'Aube Dorée se fonde sur une double stratégie qui se focalise à la fois sur les agressions physiques contre les immigrants et sur les services de protection aux habitants grecs du quartier[273]. Le parti est activement impliqué dans des comités d'habitants (*επιτροπές κατοίκων*) qui assument la conduite des mobilisations : inscription des enjeux anti-immigrants dans l'espace local, avancement des demandes auprès des médias de masse et médiation auprès des acteurs locaux comme le conseil municipal ou le commissariat de police. En outre, le parti forme avec ses militants des sections d'assaut armées qui effectuent des patrouilles. Ces patrouilles pratiquent des agressions physiques et aussi des tentatives de racket contre les magasins dont les propriétaires sont des étrangers. À titre indicatif, des dizaines d'agressions contre des immigrés,

[271] RORI L. et E. DINAS, « Les élections législatives grecques de 2012 : des élections à haut risque », *Pôle Sud*, 2012, vol. 37, n° 2, p. 173–183.
[272] ARAPOGLOU V. et K. KAVOULAKOS, « The new social geography in Athens : migration, diversity and conflict », *Sujets Contemporains*, 2009, vol. 107, p. 57–67.
[273] GEORGIADOU V., « Η εκλογική άνοδος της Χρυσής Αυγής. Ψήφος ρεβάνς των επισφαλών και νέες πολιτικές ευκαιρίες [La montée électorale de l'Aube Dorée. Vote - revanche des précaires et nouvelles opportunités politiques] », *op. cit.*, p. 190–191.

leurs maisons, leurs lieux de culte et leurs magasins sont enregistrées en 2009, des agressions ciblées qui se maintiennent les années suivantes[274].

L'activité d'Aube Dorée à Athènes nous renseigne sur les modalités et les conditions de son ancrage local. Dans un premier temps, nous observons que le parti, en l'absence de liens avec les acteurs locaux traditionnels, s'appuie sur des ressources propres et utilise un répertoire d'action traditionnel. En termes de ressources, il s'agit principalement de ressources organisationnelles et militantes. Le parti est caractérisé par le maintien d'une hiérarchie verticale, par l'imitation du modèle des milices concernant l'organisation de ses militants, et par un investissement spécifique sur les comités d'habitants nouvellement créés. Tout au long de son existence, Aube Dorée est structurée autour de groupes restreints, sous la direction de son leader. Le militantisme reste alors une ressource indispensable. Parallèlement, Aube Dorée semble tirer des ressources matérielles de sa participation à des pratiques de racket dans les arrondissements où elle est active. Le parti tire aussi des ressources du rapprochement avec une partie des agents des forces de l'ordre, une osmose qui se traduit par une tolérance envers ses activités illégales voire même par une collaboration directe lors par exemple d'agressions physiques. Les conditions qui ont facilité son inscription dans l'espace local sont, d'une part, l'investissement sur la question de l'immigration et d'autre part l'opportunité saisie lors des élections municipales de 2010. À ce moment-là, le parti traditionnel d'extrême droite, LAOS, ne présente pas de candidature officielle à la mairie d'Athènes et soutient le candidat soutenu par la ND. De cette façon, comme le notent les experts du phénomène de l'extrême droite en Grèce, il n'existe pas de candidat à la droite de la ND à Athènes, ce qui donne une chance au leader d'Aube Dorée de se présenter comme champion de la cause anti-immigrante[275].

Pour ce qui est du Pirée, Aube Dorée cherche à reproduire les mêmes pratiques d'implantation locale. Tout au long des années 2010 et 2011, les répertoires d'action semblent identiques mais l'activité totale y est moins importante. L'activité du parti au Pirée est structurée autour de la fondation d'une section locale qui coordonne les différentes actions. Parallèlement à la section, nous assistons aussi à la mise en ligne d'un site électronique de la section sur lequel sont communiquées les différentes activités. Le travail politique au Pirée reprend les motifs

[274] PSARRAS D., *Η Μαύρη Βίβλος της Χρυσής Αυγής [La Bible Noire de l'Aube Dorée]*, Athènes, Polis, 2012, p. 415–425.
[275] DINAS E., V. GEORGIADOU, I. KONSTANTINIDIS, et L. RORI, « From dusk to dawn: Local party organization and party success of right-wing extremism », *Party Politics*, 2016, vol. 22, n° 1, p. 80–92.

traditionnels, à savoir la chasse aux immigrants et les campagnes de distribution des tracts et du journal officiel du parti. Cette dernière activité constitue la pratique la plus répandue en termes quantitatifs : de manière très fréquente, les militants d'Aube Dorée forment des groupes qui sillonnent les principales rues et les places dans l'ensemble du Pirée en distribuant les documents officiels du parti. Cependant, à la différence du centre d'Athènes, Aube Dorée n'arrive pas à imposer un agenda local ou former réellement un bastion au Pirée jusqu'aux élections de 2012.

Le lien avec le mémorandum et ses répercussions n'est pas si évident dans les modalités d'ancrage local d'Aube Dorée. Le parti joue davantage sur les thèmes de la corruption, de la condamnation du « système » et du gouvernement, et c'est uniquement en juin 2011 qu'Aube Dorée organise une manifestation au centre du Pirée où la mobilisation est fondée sur l'opposition au F.M.I. et au Mémorandum. La focalisation sur l'opposition au Mémorandum n'est pas un fait du hasard puisque c'est à l'été 2011 que le mouvement des Indignés connaît son apogée. Aube Dorée ne participe pas officiellement à l'occupation de la place Syntagma par les Indignés et conserve, au début, un positionnement critique face au mouvement des Indignés, même si ses militants peuvent y être présents. Il s'agit, alors, d'une partie des Indignés qui soutiennent et propagent davantage des positions antisystème, antipolitiques et anti-partisanes. Dans ce cadre, les questions de l' « occupation allemande », de la trahison des politiciens et de la corruption s'ancrent spectaculairement au cœur du débat et de l'espace publics[276]. Nous retrouvons ainsi une osmose entre le contenu de la contestation au niveau national et les positions classiques de l'Aube Dorée. Cette coïncidence des biens symboliques proposés entre Aube Dorée et les mouvements contestataires permet à Aube Dorée de propager son discours et de rendre ses activités de plus en plus audibles et légitimes.

Cette coïncidence entre les enjeux au niveau national et les positions classiques de l'Aube Dorée lui confèrent une magnitude et renforcent ses activités ordinaires au niveau local. La stigmatisation du personnel politique en place devient, alors, un leitmotiv des discours et des pratiques, au niveau local : à plusieurs reprises, notamment lors des parades organisées lors des commémorations nationales, le personnel politique en place – et notamment celui du PASOK — devient la cible de la contestation dans l'ensemble du pays. Nous observons ainsi une méfiance grandissante envers la classe politique qui se produit symboliquement autour des grandes mobilisations nationales et qui se propage et se matérialise localement lors des différents

[276] KOTRONAKI L., « Les mobilisations des Indignés », *op. cit.*

événements de contestation. L'activité des acteurs contestataires bloque aux socialistes l'accès à l'espace public, ce qui concrétise la manière dont les accusations en matière politique peuvent avoir une effectivité, une fois qu'elles prises en charge par des groupes mobilisés comme le souligne J.-L. Briquet[277].

En même temps, cette conjoncture de dévalorisation des professionnels de la politique contribue largement aussi à la légitimation de l'Aube Dorée comme acteur local. L'opportunité politique saisie par Aube Dorée pour accéder au champ politique est liée à la conjoncture du programme d'ajustement mais cela s'effectue d'une manière non mécanique : jusqu'aux élections de 2012, ce n'est pas tellement sur le mémorandum en tant que tel que le parti investit, mais plutôt sur les formes de contestation ayant émergé dans ce cadre. Pour mieux comprendre l'appropriation des symboles et des pratiques nées dans le cadre des mobilisations diverses nous voyons qu'Aube Dorée organise, après la fin du mouvement des Indignés, des rassemblements à Syntagma, en reproduisant tant la scénographie que les slogans entrepris par les Indignés. Nous constatons ainsi que, dans la mesure où cet investissement sur l'anti-mémorandum devient de plus en plus rentable pour Aube Dorée, le parti investit davantage sur cette opposition et contribue ainsi à la propagation et à l'objectivation de celui-ci.

(2) SYRIZA au Pirée : investissement du camp anti-mémorandum

SYRIZA utilise ses organes déjà établis au Pirée et cherche progressivement à transposer les enjeux nationaux au niveau local, tout en utilisant des répertoires de mobilisation ordinaires. SYRIZA dispose, au Pirée, de deux sections régionales, reparties dans les deux circonscriptions électorales et en charge des sections locales qui se repartissent dans les différentes municipalités. Ces sections sont entourées par des élus locaux, à savoir un député par circonscription et des élus aux conseils municipaux. Au total, la présence de SYRIZA dans les affaires locales du Pirée reste plutôt faible jusqu'aux élections de 2012, et nous sommes loin d'une présence massive tant en termes d'effectifs qu'en termes d'influence dans les différentes instances de pouvoir local et dans les institutions locales d'expression d'intérêts. Nicolas N., secrétaire de la section régionale au Pirée B' l'exprime de manière significative :

[277] BRIQUET J.-L., *Mafia, justice et politique en Italie*, *op. cit.*, p. 255–263.

Nicolas N. : Cela a toujours été une grande organisation locale [référence à la section régionale de SYRIZA au Pirée B'] - et la municipalité dans laquelle nous sommes aussi est grande - mais avec très peu d'interventions sur les problèmes de la région, avec peu d'interventions dans les municipalités, inexistant au plan municipal. Et politiquement, toutes les interventions du parti, la plupart du temps, n'ont rien à voir avec l'action locale, elles ont à faire avec l'image plus générale.

Dans la ville du Pirée, l'instance qui a plus de visibilité c'est le *Port de l'Angoisse*, à savoir le groupe qui se mobilise autour de questions locales et qui regroupe des cadres de SYRIZA, des militants, mais aussi des sympathisants qui n'ont pas de liens organiques avec le parti. Le groupe a son siège dans un local au Pirée-centre et il est dirigé par une assemblée générale dont le nombre des participants est variable puisqu'il n'y a aucun enregistrement officiel de ses membres. Le local est aussi utilisé comme un espace de réunions et d'événements divers comme des projections de films, la présentation d'ouvrages et des débats. Les réunions sont ouvertes et il suffit de s'y rendre ainsi qu'aux différents événements organisés par le *Port de l'Angoisse* afin d'y participer. À titre indicatif, lors des assemblées auxquelles j'ai assisté entre mars et mai 2014, le nombre des participants variait autour de 25-30 personnes.

Le groupe se trouve en lien avec les élus municipaux proches de SYRIZA (ils font souvent partie de son assemblée générale), de sorte que son activité éclaire assez bien les modalités d'inscription locale du parti. En effet, nous voyons bien que si traditionnellement le *Port de l'Angoisse* se mobilise autour des enjeux locaux, c'est à partir de 2011 qu'il inscrit dans son agenda de mobilisation les enjeux issus du programme d'ajustement. C'est en ce sens alors que SYRIZA, en politisant les enjeux nationaux, crée des opportunités pour élargir sa visibilité et son ancrage dans l'espace local en puisant dans des ressources classiques, fondées principalement sur le militantisme et sur la présence des élus locaux dans les conseils municipaux.

Le suivi de l'activité du *Port de l'Angoisse* permet de comprendre l'opportunité politique qui s'ouvre avec la mise en place du programme d'ajustement. Lors des élections municipales de 2010 l'accent est mis sur les grands enjeux du Pirée, à savoir les plans d'aménagement de la ville et le plan d'urbanisme concernant le port du Pirée. Les références à la crise et au Mémorandum figurent de manière sporadique dans les documents et les discours officiels. D'ailleurs, pour toute la période entre 2010 et septembre 2011, le *Port* centre son activité sur les enjeux locaux

constituant des centres d'intérêt classiques et suit des formes de mobilisation traditionnelles : la revendication d'espaces libres comme des parcs municipaux (décembre 2010) ou des plages, fait l'objet de rassemblements accompagnés par la distribution de tracts et l'édition de communiqués de presse ; les revendications concernant le plan d'aménagement du port, préconisé par l'Autorité Portuaire de Pirée, donnent naissance à des interventions au sein du conseil municipal, à des communiqués de presse et à l'initiative de formation d'un front de groupes et d'institutions mobilisées dans l'ensemble du Pirée, en vue de l'organisation de campagnes dans l'ensemble des municipalités concernées.

Nous observons que l'agenda local suit le savoir-faire et les thématiques locales alors que les questions de la crise et du Mémorandum, sans être totalement absentes, prennent un caractère plutôt sporadique. C'est à partir d'octobre 2011 que les instances locales de SYRIZA orientent leur travail politique vers des enjeux nationaux en lien avec le programme d'ajustement. Cela s'effectue à travers la mobilisation du *Port de l'Angoisse* autour de taxes d'habitation imposées et prélevées sur les factures d'électricité. À la suite d'une réunion plénière ouverte, le *Port de l'Angoisse* place le refus de paiement au cœur des mobilisations, acte illustré par la publication d'un communiqué de presse qui met l'accent sur les programmes d'austérité et met en avant les résistances et la solidarité face aux mesures imposées, comme un choix stratégique d'activité au niveau local[278].

L'investissement dans les mobilisations articulées autour du refus de paiement esquisse le cadre d'un mouvement de désobéissance civile qui permet au *Port de l'Angoisse* de multiplier les interventions au plan local. Dans un premier temps, les communiqués de presse permettent à cette organisation d'énoncer un point de vue plus global sur la crise, l'économie et les responsables de l'austérité[279]. D'autre part, le sujet du refus de paiement des factures d'électricité donne la possibilité aux membres du *Port de l'Angoisse* d'organiser des réunions avec les différentes institutions et associations locales, ce qui permet de renforcer les liens de SYRIZA avec d'autres acteurs locaux. Les mobilisations prennent la forme soutien jurudique aux foyers qui ont des factures impayées envers l'Entreprise Publique d'Électricité, en vue d'empêcher les coupures de courant. En outre, les membres du *Port de l'Angoisse* multiplient leurs interventions

[278] PORT DE L'ANGOISSE, « Δελτίο τύπου 15 οκτωβρίου 2011 [Communiqué de presse du 15 octobre 2011] ».
[279] PORT DE L'ANGOISSE, « Δελτίο τύπου 15 νοεμβρίου 2011 [Communiqué de presse du 15 novembre 2011] ».

au sein du conseil municipal, en revendiquant entre autres choses une politique locale protectrice des foyers se trouvant dans l'impossibilité de payer les factures d'électricité.

Au-delà des mobilisations autour du refus de paiement des factures, les instances de SYRIZA mettent en place depuis la fin de 2011 une série d'activités directement en lien avec les mesures du programme d'ajustement. Entre autres, c'est l'organisation des débats autour de la crise comme celui intitulé « Crise économique et sortie démocratique », organisé le 22 février 2012. Dans le cadre de cette réunion débat, organisée dans un lycée du Pirée, on trouve parmi les invités des universitaires économistes figurant aux élections suivantes sur les listes du parti. En outre, l'organisation participe aux premiers mouvements sur l'économie solidaire qui s'expriment à l'époque par la distribution de pommes de terre sans intermédiaires, fournies directement par des agriculteurs à prix coûtant.

Le travail politique effectué par SYRIZA, pendant cette période qui précède son envolée électorale, est marqué alors par des formes de mobilisation ordinaires, inspirées d'un savoir-faire davantage « mouvementiste », articulant la politisation des enjeux autour du mémorandum avec des interventions ciblées au niveau local. Le travail politique des membres du SYRIZA au Pirée est davantage centré sur les mobilisations citoyennes et c'est dans ce cadre que les mobilisations spécifiques contre le mémorandum reproduisent largement les répertoires déjà appropriés. Jonathan F., cadre local de SYRIZA au Pirée B', décrit ainsi l'activité du parti dans la période de référence : « *[la section régionale] a pris part aux mouvements que j'ai rappelé, les péages, « je ne paie pas », etc. Il a posé des problèmes en ne payant pas, en prenant des initiatives, en faisant des contre-manifestations. C'est-à-dire que je ne sais pas moi, un membre du PASOK ici à Nikea organisait une manifestation, nous y allions, et hop, contre-manifestation..., nous discutions aussi de l'antifascisme et prenions des initiatives sur ce sujet* ».

Nous affirmons alors que l'implication de SYRIZA, concernant les demandes qui émergent dans le cadre du Mémorandum et la transposition des enjeux nationaux au plan local, révèle les conditions d'opportunité qui ont permis le renforcement de la position du parti au Pirée, ce qui est attesté par les scores électoraux de 2012. À noter ici que cet élan électoral n'est pas précédé d'une campagne exceptionnelle de la part de SYRIZA. Encore une fois, la mobilisation du parti s'effectue de manière classique. D'ailleurs, la concurrence électorale ne

correspond pas à l'essentiel du travail politique de la majorité des militants actifs au Pirée. Comme le note Victor X., secrétaire de la section régionale du Pirée :

Victor X. : *Lors des précédentes [élections nationales], être sur le bulletin de vote était une corvée, ah ah, oui, parce que ça veut dire que vous allez perdre beaucoup de temps, ça veut dire que vous allez payer les 200 euros de taxe je ne sais pas combien ça fait, chez nous ici, les gens ne sont pas des professionnels de la politique. Nous avions aussi une brochure, nous n'avions pas de dépliants individuels pour chaque candidat [...] nous avons tous financé une seule brochure qui décrit qui est notre candidat et nos positions.*

Du point de vue de l'offre politique et de la mobilisation, nous n'observons pas, alors, des signes de rupture. Au contraire, ce sont les positions de SYRIZA et le parti lui-même en tant qu'étiquette partisane qui se trouvent largement valorisés au cours de la campagne électorale de 2012. Cette conception est aussi véhiculée par le secrétaire de la section régionale au Pirée B' :

Nicolas N. : Dans tous ces quartiers, nous n'avons jamais eu une position hostile de la part des gens, mais plutôt même une sympathie, je peux vous dire, mais ce n'était pas assez ... arrivait le moment où il te parlait, où il prenait le papier que tu lui donnais, et c'était pour te dire des choses, pour se plaindre à toi de toute la situation, mais quand est arrivée l'heure du vote, il est venu et a voté autre chose... Ces élections [en 2012] étaient complètement différentes. Dans ces élections il y avait beaucoup de haine, n'est-ce pas? Tu comprenais que tu y allais pour d'autres pourcentages. L'acceptation des gens était différente, il y avait des gens différents qui venaient d'eux-mêmes. Certes, pour être honnête, je ne m'attendais pas à ce qu'une telle chose se produise, que tombe un tel pourcentage. Peut-être n'avais-je pas l'expérience pour le mesurer, le comprendre.

Pour les forces politiques opposantes au PASOK et au mémorandum, les conditions de l'opportunité politique se réalisent, alors, dans un cadre de travail politique ordinaire, en lien avec les enjeux nationaux, ce qui vaut tant pour le cas de SYRIZA que pour Aube Dorée. Ce constat souligne le rôle central du démantèlement des réseaux politiques établis et de la délégitimation du personnel socialiste dans les processus de bouleversement électoral. Le trait caractéristique de la période d'avant le séisme électoral est précisément l'absence ou la présence marginale des socialistes dans l'espace local. Dans ce cadre, il convient de mieux comprendre la manière dont le mécanisme socialiste, à savoir les différentes instances du parti, locales et

nationales, prédominantes pendant trente ans, connaît cette vague de défections et de désarticulation dans la conjoncture qui s'ouvre avec la mise en œuvre du programme d'ajustement.

Chapitre 4. Appréhender la dissolution de la base militante : l'épuisement des logiques sociales de l'engagement socialiste

La question du militantisme et, plus particulièrement l'effondrement des effectifs militants socialistes se trouve au cœur de notre réflexion. La difficulté du PASOK de fidéliser et de mobiliser ses organes, doublée par les stratégies de délégitimation des socialistes menées par les outsiders, donnent lieu à une défection généralisée pendant les années 2010-2012 qui s'illustre de manière frappante dans la campagne électorale de 2012. Nous cherchons à expliquer l'épuisement des ressorts organisationnels du PASOK qui faisaient traditionnellement la force du parti et lui procuraient son assise sociale.

Notre réflexion part du postulat que la place et le contenu du militantisme dans un parti politique sont largement liés à la structure organisationnelle du parti, à la manière dont les différents organes du parti s'articulent entre eux et donc, à la manière dont le parti fonctionne[280]. La place du militantisme dans le parti s'articule ainsi avec celle des ressources militantes dans l'économie globale du PASOK. Nous avançons alors l'hypothèse que la crise du militantisme doit être conçue comme une dévalorisation des ressources militantes dans la vie interne du parti. Cette dévalorisation se manifeste par la diminution des rétributions concrètes du militantisme au sein du PASOK et l'élévation des coûts symboliques et matériels de l'engagement, ce qui contribue à la défection massive des militants dans la période examinée.

La littérature portant sur le PASOK évoque un chamboulement du parti vers des formes organisationnelles qui remettent de plus en plus en cause le militantisme au sein du parti. Ce constat partagé par les différents auteurs est articulé avec une idée largement répandue dans l'analyse des partis politiques, à savoir la baisse globale des effectifs partisans pendant les dernières décennies[281]. Dans son ouvrage classique sur l'analyse du PASOK, M. Spourdalakis propose une lecture interne de la transformation partisane en lien avec la perspective de l'ascension au pouvoir et l'exercice de celui-ci[282]. Dans ce cadre, la centralisation du parti répond

[280] DUVERGER M., *Les partis politiques*, *op. cit.*
[281] MAIR P. et I. VAN BIEZEN, « Party Membership in Twenty European Democracies, 1980-2000 », *Party Politics*, 2001, vol. 7, n° 1, p. 5–21 ; TAN A.C., « Party Change and Party Membership Decline: An Exploratory Analysis », *Party Politics*, 1997, vol. 3, n° 3, p. 363–377 ; SCARROW S.E. et B. GEZGOR, « Declining memberships, changing members? European political party members in a new era », *Party Politics*, 2010, vol. 16, n° 6, p. 823–843 ; VAN BIEZEN I., P. MAIR, et T. POGUNTKE, « Going, going, . . . gone? The decline of party membership in contemporary Europe », *European Journal of Political Research*, 2012, vol. 51, n° 1, p. 30–38.
[282] SPOURDALAKIS M., *PASOK: structure, crises intrapartisanes et concentration du pouvoir*, *op. cit.*

à des exigences de gouvernabilité et remet ainsi en cause lemilitantisme au sein du parti. Les exclusions, la répression de la polyphonie interne sont conçues alors comme des processus qui assurent l'homogénéité de l'étiquette partisane, étape nécessaire afin que le parti s'établisse en tant que parti de pouvoir[283].

D'autres auteurs comme C. Vernardakis ou K. Elefteriou et C. Tassis, inspirés principalement des travaux de Katz et Mair et restituant la trajectoire du parti tout au long des années 1990 et 2000, cherchent à appréhender les modifications survenues dans l'appareil socialiste sous l'angle des concepts de cartellisation et d'étatisation du parti. Dans ce cadre, la marginalisation du militantisme tient au fait que le PASOK devient à partir du milieu des années 1990 de plus en plus un parti étatisé, à savoir un parti tirant l'essentiel de ses ressources de l'État, ce qui rend moins nécessaire le maintien d'un appareil militant massif, comme c'était le cas à son origine[284].

Il faut noter sur ce point que les bouleversements au niveau des effectifs partisans sont difficilement déchiffrables en l'absence de données précises et totalement fiables. D'abord, en observant l'évolution des membres du PASOK au fil des années selon le tableau ci-dessous, il est difficile de saisir une baisse globale des effectifs d'une décennie à l'autre. Les effectifs militants augmentent tout au long des décennies 1980 et 1990, décennies de domination socialiste. Les fluctuations enregistrées sont observées autour des moments de mobilisation interne comme les années d'organisation de Congrès ou les années préélectorales. Dans ce cadre, il faut noter que les effectifs communiqués lors des périodes de Congrès sont sujettes à des manipulations internes. Le gonflement des effectifs militants est une pratique classique de la part des factions concurrentes dans le but de renforcer leur représentativité au sein de l'organe suprême du parti[285], ce qui nous incite à lire avec précaution les données suivantes. Des recherches antérieures soulignent par exemple que la baisse de moitié du nombre des militants entre 2001 et 2003 est due à la mise à jour des registres des militants et à l'effacement des fausses inscriptions[286].

[283] *Ibid.*
[284] VERNARDAKIS C., *Partis politiques, élections et système de partis, op. cit.* ; VERNARDAKIS C., « From Mass Parties to Cartel Parties: The Evolution of the Structure of Political Parties in Greece through Changes in their Statutes and Systems of Financing », *op. cit.*
[285] VERNARDAKIS C., *Partis politiques, élections et système de partis, op. cit.*
[286] *Ibid.*

Tableau 35: Évolution du nombre des militants socialistes.

Année	Nombre des membres du PASOK
1975	8000
1977	27000
1980	65000
1981	110000
1984 (1ère Congrès)	220000
1987	100000
1990 (2ème Congrès)	106000
1994 (3ème Congrès)	156000
1996 (4ème Congrès)	156000
1998	200000
1999 (5ème Congrès)	214000
2001 (6ème Congrès)	308000
2003	150000
2004 (Congrès Extraordinaire)	196000
2005	200000
2007 (Primaires ouvertes)	195000
2008	100000
2009	156000

Sources : VERNARDAKIS C., *Partis politiques, élections et système de partis*, *op. cit.*, p. 266.

Dans ce cadre, la crise du militantisme doit principalement être conçue dans son aspect qualitatif, à savoir comme une marginalisation des instances militantes dans la vie interne du parti, une marginalisation qui entraîne à son tour une diminution des incitations proposées aux militants afin de s'investir durablement dans le parti. Dans un premier temps, nous examinerons la défection en plaçant au cœur de notre réflexion les raisons pour lesquelles les militants abandonnent le parti depuis 2010. Nous adoptons alors une approche classique qui place les rétributions du militantisme au cœur des logiques de l'engagement militant[287]. En resituant les pratiques et les récits militants dans cette conjoncture donnée, nous cherchons à définir dans quelle mesure la situation qui s'esquisse au lendemain de l'adoption du programme d'ajustement par le PASOK produit des contre-incitations à s'engager et entraîne une variété de comportements possibles, dont le plus courant reste l'abandon de l'identité partisane[288].

[287] GAXIE D., « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, 1977, vol. 27, n° 1, p. 123–154.

[288] HIRSCHMAN A.O., *Αποχώρηση, διαφωνία και αφοσίωση: αντιδράσεις στην παρακμή επιχειρήσεων, οργανώσεων και κρατών [Exit, Voice and Loyalty. Responses to Decline in Firms, Organizations and States]*, traduit par Tina PLUTA, Athènes, Papazisis, 2002.

Cependant, le parti connaît une crise du militantisme plus large qui se trouve au cœur des tendances centrifuges exprimées depuis 2010. La remise en cause du militantisme et la perte d'incitations à militer au PASOK sont conditionnées par des transformations de longue durée survenues au sein du parti socialiste. Il s'agit d'une crise qui s'exprime par la dévalorisation des ressources militantes dans l'économie globale du parti et par la marginalisation relative des instances militantes des processus de prise de décision.

Nous procéderons alors à l'examen des facteurs de remise en cause du militantisme au PASOK en examinant, dans un premier temps, les modifications résultant de l'exercice du pouvoir. Nous analyserons ainsi les tendances de centralisation du parti qui, réalisées conjointement à l'ascension du parti au pouvoir et à son exercice, bouleversent les rapports de force internes : les instances locales et intermédiaires du parti se trouvent de plus en plus dépossédées de pouvoir décisionnel, ce qui s'illustre dans leur influence diminuée sur les processus de prise de décision et de sélection des candidats. En outre, deux réformes internes, mises en place en 1996 et en 2004, viennent renforcer les tendances à la marginalisation des ressources militantes dans le fonctionnement interne du parti, phénomène qui constitue le second axe de réflexion afin de mieux comprendre les conditions qui ont rendu possible la défection généralisée des militants depuis 2010. Finalement, nous choisissons de nous focaliser dans la dernière section du chapitre sur les modalités de la campagne électorale de 2012. De cette manière, nous pouvons mieux saisir la place des ressources militantes dans les processus de mobilisation partisane de manière à mieux pouvoir illustrer l'effondrement organisationnel du parti et l'impossibilité des socialistes de se mobiliser pendant les élections critiques de 2012.

Section 1. Récits et pratiques de la défection

Dans un premier temps nous examinons le phénomène de défection des militants et cadres socialistes par rapport au parti. Dans ce cadre, l'enquête menée au niveau local s'avère illustrative puisqu'elle nous donne à la fois la possibilité d'examiner *in situ* la situation du parti au plan local et d'essayer de reconstituer, sur la base d'entretiens, la manière dont le mécanisme local subit des tendances centrifuges. Notre hypothèse centrale soutient que dans la période qui s'ouvre avec l'adoption du programme d'ajustement par le PASOK, les éléments qui nourrissent historiquement l'engagement envers le parti se trouvent grippés. On se réfère ici à ce qui est

désigné comme des rétributions du militantisme, à savoir les rétributions matérielles et symboliques que le parti et ses instances locales produisent en vue de stimuler et de maintenir le militantisme au sein du parti [289]. Dans un contexte marqué par l'adoption d'un projet gouvernemental qui divise les socialistes et par une désapprobation populaire de plus en plus importante, le PASOK dans son ensemble et ses organes locaux du Pirée cessent de pouvoir produire ces incitations. Dans ce cadre, l'effondrement organisationnel observé au niveau local se trouve au croisement de l'affaiblissement des organes locaux et des vagues de défection, deux phénomènes qui se nourrissent mutuellement.

Les signes de l'effondrement local sont visibles sur le terrain et conditionnent largement l'enquête. Les militants prennent leurs distances ou s'orientent vers d'autres partis. À titre indicatif, Lena D., membre du parti et ancienne candidate à la mairie explique : « *Jusqu'en 2010. Jusqu'en octobre 2010 depuis '81 où j'étais entrée au parti. À partir d'octobre, quand j'ai pris mes distances, à ma façon […]. À partir de là, j'ai pris mes distances* ». Il s'agit là d'un phénomène enregistré de manière récurrente lors de nos observations sur place depuis 2012 et confirmé par les entretiens avec les militants et cadres socialistes. Le réseau partisan socialiste étant en large partie déstructuré, l'enquête consistait principalement à réunir les pièces du puzzle. Cependant, les difficultés ne se limitaient pas à la recherche du personnel socialiste : lors de la négociation des entretiens, les résistances étaient énormes et les refus assez courants.

a) La question du mémorandum, élément structurant des comportements

La question du mémorandum constitue un leitmotiv qui traverse le discours des socialistes quand on se réfère aux processus de défection des militants. La référence au mémorandum peut conduire à une analyse idéologique des motifs de l'adhésion et de l'engagement au sein du PASOK. Dans un tel cadre, le mémorandum constitue un virage idéologique par rapport aux positions affichées et soutenues par le parti, qui vient ainsi en rupture avec le positionnement idéologique de ses membres. La formation d'un gouvernement de coalition avec la ND semble aggraver cette situation et elle revient souvent dans les entretiens

[289] GAXIE D., « Économie des partis et rétributions du militantisme », *op. cit.*, p. 123-154 ; GAXIE D., « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *Swiss Political Science Review*, mars 2005, vol. 11, n° 1, p. 157–188.

effectués avec les militants du PASOK. La défection est provoquée par l'écart entre les valeurs affichées et les projets appliqués par le parti et se présente comme la position dominante parmi les différentes positions possibles que les militants adoptent face à la transformation partisane[290]. On retrouve ici des motifs répétés dans différentes discussions formelles et informelles avec des personnes ayant milité au PASOK. Le projet gouvernemental paraît problématique, quel que soit le positionnement des militants : il peut être conçu comme une rupture avec les idéaux du parti, comme une nécessité, ou comme un projet non accepté par les membres du parti. Quelque soit le cas, il s'agit du phénomène qui structure les prises de position militantes. Le secrétaire du PASOK au Pirée B' pose ainsi le cadre qui esquisse le démantèlement du parti au niveau local quand la discussion se réfère à la défection éventuelle des membres :

Angelos N : Regarde. Assurément, la fuite des membres est un fait. Des cadres de première ligne, assez peu je dirais. Mais seuls les cadres sont restés parce que les gens les ont abandonnés. Les gens sont partis plus tôt. Ils sont partis plus tôt à cause de l'incohérence entre les paroles et les actes.
Enquêteur : À quel moment environ les gens sont-ils partis ?
Angelos N. : Cela a eu lieu environ en 2010. De 2010 à 2011. Dans l'été 2010. Au moment où nous sommes entrés au FMI dont les gens ne savaient pas ce que c'était et on ne leur avait pas dit ce que c'était. Il y a une énorme différence. C'est autre chose de parler, de dire : il faut que je prenne des mesures, […] en ce qui me concerne, je décide et je dis que je ne veux pas payer tout seul les pots cassés (…) faisons des élections, si vous voulez votez pour moi, sinon pour quelqu'un d'autre. L'autre [G. Papandreou] fait la connerie et ne vient pas, deux mois après avoir gagné les élections, dire : les enfants, je n'ai pas trouvé la poule aux œufs d'or mais j'ai trouvé les caisses vides, si vous voulez que je reste au gouvernement il faut que je prenne des mesures, sinon trouvez quelqu'un d'autre.

Par conséquent, l'adoption du mémorandum cesse de rassembler, de mobiliser les militants socialistes. Au contraire, elle occasionne l'émergence de tendances centrifuges et se trouve au cœur des phénomènes de défection socialiste. Marcos I., membre de la section régionale du PASOK et candidat député pour la première fois en 2012 insiste aussi sur le virage du parti, tout en défendant sa position :

[290] HIRSCHMAN A.O., *Exit, Voice and Loyalty, op. cit.*, p. 57–67.

Marcos I. : Déjà en 2012 ils avaient presque fermé [les sections du parti au local], le PASOK avait perdu sa base, il cherchait des gens, nous cherchions, nous cherchions toujours des gens qui viennent au PASOK pour défendre les principes et les valeurs du PASOK, que pourtant tu étais obligé de fouler aux pieds, c'est-à-dire, tu disais: je suis du PASOK, et tu soutenais les valeurs du PASOK alors que tu étais obligé de faire autre chose que ce que disaient les valeurs du PASOK. Moi, je ne suis pas un formaliste, c'est-à-dire que je ne pense pas, bien, foulons aux pieds les valeurs du PASOK, très bien, parce que si nous ne le faisons pas nous-mêmes, c'est nous, en tant que nation, qu'ils fouleront aux pieds.

Dans le même sens, Thomas N., ex-député du parti explique sa conception de l'effondrement. Est expliqué, une fois encore, à quel point le projet gouvernemental constitue la pierre angulaire de l'effondrement du parti ; effondrement dont le trait caractéristique, tel qu'il apparaît dans les discussions, est la position hostile à laquelle les membres et le personnel politique du parti ont fait face à partir de l'adoption du programme d'ajustement.

Thomas N. : Les gens, le PASOK, ils l'ont puni parce qu'en tout état de cause, ils le tenaient pour responsable de toute l'histoire. Nous l'avons vécu d'ailleurs nous aussi ainsi, avec la plus grande surprise […] Il ne s'agit pas seulement du PASOK officiel et des députés, nous avons subi un affaissement, les gens ont tourné le dos, il y a un fait historique, c'est ça qu'il faut analyser parce que nous n'avions jamais vécu cela, que de l'adoration on passe ainsi à la haine, à l'indifférence.

Nestor Z., secrétaire d'une section locale du PASOK au Pirée B' jusqu'en 2010, souligne aussi que les bouleversements survenus dans l'activité locale du parti sont temporellement situés à l'époque de la crise :

Nestor Z. : Moi, jusqu'en 2009, 2010, oui 2009 même 2010, j'organisais des manifestations, je m'installais sur les places publiques, pas dans une salle, sur les places publiques j'ai fait des manifestations jusqu'en 2010 avec des cadres du parti. Lorsqu'est arrivée la crise économique, qui s'est révélée ne pas être seulement économique, […] tout s'est effondré, les partis, les institutions, les valeurs, tout […] Au printemps 2010, plus personne ne faisait confiance à personne. Quelqu'un qui était en colère et rencontrait par exemple Untel lui disait "toi aussi, eh l'ami, tu étais avec eux" ou "pour nous, c'est la faute du député", même si c'était un député remarquable, dans ces cas-là on mélange les torchons et les serviettes.

Ces phénomènes sont renforcés par le fait que les militants socialistes ne se sont pas ou très peu appropriés le projet gouvernemental. Ceux qui restent et ceux qui sont partis partagent l'expérience du mémorandum imposé sans discussion préalable. Criton S. nous dit de manière caractéristique qu'en ce qui concerne le projet d'ajustement le parti au local se trouvait : « […] *en dehors des discussions et des décisions. En ce qui concerne les mesures adoptées, nous n'y avons jamais participé* ». Un autre cadre du PASOK, toujours militant du parti, n'hésite pas à défendre sa position tout en critiquant celles du PASOK :

Lambros D. : En toute conscience, je reste de ce bord, sans avoir honte de sa démarche globale, cependant j'étais parmi les premiers, lorsqu'a commencé l'ajustement structurel de la Grèce, à penser qu'il s'agissait d'autre chose, commencer par les salaires et les retraites, ou les assurances maladies, la politique sociale, j'étais parmi les premiers à ne pas être d'accord avec cette politique, et à penser que peut-être nous pourrions faire autre chose, n'est-ce pas? […] cependant je n'ai pas honte d'être du PASOK, que d'autres en aient honte, très bien, qu'on dise une chose, qu'on en fasse une autre, qu'on ait eu telles attentes, qu'on en ait d'autres, etc., etc., qu'ils en aient honte, très bien. D'ailleurs, ces décisions-là, ce n'est pas nous qui les avons prises, ce n'est aucun des militants, disons de la base du parti qui les a prises. Nous, on ne nous a pas demandé notre avis sur tout ça, d'accord, on ne nous a pas demandé notre avis. Donc ça serait, c'est en fait injuste de jeter l'anathème, comme ça, sur X par exemple en disant que c'est de sa faute.

Le positionnement critique, ou autrement dit, la prise de parole face à une situation qui se conçoit comme problématique, est souvent rencontré chez des cadres locaux du parti. Emilie B. évoque pour sa part son ambivalence par rapport au parti :

Emilie B. : Je le croyais et je continue à penser qu'il n'y a pas d'alternative dans l'état où sont les choses, pour ce qui est de la manière de les gérer, j'ai des objections, énormes, tout simplement, le fait est que oui, je ne suis pas satisfaite de la façon dont ont été gérées les choses a posteriori, je ne regrette pas, c'est-à-dire, je ne cherche pas, je ne change pas d'identité, je m'identifie à ce bord, en tout état de cause, à ce qu'il en reste comme centre-gauche, mais j'ai d'énormes questionnements sur la façon dont il fonctionne aujourd'hui et je me demande s'il peut réellement donner des réponses à ce que nous vivons. Jusqu'à maintenant, il ne m'a pas convaincue que nous ayons des réponses.

La gestion de la crise a des effets sur le quotidien militant, dans la mesure où les cadres locaux ne paraissent pas en mesure de se consacrer pleinement à ce projet, et, par conséquen,t de se mobiliser sur cette base. Dans le même registre mais adoptant une position opposée, Georgia D., ancienne militante du PASOK, passée à SYRIZA, caractérise ce virage du parti comme une trahison :

Georgia D. : Sur ce point, je vais te dire, moi je suis en colère contre moi-même, c'est-à-dire que je ne pense pas que je sois tombée dans l'erreur, oui mon garçon, de soutenir, de courir partout, je vais te dire une chose, moi non, c'est-à-dire, je pense qu'avec tous les anciens camarades, là où je me trouve maintenant, en dehors du PASOK, je parle tout-à-fait amicalement parce que je n'ai plus aucun lien avec lui, et nous disons, oui mon garçon, ils nous ont trahis, ils nous ont vendus au sens propre du terme, ils ont vendu tout un peuple dans cette affaire.

C'est dans ce sens que le projet gouvernemental rompt avec ces visions partagées, favorisant l'émergence de positions opposées qui mettent en cause le PASOK dans son ensemble et incitant les militants à partager un positionnement critique face au parti. D'ailleurs, ce n'est pas par hasard qu'on retrouve à plusieurs reprises des schémas explicatifs selon lesquels les militants en défection sont ceux qui sont fidèles aux idéaux d'un parti qui cesse pourtant de les poursuivre. Ces discours témoignent à notre avis de la perte du monopole de représentation d'un récit universel par le PASOK dans l'espace politique, perte qui est associée à l'émergence de récits concurrents.

b) Quand le parti « ne vend plus » : aspects matériels et symboliques de la défection

Parallèlement, la rupture idéologique est accompagnée par la remise en question des rétributions, symboliques et matérielles issues de l'engagement. Daniel Gaxie souligne dans son étude classique sur les motifs du militantisme que « l'attachement à la cause, la satisfaction de défendre ses idées, constituent ainsi des mécanismes de rétribution de l'activité politique(…) »[291]. Plus globalement, les rétributions sous leurs différentes formes sont cruciales

[291] GAXIE D., « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *op. cit.*, p. 125.

dans la compréhension des modalités d'engagement et de désengagement[292]. Dans le cas du PASOK, la défection, les divisions, les distanciations rompent avec le caractère de communauté qui caractérisait le militantisme, aspect important pour l'adhésion et son maintien. L'appartenance au PASOK signifiait aussi le partage d'expériences communes qui nourrissent l'engagement. Le militantisme, à savoir l'engagement dans la vie des instances locales, offre ainsi des incitations permettant le maintien de l'investissement. Les travaux relatifs à cette question se réfèrent à l'appartenance à une communauté, au caractère socialisateur de l'action collective et aux gratifications associées à l'engagement[293]. Dans la description que Lambros D., membre de la section régionale du PASOK au Pirée B', donne de sa participation aux réseaux socialistes, on voit à quel point l'engagement se produit et se maintient à partir de la participation aux activités ordinaires de la section et de la socialisation qui en découle :

Lambros D. : On en a consacré des heures aux sections, c'était notre maison, la section était notre maison, nos copains, la plupart du temps, on ne se les faisait pas sur la base d'un critère comme, disons, ah, il est plaisant Dimitri ou, il y a une alchimie entre nous, notre alchimie, c'était le parti, vraiment, à cette époque, les choses se passaient comme ça. Les jours de semaine, disons, s'écoulaient de manière organisée, nous passions par les locaux, nous faisions acte de présence, puis nous allions dans un café tous ensemble pour une brochette. Tous les jours c'était comme ça, le week-end, les regroupements des équipes pour accomplir plus de tâches, on plaçait encore tous les quinze jours une assemblée générale et tous les mois un débat politique, le dimanche, dehors pour rencontrer les autres cadres, les plus importants, et c'est ainsi plus ou moins que se passait alors la vie, la vie "socialo-politico-partisane".

Les vécus et les références aux biens symboliques du parti s'entrelacent avec la mise en place d'un milieu local qui reproduit, renforce et propage le récit socialiste. Ce partage des vécus communs est associé avec le partage des biens symboliques proposés par le PASOK. Nous voyons bien que le récit socialiste, structuré autour des slogans du changement, de la justice sociale, de la démocratie, s'articule avec la formation d'un espace structuré entre amis, collègues

[292] FILLIEULE O., « Temps biographique, temps social et variabilité des rétributions », *O. FILLIEULE (dir.), Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005, p. 17–48 ; GOTTRAUX P., « Autodissolution d'un collectif politique. Autour de Socialisme ou Barbarie », *O. FILLIEULE (dir.), Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005, p. 81–86.
[293] RETIÈRE J.-N., « La sociabilité communautaire, sanctuaire de l'identité communiste à Lanester », *Politix*, 1991, vol. 4, n° 13, p. 87–93 ; LECLERCQ C., « "Raisons de sortir". Les militants du Parti communiste français », *O. FILLIEULE (dir.), Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005, p. 135.

et compagnons, qui se trouvent au cœur des processus d'adhésion et d'engagement au sein des sections locales du parti. Par le biais du milieu partisan local, les références idéologiques se matérialisent dans un engagement perpétuel. Elles sont ancrées dans les structures de sociabilité locale qui constituent le berceau de l'engagement socialiste[294].

Marcos I. : Tu me demandes comment je suis entré au PASOK? Moi j'ai grandi dans une famille socialiste, progressiste, comme on dit, démocrate, c'est-à-dire que j'ai été élevé avec le sentiment de la justice et des luttes sociales, j'ai été élevé parmi des gens qui cherchaient à obtenir qu'on ne te regarde pas de travers parce que tu n'étais pas de droite. Je ne l'ai pas vécu, j'ai été élevé dans l'effort du Changement [référence au slogan central du PASOK lors des élections de 1981].

Angelos N. nous donne pour sa part, une image typique de l'engagement :

Angelos N. : Moi, je me suis engagé en 1994, j'avais fini l'université, l'armée, j'avais ouvert ma pharmacie en 1991 et à partir de là, peu à peu, je me suis occupé de la région, du PASOK.
Enquêteur : Par l'intermédiaire de qui?
Angelos N. : Une bande d'amis… toute la bande nous étions au PASOK, toute la bande militait au PASOK dans la deuxième circonscription, avec le PASOK, et voilà. C'est comme ça que j'ai gravi tous les échelons du parti.

Derrière les récits de vie qui peuvent paraître idéalisés, on retrouve un motif stable du militantisme qui, dans la période examinée, se trouve aussi en question : le rejet du programme, les oppositions ordinaires et plus visibles entraînent des effets négatifs sur l'activité militante. Le climat d'hostilité rend encore plus difficile le fonctionnement quotidien des organes locaux de sorte que les rétributions ordinaires créées par les processus d'engagement se trouvent interrompues. Sur ce point, on voit que si le travail politique ordinaire constitue un stimulus pour l'engagement, l'interruption brutale de toute activité apparaît comme un facteur supplémentaire qui contribue à la stagnation de l'activité locale et à la défection. Ces phénomènes agissent alors d'une manière dissolutive dans le parti au plan local : les sentiments d'appartenance et de

[294] Voir aussi sur ce sujet MISCHI J., « Travail partisan et sociabilités populaires. Observations localisées de la politisation communiste », *Politix*, 2003, vol. 16, n° 63, p. 91–119 ; LEFEBVRE R., « Le militantisme socialiste n'est plus ce qu'il n'a jamais été. Modèle de "l'engagement distancié" et transformations du militantisme au Parti socialiste », *Politix*, 2013, vol. 102, n° 2, p. 12–13.

communauté disparaissent progressivement dans la mesure où les incitations se voient diminuées et ainsi les membres du parti semblent adopter des positions et des comportements différents, phénomène qui illustre la crise au plan local. Sur ce point, Nestor Z., ancien secrétaire local au Pirée B' et élu municipal, exprime cette rupture survenue avec le milieu socialiste local. Son récit personnel s'articule avec les ruptures survenues à l'intérieur du parti de sorte que celui-ci est démantelé localement : *Je suis socialiste c'est tout, non pas que j'appartienne à la machine partisane, je n'ai plus aucun lien avec ça, avec eux c'est-à-dire, personne ne me représente, je suis de gauche, c'est de là que je viens, c'est en cela que je crois, le PASOK ne me représente pas.*

Le milieu partisan local qui articule, produit et renforce l'engagement est remis en question par les positions divergentes qui émergent au sein du parti autour de la question du mémorandum. Nous voyons à travers les récits que d'autres aspects du registre symbolique qui conditionnent l'engagement sont rompus ou paraissent problématiques. Le partage et la participation à une vision du monde, à un récit socialiste plus large, sont remis en question. L'effondrement s'articule ainsi avec l'impossibilité de reproduire son activité et de propager les biens symboliques.

Nous constatons plus globalement que le parti en tant qu'étiquette politique cesse de produire des engagements et des identifications. Les appropriations du passé ne constituent plus un récit collectif, mais elles sont appropriées individuellement en fonction des positions contemporaines face à la crise et elles servent tantôt comme raisons de défection et tantôt comme motifs justifiant la fidélité au parti. Cette situation explique à notre avis ce leitmotiv observé parmi les (anciens) cadres socialistes qui sont présents encore dans les affaires locales, mais qui refusent de s'identifier au PASOK en investissant davantage sur d'autres registres comme ceux de l'indépendance partisane et de la proximité locale.

Sur cet aspect, le dialogue que j'ai eu avec un ancien secrétaire d'une section locale du PASOK au Pirée B' et membre du Comité Central est illustratif. J'avais pu trouver ses coordonnées dans une liste figurant dans l'ancien site électronique du PASOK et, en croisant les données, je me suis aperçu qu'il était, au moment de la recherche, conseiller municipal. Lors de mon appel téléphonique je me suis présenté en lui disant mon statut et l'objectif général de ma recherche. Lors de la discussion, je lui ai expliqué qu'une rencontre avec lui serait précieuse pour moi du fait de son ancien poste de secrétaire de la section locale. Dès que je me suis référé au PASOK, sa réaction a été immédiate :

- Quel PASOK ? Tu l'as trouvé où ça tout d'abord?

Enquêteur (sur un ton d'excuse et craignant le pire…) : En effet, c'était sur le site du PASOK…

- Non, oublie ça. Le PASOK, oublie ça. Si tu veux qu'on parle de la municipalité, ok mais il n'y a pas de PASOK… Mais tu l'as déterré où ça ?!

Ce court échange résume à lui seul le type de réaction de nombreux socialistes et montre combien délicate pouvait devenir la prise de contact dans ce cadre donné. S'interrogeant sur les raisons de ce refus ferme vis-à-vis du PASOK, on constate que certains éléments de la trajectoire de cet homme politique au cours des dernières années peuvent expliquer – même partiellement – son positionnement. Étant à la fois membre de la section régionale, du Conseil National du parti et membre de l'organisation syndicale socialiste dans l'administration territoriale, il a effectué, depuis 2010, une rupture vis-à-vis du parti en plusieurs étapes. Comme la plupart des membres de l'organisation syndicale, il rompt avec la ligne gouvernementale concernant les mesures votées. En même temps il abandonne ses postes au Conseil national et à la section régionale. En novembre 2010, il a adhéré à la liste municipale indépendante du maire sortant et il est élu conseiller municipal. Dans un autre registre cette fois-ci, son rejet du PASOK lui a permis de légitimer sa candidature municipale et s'inscrivait dans une stratégie de survie politique basée sur la construction d'un profil d'indépendant, dissident socialiste, rompant avec la ligne du parti et orienté vers les questions locales. La sollicitation d'un rendez-vous sur la base de son identité socialiste réfutée peut ainsi expliquer, même partiellement, la réaction vive de sa part.

Parallèlement à la dévalorisation du parti, la diminution des rétributions matérielles conditionne aussi l'affaiblissement des incitations à s'engager et à se mobiliser pour le parti sur la période examinée. Les organisations partisanes mettent en place un éventail de biens matériels qui sont destinés à gratifier les militants afin de stimuler et de maintenir leur engagement. Cette démarche revèle, selon P. Kopecky et P. Mair, de la conception du patronage comme une ressource organisationnelle, à savoir comme une ressource qui vise à la consolidation interne du parti[295]. De cette manière, outre les biens symboliques, les biens matériels concrétisent les incitations à s'engager pour des personnes qui ne vivent pas forcément de la politique. Dans le cas d'un parti comme le PASOK l'implication dans les affaires partisanes constituait

[295] KOPECKY P. et P. MAIR, « Party Patronage as an Organizational Ressource », *op. cit.*, p. 7–10.

historiquement un moyen d'obtenir d'avantages divers. Les militants socialistes pouvaient traditionnellement profiter de l'implantation du parti dans l'État et dans les différentes sphères sociales afin de tenter d'y faire carrière ou d'obtenir des privilèges[296].

Dans le cadre examiné, la diminution globale des ressources partisanes réduit aussi l'éventail des biens distribués sous forme de rétributions militantes. L'obtention d'emplois, de postes dans le parti ou d'autres types de services ne constituent plus un privilège pour les militants, en opposition avec le passé, comme on a pu l'examiner dans le chapitre précédent. Comme le dit Criton S. de manière laconique : « *C'en est fini de ce sport "entrons dans la fonction publique"* », ou, selon les termes du secrétaire de la section régional du PASOK au Pirée *: « Le PASOK n'est plus assez vendeur pour faire venir des gens auxquels il ne pourrait pas rendre un service immédiat. […] Si tu veux, avant, il était vendeur parce qu'il avait le pouvoir de te caser ».*

La remise en question du parti et la désarticulation des instances locales diminuent ainsi de plus en plus les rétributions concrètes des militants. Les instances locales cessent de fonctionner en tant que producteurs ou distributeurs de biens, de sorte que l'implication dans les organes locaux ne peut plus fournir des avantages personnalisés. Être alors détenteur d'une carte de membre du parti ne signifie plus profiter individuellement des ressources collectives : l'obtention d'emplois, et les arrangements divers auprès des administrations locales sont de plus en plus improbables dans la mesure où le parti semble être dépossédé de ressources produites au niveau national et que, d'autre part, les députés et maires du parti se positionnent de façon critique face à l'étiquette partisane.

Finalement, la promotion aux postes électifs devient aussi de plus en plus improbable comme perspective d'ascension politique pour les militants. Pour ce qui est des postes électifs municipaux, l'étiquette partisane ne paraît plus constituer un critère déterminant de recrutement politique, étant donné que les candidats maires semblent déjà se distancier du PASOK et opter pour l'élaboration de listes de candidats hors de critères partisans. De l'autre côté, se présenter aux élections nationales devient de moins en moins attirant étant donné la dévalorisation globale du parti. Dans ce cadre, chaque vague de désolidarisation d'élus et de cadres socialistes constitue

[296] Voir aussi sur ce sujet RECCHI E., « L'entrée en politique des jeunes Italiens : modèles explicatifs de l'adhésion partisane », *Revue française de science politique*, 2001, vol. 51, n° 1, p. 155–174.

aussi un coup qui rend les réseaux locaux plus précaires et les incitations à s'y engager encore plus improbables.

Dans ce contexte précis, s'engager et se présenter en tant que socialiste se traduit par des coûts psychologiques et symboliques élevés qui rompent avec la satisfaction qui résulte de l'appartenance politique. La défection des membres rend caduques les incitations produites par l'activation des organes locaux, ce qui produit finalement un cercle vicieux. Faire partie de l'étiquette socialiste est alors doublement remis en cause, tant par la désapprobation externe que par la remise en question de ce vécu collectif ou, comme le dit à sa manière le secrétaire de la section régionale du parti, Angelos N. : « Oui, aujourd'hui, le PASOK n'est pas vendeur. Il n'est pas vendeur ».

Cependant, outre les facteurs conjoncturels qui pèsent lourdement sur les militants socialistes, nous soutenons l'idée que le PASOK traverse une crise du militantisme plus large. Nous concevons cette crise comme un affaiblissement global du *parti au local*. Les prérogatives et les pouvoirs des instances locales dans la prise de décision sont progressivement diminués ce qui entraîne selon nous une diminution globale des incitations à militer pour le PASOK. Cette crise préalable permet alors les phénomènes de défection massive des militants entre 2010 et 2012.

Section 2. Une crise large du militantisme

Au fil du temps nous constatons une crise du militantisme exprimée par la marginalisation des instances militantes du parti et l'affaiblissement de la notion et du rôle de militant au sein du parti socialiste. Tout d'abord, on assiste à une marginalisation des instances collectives locales, foyers traditionnels du militantisme et du recrutement militant, des processus de prise de décision et de sélection des candidats, ce qui renvoie à un processus plus large de redistribution de pouvoir interne vers les élus et les instances centrales et gouvernementales du parti. Les organes du parti se trouvent marginalisés lors des processus de prise de décision et de sélection des candidats, deux procédures qui marquent historiquement les modalités de participation à la vie interne du parti.

La question de la crise du militantisme se trouve au croisement des logiques de concurrence interne et externe qui conditionnent le contenu des modifications organisationnelles

et contribuent à une dévalorisation des ressources militantes. D'une part, l'exercice du pouvoir bouleverse les rapports de force entre les militants, les organes du parti et les élus, phénomène commun à d'autres partis socialistes et sociaux-démocrates d'Europe[297]. Au-delà de cette transformation progressive des rapports de force internes, ce sont les réformes internes de 1996 – sous le nom de projet modernisateur – et de 2004 – sous le nom de projet participatif – qui valident et renforcent la dévalorisation des ressources militantes dans l'économie globale du parti : dans le cadre de ces deux réformes internes majeures au sein du PASOK, le statut de militant perd de plus en plus son lien organique avec le parti et les instances collectives militantes se trouvent de plus en plus dépossédées de leur rôle dans la vie interne du parti. Par conséquent, si la défection massive des militants s'inscrit dans une conjoncture précise, celle de l'imposition du programme d'ajustement, les conditions qui ont permis cet effondrement rapide de la structure organisationnelle du PASOK renvoient à des modifications internes de long terme.

a) Les organes partisans dépossédés de pouvoir décisionnel

Le PASOK s'est basé traditionnellement sur des ressources militantes afin d'entrer dans le champ politique. Ce processus de formation partisane donne au parti un certain caractère durable comme le note A. Panebianco et pour ce qui est du PASOK, les études antérieures soulignent le caractère militant de l'organisation socialiste[298]. Cependant, un déplacement progressif des rapports de force au sein du parti restreint de plus en plus la place accordée aux instances militantes face aux instances exécutives, composées principalement par des élus. L'exercice du pouvoir bouleverse les rapports intrapartisans de sorte que les instances locales du parti se trouvent progressivement dépossédées de leur influence dans les processus de prise de décision et de sélection des candidats. Dans ce cadre, le militantisme et l'identité militante semblent être affaiblis dans la mesure où les organes collectifs perdent leur influence dans le fonctionnement du parti. Ce phénomène illustre la transformation progressive d'un parti disposant des caractéristiques d'un parti de masse vers un fonctionnement de plus en plus

[297] BOTOPOULOS K., *Socialistes et pouvoir*, *op. cit.* ; KATSOULIS I. (dir.), *Nouvelle Social-Démocratie*, *op. cit.*
[298] SPOURDALAKIS M. et C. TASSIS, « Party Change in Greece and the Vanguard Role of PASOK », *op. cit.*, p. 497–512.

personnalisé, voire notabiliaire, question largement traitée dans la littérature consacrée aux partis socialistes et sociaux-démocrates de l'Europe[299].

En effet, dans la littérature grecque, plusieurs auteurs ont souligné cette transformation du parti en insistant sur les processus de concentration du pouvoir autour de son leader, de son équipe de collaborateurs proches et des personnes qui composent l'exécutif[300]. D'autres auteurs partagent l'idée que c'est davantage l'osmose du parti avec les ressources et les instances étatiques depuis les années 1990 qui est au cœur de cette transformation qui entraîne la marginalisation des ressources et des instances militantes[301]. Cette dernière approche s'inspire largement de la théorie du *parti cartel*[302]. Nous sommes néanmoins critiques face à une telle approche, puisque nous soutenons que la question de la distribution du pouvoir à l'intérieur du parti est un enjeu majeur dès le début et qu'il n'apparaît pas lors de sa phase d'expansion grâce aux ressources publiques. En effet, des caractéristiques de structure militante forte avec des caractéristiques de concentration du pouvoir traversent l'ensemble de l'histoire du PASOK, sans qu'on puisse forcément discerner telle ou telle date comme début de la fin du militantisme. C'est pourquoi, dans notre analyse, nous nous focalisons sur deux phénomènes qui nous permettent d'avoir une image plus claire des rapports intrapartisans ordinaires et de la distribution du pouvoir, afin de pouvoir mieux articuler les récits de nos interlocuteurs avec les apports des travaux antérieurs et mieux mesurer les théories proposées.

La question de la prise de décisions et de la sélection des candidats constituent deux entrées privilégiées pour suivre les évolutions des rapports de forces au sein du parti socialiste. Un premier phénomène qui mérite d'être examiné est le processus parallèle suivant. Nous soutenons que sous les effets coordonnés de la gestion du pouvoir sur la longue durée et de la concurrence politique, les membres de l'exécutif forment une élite gouvernementale qui tend à s'autonomiser de l'appareil partisan et arrive même à le mettre sous son contrôle. Le terme autonomisation nous permet de comprendre que les députés qui exercent des fonctions

[299] FAUCHER-KING F., « La « modernisation » du parti travailliste, 1994-2007 : Succès et difficultés de l'importation du modèle entrepreunarial dans un parti politique », *Politix*, 2008, vol. 81, n° 1, p. 125 ; FRETEL J., « Le parti comme fabrique de notables. Réflexions sur les pratiques notabiliaires des élus de l'UDF », *Politix*, 2004, vol. 17, n° 65, p. 45–72 ; JUHEM P., « La production notabiliaire du militantisme au Parti socialiste », *Revue française de science politique*, 2006, vol. 56, n° 6, p. 909–941.

[300] SPOURDALAKIS M., *PASOK: structure, crises intrapartisanes et concentration du pouvoir*, *op. cit.* Voir notamment chapitres IV à VI. L'auteur examine ces processus dans la phase de formation et de consolidation du PASOK en tant qu'acteur politique principal.

[301] VERNARDAKIS C., *Partis politiques, élections et système de partis*, *op. cit.*, p. 237–245.

[302] KATZ R.S. et P. MAIR, « Changing Models of Party Organization and Party Democracy », *op. cit.*

gouvernementales et consolident leur position au sein de l'exécutif à travers les différents mandats, cessent progressivement d'être dépendants des organes internes de promotion (par exemple les sections régionales ou autres) en ce qui concerne leur carrière politique[303]. L'autonomisation se réfère aussi au détachement des processus de prises de décisions par rapport aux organes du parti. Les décisions sur l'ensemble des politiques mises en œuvre sont prises au sein du Conseil des ministres sans faire au préalable l'objet de débat interne[304]. La phrase d'Andreas Papandreou, prononcé lors d'un discours public, selon laquelle « (…) le parti est la conscience du gouvernement (…) il ne doit pas agir comme le policier du gouvernement [305]», semble bien esquisser les rapports ambigus entre les différents visages du parti.

Pour comprendre cette évolution, on s'intéressera dans un premier temps aux effets de l'exercice du pouvoir par les socialistes grecs. Le PASOK se trouve au pouvoir de 1981 jusqu'à 2004 avec une alternance de trois ans entre 1990 et 1993. Une série de travaux sur l'évolution du PASOK mettent en évidence le phénomène suivant : l'exercice du pouvoir à partir de 1981 a largement déterminé les relations entre l'appareil partisan et l'appareil gouvernemental[306]. Globalement, malgré les discours et les projets initiaux radicaux[307], « *c'est le pouvoir qui a transformé les socialistes et non l'inverse* [308]». Les différentes contraintes, plus ou moins institutionnalisées, issues de la logique de la gouvernance ou de l'administration, ont formé le cadre de l'action du PASOK. La primauté des élus - qui composent largement le gouvernement - face au parti se trouve institutionnalisée par la Constitution[309]. Mais en dehors de cette raison formelle, les députés disposent, à travers leur participation aux différents comités parlementaires spécialisés, d'un ensemble d'informations non accessible aux organes partisans.

---

[303] ELEFTHERIOU K. et C. TASSIS, *PASOK: La montée et la chute*, *op. cit.*, p. 71.

[304] Voir notamment SPOURDALAKIS M., *PASOK: structure, crises intrapartisanes et concentration du pouvoir*, *op. cit.*, p. 310–219 pour un bilan des rapports de force internes au lendemain de la montée du PASOK au pouvoir ; Voir aussi ELEFTHERIOU K. et C. TASSIS, *PASOK: La montée et la chute*, *op. cit.*, p. 87–97 Les auteurs situent la marginalisation des organes partisans dans les années 1990.

[305] Cité dans SPOURDALAKIS M., *PASOK: structure, crises intrapartisanes et concentration du pouvoir*, *op. cit.*, p. 312–313.

[306] SPOURDALAKIS M., *PASOK: structure, crises intrapartisanes et concentration du pouvoir*, *op. cit.* ; ELEFTHERIOU K. et C. TASSIS, *PASOK: La montée et la chute*, *op. cit.*

[307] PAPADOPOULOS Y., « De l'opposition au gouvernement : l'évolution idéologique du PASOK », *op. cit.*

[308] BOTOPOULOS K., *Socialistes et pouvoir*, *op. cit.*, p. 361.

[309] RAÏKOS A., *Συνταγματικό Δίκαιο I [Droit Constitutionnel I]*, Athènes, Sakkoulas, 2002, p. 431–437 L'article 60 de la Constitution et la juriprudence de la Cour Suprême spéciale assurent l'exercise libre des compétences des députés selon le mandat libre. Ainsi, d'un point de vue légal, les députés ne sont pas responsables face à leur parti quant à l'exercice de leurs fonctions. Leur responsabilité est politique. C'est pourquoi, lors des dissidences au sein du groupe socialiste, les socialistes en défections peuvent maintenir leur qualité de député malgré leurvirement du groupe socialiste.

De plus, le passage par les ministères fournit des ressources supplémentaires dans l'exercice des tâches de sorte que les comités internes compétents pour l'élaboration des politiques deviennent plus ou moins caducs une fois que le PASOK se trouve au pouvoir. La responsabilité de l'élaboration des politiques passe progressivement du Comité Central du PASOK au conseil des ministres et ce passage illustre bien le déplacement de l'influence décisionnelle entre les différentes instances du parti. Ce phénomène est renforcé aussi par l'accumulation des mandats au fil du temps. Les députés, via leur réélection, accumulent progressivement un capital politique propre qui pèse lourdement sur les rapports de forces intrapartisans. Ils peuvent progressivement contrôler les instances locales de leur circonscription au détriment des cadres locaux comme par exemple les secrétaires des sections locales et régionales et influencer la composition des organes intermédiaires.

Ainsi, au niveau de la prise de décision politique, « *chaque fois qu'il y avait un désaccord entre le parti et le gouvernement, l'opinion qui dominait était celle du gouvernement*[310]». Ce phénomène a contribué à la soumission de l'appareil partisan à l'élite au pouvoir. En effet, si pendant les années où le PASOK se trouvait dans l'opposition, il existait un certain équilibre entre les différentes «aspects » du parti décrits par Katz et Mair *(party in public office, party on the ground, party in central office*)[311], la dynamique de l'exercice du pouvoir modifie les rapports de force. Ainsi, « *depuis 1983, l'activité du parti s'orientait vers le soutien du gouvernement et non plus vers le pluralisme d'opinions.* (…) *Le parti s'est soumis finalement à l'exécutif et il a été utilisé plutôt comme bouclier que comme partenaire* [312]».

Thomas N., membre du parti depuis sa fondation et occupant depuis la fin des années 1970 des postes dans la bureaucratie partisane et des mandats électifs évoque cette transformation interne des rapports de force :

Thomas N. : Le parti a dû trouver son identité plusieurs fois dans une période de cinq ans. Et les choses se passaient de manière très rapide. Tout d'un coup, en 1977 nous étions le principal parti d'opposition. (...) À cette époque-là, le pouvoir se trouvait dans le parti. Les députés ne jouaient pas un rôle important. Comme je t'ai dit, le parti avait intégré des modèles d'organisation léninistes.

[310] BOTOPOULOS K., *Socialistes et pouvoir, op. cit.*, p. 141.
[311] KATZ R.S. et P. MAIR, « The ascendancy of the Party in Public Office: Party Organizational Change in Twentieth-Century Democracies », *R. GUNTHER, J. R. MONTERO et J. LINZ (dir.), Political Parties: Old concepts and new challenges*, New York, Oxford University Press, 2002, p. 113.
[312] BOTOPOULOS K., *Socialistes et pouvoir, op. cit.*, p. 61.

Dans un registre similaire, Anastassis M., ayant exercé des fonctions dans la bureaucratie locale avant d'être élu député au Pirée B', aborde aussi cette ambiguïté qui marque le travail politique quotidien au niveau local, une ambigüité qui tient à l'existence de rapports complexes entre le parti au niveau local et les instances centrales du parti :

Enquêteur : Quelle était votre activité au sein des sections locales et régionales ?
Anastassis M. : Bon, regarde, nous faisions tout et rien en même temps. Il y avait beaucoup de monde, les sections étaient imposantes mais (...) Nous cherchions la quadrature du cercle et en même temps, les centrales faisaient l'inverse de ce qu'on disait, l'inverse de ce que nos valeurs postulaient. À partir du moment où le PASOK est devenu un parti gouvernemental, à partir de ce moment-là, le pouvoir a aliéné une grande partie de nos principes et de nos idées, surtout au niveau de la pratique. (...) Je te le répète, nous avons cessé de produire de l'idéologie, les sections locales étaient seulement un mécanisme d'appropriation et de distribution de pouvoir».

Nous observons donc que la stabilisation du PASOK au pouvoir déplace progressivement les modalités de prise de décision vers le groupe parlementaire et le conseil des ministres autour du Président du parti qui occupe en même temps le poste de Premier ministre. Le choix des politiques, leur mise en œuvre, les changements au niveau des personnes qui participent au conseil ministériel concernent de plus en plus un cercle restreint de personnes autour de l'élite gouvernementale. De plus, le rôle renforcé du gouvernement et du premier ministre, garanti par la Constitution, ainsi que l'existence d'un système électoral à la proportionnelle renforcée qui facilite les gouvernements à parti unique, contribuent aussi à ces phénomènes. Les différentes instances du parti se trouvent de plus en plus exclues de l'élaboration du programme gouvernemental. Leur rôle se focalise désormais sur la consécration des différentes décisions gouvernementales et leur diffusion et leur activité quotidienne se résume, en dehors des périodes préélectorales, à ces tâches. Dans le passage suivant Leonidas E., cadre local du parti, ayant exercé pendant deux décennies des fonctions de responsabilité au niveau local et étant passé par la suite à la députation exprime cette transformation :

Leonidas E. : Regarde, malheureusement, à partir d'un certain moment, le fait que le PASOK soit devenu un parti de pouvoir nous a tirés en arrière […] au quotidien ça n'avait pas de répercussions, simplement,

disons, que la participation de la société aux actions politiques était de plus en plus réduite […] et c'est ainsi que l'organisation s'est dégradée, […] À partir du moment où on n'écoutait plus l'organisation, ou elle n'avait même plus la parole, ou on ne pouvait plus faire de propositions et trouver quelqu'un qui les écoute, on comprend, on comprend que les gens aient été déçus.

Malgré les précautions nécessaires qu'il faut garder face à ce type de récits, le passage semble coïncider avec les résultats des travaux antérieurs qui soulignent la dépossession progressive des organes intermédiaires du PASOK comme les sections régionales. L'affaiblissement des instances locales s'exprime aussi par leur marginalisation progressive dans la sélection des candidats, à travers la pratique de l'investiture. On conçoit l'investiture comme un acte de transmission d'un capital politique accumulé collectivement vers une personne qui détient désormais un statut et un "poids spécifique" grâce à cet acte de délégation[313]. Dans un premier temps, période pendant laquelle le parti basait l'essentiel de sa mobilisation sur le maintien et la mise en œuvre du mécanisme partisan, les sections locales et régionales du parti jouaient un rôle décisif dans les processus de sélection des candidats tant au niveau municipal qu'au niveau national : c'est à la suite de leur proposition que le parti consacrait les candidats maires et députés. En même temps, le rôle des députés en place restait encore faible sur le processus de sélection. Nikiforos Z., cadre local du parti et élu local pendant plusieurs décennies au niveau municipal puis régional du Pirée, souligne les processus internes conduisant à la consécration des candidatures :

Nikiforos Z. : Alors, le poids des choix partisans était important. Il y avait les investitures, en 1986, en 1990 et 1994, la présence des partis politiques était très intense dans l'espace des collectivités locales. Ils accordaient les investitures avec des processus établis au sein desquels les organisations locales du parti qui existaient à cette époque-là prenaient la parole et exprimaient leurs positions, aujourd'hui il n'y a plus d'organisations locales (…). Les sections donc, lançaient la bataille et communiquaient leurs propositions au niveau de la municipalité, ensuite les sections régionales avec leurs propres propositions et les bureaux exécutifs ou les comités centraux prenaient leurs décisions concernant les candidats.

Dans une deuxième phase qui correspond à une période de stabilisation et de renforcement de la domination du Pasok au sein du système de partis, *grosso modo* à partir des

[313] BOURDIEU P., « La représentation politique », *op. cit*, p. 18.

années 1990, l'investiture constitue un enjeu de concurrence interne intense. Les réélections successives permettent aux députés d'imposer eux-mêmes leurs candidats en subordonnant ou en contrôlant les instances locales. Nous constatons alors que la stabilisation du PASOK au sein de la concurrence politique a comme résultat le fait que la distribution des postes électifs passe progressivement sous le contrôle des élus socialistes qui peuvent déterminer les candidats, en privilégiant ainsi d'une part leur propre candidature, ainsi que celles des personnes conçues comme alliées dans l'arène électorale de leur circonscription. Ce transfert du pouvoir décisionnel exprime, dans le cas du PASOK, un phénomène plus large, à savoir la mise sous contrôle des organes militants du parti par les élus. L'influence des députés locaux passe ainsi par le contrôle des organes locaux du parti de sorte que leur composition exprime progressivement les rapports de force entre les différents députés en place.

En d'autres termes, la nomination ou l'élection aux postes de la bureaucratie partisane locale est le résultat de la loyauté des candidats à tel ou tel député influent qui peut assurer l'élection de ses proches. En influençant les rapports internes, les élus socialistes arrivent ainsi à devenir les véritables chefs du parti au niveau local et à contrôler les représentants des sections locales et régionales. Il en découle que les organes locaux sont progressivement privés de la capacité de promouvoir des candidats aux postes électifs, ce qui contrecarre l'une des incitations traditionnelles à s'engager dans les affaires locales du parti.

b) Réformes internes et remise en cause du militantisme

Parallèlement à ces phénomènes de longue durée, le PASOK connaît deux réformes internes majeures visant à modifier l'architecture partisane. Dans les deux cas, leurs motifs sont liés aux nécessités de la concurrence politique. En outre, ces réformes tendent à renforcer, voire à institutionnaliser les rapports de force qui sont au cœur de la marginalisation de l'activité partisane et du militantisme. Le décès du leader historique du PASOK (Andréas Papandreou) en 1996 est suivi par la victoire dans la lutte intrapartisane de l'aile dite *modernisatrice* du parti sous la direction de Costas Simitis, universitaire, membre fondateur du parti, occupant des postes ministériels dans différents gouvernements socialistes tout au long des années 1980 et 1990. Cette nouvelle élite partisane parvient à se hisser à la tête du parti et du gouvernement de 1996

jusqu'à 2004. Le changement au niveau de la direction du parti ouvre la voie à la mise en œuvre d'une réforme interne, connue sous le nom de « modernisation »[314].

Il faut noter que si cette aile ne disposait pas de liens organiques avec l'appareil partisan, elle arrive néanmoins à s'imposer dans la concurrence interne. La réforme du parti s'inscrit alors largement dans un cadre marqué par le changement de la direction partisane. Le PASOK, sous la nouvelle direction et adoptant la modernisation comme mot d'ordre lors des élections anticipées de 1996, arrive à se maintenir au pouvoir au lendemain de la disparition de son fondateur. Dans ce sens, la rhétorique de la modernisation, une fois éprouvée dans l'arène électorale, est utilisée comme argument pour la réforme interne du parti[315]. Plus spécifiquement, au moment de la concurrence pour la succession à la direction du parti, les modernisateurs se trouvent confrontés à l'aile gauche du parti composée essentiellement par des barons-membres fondateurs du parti. Les modernisateurs ont remporté tant la majorité au Congrès que la bataille symbolique, puisque, l'équipe formée autour de C. Simitis, a pu imposer l'étiquette de « populistes » à ses adversaires[316].

Selon les principes du projet modernisateur, le parti devait s'ajuster davantage aux exigences à la fois sociétales et gouvernementales, largement liées à la gestion du projet d'intégration européenne qui s'ouvrait devant le nouveau gouvernement. En effet, comme le souligne G. Voulgaris, le PASOK se trouvait face au projet d'insérer la Grèce dans l'architecture européenne, ce qui exigait entre autres choses un consensus assez large autour des politiques mises en oeuvre[317]. Dans ce cadre, les principes de réforme interne visent à renouer les liens avec la société civile. Cela se traduit par une certaine ouverture du parti et marque la fin d'un parti structuré autour d'organes partisans conçus comme imperméables. Cette ouverture s'inscrit ainsi dans une conception selon laquelle le parti vise à mettre en place une incitation au dialogue social et à proposer des politiques publiques adaptées et légitimées[318]. Or, les visions portées par le projet modernisateur véhiculent des normes et des pratiques qui rompent avec le contenu du militantisme socialiste.

---

[314] ELEFTHERIOU K. et C. TASSIS, *PASOK: La montée et la chute*, *op. cit.*, p. 87.
[315] LEFEBVRE R., *Les primaires socialistes: la fin d'un parti militant*, Paris, Raisons d'agir, 2011, p. 41.
[316] VOULGARIS G., *La Grèce de Metapolitefsi 1974-2009*, *op. cit.*, p. 309–310.
[317] *Ibid.*, p. 140.
[318] SIMITIS C., *Για μια κοινωνία ισχυρή για μια ισχυρή Ελλάδα [Pour une société forte, pour une Grèce puissante]*, *op. cit.*, p. 9–15.

Pour ce qui est des répercussions des réformes internes sur le militantisme, la première rupture s'effectue au niveau du fonctionnement des instances locales du parti. Dans le cadre de la concurrence pour le contrôle de l'organisation partisane, les modernisateurs ont mis en place deux réformes qui nous paraissent importantes. On assiste d'abord à une tentative de "modernisation" du parti via la création des « *sections thématiques* » en remplacement des sections locales jusqu'alors établis. Les sections thématiques se sont structurées autour d'un objet particulier et se sont attachées à résoudre des problèmes spécifiques[319]. Les sections locales cessent alors de fonctionner sur le mode antérieur. Même si les sièges locaux se maintiennent comme tels, à compter de ce moment-là, chaque section locale doit traiter d'un sujet unique comme l'environnement, l'éducation, etc. Cette tentative rompt avec toute la tradition militante du parti liée à un travail politique dirigé jusque-là vers la discussion, l'élaboration et la diffusion de l'ensemble des biens symboliques proposés par le parti.

Or, les instances locales et intermédiaires du parti étaient majoritairement contrôlées par l'aile gauche du parti[320]. Dans ce cadre, des chercheurs comme C. Verndardakis soulignent que la modification de l'architecture interne du parti doit être appréhendée comme une initiative plus large de contrôle du parti par la nouvelle équipe dirigeante[321]. Cette approche est confirmée par les entretiens avec les militants socialistes de l'époque. Le découpage thématique des instances locales devient ainsi un enjeu de premier rang dans les rapports internes puisque les membres de ces sections peuvent participer aux réunions, et surtout, peuvent voter lors des élections internes pour la désignation des organes centraux du parti. Nous assistons ici à un second changement au niveau du fonctionnement partisan, à savoir l'ouverture des procédures internes à des personnes qui ne partagent pas forcement l'identité partisane. Dans ce cadre, la discussion avec Georgia D. nous montre une tactique assez répandue qui illustre le contrôle sur le parti au local :

Georgia D. : Je vais te dire une chose, on amenait du monde virtuellement, c'est-à-dire qu'au début, on amenait du monde, oui, nous avions certaines réunions dans lesquelles, alors que nous étions cent personnes, je te dis, par exemple, nous arrivions à 400, attention, mais après une semaine ils étaient inactifs, c'étaient des gens influents, avec ou sans guillemets, c'étaient des gens, tu sais, qui venaient seulement pour exposer leur théorie, un autre venait pour voir ce qui se passait, par la suite,

[319] VERNARDAKIS C., *Partis politiques, élections et système de partis*, *op. cit.*, p. 255.
[320] *Ibid.*, p. 245–250. Dans cette section l'auteur analyse l'hégémonie contestée du projet modernisateur dans l'organisation socialiste.
[321] *Ibid.*, p. 254.

pratiquement, ils ne participaient pas au mouvement. Ainsi donc, les années suivantes, il y eut une incroyable bagarre dans tous les organes, en fait Simitis était officiellement premier ministre tandis que les organes de la base étaient pro-Papandréou, jusqu'à la nausée, jusqu'à la nausée, d'accord entre guillemets, c'est une manière de dire. Soudain est arrivé Untel et il a dit : j'ai une organisation thématique de mille membres qui vont voter au congrès, il venait à la section locale pour dire ça. Mais nous, nous disions : amenez-les ici, eh les gars, vos membres et qu'ils s'intègrent ici. Non, selon lui, eux ce sont des gens qui ne veulent pas aller dans les sections, ils ne veulent pas y paraître, ce sont des sportifs, ils sont comme ça. […] Non, non, non. Ils servaient pour le congrès et hop, quelques trois quatre mois plus tard, soudain, il n'y avait plus personne. Et puis, quand nous avions une procédure de vote, ils apparaissaient de nouveau comme membres de la section régionale. C'est-à-dire, je me souviens qu'alors, à propos du secrétaire de la section régionale qui était déjà passé dans le bloc des modernisateurs, nous disions dans les cellules : combien de membres va-t-il sortir de son chapeau? On ne sait pas.

Selon les statuts du PASOK, la participation au sein des sections thématiques ne présuppose pas d'être adhérent. On peut donc participer à l'élaboration des projets spécifiques sans avoir un lien organique avec le parti. Ce qui unit désormais les membres des sections thématiques n'est pas forcément le partage d'une identité partisane commune mais le partage en commun d'un intérêt ou d'une préoccupation. Selon V. Georgiadou, « *un tel choix d'« organisations thématiques », et de « conférences thématiques » sert d'abord le parti au pouvoir pour la mise en place des politiques publiques ; et surtout à stimuler l'engagement militant en vue de légitimer les politiques publiques*[322] ». Autrement dit, l'instauration des sections thématiques suit la diffusion de logiques gestionnaires et oriente le travail politique vers l'élaboration experte de projets spécifiques qui servent le projet gouvernemental.

Ainsi, la notion de parti se décompose, puisque « *les membres des organisations thématiques entretenant à la base une relation partielle avec le parti, maintiennent avec lui une relation qui n'est pas totalement engagée et probablement sporadique* [323] *»*. Le manque d'engagement et la dimension conjoncturelle du militantisme se renforcent du fait que l'engagement dans des sujets monothématiques ne présuppose pas et n'installe pas un

[322] GEORGIADOU V., « Labour Party, SPD και ΠΑΣΟΚ. Συστήματα κομματικής διεύθυνσης και οργανωτική ανασυγκρότηση [Parti travailliste, SPD et PASOK. Systèmes de direction partisane et ré-ordonnancement organisationnel] », *I. KATSOULIS (dir.), Nouvelle Social-démocratie*, Athènes, Sideris, 2002, p. 391.
[323] *Ibid.*

engagement total, uniforme et stable du militant. Les nouvelles modalités instaurées pour adhérer au parti illustrent bien la fluidité de l'identité partisane qui découle de la notion de membre du PASOK. La facilité d'adhérer au parti, à savoir son faible coût d'entrée – tant matériel que symbolique – semble être proportionnel au contenu du militantisme.

Des militants et cadres locaux de longue durée partagent un consensus critique sur la flexibilité progressive des modalités pour adhérer au PASOK. La procédure initiale, telle que la décrit Thomas N., présupposait deux étapes afin d'obtenir le statut de militant : la proposition de la candidature de l'intéressé puis sa validation par la réunion de la section locale : *« Au début, pour devenir membre du PASOK, il fallait deux signatures. C'est-à-dire que deux membres proposent ta candidature. Mais ça c'était le début. Ces signatures te donnent le droit de te présenter devant la réunion. Ensuite, c'est la réunion, l'assemblée qui discute, qui te pose des questions et qui décide »*.

Alexis O., cadre local du parti depuis les années 1980 reste sceptique face au relâchement des critères d'adhésion : « *Cela a changé après Andreas…nous sommes devenus…à partir du moment où pour devenir membre, il suffisait de payer mille drachmes…on a perdu… Avant, pour devenir membre, il fallait que deux autres membres te proposent…ils devaient être sûrs de toi…après avec les mille drachmes…*». La décision de réduire le coût d'appartenance au parti s'inscrit selon nous plutôt dans le cadre d'un renouvellement et d'une ouverture du PASOK qu'il ne tient au nombre effectif des militants enregistrés. Elle se trouve donc au croisement de facteurs internes, liés à la concurrence intrapartisane et externes, en vue de façonner une image plus attractive pour le PASOK. Une même réserve est exprimée par Nikitas K., responsable de la section régionale du parti puis député socialiste au Pirée A.

Enquêteur : L'inscription et la participation des sympathisants ont entraîné des changements dans le travail politique du quotidien ?
Nikitas K. : Dans la physionomie du parti, beaucoup. Regarde, moi-même, je n'ai pas tranché, je n'ai pas résolu cette question. Si l'ouverture était inévitable ou s'il fallait maintenir des critères plus stricts, comme ceux qui existaient pendant la première décennie…pendant laquelle, pour qu'une personne devienne membre, il fallait prouver qu'il y croyait, qu'il ne frappait pasà la porte juste pour profiter d'un service. (…) et je pense que cette inscription massive de n'importe qui, elle n'a pas aidé, elle n'a pas conduit sur le bon chemin ; elle a désidéologisé les choses, elle a dépolitisé le parti.

Le projet modernisateur n'a pas abouti car les réformes concernant la nouvelle architecture locale du parti sont restées sans effet et qu'elles n'ont été que très partiellement prises en charge par le parti au plan local. Nous constatons que l'inertie du travail politique standardisé au fil du temps et les résistances formelles et informelles de la part des militants ordinaires et des organes locaux se trouvent au cœur de cette réforme inachevée. Pour ce qui est de la standardisation du travail quotidien par les militants socialistes, l'impression générale exprimée par les socialistes au niveau local est que l'ensemble du projet modernisateur n'a pas vraiment modifié le travail politique quotidien, ce qui nous renvoie aux travaux soulignant le caractère persistant, monotone et répété du travail militant, un aspect fondamental qui contribue aussi à rendre inopérantes les nouvelles réformes. Comme le note le secrétaire de la section régionale du PASOK, *Angelos N. : « Quelle modernisation, quel anachronisme, c'était la même chose, la machine fonctionnait de la même manière. Rien n'avait changé ».*

Dans le même sens, Ioannis T., cadre du parti au Pirée B' et élu municipal, faisant un bilan sur le projet modernisateur, souligne l'instrumentalisation des sections thématiques et esquisse en même temps les limites du projet modernisateur:

Enquêteur : Et alors, cette tentative avec les organisations thématiques qui avait été mise en place ?
Ioannis T. : elle n'a pas réussi. Il y en a eu, il y en a eu des organisations thématiques, mais elles étaient plutôt des outils de contrôle de certains sur d'autres, c'est-à-dire que moi, j'ai monté une organisation, une organisation thématique sur l'athlétisme par exemple et j'y ai mis 50 amis à moi, c'est facile de faire une liste avec 50 personnes eh, mais ces 50 personnes étaient mes amis, ce n'étaient pas des gens qui venaient pour s'occuper de donner une présence au Pirée B' sur le plan sportif, je les ai inscrits pour que nous ayons une présence numérique au niveau des organes et pour contrôler certaines choses, pour pouvoir négocier : moi j'en ai 50, toi tu en as 60, un autre en a 40, allez, voyons ce que nous pouvons faire ensemble pour contrôler tel ou tel organe.
Enquêteur : Cela n'a pas amené de nouveaux membres?
Ioannis T. : Ça a amené de nouveaux membres dans le sens où j'en ai amené moi, ou toi, non pas des nouveaux membres comme il en venait autrefois, qui venaient frapper à la porte et disaient "je veux m'inscrire au PASOK ou je veux m'inscrire à Nouvelle Démocratie", quelqu'un amenait 50 personnes pour contrôler, pour négocier avec un autre qui en avait aussi 50. Eh, c'était un phénomène pervers, ça a duré un an puis ça s'est terminé.

Malgré l'appropriation partielle du projet de modernisation, on constate déjà un élargissement de la notion de militant et de l' « ouverture » du parti aux sympathisants. Il est à noter aussi que l'introduction de ces modifications s'inscrit dans un cadre dont on a esquissé les traits caractéristiques : valorisation des compétences spécifiques liées à la perspective de l'exercice du pouvoir, tentative de court-circuiter les instances partisanes en place dans un contexte de lutte intrapartisane et souci de rendre le parti compétitif en renforçant le récit socialiste sur les nécessités de modernisation face aux exigences de l'intégration européenne[324]. Les logiques d'adoption de ce projet, à savoir les facteurs de concurrence externe et interne, et les pratiques qui en résultent, à savoir le relâchement de la notion de militant et la marginalisation de la place du militantisme chez les socialistes grecs, vont être systématisées et généralisées à partir de 2004 et de la mise en place du projet participatif.

(1) Le projet participatif : logiques d'adoption d'une réforme majeure

En 2004, le PASOK a mis en place le système des primaires « ouvertes » pour désigner son Président. Lors de la consultation, le corps électoral dépasse les membres du parti et il est composé par des militants et des sympathisants – amis (*amis =φίλοι selon la terminologie utilisée*). Les seules conditions pour voter étaient liées à l'âge légal et à l'inscription sur les registres du parti. L'inscription pouvait s'effectuer le jour même des élections. Une carte d'ami du PASOK était alors immédiatement délivrée aux sympathisants. Le terme « ouvertes » caractérise ainsi dans le cas du PASOK la transformation de l'électorat habilité à désigner le président du parti.

Cette décision constitue une nouveauté dans la tradition partisane en Grèce à plusieurs égards. L'adoption des primaires ouvertes par le PASOK constitue une modalité organisationnelle en rupture avec la tradition partisane de sélection du leader et c'est la première fois dans l'histoire politique de la Grèce qu'un parti politique désigne son président en s'adressant à un corps électoral dépassant les membres du parti. Cependant, le projet participatif du PASOK semble être en phase avec les innovations organisationnelles instaurées dans les

[324] SIMITIS C., *Για μια κοινωνία ισχυρή για μια ισχυρή Ελλάδα [Pour une société forte, pour une Grèce puissante]*, *op. cit.*

partis sociaux-démocrates européens comme le *SPD* et le *New Labour Party* depuis la seconde moitié des années 1990. La circulation des modèles et des mots d'ordre comme ceux de la modernisation ou plus tard de la participation au sein de la social-démocratie européenne renforce cette idée[325]. En ce point, malgré l'absence d'éléments précis nous soutenons l'idée que des instances comme le Parlement Européen et l'Internationale Socialiste, dont le leader est Georges Papandreou depuis 2006, constituent des lieux d'échange et de circulation d'idées sur les modèles organisationnels.

L'adoption des primaires ouvertes et plus largement du projet participatif par le PASOK s'inscrivent dans des logiques de concurrence politique. En effet, en janvier 2004, trois mois avant les élections nationales du 7 mars et sous la pression de l'impopularité du PASOK dans les sondages, le Premier ministre et Président du PASOK, Costas Simitis, annonce publiquement sa décision de ne plus représenter le parti lors de la prochaine campagne électorale[326]. À la suite d'un accord avec Georges Papandreou, dans un geste symbolique et largement médiatisé, C. Simitis l'a proposé officiellement comme son successeur. Porteur d'un héritage symbolique fort en tant que fils du fondateur du PASOK et exerçant des fonctions ministérielles sous les différents gouvernements socialistes, Georges Papandreou se présente dans l'opinion publique comme le seul choix viable pour que le PASOK évite sa première défaite électorale depuis 1990. Ainsi, le 6 février 2004, le PASOK organise un Congrès à sujet unique : la modification des statuts concernant l'élection du Président du parti et l'adoption des primaires ouvertes qui se mettent en place quelques jours plus tard[327]. Celles-ci consacrent la candidature de Georges Papandreou avec un électorat dont le nombre atteint un million d'électeurs.

À la différence des expériences menées dans d'autres pays, la mise en place des primaires ouvertes ne visait pas, initialement, à arbitrer une compétition entre différents candidats. Cette consultation électorale avait un caractère non concurrentiel. L'adoption des primaires ouvertes avait ainsi pour but de conférer une légitimité élargie au nouveau Président du parti, dans la mesure où il existe un seul candidat. Consacrer le nouveau président avec une légitimité forte, c'est doter simultanément le candidat socialiste d'une ressource symbolique supplémentaire, celle d'une reconnaissance dépassant le strict cadre du PASOK. L'externalisation du processus

[325] KATSOULIS I. (dir.), *Nouvelle Social-Démocratie*, *op. cit.*
[326] ELEFTHERIOU K. et C. TASSIS, *PASOK: La montée et la chute*, *op. cit.*, p. 212.
[327] VERNARDAKIS C., *Partis politiques, élections et système de partis*, *op. cit.*, p. 257 ; ELEFTHERIOU K. et C. TASSIS, *PASOK: La montée et la chute*, *op. cit.*, p. 154.

de sélection du président va de pair avec le renforcement de l'image de G. Papandreou ; celui-ci étant considéré comme le seul espoir pour inverser la courbe négative du parti dans les différents sondages d'opinion. De cette manière, la modalité des primaires ouvertes prend un caractère de ratification du choix du nouveau chef du parti[328]. Cette ratification revêt d'autant plus d'importance que la figure du leader occupe une place centrale dans la campagne électorale.

Au-delà des considérations immédiatement électorales, l'introduction des primaires est présentée par les socialistes comme un projet permettant de renouer les liens avec la base sociale du parti, des liens qui ont été rompus par le maintien continu du parti au pouvoir. L'appel aux amis et aux sympathisants devient systématique dans les discours officiels[329]. Les primaires ouvertes inaugurent une initiative de participation élargie au sein du PASOK. Cette ouverture du PASOK est présentée par les socialistes comme une opportunité de renforcer le rôle des membres et de rendre ainsi le parti plus attractif. Cette initiative est conçue comme une réponse à la crise des effectifs et à la faible mobilisation des sympathisants en faveur du parti, bilan qui est largement partagé par l'élite partisane comme nous pouvons l'appréhender dans les textes officiels et lors des entretiens. Le « citoyen participant aux décisions » et le « parti ouvert » sont au cœur de la conception du nouveau parti et même inscrits dans les Statuts du PASOK de 2005[330].

Dans cette perspective, les travaux de S. Scarrow situent le changement organisationnel dans le cadre des effets de la crise de la représentation qui s'exprime par une diminution du nombre des militants et par une baisse de l'influence électorale[331]. Sous cet angle, nous comprenons le projet des primaires socialistes comme une initiative de réadaptation du parti aux conditions socio-économiques nouvelles et de recréation des liens dissolus avec la société[332]. Ces considérations pèsent lourdement dans le cas des socialistes grecs que le maintien au pouvoir a rendus la cible d'accusations d'étatisation et de corruption. Ce n'est pas par hasard que G. Papandreou comme les autres cadres du parti fondent la légitimité des primaires ouvertes et du

[328] LEFEBVRE R., *Les primaires socialistes*, *op. cit.*, p. 45.
[329] PAPANDREOU G., « Discours de Georges A. Papandreou prononcé à Thessalonique, 28 janvier 2004 » ; PAPANDREOU G., « Discours de G. Papandreou prononcé au Conseil National du PASOK, 2 avril 2004 ».
[330] PAPANDREOU G., « Discours de G. Papandreou prononcé au Congrès Exceptionnel du PASOK, 6 février 2004 ».
[331] SCARROW S., *Parties and Their Members: Organizing for Victory in Britain and Germany*, Oxford- New York, Oxford University Press, 1996.
[332] *Ibid.* ; SCARROW S.E. et B. GEZGOR, « Declining memberships, changing members? », *op. cit.* ; SCARROW S., *Beyond Party Members. Changing approaches to Partisan Mobilization*, New York, Oxford University Press, 2015.

projet participatif sur une autocritique qui stigmatise les pratiques traditionnelles de captation des ressources étatiques.

L'affirmation de la démocratie interne, de la participation et de la délibération constitue des biens symboliques de premier plan pendant la campagne électorale de 2004[333]. Ces innovations se présentent comme des réponses ou des anticipations face à ce qui apparaît comme une perte de légitimité du parti. La perception d'une situation comme problématique constitue une étape majeure dans le processus du changement partisan[334]. Dans le cas du PASOK, le fait de reconnaître que le parti traverse une crise de légitimité nécessitant une identité partisane rénovée traverse l'ensemble de la rhétorique des socialistes[335]. Ce phénomène apparaît comme le résultat d'une action convergente entre acteurs partisans et extra-partisans. Les instituts de sondage et la presse quotidienne véhiculent largement l'image d'un parti absorbé par les logiques et les privilèges gouvernementaux et font le lien avec une projection négative pour les élections à venir[336].

Dans ce cadre, le projet participatif véhiculé par les primaires ouvertes sert à la fois comme argument de campagne et comme ressource organisationnelle facilitant le recrutement des adhérents. L'avènement des primaires ouvertes permet aux socialistes d'introduire dans le débat public le sujet de la « *démocratie participative* » utilisé comme une arme dans la lutte politique. Les axes principaux du projet participatif sont concrétisés dans les Statuts du PASOK adoptés en 2005[337]. La participation des amis et des sympathisants dans l'ensemble des organes partisans et leur droit de vote dans l'ensemble des élections internes constitue un premier point de référence définissant le projet participatif. En outre, la délibération se définit comme le moyen principal du dialogue intrapartisan et elle est réalisée au sein des différentes instances du parti ainsi que grâce à une plateforme électronique où toutes les personnes intéressées peuvent exprimer leur opinion[338].

La délibération et la participation aux processus de prise de décision dépassent ainsi les frontières du parti, puisque l'objectif affiché est la circulation permanente des idées entre le parti

[333] http://archive.papandreou.gr/ (Dernière consultation 20.12.2016)
[334] MAIR P., W.C. MÜLLER, et F. PLASSER (dir.), *Political parties and electoral change: party responses to electoral markets*, London, SAGE, 2004, p. 9–10.
[335] VOULGARIS G., *La Grèce de Metapolitefsi 1974-2009, op. cit.*, p. 152–153.
[336] ELEFTHERIOU K. et C. TASSIS, *PASOK: La montée et la chute*, *op. cit.*, p. 153.
[337] PASOK, « ΠΑΣΟΚ - Καταστατικό 2005 [Statut du Mouvement Panhellénique Socialiste - 2005] ».
[338] ELEFTHERIOU K. et C. TASSIS, *PASOK: La montée et la chute*, *op. cit.*, p. 159.

et « les institutions de la société civile »[339]. La valorisation du fonctionnement participatif va ainsi de pair avec la critique de l'absence de celui-ci au sein des partis concurrents. Cette dimension reste toujours présente dans les propos de G. Papandreou qui prononce une trentaine de discours lors de différents meetings dans l'ensemble du pays pendant la période qui va du Congrès du PASOK du 6 février jusqu'au dernier meeting de campagne, le 5 mars 2004.

L'adoption des primaires semble être compatible avec un investissement accru dans le leader partisan et son image. Cet investissement trouve en Grèce ses origines dans la médiatisation accrue des campagnes électorales, suite à l'ouverture du marché des médias télévisés privés en 1989 qui facilite la multiplication des interventions individuelles des différents candidats[340]. De surcroît, la personnalisation de la compétition politique se réfère à un processus de professionnalisation du déroulement de la campagne. Ce processus se développe avec l'entrée d'acteurs extra-partisans dans la définition des normes et des pratiques légitimes dans la compétition politique, comme c'est le cas des entreprises spécialisées en communication politique, de la presse ou des instituts de sondage[341]. Ce bouleversement des normes pèse sur les pratiques concrètes de la campagne électorale en valorisant les compétences et les ressources individuelles des candidats, parmi lesquelles l'aptitude à se projeter dans la direction du pays semble devenir la référence dominante.

Ces transformations des pratiques de la compétition politique sont renforcées par la tendance à la dépolitisation des élections et à la technocratisation des enjeux, phénomènes qui constituent un dernier point de réflexion. On retrouve ici, au cœur des logiques favorisant l'introduction du projet participatif, les effets de la convergence idéologique et l'affaiblissement des références doctrinales dans la mobilisation électorale. La place centrale du candidat Premier ministre obéit à la valorisation des ressources individuelles, comme l'efficacité et l'aptitude à gouverner, au détriment des ressources traditionnelles comme l'appartenance idéologique. Les primaires donnent ainsi la possibilité au futur candidat de mettre en scène ses capacités tout en jouissant de la visibilité donnée par la démarche participative. Georges Papandreou tente ainsi de combiner l'héritage symbolique véhiculé par le nom du fondateur du PASOK, qui reste un point de référence pour l'électorat socialiste, avec le caractère novateur de la démocratie participative. L'absence d'autres candidats lors des primaires de 2004 n'empêche pas le nouveau chef

[339] BLONDIAUX L. et Y. SINTOMER, « L'impératif délibératif », *Politix*, 2002, vol. 15, n° 57, p. 17–35.
[340] CHAIRETAKIS M., *Trois textes sur la communication politique*, *op. cit.*, p. 54–59.
[341] *Ibid.*, p. 163–168.

socialiste de se présenter comme le porteur de l'innovation organisationnelle et du renouveau du PASOK.

(2) Répercussions du projet participatif sur le militantisme

Suite à l'adoption des primaires ouvertes et à la consécration du nouveau leader- porteur du projet participatif durant la période 2004 - 2007, la nouvelle direction partisane a mis en place une série de changements organisationnels désignés par le concept générique de *démocratie participative*[342]. Les changements effectués, enregistrés dans les statuts du PASOK de 2005, modifient profondément l'architecture du parti et du groupe parlementaire en touchant ainsi l'ensemble du fonctionnement interne. Les logiques et l'identité militantes sont affaiblies en faveur des normes participatives, un phénomène qui semble être partagé par les partis optant pour l'adoption des formes participatives[343].

L'adoption des primaires ouvertes constitue en elle-même une rupture avec la tradition socialiste de sélection du leader depuis la fondation du parti en 1974. Les primaires ouvertes cristallisent bien des aspects de cette rupture avec le passé et illustrent en quoi ces dernières valident et renforcent la marginalisation des procédures et des instances militantes dans la sélection du leader socialiste. Historiquement, l'instance partisane responsable de manière institutionnelle de la sélection du Président est le Congrès du parti. Ainsi, ce sont les membres du Congrès qui ont le droit d'élire le Président du parti. Pour ce qui est de la composition des congressistes, une partie d'entre eux est nommée *ex officio* et une autre partie est désignée à la suite des élections au sein des instances locales et intermédiaires du parti. La logique de la composition du Congrès reste inchangée dans le temps. Ce qui peut varier, c'est la proportion entre les membres désignés et les membres élus, proportion qui exprime à différentes périodes le rapport des forces intrapartisanes[344]. Dans ce cadre, les primaires ouvertes rompent avec cette tradition. Dorénavant, le Président n'est plus élu par une instance partisane, mais par un électorat qui ne coïncide pas avec la structure organisationnelle de l'appareil partisan.

[342] PASOK, « Statut du PASOK », *op. cit.*
[343] LEFEBVRE R. et A. ROGER, *Les partis politiques à l'épreuve des procédures délibératives*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009.
[344] VERNARDAKIS C., *Partis politiques, élections et système de partis*, *op. cit.*, p. 260–261.

Cette rupture a une deuxième conséquence. Jusqu'en 2004, les personnes qui ont droit de vote sont des militants et des cadres du parti, il s'agit donc d'individus qui disposent de liens organiques avec le parti. Leur participation au Congrès exprime un certain niveau d'implantation partisane et/ou de reconnaissance politique : pour ce qui est des membres élus, leur participation exprime leur poids spécifique dans la compétence intrapartisane et leur implantation au sein du mécanisme partisan. En ce qui concerne les membres désignés *ex officio*, leur participation au Congrès consacre leur élection auprès d'autres électorats (maires, parlementaires, syndicalistes) et atteste aussi leur position influente au sein des rapports internes. L'adoption des primaires ouvertes bouleverse profondément cette architecture.

La participation des sympathisants a été étendue à l'ensemble des élections pour la désignation des organes partisans. Le sympathisant se trouve alors à peu près au même niveau que le membre du parti, puisqu'il peut participer à une des procédures majeures de la vie partisane, à savoir les élections internes. Le projet d' « ouverture » du parti trouve son expression, d'abord, dans le mode de désignation au sein des différents postes dans la hiérarchie partisane. Depuis 2005, les sympathisants peuvent participer à l'ensemble des élections intrapartisanes[345]. La vision de G. Papandreou sur le relâchement de l'identité partisane s'ancre dans la perception que le parti traverse une crise plus large et que les modifications organisationnelles sont une étape nécessaire afin que le parti puisse regagner sa légitimité et par là sa place prédominante. On peut sélectionner, pour illustrer ce phénomène, certains extraits des discours de G. Papandreou tout au long de la double campagne pour les primaires ouvertes et les élections nationales de 2004 :

« *Ces derniers mois j'ai fait le tour de l'ensemble du pays. De l'ensemble du pays, c'est le message suivant qui arrive : osez maintenant, réalisez des ruptures, bouleversez l'inertie du Mouvement, ouvrez les remparts cloisonnés des instances partisanes. (...) Nous avons un million de citoyens qui n'ont pas seulement validé la participation, mais ce million d'électeurs atteste d'une force sociale concrète de réforme et de changement* (…) *L'élection du Président montre la voie d'un changement radical. Il s'agit d'avoir des instances partisanes qui disposent d'une légitimité sociale et démocratique la plus large possible. Les organes partisans doivent être élus sur la base des procédures de démocratie*

[345] PASOK, « Statut du PASOK », *op. cit.*

directe[346]*. (…) Nous avons besoin d'une révolution pacifique, démocratique au plan interne et non pas d'une redistribution des postes, non pas de désignations provenues du sommet des nouvelles élites, non pas de distribution de pouvoirs intrapartisans nouveaux*[347]*.* (…) *Le citoyen progressiste nous a envoyé via l'élection d'hier trois messages : il veut le citoyen au premier plan de la vie politique ; il exige de notre parti des ruptures, des changements, des renversements ; la société grecque fait énormément confiance à notre grand parti démocratique*[348]».

Dans ce cadre, le Président désigne le parti comme un « outil permanent de délibération [349]», fait qui s'inscrit aussi au sein du nouveau Statut : Selon l'Article 5-2, « *La délibération démocratique et politique constitue un élément permanent dans l'élaboration de la politique gouvernementale du Mouvement* [350]». Dans le cadre de la délibération, les organes partisans jouent un rôle consultatif et les décisions sont prises par un cercle restreint au sein des membres de l'élite partisane. Le 7ème Congrès du PASOK et le Congrès pour le Programme en 2005 constituent de bons exemples de cette situation, illustrés par K. Eleftheriou et C. Tassis[351]. Historiquement, c'est le comité du programme qui présente le programme sous la direction du Président. Ensuite, le programme se discute au sein des instances partisanes et c'est le Congrès qui le valide. Dans le cas du 7ème Congrès, on observe des tables rondes thématiques simultanées et c'est seulement le président et le Secrétaire du parti qui s'adressent à l'ensemble des membres du congrès. Ainsi, les membres ne peuvent pas avoir une vue d'ensemble du programme, ni exprimer leur opinion à l'ensemble des participants. De plus, les axes du programme sont délibérés via internet, les propositions sont donc adressées à titre personnel et non collectif. Au sein du Congrès pour le Programme, c'est encore une fois le Président qui a le pouvoir de valider le programme et de s'adresser à l'ensemble des membres en l'absence de comité représentatif intermédiaire.

---

[346] PAPANDREOU G., « Discours de G. Papandreou prononcé au Conseil National du PASOK, 2 avril 2004 ». Consulté au http://archive.papandreou.gr le 09.10.2013.
[347] PAPANDREOU G., « Discours de G. Papandreou prononcé au Congrès Exceptionnel du PASOK, 6 février 2004 », *op. cit.* Consulté au http://archive.papandreou.gr le 09.10.2013.
[348] PAPANDREOU G., « Discours de G. Papandreou prononcé à Korydallos, 9 février 2004 ». Consulté au http://archive.papandreou.gr le 09.10.2013.
[349] PAPANDREOU G., « Discours de G. Papandreou prononcé à la 2ème Rencontre Thématique intitulé : « Gouvernance participative et de Progrès », le 21 Novembre 2004 ». Consulté au http://archive.papandreou.gr le 09.10.2013.
[350] PASOK, « Statut du PASOK », *op. cit.*
[351] ELEFTHERIOU K. et C. TASSIS, *PASOK: La montée et la chute*, *op. cit.*, p. 160–162.

La démocratie participative est alors porteuse d'une perception négative concernant la structure organisationnelle traditionnelle du PASOK. Dans un cadre marqué par un consensus sur ce qui est désigné par R. Lefebvre comme « la disqualification de la forme partisane traditionnelle », la construction de la nouvelle image du parti passe par la mise en cause de l'héritage partisan[352]. L'ouverture du parti constitue une réponse à la centralisation et à l'opacité du fonctionnement interne jusqu'alors. Selon les termes du Président du PASOK, « (…) *le pouvoir ne peut pas se concentrer dans les mains d'organes comme le Comité Central, ou même la section régionale. Il doit se diffuser horizontalement (…) s'appuyer sur des articulations plus décentralisées et périphériques. (Il faut)…un remplacement des organes de direction intermédiaires par des instances qui représentent la base élargie et la société* [353]». « *Qu'est-ce que cela signifie pour notre Mouvement ? Allons-nous continuer de maintenir notre centralisme partisan en même temps que nous demandons la participation de la société aux décisions ? Allons-nous continuer de maintenir des instances-remparts ? (…) il y avait un parti traditionnel, (…) où le citoyen était plutôt un soldat, où les bureaux ressemblaient plutôt à des casernes* [354] ».

Dans ce sens, l'introduction du projet participatif s'accompagne ainsi d'une stigmatisation de la structure organisationnelle du parti : l'appareil partisan, ses sections, ses procédures sont désignées comme un anachronisme empêchant l'adhésion. Les termes utilisés (remparts, casernes, machine) témoignent de cette connotation négative qui caractérise l'organisation partisane, phénomène qui se retrouve quelques années plus tard dans le cas du Parti Socialiste français[355]. On retrouve ici une modalité classique de réorganisation du parti qui renvoie conjointement à deux registres de concurrence. D'une part, la stigmatisation du huis-clos partisan constitue une tentative de rendre le parti plus attractif, dans la mesure où les membres socialistes eux-mêmes identifient le faible renouvellement des militants comme une explication de la stagnation de l'activité partisane au niveau locale. Comme le souligne de manière emphatique Lambros D :

Lambros D. : Ce ne sont pas seulement les temps qui ont changé, le mode d'approche aussi a changé, disons, celui de la direction politique à l'égard de ce que j'appellerais la structure militante où ce phénomène a eu une très très grande incidence. C'est-à-dire que certains sont entrés dans cette logique,

[352] LEFEBVRE R., *Les primaires socialistes, op. cit.*, p. 69.
[353] PAPANDREOU G., « Discours de G. Papandreou prononcé au Conseil National du PASOK, 2 avril 2004 », *op. cit.*
[354] *Ibid.*
[355] LEFEBVRE R., *Les primaires socialistes, op. cit.*, p. 68–71.

en premier lieu, le dirigeant, et à un moindre degré, le militant. Le militant le voyait ce changement, de nombreux militants, ne nous leurrons pas, venaient et repartaient au gré de leurs intérêts, d'accord? S'ils voulaient quelque chose alors ils participaient très activement, sinon, ils ne venaient pas. Mais je pense que les partis et plus particulièrement les partis au pouvoir dérivent de la logique du parti des militants, des citoyens et de la société vers celle des dirigeants et du piston.

Cependant, la réorganisation du parti peut être liée, comme le soulignent K. Eleftheriou et C. Tassis, à la tentative de la nouvelle équipe dirigeante de contrôler ou sinon, de relativiser le poids accru des organes intermédiaires[356]. De cette façon, la réduction du pouvoir de la bureaucratie partisane est articulée à un nouveau modèle de prise de décision véhiculé par la nouvelle direction partisane. L'ouverture du parti et le projet participatif se présentent aussi comme un modèle de prise de décision et comme un mode de gouvernement adapté aux défis actuels. Dans ce cadre, l'impératif participatif dépasse le strict cadre du parti et se manifeste comme l'incarnation d'un choix de gouvernance plus démocratique et plus juste qui passe par le fonctionnement interne du parti et se propage au *modus operandi* du parti dans le gouvernement[357].

La participation constitue alors un concept autour duquel se structure désormais le récit socialiste. La liaison entre projet participatif et efficacité gouvernementale témoigne aussi des transformations plus amples survenues dans les modalités de confrontation partisane. Dans ce cadre, nous constatons un déplacement de la fonction et de la qualité centrale du membre : au lieu de militer, c'est donner son opinion qui se trouve au cœur de la nouvelle architecture partisane, puisque c'est cette pratique qui permet au parti de se rendre plus efficace et plus légitime dans les processus décisionnels. Inextricablement liée avec l'injonction de produire des politiques publiques et de présenter un plan gouvernemental valable, la participation dispose d'une place centrale dans le fonctionnement interne, ce qui est attesté d'ailleurs par les articles se référant à ce sujet au sein des nouveaux statuts du PASOK.

Donner son opinion se généralise comme une pratique légitime au sein du parti. Cependant, cette pratique est en rupture avec le militantisme traditionnel puisqu'il présuppose des qualités et des compétences spécifiques. Donner son avis nécessite un capital social plus fort

[356] ELEFTHERIOU K. et C. TASSIS, *PASOK: La montée et la chute*, *op. cit.*, p. 157.
[357] PAPANDREOU G., « Discours de G. Papandreou prononcé à la 2ème Rencontre Thématique intitulé : « Gouvernance participative et de Progrès », 21 novembre 2004 ». Consulté au http://archive.papandreou.gr le 09.10.2013.

qui s'exprime dans les processus de prise de parole, de présentation d'une vision globale. Le PASOK tend ainsi à valoriser ce type de ressources en intellectualisant la vie interne, de sorte que les membres dépossédés de ces ressources se trouvent de facto dans une situation subalterne[358]. De plus, comme l'expression d'une opinion se fait presque exclusivement par des plateformes électroniques, ces réformes du dialogue interne défavorisent les membres les plus âgés qui sont peu ou pas du tout familiarisés avec ces nouvelles technologies. Pour le dire autrement, outre la dévalorisation fonctionnelle des instances locales dans la nouvelle conception partisane, les militants d'origine populaire, disposant d'un capital social plus faible, se trouvent alors dans une certaine situation d'exclusion par rapport aux processus de la vie partisane.

Ces considérations sur la nouvelle architecture du parti se concrétisent dans la réforme concernant le fonctionnement des instances locales. Les anciennes sections régionales qui suivaient le découpage en circonscriptions électorales cèdent la place à des sections périphériques correspondant au découpage administratif du pays en treize Périphéries. Les sections locales fusionnent pour former une seule section par municipalité et les cellules sont supprimées. Dans ce cadre, en suivant un modèle stratarchique[359], les sections locales deviennent plus autonomes concernant la définition du travail politique mais en même elles doivent trouver des modes d'autofinancement et ne participent pas à l'élaboration des décisions. Nous observons bien dans quelle mesure ces changements bouleversent les forces intrapartisanes en affaiblissant le rôle des organes locaux du parti.

Dans le même sens, l'influence des instances locales quant à la sélection des candidats maires et députés socialistes continue à s'affaiblir. Les modalités de sélection et la pratique de l'investiture se centralisent. Désormais, les candidats doivent envoyer leur CV au comité de sélection central et ce sont les instances supérieures du parti qui décident de la distribution des investitures. Dans ce cadre, le rôle des instances locales se marginalise, et à partir de 2009, on observe des candidats qui ne disposent d'aucun lien organique avec les organes de leur circonscription ou même avec le parti. Emilie B., candidate député socialiste en 2012 nous offre un premier exemple de candidature au Pirée B qui ne soit pas passée par le milieu local du parti :

[358] Voir aussi LEFEBVRE R. et F. SAWICKI, « Pourquoi le PS ne parle-t-il plus aux catégories populaires ? », *Mouvements*, 2007, vol. 50, n° 2, p. 24 pour une problématique similaire.
[359] KATZ R.S. et P. MAIR, « Changing Models of Party Organization and Party Democracy », *op. cit.*, p. 21.

Enquêteur : Quel était le processus de votre candidature ? Il y avait une invitation envers vous, ou c'est vous qui êtes entrée en contact ?
Emilie B.: Disons que ma candidature paraissait comme une proposition pertinente de renouvellement. J'avais aussi participé à des instances centrales, au sein du Comité Central. J'avais collaboré avec un eurodéputé, je suis restée pas mal de temps à Bruxelles, et ensuite, j'étais conseiller du ministre de l'Education. Mais je n'avais jamais de relations avec le PASOK local. Ma candidature n'est pas passée par les instances locales.

Une image similaire nous est fournie par le cas de Marcos I., candidat député au Pirée B pour la première fois en 2012 :

Enquêteur : Au niveau de la candidature, quel était le processus ?
Marcos I. : Je travaillais à la rue Ippokratous (centrale du PASOK), le bureau de presse se situait au troisième étage, le bureau des candidatures était au cinquième étage et j'ai envoyé mon CV. De cette façon, au lieu de m'adresser d'abord à la section locale du parti, j'ai d'abord eu l'investiture et puis j'ai suis adhéré aux organes locaux. Même si je n'étais pas un inconnu, je n'avais jamais eu de liens organiques avec le PASOK au Pirée.

Sous l'injonction des logiques participatives, le ré-ordonnancement du parti renforce les pratiques de « court-circuitage » des instances partisanes locales. Le projet participatif va de pair avec la marginalisation du rôle des instances intermédiaires et locales du parti dans les processus d'attribution des investitures. Effectivement, dans le cadre du PASOK, la bureaucratie partisane, disposant d'un ancrage local fort, jouait toujours un rôle important dans les rapports de force internes. Les sections régionales du parti participaient à la promotion des militants dans les organes centraux du PASOK ainsi qu'à à la sélection des candidats députés et maires. Ces élus faisaient partie des instances centrales de décision du parti comme le Congrès ou le Comité National. En outre, ceux-ci, étant traditionnellement passés par la filière militante locale, pouvaient jouer le rôle de relais entre le parti au plan local et le gouvernement, fait qui assurait une certaine capacité d'influence des instances locales sur les décisions du gouvernement[360] mais aussi un minimum d'inscription des candidats au plan local.

[360] KATZ R.S., « The Problem of Candidate Selection and Models of Party Democracy », *Party Politics*, 2001, vol. 7, n° 3, p. 285.

Ces bouleversements touchent peu en pratique l'activité ordinaire des instances locales qui reste largement ancrée dans des savoir-faire hérités, de sorte que les changements institutionnels sont très peu appropriés par les militants. Encore une fois, la codification, la routinisation des activités avec la faible appropriation des nouveaux enjeux soulignent plutôt un caractère d'inertie tant au niveau quantitatif que qualitatif. D'une part, même sans que l'on ait des données concrètes sur ce sujet, tous les récits des responsables et des militants convergent sur l'échec du projet participatif à renforcer les effectifs socialistes sur une base plus durable. Lambros D., actif depuis la fin des années 1980 dans les sections locales du Pirée, explique, sur ce point que l'inscription massive des sympathisants ne s'est jamais cristallisée dans une revitalisation des instances locales.

Lambros D. : La démocratie participative est une grande chose, c'est une très belle chose et c'est bien que le PASOK en premier puis les autres partis l'aient adoptée, mais l'entreprise - l'inscription d'amis, de membres du parti ouvert etc.- n'a pas été inscrite dans un cadre précis.
Le fait de ne pas l'avoir inscrite dans un cadre précis est une erreur. Rien n'était contrôlé, c'est-à-dire le fait que je vienne, moi, inscrire ma grand-mère qui habite dans le quartier, ça ne compte pas, elle vient voter pour moi et après bonsoir. Ça fait, ça peut faire du bien sur l'instant parce que tu montres une dynamique collective, une dynamique personnelle mais il ne te reste pas grand-chose au niveau du sous-jacent collectif. […] De qui s'agit-il, comment, pourquoi, non pas pour filtrer ou pour contrôler, a-t-il des relations avec la région, partage-t-il tes idées, tes opinions? Pour certaines choses, il ne peut pas ne pas y avoir de cadre. Disons, qu'à ce moment-là, ça résonnait agréablement aux oreilles du PASOK. Imaginons que viennent voter pour Gorges Papandréou, disons un million de citoyens et pour Venizélos trois cents mille, c'est bon à entendre. Le problème est qu'est-ce qu'il t'en reste et en quoi ça aide une organisation à aller de l'avant. Il faut que ça reste une organisation avec ce qu'on appelle les droits et les devoirs de ses membres.

En d'autres termes, le PASOK et ses instances locales ne peuvent jamais intégrer les votants – sympathisants dans les structures existantes du militantisme. Au contraire, ce que l'on peut observer, c'est plutôt la manipulation des nouveaux inscrits pour renforcer les rapports de forces locaux déjà établis et même conférer plus de légitimité aux élus dans les organes du parti. Les propos du député socialiste Nikitas K. à ce propos sont caractéristiques ; ils démontrent dans quelle mesure le concept de la participation et l'appel aux sympathisants contribuent tout d'abord

à la consolidation des acteurs locaux du parti, à savoir des députés, reproduisant ainsi ce qui s'est opéré à l'échelle nationale avec la sélection du leader socialiste :

Nikitas K. : Ce qu'il y a eu de bien dans cette affaire c'est qu'elle a mobilisé non seulement le militant, mais l'ami, le soutien, le sympathisant, etc. Mais d'un autre côté, à mon avis, c'était nocif parce que, quel que soit le président élu, considérant qu'il avait la bénédiction de la base, non du parti, mais de la large base populaire des électeurs, il agirait de façon plus incontrôlée et disons plus arbitraire. C'est-à-dire, il disait maintenant : qu'est-ce que tu me racontes, toi, moi, j'ai été élu par un million de personnes, je fais ce que je veux. […]Et il s'est passé la même chose ici [à l'image du projet participatif], parce que nous avons suivi le même modèle, à savoir que le secrétaire de la section régionale du PASOK, lui aussi, était élu par tous les militants et les amis. Alors, quand tu viens lui faire des critiques, lui dire quelque chose… il te dit : "Qu'est-ce que tu viens me casser les pieds maintenant, moi j'ai été élu par 20 000 ou 15 000 personnes qui sont venues voter dans la circonscription", indépendamment du fait que ces gens-là, personne ne savaient qui ils étaient en réalité et il est possible que toi tu aies eu 50 amis et que tu leur aies dit, puisque toi tu voulais voter pour Nikitas, allez, les gars, allons voter, qu'ils aient cru ou non en ce qu'ils faisaient.

En d'autres termes, les prétendants à des postes dans la bureaucratie centrale du parti peuvent mobiliser à titre individuel les amis du parti lors des consultations internes afin de gagner la concurrence intrapartisane. Mise à part cette fonction sporadique, la vague de participation n'arrive pas à mettre en place des incitations durables pour les sympathisants du parti. Criton S. déchiffre cette situation en ce qui concerne les organes du Pirée A' :

Criton S. : Oui, oui, on a ouvert le parti, on a ouvert, puis ça a marché jusqu'au congrès et après ça s'est détérioré, alors que nous avions beaucoup d'adhésions etc. Après, ces gens-là, ils ne répondaient plus aux structures organisationnelles, ils ne venaient même plus. Et quand on voit, disons, qu'ont voté pour Papandréou un million de personnes dans toute la Grèce, et au Pirée 13 000 personnes, alors qu'ici c'était une grande cellule avec trente ou quarante membres, toujours les mêmes, c'est-à-dire moi avec quelques autres qui sommes nés dans les années 1950-60, ça n'a aucun sens dans la mesure où des nouveaux ne s'impliquent pas.

Par conséquent, les activités maintiennent largement leur caractère établi et c'est précisément au moment de la mobilisation électorale que les instances locales du parti cherchent

à reprendre un caractère massif. Nous constatons alors que le travail militant reste surtout ancré dans une conjoncture spécifique, celle de la campagne électorale, sans produire des liens plus durables avec le travail politique ordinaire. Par conséquence, l'affaiblissement institutionnel et factuel du militantisme au sein du PASOK entraîne des conséquences notoires au moment de la mobilisation électorale de 2012, dans un contexte critique pour l'ensemble du parti. À ce moment, les faiblesses structurelles s'articulent avec les vagues de défection des militants, ce qui rend la campagne nationale plus improbable que jamais.

En outre, au niveau de la campagne électorale, cette mobilisation traditionnelle n'est ni homogène ni évidente. Postuler que les instances locales du parti se mobilisent toutes également pour soutenir les différents candidats socialistes serait une erreur. Mobiliser les instances locales est directement fonction du poids spécifique des candidats dans les rapports de force locaux. Or, les candidats qui obtiennent une investiture à travers les instances centrales du parti se trouvent de facto privés d'influence dans les instances locales, ce qui entraîne des mobilisations électorales à géométrie variable. Au moment des élections critiques de 2012, tous ces phénomènes semblent jouer ainsi un rôle important dans l'incapacité du parti à se mobiliser et à soutenir ses candidats.

Section 3. Affaiblissement du militantisme, impossibilité de faire campagne ?

La campagne électorale nous fournit des indications sur le volume et le contenu des ressources mobilisables par le parti et ses candidats dans le but d'obtenir des postes électifs[361]. Dans ce cadre, à travers la mobilisation électorale, nous examinons la place et le rôle des ressources militantes dans les processus de mobilisation partisane. Plus spécifiquement, pour ce qui est du PASOK, le retour à la campagne électorale de 2012 nous permet d'observer les modalités de mobilisation socialiste dans un cadre marqué par la défection des militants et la remise en cause plus globale du parti. Le moment de la campagne électorale éclaire alors tant la crise des effectifs militants que les répercussions de cette crise sur les aspects pratiques de la mobilisation.

[361] GAXIE D. et P. LEHINGUE, *Enjeux municipaux. La constitution des enjeux politiques dans une élection municipale*, Paris, Presses universitaires de France, 1984.

Nous dressons dans un premier temps un tableau des pratiques de la campagne électorale par les socialistes dans les deux circonscriptions du Pirée. Le constat général est qu'en 2012, la pénurie des ressources militantes est croisée avec l'impossibilité plus large des candidats socialistes à reproduire les pratiques et le savoir-faire traditionnels. Les pratiques de mobilisation traditionnelles comme l'affichage, le porte-à-porte, les réunions publiques, sont largement ancrées sur deux registres : au niveau matériel, elles se basent sur la sollicitation des militants locaux qui constituent la main d'œuvre assurant la réalisation des tâches quotidiennes de la campagne. Au niveau symbolique, elles sont enracinées dans les registres de la proximité et de l'identification partisane[362]. Or, la crise du militantisme et les pratiques de mobilisation mises en place dans la région du Pirée nous permettent d'esquisser l'effondrement du mécanisme socialiste local à l'aube des élections critiques de 2012 et ceci dans la mesure où les différents registres symboliques et matériels de la campagne socialiste se trouvent affaiblis.

L'effondrement du PASOK au niveau local et son incapacité à se mobiliser lors de la campagne électorale se réfèrent aussi à des phénomènes plus larges, comme la marginalisation progressive des instances locales du parti, qui mettent progressivement les ressources militantes au second plan de la campagne électorale. Cette marginalisation se trouve au croisement de phénomènes qui touchent l'ensemble de l'économie de mobilisation du parti comme la part de plus en plus importante des ressources centrales au détriment de la main d'œuvre militante et le rôle accru de la publicité politique aux dépens des formes de propagande classiques. Le cas du Pirée montre que les rapports entre ressources militantes et ressources extérieures sont complexes et obéissent à des schémas à géométrie variable selon les candidats, fait qui incite dans un second temps à replacer les ressources militantes dans l'ensemble des ressources mobilisées lors de la campagne électorale.

[362] BRIQUET J.-L., « Communiquer en actes. Prescriptions de rôle et exercice quotidien du métier politique », *op. cit.* ; SAWICKI F. et J.-L. BRIQUET, « L'analyse localisée du politique », *op. cit.*

a) Militantisme en question et répercussions sur la campagne électorale de 2012

Lors de la campagne électorale en mai 2012, les candidats socialistes tendent à reproduire les pratiques de mobilisation classiques, à savoir une multiplication d'interventions dans l'espace local, ainsi que dans les médias de masse, locaux ou parfois nationaux. La valorisation de la proximité symbolique avec l'électorat reste un leitmotiv dans la conception de la campagne électorale. Cependant, le contexte dans lequel se déroule la campagne électorale rend impossible le déroulement ordinaire des pratiques de mobilisation. Les candidats sous étiquette socialiste se trouvent confrontés à une double contrainte qui pèse lourdement sur leur présence dans l'espace public. D'une part, ces candidats sont privés du dispositif local qui servirait comme support à leur mobilisation quotidienne. En d'autres termes, en raison de la défection des militants socialistes la mobilisation de personnes pour servir comme main d'œuvre auprès des candidats – tant comme soutien administratif au cours de la campagne que dans la réalisation de ses aspects les plus pratiques – est très limitée. Parallèlement, les candidats socialistes deviennent la cible de campagnes de stigmatisation qui ont comme résultat de rendre problématique, voire impossible leur présence physique dans l'espace public.

L'absence d'un mécanisme de mobilisation, en parallèle avec les entreprises de stigmatisation et de discrédit du PASOK, contribuent à l'isolement et à la faible présence des candidats lors de la compétition pour les postes électifs au Pirée. Dans ce cadre, Criton S., encadrant la campagne électorale du député sortant Nikitas K. au Pirée A', évoque de manière caractéristique une situation qui pourrait résumer l'ensemble de la campagne :

Criton S. : Écoute, il y avait alors une grande polarisation, quiconque parlait du PASOK, on le chassait, il ne pouvait pas dire un mot. Nikitas, disons, que c'était un garçon aux manières très posées etc. souvent nous marchions et il craignait qu'on nous lance de l'eau, des yaourts, on en était à ce point tu sais, tu ne pouvais rien dire, le moindre argument venant du PASOK et ils te sautaient dessus.

Le candidat député lui-même évoque le quotidien de la campagne en insistant sur le fait qu'il continuait à essayer d'avoir une présence régulière dans la rue :

Nikitas K. : La campagne de 2012 je l'ai vécue de manière très traumatisante, même si à l'époque je n'abandonnais pas, je sortais. Je n'étais pas du genre à faire des réunions, je rassemblais ceux qui restaient et mes amis, j'étais dans les rues et j'allais à l'affrontement et je donnais mon avis et j'écoutais et je regardais et j'ai vu le revirement […] j'ai vu des gens dont certains avant étaient au PASOK et qui maintenant te disaient "va-t'en".

L'absence du PASOK au niveau local dans le cadre des activités ordinaires est visible dans différentes aspects de la campagne électorale, aspects qui sont davantage éclairés par la comparaison avec le déroulement des campagnes passées. La tenue des bureaux préélectoraux est un point qui illustre bien la situation d'avant 2012. Traditionnellement, les députés socialistes louent, pendant la période électorale des locaux dans des lieux centraux de la ville. Ils utilisent ces espaces, habituellement d'anciens magasins, comme des bureaux personnels qui servent *ad hoc* pour la campagne électorale. Les députés sortants tendent ainsi à ouvrir un bureau par municipalité dans leur circonscription.

Ces bureaux remplissaient des fonctions multiples dans la mise en scène de la campagne électorale. Dans un registre symbolique, ces bureaux, situés dans les rues centrales de la ville et décorés d'affiches du candidat et du parti, renforçaient l'idée d'implantation locale du candidat et rappellaient l'ancrage du PASOK dans tous les quartiers de la circonscription. D'un point de vue pratique, les bureaux constituaient des points de rencontre avec le candidat, mais aussi des points d'échange et de socialisation quotidienne entre militants, sympathisants, électeurs éventuels. Ils jouaient aussi un rôle de coordination de la campagne électorale : le candidat et son équipe y accueillaient les éventuels électeurs et consignaient leurs demandes, ce qui leur permetait aussi d'enregistrer les personnes qui faisaient partie de la clientèle politique éventuelle du candidat et de chercher à les mobiliser lors des différents événements organisés par le candidat, jusqu'au jour des élections. Finalement, les bureaux constituaient des points de rassemblement et de départ pour les différentes activités quotidiennes de l'équipe qui encadrait le candidat lors des visites ciblées ou des porte-à-porte.

La mise en place et la tenue des bureaux lors de la campagne électorale de 2012 s'avèrent hors de question pour les députés socialistes. La défection des militants et la désagrégation du parti au plan local rendent utopique la tenue quotidienne de bureaux préélectoraux. En l'absence d'un encadrement suffisamment massif pour reproduire les pratiques traditionnelles, les candidats se trouvent réduits à des ressources beaucoup plus limitées : c'est un entourage

beaucoup plus proche et beaucoup plus réduit qui se substitue à l'équipe du candidat. De cette situation résulte un déplacement important qui souligne l'isolement global qui touche les socialistes : c'est la maison des candidats ou leur bureau professionnel qui sert comme base d'opérations, ce qui témoigne d'un déplacement de l'espace public vers des espaces privés, conçus à la fois comme plus adéquats et même plus sûrs, à l'abri du climat d'hostilité. Ce phénomène touche les députés sortants, en place depuis longtemps, comme les nouveaux candidats du PASOK. Pour ce qui est des députés en place, l'option d'une campagne minimale, limitant au minimum l'exposition à la colère et aux agressions diverses, semble être dictée par les faits. Dans l'ensemble des entretiens avec les candidats députés de l'époque, l'ajustement au contexte spécifique semble aller de soi et exclure ou marginaliser mécaniquement des pratiques de mobilisation à haute visibilité.

Pour le dire autrement, des pratiques classiques comme l'affichage, la distribution de tracts ou la tenue de réunions publiques sont soit marginales soit carrément exclues de l'éventail de la mobilisation socialiste. Anastassis M., député sortant au Pirée B' souligne sur ce point : « *J'allais aux événements publics divers etc. mais ensuite, j'ai arrêté parce que je te le redis, c'étaient des railleries, c'étaient des jets de yaourts, c'était, c'était, c'était. Je n'ai pas vécu personnellement de telles choses, mais en tout cas j'en avais peur* ». Nous faisons allusion aux pratiques les plus courantes et les plus standardisées, développées au fil du temps par les candidats en campagne. L'affichage constitue un moment de présence dans la rue, d'affirmation de l'existence dans l'espace public, un moment de concurrence matérielle avec les partis concurrents. La pratique de la distribution des tracts préélectoraux et des bulletins de vote par le porte-à-porte se conçoit traditionnellement comme un moyen de se présenter et de prouver la proximité sociale et symbolique, la connaissance des problèmes et des demandes. Traditionnellement, la mise en place de ces actions nécessite un dispositif élaboré permettant une division du travail quotidien de sorte que le candidat couvre une bonne partie de sa circonscription et visite des quartiers ou des acteurs locaux conçus comme importants. Comme nous le rappelle Alexis O., ces pratiques se trouvent traditionnellement au cœur de la mobilisation du milieu socialiste local :

Alexis O. : Donc nous avions le programme du PASOK, nous le discutions, nous faisions des réunions, des petites, dans des maisons, ici ou là, ou sur des places comme là, plus bas […] Bref. Nous rassemblions des gens pour que le député puisse parler.
Enquêteur : C'est vous qui rassembliez les gens?
Alexis O. : Oui, oui, oui, on faisait les annonces avec la voiture, les klaxons, aujourd'hui un tel, demain tel autre, après-demain tel autre, c'est comme ça que ça se passait. Et la mobilisation. Nous distribuions les bulletins de vote, porte à porte oui oui, un travail de titan, un combat, un grand combat. On avait aussi le collage des affiches, c'est comme ça que se passaient les choses, de cette façon-là.

L'option alors d'investir la rue et l'espace public s'avère hors de question pour l'ensemble des candidats. La tenue d'un blog électronique et la mobilisation par téléphone à domicile remplace des pratiques qui visaient traditionnellement à affirmer la présence du candidat dans l'espace de la ville comme le collage d'affiches. À ce propos, Emilie B., élue municipale auparavant et candidate pour la première fois en 2012 à la députation, évoque de manière caractéristique les ajustements nécessaires que les candidats tendent à effectuer :

Enquêteur : Très bien… et nous arrivons aux élections de 2012 où vous êtes candidate… que faites-vous au jour le jour en tant que candidate?
Emilie B. : Bonne question. Écoute, en 2012 c'était particulièrement difficile, pour moi ce fut une expérience traumatisante. C'est-à-dire que de la certitude de ta ville qui voit en toi personnellement ce que tu as à apporter, tout à coup, je me suis vue chargée, au sens propre, du fardeau que portait le PASOK à cette époque, et comme aucun des responsables politiques traditionnels du PASOK ne mettait le nez dehors, nous nous retrouvions comme des punching-ball nous qui parvenions à nous déplacer à l'extérieur, au milieu des gens, dans la foule, pour parler du PASOK. (…) Écoute, j'intervenais principalement dans des lieux fermés, parce qu'à l'extérieur, c'était problématique, c'est-à-dire que tu ne pouvais pas te rendre au marché, il aurait fallu être fou, c'est sûr. Tu ne pouvais pas sortir, tu entendais les doléances de tout le monde, comme si moi j'avais jamais participé à la gestion du pays […] Bref, donc il était difficile de sortir dans cette période, très difficile, et ainsi j'intervenais principalement dans des maisons, chez des amis, […] au téléphone et beaucoup sur internet […] des amis m'avaient fait un blog […] je l'avais créé la première fois pour les municipales de 2010 et comme je l'avais, je l'ai exploité aussi pour les élections nationales, des amis l'ont alors développé, pris en charge et exploité pour moi, un site amateur. J'avais, disons, sinon, non, je n'avais pas beaucoup de monde avec moi, regarde comme la situation avait changé, nous étions avec la famille proche et de très bons amis pour nous aider, pour

donner dix coups de fils, voir quelques personnes, mais même les appels téléphoniques étaient une entreprise périlleuse, la plupart du temps, tu n'arrivais même pas à dire un mot.

Ce premier extrait illustre tout d'abord le cadre dans lequel se déroule la campagne pour les socialistes. L'ébranlement de l'étiquette partisane rend de plus en plus difficile l'identification et la mobilisation au nom du PASOK. Parallèlement, l'absence des députés et des cadres de longue date de la rue prive les candidats existants, le plus souvent des nouveaux-prétendants, des connaissances pratiques concernant la mobilisation. En ce sens, le parti au local ne sert pas seulement comme main d'œuvre pour accompagner le candidat, mais aussi comme acteur de transmission de pratiques qui sont codifiées et standardisées au fil du temps. Marcos I., candidat pour la première fois aussi en 2012, évoque les problèmes auxquels s'est heurtée sa campagne. Pour lui, outre les contraintes posées par le climat d'hostilité, l'absence d'un dispositif de soutien signifie aussi l'absence de transmission de savoir-faire lors de la campagne. :

Marcos I. : Je vais te dire maintenant. Moi, comme j'étais un bleu dans cette affaire, je me levais angoissé à sept heures et demie et je m'asseyais dans mon salon et je disais, avec mon "énorme" comité de communication, mon équipe de choc, moi et mon frère on était, deux personnes, prenons ma Fiat 500 et allons faire le tour des quartiers. Je lui disais, mon gars, on ne peut pas rester à la maison, il faut faire quelque chose, je suis candidat à la députation, il faut que nous allions quelque part. Et lui me disait, eh, Marcos, je ne sais pas.[…] Je n'avais pas l'expérience et je ne savais pas qu'il fallait que tous les jours, que tous les matins à sept heures et demie je sois sur les marchés, et aussi à la criée aux poissons, à quatre heures et demie, à l'ouverture, au marché aux légumes de Rentis qui ouvre à cinq heures, ce sont des choses que j'ai apprises ultérieurement et sur la fin. Quand donc j'ai commencé à avoir de l'expérience, c'est-à-dire, c'était déjà les trois derniers jours(…). Pour les secondes élections [celles de juin] c'était un scrutin de liste […] là ils m'ont donné deux trois conseils et je suis allé sur les marchés tous les matins et ainsi de suite, mais là c'étaient d'autres qui me le disaient, ce n'était pas pour moi. Je leur ai dit, bande de salauds, c'est maintenant que vous me le dites, quand il fallait que moi je ramasse des voix aucun de vous n'a décroché son putain de téléphone. Donc je faisais les mêmes choses mais nous étions un peu mieux organisés.

La même image concerne aussi la tenue des réunions et des meetings de fin de campagne, un moment symbolique fort dans la théâtralisation de la campagne électorale qui vise à

mobiliser, à montrer la mobilisation des soutiens du parti et à affirmer la prédominance du parti dans l'espace[363]. La tenue de meetings constitue traditionnellement une arme symbolique importante dans la boîte à outils du PASOK. C'est une modalité qui renvoie historiquement aux moments de mobilisation massive autour des meetings de fin de campagne d'A. Papandreou qui, dans les années 1980-1990, rassemblaient des milliers de personnes et qui, depuis lors, constituent une stratégie suivie par tous ses successeurs à la tête du parti. Les socialistes, en l'absence de militants et dans ce climat d'hostilité, se trouvent privés d'un mode de mobilsiation traditionnel.

Au niveau local, les différents candidats cherchaient traditionnellement à multiplier leurs interventions dans l'espace public. La tenue de réunions ouvertes et la multiplication des meetings dans l'ensemble de la circonscription constituaient une modalité classique pour les candidats socialistes visant à faire preuve de leur capacité de mobilisation et de leur influence électorale. Privés de ressources symboliques et touchés par l'absence de militants assurant les aspects pratiques de ces événements, les candidats s'abstiennent de l'espace public qui est davantage réservé aux partis d'opposition. Au niveau national, le président du parti, E. Venizélos, choisit finalement d'organiser un meeting de fin de campagne sur la place Syntagma à Athènes, quelques jours avant le scrutin. La délégation de l'organisation du meeting à des entreprises privées au lieu des militants et la maigre participation illustrent la très faible dynamique de mobilisation du parti. Ainsi, comparé au passé, et mesuré par rapport aux meetings des partis opposants, ce dernier acte de mobilisation du parti constitue un échec qui vient clôturer une campagne impossible, oscillant entre contraintes, improvisions et ajustements nécessaires en l'absence d'un mécanisme partisan assurant son déroulement quotidien.

[363] COMBES H., « Meetings de fin de campagne au Mexique et ethnographie des milieux partisans », *Politix*, 2009, vol. 85, n° 1, p. 149.

b) Quelle place pour les militants dans les campagnes socialistes ?

L'incapacité des socialistes à reproduire les modalités classiques de mobilisation lors des élections de 2012 nous incite à revenir sur la place du militantisme dans l'économie globale de la mobilisation socialiste. Les processus de personnification des campagnes électorales et le volume de plus en plus accru des ressources mobilisées par les candidats à titre individuel, donnent progressivement naissance à une configuration hybride : lors de la campagne électorale, les candidats socialistes sont les véritables acteurs qui véhiculent l'étiquette partisane, alors que les instances locales du parti et les militants constituent plutôt une main d'œuvre de soutien et sont activés *ad hoc* en fonction de l'influence spécifique de chaque candidat. Nous comprenons alors en quoi, en 2012, la décrédibilisation des premiers et l'absence des seconds esquissent la quasi-absence des socialistes dans l'espace local.

L'usage des ressources militantes par les socialistes lors des campagnes électorales antérieures à 2012 montre un processus ambigu : dans l'économie globale de la mobilisation, le recours aux militants joue progressivement un rôle de moins en moins crucial puisque l'emploi des nouvelles technologies de mobilisation et l'accroissement des ressources personnelles mises en place par les députés mettent la mobilisation des militants ordinaires au second plan. Cependant, les organes locaux du Pirée restent toujours présents et encadrent de manière stable les activités quotidiennes des candidats.

Des auteurs comme C. Vernardakis, davantage attachés à la théorie du parti-cartel, postulent que le PASOK réduit globalement le poids spécifique du militantisme et des ressources militantes dans son fonctionnement dans la mesure où le parti devient de plus en plus attaché aux ressources étatiques, issues de l'exercice du pouvoir et dépendant d'elles[364]. L'étude des modalités de financement du parti démontrent à titre indicatif que celui-ci se base de plus en plus sur les financements publics, alors que les revenus issus de l'adhésion et de la participation des militants représentent un taux quasi-insignifiant[365]. Ces processus de longue durée coïncident avec un changement opéré spécifiquement dans les modes de mobilisation. Dans la même perspective, C. Eleftheriou et C. Tassis, dans leur étude sur la chute du PASOK, insistent sur le fait que, depuis les élections de 1996, le modèle de la mobilisation se trouve modifié : dans les

[364] VERNARDAKIS C., « From Mass Parties to Cartel Parties: The Evolution of the Structure of Political Parties in Greece through Changes in their Statutes and Systems of Financing », *op.cit.*, p. 6–9, 15.
[365] *Ibid.*, p. 14–17.

grandes lignes, le modèle de la mobilisation de masse, basé sur une densité accrue de la main d'œuvre, laisse la place à un modèle de densité de capital, dominé par la mise en place des nouvelles technologies, liées aux outils de communication politique et aux médias de masse[366].

Les auteurs décrivent alors comment les procédés habituels de la campagne électorale, basés sur l'activation des militants et le rôle central des instances locales du parti, sont bousculés et s'orientent vers des formes de campagne centrées autour du personnage et des qualités personnelles des candidats. Selon cette optique, « *le membre du parti en tant que ressource préélectorale est dévalorisé* », et les instances locales deviennent de plus en plus obsolètes[367]. Le parti se base de plus en plus sur des ressources centrales, étatiques, afin d'effectuer la campagne électorale et d'autre part, les candidats, se tournent de plus en plus vers la publicité dans les médias de masse qui représente l'essentiel des dépenses électorales. M. Chairetakis, dans son étude de l'évolution des dépenses publicitaires électorales démontre par exemple que les dépenses des partis politiques en la matière augmentent de façon exponentielle entre 1985 et 2005[368].

Ces postulats constituent un topos dans l'étude du PASOK. Cependant, l'analyse des campagnes électorales au niveau local du Pirée nous permet d'affiner ces considérations globales. Nous soutenons la thèse que les changements survenus dans les modalités de la campagne socialiste ne touchent pas de la même manière l'ensemble des candidats mobilisés. Postuler que le PASOK se fonde de plus en plus sur des ressources publiques et non militantes et que la campagne devient de plus en plus personnifiée, ne nous informe pas forcement sur l'appropriation de ces modifications par les différents députés. Suivre la campagne électorale du leader partisan et les ressources mobilisées par la hiérarchie partisane ne signifie pas que ces façons de faire campagne se sont aussi propagées à l'ensemble du personnel socialiste. En outre, l'augmentation des dépenses publicitaires globales ne signifie pas que les ressources financières mobilisées par le PASOK sont distribuées de manière égale entre les différents candidats du parti. En d'autres termes, l'accroissement des ressources globales du parti ne se traduit pas par une augmentation du budget disponible pour chaque candidat socialiste. Comme le note Anastassis, député depuis 2000 au Pirée B' :

[366] ELEFTHERIOU K. et C. TASSIS, *PASOK: La montée et la chute*, *op. cit.*, p. 99–101.
[367] *Ibid.*, p. 101.
[368] CHAIRETAKIS M., *Trois textes sur la communication politique*, *op. cit.*, p. 21–31.

Enquêteur : Et le parti vous aidait pendant les campagnes?
Anastassis M. : Jamais. Et il y a une légende à ce sujet selon laquelle le parti te donnait de l'argent, le parti t'aidait. Bien au contraire, c'est toi qui donnes de l'argent au parti. Sur ton indemnité parlementaire, un billet de mille euros par mois va au parti sur décision, que sais-je, des organes centraux, là-bas. Officiellement, si tu veux, il y avait un cénacle dans les bureaux centraux du PASOK, mais ils aidaient, de façon sélective, certaines personnes qui se trouvaient là-bas dans leur cercle.[…] Bien au contraire. Ce que quelqu'un fait, dans ces circonstances, il le fait tout seul avec ses contacts personnels.

Une lecture similaire permet aussi de saisir la place des ressources militantes par rapport à la celle de plus en plus accrue des ressources médiatiques. Plusieurs auteurs soulignent que le recours aux médias de masse devient la modalité de mobilisation prédominante, tendant progressivement à se substituer aux moyens classiques de la mobilisation électorale[369]. Sur ce point, M. Chairetakis montre que la part des dépenses spécifiquement centrées sur la publicité politique (médias et surtout TV) représente progressivement la plus grande partie des dépenses préélectorales globales des partis politiques, dépassant ainsi largement les dépenses pour des modes de propagande plus classiques comme par exemple les affiches[370]. Malgré l'unanimité autour du rôle accru de la médiatisation des campagnes, ce constat incontestable ne suffit pas à comprendre le passage des ressources militantes au second plan. L'accès aux médias de masse, comme l'accès aux plateaux et panels de chaînes nationales de la TV ou aux unes des journaux à tirage national est loin d'être ouvert à égalité pour tous les députés socialistes. Si le leader socialiste peut multiplier ses interventions médiatiques, cette situation ne se reproduit pas pour l'ensemble des candidats socialistes. Au contraire, les interventions dans la presse locale, la distribution massive de tracts préélectoraux ou la présence des députés dans des espaces potentiels de rassemblement d'électeurs, comme les marchés, restent toujours la cible prioritaire. Les modalités de mobilisation et de communication ancrés sur la localité et le registre de proximité continuent à structurer leur action.

Les entretiens effectués avec d'anciens députés dans les deux circonscriptions du Pirée indiquent que les changements survenus au niveau central n'influencent pas directement les modes de campagne locaux. Les campagnes des socialistes continuent largement à avoir recours

[369] VOULGARIS G., *La Grèce de Metapolitefsi 1974-2009, op. cit.* ; ELEFTHERIOU K. et C. TASSIS, *PASOK: La montée et la chute, op. cit.*
[370] CHAIRETAKIS M., *Trois textes sur la communication politique*, *op. cit.*, p. 25–32.

aux pratiques standardisées, banalisées même, de la campagne. Les aspects concrets de la campagne continuent à nécessiter la mobilisation des militants en tant que ressource organisationnelle. Le changement qui s'effectue progressivement est un changement qualitatif : ce sont les instances locales qui cessent de constituer les foyers d'un militantisme continu et stable. Les militants cessent alors d'être organiquement liés au parti. La sollicitation des militants lors des campagnes ne résulte plus du prolongement des activités ordinaires, basées sur l'identification partisane et le travail collectif, mais elle s'effectue *ad hoc*. Le mécanisme de mobilisation est décrit plutôt comme un mécanisme latent composé de militants disparates, mobilisés en fonction de l'influence de chaque candidat.

Sur ce point, le caractère conjoncturel et sporadique de la mobilisation est bien illustré par le bilan que dresse Thomas N. concernant la mobilisation des organes locaux du parti. On retrouve dans ses propos l'idée que l'activation du mécanisme local et la mobilisation des ressources militantes obéit davantage aux cycles électoraux qu'aux propriétés plus stables du militantisme :

Thomas N. : Tant que le PASOK restait en dehors du pouvoir, nous retournions aux sièges locaux, aux organisations de base ; et surtout pendant la période où le parti montait politiquement […] mais quand on s'est retrouvés au gouvernement ça a disparu […] D'ailleurs, si tu allais rue Trikoupis ou rue Hippocrate [adresses successives du siège du parti] et que tu voyais ce qui s'y passait deux mois, trois mois, cinq mois, dix mois avant les élections, un an avant les élections, deux ans avant les élections, alors tu voyais une machine vivante. Le lendemain des élections, tout avait disparu. Donc ce n'était pas une organisation idéologico-politique du PASOK, c'était un mécanisme destiné à conditionner le retour au pouvoir […] c'est-à-dire que tant que nous n'avions pas de ministères, nous nous rassemblions rue Trikoupis, nous allions dans les cellules locales et régionales, nous encadrions, nous intervenions au niveau décentralisé etc… de même que dans les différents secteurs au parti. Oui, mon frère, mais quand nous sommes arrivés au gouvernement, des secteurs, des cellules, il n'y en avait plus qui fonctionnaient.

Le passage au second plan des militants manifeste l'aboutissement de la marginalisation des instances locales dans la vie partisane interne et l'absence de relation organique entre les militants et le parti. Les militants se limitent plutôt à un rôle accessoire avec la réalisation des tâches ordinaires, sans que les instances collectives du parti n'aient une action plus centrale dans les processus de mobilisation. Thomas N. décrit alors ce déplacement qui s'effectue au sein du

parti, changement qui illustre les rapports de force interne et qui souligne les limites de la mobilisation militante au sein du PASOK :

Enquêteur : Je voudrais poser une question: avant, disons, les élections de 2009, quelle était la réalité, au niveau local, de l'organisation du parti?
Thomas N. : Avant 2009, chaque fois que le PASOK faisait un bond vers le pouvoir, ça créait, disons un élan artificiel, dans la réalité, cependant, le travail, c'était toujours nous les députés qui le faisions, la cellule ne jouait pratiquement plus aucun rôle, elle coordonnait simplement quelques meetings, mais même quand nous nous réunissions pour faire la programmation, nous les députés nous faisions ce que nous voulions. C'est-à-dire que si nous n'étions pas d'accord pour qu'ait lieu le meeting X et que nous voulions le meeting Y, nous disions, ah ben non, j'ai un meeting à moi ce jour-là […] Le parti avait cessé d'encadrer et d'intervenir et était devenu un état-major. C'est-à-dire qu'on faisait un programme pour les élections qu'on discutait avec les candidats et si les candidats ne voulaient pas faire quelque chose parce qu'ils avaient leurs propres manifestations, le parti préférait un beau meeting d'un député candidat plutôt que nous organisions quelque chose tous ensemble. Parce qu'il savait que quand moi j'organise un meeting, je vais avoir 1000 personnes alors qu'aux meetings des sections locales, il y en a tout au plus 200.

Nous soutenons alors la thèse que ce ne sont pas les formes traditionnelles de la campagne qui sont abandonnées, mais que ce sont les modalités de mobilisation interne qui se sont modifiées en suivant des schémas à géométrie variable. Les ressources militantes existent toujours et sont recherchées dans les moments de mobilisation. Cependant, leur usage à la carte et leur inscription dans l'ensemble des ressources mobilisées, dressent un bilan complexe qui dépasse la simple opposition entre mobilisation des ressources militantes et ressources personnelles. En d'autres termes, postuler simplement que le PASOK s'oriente de plus en plus vers un modèle de mobilisation qui valorise la densité du capital (partisan ou personnel) contre la densité de la main d'œuvre (militante), comme il est soutenu par des chercheurs sur la transformation du PASOK[371], paraît critiquable. Les campagnes continuent d'être basées sur les modalités classiques de l'identification partisane et de la proximité. Or, dans une période où l'étiquette du parti cesse de produire des phénomènes d'identification et de rassemblement, les députés, en tant qu'entrepreneurs politiques, sont affectés par la délégitimation qui les touche

[371] VERNARDAKIS C., « From Mass Parties to Cartel Parties: The Evolution of the Structure of Political Parties in Greece through Changes in their Statutes and Systems of Financing », *op. cit.*

comme socialistes. Parallèlement, le mécanisme local de mobilisation qui encadre traditionnellement la campagne des candidats est déserté de sorte que la campagne électorale dans son ensemble illustre parfaitement l'effondrement organisationnel plus global du PASOK.

Le moment de la campagne de 2012 éclaire l'impossibilité du parti socialiste d'assurer les pratiques de mobilisation. Parallèlement à l'effondrement des organes locaux, les élus sur place, protagonistes habituels de la campagne électorale et du travail politique plus largement au niveau local, oscillent entre contestation, désalignement ou repli sur soi. La période de 2010-2012 met à mal les élus socialistes dont le comportement contribue à l'effondrement plus global du parti. Dans ce cadre, nous cherchons à examiner les tendances centrifuges observées chez les élus du PASOK et à inscrire ces tendances dans une optique plus large de la reproduction des élites socialistes.

Chapitre 5. **Les formes d'exit des élus socialistes**

L'effondrement organisationnel du PASOK se manifeste également par la dé-solidarisation des élus socialistes à l'égard du parti. La période qui s'ouvre avec la sanction parlementaire du premier programme d'ajustement marque en même temps une période de tensions à la fois au sein du groupe parlementaire socialiste et entre le parti et les maires socialistes. Les désaccords autour du mémorandum agitent alors le personnel politique socialiste et bouleversent les relations entre le parti et ses élus, contribuant ainsi à la remise en cause de la cohérence partisane globale. Néanmoins, la désolidarisation des élus socialistes, même si elle est frappante et largement médiatisée, ne constitue ni un phénomène global dans sa portée, ni linéaire dans ses caractéristiques. Nous trouvons ainsi tout l'éventail des positionnements possibles au sein du personnel socialiste : après le vote pour le premier programme en 2010, des députés socialistes sont expulsés suite à leur refus de voter selon la ligne du parti, d'autres élus expriment en amont leur désaccord et quittent le parti, d'autres députés critiquent en partie ou dans l'ensemble le programme d'ajustement mais ils l'approuvent lors du vote, tandis que d'autres restent fidèles à la ligne partisane. Par conséquent, un éventail de trajectoires possibles se dresse devantles élections de 2012 : abandonner la politique, candidater sous les bannières socialistes, candidater sous l'étiquette d'autres partis politiques existants ou encore candidater sous le sigle d'organisations politiques créées *ad hoc*, telles sont les options qui se dessinent face à la crise du parti. De manière similaire, au niveau municipal, les rapports qui gouvernent les relations des élus socialistes avec le PASOK s'avèrent très différenciés, de sorte que l'investiture attribuée par le parti ne nous renseigne pas forcément sur la réalité des rapports entretenus entre les candidats et le PASOK.

Selon nous, les différentes stratégies apparues au sein des élus sortants issus du PASOK, esquissent les modalités concrètes pour poursuivre une carrière politique dans cette conjoncture. De cette façon, la capacité du PASOK à maintenir ou à reproduire ses élus, ainsi que les stratégies des élus en rupture avec le PASOK, nous permettent d'avoir un aperçu plus large sur les modifications potentielles survenues dans les modes d'émergence et de pérennisation des élites politiques et d'examiner les dynamiques et les limites qui se dessinent dans les façons de poursuivre une carrière politique. Nous pouvons ainsi appréhender le rôle le PASOK dans sa

dimension de producteur des élites politiques, tout en nous intéressant au contenu spécifique des ressources que les élus socialistes mobilisent en vue de reproduire leur position. Parallèlement, nous pouvons nous interroger plus largement sur les règles qui pèsent sur le champ politique concernant l'accès aux postes électifs et les logiques de reproduction des élites politiques.

Sur ce point, les deux différentes échelles d'analyse, à savoir le niveau national et le niveau municipal, nous montrent que les agents socialistes disposent de marges de manœuvre différentes et sont soumis à des contraintes qui distinguent les deux niveaux de concurrence en termes d'ouverture du champ politique : au niveau national, le registre partisan continue largement à structurer l'offre politique, tandis qu'au niveau local, une autonomisation *de facto* par rapport au PASOK devient beaucoup plus réalisable. Sur ce sujet, il faut noter que ces considérations sont largement hantées par la perspective de l'effondrement électoral du PASOK. L'affaiblissement global de l'étiquette partisane rend difficile, voire impossible, la réélection et la survie politique pour la majorité des élus sortants du PASOK en 2012. Cependant, au-delà de la performance électorale potentielle qui peut être associée au PASOK, ce qui nous intéresse principalement, que ce soit au niveau national ou local, ce sont les stratégies mises en place pour poursuivre une carrière politique ou pour entrer en politique dans un contexte où l'étiquette partisane est remise en question. Nous examinons alors à quel point les bouleversements survenus dans un contexte d'affaiblissement de l'étiquette socialiste entraînent des effets sur les modalités de faire carrière.

Dans ce cadre, nous choisissons d'examiner séparément les deux niveaux d'analyse afin de mieux illustrer les logiques et les contraintes de la concurrence qui pèsent sur les stratégies des députés et des maires issus du PASOK afin de dresser un bilan plus complet sur les modalités de carrière politique. Pour ce qui est du niveau national, l'examen des bouleversements survenus sur le groupe parlementaire du PASOK nous permet d'appréhender les moyens et la portée du contrôle partisan sur ses élus. Nous défendons l'idée que malgré l'affaiblissement du groupe parlementaire, globalement, le contrôle du parti sur ses députés reste présent parce que la carrière politique chez les socialistes est basée principalement sur le registre partisan. Pour comprendre l'efficacité des moyens d'intimidation envers les élus socialistes, nous nous appuyons sur le matériel concernant les élus du Pirée pour mieux comprendre le rôle des ressources partisanes dans les processus pour entrer en politique et y faire carrière. En examinant les stratégies mises en place par les élus socialistes en rupture, nous rencontrons soit l'adhésion à

des partis d'opposition soit la constitution de groupes parlementaires autonomes qui se transforment en des entreprises politiques en vue des élections nationales. Nous cherchons à esquisser ainsi les opportunités qui permettent l'abandon de l'étiquette partisane mais nous nous sommes surtout intéressés à l'émergence d'une dynamique nouvelle quant aux modes d'investissement dans le champ politique.

En ce qui concerne le niveau local de la concurrence, nous cherchons à déchiffrer dans un premier temps ce que l'investiture socialiste veut dire dans le contexte des élections municipales de 2010, élections pendant lesquelles l'appropriation de la pratique de l'investiture varie d'une municipalité à l'autre, en fonction tant des stratégies des candidats maires que de la réalité du parti au local. En d'autres termes, le maintien de la pratique de l'investiture de la part du PASOK ne signifie pas forcément un acte de transmission de ressources collectives vers le candidat, selon la formule de P. Bourdieu[372]. Au contraire, la réalité du terrain s'avère plus complexe et révèle des traits d'une distanciation déjà existante des maires socialistes face à l'organisation partisane : le positionnement des candidats, les modalités de campagne et les aspects concrets du travail politique donnent des signes de renforcement des logiques et des pratiques locales, court-circuitant davantage le PASOK et le registre partisan plus largement : il s'agit ici d'un phénomène qui se renforce et qui prend des dimensions plus larges tout au long du mandat débutant en 2010 et aboutissant à une dévalorisation accrue du registre partisan observée lors des élections de 2014.

Cet éparpillement des candidatures et la multitude de l'offre politique tiennent au fait que la concurrence politique au niveau local connaît une relative autonomisation par rapport aux partis politiques, autonomisation qui suit la consolidation et la multiplication des candidatures dissidentes depuis le milieu des années 1990. Nous nous référons alors à des phénomènes qui bouleversent l'économie globale de la compétition municipale et dont les conditions renvoient à la fois aux mutations du métier d'élu local et aux logiques de concurrence.

[372] BOURDIEU P., « La représentation politique », *op. cit.*, p. 18.

Section 1. Force et limites du PASOK dans les processus de promotion politique au niveau national

L'objectif de cette section est la contextualisation des tendances centrifuges observées au sein du groupe parlementaire du PASOK pendant la période marquée par la mise en œuvre du programme d'ajustement, afin de déchiffrer le rôle de ce dernier dans les bouleversements survenus au sein du PASOK. En effet, le lien entre la mise en œuvre du programme d'ajustement et les tendances de rupture au sein du PASOK est facilement appréhendé par tout observateur de la période. Cependant, les facteurs de conjoncture s'articulent avec un autre phénomène : celui de l'autonomisation accrue de la direction partisane et de la face exécutive du parti par rapport aux députés socialistes concernant les processus de prise de décision. Cet écart déjà observé dans les différentes organisations affiliées, renforce les phénomènes de désobéissance face au projet gouvernemental, qui reste contesté par une partie des élus socialistes. Parallèlement, des divisions autour du programme d'ajustement s'expriment dans l'ensemble des partis pro-mémorandum, phénomène qui multiplie les comportements de rupture avec le PASOK et la ND et crée une dynamique propre dans les tendances centrifuges au sein du bipartisme traditionnel. Dans ce cadre, les rapports de force et les stratégies mises en place par les différents élus socialistes permettent de s'interroger plus largement sur le rôle du parti dans les processus de carrière politique. Dans une conjoncture où le PASOK traverse une crise multidimensionnelle et où les différents aspects d'effondrement organisationnel sont déjà présents, la focalisation sur le groupe parlementaire nous donne l'opportunité de réfléchir plus largement sur les stratégies adoptées par les députés socialistes, afin d'avancer des hypothèses sur le rôle du parti dans les processus de promotion et de reproduction des élites politiques.

a) La cohésion du groupe parlementaire socialiste en question

Pendant la période 2010-2012, le groupe parlementaire du PASOK est touché par des vagues de défection qui remettent en cause sa cohésion interne, à savoir, selon la définition de R. Hazan, sa condition d'unité d'action, ou en d'autres termes, la configuration où le parti agit de concert en vue de réaliser ses objectifs[373]. L'importance du groupe parlementaire concerne tant la vie interne du parti que l'architecture du régime politique. Les députés socialistes constituent les élus du parti au niveau national et ce sont les sièges au sein du Parlement qui constituent les trophées par excellence de la concurrence électorale. De plus, dans la configuration politique considérée, ce sont les membres du Parlement qui occupent majoritairement les postes ministériels. Les élus parlementaires composent à la fois la face parlementaire et la face exécutive du parti, ils représentent par conséquent des positions élevées dans la hiérarchie partisane.

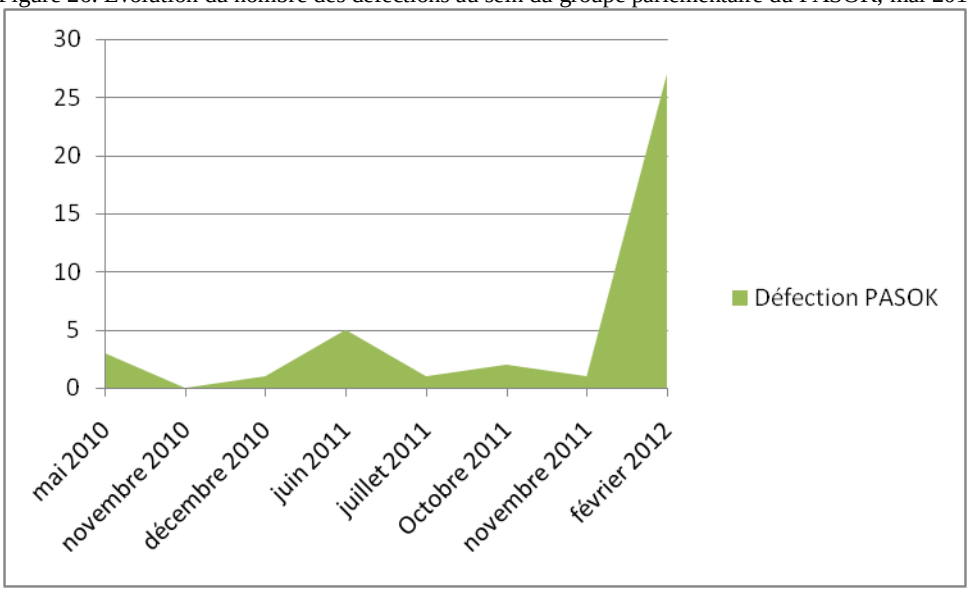
Le groupe parlementaire joue ainsi un rôle important dans l'activité gouvernementale globale, étant donné les rapports entre les différents pouvoirs résultant de la nature parlementaire du régime. Le gouvernement est responsable face au Parlement, ce qui signifie que le parti à la tête du gouvernement doit disposer de la majorité parlementaire. Dans ce type de système parlementaire monocaméral, le contrôle du groupe parlementaire équivaut à un contrôle sur le Parlement. Par conséquent, pour les socialistes, la cohérence du groupe parlementaire est une condition nécessaire pour la survie du gouvernement. En outre, le groupe parlementaire constitue une ressource principale dans la mise en place de la politique gouvernementale puisqu'il il ratifie les projets de loi sans avoir besoin de solliciter d'autres partis politiques afin d'obtenir la majorité des votes. Nous pouvons comprendre que dans la mesure où l'action gouvernementale est basée largement sur la capacité du PASOK à contrôler ses effectifs parlementaires, les bouleversements survenus parmi les députés socialistes remettent en cause l'activité gouvernementale, voire l'existence du gouvernement dans le cas de perte de la majorité parlementaire qui est composée de cent soixante députés socialistes à la suite des élections de 2009.

[373] HAZAN R., « Does Cohesion Equal Discipline? Towards a Conceptual Delineation », *R. HAZAN (dir.), Cohesion and discipline in legislatures: political parties, party leadership, parliamentary committees and governance*, London, Routledge, 2006, p. 2–3.

(1) L'opposition au Mémorandum comme matrice de la défection

La rupture des députés avec la ligne partisane se manifeste autour du programme d'ajustement et elle s'exprime le plus souvent lors des séances de vote au Parlement concernant l'approbation du programme. Les brèches survenues dans la cohésion du PASOK nous rappellent ce que Duverger soulignait en évoquant la question de la discipline parlementaire, à savoir « (…) *Le signe le plus net de la subordination du député au parti demeure la discipline de vote : elle est de règle dans tous les scrutins importants* [374] ». Les moments de ratification des trois programmes d'ajustement semblent alors structurer d'une certaine manière la temporalité des dissidences au sein du groupe socialiste. Comme nous pouvons le constater par ce schéma, la défection présente des taux importants en fonction des séances de ratification des lois liées au programme d'ajustement.

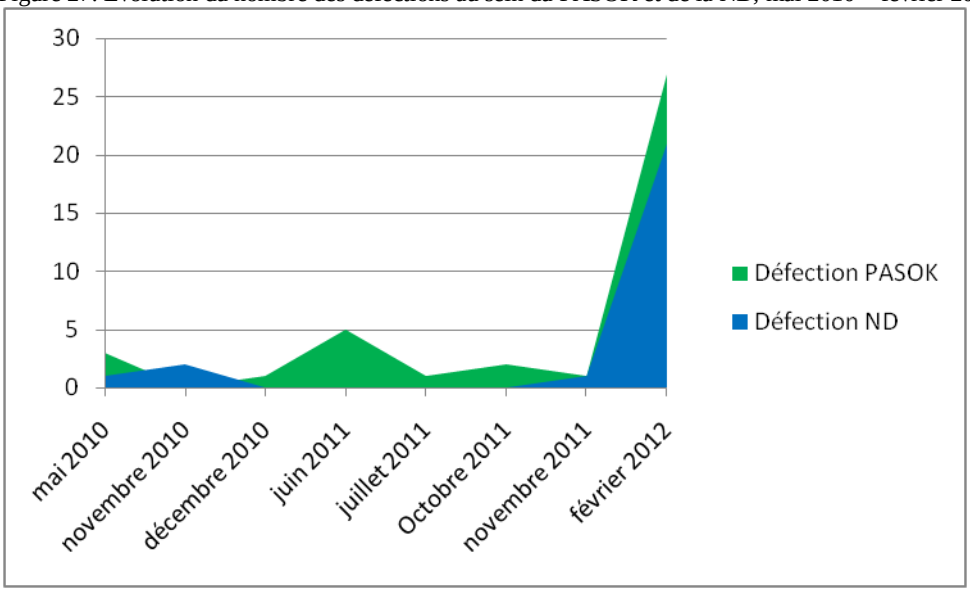
Figure 26: Évolution du nombre des défections au sein du groupe parlementaire du PASOK, mai 2010 – février 2012.



Sources : *Notre élaboration à partir des archives du Parlement Hellénique (http://www.hellenicparliament.gr) et de la presse*.

[374] DUVERGER M., *Les partis politiques*, 10ème édition, Paris, Librairie Armand Colin, 1958, p. 275.

Figure 27: Évolution du nombre des défections au sein du PASOK et de la ND, mai 2010 – février 2012.



Sources : *Notre élaboration à partir des archives du Parlement Hellénique (http://www.hellenicparliament.gr) et de la presse*.

Lors du vote sur le premier programme d'ajustement en mai 2010, trois députés du PASOK votent contre la ligne partisane, ce qui manifeste la première désapprobation publique du projet au sein du groupe parlementaire du parti. Puis, au début de l'été 2011, période pendant laquelle le gouvernement négocie le programme intermédiaire en substitution du premier programme, deux députés du PASOK ont quitté leur siège, alors que parallèlement, une partie d'entre eux demande une réunion du groupe parlementaire, lors de laquelle on prend la décision d'un nouveau remaniement gouvernemental. Suite à ces événements internes, le plan d'ajustement intermédiaire est voté par l'ensemble du groupe à l'exception d'un député, dont l'exclusion laisse finalement aux socialistes une majorité de cent cinquante-quatre députés sur trois cent.

En octobre 2011, lors du vote d'un projet de loi omnibus, comprenant diverses dispositions relatives aux grilles de salaire du secteur public et à la mise en disponibilité d'office des fonctionnaires, encore un député du PASOK - qui exerçait des fonctions ministérielles au sein du gouvernement de 2009 - quitte le groupe parlementaire socialiste. Finalement, la procédure de discussion et de ratification du second programme d'ajustement, connu comme Mémorandum II, marque une défection sans précédent dans les rangs parlementaires du PASOK. Nous sommes en février 2012 et vingt-deux députés se retrouvent en dehors du groupe

parlementaire socialiste, à la suite de leur décision de ne pas ratifier le nouveau mémorandum. Finalement, entre 2012 et 2014, quarante-quatre élus socialistes cessent de faire partie du groupe parlementaire, voire du PASOK lui-même.

Des facteurs multiples placent le programme d'ajustement et les procédures de ratification au cœur de la dissidence chez les socialistes. Comme l'expliquent différents députés en défection, les mesures sont jugées injustes et en rupture avec leur propre positionnement. Dans le communiqué de presse issu du bureau de S. Sakorafa à la suite de son expulsion du groupe parlementaire, il est noté que la députée « *aujourd'hui 6.05.2010, lors du vote du projet de loi du ministère des finances, s'est abstenue, compte tenu du caractère socialement injuste des mesures*[375] ». Ce petit extrait condense selon nous un leitmotiv concernant la défection des élus, à savoir la rupture entre les mesures du programme d'ajustement et le positionnement idéologique et politique des députés en question.

De plus, dans le cadre de la gestion de la crise économique, les modalités classiques du travail parlementaire semblent être fortement bouleversées, dans la mesure où le gouvernement s'appuie largement, sinon exclusivement sur des dispositifs d'urgence afin de suivre la temporalité des événements, temporalité largement dépendante de facteurs exogènes comme les réunions au niveau de l'Union Européenne, notamment les séances de l'Eurogroupe, ou les séances d'évaluation mises en place par les créditeurs du pays[376]. La ratification des mesures conditionne les calculs sur l'avancement du programme et détermine les versements des tranches des prêts, de sorte que le vote sur les mesures se présente comme la condition nécessaire pour la pousuite du financement du pays.

Dans ce cadre, les projets de loi sont présentés au Parlement le plus souvent dans l'urgence, de sorte que la durée de la discussion et des modifications potentielles sur leur contenu est minimale[377]. De plus, dans la mesure où les projets de loi comprennent des mesures diverses

[375] « Οριστική Διαγραφή της Ντόρας Μπακογιάννη - Εκτός Κ.Ο. ΠαΣοΚ Σοφία Σακοράφα, Γ. Δημαράς και Β. Οικονόμου [Expulsion définitive de D. Bakogianni - S. Sakorafa, G. Dimaras et V. Oikonomou expulsés du groupe parlementaire socialiste », *To Vima*, 05/06/2010.

[376] Pour un recensement détaillé des différents événements concernant la crise économique et les programmes d'ajustement voir SIMITIS C., *O εκτροχιασμός [Le déraillement]*, Athènes, Polis, 2012.

[377] Voir sur ce sujet : KIVOTIDIS D., « The Form and Content of the Greek Crisis Legislation », *Law and Critique*, mars 2018, vol. 29, n° 1, p. 57–81 ; FEATHERSTONE K., « The JCMS Annual Lecture: The Greek Sovereign Debt Crisis and EMU: A Failing State in a Skewed Regime », *JCMS: Journal of Common Market Studies*, mars 2011, vol. 49, n° 2, p. 193–217 ; FEATHERSTONE K. et D. PAPADIMITRIOU, « The Emperor Has No Clothes! Power and Resources within the Greek Core Executive », *Governance*, juillet 2013, vol. 26, n° 3, p. 523–545 ; ARANITOU V., E. PAPAVLASOPOULOS, et M. SPOURDALAKIS, « Από την πολυεπίπεδη διακυβέρνηση στο … Μνημόνιο : Το «χρονικό »

touchant des sujets différents, les textes déposés devant le parlement sont des projets de loi omnibus, comprenant des centaines de pages, ce qui rend impossible parfois la lecture de l'ensemble. Ce n'est pas un hasard si l'on trouve à différentes reprises des députés socialistes qui évoquent le fait qu'ils ne lisent pas les projets votés. Comme le dit T. Rompopoulos lors de sa démission « *C'est la mort dans l'âme que j'ai pris la décision de démissionner de mon mandat de député parce que je ne peux pas continuer à voter sans savoir ce que je vote, comme je l'ai fait avec le premier Memorandum (…) à voter sans être d'accord avec des mesures injustes et anti-sociales sous la pression que, sinon, le gouvernement va tomber (…)*[378]».

Le prolongement de la crise et la nécessité de programmes supplémentaires contribuent également à la prise de positions critiques au sein du PASOK. Dans la mesure où les indicateurs économiques restent en récession ou se dégradent, les députés semblent être de moins en moins sûrs de la nécessité et de l'efficacité du programme. Dans la mesure où les programmes se succèdent et où la contestation globale est renforcée, les socialistes semblent être de plus en plus enclins à rompre avec la direction partisane. À titre indicatif, M. Apostolaki, le 1er novembre 2011, jour de la publication du texte concernant son retrait du groupe parlementaire socialiste, précise : « *J'ai voté une série de projets de loi tout en sachant que je n'exprimais pas la volonté des citoyens qui m'avaient élu mais en considérant que mon premier devoir était d'éviter la faillite et le défaut de paiement qui s'en suivrait. (…)Aujourd'hui, en tant que député, conformément à la constitution et à la nation, j'ai l'obligation de m'opposer à cette politique erronée qui nous divise*[379] ». D'ailleurs, les jours du vote sont précédés par des débats parlementaires animés, largement médiatisés, accompagnés par des manifestations massives dont le point d'arrivée est la place de Syntagma devant le Parlement, série d'événements qui donnent à la procédure du vote une allure de situation exceptionnelle et dramatique.

Les facteurs déjà évoqués semblent renforcer l'idée d'une imposition du programme par la direction partisane et d'une faible appropriation des mesures adoptées par le groupe

---

μιας προαναγγελθείσας κρίσης (De la gouvernance multi-niveaux au...Mémorandum: chronique d'une crise annoncée) », *Revue de Recherches Sociales*, 2011, n° 134–135, p. 37–50 ; MARETA D., « Democracy and Crisis, Democracy as Crisis: Will Carl Schmitt meet modern Greece? », *1st International Conference in Contemporary Social Sciences*, Rethymno, Greece, University of Crete, 2016.

[378] « Παραιτήθηκε ο βουλευτής του ΠΑΣΟΚ Θ. Ρομπόπουλος [Le député du PASOK T. Rompopoulos a démissionné] », *Naftemporiki*, 17/10/2011.

[379] « Ραγδαίες εξελίξεις στο πολιτικό σκηνικό [Évolution rapide de la situation politique] », *Naftemporiki*, 01/11/2011.

parlementaire socialiste [380]. Tout au long de la gestion de la crise économique par le gouvernement socialiste, des tendances et des pratiques de centralisation se manifestent et contribuent selon nous à la désarticulation des liens entre la direction partisane et les députés du PASOK. Nous retrouvons ici les effets de l'autonomisation du leader partisan face aux organes et aux processus de dialogue internes. Le groupe parlementaire, à l'image du parti dans son ensemble, reste à l'écart des processus de prise de décision tout au long de la période examinée. Le caractère d'urgence que revêt la gestion de la crise semble rompre avec les différents canaux de dialogue et de négociation institués entre la direction du parti et le groupe parlementaire, ou plus exactement, entre la direction gouvernementale et les élus. Nous pourrions soutenir que dans ce cadre, le groupe parlementaire socialiste est réduit à une fonction de ratification des différents projets de loi.

La concentration des pouvoirs entre certains cénacles autour du Premier ministre a comme résultat le contournement dans la prise de décision, non seulement du groupe parlementaire, mais également du Conseil des ministres. À la place de ce dernier, organe exécutif institutionnel par excellence, se constituent des cercles d'experts et de conseillers autour du Premier ministre. Par conséquent, entre les différentes instances décisionnelles, l'image d'un travail collectif est plutôt illusoire. Dans son livre à propos de cette période, l'ancien Premier ministre socialiste, C. Simitis, adoptant une posture critique, souligne que « *le Conseil des ministres reste un ensemble désorganisé, les décisions se prennent dans un cercle restreint dont la composition n'était ni toujours la même ni connue. Les procédures institutionnelles sont dégradées et servent surtout à valider les projets qui résultent des initiatives morcelées entre conseillers du Premier ministre et ministres proches de celui-ci* [381]».

Pour ce qui nous intéresse, ce passage démontre bien que, dans une conjoncture qui rompt avec l'ordinaire, les élus du parti, en charge de discuter et de voter le programme d'ajustement sont, de facto, marginalisés de tout processus d'élaboration des décisions, processus qui servent aussi à mieux intégrer le groupe parlementaire dans les projets gouvernementaux et donc à renforcer l'homogénéité du parti dans ses différentes facettes. Or, dans une conjoncture où le PASOK élabore un projet controversé, dans un climat d'urgence, la centralisation du pouvoir décisionnel et la mise à l'écart du groupe parlementaire semblent un passage obligé,

[380] ELEFTHERIOU K. et C. TASSIS, *PASOK: La montée et la chute*, *op. cit.*, p. 176.
[381] SIMITIS C., *Le déraillement*, *op. cit.*, p. 287.

contribuant cependant à l'éclatement de la cohésion partisane. En ce sens, comme le notent Elefteriou et Tassis, « *la tendance à survaloriser la composante exécutive du parti, prive la direction du PASOK de canaux de légitimation importants et d'une meilleure acceptation de ses choix politiques* »[382]. Les appuis que l'homogénéité traditionnelle du groupe peut fournir trouvent rapidement leurs limites. La marginalisation du groupe parlementaire lors du virage stratégique du gouvernement contribue finalement à l'émergence de tensions entre les deux composantes du parti, exécutive et législative, ce qui facilite, in fine, la défection des députés socialistes.

Dans ce cadre, une série d'actions vise à maintenir la cohésion du groupe. La direction du parti adopte des pratiques diverses en vue de renforcer la discipline en question, pratiques qui vont de l'expulsion du groupe parlementaire jusqu'à l'intégration des députés au sein du gouvernement. De cette manière, la direction du parti oscille entre intégration et sanction afin de maintenir la majorité socialiste et de préserver sa survie. Lors du vote pour le premier programme d'ajustement, les trois députés du PASOK qui s'abstiennent, sont expulsés du groupe parlementaire socialiste. En ce sens, la direction du parti concrétise le cadre qui définit les relations du parti avec le groupe parlementaire pendant cette période, selon lequel, l'approbation du programme d'ajustement équivaut à un vote de confiance pour le gouvernement[383]. La décision d'expulsions est prise par la direction du parti et est communiquée au président du Parlement après le vote sur les mesures, selon une pratique qui se généralise désormais.

Ce premier bouleversement est suivi par un remaniement au niveau du gouvernement, lancé par G. Papandreou, lors duquel quarante-huit députés sont nommés à des postes gouvernementaux, ce qui représente environ un tiers du groupe parlementaire socialiste[384]. Le recours au remaniement en vue de renforcer la cohésion du groupe parlementaire constitue une pratique classique de la part des directions partisanes puisque ce sont les directions qui sont responsables du choix des députés au sein du gouvernement. Par conséquent, la promotion vers des postes prestigieux passe par une relation inégale entre la direction du parti et les députés dont le souhait d'occuper des postes au sein de l'exécutif suppose et renforce la loyauté envers le président du parti[385].

---

[382] ELEFTHERIOU K. et C. TASSIS, *PASOK: La montée et la chute*, *op. cit.*, p. 174–175.
[383] *Ibid.*, p. 174.
[384] *Ibid.*, p. 176.
[385] GIANNETTI D. et K. BENOIT, « Intra-party politics and coalition governments in parliamentary democracies », *D. GIANNETTI, K. BENOIT (dir.), Intra-Party Politics and Coalition Governments*, London, Routledge, 2008, p. 10.

(2) Crise de leadership et scissions internes : la défection parlementaire au-délà du Mémorandum

En observant la chronologie des votes et des défections apparues dans le groupe parlementaire socialiste nous constatons une concentration massive d'expulsions lors de la validation du second programme d'ajustement en février 2012. L'épreuve la plus importante pour la cohésion du parti est subie lors de la discussion et de la sanction du nouveau programme d'ajustement, en février 2012. Lors du vote sur la validation du programme, vingt-deux députés socialistes ne respectent pas la ligne partisane en votant contre ou en s'abstenant lors du vote nominal. De plus, des députés dont le vote était défavorable sur différents articles du projet de loi, sont exclus des listes du parti pour les élections et leur cas est renvoyé devant les organes disciplinaires du PASOK. Nous insistons sur la question de la chronologie de la défection parce que nous constatons que les trois programmes votés pendant la législature n'entraînent pas, en termes quantitatifs, le même volume de défections parmi les députés du PASOK.

Pour le dire autrement, pendant la première année et demie du programme d'ajustement, le PASOK, malgré les fuites, arrive à maintenir une majorité parlementaire. Par conséquent, nous pensons que si le mémorandum semble être structurant dans le comportement et l'effondrement du parti, d'autres facteurs doivent être recherchés, facteurs qui portent directement sur les bouleversements internes survenus au PASOK dans cette période. En effet, entre les deux programmes présentés pour ratification au Parlement, deux événements majeurs contribuent à la remise en cause de la cohésion partisane. Le premier concerne l'annonce de l'organisation d'un référendum par G. Papandreou fin octobre 2011. Le second événement, lié à ce premier, se rapporte à la formation d'un gouvernement de coalition entre PASOK, ND et LAOS, suite à la démission de G. Papandreou du poste de Premier ministre début novembre.

Les jours qui suivent la publication de la décision de G. Papandreou d'organiser un référendum sur l'accord conclu avec les partenaires européens conduisent à une démission immédiate d'un député, accompagnée par des rumeurs sur des démissions supplémentaires à venir. Le groupe parlementaire se trouve profondément divisé autour du référendum et certains députés socialistes prennent position publiquement contre cette initiative qui a été élaborée en l'absence de toute consultation avec les organes du PASOK. En même temps, des contacts sont établis entre des députés socialistes et des cadres de la ND en vue de la formation d'un gouvernement de coalition. Il s'agit d'une semaine où G. Papandreou semble perdre le contrôle

du groupe parlementaire, d'autant plus que sa relance de demande d'un vote de confiance au Parlement est interprétée par une bonne partie des députés comme un vote de confiance sur un nouveau gouvernement de coalition. La remise en cause de la cohésion partisane est doublée alors d'une crise de leadership, dans la mesure où la position de G. Papandreou est contestée ouvertement[386].

Les fractures internes et les pressions externes, manifestées sous la forme du gel du financement du pays, conduisent à un compromis selon lequel les députés socialistes votent en faveur du gouvernement, sous la condition de la démission de G. Papandreou. Malgré le vote de confiance formel, G. Papandreou abandonne le poste du Premier ministre et met en place des procédures pour la formation d'un gouvernement de coalition. Finalement, à la suite d'un accord entre le PASOK la ND et LAOS, un nouveau gouvernement, sous la direction de L. Papademos est présenté devant le Parlement. Au sein de ce gouvernement, les socialistes conservent la majorité des postes, quoiqu'ils partagent les portefeuilles ministériels avec des élus des autres partis. La procédure de formation du nouveau gouvernement, à savoir l'absence d'organisation de nouvelles élections, a fait l'objet de critiques de la part des constitutionnalistes, des critiques qui se sont ajoutées à celles des partis d'opposition des des cadres socialistes en défection[387].

Parallèlement, le 18 mars 2012, le PASOK organise à nouveau des primaires ouvertes afin de désigner son nouveau président. Ces élections approuvent la candidature d'Evaggelos Venizélos, concurrent principal à la direction du parti depuis 2007. E. Venizélos est professeur de droit constitutionnel, cadre du PASOK depuis la fin des années 1980. Il est élu de manière successive au poste de député à Théssalonique depuis 1993 et il est présent depuis lors dans tous les gouvernements socialistes. Venizélos est le candidat unique aux élections primaires de 2012 puisqu'il est le seul à pouvoir rassembler un nombre suffisant de supports internes, sous forme de signatures, afin de pouvoir candidater[388]. Les élections ont attiré selon les données fournies par le parti 200 000 personnes, nombre largement réduit par rapport aux primaires précédentes,

[386] NEDOS V., « Τη διενέργεια δημοψηφίσματος προωθεί ο Παπανδρέου [Papandreou met en avant l'organisation d'un référendum] », *Kathimerini*, 20/09/2011.
[387] « Στ. Τζουμάκας: Κοινοβουλευτικό πραξικόπημα η κυβέρνηση Παπαδήμου [S. Tzoumakas: le gouvernement Papademos est un coup parlementaire] », *Naftemporiki*, 18/11/2011. ; CHRYSSOGONOS K., « Συνταγματική ακροβασία [Acrobatie constitutionnelle] », http://law-constitution.web.auth.gr.
[388] KOVAIOS A., « Μοναδικός υποψήφιος για την ηγεσία του ΠαΣοΚ ο Βενιζέλος [Venizélos, candidat unique pour la direction du PASOK] », *To Vima*, 11/03/2012.

donnant un signe supplémentaire non seulement de l'effondrement organisationnel du parti, mais aussi de la baisse de sa base électorale qui s'esquisse à la veille des élections nationales[389].

La formation d'un gouvernement de coalition renforce à notre avis les tendances centrifuges au sein des socialistes. De façon générale, nous pouvons signaler que la défection depuis la mise en place de ce type de gouvernement semble avoir des coûts moins importants que lorsqu'il s'agit d'abandonner une majorité monopartisane. D'un point de vue pratique, la fuite est facilitée du fait que la majorité parlementaire nécessaire à la ratification du programme n'est plus en cause car l'existence de trois partis gouvernementaux assure le maintien du gouvernement de coalition. Cela semble laisser davantage d'espace à des tendances centrifuges, sans pour autant que cela n'entraîne une crise gouvernementale. De surcroît, le caractère précaire de ce gouvernement semble aussi libérer des forces centrifuges, dans la mesure où il s'agit d'un gouvernement dont la durée n'est pas fixée par avance. Au contraire, il s'agit d'un gouvernement consacré principalement à la mise en œuvre des engagements résultants du programme afin que l'aide financière suivante puisse être versée au pays. Dans ce cadre, la perspective de la dissolution du Parlement et de l'organisation d'élections nationales semble faciliter la mise à distance des députés face aux projets du gouvernement. Finalement, la participation du PASOK au sein du gouvernement de coalition entraîne également des divisions intrapartisanes, puisque, même si Papandreou reste officiellement à la tête du parti, nous constatons le renforcement de son concurrent à la direction du parti, E. Venizélos, qui, occupant des postes névralgiques au sein du nouveau gouvernement, s'impose comme représentant du PASOK et dirigeant de facto du groupe parlementaire socialiste.

Un dernier facteur qui semble jouer un rôle dans le positionnement des socialistes concerne la propagation de la défection à l'ensemble des partis qui soutiennent le gouvernement. Nous retrouvons ici les travaux qui postulent que dans le cadre des gouvernements de coalition, la cohésion d'un groupe parlementaire doit être conçue comme le résultat des processus dynamiques prenant en considération l'ensemble des acteurs qui participent à la formation du gouvernement[390]. La question de la sanction du second programme d'ajustement entraîne des tendances centrifuges dans l'ensemble des partis qui assument leur mise en œuvre. Le vote sur la

[389] « Τα ηνία του ΠΑΣΟΚ ανέλαβε ο Ευ. Βενιζέλος [E. Venizélos à la direction du PASOK] », *Naftemporiki*, 19/03/2012 ; ELEFTHERIOU K. et C. TASSIS, *PASOK: La montée et la chute*, *op. cit.*, p. 177–178.
[390] GIANNETTI D. et K. BENOIT, « Intra-party politics and coalition governments in parliamentary democracies », *op. cit.*, p. 15.

sanction du programme entraîne la non-conformité aux lignes partisanes de la part des élus de la ND mais aussi du LAOS. En effet, au moment où le PASOK perd vingt-deux députés, vingt et un députés de la ND votent contre les mesures, ce qui a comme conséquence leur expulsion du groupe parlementaire. La coalition tripartite, bien qu'elle arrive à maintenir la majorité parlementaire, n'empêche pas la manifestation de divergences de la part des élus. Nous constatons alors la création d'une dynamique qui dépasse le cadre du PASOK et qui touche en même temps, quoiqu'inégalement, les deux partis majeurs de la coalition gouvernementale.

b) Exit et reproduction des élites politiques

Nous avons examiné le contexte de la défection des députés socialistes en insistant sur les tendances internes de centralisation facilitant la rupture des élus avec la direction partisane, ainsi que sur les dynamiques centrifuges manifestées au sein des partis formant la coalition gouvernementale lors de la ratification du second programme d'ajustement. Nous allons maintenant voir à quel point les phénomènes de défection remettent en cause la capacité du PASOK à produire et reproduire des élites politiques. En d'autres termes, nous cherchons à examiner si le parti socialiste maintient sa place centrale dans les processus de promotion politique ou si ces derniers sont remis en question avec la désagrégation organisationnelle. Notre étude est basée sur le postulat que le PASOK, comme les autres partis politiques en Grèce, se trouve au cœur des processus de formation et de promotion des élites politiques. Nous soutenons alors la thèse que malgré les tendances centrifuges observées au sein des élus socialistes au niveau national, les modalités de carrière restent largement structurées autour du PASOK. Alors que la défection des députés pendant la période examinée possède des caractéristiques inédites par rapport à l'histoire parlementaire du parti, et malgré les bouleversements survenus dans le gouvernement G. Papandreou, conduisant à la chute du Premier ministre socialiste, pour la majorité des députés socialistes, l'horizon de la carrière politique semble rester marqué par l'affiliation partisane. Cela vaut tant pour les socialistes qui restent attachés au parti tout au long de cette période que pour les députés démissionnant de leur siège.

La question de l'attachement des parlementaires au parti est une question qui est envisagée sous différents angles. Des facteurs à la fois institutionnels, notamment les règles de la compétition politique et des facteurs systémiques, c'est-à-dire les dynamiques créées au sein du

système des partis, sont invoquées dans la littérature spécialisée afin de rendre compte du comportement des élus envers leurs organisations partisanes. Pour ce qui est des logiques de concurrence électorale, les effets du système partisan constituent un facteur qui semble important dans la compréhension des modalités de carrière et des relations entretenues entre le parti et les candidats. Cela est suggeré par des travaux classiques comme ceux de G. Sartori, qui étudie les opportunités d'accès aux postes électifs en fonction des systèmes électoraux inter et intrapartisans, ou ceux de Duverger qui s'interroge sur les aspects de la domination des directions partisanes sur les parlementaires[391]. Le type de système électoral peut avoir des conséquences sur les types de carrière. Dans son étude sur les conditions qui favorisent la cohérence partisane, R. Hazan se réfère aux motivations électorales de la part des parlementaires pour rester fidèles au parti. Selon lui, dans les cas des systèmes électoraux centrés vers le candidat (*candidate-centred*), ceux-ci peuvent avoir une marge de manœuvre importante face aux organisations partisanes quant à leurs chances d'élection[392]. Par conséquent, nous nous trouvons devant des parcours de carrière plus ou moins indépendants des organisations partisanes. Cependant, l'étude des règles électorales doit prendre en considération les rapports de force réels qui déterminent largement l'appropriation des dispositifs juridiques.

Le cas de la Grèce illustre bien en quoi une mise en relation du système électoral avec les chances d'élection et par là, avec les modalités de carrière ne peut pas être linéaire. L'orientation du système électoral est davantage centrée sur les partis politiques, malgré des dispositions qui, au premier regard laissent imaginer une configuration favorisant la fluidité des candidatures. Le système électoral revêt un caractère proportionnel et localisé, basé sur l'introduction des normes proportionnelles, le vote préférentiel, ainsi que l'existence des circonscriptions de tailles différentes constituant la base du décompte électoral. Cependant, les distributions des sièges dans les différents partis suivent la force relative des partis au niveau national. Par conséquent les logiques de la proportionnelle renforcée jouent prioritairement au niveau des partis et c'est dans une deuxième phase que la concurrence entre les différents candidats devient déterminante. En d'autres termes, l'élection ne peut pas être assurée pour un candidat qui a obtenu la majorité des suffrages dans sa circonscription si son parti ne réussit pas à y accaparer la première position. C'est alors l'ensemble des votes rassemblés par les différents candidats du parti qui va

[391] SARTORI G., *Partis et systèmes de partis, op. cit.*, p. 160 ; DUVERGER M., *Les partis politiques, op. cit.*, p. 274, 279.
[392] HAZAN R., « Does Cohesion Equal Discipline? », *op. cit.*, p. 4–6.

déterminer le nombre des sièges attribués au parti dans une circonscription ; c'est à la suite de ce premier tri que les résultats individuels des différents candidats jouent un rôle sur le nombre d'élus. Les lois électorales et les contraintes dans la distribution des sièges viennent sur ce point valider et renforcer les propriétés plus stables du système politique et souligner la centralité des partis dans l'accès aux postes électifs.

Au-delà des facteurs institutionnels et systémiques qui peuvent faciliter ou non la défection, le point crucial reste le degré selon lequel la carrière politique est structurée par le parti politique[393], question que nous examinerons à partir des cas d'élus du Pirée, sur la base des données officielles et des entretiens conduits auprès d'eux. En d'autres termes, nous cherchons à déterminer, à l'aide des exemples issus des députés du Pirée, la centralité du parti dans les processus de promotion.

Le rôle des partis politiques grecs dans les processus de carrière politique reste central tout au long de la Troisième République. D'abord, comme nous l'avons déjà noté, le système politique grec contemporain est structuré autour des partis politiques qui restent les seuls acteurs aptes à participer à la concurrence pour l'accession de leurs membres aux postes électifs. Ainsi, dans la mesure où les partis politiques forment le cadre de la compétition politique, ils déterminent largement les modalités d'accès aux postes de pouvoir. En d'autres termes, la reproduction des élites politiques pendant la Troisième République s'effectue à travers les partis politiques, phénomène qui fait consensus chez les chercheurs spécialistes de la question[394].

Cependant, l'existence des partis politiques comme entreprises spécifiques consacrées à la conquête et l'exercice du pouvoir n'implique pas forcément que l'ensemble de la carrière politique soit déterminée par les partis politiques. La question sous-jacente ici est celle des caractéristiques du personnel politique et des relations qu'il entretien avec les organisations partisanes. Dans notre cas, les partis politiques se trouvent au cœur de la formation et de la promotion des hommes politiques qui pourraient être qualifiés comme des « hommes de parti »

[393] GAXIE D., « Les structures politiques des institutions. L'exemple de la Quatrième République », *Politix*, 1992, vol. 5, n° 20, p. 72–98.
[394] KOUDOURI F., « Dimensions du capital social et politique », *op. cit.*, p. 70–77 ; KAKEPAKI M., « Υπάρχει πολιτική χωρίς επαγγελματίες πολιτικούς; Μεταβολές και συνέχεις στα χαρακτηριστικά των μελών του κοινοβουλίου, 1996-2015 [Existe-il de la politique sans professionnels de la politique? Modifications et continuités dans les traits caractérististiques des membres du Parlement, 1996-2015] », *N. GEORGARAKIS, N. DEMERTZIS (dir.), Le portrait politique de la Grèce: Crise et la déstructuration du politique*, Athènes, Éditions Gutenberg : Centre National de Recherches Sociales, 2015, p. 174–184.

selon l'expression de G. Sartori, à savoir des agents politiques formés par et dans le parti[395]. Ce modèle, à l'opposé de l'expérience d'après-guerre, trouve désormais son point de référence dans l'affiliation partisane de sorte que nous nous écartons du type de l'entrepreneur politique proche du notable, modèle fréquent dans l'histoire du pays[396].

Pour bien comprendre cette configuration, il faut rappeler que le système de partis qui émerge après 1974 est marqué par des partis politiques qui disposent d'un haut degré d'institutionnalisation, sont durables et que leur nombre reste limité dans le temps. D'une part, les partis connaissent une croissance organisationnelle et un renforcement en termes de ressources de sorte qu'ils dépassent les ressources mobilisées à titre personnel par les candidats, ce qui rend ces derniers de plus en plus dépendants vis-à-vis de leur organisation. D'autre part, l'espace de la concurrence devient de plus en plus homogène, dans la mesure où la compétition se joue principalement entre trois partis pertinents, fait qui met fin à la multiplication des étiquettes partisanes et par là à la circulation des élus entre elles, phénomène largement répandu pendant la période prédictatoriale[397]. Plus globalement, nous pouvons postuler que les partis politiques influencent les processus de carrière politique parce qu'ils arrivent à poser le cadre de la concurrence intra et interpartisane pour l'occupation des postes électifs.

Le PASOK, comme les autres partis, développe progressivement une bureaucratie partisane, à savoir des organes collectifs qui contrôlent largement l'accès aux postes électifs à travers la pratique de l'investiture. Cette pratique illustre le contrôle du parti sur les processus de promotion politique dans la mesure où elle impose des critères pour la sélection des candidats. La question de l'investiture demeure une question de rapports de force internes et elle est dépendante de l'influence relative des différents candidats en fonction de leur occupation de postes dans l'appareil partisan. Dans un cadre où l'accès aux postes électifs passe par les organisations partisanes, l'investiture constitue la pratique par excellence qui permet aux candidats d'entrer en concurrence.

Ainsi, avant la consécration dans l'arène interpartisane, la carrière politique se bâtit d'abord par la concurrence au niveau intrapartisan. Au demeurant, non seulement l'investiture reste une question interne aux organes décisionnels, elle constitue aussi une pratique qui valorise et même exige le passage préalable des candidats potentiels par les fonctions internes au parti.

[395] SARTORI G., *Partis et systèmes de partis*, *op. cit.*, p. 161.
[396] MEYNAUD J., *Οι πολιτικές δυνάμεις στην Ελλάδα [Les forces politiques en Grèce]*, *op. cit.*, p. 241–213, 281.
[397] *Ibid.*, p. 511–527.

Que ce soit par le mode de sélection ou par les organes compétents pour sélectionner les candidats, la question de l'investiture reste chez les socialistes une question interne, liée à la position des candidats dans la hiérarchie partisane et à leur influence respective. On retrouve ici l'idée de Sartori selon laquelle l'importance du parti s'illustre par le fait que les carrières politiques doivent passer par le système du parti[398].

(1) Le parti reste au cœur des processus de la promotion politique

L'analyse des modalités de carrière politique est illustrative de la centralité du parti dans les processus de promotion politique. La composition du groupe parlementaire socialiste suite aux élections de 2009 illustre bien ces processus. Parmi les élus socialistes, 81,7 % ont déjà occupé des postes dans la hiérarchie partisane. Le pourcentage reste assez élevé tant dans le cas des élus de long terme que chez les nouveaux arrivés, ce qui souligne le caractère durable de l'importance de l'implantation partisane pour les candidats et les élus du parti. De plus, le fait que les élus partagent le passage par des postes internes, indépendamment de leur circonscription d'élection, nous montre en quoi la structure organisationnelle du parti, qui suit le modèle de l'implantation locale à travers des sections, standardise les processus de promotion dans l'ensemble du territoire, un indice supplémentaire de l'homogénéisation de l'espace de la compétition et de la standardisation des processus de carrière.

Cette caractéristique ne constitue pas uniquement un trait partagé par les députés socialistes élus en 2009 mais traverse l'histoire des représentants du parti. En nous basant sur les données procurées par le Centre National de Recherches Sociales et des études antérieures sur le profil des élus et les ressorts de la carrière politique, nous pouvons soutenir que le passage par des organes du PASOK constitue la première source de promotion politique, représentant de manière durable environ la moitié des élus socialistes[399]. Outre l'occupation des postes internes, l'occupation des postes au sein de l'appareil étatique, l'exercice des fonctions syndicales et les mandats locaux constituent les principales modalités de promotion politique au sein du PASOK.

[398] SARTORI G., *Partis et systèmes de partis*, *op. cit.*, p. 161.
[399] KAROULAS G., « L'évolution du profil démographique », *op. cit.*, p. 18–19. Il est à noter que l'élaboration des données dans ce cas provient des rapports parlementaires où le passage par des organes partisans ou syndicaux est souvent occulté. Par conséquent, nous soutenons que ces pourcentages, quoique proches de la réalité, devraient être revus à la hausse.

Ces modalités de promotion permettent d'identifier des carrières plus ou moins « partisanes », « étatiques », « syndicales » ou « locales » en fonction du type des postes occupés qui se trouvent au cœur des logiques de promotion et de conversion vers le champ politique. Basés sur cette catégorisation en idéaux-types en matière de carrière, nous dressons les trajectoires des dirigeants socialistes au Pirée afin de mieux saisir les logiques qui permettent la circulation entre postes politiques et non politiques. Sans avoir l'intention de muscler cette distinction en termes de types de carrières, nous soutenons que le point intéressant dans le cas du PASOK est précisément la possibilité de passer d'un poste à l'autre ou d'un champ à l'autre, grâce à l'identification partisane qui permet la reconversion.

Le cas de Nikitas nous permet d'appréhender dans quelle mesure le passage par les organes du parti peut marquer les étapes de la carrière politique. Une carrière bâtie sur la multiplication des postes de responsabilité au sein de la hiérarchie partisane permet alors l'entrée dans l'arène électorale. Comme on le voit à la lecture de son parcours, les postes occupés dans le mécanisme partisan occupent une partie importante de la trajectoire de ce socialiste.

Encadré 2 : Curriculum Vitae de Nikitas K.

Nikitas K., employé dans une agence des douanes au Pirée puis, employé bancaire, adhère au PASOK en 1976 et il est parmi les membres fondateurs du comité local du PASOK dans le quatrième arrondissement du Pirée. À partir de 1981, il fait partie du comité de la jeunesse au sein du Bureau exécutif du PASOK et il obtient le poste du vice secrétaire de l'organisation des Jeunesses du PASOK entre 1984 et 1989. Pendant la période 1991 -1993 Nikitas K. devient Responsable de la Presse au sein de l'OTOE et il est élu au sein du Comité de la Jeunesse de la GSEE. En 1986 il est élu au poste de conseiller municipal du Pirée sous la candidature officielle du parti. Il collabore aussi en tant que journaliste au sein du journal officiel du PASOK, Exormisi. Parallèlement, il est désigné au poste de conseiller au service de Presse et Communication de l'institut des Collectivités Territoriales de KEDKE, en même temps qu'il intervient en tant que collaborateur dans le ministère de la Jeunesse et de la Culture. Il est ensuite désigné responsable de la Presse et de la Communication dans les ministères du Développement et de l'Environnement et Travaux Publics. Pendant la période 1996 - 2001 il est porte-parole du PASOK. En 1996 il est élu au sein du Comité Central du parti et en 2004 et 2008 il est élu au sein du Conseil National du parti.

On retrouve ici les traits d'une carrière s'appuyant sur l'accumulation des ressources à travers l'occupation de postes au sein des différents organes du parti. Les sections du parti constituent le lieu où Nikitas acquiert les premières expériences et en même temps il parvient à obtenir une visibilité plus large dans la mesure où son activité concernant les problèmes de la ville le met en connexion avec les différentes institutions locales. Ce multipositionnement lui permet de décrocher une investiture pour entrer dans l'arène locale et obtenir un poste et d'intégrer les instances centrales du parti. Comme il le souligne lui-même,

Nikitas K. : Donc moi j'ai adhéré au parti un peu avant les élections de 1977, à une époque où le PASOK avait triplé ses pourcentages de, disons, de 1974, j'étais à la fois à la préfecture et dans les organisations de la jeunesse […] c'est-à-dire que je travaillais aussi ici localement dans les Jeunesses du parti […] et ensuite je suis monté en grade dans les centres, dans le comité des Jeunesses, en fait mon ascension est issue de mon action locale pour ainsi dire.
Enquêteur: Vous en êtes arrivé là par quel processus?
Nikitas K. : Bon, sans vouloir idéaliser les choses, au fil du temps on a perdu une certaine authenticité et disons la capacité d'une évaluation autant que possible la meilleure qui soit. À cette époque-là, celui qui travaillait, c'est-à-dire, se donnait à fond, avait des opinions, se battait etc. sûr qu'il s'en sortait... Donc oui, tout d'abord il y a eu des propositions et ensuite des élections internes, un parcours, une évolution, disons, logique.

Les logiques d'avancement dans des postes au sein de la hiérarchie partisane valorisent et mettent donc en avant la position du candidat dans les rapports de force interne ; une logique similaire se retrouve dans le cas de la sélection de Nikitas dans la liste municipale soutenue par le PASOK. Encore une fois, comme il le note, l'engagement actif dans l'appareil partisan et l'accumulation d'un certain capital politique se trouvent au cœur de son choix pour un poste électif à la suite d'une décision partisane selon laquelle les cadres de la jeunesse du parti intègrent les listes dans les élections municipales :

Enquêteur : Et en ce qui concerne l'investiture avec laquelle vous vous êtes présenté pour la première fois au conseil municipal, comment cela s'est passé?
Nikitas K. : Oui, j'étais ici de toute façon et j'étais alors secrétaire-adjoint aux Jeunesses du PASOK et il y a eu une décision de la direction des Jeunesses de présenter, c'était en 86, de présenter des candidats

dans les cinq ou six grandes municipalités et moi je me suis présenté au Pirée et chacun des responsables des Jeunesses s'est présenté comme candidat dans sa région.

Parallèlement, en tant que syndicaliste, il se positionne dans le champ syndical, ce qui lui ouvre la possibilité, en combinaison avec son métier et son capital culturel plus large, d'occuper des postes de porte-parole ou de conseiller au sein de différents ministères. S'engager alors dans le champ syndical signifie en même temps renforcer ses ressources au sein du parti, de sorte que son passage par le poste de porte-parole syndical le positionne favorablement dans la compétition pour des postes au sein de la direction partisane et gouvernementale. De cette manière, à travers l'occupation de ces différents postes, et en contribuant en même temps au journal officiel du PASOK, il s'assure un rapprochement avec les élites partisanes. Cet accroissement du capital politique personnel aboutit à sa désignation au poste du porte-parole du PASOK et à son élection conjointe au sein du Comité Central. Dans ce cadre, la formation d'une base électorale interne au niveau local renforce sa position au sein des postes de responsabilité partisane. Sa candidature à la députation en 2009 signale ainsi l'aboutissement ou la consécration d'une longue trajectoire au sein des différents postes partisans, passant à la fois par le local, le syndicalisme et les postes proches du pouvoir gouvernemental.

La centralité du parti dans les processus de carrière politique ne se résume pas au passage par des organes partisans *stricto sensu*. Pour mieux comprendre le rôle du PASOK dans les modalités des carrières, nous pourrions examiner l'ensemble du tissu concernant l'occupation des postes de responsabilité qui sont attribués en fonction de l'identité partisane et qui sont plus ou moins directement assujettis aux logiques partisanes. L'engagement dans les organisations syndicales affiliées au PASOK constitue l'exemple par excellence de ce processus, comme nous l'avons déjà noté à partir du cas de Nikitas. Dans la mesure où ces organisations maintiennent des liens directs avec les organes du parti, nous trouvons légitime d'élargir les frontières de ce que l'on entend par affiliation partisane. En effet, dans le groupe parlementaire de 2009, le passage par des fonctions syndicales représente 45,2 % des élus. Le pourcentage important des élus socialistes issus des institutions syndicales affiliées, montre en quoi l'implantation sociale du parti permet la conversion des ressources qui ont pour point de référence l'identité partisane, ou en quoi l'identité partisane se trouve au cœur des processus de conversion de ressources et

d'occupation de mandats et de responsabilités pesant sur les modalités de sélection et in fine, de promotion politique. Nous avons déjà observé comment le passage par des filières syndicales permet l'accumulation de ressources et leur conversion dans l'arène intrapartisane puis interpartisane. En examinant le cas du député Anastassis, nous cherchons à voir de quelle manière le passage par des organisations syndicales est inextricablement lié aux modalités de carrière au sein du PASOK.

Encadré 3 : Curriculum Vitae d'Anastassis M.

Anastassis M., médecin, adhère au PASOK en 1974. En 1976 il est élu secrétaire du PASP (organisation étudiante affiliée au PASOK), à la faculté de Médecine d'Athènes et il fait partie jusqu'en 1979 du Conseil d'Administration de l'Association des étudiants de Médecine. Il est aussi membre de la cellule des Scientifiques et Artistes du PASOK. Il est élu au Conseil Disciplinaire de la Chambre des Médecins du Pirée. Depuis 1983 il est membre, puis secrétaire du comité départemental du PASOK au Pirée B'. Parallèlement, en 1987 il se trouve à la présidence de Club Sportif de Nikea, ainsi que vice-président du club sportif Aris, tous deux basés dans sa ville de naissance. Depuis 2000, il est élu député du PASOK, poste qu'il conserve en 2004, 2007 et 2009. Dans le cadre de ses mandats parlementaires, il participe aux différents comités thématiques parlementaires dont l'objectif est l'élaboration de l'action législative.

Anastassis M., de fait, adhère au PASOK en 1974 mais il est aussi intégré au parti à travers ses organes syndicaux dans l'université. La politisation à l'université est un phénomène classique dans le cas du personnel politique de la Troisième République, renforcé au lendemain de la révolte de l'École Polytechnique[400]. Est caractéristique, sur ce point, le passage suivant au cours duquel il nous explique, à travers une anecdote, en quoi la lutte antidictatoriale et surtout la

[400] La révolte de l'École Polytechnique en novembre 1973 constitue l'acte de résistance le plus massif et important contre le régime des colonels. Les évenements consistent en l'occupation du bâtiment de l'Ecole Polytechnique et de la faculté de Droit par des étudiants et puis par des groupes d'ouvriers. Une contestation étudiante prend alors un caractère de résistance plus globale contre la dictature. L'occupation conduit, après trois jours d'affrontements avec les forces d'ordre à l'intervention et représsion militaire. Les événements occupent ainsi une place centrale dans l'histoire contemporaine du pays. NIKOLINAKOS M., *Αντίσταση και Αντιπολίτευση 1967-1974 [Résistance et Opposition 1967-1974]*, Athènes, Olkos, 1975, p. 319–336. Investie par toutes les forces politiques de la Troisième République, notamment celles de gauche, et institutionnalisée à travers des commémorations officielles, elle acquiert un statut de « mythe fondateur » au coeur de la Troisième République. MANTOGLOU A., « Οι κοινωνικές αναπαραστάσεις της εξέγερσης του Πολυτεχνείου [Les représentations sociales de la révolte de l'Ecole Polytechnique] », *Psychology*, 1997, vol. 4, n° 1, p. 13–31 ; LAMPRINOU K., « Η "γενιά του Πολυτεχνείου" στο καλειδοσκόπιο της Μεταπολίτευσης [La "génération de l'École Polytechnique" au caléidoscope de la Metapolitefsi] », *M. AVGERIDIS, E. GAZI et K. KORNETIS (dir.), Metapolitefsi. La Grèce au bord de deux siècles*, Athènes, Themelio, 2015, p. 151–168.

participation aux événements de 1973 constituent une ressource fortement valorisée pour l'entrée en politique pendant les années de la Troisième République[401].

Anastassis M.: […] Je suis entré au PASOK comme étudiant, plus précisément dans L'Organisation des étudiants en médecine. Là je me suis occupé du mouvement syndical qui était très puissant. D'ailleurs, en 75 et 76, malgré mon très jeune âge, j'ai été élu aussi à l'Organisation de l'Ecole de Médecine d'Athènes. Là d'ailleurs, je me sentais complexé parce que les autres faisaient des blagues et additionnaient- enfin je me sentais complexé entre guillemets- ils additionnaient le nombre d'années qu'ils avaient été condamnés en prison pendant la dictature, les autres, les collègues assis à la même table que moi et moi j'éprouvais un sentiment, disons, de vénération […] Je te dis, ils blaguaient, ils additionnaient et ils arrivaient à plus de 100, 150 ans de condamnation.

Dans le cadre de la faculté de Médecine, il obtient des postes de responsabilité, ce qui lui permet ainsi d'avancer dans les différents échelons du syndicalisme étudiant en intégrant les organes nationaux, à savoir, d'abord le Conseil d'administration du département de Médecine ainsi que la Confédération Générale et ses Congrès sous la bannière de l'organisation de la jeunesse du PASOK. Le passage par des filières syndicales lui permet ainsi de s'intégrer au sein des organes sectoriels du parti et plus précisément, en tant que médecin, d'adhérer à la section du parti consacrée aux syndicalistes du domaine scientifique et artistique, organe qui vise à rassembler et à coordonner les activités de ses membres socialistes. De cette façon, sa trajectoire se poursuit par son entrée à la Chambre des Médecins, organe de représentation de la profession, et plus particulièrement à la Chambre du Pirée, à propos de laquelle il indique : *« en 83, 84 je me consacrais aussi au syndicalisme au niveau des médecins (…) avec une position plus importante si tu veux que j'ai prise alors, position entre guillemets, en tant que membre du Conseil de discipline de l'association des médecins du Pirée. Et je le dis ainsi avec orgueil parce qu'il était rare qu'on place des jeunes au Conseil de discipline. Au Conseil de discipline habituellement entrent les anciens, les sages. […] Et en suite, ici, je me suis occupé de la section locale et de la section régionale ».*

Cette démarche présente un intérêt particulier dans la mesure où l'implication dans la représentation de la profession nourrit non seulement l'engagement partisan mais lui procure aussi un ancrage local fort. En jouant ainsi sur les différentes échelles, il parvient, comme il nous

[401] Voir aussi sur ce sujet : SOMMIER I., « La Résistance comme référence légitimatrice de la violence. Le cas de l'extrême-gauche italienne, 1969-1974 », *Politix*, 1992, vol. 5, n° 17, p. 86–103 ; DOGAN M., « Les professions propices », *op. cit.*, p. 188–192.

le dit lui-même, à occuper un poste prestigieux dans la Chambre, à savoir celui de membre du conseil disciplinaire. Cet investissement se traduit ainsi au moment où il intègre en 1983 le parti au niveau local. En effet, en jouant sur les ressources accumulées dans les postes antérieurs et aussi sur le registre local, il réussit à occuper des postes de responsabilité au sein de la section régionale. Le registre local est nourri à la fois par son positionnement dans des associations locales et par sa désignation dans des postes étatiques. De cette manière, il se présente depuis 1990 comme candidat interne. Cependant, comme il le dit lui-même, l'accès lui est refusé à ce moment-là, phénomène qu'il explique par des questions de rapports de force entre les députés déjà établis au PASOK. En cela, nous pouvons dire que l'ancienneté dans les postes électifs semble jouer dans la sélection des candidats, dans une conjoncture où on trouve déjà des députés qui comptent une décennie ou même plus d'ancienneté dans les postes de députés.

Anastassis M. : En 1989 où eurent lieu trois consultations électorales, on a demandé l'avis des sections locales et le premier dans l'ordre de priorité disons, c'était moi. Mais ils ne m'ont jamais investi. Et ils ne m'ont pas investi parce que ma candidature desservait l'élection de ceux qui étaient déjà en place, c'est pourquoi ils m'ont refusé. Et ils m'ont donc refusé pour les trois élections successives. Et d'un côté, ils ont bien fait de me refuser parce que je me suis consacré à mon travail et pendant, que sais-je, sept huit ans j'ai pu avoir une certaine aisance financière.

L'exemple d'Anastassis montre à quel point le passage par des organisations syndicales ne peut pas être analysé séparément de l'engagement au sein du parti dans la mesure où la carrière est bâtie à travers des organisations qui sont spécifiquement liées au parti, de sorte que l'engagement au sein de la Chambre des Médecins ne peut pas être conçu séparément de l'empreinte partisane. Il s'agit ainsi d'un capital politique qui se construit parallèlement, à l'opposé de ce que l'on observe dans le modèle de notabilisation selon lequel, un membre d'une profession libérale acquiert un capital social personnel, puis cherche à convertir ce capital déjà construit afin d'entrer dans le champ politique. En ce qui concerne Anastassis M., le renforcement de sa position au sein du groupe professionnel et son capital politique se trouvent alors mutuellement renforcés étant donné son multipositionnement mais aussi du fait que c'est la concurrence politique qui détermine les postes et l'influence au sien des différents espaces. Il est évident que la direction de la Chambre des médecins dispose d'une autonomie face aux partis

politiques. Cependant, la concurrence pour les postes d'influence en son sein est directement liée à des considérations partisanes.

Un phénomène similaire existe concernant les socialistes qui ont déjà occupé des postes politiques dans les collectivités territoriales. Leur pourcentage en 2009 représente 54,4 % des effectifs totaux, ce qui est lié à la présence durable des socialistes qui ont d'abord décroché une candidature pour le pouvoir local afin d'investir ensuite l'arène nationale. Étant donné que les candidats au niveau local passent aussi par le tri du parti, l'addition de cette propriété aux caractéristiques des députés socialistes nous paraît légitime, dans la mesure où elle illustre aussi le rôle du parti dans la carrière politique, rôle conçu non de manière unidimensionnelle mais dans ses aspects divers qui font finalement l'assise sociale et politique du PASOK. Cette série d'indicateurs souligne à quel point les carrières politiques au PASOK sont structurées par le parti.

L'importance du passage par des postes dans le syndicalisme ou dans les collectivités territoriales assujettis aux critères du parti est déjà attestée par les études menées sur ce sujet. Selon G. Karoulas, le passage par le syndicalisme concerne durablement un pourcentage d'environ 10 % des députés socialistes et il est conçu comme une source importante dans les processus de carrière[402]. De même pour l'expérience dans les collectivités territoriales, qui représente en termes quantitatifs la seconde source de promotion du personnel politique, en atteignant pendant les années 1989-2009 un pourcentage d'environ 20 %[403]. Ce constat coïncide avec les études par législature menées par M. Drettakis qui, traitant ensemble l'occupation des postes syndicaux et les postes d'élus municipaux ou périphériques, trouve que dans le groupe parlementaire socialiste, ces propriétés représentent autour de 40 % des effectifs tout au long de la décennie 2000, ce qui constitue une augmentation nette par rapport aux années 1990 où les élus ayant une trajectoire préalable dans le syndicalisme ou les collectivités territoriales représentaient déjà des pourcentages entre 17 % en 1993 et 25 % en 1996[404].

C'est dans ce cadre que nous concevons la centralité du parti dans les processus de promotion politique, en examinant les différentes facettes du parti et les différents ressorts de l'affiliation partisane afin d'entrer et de se maintenir au politique. Dans des temporalités

[402] KAROULAS G., « L'évolution du profil démographique », *op. cit.*, p. 20.
[403] *Ibid.*, p. 18–20.
[404] DRETTAKIS M., *Élections parlementaires 1996 et 2000*, *op. cit.*, p. 123 ; DRETTAKIS M., *Βουλευτικές εκλογές 2007 [Élections parlementaires 2007]*, *op. cit.*, p. 50.

différentes ou avec une importance différente de tel ou de tel facteur dans leur carrière (organes partisans, syndicalisme, etc.), les élus socialistes partagent une carrière ascendante dont le point de référence reste le parti dans les différents processus de conversion. Le passage par une filière n'exclut pas alors le passage par une autre filière, au contraire, le multipositionnement dans l'espace et dans les différentes arènes de compétition semble renforcer le capital politique propre.

Encadré 4 : Curriculum Vitae de Thomas N.

Thomas N., avocat, est membre du PASOK depuis 1974, membre du comité départemental au Pirée B' depuis 1978 et secrétaire du comité depuis 1982. La même année il est candidat maire dans sa ville de naissance au Pirée B' et élu au conseil municipal. En 1984 - 1985 il est désigné comme président de l'Hôpital Général Public de la même ville, alors qu'en 1985 il est nommé au poste de préfet dans le Péloponnèse et vice-secrétaire général de la région jusqu'en 1989. En 1989 il est élu au poste de député au Pirée B', poste auquel il est réélu jusqu'en 2009. Pendant cette période il est désigné au poste de vice-ministre des affaires Étrangères entre 1994-1996 et 2000-2001. Depuis 1990 il est membre élu au sein du Comité Central du parti, poste qu'il conserve lors des Congrès suivants en 1994, 1996 et 2001. Lors de législature 2009 - 2012 Thomas N. est désigné au poste de vice-président du Parlement.

Le cas de Thomas N., avocat, député entre 1989 et 2009, nous permet de voir un processus d'accumulation des ressources sous la tutelle partisane. Pour lui, l'accumulation passe à travers l'occupation de postes de responsabilité et de postes électifs. Par conséquent, la circulation entre postes de la hiérarchie partisane, postes désignés dans l'appareil étatique et postes électifs, détermine les ressorts concrets qui permettent à Thomas la poursuite d'une carrière politique et la pérennisation de son poste de député.

Pour ce qui est de Thomas, nous observons déjà que la relation organique avec le parti passe par l'adhésion aux organes locaux du parti, adhésion qui date de la fondation du parti et qui est maintenue tout au long de sa carrière politique. L'occupation de postes de responsabilité au sein des sections du Pirée lui permet de décrocher une investiture pour le poste de député en 1981 - ce qui valide son positionnement d'influence dans la structure du parti - puis de se présenter et tant que candidat lors des élections municipales de 1982 où il est élu au conseil municipal. Nous constatons alors que Thomas, en multipliant les postes de responsabilité et les investitures, renforce sa position dans le parti, en même temps que le parti renforce sa position dans la concurrence politique, comme il l'évoque lui-même :

Thomas N. : En 82 je me suis présenté à la mairie […] ça s'était assez bien passé pour moi comme candidat député, j'avais donc une certaine visibilité et c'est pourquoi, j'avais eu six mille voix, je ne me présentais pas pour 200-300 voix […]. Nous avons subi une défaite dans ces circonstances puisque nous avions obtenu 56% aux élections législatives et que nous avons obtenu 26% aux municipales mais c'était la première fois que la PASOK mettait le pied dans toutes les municipalités et donc faisait son apparition,

de façon autonome, dans ce deuxième pilier de la démocratie, ne fut-ce que dans l'opposition. Soudain, partis de zéro, nous nous retrouvions, avec moi en tête, huit autres conseillers municipaux.

L'engagement dans les affaires internes du parti au plan local constitue un premier ressort permettant à Thomas d'obtenir une investiture afin de se présenter comme candidat du parti au niveau local. Malgré son échec aux élections municipales, Thomas dispose d'une visibilité et d'une reconnaissance dans le milieu local du parti, de sorte qu'en 1985 il est désigné comme président de l'Hôpital Général Public de la même ville. L'occupation de ce poste est le prolongement de la captation des ressources étatiques par le parti et de sa position d'influence dans les affaires de la section régionale du Pirée B'. Il s'agit d'un passage qui renforce encore sa visibilité et ses ressources symboliques et matérielles, de sorte qu'à la suite d'un passage au poste de préfet dans le Péloponnèse, il devient candidat du PASOK au Pirée B' en 1989, date à laquelle il obtient pour la première fois un siège parlementaire.

Thomas N. : Mais cette fois là, il semble que ma présence disons lors des précédents scrutins de 1981 et 1985 ait été appréciée par les gens, tu ne peux jamais savoir ce que pensent les gens n'oublions pas qu'en tant que secrétaire départemental, c'est moi disons qui tirais le chariot des élections. Ainsi, je m'étais présenté à la mairie, j'avais subi une défaite manifestement et c'est cela que les gens du PASOK appréciaient, les 25% que j'avais obtenu comme maire ce n'était pas peu pour te donner leur confiance ensuite comme député, n'est-ce pas? Et puis j'ai fait un carton en 1989, soudain je suis sorti en tête […]. Donc, ensuite, quand en 1989 je suis revenu devant les électeurs comme candidat député, tout cela n'était pas nouveau parce que j'avais déjà été candidat en 1981 et de nouveau en 1985 sur une liste […]et donc cette répétition avait construit si solidement les fondements de mon éligibilité, de la mienne et de ceux furent élus alors, de la mienne surtout, que je suis arrivé les trois fois en tête [entre juin 1989 et avril 1990].

Nous constatons alors que l'occupation d'un poste de député se manifeste comme le résultat d'une accumulation et d'une conversion des ressources issues des différents postes auxquels il est désigné ou élu auparavant. Sa présence ininterrompue au Parlement renforce sa position au sein du groupe parlementaire et au sein du parti plus largement. Depuis 1990 il est membre élu au sein du Comité Central du parti, poste qu'il maintient lors des Congrès suivants en 1994, 1996 et 2001. Parallèlement, son poids spécifique au sein du parti est attesté aussi par sa

désignation au poste de vice-ministre des affaires Étrangères à deux reprises, la première entre 1994-1996 puis lors des années 2000-2001.

Or, plus largement, la reconversion et l'accumulation des ressources que nous examinons à travers les différents exemples, même si elle reste personnelle, est effectuée dans un cadre collectif, celui du parti, ce qui nous permet de dépasser la dichotomie entre carrières notabiliaires et partisanes. D'ailleurs, c'est le parti qui pose le cadre de l'accumulation politique, dans la mesure où la désignation aux différents postes de responsabilité obéit toujours à des logiques d'attribution proprement partisanes. En outre, la structuration partisane de la compétition dans toutes les arènes pérennise encore plus le rôle des partis politiques dans le façonnement des carrières politiques[405].

Si la carrière passe par le parti au PASOK, le partage de ce trait caractéristique par les autres partis politiques se relève comme une donnée importante puisqu'il nous donne une idée de la structuration du champ politique et de la production des élites politiques. En effet, plus de la moitié des élus trouve en Grèce la source principale de leur promotion dans les organes partisans, phénomène qui reste partagé par l'ensemble des partis importants de la Troisième République[406]. De plus, le passage par les collectivités territoriales demeure une constante dans l'ensemble des partis, tandis que le passage par le syndicalisme s'avère une variable assez importante dans les partis comme SYRIZA ou le KKE[407]. Les données sur l'ensemble des partis renforcent l'idée que « les trajectoires entre le parti, les collectivités territoriales et le syndicalisme montrent les différents aspects de l'accumulation de capital politique et illustrent les dynamiques de carrière politique », constat partagé par les données de l'étude récente du Centre National de Recherches Sociales[408]. De cette façon, les carrières qui mêlent les différentes dimensions du parti dans le processus de promotion constituent la règle, ce qui atteste non seulement la centralité du PASOK dans les carrières mais aussi la capacité du PASOK à produire et à reproduire des élites politiques au fil du temps, grâce à sa position hégémonique au sein du système politique.

Nous nous trouvons face à un champ dont l'entrée est conditionnée par l'acquisition de l'identité partisane qui au fil des années est largement monopolisée par les différents partis établis. Le contrôle exercé au niveau des différents partis entraîne selon nous des effets sur

[405] Voir sur cette question BIRNBAUM P. (dir.), *Les Elites socialistes au pouvoir*, *op. cit.* ; GARRAUD P., « La sélection du personnel politique local », *Revue française de science politique*, 1988, vol. 38, n° 3, p. 413–415.
[406] KOUDOURI F., « Dimensions du capital social et politique », *op. cit.*, p. 71.
[407] KAROULAS G., « L'évolution du profil démographique », *op. cit.*, p. 18.
[408] KOUDOURI F., « Dimensions du capital social et politique », *op. cit.*, p. 52.

l'ensemble de la compétition, de sorte que le système prend les caractéristiques d'un champ où les organisations partisanes exercent un contrôle durable sur les modalités d'accès. Par conséquent, non seulement des candidatures indépendantes ne sont pas envisageables mais la stabilisation de la compétition bipartite fait barrage aux initiatives de partis en dehors du bipartisme établi. De cette façon, la mécanique bipartite pousse encore plus loin la probabilité d'occuper un poste électif en fonction du passage par des postes internes au sein des partis principaux.

Dans ce contexte marqué par la prédominance du PASOK et plus largement du label parti dans la trajectoire politique, nous sommes conduits à examiner dans quelle mesure les bouleversements survenus dans le groupe socialiste du PASOK – et de la ND —sont accompagnés par des initiatives de survie politique en dehors du cadre du parti. Nous cherchons ainsi à nous demander dans quelle mesure les initiatives pour reconduire une carrière politique en dehors du PASOK marquent en même temps l'apparition de nouvelles modalités de survie en politique.

(2) Vers une ouverture des carrières ?

La défection au sein des deux partis du bipartisme est accompagnée d'abord d'une certaine circulation des députés indépendants entre les partis présentés au Parlement. Néanmoins, la défection dans la période examinée est aussi suivie de la création, de la part des députés dissidents tant du PASOK que de la ND, de formations politiques qui cherchent à entrer dans le champ politique. En effet, nous observons une certaine fluctuation en ce qui concerne l'offre politique, ce qui nous incite à nous demander en quoi ces mutations définissent en même temps des opportunités pour l'apparition de nouvelles modalités d'investissement du champ politique.

Les partis Accord Social et ANEL, créés précisément suite à la défection respectivement des élus du PASOK et de la ND, marquent cette initiative, de la part des députés dissidents, de rester en politique en dehors des cadres des partis matrices. Ces nouveaux partis peuvent être conçus comme des scissions partisanes et ils attirent dans un premier temps des députés en rupture avec le PASOK et la ND. Néanmoins, ces entreprises politiques disposent de caractéristiques différentes par rapport aux partis traditionnels. En effet, à l'image des partis de cadres, les nouveaux partis se composent d'abord comme un agrégat de parlementaires et ils

cherchent par la suite à former une structure organisationnelle par le biais de procédures d'institutionnalisation comme la tenue de Congrès. Ils sont ainsi créés au sein du Parlement et puisent l'essentiel de leurs ressources dans l'exercice des mandats parlementaires. Étant composés par d'anciens cadres partisans ayant exercé le plus souvent des fonctions gouvernementales, c'est le capital politique personnel de ses membres qui est mis en avant dans les stratégies de survie politique. En d'autres termes, il s'agit d'organisations largement personnalisées, structurées autour de leurs candidats, disposant d'une structure organisationnelle très faible et orientées principalement vers le travail parlementaire. Ces caractéristiques permettent-elles d'envisager une mutation plus large quant aux modalités de reproduction des élites politiques ? On peut ainsi s'interroger sur les modalités d'entrée qui potentiellement peuvent être en rupture avec les processus de promotion classiques, basés sur l'accumulation de ressources à travers l'occupation de postes dans le périmètre du parti.

Sur ce point, il faut faire deux remarques. D'abord, la formation des partis issus des scissions du bipartisme n'est pas une situation inédite. Nous observons la répétition d'un modèle déjà apparu dans l'histoire politique de la Grèce, à savoir les scissions partisanes du PASOK ou de la ND, donnant naissance à des entreprises politiques personnelles, centrées principalement sur les élections. Mais même si ce phénomène reste marginal tout au long de la Troisième République, il possède dans cette conjoncture une dimension massive et il se généralise pendant la législature suivante. La composition de ces nouveaux partis reste largement marquée par les anciens députés du PASOK et de la ND, de sorte que, dans un premier temps, nous observons surtout des phénomènes de circulation des députés entre les étiquettes et non pas vraiment une ouverture au niveau des canaux de promotion politique. Il s'agit prioritairement du même personnel politique qui circule et qui est recyclé d'une certaine manière entre les différents partis politiques, établis ou nouvellement formés. De plus, malgré leur caractère particulier, lié à leur formation, les organisations nouvelles restent des partis politiques, de sorte que le recul du PASOK et le bouleversement de la configuration donnée ne sont pas accompagnés par l'investissement ou plutôt l'entrée de différents types d'acteurs dans le champ politique. En cela, nous observons une fluidité des étiquettes mais une persistance du label parti politique dans les modalités de carrière politique.

Cependant, la formation parallèle des nouveaux partis laisse percevoir une dynamique émergée au moment de l'effondrement, dynamique qui se manifeste par la multitude des

scissions survenues dans cette période courte et par le nombre élevé de passages d'un parti politique à un autre. Ces phénomènes manifestent une fluctuation accrue entre les organisations politiques et les élus en quête d'organisation politique. Dans ce cadre, sont envisagées des carrières suivant un modèle de reconversion des capitaux accumulés en dehors du champ politique. La création de ces scissions produit une dynamique permettant l'investissement du champ politique par des agents extérieurs, profitant de la désagrégation du PASOK et des fuites au niveau de la ND, et c'est en cela que la conjoncture de l'effondrement du bipartisme crée une opportunité pour l'entrée de nouveaux acteurs et par là même, pour la formation de trajectoires politiques atypiques. Elle rend, en d'autres termes, possible et légitime de s'introduire en politique par des canaux qui dépassent le cadre posé par les partis établis, situation qui contribue au caractère plus ou moins fluide de la configuration qui émerge au lendemain de l'effondrement du PASOK et du bipartisme.

Il s'agit d'une tendance, à savoir survivre en dehors des partis classiques, qui est rendue possible et qui semble connaître une certaine propagation dans un contexte de désagrégation du parti socialiste et de fluctuation des normes et des ressources légitimes. Sur ce point, il faut souligner encore une fois la crise structurelle et multidimensionnelle du PASOK. Comme nous l'avons déjà évoqué dans la première partie, l'effondrement du PASOK marque aussi un bouleversement dans l'espace de la gauche et du centre-gauche. À ce sujet, il faut avoir en tête que l'effondrement du PASOK n'est pas instantané mais, qu'au-delà du choc électoral et de ses conditions, le parti continue à se trouver en crise. Cette configuration se répète aussi au-delà du cadre strict de 2010-2012. Le parti reste en crise d'identité et en crise organisationnelle, aggravée par les résultats du scrutin national. Les tendances centrifuges sont toujours présentes, ce qui à notre avis exprime une perte de l'orientation stratégique du parti. Cela entraîne des bouleversements dans l'ensemble de l'espace politique qui se désigne comme centre-gauche en favorisant la multiplication des initiatives afin de remplir l'espace occupé traditionnellement par le PASOK dans la concurrence politique, de sorte que ces phénomènes contribuent à la fluidité des modes d'investissement en politique et de conduite des carrières politiques.

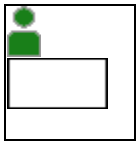
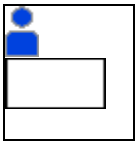
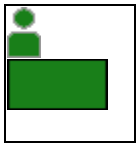
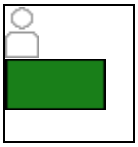
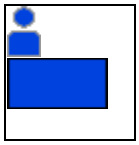
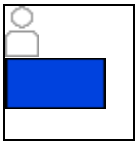
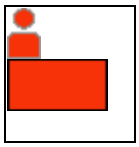
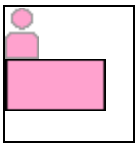
Cette ambiguïté entre persistance des modes de carrière et fluidité de l'offre partisane, qui donne potentiellement naissance à des carrières atypiques, marque toute la période qui suit l'effondrement électoral du PASOK et elle constitue un des traits caractéristiques de cette période comme on l'examine dans la partie suivante. Or le temps court ne nous permet pas de

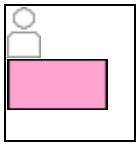
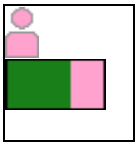
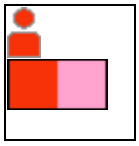
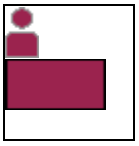
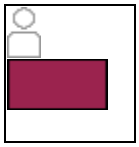
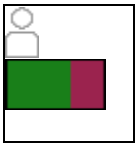
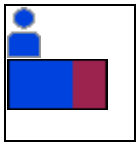
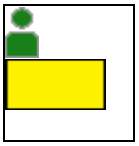
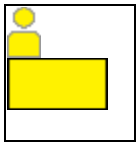
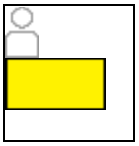
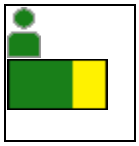
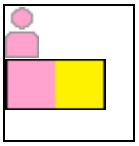
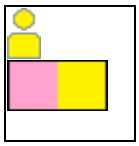
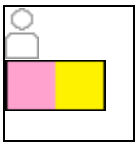
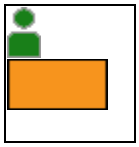
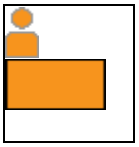
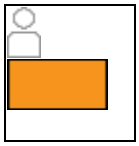
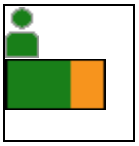
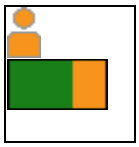
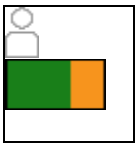
porter un jugement définitif dans la mesure où ces initiatives se trouvent au cœur de la législature suivante. Malgré la réussite électorale partielle de ces nouveaux partis nous faisons face à de nouvelles manières d'entrer en politique fondées sur l'opposition avec les partis classiques ; nous retrouvons ici une dynamique ambiguë qui se manifeste avec l'effondrement du PASOK et la remise en question des fondements du bipartisme traditionnel.

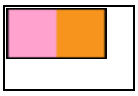
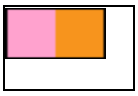
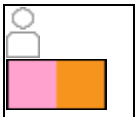
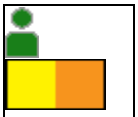
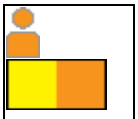
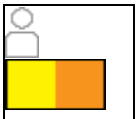
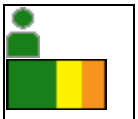
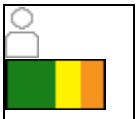
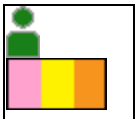
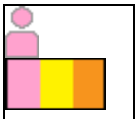
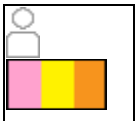
Section 2. Quelle autonomisation pour les maires ?

Lors des élections municipales de novembre 2010, apparaissent des candidatures qui dépassent le strict cadre partisan et les logiques de divisions politiques nationales. Pour ce qui est des élus socialistes au niveau municipal, nous observons l'apparition de tendances centrifuges lors des élections municipales de 2010. Lors de ce scrutin, le PASOK attribue des investitures officielles, fidèle à une pratique exercée tout au long de son histoire. Cependant, en examinant la labellisation officielle des candidats, nous constatons une multitude de variations possibles concernant le soutien partisan des candidats. Cette multitude de configurations possibles concernant l'affiliation partisane indique, pour ce qui est du PASOK, que l'investiture revêt plutôt d'un caractère formel que réellement substantiel.

Tableau 36 : Origine partisane (figure) et soutien partisan (rectangle) des candidats maires en 2010.

	PASOK / Pas de soutien		ND / Pas de soutien
	PASOK / PASOK		Indépendant / PASOK
	ND / ND		Indépendant / ND
	KKE / KKE		SYRIZA / SYRIZA

	Indépendant / SYRIZA		SYRIZA / PASOK, SYRIZA
	KKE / KKE, SYRIZA		LAOS / LAOS
	Indépendant / LAOS		Indépendant / PASOK, LAOS
	ND / ND, LAOS		PASOK / Écologistes
	Écologistes / Écologistes		Indépendant / Écologistes
	PASOK / PASOK, Écologistes		SYRIZA / SYRIZA, Écologistes
	Écologistes / SYRIZA, Écologistes		Indépendant /SYRIZA, Écologistes
	PASOK / DIMAR		DIMAR / DIMAR
	Indépendant / DIMAR		PASOK / PASOK, DIMAR
	DIMAR / PASOK, DIMAR		Indépendant / PASOK, DIMAR
	ND / SYRIZA, DIMAR		SYRIZA / SYRIZA, DIMAR

			
	Indépendant / SYRIZA, DIMAR		PASOK / Écologistes, DIMAR
	DIMAR / Écologistes, DIMAR		Indépendant / Écologistes, DIMAR
	PASOK / PASOK, Écologistes, DIMAR		Indépendant / PASOK, Écologistes, DIMAR
	PASOK / SYRIZA, Écologistes, DIMAR		SYRIZA / SYRIZA, Écologistes, DIMAR
	Indépendant / SYRIZA, Écologistes, DIMAR		

Sources : *Ministère de l'intérieur*, notre traduction.

La variété des jeux avec l'étiquette partisane ne montre pas la constitution de coalitions officielles entre les partis. Elle indique en revanche des usages divers de l'investiture dont le contenu concret reste à déchiffrer. De cette façon, si le tableau ci-dessus ne nous renseigne pas sur les appuis partisans aux candidatures municipaux, il indique néanmoins une propriété plus large concernant la concurrence politique : malgré la pratique des investitures, l'offre politique au niveau local paraît morcelée, dispersée, dépassant les logiques de divisions politiques nationales. La dispersion de l'offre politique au niveau local signifie que les maires peuvent défier le parti par leurs stratégies de reproduction politique. Pour ce qui est du PASOK, cela confirme l'image d'une autonomie des candidats au niveau municipal par rapport au parti.

Pour le dire autrement, lors des élections de 2010, l'empreinte des partis politiques sur les listes municipales apparaît affaiblie ou de toute façon elle est loin d'être évidente ou univoque : au contraire, elle constitue un objet de négociations sujettes à des considérations et des rapports de force tant locaux que nationaux. En ce qui concerne les modalités d'entrer et de faire carrière

en politique au niveau municipal, nous constatons que même si le registre partisan reste nécessaire afin d'accéder à la concurrence, des stratégies de carrière plus personnelles sont de plus en plus envisageables. Cela tient à deux facteurs, le premier se réfère aux conditions internes qui pèsent sur le métier d'élu local : nous assistons progressivement à l'accumulation à titre personnel de ressources qui permettent aux élus locaux, notamment aux maires, de prendre leurs distances d'avec les bureaucraties partisanes. Des phénomènes comme le contrôle des ressources et la distribution d'allocations qui passent par les mairies, la création d'un mécanisme autour du maire qui sert à la fois de dispositif exécutif mais aussi de mécanisme de mobilisation, ainsi que le basculement de la compétition vers des questions de plus en plus locales et la dépolitisation relative des enjeux, dressent le portrait d'une arène dans laquelle la transposition simple des enjeux nationaux semble impossible et où la mise à distance du parti devient de plus en plus facile, surtout dans une période où le PASOK est dévalorisé. Le second facteur tient aux conditions qui structurent la concurrence au niveau local et qui sont marquées par un certain relâchement des logiques et des pratiques partisanes : même si les partis restent durablement présents dans la compétition politique locale, le personnel politique local tend à se distancier globalement par rapport aux enjeux et aux divisions traversant le champ politique national et mobilise de plus en plus des ressources spécifiquement locales et localisées.

C'est dans ce cadre de la multiplication des candidatures dissidentes et de l'augmentation des candidatures qui traversent les frontières partisanes que nous devons prendre en considération l'éventuelle autonomisation ou distanciation des maires socialistes par rapport au PASOK pendant leur mandat, situation manifestée sous des formes différentes que la labellisation officielle occulte. À partir des listes des candidats au Pirée et aux municipalités afférentes, nous pouvons analyser le contenu concret de l'investiture socialiste et examiner les tendances centrifuges observées au niveau local.

a) L'autonomie des maires par rapport au PASOK

Dans un premier temps, en observant la structuration de l'offre politique dans les municipalités du Pirée, nous constatons la présence de candidats non investis par des partis politiques et la présence conjointe de candidats qui se servent de l'appui des différents partis afin de soutenir leur candidature. De cette façon, les candidats qui dépassent le strict cadre partisan constituent une réalité appréhendée dans l'ensemble des municipalités observées. Comme nous pouvons le voir dans les tableaux issus du Ministère de l'Intérieur, apparaissent des candidatures défiant les divisions nationales et même, ces candidats dissidents ou plus ou moins autonomes par rapport aux partis politiques, remportent les élections, à l'exception de la municipalité du Pirée. Ici il faut noter que la ville du Pirée constitue une municipalité d'importance nationale pour tous les partis politiques, de sorte que chaque parti cherche à présenter un candidat sous sa bannière. C'est pourquoi, à la différence des municipalités voisines, les candidats maires en 2010 sont investis par un parti politique, reproduisant ainsi au niveau local les divisions du plan national.

(1) Le contenu improbable de l'investiture socialiste

L'affiliation partisane des candidats maires et leurs liens avec le PASOK permettent de comprendre le type de relations maintenues entre les candidats et le parti, ainsi que le contenu de l'investiture. Si, dans la plupart des cas où le PASOK investit officiellement un candidat, celui-ci est considéré comme un membre du PASOK, nous observons aussi des cas où le parti cherche à trouver et à attribuer des investitures à des personnes externes, dans la perspective de renforcer le score du parti à la fin du scrutin. Nous constatons alors que dans des cas comme celui-ci de Nikea-Rentis, le candidat qui remporte finalement les élections, même attribué au PASOK, n'appartient pas au parti, et que même, sa désignation révèle plutôt une dispersion des forces locales du parti. L'absence de liens effectifs entre le candidat et le PASOK est un phénomène illustré par le cas de Nikea. Pour ce qui est de cette municipalité issue de la fusion de deux villes voisines, le PASOK décide d'attribuer l'investiture au maire sortant de Rentis Petros L., choisissant ainsi de ne pas proposer de candidat propre mais de suivre plutôt les dynamiques locales en investissant un candidat issu du Synaspismos qui n'est pas soutenu par les instances

locales qui sont dominées par des cadres issus de l'aile gauche de SYRIZA. Comme il le souligne lui-même concernant les négociations et les enjeux aboutissant à son investiture :

Petros L. : Le PASOK avait un très grand problème pour savoir quoi faire, parce que […] certains étaient pour l'autre candidat, les autres au départ étaient loin parce que nous, à Rentis, lorque nous avions fait le référendum [sur la fusion des municipalités] nous les avions mis dehors comme représentants du gouvernement, donc nous nous trouvions de l'autre côté et nous avions coupé tout contact […] nos relations étaient très mauvaises parce qu'en réalité moi je les avais clairement engueulés et que les gens les avaient envoyé chier etc. On considérait qu'ils avaient trahi les gens de Rentis […] En outre, le PASOK était divisé en trois car certains voulaient l'ancienne investiture, c'était le chaos.

Dans ce contexte de dispersion des forces locales du PASOK, la sélection de Petros L. s'appuie sur sa place à la tête des sondages d'opinion lui donnant alors les probabilités les plus élevées d'accéder au poste de maire de la nouvelle municipalité élargie. Ainsi, le bien-fondé de l'investiture reste pour le moins discutable puisque, d'une part, le candidat investi ne détient aucun lien organique avec le PASOK et que, d'autre part, le parti au plan local ne suit pas la directive, de sorte que des membres des sections socialistes soutiennent ou même candidatent pour des listes concurrentes. Ainsi, le PASOK officiel soutient un candidat tandis que les socialistes de la ville adoptent des stratégies de soutien contradictoires, de sorte que le parti est absent en tant qu'acteur collectif.

L'investiture, dans un tel contexte, semble loin de signifier un soutien effectif de la part du PASOK. Dans ce cadre il est intéressant de voir comment Petros L. lui-même se positionne face à cette situation. Maire depuis 1994 à Rentis, il dispose déjà de réseaux locaux et de soutiens sur lesquels il base sa candidature. Comme il le souligne lui-même, l'attribution de l'investiture non seulement n'est pas accompagnée d'un soutien de la part du PASOK, mais de plus, cet événement agit de manière centrifuge au sein de la liste : des candidats conseillers retirent leur participation à une liste qui porterait, même de manière nominative, le sigle du PASOK :

Petros L. : Il est venu devant la presse et a dit "je soutiens Petros " Cela cependant signifiait que certains des nôtres, un précisément qui était du Synaspismos avait refusé l'investiture, disant "moi je ne peux pas être avec les gens du PASOK". Et soudain, ce fut la seule période, durant 15 jours, où j'ai perdu la

majorité aux sondages. J'ai senti que je perdais des gens parce que chacun commençait à s'interroger, et moi maintenant qu'est-ce que je veux? J'en ai vu trente-six chandelles. Ces 15 jours ont été les pires de la période préélectorale. Parce que pour moi tout était bouleversé et je ne savais que faire. Et surtout que clairement je ne pouvais pas dire "je ne veux pas du soutien" parce qu'ensuite j'entrais en guerre ouverte avec tous les gens du PASOK. C'est comme dire, c'est très embarrassant de dire à quelqu'un "je te soutiens, je ne réclame rien", ils ne me demandaient rien qui puisse me permettre de trouver un prétexte pour dire non. Que pouvais-je dire? Ne me soutenez pas? Je ne pouvais pas dire ça.

Cet événement reste illustratif des formes que prend la dévalorisation du PASOK depuis la fin de l'année 2010. Cela indique aussi en quoi la structuration de l'offre politique de la part des partis devient caduque : tant du côté des candidats que de celui du PASOK qui se montre incapable de tenir un rôle collectif dans les affaires locales, les germes de la déségrégation du parti sont déjà présents.

Les soutiens possibles qu'une candidature peut obtenir marquent largement le contenu de l'identification et de l'investiture. Ici pareillement, nous nous trouvons loin d'un cadre obéissant à la logique d'un seul parti, comme cela a pu être le cas dans le passé[409]. Au contraire, les candidats maires envisagent des coalitions avec différents acteurs locaux, traversant ainsi les frontières partisanes, et semblant valoriser davantage des schémas pluralistes. Pour ce qui est des socialistes, ce qui nous paraît important est le fait que les stratégies de coalitions et de soutiens se jouent principalement au niveau local sans l'intervention du PASOK, en fonction de la situation qui se dessine sur le terrain. Comme nous avons pu le voir dans l'exemple précédent, les différentes listes de candidats bénéficient de soutiens variables de la part des différents partis. Pour ce qui est du PASOK, la ville du Pirée reste la seule où il existe un certain consensus sur l'appui du candidat officiel. Cependant, même dans un tel cas d'investiture officielle, les rapports de force entre les socialistes au Pirée aboutissent souvent à des exclusions de membres des listes et à des soutiens à géométrie variable dans la liste socialiste de la part des différents acteurs socialistes. Nikitas K., député de la ville, suivant de près la mobilisation électorale dans le Pirée, affirme que les considérations intrapartisanes déterminent largement les appuis concrets du candidat maire socialiste dans le Pirée.

[409] Pour une analyse de la restructuration de l'espace politique locale voir GARRAUD P., « Les contraintes partisanes dans le métier d'élu local. Sur quelques interactions observées lors des élections municipales de 1989 », *op. cit.*

Nikitas K. : Tu vois, dans les grandes villes, il y avait une concertation, au sommet du parti, dans les sections aussi bien sûr. Notre candidat, cette occasion qui lui était donnée, il ne la faisait pas fonctionner de façon synthétique, unitaire. Je m'explique. Ceux qu'il avait eu comme conseillers municipaux, l'ancien maire du PASOK, il avait empêché leur investiture. Il lui était venu une espèce d'arrogance parce qu'alors il était très haut dans les sondages. La crise y jouait aussi un rôle ainsi que les dissensions internes […].

Enquêteur : Et en ce qui concerne l'établissement de la liste des candidats ?

Nikitas K. : Moi je m'en suis pas mêlé, j'évitais de m'occuper de ce genre de choses […] moi ce en quoi je pouvais intervenir c'était pour qu'il y ait une action unitaire et qu'il n'y ait pas d'exclusions et deuxièmement pour qu'on mette en place des objectifs qui pourraient séduire le citoyen […].

Pour ce qui est des autres municipalités, les soutiens de la part des socialistes sont dispersés selon les affinités entre les candidats et les différentes factions du parti au niveau local. Par conséquent, même dans des cas comme celui de Nikea-Rentis ou de Keratsini-Drapetsona, où le PASOK attribue officiellement des investitures, les responsables locaux du parti et les députés soutiennent souvent des listes de candidats opposantes. Dans le premier cas, les députés du parti oscillent entre les deux candidats en tête, de sorte que des personnes participant à la section régionale du PASOK se présentent comme candidats conseillers sur des listes opposées. Le même phénomène se reproduit aussi dans le cas de la municipalité de Korydallos. Dans cette circonscription, le candidat remportant les élections est un ancien dissident du PASOK lors des élections de 2006, ayant choisi de former sa propre liste sur la base de critères non partisans ; cela n'empêche pas nombre des membres de la section locale du PASOK d'intégrer cette liste. Cela nous démontre encore une fois que le soutien du PASOK varie selon la disposition des cadres locaux du parti, phénomène qui s'accompagne d'une fluidité plus large entre les candidats maires et les partis politiques au niveau local. Comme le souligne Théodore R., maire de Korydallos :

Théodore R. : […] nous, nous avons poursuivi dans la voie que nous avions prise en 2006. Nous avons sorti notre déclaration de foi, le cadre des principes de la liste et nous avons invité, en dehors du peuple, parce que notre position est très claire et je dis, moi, que la liste est progressiste. Nous avons invité tous les autres partis, s'ils étaient d'accord avec le cadre de nos principes à nous soutenir et nous ont soutenus, sont venus pour nous donner leur soutien, et pas leur investiture, le PASOK, DIMAR et les écologistes.

Enquêteur : Et ce soutien que signifie-t-il en réalité?

Théodore R. : Rien du tout, en fait il ne signifie rien du tout […] la participation à la liste de certains individus que nous avions déjà dedans […] en tout état de cause le seul critère est la volonté de se mettre au service de la ville, rien d'autre, rien.

(2) L'affaiblissement de l'affiliation partisane dans la composition des listes de candidats

Un autre point d'interrogation, lié à l'affiliation partisane des candidats et aux soutiens plus larges qu'une candidature peut mobiliser, réside dans la composition des listes de candidats. La liste des candidats conseillers est loin d'être composée sur des critères proprement partisans, obéissant ainsi aux logiques de la concurrence locale puisqu'au niveau municipal on tend à valoriser de plus en plus les différents types d'ancrages locaux aux dépens de l'identité partisane. Par conséquent, même dans des cas où les candidats maires représentent le PASOK, les logiques de sélection des candidats conseillers dépassent largement les considérations spécifiquement partisanes et elles s'orientent davantage vers des considérations locales. Pour le dire autrement, la qualité de membre du PASOK ne constitue pas un passeport au moment de la composition de la liste de candidats. Au contraire, des qualités qui démontrent un ancrage local du candidat semblent davantage valorisées.

Selon les données rassemblées dans le cadre de notre enquête, ce phénomène est bien illustré par les propos des candidats maires, qui ont la responsabilité principale de former les listes des candidats mais aussi de définir la composition des conseils municipaux. Nous nous trouvons alors pour la première fois face à la formation des listes de candidats dépassant les cadres partisans, ce qui annule dans les faits l'investiture attribuée par le PASOK. Leonidas E., ancien maire socialiste, indique, concernant les logiques de composition des listes, que, malgré son appartenance indéniable au PASOK, la sélection des candidats conseillers obéissait à des logiques dépassant l'affiliation partisane. L'objectif recherché selon lui était que l'image globale de la liste soit plus pluraliste et moins monopartisane. Il précise alors : « *[…]* » *Bien sûr, pendant mon action en tant que maire, j'ai sans doute fait du tort à certains amis du PASOK dans ma tentative de prouver que je n'étais pas influencé par mon positionnement politique, c'est-à-dire que j'ai pu en arriver à l'extrême inverse juste pour en convaincre* ». Comme le souligne aussi Petros L., sa liste de candidats s'appuie largement sur des personnes qui lors des

élections précédentes, avant la fusion des municipalités, constituaient ses concurrents principaux :

Petros L. : Moi je n'ai jamais fonctionné avec les partis, d'ailleurs je n'ai jamais dit « c'est comme ça » ou « ce n'est pas comme ça ». La liste était multipartite dès le début et n'a jamais cessé de l'être. Aux élections nous n'avons jamais eu de problèmes parce qu'il était clair que nous avions hiérarchisé les problèmes locaux, c'était cela qui nous unissait, donc le reste était secondaire quel que soit le vote de chacun et ainsi nous n'avons jamais eu de conflits entre nous. Le premier critère de tous est la disponibilité. On ne peut pas être dans un poste rémunéré si on n'est pas entièrement disponible. Je suis arrivé en 2010 à les prendre tous avec moi, et mon adversaire depuis 12 ans, à Rentis, le Néo-démocrate, il s'est présenté avec moi, donc ça a mobilisé tout Rentis, et après les élections, même mon adversaire du KKE s'est joint à moi. C'est-à-dire que maintenant j'ai avec moi tous mes adversaires de 2006 à Rentis, c'est énorme.

L'influence des sections s'affaiblit dans la logique de sélection de l'équipe municipale. En même temps, les élections successives dans le cadre municipal donnent naissance progressivement à un personnel politique spécifiquement municipal, c'est-à-dire qui tire son capital politique de son implication dans la compétition locale. Par conséquent, même si dans les premières étapes de leur trajectoire politique, les candidats maires ou dans un eplus large mesure, les candidats conseillers municipaux militent dans des partis politiques, leur implication dans l'arène locale les positionne de plus en plus en fonction de cet espace. De cette façon, les qualités valorisées et mises en avant dans les processus de sélection sont liées de plus en plus à la reconnaissance et la visibilité des candidats conseillers dans l'espace local, indépendamment de leur affiliation partisane. Dans ce cadre, la fluidité plus généralisée observée entre les candidats et les partis politiques donne comme résultat des listes de plus en plus mixtes où l'affiliation partisane cesse d'être le point de référence, alors qu'au contraire la mixité idéologique de la liste se présente comme une ressource symbolique supplémentaire.

On peut examiner la composition des élus dans trois conseils municipaux, en prenant en considération deux variables de référence afin d'étudier l'influence des logiques partisanes et des logiques plus spécifiquement locales dans la sélection du personnel politique local. Les résultats sont issus d'un questionnaire de type fermé qui est intégré dans l'annexe de la thèse. Le questionnaire, conçu et élaboré par nos soins, a été distribué dans les conseils municipaux de

Nikea-Rentis, de Korydallos et de Keratsini-Drapetsona en 2013, lors du mandat couvrant la période 2010-2014. La passation a été effectuée en présence de l'enquêteur dans le premier cas, où j'ai eu l'autorisation de me présenter lors d'une réunion du conseil municipal et de distribuer le questionnaire. Dans les autres cas, la passation a été effectuée par les secrétaires du conseil municipal correspondant. Les données présentées sous forme de figures, sont issues de l'élaboration de l'ensemble des trois conseils municipaux. Pour ce qui est de l'affiliation partisane, nous avons demandé aux conseillers de déclarer s'ils étaient actuellement membres d'un parti politique et pour avoir une image plus globale, s'ils n'avaient jamais été membres d'un parti. Pour ce qui est de leur ancrage local, nous avons cherché à savoir s'ils étaient membres d'une voire de plusieurs associations dans leur ville, afin de repérer les signes d'un multipositionnement dans l'espace local. Les associations locales auxquelles on se réfère sont des associations sportives, culturelles ou ethnotopiques. Dans les résultats, la majorité écrasante des élus dans les trois municipalités où nous avons pu avoir des données, fait partie d'au moins une association locale. Au contraire, le nombre de ceux qui sont actuellement membre d'un parti est considérablement plus réduit, non seulement par rapport aux ressorts locaux de la reconnaissance, mais aussi par rapport au passé.

Figure 28 : Militantisme (Étiez-vous, précédemment, membre d'un parti politique ?).



Figure 29 : Membres d'un parti politique (Êtes-vous, actuellement, membre d'un parti politique ?).

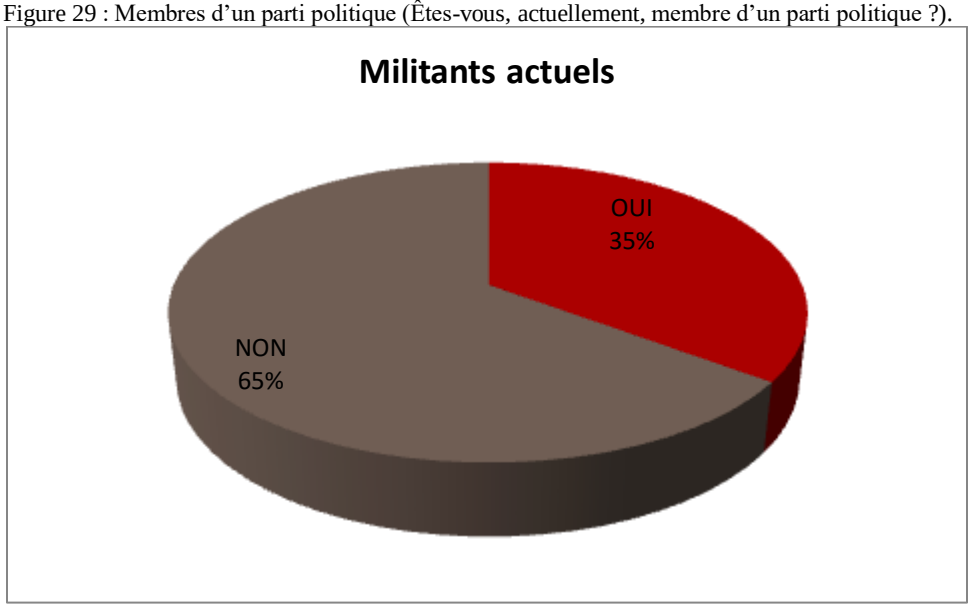


Figure 30 : Membres d'une association locale (Êtes-vous, actuellement, membre d'une association locale ?).

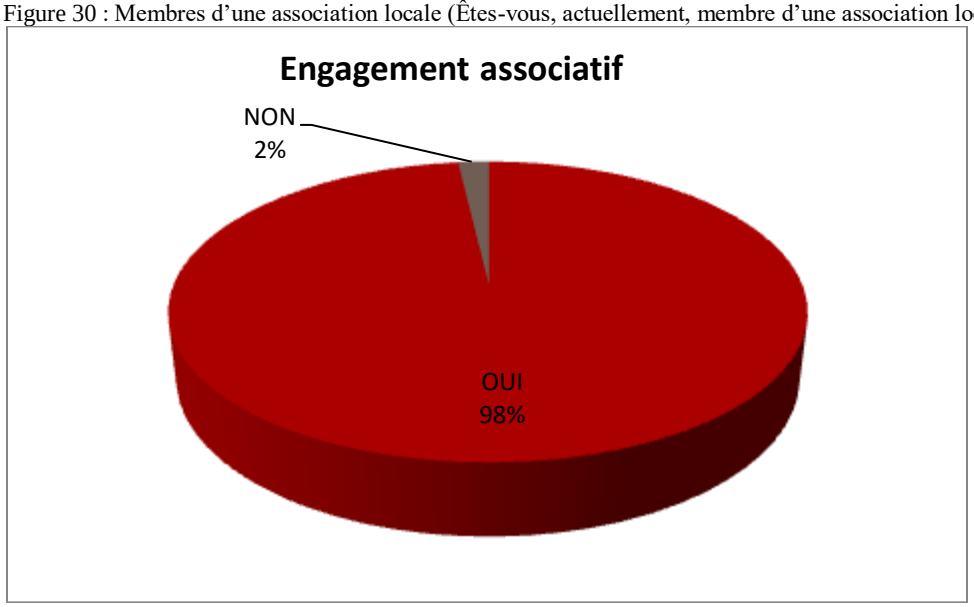
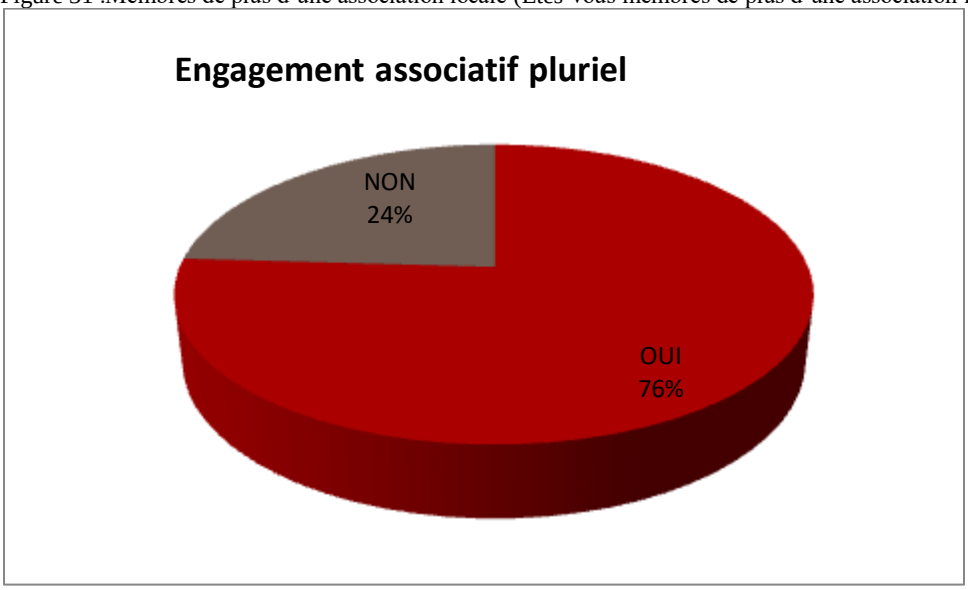


Figure 31 :Membres de plus d'une association locale (Êtes-vous membres de plus d'une association locale ?).



Nous retrouvons parmi les élus locaux des trois municipalités les traces d'un passé partisan et la poursuite d'une carrière au plan local qui n'est plus accompagnée par l'identité partisane. Plus concrètement, 70 % des conseillers municipaux ont été membres d'un parti politique, ce qui montre que la majorité des personnes occupant un poste électif disposent déjà d'une trajectoire dans un parti politique. Néanmoins, la réponse à la question concernant le militantisme partisan actuel, révèle une baisse claire du registre partisan dans les conseils municipaux : 35 % des conseillers municipaux sont aussi militants dans un parti politique. Cela nous rappelle alors la centralité des partis politiques dans les processus de politisation et d'entrée en politique, phénomène qui s'illustre aussi au niveau municipal. Parallèlement, nous constatons l'affaiblissement de l'étiquette partisane dans les processus de sélection et plus largement dans les logiques de carrière politique dans l'arène municipale, phénomène qui est directement lié à l'affaiblissement de la partisanisation de la compétition politique dans l'espace local plus largement. À l'opposé du registre partisan, le registre de la proximité et de la localité paraît imposant parmi les conseillers municipaux examinés.

Finalement, nous pouvons observer que dans les discours officiels et pendant la campagne électorale, ce sont surtout les enjeux locaux qui sont mis en avant par l'ensemble des candidats maires, et non pas les enjeux nationaux. Les élections prennent place dans un moment où l'adoption du programme d'ajustement n'a pas encore donné naissance au bloc anti-mémorandum comme on l'a constaté auparavant. Par conséquent, aussi bien les candidats maires

présentés sous le sigle du PASOK que leurs opposants cherchent à imposer davantage un agenda local. Dans ce cadre, les considérations globales restent centrées sur les enjeux locaux et surtout sur la réforme de Callicratès, qui, outre la question des ressources abordé précédemment, concerne aussi la fusion des municipalités, à savoir les frontières dans lesquelles se joue la concurrence politique.

Les évolutions observées dans la question de l'affiliation partisane, des soutiens reçus et de la composition des listes, dans le cas des maires investis par le PASOK, montrent ainsi un déplacement depuis les logiques proprement partisanes vers la compétition politique locale, illustrant ainsi l'affaiblissement des organisations partisanes dans la concurrence au niveau municipal. En d'autres termes, nous assistons, dès 2010, à un affaiblissement des logiques partisanes qui dépassent la seule question de l'affiliation partisane du candidat maire ou de l'étiquette sous laquelle celui va se présenter ; en réalité, ce phénomène semble couvrir des domaines plus vastes de la compétition comme celui de la composition de l'équipe municipale qui se présente aux élections et qui revendique les mandats locaux.

Nous constatons alors les marques d'un déplacement par rapport aux logiques, aux considérations et aux pratiques partisanes, donnant naissance à une distanciation de facto par rapport au PASOK de la part des maires élus sous son sigle. Cette prise de distance par rapport à l'appareil partisan se retrouve aussi au sein de la ND et touche ainsi les deux piliers du bipartisme. Par conséquent, l'examen du positionnement du PASOK face aux élections municipales de 2010, l'investigation du contenu des investitures et de la structuration de l'offre politique au niveau local, esquissent un champ de concurrence locale sans correspondance directe avec le plan national, un champ où les positions et les carrières en dehors du parti sont envisageables. Nous examinons alors dans la seconde section les ressorts de cette autonomisation des élus locaux par rapport aux organisations partisanes et l'ouverture relative de la compétition locale. Nous constatons, à partir du cas des candidats socialistes, que la conjoncture du programme d'ajustement s'ajoute plutôt à des facteurs déjà établis qui favorisent des logiques de compétition davantage locales et renforcent l'écart entre les élus locaux et les organisations partisanes nationales.

b) La « départisanisation » des règles du jeu politique local

Nous constatons un processus progressif d'autonomisation et de relâchement des logiques partisanes donnant naissance au phénomène des dissidents qui date du milieu des années 1990 ; selon les spécialistes, comme point de manifestation les élections municipales de 1998[410]. Dans les municipalités examinées, nous pouvons aussi attester le phénomène de multiplication des listes des dissidents depuis lors. Les conditions qui rendent possible une candidature indépendante sont les suivantes : l'acquisition d'un capital politique propre important sous forme de postes électifs et, aussi, l'appropriation à titre personnel d'un capital politique collectif sous forme de soutien par les députés locaux, d'influence au sein des organisations locales du parti, ou encore de rassemblement des conseillers municipaux autour du candidat dissident.

L'accumulation d'un capital politique propre apparaît comme le résultat de phénomènes concomitants comme les réélections dans l'arène locale et le multipositionnement des candidats dissidents parmi les organes du PASOK, éventuellement le passage par le Parlement et le conseil municipal. Il en résulte que les dissidents constituent déjà des acteurs établis, ils disposent d'une carrière dont le point de référence reste le niveau local, même si celle-ci ne se réduit pas forcément aux seuls mandats locaux. Depuis le milieu des années 1990, nous constatons l'apparition de plus en plus durable des candidatures dissidentes, caractérisées par la présence dans l'arène électorale de cadres socialistes prétendant à la mairie en dehors de l'investiture officielle. Dans le cas de Nikea, deuxième municipalité en chiffre de population, des dissidents du PASOK se présentent en 1994 et 2000 où, G.P., ancien candidat maire du PASOK depuis les années 1980, conseiller municipal socialiste avec la liste officielle du parti en 1998, se dispense par deux fois de l'attribution de l'investiture et, soutenu par une partie du milieu socialiste local, se présente comme candidat à deux reprises. Dans cette même configuration, le maire de la ville depuis 1994, ayant officiellement l'investiture du parti en 1994, 1998 et 2002, se présente comme candidat indépendant, une fois que le PASOK attribue l'investiture à une nouvelle personne. Ce même schéma se reproduit dans la municipalité de Keratsini où, en 2002, trois candidats maires parmi les huit au total sont issus du PASOK, chacun disposant des liens organiques avec les sections locales du parti. Là aussi, deux dissidents, ayant déjà exercé des

[410] NIKOLAKOPOULOS I., « Στοιχεία εκλογικής γεωγραφίας [Élements de géographie électorale] », *T. MALOUTAS (dir.), Atlas social et économique de la Grèce*, Athènes - Volos, Centre National de Recherches Sociales-Presses Universitaires de Thessalie, 2000, p. 91.

mandats locaux sous les listes socialistes, se détournent du choix de l'attribution de l'investiture socialiste et forment leurs propres équipes pour les élections municipales.

En outre, les dissidents socialistes accumulent politiquement aussi à travers l'occupation des postes d'influence au sein du PASOK, tant dans les sections que dans les organes centraux du parti. De cette manière, les dissidents, quant à leur profil politique, constituent des personnes qui arrivent à convertir leurs ressources partisanes collectives en des ressources individuelles afin de stabiliser leur présence autonome au niveau local. Pour ce qui est des ressources collectives appropriées au niveau individuel, nous pouvons considérer les soutiens que les dissidents peuvent acquérir parmi les députés socialistes ou au sein des sections du parti. En effet, les candidatures dissidentes s'appuient toujours sur une fraction du parti au plan local. Georgia D., ancienne cadre locale du parti ayant occupé des postes de responsabilité au sein des sections locales dans la ville de Keratsini, explique que la présence des candidats dissidents est accompagnée d'un soutien variable des sections, selon l'influence que chaque candidat peut y exercer :

Georgia D. : *En 2002, alors que le candidat officiel était déjà dans l'opposition depuis quatre ans […] et qu'on considérait qu'il aurait l'investiture, alors la décision centrale a été "laissez toutes les fleurs s'épanouir", expression caractéristique […] de l'époque. Cela a eu comme résultat que nous avons eu dans notre commune trois candidats du PASOK, un officiel et deux insurgés et ça été la pagaille.*
Enquêteur : Que s'est-il passé alors, les sections comment ont-elles réagi?
Georgia D. : Les sections se sont divisées de fait […] nous avons subi un choc, c'est-a-dire par exemple, telle section se rangeait aux côtés du candidat officiel, d'autres avec les autres candidats, alors ce fut le chaos, avec comme résultat le morcellement des votes des forces progressistes.

C'est alors cette influence dans les organes locaux du parti qui les place dans une position leur permettant de rassembler des personnes disponibles pour former une équipe locale afin de former une liste dissidente et d'assurer la campagne électorale. Dans leurs récits, les candidats en rupture du parti se réfèrent toujours à la formation d'une équipe qui leur permet d'assurer les tâches du travail politique afin d'entrer en compétition. Même si dans leurs discours, la référence aux sections socialistes n'est pas toujours très claire, les noms des personnes les entourant sont aussi la preuve que l'organisation locale du PASOK leur fournit des cadres composant leur équipe et leur liste électorale.

Pour ce qui est des soutiens envers les différents organes et acteurs locaux du parti, il faut prendre en considération le fait que l'ouverture de la compétition et l'apparition des candidatures dissidentes se présentent dans une phase d'expansion du PASOK, dans une période où le parti consolide et étend sa domination électorale. Par conséquent, le phénomène est lié à la multiplication des ressources collectives issues de la position prédominante du parti dans la concurrence politique, cadre permettant aux différents responsables locaux du parti de profiter des ressources collectives afin de présenter des candidatures dissidentes. Cette multiplication des ressources sous le sigle partisan se trouve à l'origine des fractions au niveau local du parti qui donnent naissance à des initiatives concurrentes pour l'occupation des postes électifs. Dans tous ces cas nous constatons que les différents candidats tirent des soutiens variables de la part du PASOK, ils accaparent alors des ressources à géométrie variable. Dans ce sens, l'ouverture de la concurrence est aussi le signe d'un renforcement des ressources globales du parti qui rend possible le morcellement de la distribution et de l'accès au niveau local. Nous ne nous trouvons pas forcément dans une phase de récession du parti en ce qui concerne la période qui s'ouvre au milieu des années 1990. C'est que la politique de la direction partisane reste assez souple face aux dissidents qui, dans des échéances électorales suivantes, se rangent à nouveau sous le sigle du parti[411].

La réalisation d'une carrière politique est sujette aux ressources globales du parti, à la captation de ces ressources à titre individuel ainsi qu'à la possibilité des éventuels candidats dissidents de négocier leur position au sein des rapports de force partisans au niveau local. Dans ce cadre, les cas de deux dissidents peuvent éclairer les processus analysés. L'ancien maire de Nikea, V.T., choisit de revendiquer la mairie une fois que le PASOK a attribué l'investiture à Léna D. Dans ce contexte, l'ancien maire socialiste profite de deux phénomènes qui semblent diviser les cadres locaux du parti concernant leur choix. D'une part, lui-même, en tant qu'ancien maire depuis deux mandats consécutifs, dispose de liens avec la plupart des cadres et des élus du PASOK. De cette façon, une bonne fraction du parti local se retrouve à supporter le candidat maire dissident. Or, lors de ces élections, l'attribution de l'investiture se joue principalement dans les organes centraux ; dans un climat d'accusations de mauvaise gestion contre lui, mais

[411] Sur le phénomène de la dissidence comme moyen de négociation des élus locaux envers leur organisation partisane, voir HEURTAUX J. et A. SOUBIRON, « « Faire de la subversion une règle ». L'UMP et ses dissidences dans le 16e arrondissement », *É. AGRIKOLIANSKY, J. HEURTAUX et B. LE GRIGNOU (dir.), Paris en campagne: les élections municipales de mars 2008 dans deux arrondissements parisiens*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2011, p. 149–179.

aussi dans un cadre où le PASOK - et G. Papandreou lui-même met en avant le renouvellement des candidats maires, une femme conseillère municipale socialiste, est choisie pour représenter le parti aux élections municipales de 2006. Les appuis possibles sont divisés, étant donné que lors de la campagne électorale, une bonne partie du mécanisme socialiste local se range derrière l'ancien maire, alors que la nouvelle candidate officielle du parti est soutenue, en dehors des personnalités locales, par des organes centraux du parti, comme la section des femmes, ou par le président du parti lui-même qui, à différentes reprises, rend visite à la candidate lors de la campagne électorale.

D'autre part, les divisions autour du maire, illustrent aussi des dissensions qui reflètent des conflits autour de la question de la direction partisane : en 2006, l'apparition de la candidature de E. Venizélos pour la direction du parti obtient des appuis dans l'ensemble du parti, de sorte qu'une certaine concurrence pour la direction du parti se propage dans l'ensemble des organes du parti, ainsi qu'au niveau local. Par conséquent, les soutiens variables que les candidats reçoivent, reflètent aussi des logiques de compétition interne, dans la mesure où les camps nationaux influencent les coalitions au niveau local. C'est dans une même optique que se situe le cas de Korydallos, où, Théodore R., conseiller municipal socialiste depuis 1994 et occupant pendant plusieurs années des postes d'adjoint au maire, s'autonomise en 2006, face à l'attribution de l'investiture au maire socialiste sortant. Soutenu par des conseillers municipaux socialistes déjà établis, ainsi que par des cadres du parti occupant des postes d'influence dans les sections, il présente une candidature qui à la fois trouve ses origines dans le parti mais en même temps le dépasse dans la mesure où il opère une ouverture, jouant ainsi la carte de l'indépendance afin de tirer des soutiens plus larges.

La reconversion des ressources et la présence autonome dans l'arène locale sont aussi favorisées par des facteurs qui renvoient à la structuration de la compétition politique au niveau local. Celle-ci, au fil du temps, perd son caractère proprement partisan et permet l'affaiblissement des divisions traditionnelles observées au niveau local. Il s'esquisse ainsi une dynamique plus large, affaiblissant les caractéristiques du bipartisme établi au niveau national et qui rend possible, même légitime, la formation de listes se distanciant des divisions partisanes. Cette légitimation accrue des listes indépendantes se trouve au croisement de deux phénomènes : d'une part, l'ouverture des listes des candidats, promue initialement par les dissidents, s'impose progressivement comme une norme largement partagée, de sorte que l'ensemble des candidats

maires, investis ou non, cherchent à étendre les frontières partisanes de leurs listes. L'apparition et la pérennisation des candidatures dissidentes bouleversent les règles du jeu, dans la mesure où les considérations proprement partisanes sont affaiblies chez les acteurs concurrents principaux. Le pluralisme idéologique et partisan, exprimé tant au niveau de l'origine partisane des candidats qu'au positionnement politique des candidats maires, se trouve de plus en plus valorisé par l'ensemble des prétendants aux postes électifs locaux. Ce consensus progressif autour des logiques de compétition locale marque un déplacement vers des logiques de plus en plus locales dans les processus de sélection des candidats et leur manière de faire campagne.

D'autre part, la légitimité symbolique des listes dissidentes et des listes de plus en plus pluralistes doit être conçue aussi comme un prolongement du relâchement des grandes divisions idéologiques qui s'effectue tout au long des années 1990 et 2000. L'affaiblissement du registre idéologique et de l'architecture du bipartisme au niveau national permet l'émergence d'une convergence au niveau local où elle prend une ampleur plus large : il s'agit d'une convergence qui se propage dans la compétition locale, elle influence l'offre politique et elle conduit à la primauté des enjeux locaux, de sorte que le registre symbolique de la proximité et de l'interconnaissance devient de plus en plus le point de référence dans la compétition municipale[412]. À titre indicatif, les phénomènes de dissidence et de formation de listes pluralistes se produisent aussi au sein de la ND, où des candidatures dissidentes apparaissent dans plusieurs municipalités et brouillent les frontières partisanes traditionnelles.

Sur ce point il faut noter que l'architecture du scrutin électoral renforce aussi, même indirectement la multiplication des listes de candidats[413]. L'existence de deux tours au scrutin majoritaire, donne naissance à des coalitions formelles ou implicites entre les différents candidats, les partis et les milieux partisans lors du second tour. Cela laisse l'opportunité aux différents prétendants de négocier leur stratégie de coalition lors du second tour, même s'ils n'y sont pas présents. Cette configuration favorise alors la circulation du personnel politique local, l'affermissement de son identité locale aux dépens de l'affiliation partisane, deux phénomènes qui permettent à leur tour la multiplication des listes hybrides, formées à la marge ou sous la tolérance discrète des appareils partisans.

---

[412] BRIQUET J.-L., « Communiquer en actes. Prescriptions de rôle et exercice quotidien du métier politique », *op. cit.*, p. 19.

[413] MINISTÈRE DE L'INTERIEUR, *Circulaire 14/2014 Εγκύκλιος υπ' αριθμ. 14 για τη διενέργεια των εκλογών της 18ης Μαϊου 2014 για την ανάδειξη των δημοτικών αρχών [Circulaire No 14 sur les élections municipales du 18 mai 2014]*, 2014.

Les élections municipales connaissent alors un relâchement par rapport aux logiques de concurrence nationales. Alors que l'estampille d'un parti reste cruciale pour entrer dans l'arène politique locale, faire carrière au niveau municipal semble désormais être plus fonction des appuis concrets qu'une candidature peut tirer - appuis qui dépassent, ou plus justement, traversent les camps partisans - que de la force symbolique ou matérielle de l'étiquette partisane qu'un député est censé représenter. Par conséquent, dans la conjoncture de l'effondrement du PASOK, les tendances d'autonomisation de longue durée et les tendances centrifuges propres à la conjoncture donnent naissance à des bouleversements plus larges dans la structuration de la compétition politique au niveau local. Les soutiens effectifs ou symboliques de la part du PASOK sont estompés, l'étiquette socialiste est remise en cause, et avec elle, l'ensemble des logiques qui renvoient au bipartisme semble être dévalorisées. Le désalignement des maires socialistes reste ainsi moins bruyant que celui des députés en rupture, mais au contraire des élus nationaux, les élus locaux, disposant de facto de ressources de plus en plus détachées du parti, se trouvent moins affectés face à l'effondrement du PASOK. Nous nous trouvons alors dans une conjoncture où le registre partisan semble devenir non seulement une ressource peu valorisée, mais aussi une contre-incitation pour faire carrière au niveau local. Par conséquent, l'effondrement du PASOK va bouleverser les stratégies de carrière et l'offre politique locale, une question que nous analysons dans la partie suivante.

En guise de conclusion, nous pouvons soutenir que dans l'arène locale, nous constatons un relâchement de l'identité partisane manifeste lors des élections de 2010 et dont les conditions se trouvent dans les transformations survenues au niveau local de la concurrence depuis deux décennies. L'offre partisane est toujours structurante dans la compétition, mais pas déterminante de celle-ci, puisque le monopole traditionnel des partis est remis en question par l'émergence des candidats dissidents. Ceux-ci, alors qu'ils tirent initialement l'essentiel de leurs ressources de l'identification partisane, propagent des normes et des logiques de compétition qui dépassent les cadres partisans. Ce travail politique, qui constitue une bonne illustration de la mise en scène d'un capital personnel, rend de plus en plus souples les liens entre les carrières au niveau municipal et les appareils partisans. La désolidarisation des maires socialistes dans la période examinée s'effectue alors dans un contexte de crise du PASOK et de dévalorisation de l'étiquette socialiste, elle est conditionnée néanmoins par une certaine dé-partisanisation du jeu politique et des modalités de carrière au niveau local.

Au contraire, pour ce qui est du niveau national, les partis politiques monopolisent de manière stable les modalités d'entrée en politique. La procédure d'investiture constitue la seule voie d'entrée en concurrence pour un poste électif. Le champ politique et plus spécifiquement, la compétition autour des postes électifs nationaux, restent conditionnés par l'offre partisane, de sorte que les phénomènes de notabilisation et de survie personnelle sont difficilement pérennes en dehors des cadres partisans. En ce sens, les phénomènes survenus chez les élus du parti socialiste pendant cette période esquissent de manière conjointe la pérennisation du parti en tant qu'acteur collectif dominant dans le champ politique et l'effondrement et la dévalorisation de l'étiquette socialiste. Dans ce cadre, les tendances centrifuges observées au sein du PASOK et par là même au sein du bipartisme esquissent aussi les traits caractéristiques de la transformation de la configuration politique en Grèce : l'effondrement du PASOK et du bipartisme esquissent une dynamique concernant les formes d'investissement dans le champ politique et le morcellement de l'offre politique, phénomènes articulés à une persistance de la reproduction des élites politiques.

Partie III. Mutations et ajustements au lendemain du séisme électoral

Les doubles élections de 2012 marquent une rupture avec la configuration politique établie en Grèce depuis 1974. Le séisme électoral met un terme au bipartisme traditionnel et remet en question, plus largement, les ressorts sociaux de celui-ci. Cependant, les contours de la nouvelle architecture du champ politique restent encore en chantier, lors de la période qui suit les élections de 2012. Le PASOK reste encore au cœur des bouleversements puisque son effondrement électoral et organisationnel inaugure des processus de transformation du parti en une coalition partisane plus large se référant au centre-gauche. D'autre part, SYRIZA se trouve désormais officiellement à la tête des partis d'opposition et se projette de plus en plus vers le pouvoir, ce qui influence largement la composition interne du parti. Enfin, de nouveaux partis comme le Potami (Rivière) font leur apparition en bouleversant davantage les manières d'entrer en politique. Dans ce cadre, les stratégies adoptées par les différents partis en vue des élections européennes et locales de mai 2014 esquissent le cadre de référence de la troisième partie et nous permettent de saisir les tendances majeures qui marquent la reconfiguration du champ politique grec. L'examen de la période qui suit l'effondrement du bipartisme nous offre un point de vue rare sur la transformation, à court terme, de l'offre politique et les modèles d'investissement en politique dans une période marquée par l'incertitude.

Plus précisément, nous examinons dans un premier chapitre le processus de reconfiguration du champ politique et des forces politiques, processus marqué par deux phénomènes entrelacés : nous observons d'une part l'irruption d'acteurs et de logiques externes au champ politique qui contribuent à la remise en question des modalités classiques du jeu politique. D'autre part, les différents acteurs, établis ou nouveaux, se concurrencent pour définir les enjeux de la lutte politique, dans un processus qui renvoie à une recomposition « sans cesse des groupes et des coalitions au nom desquels ils s'opposent »[414]. En d'autres termes, nous assistons à une fluctuation des règles du jeu politique qui renvoie tant à la manière de faire en politique qu'au contenu des luttes politiques. Pour achever le chapitre, nous nous interrogerons finalement sur l'articulation de ces phénomènes avec le plan local. L'examen des différents milieux partisans (notamment ceux du PASOK, de SYRIZA et d'Aube Dorée) nous montre une recomposition asymétrique par rapport au plan national, ce qui nous permet de relativiser

[414] OFFERLÉ M., *Les partis politiques*, *op. cit.*, p. 33.

l'unicité de la reconfiguration politique et de dresser un bilan des investissements partisans dans la compétition politique en vue des élections municipales de 2014.

Ces considérations nous permettront de nous consacrer lors du dernier chapitre à une analyse des élections municipales afin de mesurer les tendances de la reconfiguration du jeu politique local. En analysant les traits de l'offre politique et les stratégies de mobilisation électorale, nous mènerons une réflexion sur les bouleversements survenus sur l'économie globale de la compétition politique locale au lendemain du séisme électoral. L'introduction de nouveaux acteurs dans l'arène locale, l'affaiblissement du label partisan, la « départisanisation » des ressources mobilisées forment le cadre de la compétition et nous permettent de saisir les traits changeants du travail et du métier politiques.

Chapitre 6. **Aspects de la recomposition du jeu politique**

Le séisme électoral survenu en 2012 entraîne des effets qui traversent le paysage politique et la disposition des forces politiques. Les bouleversements survenus sur l'offre politique et l'affaiblissement des clivages traditionnels, conjugués avec la chute du bipartisme traditionnel, laissent le champ ouvert aux mutations politiques. Dans ce cadre, les élections européennes de 2014 constituent un moment qui nous permet de mieux saisir les transformations survenues dans l'offre politique et l'économie globale de la compétition. En effet, lors des élections européennes de 2014, l'apparition de nouveaux partis et les transformations survenues au sein du PASOK marquent un paysage politique en mutation. Le tableau suivant nous montre ainsi les différents partis et coalitions politiques qui se présentent au niveau européen.

Tableau 37 : Résultats des élections européennes 2014.

Élections européennes 2014	*Résultats en %*	*Nombre d'élus*
SYRIZA	26,56	6
ND	22,72	5
Aube Dorée	9,39	3
Olivier - Camp Démocratique	8,02	2
Potami	6,61	2
KKE	6,11	2
ANEL	3,46	1

Sources : *Ministère de l'Intérieur*, notre élaboration.

La présence du PASOK au sein de la coalition politique de l'Olivier constitue le résultat d'un processus marqué à la fois par l'influence des acteurs extra-partisans dans les affaires du parti et par une tentative, de la part de la direction socialiste, de redéfinir et de représenter politiquement et électoralement l'espace politique du centre-gauche. Dans ce sens, la création du parti Potami s'inscrit aussi dans une conjoncture d'entrée dans le champ politique d'acteurs qui mobilisent des ressources personnelles, qui mettent en avant des discours de condamnation du bipartisme traditionnel et qui cherchent à dépasser les oppositions partisanes classiques comme le clivage gauche-droite. D'autre part, la conjoncture d'après-2012 est marquée par la percée des partis promouvant le projet anti-mémorandum, comme nous pouvons le noter aussi à travers les résultats élevés de SYRIZA et des autres partis d'opposition. En ce sens, le travail politique de SYRIZA introduit dans le champ politique des ressources militantes et contestataires, atypiques

jusqu'à présent, et impose en même temps un agenda politique davantage centré sur le programme d'ajustement et ses répercussions.

Parallèlement, la reconfiguration passe à travers des luttes pour la redéfinition du contenu de la concurrence politique. La chute du PASOK entraîne chez les socialistes une discussion plus large sur la refondation du centre-gauche, dans le but de proposer un récit global pour la reconstruction du parti. En revanche, les forces politiques qui sont entrées en politique ou ont accru leur force en investissant sur l'opposition autour du mémorandum, tendent à renforcer les nouvelles lignes de clivage. De cette façon, la période entre 2012 et fin 2014 constitue une période de luttes politiques qui visent non seulement à redéfinir les rapports de force, mais dans laquelle aussi les partis concurrents cherchent à imposer un récit global sur la crise et le dépassement de celle-ci.

Section 1. Nouveaux acteurs et nouvelles logiques externes au champ politique

Le paysage au lendemain du séisme électoral est marqué alors par l'irruption d'acteurs et de logiques externes au champ politique qui donnent la tonalité de la mutation du jeu politique. Néanmoins, il s'agit d'une irruption asymétrique en ce qui concerne ses traits caractéristiques : si le label partisan est affaibli ou même décrédibilisé lors du processus de formation de l'Olivier ou de Potami, les acteurs investissant dans la politique dans les deux cas sont des personnes à fort capital social, qui reproduisent les traits traditionnels du champ politique. D'autre part, à SYRIZA, la formation des circuits et des transferts entre champ politique et espace de contestation est accompagnée par un processus de professionnalisation tant du personnel politique que de la direction du parti, processus qui conduit à un ajustement aux logiques d'exercice du pouvoir et à un recrutement des cadres et de candidats correspondant à ces logiques.

a) L'Olivier, un nouveau type d'entreprise politique ?

À l'occasion du quarantième anniversaire de sa fondation, le PASOK organise un symposium de deux jours en septembre 2013. Cela constitue un événement majeur de la recomposition du parti et de la quête de son identité[415]. Le PASOK cherche alors à externaliser ce processus partisan afin de contrebalancer le rétrécissement généralisé de la force du parti. De cette façon, c'est l'ISTAME, à savoir un *think tank* proche du PASOK qui assume officiellement l'organisation de l'événement. Lors du symposium, les invités ne sont pas exclusivement des membres du parti, mais une grande partie des intervenants vient du monde universitaire, économique et intellectuel. La liste des intervenants comprend alors des personnalités qui disposent d'un prestige dans leur domaine et l'orientation de la conférence est de donner une allure à la fois politique et scientifique à l'anniversaire du PASOK. Cette variété du profil des invités s'inscrit dans une tentative de renforcement des liens du PASOK avec des soutiens éventuels, mais aussi de mener une réflexion collective sur le passé et le futur du PASOK. En outre, les débats se focalisent largement sur le passé et l'héritage du PASOK ainsi que sur les stratégies à adopter face aux défis qui s'ouvrent devant les socialistes. L'évaluation critique de la trajectoire historique du PASOK, son rôle dans la démocratisation des institutions, ainsi que les politiques publiques promues par les socialistes figurent parmi les sujets débattus. De plus, la crise du PASOK et les perspectives de refondation constituent aussi l'objet d'analyses à la fois politiques et savantes. La problématique du centre-gauche s'avère ainsi au cœur de la nouvelle conception stratégique du PASOK.

Dans le même sens, c'est à la suite d'une intervention de personnes extérieures au PASOK et au champ politique que se réalise le projet de l'Olivier : il s'agit de « l'initiative des 58 », nom dû au nombre de personnes qui ont signé et diffusé un appel pour la reconstruction du centre-gauche en 2013. C'est en effet mi-octobre 2013 qu'une cinquantaine de personnalités issues des milieux académiques, d'affaires, de la culture et de la science publient un manifeste sur la nécessité de la création d'une organisation politique rassemblant les forces du centre-gauche et qui s'adresse à l'ensemble des partis politiques, des organisations syndicales et des personnes intéressées. Le PASOK, en tant que destinataire principal du nouveau projet maintient une position positive, puisque le projet des 58 va dans le même sens que la conception de la

[415] « Διήμερο Συμπόσιο του ΠΑΣΟΚ για την 3 Σεπτέμβρη (Symposium du PASOK pour le 3 septembre) », *Kathimerini*, 09/03/2013.

direction du parti[416]. De plus, lors de la première réunion de l'initiative des 58, tenue dans un théâtre à Athènes, le projet est encadré par des personnalités du PASOK comme l'ancien Premier ministre C. Simitis. À la suite des différentes réunions ouvertes où l'on retrouve les membres de l'initiative de 58 ainsi que des cadres socialistes, le projet aboutit finalement à la formation d'un front uni de centre-gauche nommé « Olivier – Coalition Démocratique ».

Cette coalition comprend principalement le PASOK, ainsi qu'une série d'organisations politiques de petite taille, le plus souvent personnalisées, structurées autour des réseaux qui ont émergé pendant l'effondrement organisationnel du PASOK. On retrouve dans l'Olivier, outre le PASOK, les organisations suivantes : *Accord pour la Nouvelle Grèce, Grèce Dynamique, Gauche Réformiste, Jeunes Réformistes, Politeia 2012, Initiative B*'. L'Olivier constitue alors une démarche inédite dans l'histoire du PASOK ; il n'est pas uniquement une coalition électorale, il constitue le préambule pour la refondation organisationnelle du parti sur des bases nouvelles. À ce propos, le manifeste est très illustratif : « *L'Olivier, le Mouvement Démocratique se forme pour les élections européennes et les élections locales. Il a tout d'abord pour but, lors de ces élections, de contribuer à l'Europe à laquelle nous aspirons, de soutenir les institutions locales. Cependant, l'Olivier, le mouvement Démocratique, au-delà du présent a aussi un avenir. (...)Tous ensemble nous formons un front contre la démagogie, le conspirationnisme, le populisme, la misère, le défaitisme et l'l'immobilisme. L'Olivier-Mouvement Démocratique est un nouveau départ, un pas en avant important. Il sera présent dans tous les combats à venir. Il en sortira renforcé, plus puissant et plus mûr* »[417].

La création de l'Olivier constitue une première étape pour la formation d'une organisation hybride entre parti et coalition partisane où les membres de la coalition maintiennent leur autonomie organisationnelle tout en se rangeant sous la même bannière politique lors des élections, en présentant des candidats communs. La formation de l'Olivier manifeste, au niveau organisationnel, l'introduction des logiques et des acteurs externes au champ politique, qui, dans la conjoncture de l'effondrement socialiste, s'articulent avec les tentatives de refondation du PASOK, en contribuant ainsi à la création de ce nouveau parti — coalition électorale. Sur le plan idéologique, il manifeste une étape dans la construction du centre-gauche. Ces deux problématiques, à savoir l'ouverture des frontières du PASOK en

[416] « Συνεχίζονται οι ζυμώσεις για την πρωτοβουλία των 58 και την Κεντροαριστερά (Les discussions pour l'initiative des 58 et le centre-gauche se poursuivent) », *Ta Nea*, 16/10/2013.
[417] « Η ιδρυτική διακήρυξη της "Ελιάς" (Le manifeste fondateur de l' "Olivier") », *To Vima*, 03/08/2014.

dehors du cercle partisan et l'introduction de la question du centre-gauche sont présentes tout au long du processus de refondation du parti.

L'initiative des 58 montre à quel point les frontières et les modes d'investissement en politique restent flottants au lendemain de la chute du bipartisme traditionnel. Il s'agit d'une intervention qui peut être qualifiée de démarche intellectuelle, puisque ceux qui se trouvent à l'initiative se présentent en tant que personnes connues et reconnues dans leur propre champ et utilisent cette propriété afin de participer au débat public. La moitié environ des personnes qui signent le manifeste inaugural sont des universitaires, issus d'horizons et de disciplines différents comme l'économie, le droit, la science politique et exerçant dans des universités différentes, tant dans la capitale qu'en dehors d'Athènes[418]. Une autre catégorie s'y retrouve aussi, celle des journalistes, des écrivains et des musiciens, c'est-à-dire des personnes issues alors du champ culturel du pays. De plus, on compte parmi les participants des personnes personnes exercant des professions libérales, notamment des économistes et des avocats.

L'usage de pétitions comme moyen d'intervention dans l'espace public est assez courant. Or, la particularité de cette intervention réside sur le fait qu'elle trouve des opportunités favorables pour communiquer directement avec le champ partisan. En d'autres termes, une intervention lancée en dehors du champ partisan devient un catalyseur pour les évolutions politiques au sein du PASOK. Le succès de l'intervention des 58 s'inscrit dans un cadre où les frontières du champ semblent être plus ouvertes à un investissement externe. La crise du PASOK donne alors la possibilité à des personnalités externes, ou de toute façon périphériques au champ politique, de s'y investir et de se présenter en tant qu'interlocuteurs privilégiés en intervenant dans les affaires partisanes.

Le projet de l'Olivier, même organisé d'une manière inédite, est aussi largement tributaire des formes d'investissement traditionnelles. Sa concrétisation suit les modalités d'institutionnalisation des partis politiques en Grèce et elle est soumise aux considérations partisanes et aux rapports de force internes au PASOK. Ce projet exprime entre autres choses la fluidité des rapports au sein du parti dans la configuration post-2012 où E. Venizélos arrive à s'imposer comme leader d'un parti diminué en force, tout en affrontant des courants internes qui

[418] « 58 προσωπικότητες με μανιφέστο ζητούν νέα Κεντροαριστερά και νέο αρχηγό (58 personnalités demandent à travers un manifeste un nouveau centre-gauche et un nouveau leader) », *iefimerida.gr*, 14/10/2013.

s'opposent aux modalités de refondation partisane à travers le projet de l'Olivier[419]. On peut penser que la promotion du projet de l'Olivier obéit aux schémas de changement partisan à la suite d'un changement dans la direction partisane[420]. L'opposition à la nouvelle direction socialiste s'exprime tant par la distance des cadres historiques du PASOK face à son leadership que par des initiatives plus concrètes. Nous nous référons ici à l'initiative de soixante-quinze cadres socialistes qui, depuis 2013, se déclarent publiquement contre les décisions stratégiques du PASOK et notamment contre la coalition avec la ND[421]. Ce courant d'opposition interne nommé comme « le mouvement des 75 » s'installe alors comme une courant organisé au sein du parti. Même si le terme faction renvoie à un certain niveau de cohérence et d'organisation interne, l'initiative est plutôt l'agrégat de différentes personnes influentes au sein du parti qui se trouvent plus ou moins proches de G. Papandreou. De cette façon, et comme prolongement des tendances observées avant les élections de 2012, les dissensions au sein du parti se cristallisent aussi comme des enjeux orientés non spécifiquement sur le contrôle de l'appareil socialiste, mais surtout sur l'orientation idéologique et stratégique du parti, dans une conjoncture marquée par la fluctuation organisationnelle et la quête d'une nouvelle identité partisane.

Plus globalement, nous observons bien que cette initiative de refondation reste largement un projet réduit aux réseaux et aux personnalités établies : le sort du PASOK et du centre-gauche apparaît largement comme une tentative de réordonnencement par le haut, suivant des logiques et des modèles organisationnels restant basés sur l'influence personnelle et la médiatisation. Il s'agit alors d'une tendance qui se trouve tout au long de la période examinée, pendant laquelle, les nouvelles entreprises politiques sont largement initiées par des personnes dotées d'un capital médiatique et politique fort. Nous saisissons ainsi, à partir de cette initiative, un phénomène

[419] NEDOS V., « "Σφραγίστηκε" η διάσπαση του ΠΑΣΟΚ [La rupture dans le PASOK est officielle] », *Kathimerini*, 01/03/2015. Il est à noter que tout au long de cette période, la crise interne se manifeste par les tentatives de remise en question de la direction du parti sous E. Venizélos. La prise de distances de Papandreou par rapport à la direction partisane qui lui succède, sa critique envers elle et le refus de celui-ci de participer aux différentes initiatives de refondation du parti marquent toute la période post-2012. Dans ce sens, lors des différents événements du PASOK comme le Congrès, qui s'effectuent devant un public partisan élargi, l'absence de G. Papandreou s'inscrit dans cette lutte symbolique où les deux personnalités cherchent à imposer leur vision. Ce bras de fer trouve son point culminant lors de la sortie de G. Papandreou du PASOK et la création de son propre parti politique à la veille des élections nationales de 2015.

[420] HARMEL R. et K. JANDA, « An Integrated Theory of Party Goals and Party Change », *Journal of Theoretical Politics*, 1994, vol. 6, n° 3, p. 259–287 ; BILLE L., « Leadership Change and Party Change: The Case of the Danish Social Democratic Party, 1960-95 », *Party Politics*, 1997, vol. 3, n° 3, p. 379–390.

[421] « Αλλαγή πολιτικής ζητά η "Κίνηση 75" του ΠΑΣΟΚ. (Le "mouvement des 75" du PASOK demande le changement de politiques) », *Kathimerini*, 13/10/2013.

récurrent, à savoir la visibilité personnelle des acteurs politiques qui semble constituer une ressource majeure dans la concurrence politique.

b) Potami : faire de la politique autrement ?

Le brouillage des frontières entre champ politique et acteurs externes n'est pas spécifique au PASOK. Au contraire, un second cas qui illustre ces modalités d'investir en politique est celui du parti Potami. Potami est une entreprise politique fondée en février 2014 par Stavros Theodorakis, journaliste depuis le milieu des années 1980 à la radio, la presse écrite et la télévision [422]. Ce parti diffère des partis traditionnels puisqu'il ne possède pas les traits organisationnels traditionnels, comme une bureaucratie interne et qu'il dispose d'un faible niveau d'institutionnalisation. Il reste principalement une entreprise politique personnelle qui doit son expansion aux médias de masse et aux réseaux sociaux. Au niveau idéologique, le Potami illustre bien les bouleversements survenus dans le champ politique grec : le nouveau parti refuse de s'identifier aux schémas idéologiques existants, il se présente comme proeuropéen et il remet en question le clivage traditionnel entre gauche et droite, ainsi que l'opposition autour du mémorandum.

Dans ce cadre, Potami constitue une entreprise politique critique qui émerge dans le cadre du discrédit des formes partisanes traditionnelles. Dans son discours, il intègre des critiques adressées au système politique de la Troisième République, en insistant sur les pathologies et les dysfonctionnements des institutions depuis 1974 et en stigmatisant le bipartisme traditionnel. En cela, il reprend, transforme, concrétise et diffuse des discours qui sont présents dans le débat public depuis 2010. Cependant, la remise en cause du système va de pair avec une valorisation de principes d'ordre éthique, à savoir la méritocratie, la transparence, la lutte contre la corruption, ce qui manifeste une tentative de moralisation de la vie politique : une telle opération est menée tant par des entreprises politiques nouvelles comme Potami que par des partis d'opposition comme SYRIZA. Dans ce cadre, Potami est une entreprise qui capitalise le mouvement de contestation et de remise en cause des élites politiques en place, un processus qui,

[422] S. Theodorakis a collaboré avec des médias de masse nationaux comme la radio publique ou celle de SKAI (ΣΚΑΪ), des journaux comme Elefterotypia (Ελευθεροτυπία), To Vima (Το Βήμα) ou Ta Nea (Τα Νέα). Depuis 2000 il présentait l'émission « Protagonistes » dans la chaîne publique NET et puis dans la chaîne privée MEGA. THEODORAKIS S., *Οι άνθρωποί μου [Les gens à moi]*, Athènes, Potamos, 2010.

dans une optique synchronique, fait émerger aussi des partis contestataires dans d'autres pays européens.

Le cas de Potami montre aussi la fluctuation des ressources mobilisées. La création du parti, en dehors des scissions partisanes et en dehors du champ partisan déjà en place, prive *de facto* le parti de ressources traditionnelles comme celles issues de l'État ou de l'ancrage dans les différents secteurs sociaux. Néanmoins, dans cette conjoncture, l'absence de ce type de ressources constitue un argument mobilisé par Potami pour valoriser l'absence de collusion du parti avec le bipartisme traditionnel et ses ressorts. Toujours dans le cadre du renouvellement promu Potami cherche à définir aussi les manières de faire la politique et de se présenter aux élections.

Dans cette opération de redéfinition des ressources légitimes, l'image de son leader joue un rôle crucial. La personnification du politique occupe une place centrale, et d'ailleurs, c'est le leader du parti qui monopolise les interventions politiques et qui présente le projet comme un projet personnel. S. Theodorakis met en avant son profil et sa trajectoire personnelle et professionnelle afin de se distinguer des leaders politiques traditionnels. De plus, il adopte des manières de faire et de se présenter qui rompent avec l'image traditionnelle des leaders partisans : le choix de vêtements de tous les jours, le port d'un sac à dos, l'usage d'un langage familier constituent autant des signes de distinction par rapport à ce qui est critiqué comme professionnalisation de la politique. Pour ce qui est de la sélection des candidats pour les élections européennes, Potami met en avant la rupture avec le modèle du professionnel de la politique et des carrières à travers les bureaucraties partisanes. Le profil valorisé est défini alors comme celui de citoyens ayant réussi dans leur propre domaine et manifestant un investissement désintéressé dans la politique par opposition avec l' « homme de parti ». Les carrières non politiques, les trajectoires atypiques, la conversion des carrières professionnelles réussies vers la politique d'éléments qui visent à rompre avec les circuits établis entre partis politiques, organisations affiliées et institutions étatiques.

L'apparition de ces nouvelles entreprises politiques nous renseigne ainsi sur les mutations survenues dans le champ politique. Un aspect principal de cette mutation renvoie à la dévalorisation de l'identité et des ressources partisanes en faveur de ressources plus personnelles. Les deux initiatives examinées cherchent à se distinguer des partis politiques, reproduisent un discours critique face aux partis établis et opérationnalisent alors les critiques qui émergent

depuis la période du mouvement des Indignés. Dans ce cadre, ces initiatives imposent l'impératif du changement, apparaissent comme des *entrepreneurs critiques du politique*[423] et cherchent à opérationnaliser la dénonciation diffuse du système, tout en cherchant à se présenter, non comme une négation radicale, mais plutôt comme une entreprise de rationalisation et de moralisation de la vie politique. Cela leur fournit une position intermédiaire, à la fois critique face au bipartisme mais aussi face aux forces anti-mémorandum, désignées comme populistes.

c) SYRIZA, circuits atypiques et professionnalisation

Le cas de SYRIZA est également significatif du changement des modes d'investissement en politique observés à la suite de l'effondrement de la configuration politique traditionnelle. À la suite des élections de 2012, SYRIZA est renforcé sur tous les plans. Ce renforcement renvoie à une multiplication des ressources tant matérielles que symboliques dont le parti profite désormais. Ce qui semble significatif dans cette conjoncture est que SYRIZA semble orienter une large partie de ces ressources au service de mobilisations contestataires et critiques. Il renforce et multiplie alors ses investissements sur les espaces de contestation qui ont émergés autour de l'austérité, de la solidarité et de l'économie sociale[424]. De cette façon, non seulement il contribue au renforcement des entreprises critiques, mais il crée des circuits et des transferts inédits entre les arènes politiques institutionnelles et l'espace des mobilisations sociales. Plus globalement, nous constatons le renforcement et la pérennisation des investissements qui croisent la scène politique officielle avec l'espace des mouvements sociaux divers. Cette opération, malgré ses ambiguïtés, permet la circulation des ressources et des personnes en remettant en question tant les capitaux politiques traditionnels que les frontières du champ politique.

Conjointement, SYRIZA se rapproche progressivement des différentes élites nationales qui se rangent à ses côtés. Dans la mesure où SYRIZA se consolide comme parti principal de l'opposition et se présente en tant qu'une alternative politique viable ainsi que, dans la mesure où le parti semble progresser de plus en plus dans les sondages et dans l'opinion publique comme le prochain parti au pouvoir, différentes fractions des élites nationales se rapprochent de lui. Des

[423] BRIQUET J.-L., *Mafia, justice et politique en Italie*, *op. cit.*, p. 252.
[424] Voir sur ce sujet aussi ARAMPATZI A., « The spatiality of counter-austerity politics in Athens, Greece: Emergent 'urban solidarity spaces' », *Urban Studies*, 2017, vol. 54, n° 9, p. 2155–2171 ; RÜDIG W. et G. KARYOTIS, « Who Protests in Greece? Mass Opposition to Austerity », *British Journal of Political Science*, juillet 2014, vol. 44, n° 03, p. 487–513.

conseillers politiques ou anciens responsables politiques en défection, des universitaires, des leaders syndicaux se rangent de plus en plus sous la bannière de SYRIZA qui se trouve depuis 2012 en pleine expansion. De cette manière, des personnes à fort capital social s'ajoutent aux militants et aux cadres dotés de capital militant, ce qui a comme résultat à la fois de multiplier les ressorts du parti et de bouleverser la composition interne et les rapports de force internes.

SYRIZA s'avère le gagnant principal des élections de 2012 lors desquelles il obtient 26,9% des suffrages exprimés et occupe 71 sièges parlementaires. La multiplication de son influence électorale s'accompagne d'un renforcement global de la position du parti dans la compétition politique. Tout d'abord, depuis juin 2012, SYRIZA est le parti d'opposition majeur et il compte soixante et un députés. Cette position lui procure une augmentation nette en termes de ressources matérielles. SYRIZA profite ainsi d'une augmentation des subventions octroyées aux partis politiques par le budget public. Selon les lois relatives au financement des partis politiques, les subventions s'échelonnent en fonction de la position du parti aux élections et elles sont versées annuellement[425]. Par conséquent, à la suite de la montée électorale, SYRIZA connaît un renforcement financier, puisque ce sont tant les indemnisations partisanes qui augmentent, que l'argent issu des indemnités parlementaires.

À titre indicatif, pour l'année 2013, SYRIZA bénéficie d'une subvention totale de 2 727 248 millions d'euros, alors qu'en 2011, année pendant laquelle le parti occupait la cinquième position, il bénéficiait seulement de 972 624 euros[426]. SYRIZA multiplie alors environ par trois son budget à la suite de sa montée électorale. Parallèlement, les caisses partisanes profitent des montants versés au parti par les députés. En effet, une partie des indemnités parlementaires sont reversées au parti à la suite d'une décision de la direction partisane. Sur ce point, Marina F., députée du SYRIZA au Pirée B' évoque que « (…) *environ 40% de l'indemnité parlementaire est versée au parti. Sur cet argent une petite somme sert à la solidarité sociale et*

[425] RAÏKOS A., *Droit Constitutionnel I, op. cit.,* p. 296–302 ; PARLEMENT HELLÉNIQUE, *Loi 3023/2002 Χρηματοδότηση των πολιτικών κομμάτων από το κράτος. Έσοδα και δαπάνες, προβολή, δημοσιότητα και έλεγχος των ιοκονομικών των πολιτικών κομμάτων και των υποψηφίων βουλευτών [Subventions octroyées aux partis politiques par l'état. Revenus dépenses, publicité, et contrôle du budget des partis politiques et des candidats parlementaires]*, 2002.

[426] MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES FINANCIERS, *Απόφαση αρ. πρωτ. 4399: Κατανομή κρατικής οικονομικής ενίσχυσης του έτους 2011 στα δικαιούχα πολιτικά κόμματα [Décision N° de registre 4399: Distribution de la subvention étatique octroyée aux partis politiques pour l'année 2011]*, 2013 ; MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES FINANCIERS, *Απόφαση αρ. πρωτ. 9739: Κατανομή κρατικής οικονομικής ενίσχυσης του έτους 2013 στα δικαιούχα πολιτικά κόμματα [Décision N° de registre 9739 : Distribution de la subvention étatique octroyée aux partis politiques pour l'année 2013]*, 2013.

une autre part va aux organisations locales du parti pour le financement des bureaux et des dépenses. Donc, nous les députés, dans notre circonscription nous payons pour moitié les loyers pour les sièges locaux du parti». Les flux financiers dont bénéficie le parti renforcent alors les infrastructures déjà existantes, comme les sièges et les instances locales ou les journaux du parti, en lui permettant de consolider sa bureaucratie partisane. En outre, la multiplication des ressources entraîne un renforcement de l'implantation locale de SYRIZA puisqu'il est alors capable d'augmenter le nombre et la taille des sections locales et régionales dans l'ensemble du pays. Finalement, parallèlement à l'implantation locale, le parti bénéficie aussi d'une visibilité plus importante dans les médias de masse tant pendant la période préélectorale que pendant le temps médiatique ordinaire.

(1) Dynamiques contestataires

Ce renforcement multidimensionnel de SYRIZA est alors largement orienté vers les différentes formes d'opposition et de contestation qui sont apparues depuis 2010. L'opposition au mémorandum, à savoir l'orientation stratégique de SYRIZA, passe largement par l'investissement dans les différentes mobilisations contre les effets de l'ajustement. Plus particulièrement, depuis les premières années de l'ajustement économique, il apparaît une multitude d'organisations qui mettent en avant des formes de solidarité et d'économie sociale face aux répercussions de la crise. Une véritable expansion de l'économie sociale et solidaire est en train de se former, comprenant un agrégat hétérogène d'initiatives dont le degré de formalisation et d'institutionnalisation reste assez variable. L'horizon, la trajectoire et les thématiques abordées sont divers, ce qui créé une multitude d'acteurs investissant les différentes sphères sociales.

Les problématiques autour du marché, de la santé et de l'éducation se trouvent au cœur des initiatives mises en œuvre. Des collectifs plus ou moins formels mettent en place des procédures de distribution de nourriture ou de repas solidaires ; d'autres groupes organisent des marchés sans intermédiaires pour des produits agricoles. De plus, nous observons la création d'éco-collectifs orientés vers la production agricole. En même temps, des médecins et des volontaires mettent en place un réseau important de dispensaires sociaux qui fournissent des services médicaux de base aux personnes qui sont exclues du système de la sécurité sociale.

D'autres réseaux se forment autour de l'enseignement en offrant des cours de soutien gratuits. Finalement, l'échange de services, la mise en place des *banques de temps* (τράπεζες χρόνου) encourageant l'échange de services entre voisins et des monnaies alternatives participent aux différentes formes d'économie solidaire et dressent le tableau des mobilisations créées dans les années 2010-2014. Ces groupes, tantôt créés *ad hoc*, tantôt basés sur des initiatives déjà existantes, couvrent une large partie du pays et connaissent une concentration importante dans le bassin de l'Attique.

Dans ce cadre, SYRIZA, en prolongement de son investissement d'avant-2012, met au cœur de sa stratégie le renforcement de cette constellation contestataire et son implantation sur les différents terrains de mobilisation collective. Pour ce faire, SYRIZA se trouve dans une position privilégiée qui s'explique par le capital militant fort dont ses membres sont les porteurs. SYRIZA profite de l'implantation de ses militants dans ces différents types d'initiatives, une implantation qui vient comme le prolongement de l'engagement militant et activiste de ses membres. En effet, les militants de SYRIZA, ou en tout cas, une partie majoritaire d'entre-eux, sont activement impliqués dans différents types de mouvements sociaux apparus depuis les années 2000 autour de la question de l'altermondialisme. Celui-ci a donné naissance à des formes d'activisme et de mobilisation plus ou moins durables, à l'échelle locale et nationale. L'organisation des *fora* alternatifs au niveau national et européen, la production d'une contre-expertise en matière d'économie ou sur la question migratoire, s'inscrivent déjà dans un agenda contestataire et complètent les formes plus traditionnelles de mobilisation comme les manifestations contre les sommets de l'Union européenne ou les G20, etc. De plus, les membres de SYRIZA sont aussi présents lors des échéances de contestation interne, à savoir les mouvements étudiants de 2006-2007, ou la révolte de 2008.

Dans ce cadre, nous retrouvons des militants de SYRIZA déjà implantés dans des organisations et des initiatives le plus souvent informelles et peu institutionnalisées qui couvrent cependant un spectre élargi de mobilisations : solidarité avec les migrants, mise en place d'écoles pour les migrants, mobilisations pour les droits sociaux. La multiplication de ces terrains d'investissement politique alternatifs procure alors à SYRIZA des ressorts locaux et sociaux qui se substituent à la faiblesse de l'implantation du parti dans les institutions de médiation traditionnelles comme les syndicats. De surcroît, ce type de micro-ancrages dans l'espace local constitue un savoir-faire et une modalité d'action collective qui se multiplie lors de la crise. De

cette manière, dans la vague de contestation qui se développe depuis 2010, les militants de SYRIZA se trouvent déjà actifs dans les entreprises contestataires.

Cet investissement prend plusieurs formes qui visent à créer des ponts entre les deux sphères. Des meetings, des réunions ou des journées consacrés aux problèmes émergents se multiplient dans l'ensemble du pays et constituent des instances de circulation d'agents au profil et au capital social différents : lors de ces réunions nous retrouvons d'une part les responsables ou des députés du parti, partageant l'espace avec des représentants des différents mouvements, ainsi qu'avec des personnes disposant des positions institutionnelles. Nous choisissons de présenter deux exemples illustratifs de ce type d'opération : en janvier 2014, SYRIZA organise à Athènes une réunion ouverte sous forme de table ronde sur le sujet de la santé et de la couverture sociale intitulée : « La santé en unité de soins intensifs – La réponse de SYRIZA »[427]. Nous y retrouvons parmi les intervenants un médecin, cadre de SYRIZA, responsable du domaine de santé, une députée de SYRIZA, pharmacienne, ainsi qu'un représentant du dispensaire social d'Elliniko, quartier d'Athènes, mis en place depuis 2011. Parmi les intervenants on compte un médecin, membre du conseil général d'ADEDY, ainsi que le président de l'association professionnelle des médecins dans un hôpital central d'Athènes. Lors d'un autre événement, portant cette fois sur les droits du travail dans le cadre de l'austérité, deux chercheurs et collaborateurs scientifiques de l'Institut de Travail de GSEE et d'ADEDY animent le débat organisé par l'Institut Poulantzas, un *think tank* proche de SYRIZA[428].

Ces exemples, loin d'être exhaustifs, restent représentatifs de la création de circuits entre des ressources traditionnelles et des ressources contestataires, propres à la période de la crise. Nous constatons alors un transfert d'expériences et d'une circulation de personnel entre SYRIZA, les espaces de contestation et les institutions traditionnelles de représentation. SYRIZA réussit à étendre son influence dans l'espace de la contestation et à renforcer ses liens avec les syndicats et les institutions de représentation. Cette osmose procure aussi au parti des militants et cadres éventuels, puisque la reconversion vers SYRIZA de personnes déjà engagées dans différentes sphères sociales est un phénomène répandu qui renforce tant les effectifs militants que la bureaucratie partisane de SYRIZA. Ainsi, les représentants des entreprises

[427] SYRIZA, « Η υγεία στην εντατική. Η απάντηση του Σύριζα [La santé chez l'USI. La réponse de SYRIZA] », www.syriza.gr.
[428] SYRIZA, « Εργαζόμενοι και δικαιώματα την εποχή των μνημονίων [Travailleurs et droits à l'ère des Mémoranda] », www.syriza.gr.

contestataires réussissent à accéder à l'espace public et ils arrivent à promouvoir leur agenda, tout en créant et en renforçant leurs liens avec les organes locaux et centraux de SYRIZA. De plus, pour une partie d'entre-eux, ils créent des liens organiques avec le parti et ils sont souvent présentés dans des différents types d'élections sous le sigle de SYRIZA. Cette opération permet alors la valorisation des capitaux militants dans l'espace public et contribue à briser les circuits traditionnels de promotion politique. Plus globalement, nous soutenons l'idée que la conversion des capitaux militants entre le parti et les entreprises critiques, s'effectue pendant le démantèlement des ressorts traditionnels du bipartisme et se substitue aux circuits traditionnels de promotion, marqués par les transferts entre les partis comme PASOK ou ND et les institutions de représentation traditionnelles.

(2) …et processus de professionnalisation

Il faut néanmoins noter que l'irruption et la valorisation des capitaux et des ressources militantes dans le champ politique de la part de SYRIZA n'est pas univoque. SYRIZA, en tant que porteur d'un projet politique alternatif, attire en même temps une partie des élites nationales, ce qui produit une osmose entre profils militants et profils traditionnels dans la composition globale du parti. Plus particulièrement, la politisation des enjeux économiques constitue un pôle d'attraction pour des soutiens éventuels du parti. Dans ce cadre, des économistes, des universitaires et des syndicalistes se rapprochent de SYRIZA et lui offrent des ressources technocratiques, un savoir-faire pratique, ainsi qu'une légitimité dans sa démarche globale d'opposition. En effet, le manque d'expérience gouvernementale et l'absence d'un personnel proche des institutions et de l'exercice du pouvoir, rendent ces transferts non seulement possibles mais aussi désirables, sinon nécessaires, tout au long de cette période où SYRIZA se projette comme un parti gouvernemental.

Le rapprochement prend plusieurs formes. La rédaction pour SYRIZA d'un programme aux plans d'ajustement en est une. Dans ce cadre, ce n'est pas par hasard que la direction du parti se fait connaître pendant les années 2010-2014 d'une pléiade d'universitaires et d'experts tant nationaux qu'internationaux, qui semblent influencer, à différentes étapes, l'élaboration du

programme de SYRIZA[429]. Dans le même sens, l'équipe dirigeante de SYRIZA est renforcée par une série d'anciens conseillers ou de responsables politiques en rupture avec le PASOK ; les cas de N. Kotzias, ou A. Kotsakas sont des exemples illustratifs[430]. N. Kotzias, universitaire et ancien conseiller au ministère des Affaires Étrangères dans les années 1990, semble être un interlocuteur privilégié de l'équipe dirigeante de SYRIZA en concrétisant le paradigme de reconversion des anciennes élites politico-administratives vers SYRIZA. Le cas d'A. Kotsakas, membre fondateur du PASOK, ancien député et occupant de postes ministériels dans les gouvernements socialistes entre 1993 et 1996, est un autre exemple de l'attraction que SYRIZA exerce sur les anciens cadres ou conseillers socialistes qui se tournent vers le parti de la gauche radicale ; démissionnaire du PASOK depuis 2011, il devient un conseiller proche à A. Tsipras.

En même temps, une partie de responsables syndicalistes en défection se retrouvent dans les rangs de SYRIZA. Le cas de C. Spirtzis est exemplaire : président de l'Association nationale des ingénieurs civils et membre du Comité National du PASOK jusqu'en 2012, il adhère à SYRIZA et y poursuit une carrière politique. D'autres responsables syndicaux de premier rang, comme G. Raftopoulos, ancien président de GSEE, suivent le même type de trajectoire : ayant connu une carrière syndicale et politique à travers les organes du PASOK, ils se tournent vers SYRIZA, ce qui permet au parti de se consolider dans des champs où son influence reste traditionnellement anémique. Plus globalement, ces exemples illustrent le cas d'un personnel se trouvant au croisement du champ politique, de la haute administration et du milieu universitaire, qui forme progressivement un cercle entourant le leader du parti et les organes de direction de SYRIZA. Cette entreprise d'ajustement du parti aux exigences de l'exercice du pouvoir est une opération qui valorise et renforce les ressorts traditionnels de la politique, ce qui a comme résultat la diffusion des logiques technocratiques dans les instances décisionnelles du parti, la remise en question des capitaux légitimes traditionnels comme le militantisme et l'activisme et finalement, le bouleversement de l'identité partisane chez SYRIZA.

Cette ambiguïté entre capitaux militants atypiques et processus de professionnalisation est aussi illustrative de la construction du profil de leader d'A. Tsipras. Le leader de SYRIZA se trouve au cœur de la stratégie de communication politique de SYRIZA tout au long de la période 2010-2014 et par conséquent, son cas est illustratif des logiques qui pèsent sur la construction du

[429] GALBRAITH J.K., *Crise grecque, tragédie européenne*, *op. cit.*
[430] « Τα "ορφανά" του ΠΑΣΟΚ βρήκαν στέγη στην Κουμουνδούρου [Les "orphelins" du PASOK ont trouvé un toit chez rue Koumoundourou] », *Ethnos*, 19/05/2012.

profil d'un leader politique « atypique ». D'une part, A. Tsipras, représente un type d'ascension qui s'effectue à travers des organes du parti grâce à la valorisation du militantisme ; ce type de carrière interne reflète la composition du capital politique des membres du parti Synaspismos qui se base priorotairement sur le militantisme et l'occupation de postes dans la hiérarchie partisane. À la suite d'un passage par la jeunesse du KKE, A. Tsipras devient cadre de l'organisation étudiante de Synaspismos au début des années 1990. Lors de cette période d'engagement scolaire et étudiant, il se crée un premier capital politique lors des manifestations étudiantes et même scolaires qui ont marqué la période 1990-1991. Puis, il accède au poste du secrétaire de la jeunesse de Synaspismos entre 1999 et 2003, et il se présente pour la première fois aux élections parlementaires en 2004 sans succès. Depuis lors, il occupe des postes dans la hiérarchie du parti (Comité Central). Sa candidature en tant que tête de la liste pour la municipalité d'Athènes en 2006, constitue un tremplin pour son ascension dans les instances centrales du parti, de sorte que, lors de la démission de l'ancien président du parti, A. Tsipras est présenté et élu au poste de président de Synaspismos en 2008 par le Congrès du parti, un poste qu'il conserve lors du Congrès fondateur de SYRIZA en 2013. A. Tsipras, devient ainsi le leader politique le plus jeune dans l'histoire du pays, présentant un profil atypique qu'il cherche à valoriser au fil des années.

D'autre part, une fois que SYRIZA devient le second parti du pays, son leader multiplie les tentatives de construction d'un profil non seulement militant et contestataire, mais aussi d'un leader compétent. D'ailleurs, la question de la capacité de SYRIZA à gouverner le pays est une question qui marque le débat public tout au long de la période 2010-2014. Dans ce cadre, l'encadrement du président de SYRIZA par une série d'anciens « officiers politiques », la mise en place de groupes d'élaboration des politiques publiques et le soutien reçu des personnalités politiques ou universitaires internationales participent à une opération de crédibilisation de la personne d'A. Tsipras et de SYRIZA plus globalement. Tout au long de cette période, le leader de SYRIZA devient un interlocuteur principal auprès de milieux peu ouverts pour le parti dans le passé : la multiplication des rencontres avec des responsables patronaux, avec les armateurs et avec les plus hautes instances de l'Église contribue à un ajustement progressif de Tsipras sur les modes de faire et les modes d'être politiques ordinaires.

Les élections européennes de 2014 offrent alors une opportunité sans précédent pour qu'A. Tsipras se projette comme un leader national potentiel. Plus concrètement, l'adhésion de SYRIZA au groupe de la Gauche Unitaire Européenne (GUI/GVN) et la candidature d'A.

Tsipras pour le poste du Président de la Commission Européenne créent une dynamique inédite pour le renforcement et la légitimation de SYRIZA et de son leader tant au plan européen que – surtout — sur le plan national. La candidature d'A. Tsipras à la tête de la liste européenne, quoique symbolique étant donné les rapports de force au Parlement européen, lui procure une série d'avantages matériels et symboliques et renforce ce processus de professionnalisation de la direction du parti. En effet la période qui précède les élections européennes constitue une période pendant laquelle A. Tsipras fait la connaissance ou renforce ses liens avec des leaders politiques européens avec lesquels il multiplie les meetings et les échanges. De surcroît, il rencontre des responsables d'institutions et d'organismes internationaux où il se fait inviter pour échanger sur le programmed'ajustement grec et où il expose ses visions. Cette inscription de SYRIZA dans les arènes internationales tend à renforcer la position du parti au plan interne puisque le parti et son leader se présentent, *de facto*, comme porteurs d'un projet alternatif qui circule et dialogue avec une problématique plus large au niveau européen. De cette manière, SYRIZA diffuse son programme alternatif pour la Grèce et l'Europe et en même temps, il introduit A. Tsipras comme un futur leader potentiel.

En même temps, ce rapprochement avec les élites internationales procure une série d'avantages. Tout d'abord, il augmente la visibilité du parti dans l'arène européenne. En outre, l'inscription du parti dans la gauche européenne permet la circulation des idées et la multiplication des soutiens externes envers SYRIZA[431]. La circulation des idées, des projets politiques et du personnel de gauche au niveau européen à l'occasion des élections, l'osmose d'A. Tsipras avec les milieux de décision européens visent à crédibiliser le parti au plan national. Le discours anti-mémorandum devient de plus en plus élaboré et en outre, cette opération renforce –même indirectement — l'engagement proeuropéen de SYRIZA, ce qui permet au parti de faire face aux accusations qui le présentent comme un danger pour le maintien de la Grèce dans la zone Euro, voire l'Union Européenne.

[431] SHEEHAN H., *The Syriza wave: surging and crashing with the Greek left*, New York, Monthly Review Press, 2017.

(3) Candidats et cadres de SYRIZA : vers une nouvelle composition interne ?

La sélection des candidats aux élections européennes reflète bien les mutations survenues dans le profil et les modalités d'accès en politique au sein de SYRIZA. La liste des candidats au Parlement montre un équilibre entre des personnes représentant des carrières davantage militantes et des personnes s'appuyant sur leur capital social personnel, mis au service de la cause du parti[432]. Les universitaires représentent 22 % des candidats, formant ainsi un groupe important auquel nous pouvons ajouter des journalistes, ainsi que des personnes dont l'expertise en différents domaines constitue le fondement de leur candidature. Ce nombre important témoigne d'une part des relations anciennes de la gauche eurocommuniste avec les milieux intellectuels, mais il reflète aussi le rapprochement actif, voire l'adhésion, d'universitaires à la cause de SYRIZA dans la période de la crise. Plus concrètement, le déchiffrement des trajectoires nous montre que ce sont les instances de production de contre-expertise qui se trouvent au cœur de l'engagement et de la conversion pour SYRIZA : encore une fois, les forums européens et nationaux mis en place sous l'égide du Forum Social Européen, les instituts de recherche nationaux comme celui de la GSEE ou l'institut Poulantzas constituent des lieux de rencontre et d'osmose entre les différents universitaires ou experts et SYRIZA. De cette façon, le renforcement institutionnel de SYRIZA ouvre des opportunités concrètes qui permettent la reconversion de ce personnel vers une carrière politique. C'est dans ce cadre d'expansion de SYRIZA que la proximité idéologique latente ou la convergence de visions sur différents sujets se concrétisent dans l'occupation des postes électifs ou dans la bureaucratie partisane.

D'autre part, le capital militant et contestataire est bien présent dans la liste des candidats. Plus de la moitié des candidats sont membres de SYRIZA (52 %). Cependant, ce capital ne s'accumule pas uniquement à travers les organes partisans. C'est précisément dans l'articulation entre les différentes mobilisations et les organes de SYRIZA qu'il faut chercher les sources de promotion. Tout d'abord, SYRIZA profite de son investissement sur les revendications syndicales depuis la mise en œuvre des programmes d'ajustement. Les syndicalistes représentent alors environ un tiers des candidats (29 %). Parmi eux, nous rencontrons tant des responsables syndicaux, déjà établis dans leur propre milieu et convertis chez SYRIZA, que d'autres qui

[432] « Η νέα κεντρική επιτροπή του ΣΥΡΙΖΑ [Le nouveau comité central de SYRIZA] », *Avgi*, 16/07/2013.

construisent un capital syndical à travers les mobilisations qui ont émergé dans le cadre du mémorandum.

Plus largement, la majorité écrasante des candidats semble avoir une relation plus ou moins organique avec des mouvements sociaux. Soit en tant que militants à travers les organes partisans, soit à travers des organisations diverses, les candidats de SYRIZA partagent un héritage commun qui se réfère au Forum Social Européen, ainsi qu'aux différentes mobilisations nationales ou internationales dans le cadre de la globalisation. Les mouvements étudiants, les mouvements et initiatives écologiques, les mouvements autour de la défense de la propriété publique et contre les privatisations, ainsi que les mobilisations locales constituent des pôles autour desquels s'organise le militantisme de SYRIZA[433]. Nous retrouvons ici un autre aspect du schéma de promotion émergent dans le champ politique grec. À l'exemple du PASOK et de la ND, SYRIZA crée des organisations annexes mais, à la différence de ces partis dont les organisations sont davantage orientées vers les institutions étatiques, les organisations de SYRIZA sont orientées vers les milieux contestataires et la sphère des mobilisations.

La composition des listes reflète ainsi d'une certaine manière les oppositions qui marquent la composition — en termes de capital politique — du Comité Central et des organes de direction de SYRIZA, à la suite du Congrès de 2013[434]. Si l'on peut esquisser une typologie, nous pourrions soutenir que les organes sont répartis entre des nouveaux-entrants se basant sur un capital politique propre et les militants qui doivent leur promotion aux organisations partisanes et annexes. Les nouveaux entrants investissent leur prestige personnel et se trouvent en proximité avec A. Tsipras et la direction du parti qui tend à valoriser de plus en plus ce type de profil. En effet, la direction du parti s'avère, pour des raisons pratiques, prompte à l'ouverture de SYRIZA à des personnes externes, ainsi qu'aux dissidents du PASOK, puisqu'ils sont potentiellement porteurs d'une clientèle personnelle soit directement dans l'arène politique, soit dans d'autres arènes de concurrence non politique. Cependant, les anciens cadres du PASOK,

[433] SYRIZA, « Ευρωψηφοδέλτιο ΣΥΡΙΖΑ - Βιογραφικά Υποψηφίων [Liste des candidats de SYRIZA aux élections européennes - CV des candidats] », www.syriza.gr.

[434] « Η νέα κεντρική επιτροπή του ΣΥΡΙΖΑ (Le nouveau comité central de SYRIZA) », *Avgi*, 16/07/2013. SYRIZA constitue jusqu'à la tenue du Congrès fondateur en 2013 une coalition de différents partis et organisations de gauche. Dans ce cadre, les différentes composantes de la coalition jouissent d'une autonomie fonctionnelle et d'une bureaucratie propre. La promotion aux postes de responsabilité communs et aux postes électifs obéit alors tant aux principes de proportionnalité qu'aux rapports de force localisés. Le Congrès vise à rompre avec le statut d'autonomie des différentes composantes, même s'il permet la formation des courants internes.

même s'ils forment une faction interne dans SYRIZA, se trouvent largement exclus des postes de direction lors du vote pour la composition du Comité Central du parti.

Au contraire, c'est l'aile gauche du parti, à savoir la Plateforme de Gauche, qui renforce sa position dans les rapports de force internes puisque une large partie des organes partisans sont occupés par ses membres. La Plateforme de Gauche constitue non seulement la tendance la plus critique face aux programmes d'ajustement et aux normes européennes, mais elle représente aussi les porteurs d'un capital militant classique dans SYRIZA. Sur ce point il faut noter que la Plateforme de Gauche comprend aussi des personnes qui militaient dans de petites organisations ou groupes de la gauche qui formaient la coalition électorale de SYRIZA avant la tenue du Congrès. Dans ce cadre, si la tenue d'un Congrès vise à institutionnaliser davantage le parti et à homogénéiser les factions internes, elle reproduit la composition interne variée qui marque l'expansion quantitative de SYRIZA.

Section 2. Les luttes pour la (re)définition des enjeux de la compétition politique

Si « les partis n'existent que relationnellement »[435], les tentatives de refondation du PASOK ainsi que le cas de Potami doivent s'appréhender aussi sous les effets entraînés par la montée de SYRIZA dans le champ politique. SYRIZA contribue largement à la diffusion et à l'imposition des nouvelles lignes d'opposition, opération qui est renforcée à la suite de sa montée électorale. Son investissement sur le mémorandum et sur la dé-crédibilisation des acteurs établis fait partie intégrante des luttes (réussies) pour la définition des visions et des divisions qui traversent le champ politique. En effet, SYRIZA réussit à inscrire son propre agenda politique au cœur du débat politique : le mémorandum, la crise humanitaire, la dimension européenne de la crise, la responsabilité du bipartisme font partie d'un discours de plus en plus diffusé et audible. Les discours avancés et les actions mises en œuvre en vue des élections européennes contribuent à la légitimation et la pérennisation des entreprises critiques et contribuent à la montée en puissance du parti.

[435] OFFERLÉ M., *Les partis politiques, op. cit.*, p. 88.

a) La pérennisation du mémorandum comme enjeu politique central

Depuis le début de 2013, SYRIZA met en place des comités de travail spécialisés dont l'objectif est l'élaboration d'une analyse et la proposition de mesures sur différents domaines cruciaux qui constituent le programme du parti. Dans ce cadre, en mars 2014 SYRIZA synthétise ses propositions pour affronter la « crise humanitaire », qui constitue désormais un leitmotiv phare de SYRIZA dans sa stratégie d'opposition. La mise en avant de la crise humanitaire offre ainsi à SYRIZA, non seulement un argument d'opposition fort, mais aussi un programme qui rompt totalement avec le récit gouvernemental. La politisation du mémorandum passe désormais par des questions qui traversent une série d'activités économiques et sociales. SYRIZA concrétise alors le discours d'opposition en proposant un agenda social en rupture avec les accords signés et les exigences budgétaires qui les accompagnent. L'allègement de l'endettement des ménages, les mesures de soulagement fiscal, la couverture sociale pour tous, la protection de l'habitat, l'assurance de la nourriture et de l'accès aux transports pour tous, ainsi que la lutte contre les prix élevés, figurent parmi les mesures phares de SYRIZA[436]. La question de l'économie sociale et solidaire fait également l'objet d'une élaboration plus poussée de la part de SYRIZA qui cherche à encadrer et à opérationnaliser ce secteur en pleine expansion depuis le début des années 2010[437].

Parallèlement, l'accent est mis aussi sur des questions institutionnelles qui touchent le système politique. Dans ce cadre SYRIZA s'approprie des critiques déjà existantes sur le déficit démocratique des institutions représentatives nationales et internationales, et il critique la dégénérescence des institutions représentatives et des procédures démocratiques lors de la mise en œuvre des programmes d'ajustement[438]. Les mesures proposées touchent alors l'ensemble du fonctionnement des institutions et elles se réfèrent entre autres choses à l'introduction des procédures de démocratie directe, à l'organisation de référendums par l'initiative populaire, au renforcement des compétences du parlement face au pouvoir exécutif, au financement des partis

[436] SYRIZA, *Οι προτάσεις του ΣΥΡΙΖΑ για τα άμεσα μέτρα ανακούφισης των θυμάτων της ανθρωπιστικής κρίσης [Les propositions de SYRIZA pour les mesures d'allègement des victimes de la crise humanitaire]*, SYRIZA, 2014.
[437] SYRIZA, *Πρόταση θέσεων για την κοινωνική και αλληλέγγυα οικονομία για το πρόγραμμα του ΣΥΡΙΖΑ [Propositions sur l'économie sociale et solidaire pour le programme de SYRIZA]*, Athènes, SYRIZA, 2014.
[438] HOANG-NGOC L. et F. LEBARON, *Les mystères de la Troïka, op. cit.*

politiques ou à l'introduction de logiques proportionnelles dans la loi électorale[439]. Cet investissement multidimensionnel crée ainsi une dynamique qui combine dans son programme la suspension des effets de la crise, la refondation d'un État social, ainsi que la propagation d'une vision anti-austérité dans l'ensemble de l'Europe, passant par la formation de coalitions potentielles au niveau européen.

Cette position critique, combinant l'euroscepticisme, la critique envers les élites établies au niveau national et européen ou les promesses de restauration de l'État social, conjuguée à la montée électorale impressionnante du parti lors de la crise économique, contribue à la classification de SYRIZA comme un parti populiste tant par ses adversaires politiques que par des chercheurs comme C. Mudde[440]. Il s'agit d'ailleurs d'une période marquée par le renouveau de l'intérêt sur la question du populisme, à la suite de l'émergence et du succès électoral en Europe de partis hybrides, difficilement classés selon les catégories classiques, comme Podemos en Espagne, ou le Mouvement Cinq étoiles en Italie[441]. Cependant, nous insistons sur le fait que caractériser SYRIZA comme populiste soulève des problèmes théoriques importants et occulte tant les dynamiques propres du parti que son inscription dans le cadre de la gauche grecque.

Sur le plan théorique, le concept du populisme s'avère problématique à plusieurs égards : il s'agit d'un concept à forte connotation politique, aux usages à la fois politiques et savants, dont le contenu diffère en fonction de la période et du contexte national examiné[442]. Dans le cas grec, les usages du concept sont loin d'être neutres. D'abord, ce dernier est un argument de propagande contre SYRIZA, mobilisé largement par les opposants politiques et notamment le PASOK et la ND tout au long de la période examinée. En outre, le concept a son propre histoire dans la littérature académique grecque puisqu'il est mobilisé pour désigner l'arrivée du PASOK au pouvoir et son style d'exercice du pouvoir[443]. En l'occurrence, la thèse de C. Mudde, selon laquelle SYRIZA présente la version moderne, voire le remplacement du PASOK dans le

[439] Pour une synthèse, voir PAPADIMITRIOU N., « Οι προτάσεις της αξιωματικής αντιπολίτευσης για το πολιτικό σύστημα- συνταγματική αναθεώρηση [Les propositions de l'opposition majeure sur le système politique et la réforme constitutionnelle] », *Avgi*, 29/06/2013.
[440] MUDDE C., *Syriza, op. cit.*
[441] MUDDE C., « Europe's Populist Surge », *Foreign Affairs*, 2016, vol. 95, n° 6, p. 7.
[442] COLLOVALD A., « Populisme », *Quaderni*, 2007, vol. 63, n° 1, p. 71–73 ; RIOUX J.-P. (dir.), *Les populismes*, Paris, Perrin, 2007.
[443] SPOURDALAKIS M., « The study of political parties in Greece », *European Journal of Political Research*, 1994, n° 25, p. 499–518.

populisme de gauche en Grèce[444], semble nier les ressorts sociaux, le profil du personnel politique et la structure organisationnelle des deux partis.

Le flou du populisme en tant que catégorie analytique donne ainsi naissance à des comparaisons contestables : l'opposition essentielle entre le peuple et l'élite (corrompue), constituant, selon C. Mudde, le critère essentiel de classification, est loin d'être réservée aux partis dits populistes[445] ; au contraire, l'appel au peuple et la mobilisation des schémas de division sociale semblent faire partie intégrante des luttes pour la domination politique. La comparaison devient encore plus délicate quand nous nous référons aux partis de droite considérés comme populistes qui monopolisent traditionnellement les études du populisme en Europe[446]. La critique face à l'Union Européenne qui est consideré comme un trait caractéristique des partis populistes ne constitue pas selon nous un critère suffisant de classification. Des sentiments ou des propositions critiques envers l'Europe semblent se diffuser transversalement aux différents partis politiques européens sans pour autant qu'ils constituent le privilège de la gauche ou de la droite européenne[447].

La comparaison de SYRIZA avec les autres partis « populistes » qui lui sont régulièrement associés qui semblent constituer l'élan populiste des années 2010. Le parallèle avec Podemos et le Mouvement Cinq étoiles montre que si ces partis connaissent tous une croissance électorale pendant la crise, cette caractéristique est au fond leur seul trait commun. Nous parlerons plutôt d'une constellation de partis qui émergent dans un contexte commun, celui d'une crise, en tant qu'entreprises contestataires[448], mais dont les dispositions dans les champs nationaux et les modalités de victoire électorale restent propres. SYRIZA par exemple, à la différence des autres partis européens mentionnés, est un parti déjà ancré au cours des années, malgré son influence électorale médiocre, dans le champ politique grec, ce qui ne vaut pas pour

[444] MUDDE C., *Syriza*, *op. cit.*, p. 4.
[445] MUDDE C., « The Populist Zeitgeist », *Government and Opposition*, 2004, vol. 39, n° 4, p. 541–542 ; MUDDE C., *Syriza*, *op. cit.*, p. 66 ; MUDDE C. et R.C. KALTWASSER, *Λαϊκισμός, μια σύντομη εισαγωγή [Populisme, une brève introduction]*, Athènes, Epikenrto, 2017.
[446] MUDDE C., *Populist Radical Right Parties in Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007 ; VASILOPOULOU S., *Far right parties and Euroscepticism: patterns of opposition*, London New York, ECPR Press, Rowman & Littlefield International, 2017.
[447] LECONTE C., « From pathology to mainstream phenomenon: Reviewing the Euroscepticism debate in research and theory », *International Political Science Review*, 2015, vol. 36, n° 3, p. 250–263 ; BITZILEKIS A.-E., *The dynamics of party-based euroscepticism during the economic crisis in Greece*, Mémoire de Master, Universiteit Leiden, Leiden, Netherlands, 2013.
[448] VERNEY S. et A. BOSCO (dir.), *Protest elections and challenger parties: Italy and Greece in the economic crisis*, London, Routledge, 2015.

les entreprises politiques qui sont créées au cours d'une période de bouleversements politiques dans leurs pays. Les conditions de formation pèsent aussi sur l'organisation interne : si SYRIZA dispose déjà d'une bureaucratie interne, Podemos cherche à créer un mécanisme de mobilisation en vue des élections[449]. Au contraire, l'organisation politique dirigée par Beppe Grillo prend la forme de parti politique uniquement à la suite du succès électoral de 2013.

Plus largement, SYRIZA tire son origine, sa construction idéologique et son personnel politique de la gauche eurocommuniste comme elle s'est formée historiquement à travers le parti KKE Intérieur puis Synaspismos, à la suite de la scission survenue au sein de la gauche communiste grecque en 1968[450]. L'équipe dirigeante de SYRIZA a été formée dans les organes partisans, et plusieurs membres et cadres du parti trouvent l'origine de leur engagement au sein du KKE. Globalement, Synaspismos est historiquement un parti proeuropéen et soutenant le projet d'intégration européenne de la Grèce. Depuis le début des années 2000, sous l'influence accrue de l'œuvre d'E. Laclau et l'irruption du mouvement altermondialiste, le parti effectue un virage stratégique en adoptant et en investissant davantage dans les nouvelles formes de contestation transversales qui brouillent les frontières nationales de la mobilisation[451].

Ce virage est officialisé lors du 4ème Congrès de Synaspismos en 2004 et l'ascension à la tête du parti d'A. Alavanos, cadre historique du parti issu du KKE. Le texte adopté à la fin des travaux du Congrès pose explicitement le nouveau positionnement du parti : « *Aujourd'hui plus que jamais, SYN, à travers son Congrès, s'engage à renforcer le « mouvement des mouvements » polymorphe, et plus particulièrement, le mouvement mondial de paix conçu comme un grand opposant de la coalition des fractions les plus agressives du capital mondial sous l'égide des États-Unis. Le Forum Social Grec, en tant que partie du Forum Social Européen et Mondial, constitue un acquis important du mouvement contre la guerre et la mondialisation capitaliste néolibérale. Nous nous engageons au sein de notre Congrès de prendre les mesures nécessaires afin que nos militants s'activent dans les différents secteurs sociaux dans le cadre du Forum.*

[449] NEZ H., *Podemos: De l'indignation aux élections*, Paris, Les petitis matins, 2015.
[450] Pour une synthèse de la trajectoire historique de Synaspismos voir VOULGARIS G., *La Grèce de Metapolitefsi 1974-2009*, *op. cit.*
[451] LACLAU E. et C. MOUFFE, *Hegemony and socialist strategy: towards a radical democratic politics*, London - New York, Verso, 2001 ; LACLAU E., *La raison populiste*, Paris, Seuil, 2008 ; PIANTA M. et D. ZOLA, « La montée en puissance des mouvements globaux », *I. SOMMIER, O. FILLIEULE et É. AGRIKOLIANSKY (dir.), Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe. Une perspective comparée*, Paris, Karthala, 2008, p. 61–65 ; AGRIKOLIANSKY É. et I. SOMMIER (dir.), *Radiographie du mouvement altermondialiste: le second Forum social européen*, Paris, La Dispute, 2005.

Nous nous engageons à contribuer pour que le Forum Social devienne un espace de rencontre de personnes, de collectifs et de forces sociales (…) pour que ses actions s'élargissent au sein du peuple grec et notamment parmi la jeunesse»[452].

Dans ce cadre, SYRIZA multiplie les thématiques et les terrains d'intervention en s'écartant davantage de l'héritage eurocommuniste traditionnel[453]. Ce virage vers les nouveaux mouvements et la question de l'écologie se traduit alors par une flexibilité du parti en ce qui concerne les répertoires d'action. Privé de toute façon de liens organiques avec les institutions traditionnelles de représentation, SYRIZA s'implante dans les différentes formes nationales et locales de mobilisation qui se multiplient dans le cadre de la décentralisation de l'action collective promue par le mouvement altermondialiste. De cette manière, au moment où la question du programme d'ajustement se pose au cœur du débat public, SYRIZA mobilise les catégories de pensée propres à la critique du néolibéralisme et de la zone euro et crée une dynamique qui articule la critique adressée aux politiques européennes avec les mobilisations sociales nationales contre les répercussions de l'austérité. C'est alors la concrétisation des idées déjà en circulation au niveau national et international et la mobilisation des réseaux [454] thématiques déjà constitués qui dressent ce qui se désigne comme la « stratégie populiste » de SYRIZA, à savoir les conditions d'opportunité politique pour que SYRIZA diffuse et impose son agenda anti-mémorandum dans le champ politique.

[452] SYNASPISMOS, « Πολιτική απόφαση 4ου συνεδρίου του Συνασπισμού της Αριστεράς των Κινημάτων και της Οικολογίας [Décision politique - 4ème Congrès de la Coalition de la Gauche des Mouvements et de l'Ecologie] », 2004.

[453] MPALABANIDIS G., *Ευρωκομμουνισμός. Από την κομμουνιστική στη ριζοσπαστική ευρωπαϊκή αριστερά [Eurocommunisme. De la (gauche) communiste à la gauche radicale européenne]*, Athènes, Polis, 2015.

[454] Nous concevons ici le terme réseau au sens d'un « rassemblement d'individus et de groupes dans un mouvement distendu, faiblement hiérarchisé et institutionnalisé, orienté vers une fin précise et limitée », définition donnée par SOMMIER I., *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion, 2003, p. 26.

b) Le centre-gauche comme récit de la réorganisation socialiste.

La chute du PASOK suscite chez l'ensemble des socialistes un questionnement profond, presque existentiel sur les causes de l'effondrement et les stratégies de recomposition du parti. La problématique de la crise interne traverse les discours et les pratiques des socialistes au lendemain du séisme électoral. Dans ce cadre, les socialistes cherchent à réinventer l'identité partisane et à esquisser les termes de la reconstruction du PASOK. La recherche d'identité entraîne un mouvement de rétrospection. Plus particulièrement, la nouvelle direction du parti, et notamment le Président du parti, E. Venizélos, cherche à former et à imposer un récit global donnant un sens au passé historique du PASOK, à la crise actuelle, tant partisane que plus large, ainsi qu'aux horizons de dépassement de la crise. En d'autres termes, « *(…) E. Venizélos tente d'ouvrir un dialogue avec l'histoire du parti* »[455], une opération qui s'impose comme cruciale dans la perspective de la recomposition partisane.

Les responsables socialistes semblent comprendre que la recomposition du PASOK ne peut s'effectuer selon le modèle traditionnel, puisque le parti se trouve à la fois dissocié de ses ressorts traditionnels, privé de ses ressources et que son étiquette politique est fortement dévalorisée. Dans ce cadre, les socialistes cherchent à activer des identités politiques et idéologiques plus larges comme « le camp démocratique » ou « le camp progressiste ». Cette opération s'articule d'une part avec des discours qui sont présents chez les socialistes depuis la fondation du parti et contribue d'autre part au renforcement de l'appartenance du PASOK au centre-gauche réformiste. De cette manière, la direction du parti cherche à se distancier idéologiquement de son partenaire gouvernemental, la ND, dans la mesure où la coalition provoque des crises internes à répétition. En outre, l'investissement dans le centre-gauche vise à tracer des frontières nettes avec SYRIZA - désigné comme populiste – dont on rappelle qu'il séduit une partie de l'électorat du PASOK.

Les socialistes cherchent à définir un espace politique, celui du centre-gauche et à se présenter parallèlement comme les héritiers légitimes de la tradition sociale-démocrate, réformiste et proeuropéenne. Le nom Olivier d'ailleurs, fait directement allusion au projet de

[455] ELEFTHERIOU K. et C. TASSIS, *PASOK: La montée et la chute*, *op. cit.*, p. 187.

refondation de la social-démocratie italienne au milieu des années 1990[456]. L'accent sur l'inscription de l'Olivier dans la famille européenne de la social-démocratie est alors utilisé à la fois comme un point de légitimation du nouveau projet politique et comme un argument contre le discours et les stratégies de SYRIZA qui cherche de plus en plus à pénétrer l'héritage à la fois réformiste et européen du centre-gauche.

Le Congrès du PASOK, tenu en mars 2013, est alors une première initiative de la part de la direction socialiste visant à proposer une vision homogène et à réorganiser le PASOK. Lors des débats précédant le Congrès, le président du parti cherche à construire les nouvelles références du parti, projet qui s'illustre aussi par l'intitulé de son discours en juillet 2012 « La trajectoire historique et la gestion de la crise ». La recomposition du PASOK s'inscrit désormais dans un cadre plus large, qui rassemble potentiellement des appuis issus des organisations et des personnalités de la gauche, notamment du DIMAR. Lors du Congrès, le président du parti fait allusion à la nécessité de la formation du centre-gauche et pose cette opération comme l'objectif principal du parti :

« *Le PASOK croit à la constitution d'une grande majorité de centre-gauche (…) nous proposons une coalition qui se présente unie aux élections de sorte que le grand centre-gauche soit la première force, ce qu'il est et ce qu'il mérite d'être (…)Nous avons chuté en tant que PASOK mais nous remonterons en tant que PASOK et grand centre-gauche avec l'ensemble du pays*»[457].

La rhétorique autour du centre-gauche (Κεντροαριστερά) est présente dans le discours public et dans les discours des socialistes depuis les années 1990, mais sans qu'elle n'ait été systématisée[458]. Le terme semble apparaître dans le cadre de la discussion plus large au sein de la social-démocratie européenne et dans ce sens, il fait écho aux ajustements idéologiques et organisationnels mis en place dans les partis sociaux-démocrates comme le Labour et le SPD.

[456] LAVDAS K., « Κεντροαριστερά, εκλογικά καρτέλ και ευρωπαϊκή σύγκλιση. Η Ιταλία σε συγγκριτική προοπτική [Centre-gauche, cartels électoraux et convergence européenne. L'Italie en perspective comparée] », *I. KATSOULIS (dir.), Nouvelle Social-démocratie*, Athènes, Sideris, 2002, p. 209–215.

[457] « Ε. Βενιζέλος: Συγκρότηση μεγάλης κεντροαριστεράς με κοινή κάθοδο στις εκλογές [E. Venizélos : formation du grand centre-gauche et présentation commune aux élections] », *Naftemporiki*, 01/03/2013.

[458] SIMITIS C., *Για μια κοινωνία ισχυρή για μια ισχυρή Ελλάδα [Pour une société forte, pour une Grèce puissante]*, *op. cit.* ; MPALAMPANIDIS G., *« Για μια κοινωνία ισχυρή, για μια ισχυρή Ελλάδα ». Κριτική ανάγνωση του εκσυγχρονιστικού εγχειρήματος (1996-2004): Πολιτική και ιδεολογία. ["Pour une société forte, pour une Grèce puissante". Lecture critique du projet modernisateur (1996-2004): Politique et idéologie]*, Mémoire de Master - Science politique et Histoire, Panteion University of Social and Political Sciences, Athènes, 2007.

Dans ce cadre, la variante grecque du terme « centre-gauche » tire des débats internationaux l'enjeu du dépassement des clivages historiques entre gauche et droite, mais elle est aussi produite par des dynamiques propres. L'appel au centre-gauche de la part du PASOK s'inscrit dans la phase de la mise en œuvre du projet modernisateur où la direction du parti cherche, au milieu des années 1990, à redéfinir le positionnement du parti et à étendre l'audibilité du PASOK dans ce qui se désigne comme l'« espace moyen » (μεσαίος χώρος). En effet, comme nous l'avons déjà évoqué, depuis le milieu des années 1990, la concurrence politique bipolaire est progressivement dépossédée de ses héritages historiques tandis que les deux principaux partis convergent vers des positions plus neutres, désignées comme plus proches du centre du spectre politique. Dans ce cadre, l'appel au centre-gauche par le PASOK se conçoit comme une stratégie pour esquisser, définir et s'approprier cet espace intermédiaire.

Plus précisément, dans la phase de consolidation du bipartisme à partir des années 1990, la stratégie du PASOK s'oriente davantage vers la partie de l'électorat qui semble osciller davantage entre lui et la ND. Il s'agit d'une période, marquée d'une part par la diminution de la force des partis communistes en faveur du PASOK et d'autre part, par la convergence du PASOK avec la ND. Parallèlement, lors de cette période, les identifications traditionnelles autour de l'axe gauche- droite s'avèrent de plus en plus affaiblies dans l'électorat qui penche vers le « centre » des positions politiques[459]. Dans ce cadre, le PASOK cherche davantage à dépasser l'opposition entre gauche et droite en revendiquant des concepts plus larges mais plus neutres, comme celui du « camp démocratique et progressiste ». C'est dans ce contexte qu'apparaît dans le débat public la problématique du centre-gauche dans les années 1990.

Sur le plan politique, ces initiatives promeuvent la formation d'un espace de centre-gauche qui dépasse les frontières du parti socialiste et qui dialogue avec la gauche, et notamment avec les fractions au sein du Synaspismos qui sont favorables au projet modernisateur et européen mis en œuvre par le PASOK sous C. Simitis. L'ancien Premier ministre déclare d'ailleurs publiquement sa proposition de collaboration politique avec le Synaspismos lors du Congrès de ce dernier en 1996[460]. Ces initiatives conduisent à un accord entre les deux partis qui donne naissance à des collaborations localisées entre candidats socialistes et candidats issus de

[459] PROVI F., « Νέες κοινωνικές διαιρέσεις και συλλογικές ταυτότητες στο μικροσκόπιο της ποιοτικής έρευνας [Nouvelles divisions sociales et identités collectives au microscope de l'étude qualitative] », *C. VERNARDAKIS (dir.), VPRC: l'opinion publique en Grèce 2007. Élections parlementaires, système de partis, culture politique, Gauche-Droite aujourd'hui*, Athènes, Savvalas, 2008, p. 82–83.
[460] MPALAMPANIDIS G., *Lecture critique du projet modernisateur*, *op. cit.*, p. 75.

Synaspismos lors des élections municipales de 1998. De plus, l'ouverture du PASOK vers le Synaspismos conduit progressivement à une reconversion des cadres historiques de la gauche eurocommuniste vers le PASOK, phénomène qui semble matérialiser l'initiative du centre-gauche grec au tournant du siècle.

Sur le plan électoral, l'appel au centre-gauche est en phase avec l'expansion du PASOK vers des couches de la société désignées comme plus dynamiques, comme les professions libérales ou les autoentrepreneurs. Il amène l'apparition et la stabilisation d'un électorat intermédiaire, moins enclin aux clivages traditionnels et davantage attiré par la dynamique convergente. On se réfère ainsi aux classes moyennes émergentes au sein de l'européanisation du pays, dont la définition et l'appropriation électorale constituent la pomme de discorde par excellence entre la ND et le PASOK tout au long des années 2000. Par ailleurs, cette transformation du discours et du positionnement du PASOK semble être en phase avec la manière dont les membres du parti conçoivent leur positionnement idéologique. Selon deux enquêtes menées en 1994 et en 2000 parmi les membres du PASOK, ceux-ci s'identifient davantage à la gauche en 1994, alors qu'en 2000, la majorité des membres se positionne au « centre » du spectre politique, phénomène notamment majoritaire chez les membres appartenant à la tranche d'âge des 19-40 ans[461].

La construction du centre-gauche et l'investissement sur un camp politique dépassant les frontières du parti sont alors un élément récurrent dans les discours, se trouvant en phase avec les mutations électorales survenues dans le cadre de la convergence idéologique et avec les discussions qui traversent le sujet de l'identité et de la stratégie des partis socialistes. Cependant, tout au long de cette période où le PASOK disposait d'une position hégémonique au sein du champ politique, la notion du centre-gauche restait surtout un débat théorique sans être concrétisé dans des projets visant à transformer les modèles organisationnels et les frontières entre les partis de gauche en Grèce. Les objectifs affichés restaient le plus souvent au niveau des discours[462]. Or, c'est précisément au moment de l'effondrement du PASOK que les socialistes cherchent à opérationnaliser les schémas politiques qui leur permettraient de dialoguer avec une tradition et une étiquette politique plus large et plus légitime que celle du PASOK.

[461] *Ibid.*, p. 76.
[462] ELEFTHERIOU K. et C. TASSIS, *PASOK: La montée et la chute*, *op. cit.*, p. 146–147.

Section 3. Quelle recomposition pour les milieux partisans locaux ?

Parallèlement aux mutations observées sur le plan national, la reconfiguration du jeu politique touche aussi l'échelle locale. Plus précisément, l'ébranlement du label partisan et les mutations survenues dans les rapports de force partisans trouvent leur écho dans l'espace du Pirée. Cependant, il n'existe pas de correspondance directe entre la reconfiguration des rapports de force nationaux et locaux. Notre thèse souligne que les investissements partisans dans l'arène politique locale sont davantage influencés par la configuration locale des différents partis que par la disposition des forces politiques au niveau national. Pour le dire autrement, dans un contexte marqué par la fluctuation des ressources légitimes, l'étiquette partisane masque davantage « la multiplicité des formes d'implantation locale des entreprises politiques »[463]. L'analyse des milieux partisans locaux s'impose alors pour mieux appréhender à la fois la reconfiguration des rapports locaux, la diversité locale des partis politiques et, finalement comprendre la manière dont l'offre politique s'organise en vue des élections locales. Dans cette perspective, nous choisissons d'examiner trois partis, à savoir le PASOK, SYRIZA et Aube Dorée, afin de mieux éclairer la restructuration asymétrique des milieux partisans. Nous examinons la manière dont les tendances nationales, à savoir l'effondrement ou le renforcement organisationnel et électoral, s'articulent avec l'implantation locale des partis et définissent le cadre du travail politique et la présence des partis dans la compétition politique locale.

[463] SAWICKI F. et J.-L. BRIQUET, « L'analyse localisée du politique », *op. cit.*, p. 9.

a) Le milieu socialiste local : contraintes collectives, opportunités personnelles ?

C'est au niveau local que la crise du PASOK est conçue et vécue comme un effondrement total. Au Pirée, le PASOK se délite. Les membres des sections du parti font face à une pénurie nédite de ressources et de militants à la suite de la désagrégation organiosationnelle et de la chute électorale. On se réfère désormais à une quinzaine de personnes qui constituent depuis la fin 2012 la section régionale du Pirée B', ainsi qu'à une dizaine de personnes actives au Pirée A', situation qui rompt avec la présence plus massive de militants jusqu'à 2009. Par conséquent, les tentatives de rénovation et de renouvellement promus par la direction du parti se heurtent à une disparition du parti au niveau local. En d'autres termes, étant donné la situation critique globale, le parti au plan local semble être imperméable aux discussions et aux projets avancés au niveau central. Ce constat vient aussi confirmer une tendance plus durable, celle de la transposition et de la diffusion difficile des innovations organisationnelles et idéologiques du PASOK dans ses organes locaux.

(1) Le PASOK au Pirée : stratégies et contraintes au niveau local

Les signes de l'effondrement socialiste restent tangibles tout au long de l'enquête. La recherche des locaux du parti s'est avérée infructueuse puisque tous les sièges du parti, comme les bureaux des sections sont désormais fermés. À l'exception d'un seul bureau politique appartenant à l'ancien député du Pirée, Nikitas K., les bureaux politiques des socialistes sont aussi fermés, puisque le parti ne dispose plus de députés dans l'ensemble du Pirée. Le contraste est frappant avec le passé où la prédominance des socialistes dans le Pirée se manifestait par la présence des bureaux partisans et des bureaux politiques des députés. Le parti comptait dans le passé, plusieurs sections locales, dont les permanences étaient réparties dans les différents quartiers de la ville. Puis, jusque dans la période des années 2000 et la fusion de plusieurs sections, les bureaux politiques des députés constituaient des points de référence dans l'implantation locale du PASOK. Au contraire, lors de la chute du parti, les bureaux professionnels des anciens députés socialistes servent comme lieux de rendez-vous personnels, mais en aucun cas ils ne deviennent des points de rassemblement des organes locaux du parti.

Cette image de la situation locale corrobore celle de la déstructuration du parti au niveau national. La fermeture du site officiel du PASOK à la suite des élections de 2012, l'abandon du siège du parti de la rue Ippokratous, loué depuis 2008, le retour à l'ancien siège, rue C. Trikoupi, sont des éléments qui illustrent cette nouvelle période de déclin du parti.

Les tentatives de renouvellement et d'ouverture du parti sont sans effet. Le faible intérêt pour la reconstruction du PASOK au niveau local est illustré aussi par les membres de la section régionale du Pirée. La nouvelle section est composée de personnes qui sont des militants ou cadres locaux de longue durée et dont l'âge moyen est de 50 ans. Le renouvellement promu par la direction du PASOK s'articule difficilement avec la réalité du parti au niveau local. Dans ce cadre, l'interrogation centrale qui préoccupe les membres du parti au niveau local est celle de l'absence de militants et de la pénurie de tout type de ressources face à laquelle ils se trouvent confrontés. En d'autres termes, leurs préoccupations concernent la question de l'existence du parti au niveau local en elle-même. Sur ce point, l'enjeu financier est crucial : il semble déterminer le travail politique de la section régionale. D'abord, l'absence d'un local s'explique très concrètement par le manque de liquidité au sein de la section. Les membres actuels du PASOK se trouvent dans l'impossibilité d'assumer la location et la tenue d'un local dans la région. Ioannis T., membre de la section régionale du PASOK illustre ce point comme suit :

IoannisT. : Il n'y a de bureau ni au niveau de la préfecture ni, d'autant plus au niveau local. Nous avons essayé d'en chercher, nous en avons trouvé, mais quand on te dit j'en veux 300 euros (par mois), ça devient un problème économique. Où tu les trouves les 300 euros ? Surtout que ce n'est pas 300 mais 500 avec le téléphone, l'électricité, les charges, ça arrive à 500 balles par mois. Où tu les trouve mois après mois les 500 euros ? Auprès d'un parti où il n'y en a pas un pour te donner 10 euros par mois, où ? Alors nous avons essayé d'organiser un banquet (une manifestation généralement dans un restaurant, avec de la musique).Très bien, organisons-le ce banquet, admettons que nous réunissions 200 personne, que sais-je, à 7 euros par personne, ça fait 1500 euros. Et c'est quoi 1500 euros ? En deux mois tu les as bouffés en loyer. Est-ce que tu vas prendre le risque de louer un espace, de signer un contrat et au bout de trois mois tu n'as même plus de quoi payer le loyer ?

Les difficultés financières qui traversent le niveau local reflètent aussi une préoccupation centrale du PASOK qui se trouve conjointement surendetté et privé des allocations publiques.

Dans sa communication lors du dixième Congrès du PASOK en juin 2015, le responsable du trésor du parti depuis 2012, décrit comme suit la situation économique :

Les années critiques ont été 2009 et 2010. Non pas que le problème soit survenu à ce moment-là, mais parce que c'est alors qu'il a culminé. En 2009, le PASOK a reçu 24 millions d'euros de subvention de l'État et en même temps, il a contracté un emprunt de 47 millions. En 2010 il a reçu 20 millions de l'État et a fait un emprunt de 40 millions. En 2010, alors que l'endettement déjà très élevé des années précédentes était au plus haut, pour le garantir auprès des banques, il a été signé un contrat de cession des futures subventions de l'État. En 2010, donc, en réalité, il nous est devenu impossible de contracter un nouvel emprunt bancaire et en même temps nous avons aussi cédé les futures ressources du parti provenant des subventions de l'État. Dans les faits, nous étions privés de tout financement (…) Chaque année, nous recevions une subvention de 20-22 millions d'euros. Cependant, nos frais de fonctionnement, c'est-à-dire, en dehors des dépenses pour les élections et pour le remboursement de la dette, étaient bien supérieurs. Quels étaient ces frais de fonctionnement qui atteignaient les 28-30 millions d'euros par an ? Je peux vous lire les données du bilan officiel d'une année représentative, 2010, représentative parce que c'était une année d'austérité et pas une année électorale. Pour les salaires du personnel, nous avons dépensé 4,1 millions d'euros, pour la formation des membres du parti 2 millions, pour les déplacements 5,5 millions, 1,4 million de téléphone, 1 million de loyer, 1,8 million pour la propagande. Voilà. C'est ainsi que la dégringolade a commencé. Dès l'automne 2011, en réalité, nous étions en cessation de paiement. En arrivant en 2012, la situation a encore empiré, en effet, à cause des mémorandums, la subvention de l'État aux partis a considérablement diminué, de plus de 55%. (…) Qu'avons-nous reçu en mars 2012 ? En caisse, 45 000 euros, dette auprès des banques 133,5 millions d'euros (avec un taux annuel de plus de 15 millions), dette auprès de tiers 4,5 millions d'euros, soit une dette globale de 138 millions d'euros. Et avec des employés non rémunérés depuis novembre 2011 et des loyers impayés depuis des mois[464].

Nous comprenons alors que le parti, à la suite de son effondrement électoral, se trouve endetté et privé des flux financiers nets issus du budget de l'État. Parallèlement, le PASOK perd sa capacité d'emprunter auprès du secteur bancaire, un moyen de financement partisan largement utilisé par les socialistes lors de la période d'hégémonie du parti. Par conséquent, les ressources

[464] SALAGIANNIS N., « Οικονομικός και Διοικητικός Απολογισμός από τον Γενικό Διευθυντή του ΠΑΣΟΚ Νίκο Σαλαγιάννη [Bilan financier et administratif du Directeur Général du PASOK] », Athènes, 2015.

financières du parti sont globalement rétrécies et les sections locales sont touchées par cette restriction économique. Comme le note Ioannis T. :

Maintenant le parti n'a plus d'argent. Il n'est pas possible qu'il y ait un tel déficit dans les comptes du parti et qu'on n'ait pas encore trouvé les coupables. C'est une autre histoire, une autre histoire de péché. Donc, il n'est pas possible, quand chez toi tout va à vau l'eau, que tu as fait faillite, de te présenter comme le sauveur de la société, de dire : je vous sauverai. Comment tu vas nous sauver ? Alors que tu n'as même pas sauvé ta maison tu vas sauver les autres ? Eh, avant, il n'y avait pas ces problèmes et le système fonctionnait, maintenant ce système ne marche plus et c'est chacun pour soi.

Cette absence de ressources militantes et de ressources matérielles marque tous les aspects du travail politique des socialistes dans le Pirée. Pendant la période post-2012, les événements organisés par les sections locales sont très peu nombreux et sont loin d'avoir du succès en termes de participation. Dans ce cadre, leurs préoccupations principales restent locales et localisées. Il en résulte que la question de la refondation du centre-gauche se profile comme étant une question lointaine, comme un enjeu théorique qui n'interfère pas avec les préoccupations concrètes des sections locales du PASOK. Dans ce cadre, une large partie des intérêts des socialistes restants ne s'oriente pas vers les élections européennes, placées très haut dans l'agenda du PASOK, mais davantage vers les élections municipales qui constituent l'horizon concret de la survie politique, dans l'attente du résultat des initiatives prises par le PASOK au niveau national.

(2) Le PASOK devant les élections municipales : un défi insurmontable ?

Le cadre d'action pour les socialistes prétendants aux postes électifs locaux est marqué par l'absence d'investitures et l'absence plus largement d'une ligne partisane univoque en matière de ces élections. Par conséquent, la présence des socialistes dans l'arène locale est variable, s'effectue en titre personnel et reste marquée par la position de chaque prétendant dans le champ politique local et par ses ressources mobilisables. C'est uniquement dans les municipalités du Pirée et de Keratsini-Drapetsona que nous constatons la constitution de deux listes électorales, nommées respectivement *Pirée-Nouveau Début* et *Renaissance Maintenant*,

formées à la suite d'une initiative prise par des cadres locaux du PASOK. Pour ce qui est des autres municipalités, les socialistes se présentent de manière dispersée, au sein des différentes listes concurrentes.

Le premier facteur de cette présence différenciée des socialistes selon les municipalités se réfère à la configuration locale des élus socialistes dans les différents conseils municipaux. En l'occurrence, des socialistes siègent de manière collective dans le conseil municipal du Pirée et de Keratsini-Drapetsona, puisqu'ils sont élus sur les listes officielles du parti depuis 2010. En revanche, dans les autres municipalités, les socialistes se trouvent déjà dispersés entre des listes dissidentes, ce qui prive déjà le parti d'une présence unifiée au niveau local. Les élus dans ces deux municipalités constituent alors le noyau autour duquel se forment les nouvelles listes indépendantes. Pour ce qui est du Pirée, la liste indépendante est constituée par Grigoris D., conseiller municipal depuis 2010 et membre du PASOK. Dans le cas de Keratsini-Drapetsona, Z. Zoupis, élu municipal depuis 1990, se trouve à la tête de cette nouvelle entreprise politique locale à la suite de la dissolution du groupe des socialistes au sein du conseil municipal.

Ces deux candidats présentent néanmoins un profil politique différent. Leur profil nous renseigne sur le second facteur explicatif de la création d'entreprises indépendantes d'origine socialiste : nous nous référons ici à disposition d'un capital social et politique propre, qui leur permet à la fois de se porter candidats, tout en maintenant une distance par rapport au PASOK. Les deux candidats présentent d'abord des signes d'un ancrage local fort. Grigoris D. est implanté dans le milieu commercial du Pirée : héritier d'une entreprise familiale reconnue, située au centre-ville, et aussi impliquée dans le secteur tertiaire, il se présente comme un membre de la bourgeoisie commerciale de la ville. L'inscription sociale et locale est ainsi renforcée par son engagement parallèle à la Chambre de Commerce de la ville qui accompagne ses activités professionnelles. En outre, en tant que fils d'un ancien élu municipal socialiste du Pirée, il combine son implantation professionnelle avec un capital politique qui est constitué tant par son affiliation dans une famille engagée politiquement dans l'arène municipale, que par son entrée au conseil municipal depuis les dernières élections. Néanmoins, son jeune âge (il a trente ans en 2014), conjugué avec un engagement principalement orienté vers l'arène locale, lui permettent de se distancier du label socialiste et de se présenter avant tout comme un autochtone lorsqu'il se porte candidat.

D'autre part, Z. Zoupis, initialement élu au conseil municipal de Keratsini en tant que membre de KKE, rejoint le PASOK au milieu des années 1990 et est resté depuis lors, un élu et cadre local du parti. Parallèlement, étant donné son expertise en matière de communication politique, il se trouve proche des gouvernements socialistes, surtout pendant la période de Simitis C., sans qu'il ne soit engagé dans des mandats nationaux. Au contraire, l'obtention des mandats municipaux, s'est accompagnée d'un multipositionnement dans l'espace local, à travers un engagement dans des associations locales diverses ; on a affaire ici à des modalités d'accumulation et de reconversion des capitaux très répandues dans les quartiers populaires du Pirée. Ces propriétés personnelles, qui renvoient au registre de l'expertise en matière politique et au registre de la proximité et l'absence de mandats nationaux aux côtés du PASOK, permettent, selon nous, l'inauguration d'une entreprise politique locale personnalisée.

Pour conclure, la dissolution du milieu socialiste au Pirée et la perte des ressorts sociaux concrets marquent le travail politique des socialistes et la présence du parti aux élections municipales. Dans cette situation, la présence des socialistes dans la compétition politique locale s'effectue à titre personnel, sans l'étiquette du PASOK. Ce phénomène semble avoir deux effets principaux : d'une part, la dispersion des socialistes au sein de différentes listes de candidats concurrents. D'autre part, la formation de nouvelles listes indépendantes, contribue à la multiplication de ce type d'entreprises politiques locales et à l'affaiblissement supplémentaire du registre partisan dans la compétition locale, deux questions que nous analysons dans le chapitre suivant.

b) SYRIZA : les ambiguïtés locales de sa montée électorale

Aux antipodes de la situation du PASOK, SYRIZA pose les termes d'une implantation locale à travers un processus de consolidation des instances partisanes locales. À la suite de la location de nouveaux sièges locaux ou de la réactivation des locaux déjà en place, SYRIZA dispose d'une présence durable dans toutes les municipalités du Pirée au lendemain des élections de 2012. L'élection de responsables et de membres des sections locales et régionales, organisée à la suite du Congrès fondateur, pose les bases de la consolidation d'une bureaucratie partisane au niveau local et contribue à l'augmentation quantitative des militants. Cependant, le recrutement du parti au niveau local ne présente pas les ambiguïtés observées au niveau national. Le profil

des membres locaux du parti est davantage marqué par l'engagement militant et associatif et il ne présente pas des traits de professionnalisation observés au plan national, phénomène saisi à travers les questionnaires et les entretiens effectués dans le cadre de notre enquête.

Tout d'abord, parmi ces personnes engagées au sein de SYRIZA, la moitié dispose d'un lien organique avec le parti, c'est-à-dire, qu'ils sont membres officiels de SYRIZA. Sur ce point il faut noter que les organes de SYRIZA au niveau local continuent de fonctionner dans un registre peu institutionnalisé, hérité du passé, selon lequel l'appartenance au parti est davantage le résultat d'un engagement actif dans les organisations afférentes plutôt que d'une inscription officielle. Quelques mois avant le Congrès fondateur de SYRIZA et la fusion organisationnelle de ses composantes, Victor X., membre à l'époque de la section régionale de Synaspismos au Pirée A', évoque la situation du parti au niveau local. Celle-ci est marquée selon lui par une fragmentation des organisations qui composent SYRIZA. Ainsi, chaque organisation composante de SYRIZA maintient au niveau local une autonomie organisationnelle et des modes de recrutement et d'engagement propres.

Victor X. : (...) Jusqu'à aujourd'hui, nous avions une coalition de différents partis avec chacun sa propre structure. Nous avions les mouvements politiques de Synaspismos, qui fonctionnent comme une organisation de base, qui agissent sur le plan local. Il y ausi des sections sectorielles. Imaginez qu'en plus, chaque composante de SYRIZA a ses organes locaux et qu'après nous nous retrouvons tous ensemble pour prendre une décision. Il y aussi un secrétariat de SYRIZA jusqu'à aujourd'hui, dans lequel des représentants de toutes les composantes de SYRIZA prennent des décisions sur les actions communes, nous ne sommes pas d'accord sur tout mais sur beaucoup de choses. À partir des élections de mai - juin nous est apparue la nécessité d'avoir une organisation plus centralisée (...) il est apparu que le parti ne fonctionnait plus bien. Beaucoup de nouveaux gens sont venus, ils voulaient s'engager à SYRIZA, sans pourtant appartenir à aucune composante précise et l'organisation actuelle nous a causé bien des difficultés, c'est-à-dire que ces gens-là ne pouvaient pas s'exprimer facilement à l'intérieur de ce dispositif. Nous avons entrepris alors d'aller vers la constitution d'un parti unifié. Ces derniers temps, cela a abouti à ce que nous ayons des organisations sous SYRIZA. Le dernier pas à franchir sera la création d'organes au niveau de la section régionale et le but

poursuivi par SYRIZA est que nous devenions un parti unifié, que s'auto-dissolvent les différentes composantes et que nous allions vers une organisation unifiée.

Cette situation influence la notion et le contenu du militantisme puisque s'engager auprès de SYRIZA peut révéler des formes propres en fonction de l'appartenance à telle ou telle organisation afférente. Si pour le cas de Synaspismos les modalités de militantisme semblent être plus codifiées, cela ne vaut pas forcément ni pour les autres partis et organisations qui composent SYRIZA ni pour les organisations annexes. Par exemple, les listes de candidats aux élections municipales sont présentées, de temps à autre, sous l'égide de SYRIZA sans que pour autant tous les membres détiennent des liens organiques avec le parti. Les initiatives de formalisation du parti et de codification du statut du membre à la suite du Congrès semblent alors suivre des vitesses différentes en fonction de la place de chacun dans la pyramide hiérarchique[465] : si pour les nouveaux-entrants proches des organes de direction nationale du parti l'affiliation à SYRIZA paraît plus évidente, les sympathisants proches des organes locaux peuvent maintenir des relations avec le parti dont le degré d'implication et d'investissement reste variable. Cependant, nous soutenons que cela serait erroné de voir dans cette faible institutionnalisation le signe d'une faiblesse de SYRIZA en termes de recrutement et de promotion politique. Au contraire, dans un cadre marqué par la méfiance à l'encontre des organisations partisanes, l'élasticité des règles d'appartenance facilite le rapprochement des sympathisants et procure, selon nous, une dynamique supplémentaire à SYRIZA.

Plus précisément, parmi les personnes actives dans SYRIZA au Pirée, moins d'un cinquième (19 %) a exercé un mandat municipal et le pourcentage des personnes élues à des mandats régionaux ou nationaux est quasi inexistant. L'absence d'un personnel politique local professionnel montre les limites de l'investiture de la part de SYRIZA. Dans ce cadre, la sélection des candidats maires et de leur équipe présente une opportunité pour les miltiants du parti de se présenter aux postes électifs, mais reste en même temps l'objet de bricolages et de compromis entre le Comité Central du parti et les organisations locales. Dans la ville du Pirée le choix du candidat est clair. SYRIZA présente au Pirée un cadre national de premier rang, le député de la première circonscription, T. Dritsas, soutenu et encadré par le *Port de l'Angoisse* qui

[465] On se réfère ici à la question des variétés du militantisme partisan, codifiée comme « multispeed membership »: SCARROW S., *Beyond Party Members*, *op. cit.*, p. 135–145.

constitue en l'occurrence la liste des candidats aux municipales. Dans ce cadre, la présence durable de ce schéma politique local et la présence d'élus dans le conseil municipal depuis 2006, dotent SYRIZA d'un personnel politique et auxiliaire déjà en place, en vue des élections locales de 2014.

Pour les autres municipalités, récemment fusionnées, la quête de candidats oscille entre la quasi inexistence d'élus locaux et la fragmentation des forces de gauche proches de SYRIZA. Dans la municipalité de Nikea-Rentis, le candidat maire, Jonathan F., est un ancien membre et conseiller municipal de KKE qui, à la suite de son expulsion du parti en 2005, adhère à la liste municipale proche de SYRIZA. Cette liste municipale est le résultat de la fusion de deux listes municipales antérieures qui rassemblaient des personnes appartenant à différentes organisations de gauche. Elle obtient finalement en 2010 un siège au conseil municipal de la ville, traditionnellement dominé par les socialistes et les communistes. Dans ce cadre, lors des élections de 2014, les sections locales de SYRIZA, majoritairement à l'aile gauche du parti, soutiennent ce candidat qui représente une liste dont le noyau dur se réfère désormais à SYRIZA et rompent avec le maire sortant de Rentis, Petros L., traditionnellement membre de SYN mais soutenu également par le DIMAR et le PASOK. Comme il le note lui-même :

Jonathan F : Hier il a été décidé que SYRIZA Nikea-Rentis soutiendra notre mouvement municipal (…) ce que nous voulons faire maintenant c'est de nous présenter avec un programme minimum en dix points qui présente les aspects essentiels afin de pouvoir aller discuter avec les citoyens, avec les personnalités locales, les associations, les différents institutions. Pour leur dire qui nous sommes, ce que nous voulons et les inviter à nous rejoindre pour mener le combat des élections municipales dans les meilleures conditions. (…) ce que nous voulons c'est conserver les caractéristiques du mouvement, c'est-à-dire une large assise municipale. (…) en dehors du fait que nous avons en plus comme tronc principal SYRIZA.

Dans la municipalité de Keratsini-Drapetsona, dont le conseil municipal est historiquement partagé entre socialistes et communistes, les listes de candidats proches de SYRIZA se trouvent dans l'impossibilité d'obtenir des sièges au conseil municipal. Par conséquent, l'activité de SYRIZA dans les affaires locales ne se réalise pas sur la base d'une liste durable, mais plutôt au travers de mouvements citoyens divers. Un tel mouvement local renommé « *Άλλος δρόμος* - *Autre chemin* » est mis en place début 2013, composé de personnes

qui se trouvent proches de la gauche, sans que pour autant elles militent dans un parti[466]. Cette organisation hybride qui a comme champ d'intervention les affaires locales de la ville se trouve finalement investie par SYRIZA en vue des élections municipales. Nous observons dans ce cas-là la reproduction de la même logique : la faiblesse de SYRIZA dans le champ politique local est contrebalancée par son osmose avec différents mouvements et initiatives locales qui constituent, au moment de son expansion, des ressorts organisationnels et sociaux qui lui permettent de renforcer son implantation locale.

Dans les autres municipalités du Pirée B', à savoir Korydallos et Perama, SYRIZA mobilise aussi des réseaux locaux et investit des listes pluralistes proches de la gauche et du parti, dont les candidats siègent déjà en tant que conseillers aux conseils municipaux correspondants[467]. Pour synthétiser, la montée électorale et le renforcement institutionnel de SYRIZA depuis 2012 ne se concrétisent pas automatiquement au plan local comme le prouvent les difficultés de SYRIZA de former des listes de candidats dans les municipalités du Pirée B' où le parti a obtenu des scores élevés historiques en 2012. La place traditionnellement marginale de SYRIZA au niveau des forces politiques locales dans l'ensemble du Pirée conditionne largement les tentatives de restructuration partisane et de consolidation. En outre, la multitude d'organisations qui agissent sur le plan local, à la suite de la dissolution des réseaux socialistes, multiplie davantage les concurrents possibles et esquisse les ressources et les contraintes de SYRIZA en vue des élections de 2014.

[466] MOUVEMENT MUNICIPAL AUTRE CHEMIN, *Ιδρυτική Διακήρυξη « Άλλος Δρόμος » [Manifeste Fondateur « Autre chemin »]*, 2013.
[467] « Οι υποψήφιοι δήμαρχοι που στηρίζει ο ΣΥΡΙΖΑ [Les candidats maires soutenus par SYRIZA] », *Avgi*, 18.05.2014 ; KYLAKOU K., « Βιογραφικό [CV] », http://kylakou.blogspot.com.

c) Aube Dorée : aspects et limites d'une implantation locale hors norme

Aube Dorée tente de s'implanter dans la région du Pirée en s'appuyant sur le modèle d'ancrage observé dans les quartiers populaires d'Athènes. Plus précisément, étant donné que ses membres ne disposent pas d'ancrages locaux traditionnels, le parti cherche à créer des ponts et des circuits avec la société locale à travers la question de l'immigration et de celle de la crise ; deux questions qui se trouvent au cœur de l'agenda local d'Aube Dorée. Cette initiative croise alors des modalités d'implantation plus classiques, comme la mise en place d'un mécanisme partisan local, avec l'introduction de pratiques inédites dans le cadre de la concurrence locale.

Dans un premier temps, à la suite de la montée électorale du parti, Aube Dorée multiplie l'ouverture de sièges qui accueillent les sections du parti dans l'ensemble du Pirée. De cette manière, après les élections de 2012, Aube Dorée forme, *ex nihilo*, une bureaucratie partisane composée par les militants et les nouveaux adhérents du parti. Outre les bureaux du parti dans la ville du Pirée, Aube Dorée inaugure depuis la fin de 2012 des bureaux dans la ville de Nikea et à Perama, dans le but affiché d'étendre le parti dans les quartiers populaires du Pirée. En ce sens, Aube Dorée reproduit les schémas d'organisation locale partagés par les autres partis politiques : la section locale constitue l'unité élémentaire du parti. Ces sections connaissent une division du travail entre membres, responsables locaux et élus locaux, formant ainsi une pyramide hiérarchique aux rôles différenciés.

Dans la périphérie du Pirée, Aube Dorée concrétise l'opportunité politique en investissant la question migratoire et la crise économique. Ce type de travail politique se fait en lien avec les bouleversements survenus dans les conditions de vie socio-économiques de la population. Comme déjà examiné, il s'agit de quartiers qui sont traditionnellement des foyers des masses salariales et ouvrières, touchées davantage par les répercussions des mesures d'austérité[468]. En outre, les villes qui constituent la seconde circonscription du Pirée se caractérisent par une concentration importante d'immigrés. Dans ce cadre, l'activité d'Aube Dorée consiste en la création de réseaux locaux clientélistes répondant aux besoins spécifiques de la population

[468] MALOUTAS T., « Η κοινωνική συγκρότηση των περιοχών κατοικίας στην Αθήνα-Αττική [La formation sociale des zones résidentielles à Athènes - Attique] », *T. MALOUTAS, M. PANTELIDOU-MALOUTA et D. EMMANUEL (dir.), Athènes: structures sociales, pratiques et représentations. Nouvelles variables et tendances de mutation 1980-2000*, Athènes, EKKE - Centre National de Recherches Sociales, 2016, p. 31-33 ; EMMANUEL D., « The Greek System of Home Ownership and the Post-2008 Crisis in Athens », *Région et Développement*, 2014, vol. 39, p. 174–179.

locale. En proposant des distributions de nourriture, de repas, ou des dons de sang, toujours destinées aux seuls Grecs, elle cherche à remplacer les services sociaux et à se rapprocher de personnes et de familles touchées par la crise. Parallèlement, Aube Dorée tente de créer ses propres réseaux d'accès à l'emploi. Dans ce cadre, le parti lui-même se présente comme un employeur pour pourvoir les différents postes de la bureaucratie partisane. Mais au-delà du parti, Aube Dorée crée désormais des liens avec le marché d'emploi local.

L'activité d'Aube Dorée dans la ville de Perama constitue un exemple qui illustre les modalités d'implantation locale mises en place dans la région du Pirée depuis 2012. Cette ville, représentant les taux de chômage les plus élevés, reste aussi parmi les zones les plus pauvres et les moins dotées en termes d'infrastructures sociales dans l'ensemble de l'Attique[469]. Il s'agit d'une ville créée autour la zone de construction et réparation navale sur la base des pratiques d'auto-construction depuis les années 1950, de sorte que l'horizon professionnel de ses habitants est historiquement lié à ces activités spécifiques[470]. Les différentes crises qui touchent le secteur depuis les années 1980 se cumulent avec la crise actuelle et forment les conditions d'une opportunité politique pour qu'Aube Dorée se dote d'une présence locale durable : la zone de réparation navale et la gestion de la main-d'œuvre locale structurent les activités de l'ensemble des sections locales d'Aube Dorée.

Le parti semble disposer de liens avec des entrepreneurs de la zone, ce qui est attesté aussi par la centralité que les députés du parti donnent aux questions de la zone portuaire et du secteur maritime plus largement lors de leur travail parlementaire[471]. En relation avec des entrepreneurs du secteur de construction navale, le parti crée une entreprise de location de personnel, fondée par le secrétaire de la section locale du parti à Perama[472]. De cette façon, il recrute des ouvriers potentiels dans ce secteur en court-circuitant le syndicat officiel des métallurgistes et les conditions de travail négociées par ce dernier. En outre, Aube Dorée fonde en 2013 un syndicat satellite du parti dans la zone de construction navale. Aube Dorée pose alors les bases de création d'une clientèle politique potentielle, à travers la circulation de la main-d'œuvre potentielle entre les sections locales du parti, le syndicat affilié et l'entreprise de

[469] MALOUTAS T., « Mobilité sociale et ségrégation à Athènes: Formes de séparatisme social dans un contexte de mobilité spatiale réduite », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2010, vol. 184, n° 4, p. 14–19.
[470] SPYRIDAKIS M., *Travail et reproduction sociale*, *op. cit.*, p. 80–92.
[471] « Η ΧΑ φωνή των εφοπλιστών στο κοινοβούλιο [Aube Dorée, la voix des armateurs au Parlement] », *enet.gr*, 08/10/2013.
[472] « Ο "χρυσός αιώνας" του Περικλη στο Πέραμα [L"âge d'or" de Périclès à Perama] », *Ethnos*, 10/10/2013.

location du personnel. Ces initiatives conduisent à la confrontation ouverte d'Aube Dorée avec le KKE dont la prédominance dans la ville de Perama s'appuie historiquement sur son ancrage parmi les ouvriers de la zone. Le syndicat des métallurgistes de la zone de construction navale, contrôlé par des membres du parti communiste, constitue non seulement le représentant officiel de l'ensemble des ouvriers dans la zone, mais contrôle largement la rotation de l'emploi. Dans le cadre de la baisse de l'activité navale et du caractère sporadique de l'emploi dans la zone, le syndicat veille à ce que les postes vacants saisonniers tournent entre les membres du syndicat, dans une logique d'alternance contrôlée entre périodes de chômage et d'emploi[473].

De cette façon, Aube Dorée, en créant des organes parallèles et concurrents aux institutions établies, cherche à s'approprier des modalités d'implantation propres à cette ville ouvrière. Les initiatives d'implantation sont accompagnées d'une offensive contre les membres du KKE, conduisant à des agressions physiques tant dans l'espace de la zone que dans l'ensemble de la ville[474]. Ces agressions, dont l'arrière-plan se réfère aux rapports de force autour de la zone de construction navale, trouvent leur point culminant lors de l'assassinat de P. Fyssas en septembre 2013 à Keratsini, par un groupe d'assaut d'Aube Dorée, composé essentiellement par de membres de la section voisine de Nikea. P. Fyssas devient une cible de l'Aube Dorée en raison de sa double appartenance : à la fois chanteur de rap alternatif actif dans les mouvements contre le racisme, mais aussi ouvrier dans la zone, membre du syndicat et fils d'un cadre du syndicat des métallurgistes et membre actif de différentes initiatives contre l'expansion d'Aube Dorée.

À la suite du meurtre, un procès judiciaire s'ouvre contre Aube Dorée. Il prend un caractère global puisque l'enquête s'étend à une pléiade d'activités illégales. Les accusations se réfèrent à la mise en place d'une organisation criminelle à caractère durable et structuré, dont les activités concernent non seulement les militants du parti mais aussi la direction de celui-ci. Par conséquent, fin 2013, les responsables locaux et des membres d'Aube Dorée au Pirée, d'autres cadres impliqués dans des activités illégales diverses, la majorité du groupe parlementaire et finalement, le leader du parti se trouvent emprisonnés. Les poursuites judiciaires, l'emprisonnement pendant dix-huit mois de membres et de cadres partisans, l'exclusion du parti du financement public débouchent entre autres sur le ralentissement de la dynamique et la remise

[473] SPYRIDAKIS M., *Travail et reproduction sociale*, *op. cit.*, p. 216–242.
[474] KKE, « Ανακοίνωση για τη δολοφονική επίθεση από μέλη της Χρυσής Αυγής σε βάρος στελεχών του ΚΚΕ [Communiqué pour l'assaut meurtrier de la part de membres d'Aube Dorée contre des cadres de KKE] ».

en question de l'implantation locale d'Aube Dorée. La section de Nikea ferme quelques semaines après le début de l'enquête, tandis que celles du Pirée et de Perama semblent sous-fonctionner au cours de l'année 2014. Par conséquent, lors des élections locales, la présence d'Aube Dorée est loin d'être uniforme dans l'ensemble du Pirée. Plus précisément, Aube Dorée présente des candidats, sous une liste électorale propre (Aube grecque), uniquement dans la ville du Pirée[475].

Nous avons analysé jsuqu'ici les traits caractéristiques de la période qui s'ouvre au lendemain du séisme électoral de 2012, période marquée les luttes symboliques autour de la définition des enjeux politiques pertinents et par l'irruption de nouveaux acteurs. Dans cette conjoncture de recomposition des forces politiques, nous avons insisté sur l'asymétrie observée entre le niveau national et le niveau local : l'examen des milieux partisans locaux nous a conduit nous a montré que la concurrence au niveau local présente des dynamiques propres qui ne suivent pas forcement la disposition des forces politiques au niveau national. Ces dynamiques conditionnent l'investissement différencié des partis politiques dans l'arène locale. Dans ce cadre, l'analyse des élections municipales de 2014 au Pirée nous offre des pistes pour la compréhension de l'économie globale de la compétition, à savoir les acteurs impliqués, les luttes autour des ressources mobilisables et les pratiques associées au métier d'élu local.

[475] « Η μαύρη λίστα της Χρυσής Αυγής [La liste noire d'Aube Dorée] », *Ethnos*, 08/02/2014.

Chapitre 7. Mutations du jeu politique au niveau local : restructuration de l'offre et aspects du métier politique

L'analyse des élections locales de 2014 met en lumière les mutations qui s'effectuent dans le jeu politique local. Ces mutations se réfèrent à trois phénomènes que nous envisageons d'analyser au cours de ce chapitre. Plus précisément, nous nous intéressons initialement aux élections locales, notamment municipales, en tant que moment de reconfiguration de l'offre politique au niveau local. Par la suite, le déroulement de la campagne nous permet de saisir la mobilisation électorale dans une perspective d'affirmation ou de fluctuation des ressources pertinentes. Finalement, nous examinons la campagne en tant que moment d'apprentissages politiques qui s'articulent entre une volonté de redéfinir le rôle de l'élu local et la persistance des dispositions traditionnelles.

Section 1. Saisir les mutations de l'offre politique : luttes politiques et symboliques

L'offre politique en vue des élections locales est marquée par deux phénomènes qui font écho aux mutations observées dans l'arène nationale : à la suite de la dissolution des socialistes et du détachement observé chez les élus proches de la ND, nous constatons la multiplication des listes électorales indépendantes, initiées ou encadrées par ce personnel politique local en défection de ces partis. D'autre part, des nouveaux acteurs se présentent en tant que candidats, par le biais d'entreprises politiques locales qui ne disposent pas de liens organiques avec les partis. Ces deux phénomènes définissent le phénomène du détachement de l'offre politique des partis politiques. En d'autres termes, le phénomène de la "départisanisation" de la compétition municipale se trouve au croisement de l'activité des candidats en défection par rapport au PASOK et la ND, et des acteurs externes au champ politique qui trouvent dans cette conjoncture l'opportunité d'entrer dans l'arène politique locale.

Cependant, cette "départisanisation" doit être conçue plutôt comme un processus. Se distancier des partis politiques laisse le champ libre afin de définir les registres qui façonnent les différentes entreprises politiques locales. Dans ce cadre, la revendication d'indépendance s'articule avec une série de biens symboliques et contribue à la légitimation des manières de faire et de se présenter en politique. Encore une fois, nous nous retrouvons autour des luttes

symboliques qui, en l'absence de récits partisans plus larges, se concurrencent pour créer et imposer une lecture propre de la compétition politique locale.

Ce processus de redéfinition des ressources symboliques pertinentes va de pair avec une vision davantage locale et localisée de la compétition. Nous constatons une dépolitisation qui se construit comme un processus de décloisonnement des enjeux par rapport aux récits et aux divisions partisanes. La mise à l'écart du mémorandum et l'absence d'identification aux débats nationaux façonnent l'agenda des candidats. Les enjeux mis en avant sont inscrits dans des logiques de gestion localisée où la municipalité s'avère le responsable concret et proche de l'amélioration des conditions de vie. Dans ce cadre, nous saisissons encore un déplacement du jeu politique qui se réfère aux prescriptions du rôle et à l'image du métier de maire qui se construit à travers la compétition politique : la dépolitisation des enjeux va de pair avec la mise en avant de l'efficacité gestionnaire qui semble devenir de plus en plus la propriété prioritaire de l'élu local. Cette image achève alors la rupture avec les logiques partisanes qui privilégient traditionnellement une sélection des candidats en fonction du capital politique des prétendants aux postes électifs locaux.

a) Une offre politique multipliée et dispersée

La départisanisation peut être conçue comme une revendication d'indépendance face aux partis politiques, opération qui se trouve en 2014 au cœur de la formation des listes de candidats. La départisanisation en ce sens désigne l'absence d'une entité partisane qui prenne en charge de manière symbolique et matérielle la mise en scène des candidats locaux. Il s'agit ici d'un phénomène observé dans l'ensemble du pays. Dans la région du Pirée, la présence de ces listes indépendantes façonne largement l'offre politique dans la mesure où elles représentent de manière durable la majorité des listes concurrentes. Dans les quatre municipalités du Pirée B', ce sont uniquement SYRIZA et le KKE qui présentent des candidats officiellement investis. Étant donné le nombre total des candidats, qui varie entre six et sept par municipalité, les candidats officiels représentent alors à peine un tiers de l'offre totale. Pour ce qui est des autres candidats, il s'agit globalement d'un personnel politique local déjà en place : des élus dissidents depuis longtemps, de nouveaux dissidents du PASOK ou de la ND, d'anciens conseillers municipaux qui tentent de former leur propre liste de candidats.

Tableau 38 : Candidats, affiliation partisane et résultats électoraux dans l'ensemble du Pirée — 2014.

Pirée	**Listes de candidats**	**Investiture partisane**	**1er tour (%)**	**2nd tour (%)**
	Pirée Vainqueur	*	33,28	55,23
	Le Pirée nous unit	ND	31,33	44,77
	Le Port de l'angoisse / Pirée notre ville	SYRIZA	17,08	
	Rassemblement Populaire Pirée	KKE	6,69	
	Aube grecque pour le Pirée	Aube Dorée	5,67	
	Nouveau début	*	2,55	
	Mouvement municipal indépendant "Pirée tous ensemble"	*	1,99	
	Mouvement anticapitaliste de gauche - Rébellion au port	ANTARSYA	1,44	
Nikea - Ag. I. Rentis	**Listes de candidats**	**Investiture partisane**	**1er tour (%)**	**2nd tour (%)**
	Mouvement de citoyens de Nikea et Rentis	*	62,25	
	Rassemblement Populaire Nikea- Rentis	KKE	12,95	
	Mouvement de citoyens de Nikea et Rentis "Contre-courant"	SYRIZA	10,92	
	Mouvement municipal indépendant "Citoyens unis pour Nikea et Rentis"	*	6,61	
	Nikea - Rentis une ville de vie	*	5,0	
	Rébellion à Kokkinia de réfugiés et de la résistance	ANTARSYA	2,26	
Keratisni- Drapetsona	**Listes de candidats**	**Investiture partisane**	**1er tour (%)**	**2nd tour (%)**
	Mouvement municipal "Autre chemin"	SYRIZA	18,31	62,36
	Mouvement municipal " Municipalité forte"	*	18,78	37,64
	Mouvement municipal Indépendant de Keratsini- Drapetsona	*	14,85	
	Rassemblement Populaire Keratsini - Drapetsona	KKE	14,00	
	Politeia de Solidarité et de Développement	*	13,48	
	Mouvement municipal "Rennaissance maintenant"	*	10,91	
	Rassemblement et Solidarité municipale	*	9,67	
Korydallos	**Listes de candidats**	**Investiture partisane**	**1er tour (%)**	**2nd tour (%)**
	Liste municipale indépendante "Citoyens pour Korydallos"	*	34,5	58,72
	Ici Korydallos	*	23,32	41,28
	Mouvement municipal ouvert de Koydallos " Aller autrement"	SYRIZA	14,31	
	Rassemblement Populaire Korydallos	KKE	13,25	
	Municipalité pour tous	*	9,47	
	Korydallos première ville	*	5,15	
Perama	**Listes de candidats**	**Investiture partisane**	**1er tour (%)**	**2nd tour (%)**
	Ensemble pour le renversement	SYRIZA	22,29	57,77
	Perama tous ensemble	*	27,29	42,23
	Liste municipale indépendante "Puissance de perspective"	*	17,48	
	Rassemblement Populaire Perama	KKE	10,89	
	Nouveaux gens nouvelle trajectoire	*	8,42	
	Nouveau Perama	*	6,84	
	Alliance indépendante de Perama	*	6,78	
		**** Sans investiture***		

Source *:* *Ministère de l'Intérieur.*

En d'autres termes, la départisanisation se réfère, dans les municipalités du Pirée B', aux mutations du personnel politique local initiées par l'affaiblissement symbolique et matériel du label partisan et notamment du PASOK. Au contraire, dans la ville du Pirée les listes

indépendantes ne dépassent pas la moitié des candidats en concurrence. Le soutien de la ND envers le maire sortant et cadre du parti, V. Michaloliakos, la présence d'un candidat d'Aube Dorée, complètent, avec les candidats de SYRIZA et du KKE, les investitures officielles. Puis, à l'image du Pirée B', nous y retrouvons la candidature de Jonathan, ancien conseiller municipal du PASOK, une candidature rassemblant des militants d'organisations de gauche hors SYRIZA et la liste *Pirée-Vainqueur* qui est lancée par des personnes extérieures au champ politique.

La distribution inégale de ce type d'entreprises politiques entre la ville du Pirée et les municipalités de sa périphérie est marquée par les conditions qui pèsent sur la formation des candidatures indépendantes. Tout d'abord, au niveau des facteurs politiques, l'offre politique se trouve historiquement plus morcelée dans ces villes que dans le Pirée. En d'autres termes, les villes populaires du Pirée constituent un lieu d'intervention massive des candidats dissidents depuis le milieu des années 1990[476]. Par conséquent, dans la conjoncture actuelle, la pérennité des listes dissidentes procure aux prétendants une expérience accumulée au fil du temps. Nous retrouvons ainsi un savoir-faire concret et l'existence de repères stables qui rendent les règles du jeu beaucoup plus prévisibles dans cette phase de mutation. Les réseaux municipaux déjà constitués, les coalitions entre élus et cadres partisans, les amitiés et relations politiques de longue date constituent à la fois des ressources cognitives et matérielles pour que les prétendants aux postes électifs locaux mettent en place leurs propres organisations politiques locales. Dans l'ensemble des candidatures de ce type, les élus locaux sortants constituent durablement le noyau dur des nouvelles listes de candidats.

À l'opposé, pour ce qui est de la ville du Pirée, l'empreinte partisane reste historiquement beaucoup plus influente. Nous avons déjà expliqué que, par sa place symbolique centrale, le Pirée constitue toujours un lieu d'affrontement prioritaire conduisant les partis politiques à y investir des candidats officiels. Ce type de structuration de l'offre politique laisse alors moins de place pour que des entreprises politiques dissidentes puissent se pérenniser. Les circuits de recrutement et de promotion politique locale se trouvent largement placés sous l'étiquette partisane. En outre, le Pirée en tant qu'espace de concurrence, présente une économie de la compétition beaucoup plus élevée. Candidater au Pirée présente des différences considérables en comparaison avec les villes voisines. La taille de la population et de la ville, et surtout, les

[476] THEODORIKAKOS P., *Παράγοντες επιρροής στην εκλογική συμπεριφορά στις δημοτικές εκλογές. Το παράδειγμα της Β' Πειραιά το 1998 [Facteurs d'influence sur le comportement électoral aux élections municipales. Le cas du Pirée B' en 1998]*, Mémoire de Master, Université Panteion, Athènes, 2002.

dépenses pour une campagne beaucoup plus médiatisée et nationalisée, constituent un facteur de dissuasion non négligeable pour des candidats indépendants.

Cette interrogation nous amène au second trait qui caractérise le phénomène de la départisanisation, à savoir l'introduction des nouveaux candidats, externes au champ politique, dans la compétition locale. Lors des élections de 2014, l'arène locale devient, dans l'ensemble du pays, le lieu d'investissement des différentes élites sociales ou économiques. En effet, des personnes disposant d'un capital symbolique ou/et économique fort se présentent, souvent avec succès, dans les affaires politiques locales[477]. La candidature d'hommes d'affaires reconnus localement ou même nationalement, d'athlètes, de journalistes, d'acteurs ou d'autres personnalités médiatisées devient un phénomène récurrent de la compétition au niveau municipal et se présente de manière de plus en plus massive depuis les élections de 2010[478]. Dans le Pirée, l'introduction d'acteurs externes au champ politique s'effectue en 2014 à travers la liste des candidats intitulée *Pirée – Vainqueur* (Πειραιάς Νικητής) qui est lancée par E. Marinakis, armateur, issu d'une famille d'entrepreneurs maritimes, propriétaire du club de football l'Olympiacos et G. Moralis, manager de football, cadre administratif et ancien directeur général de l'Olympiacos qui se présente comme candidat maire. Nous retrouvons alors des représentants d'une élite locale, à portée nationale, qui investit de manière indépendante le champ politique local.

Ces différents types d'entrepreneurs politiques indépendants, à savoir les anciens élus socialistes et les nouveaux entrants façonnent largement le contenu de la départisanisation et en même temps, contribuent à la production des ressources symboliques qui pèsent sur la compétition politique dans cette phase de mutation.

[477] GEORGIOPOULOU T., « Δεύτερη θητεία για Μπουτάρη [Second mandat pour Boutaris] », *Kathimerini*, 26/05/2014.
[478] TSILOCHRISTOU E. et A. THUMIOU, « Οι celebrities στις εκλογές [Les célébrités aux élections] », *tlife.gr*, 19/05/2014.

b) Les ressources symboliques portées par les nouveaux entrants

Au-delà d'une modalité d'entrer ou de survivre en politique, la revendication d'une étiquette indépendante fait partie intégrante des luttes symboliques qui forment la compétition politique. Les candidatures indépendantes sont porteuses de visions et de divisions qui rompent avec le monopole partisan de la représentation. Les candidats indépendants et leurs entreprises politiques tentent de construire et d'imposer un récit propre, en rupture avec les logiques et les ressorts partisans qui forment traditionnellement la compétition au niveau local. De cette façon, la revendication de l'indépendance s'articule avec l'inscription de biens symboliques comme l'ouverture, l'appel à la société civile, dans le débat public. Cette rupture se présente, lors de la mise en scène des candidats, notamment dans les professions de foi ou les entretiens, à la fois comme source de légitimation, mais aussi comme fondement de coalitions plus larges. L'examen des deux candidatures indépendantes, celle du *Pirée-Vainqueur* et de la *Renaissance*, issues de processus de formation différents, montre en quoi les processus de départisanisation contribuent finalement au façonnement de l'offre et des enjeux politiques dans cette période de reconfiguration du jeu politique local.

(1) L'Olympiacos comme ressource symbolique

Le cas du Pirée-Vainqueur nous renseigne sur le basculement du jeu politique local au Pirée. L'investissement des élites locales dans les affaires politiques n'est pas une situation inédite au Pirée. Le poste de maire de la ville est historiquement occupé par des représentants des catégories socioprofessionnelles élevées. En outre, le poids symbolique de l'Olympiacos est aussi souvent mobilisé dans la compétition locale, de sorte que la conversion de l'arène sportive au champ politique, par le biais de l'Olympiacos, est un phénomène récurrent au Pirée. Cependant, la présence des membres de l'élite locale ou des membres de l'Olympiacos dans les affaires politiques locales s'inscrivait traditionnellement dans les divisions partisanes existantes. Cela signifie que les prétendants aux postes locaux issus de l'Olympiacos faisaient toujours partie des différents partis politiques, de sorte que le capital symbolique était opérationnalisé à travers l'affiliation partisane. En cela, la présence autonome du Pirée-Vainqueur constitue une nouveauté dans les modalités de faire la politique, même si elle se base sur une longue tradition.

Pour ce qui est de l'Olympiacos, club sportif fondé en 1925, il constitue une référence dans la vie sociale de la ville et, d'une certaine manière, fait partie de l'histoire et de l'identité du Pirée. Il s'agitd'un des plus importants clubs sportifs du pays, comptant en 2014 autour de 40 000 membres officiels inscrits sur la base d'une cotisation annuelle[479]. Le club en tant qu'association sportive locale fonctionne depuis sa fondation comme repère dans la vie sociale de la ville. Tout au long du vingtième siècle, les associations culturelles et sportives jouent un rôle d'intégration sociale de la population : pour ce qui est du Pirée, les différentes vagues d'immigrés qui s'installent au Pirée depuis l'espace rural ou l'Asie Mineure multiplient ces associations qui font le pont avec les terres d'origine et contribuent à la formation d'un espace social de plus en plus homogène et investi par les habitants[480]. Progressivement, la professionnalisation et la nationalisation des championnats amènent à l'inscription du club dans l'espace national. Par conséquent, la place dominante de l'Olympiacos face aux autres clubs du Pirée et la position dominante dont il jouit pendant des décennies dans le milieu sportif contribuent finalement à une identification de l'Olympiacos avec le Pirée et vice versa.

Cette identification constitue alors le fruit d'investissements réciproques de la part du club, de ses supporteurs et des autorités locales. L'espace du Pirée se présente comme le lieu naturel de manifestation pour les supporteurs du club. Lors de la victoire pour un championnat, une coupe nationale ou européenne, le centre-ville du Pirée devient le point de rassemblements et de célébrations qui renforcent l'identification entre le territoire et le club sportif[481]. Ces manifestations ne sont pas toujours spontanées. Les responsables du club organisent aussi des fêtes, des conférences de presse ou d'autres événements dans la ville du Pirée qui, en conjonction avec la présence des stades et des bureaux du club dans le Pirée, complètent cette inscription locale. En outre, dans l'ensemble du Pirée, l'Olympiacos multiplie progressivement les clubs de supporteurs. Il s'agit de clubs qui disposent du caractère d'associations et qui rassemblent les supporteurs *organisés,* à savoir les membres enregistrés qui cotisent pour le club et se trouvent présents lors des différents matchs ainsi que les amis de l'équipe. Ces bureaux, se trouvant en lien direct avec la direction de l'Olympiacos constituent à la fois des lieux de sociabilité, de

[479] LEMONIDIS S., « Τα μέλη έχουν τη δική τους ιστορία [Les membres ont leur propre histoire] », *www.sport24.gr*, 17/01/2015.
[480] HIRSCHON R., *Heirs of the Greek catastrophe*, *op. cit.*
[481] IHL O., « Les territoires du politique. Sur les usages festifs de l'espace parisien à la fin du XIXe siècle », *Politix*, 1993, vol. 6, n° 21, p. 15.

recrutement et d'accès aux différents privilèges fournis par l'équipe comme l'achat de billets en priorité ou à prix réduit.

Plus largement, les responsables de l'équipe semblent détenir une position privilégiée envers les responsables politiques du Pirée. Les maires du Pirée encadrent à plusieurs reprises les manifestations organisées par le club et *vice versa* : les propriétaires et responsables de l'équipe sont des interlocuteurs fréquents des hommes politiques locaux. Que ce soit pour des questions spécifiquement liées au club, comme celle de la construction des terrains, ou lors d'événements divers, une osmose entre élites politiques et élites économiques représentant l'Olympiacos est souvent observée. Les présidents du club tiennent souvent des conférences de presse sur l'avenir du club en présence du maire du Pirée. Un exemple illustratif de l'inscription du club dans les affaires municipales est le suivant : à la fin des années 1980, le président du club présente le nouveau joueur recruté, un attaquant dont le transfert constitue pour l'époque un montant très important. La présentation de l'attaquant de l'équipe prend place sur le balcon de l'hôtel de ville, en présence du maire du Pirée dans un événement qui rassemble une foule comparable aux meetings de campagne politique.

Figure 32 : Photo de la place de la mairie du Pirée lors de la présentation d'un nouveau joueur de l'Olympiacos par le propriétaire du club en 1988.



Source : *www.gazzetta.gr* (*http://www.gazzetta.gr/stili/h-mixani-tou-xronou/article/772903/otan-gkremistike-o-peiraias-gia-ton-ntetari-vidspics*). Dernière consultation le 04.07.2018.

Figure 33 : L'Hôtel de Ville du Pirée, dressé aux couleurs d'Olympiacos lors du même événement.



Source : *www.gazzetta.gr* (*http://www.gazzetta.gr/stili/h-mixani-tou-xronou/article/772903/otan-gkremistike-o-peiraias-gia-ton-ntetari-vidspics*). Dernière consultaiton le 04.07.2018.

Le prestige national du club et l'attirance de membres et de fans dans l'ensemble du pays procurent à l'Olympiacos et à ses responsables une influence non négligeable au niveau local. En effet, depuis les années 1950, le label du club donne à ses membres l'opportunité de revendiquer des postes électifs locaux et de poursuivre une carrière politique. Le cas de G. Andrianopoulos est représentatif : ce premier maire élu du Pirée (1951) dans la période d'après-guerre est un joueur de football et membre de la famille fondatrice du club. Depuis lors, plusieurs anciens joueurs ou cadres de l'Olympiacos candidatent et occupent des sièges dans le conseil municipal, voire au Parlement. Issu de la même famille fondatrice de l'Olympiacos et cadre national de la ND, A. Andrianopoulos occupe le poste de maire du Pirée entre 1986 et 1990 et est élu comme député du Pirée pendant sept mandats. Parmi les cas les plus illustratifs nous retrouvons aussi P. Fassoulas, ancien joueur de basket, détenteur des coupes nationales et européennes avec l'Olympiacos et avec l'équipe nationale. Il est élu député au Pirée A' en 2000 sous la bannière du PASOK et après sa démission, se présente comme candidat au poste de maire du Pirée qu'il occupe entre 2006-2010. Un dernier exemple de cette reconversion du milieu sportif au champ politique local à travers l'Olympiacos est fourni par l'ancien footballeur de l'équipe, G. Anatolakis, vainqueur de dix championnats entre 1997 et 2007, qui se présente aux

élections législatives au Pirée B' sous la bannière de LAOS en 2009 et occupe un siège jusqu'en 2012.

Dans ce cadre, le poids symbolique de l'Olympiacos est fortement présent lors de la campagne électorale du Pirée-Vainqueur. Dans plusieurs entretiens analysés, les sujets de discussion, outre les questions liées à la campagne, portent aussi sur l'équipe de l'Olympiacos. Le propriétaire répond alors souvent à des questions purement sportives :

« La politique ne change pas. Ce que nous avons à dire est la chose suivante : l'Olympiacos sera renforcé par 4 très bons joueurs. De plus, à l'Olympiacos vont arriver sous peu deux jeunes Grecs[…]. Ce sont deux jeunes très talentueux que nous voulons avoir auprès de nous. J'espère que nous aurons des nouvelles dans la semaine prochaine[482] *».*

De cette façon, les responsables du Pirée-Vainqueur tentent plutôt de distinguer les deux milieux en insistant sur le fait que leur initiative ne consiste pas une tentative de la part de l'Olympiacos d'accaparer les postes collectifs. Dans ce cadre, nous constatons les leitmotivs autour desquels se structure le récit du *Pirée-Vainqueur* : il s'agit d'une initiative dépassant les frontières partisanes qui se base sur l'expertise des responsables de l'Olympiacos en matière de gestion.

« *L'Olympiacos n'a pas besoin de la municipalité, pas plus que la municipalité n'a besoin de l'Olympiacos, en dehors du fait que la municipalité a besoin de certains éléments qui existent à l'Olympiacos […] mais je ne pense pas que l'un ait besoin de l'autre. Celui qui croit que les habitants du Pirée votent en fonction de l'équipe soutenue par le candidat à la mairie les sous-estime et commet une erreur. Je pense que les habitants du Pirée votent en fonction des problèmes de la ville et des perspectives qu'ils envisagent. Maintenant, le fait que certains aient travaillé à l'Olympiacos et l'aient fait avec succès, avec moralité et dignité, oui, cela est pris en considération*[483] *».*

[482] MARINAKIS V., « Συνέντευξη Βαγγέλη Μαρινάκη στον Real FM [Interview de V. Marinakis à la radio Real FM] », 2014.
[483] MORALIS G., « Συνέντευξη Γιάννη Μώραλη στον ANT1 [Interview de G. Moralis à ANT1] », 2014.

(2) Donner sens à la rupture avec les partis

Deux candidats indépendants différents, à savoir le cas de Z. Zoupis et de sa liste *Renaissance* et le cas de G. Moralis sous la liste *Pirée-Vainqueur*, portés candidats à Keratsini-Drapetsona et au Pirée respectivement, seront maintenant examinés. Ces listes nous donnent une idée des manières différentes d'investir en politique, de la part des nouveaux entrants mais aussi des anciens responsables socialistes. Nous retrouvons alors les signes d'une variété qui, sans être forcément exhaustive, représente bien les différents types d'entrepreneurs locaux qui se portent comme candidats indépendants en 2014. Le dépassement des clivages partisans et l'investissement sur le caractère local et localisé des élections constituent alors une référence qui structure les discours et les stratégies de recrutement.

De manière générale, la revendication d'une indépendance face aux organisations politiques se construit comme un bien symbolique visant à légitimer les entreprises politiques locales en compétition. La valorisation du label d'indépendant comme modalité d'entrer en politique s'articule avec les discours et les pratiques de méfiance face au bipartisme qui marquent la politique d'après 2012. Cependant, le contenu porté par le terme "indépendant" varie selon le contexte local et les capitaux des candidats. Pour les nouveaux entrants, il s'agit d'un argument politique de premier rang mis en avant tout au long de la campagne. C'est dans ce sens que G.Moralis, candidat maire au Pirée, évoque sa candidature :

« Dans les autres listes, il n'y a rien qui transcende les partis, ce sont des candidatures investies par des partis politiques et je ne pense pas qu'on puisse ainsi simplement abdiquer une appartenance partisane. La conception partisane ou archéo-partisane [ce néologisme est utilisé d'une manière stigmatisante pour les adversaires] se trouve dans la manière dont on pense et fonctionne. On ne renie pas son identité et on ne se débarrasse pas de ses propriétés, de son passé ou de son présent partisans. La chose est évidente au Pirée. La seule liste indépendante est celle du Pirée-Vainqueur, notre propre initiative[484] ».

« Les électeurs […] voteront pour ceux qu'ils pensent capables de changer le Pirée, ceux qui ne fonctionnent pas avec l'archéo-partisanisme[485]*, ces électeurs qui veulent des listes indépendantes*

[484] *Ibid.*

[485] Nous utilisons ce terme pour traduire « παλαικομματισμός », terme qui est utilisé dans les discours politiques portant une connotation négative et faisant allusion à des pratiques et mentalités clientélistes qui renvoient au passé.

et des hommes qui sont issus d'autres secteurs et qui ne sont pas des politiciens professionnels[486] *»*.

La connotation négative des réseaux partisans s'articule avec la valorisation des alliances plus larges et du renouvellement au niveau local qui se présentent désormais comme des mots d'ordre par excellence. L'arène locale se construit dans les discours des candidats comme un espace de compétition où priment les alliances et les convergences idéologiques, en opposition aux logiques partisanes qui structurent la compétition nationale. Dans le passage suivant, G. Moralis précise que l'identité politique ne constitue plus le point de référence de sa candidature. Au contraire, il revendique, concernant la compétition locale, un caractère qui rompt avec l'emprise partisane :

« J'ai grandi dans une famille avec des références politiques de centre-gauche. Cependant, j'ai choisi de ne pas m'impliquer dans les partis. Le maire actuel porte une vieille conception partisane, il a grandi et s'est épanoui à travers le parti et il présente toutes les pires caractéristiques pathogènes de l'archéo-partisanisme. Tout le monde a une appartenance politique et il en est ainsi pour la plupart des candidats de notre regroupement. Mais cela n'a rien à voir avec la vieille conception partisane et le concept de « chef de parti » local. Les partis peuvent être les piliers de la démocratie, cependant dans les collectivités territoriales il ne peut pas y avoir un maire issu des mécanismes partisans[487]*. (…) Je suis de centre-gauche. J'ai grandi dans un foyer centre-gauche, je crois au centre-gauche. (…) Cependant, je n'ai aucun problème pour collaborer avec Vangelis Marinakis qui a grandi dans une famille de droite. C'est en cela que je dis que nous dépassons les différences. Nous avons tous une appartenance politique. Nous n'avons pas de partis*[488] *»*.

D'autre part, le détachement vis-à-vis de l'étiquette partisane constitue une opportunité pour les anciens responsables socialistes de revendiquer des postes locaux et une carrière politique, à la suite de l'effondrement du parti. Interrogé sur la formation d'une liste

---

SPOURDALAKIS M., *PASOK: structure, crises intrapartisanes et concentration du pouvoir*, *op. cit.*, p. 84–87. L'auteur utilise le terme pour se référer aux élites prédictatoriales.

[486] MORALIS G., « Συνέντευξη Γιάννη Μώραλη στο ΒΗΜΑ FM [Interview de G. Moralis à la radio Vima FM] », 2014.

[487] MORALIS G., « Συνέντευξη Γιάννη Μώραλη στα Παραπολιτικά 90,1 FM [Interview de G. Moralis à la radio Parapolitika 90,1 FM] », 2014.

[488] MORALIS G., « Συνέντευξη του Γιάννη Μώραλη στη Web TV του ΑΜΕ-ΜΠΕ [Interview de G. Moralis sur Web TV de AME-MPE] », 2014.

indépendante, Z. Zoupis, candidat maire à Keratsini-Drapetsona, évoque le contexte d'apparition de son initiative politique ainsi que les caractéristiques qu'il revendique :

Zoupis Z. : *« Tout cet appareil des partis, des leaders de partis locaux, des députés, des ministres, des maires, dans la conception que nous connaissons, donne des signes de faiblesse, c'est une occasion à saisir. Pour moi, du moins, c'est ce qui me guide, au plus profond de moi, on sait que la politique est l'art du possible, qu'il faudra faire des compromis (...) Mon but est qu'il y ait dans ma liste de candidats un renouvellement de 80% et je crois que c'est aussi ce que veulent les gens. C'est ce que je vois partout du moins ».*

L'indépendance pour Z. Zoupis ne se résume pas à sa seule dimension d'opposition au label partisan. En revanche, à travers l'indépendance, la tête de liste de la Renaissance affirme, ou réaffirme, les valeurs et les propriétés de sa candidature. L'appel à la société civile, l'impératif du renouvellement se trouvent au cœur de la conception de sa liste de candidats, une conception qui est en phase avec les concepts qui façonnent le débat public au niveau national depuis 2010. Dans le communiqué de presse qui accompagne l'inauguration de la liste de Zoupis en octobre 2013, l'accent est mis sur le caractère que revêt cette entreprise politique :
« Il s'agit fondamentalement d'une proposition de création, dans la ville, d'une entreprise locale vraiment populaire, locale, réformatrice, en termes de société de citoyens (...) les principes inconditionnels sont la Transparence, le dialogue vivant et continuel avec les citoyens, la méritocratie, l'honnêteté, la fin des réseaux clientélistes[489] *».*

Dans le passage suivant, l'ancien responsable du PASOK vise à redéfinir les propriétés de sa liste et ce faisant, il contribue à la mise en avant des normes qui sont censées structurer l'espace de la compétition locale :

Zoupis Z. : Dès que je suis arrivé à la tête de La Renaissance, j'ai proposé une large collaboration sociale, locale et politique pour un nouveau départ de la municipalité. L'effondrement de la municipalité, la situation dans laquelle elle se trouve, exige une nouvelle Coalition, une collaboration de toutes les forces utiles et créatives de la ville qui souhaitent travailler avec honnêteté et sincérité à un plan pour

[489] RENAISSANCE, « Δελτίο τύπου Αναγέννηση 18.10.2013 [Communiqué de presse Renaissance 18.10.2013] », 2013.

une nouvelle voie (...) Les collectivités territoriales sont un lieu privilégié pour les synthèses, les transcendances. Aujourd'hui, je suis à la tête d'une coalition multipartite, de diverses couleurs (...) Tant que je dirige cette tentative et tant que je serai maire, je n'aurai qu'une seule identité et elle s'écrira: KERATSINI-DRAPETSONA. Pour moi, par-dessus tout il y aura l'intérêt de la municipalité, de mes concitoyens qui aspirent à un meilleur AVENIR[490]».

L'affirmation des valeurs morales comme la transparence et la méritocratie, l'appel au dialogue avec les citoyens ou la stigmatisation des réseaux clientélistes véhiculent, en parallèle avec la critique du bipartisme, des normes et des pratiques qui revendiquent une place centrale et une acceptation unanime parmi les concurrents. Les traits d'une moralisation de la vie politique locale sont aussi présents au niveau local et contribuent à la construction d'un récit plus large qui façonne les frontières de ce qui est légitime et pertinent dans le jeu politique.

Pour ce qui est des responsables du *Pirée-Vainqueur*, c'est la réussite professionnelle et le prestige social qui servent comme fondements de légitimation. La référence dominante concerne l'implication dans la politique locale des personnes ayant réussi dans leur profession. La réussite sociale et économique se construit comme une source de légitimation qui permet l'implication dans les affaires locales et elle se présente en opposition aux réseaux et circuits partisans. Plus largement, à travers la valorisation de l'entreprenariat et du succès, nous saisissons dans la candidature de G. Moralis la revendication d'une présence autonome des élites économiques de la ville :

Moralis G. : Jusqu'à récemment, quelqu'un qui voulait être candidat, il lui fallait être impliqué dans un parti. Cela ne fonctionne plus. Les partis ont découragé les citoyens, ils sont discrédités. Quelqu'un qui veut faire de la politique au niveau national ou local a le droit de la faire. Tous viennent de quelque part, on ne naît pas homme politique. Tous ceux qui ont eu un parcours réussi dans leur vie, dans le secteur privé, dans les sciences, dans les classes productives, peuvent se soumettre au vote de leurs concitoyens[491]*. (...) Si seulement, sur la scène politique nationale pouvaient venir des entrepreneurs avec*

[490] ZOUPIS Z., « Συνέντευξη του υποψήφιου Δημάρχου Κερατσινίου-Δραπετσώνας Ζαχαρία Ζούπη στον «ΕΓΚΥΡΟ ΑΝΤΑΠΟΚΡΙΤΗ» [Interview du candidat maire de Keratsini-Drapetsona dans le journal "Correspondant Fiable"] », 2014.

[491] MORALIS G., « Συνέντευξη Γιάννη Μώραλη, υποψήφιου Δημάρχου Πειραιά με τον συνδυασμό «ΠΕΙΡΑΙΑΣ ΝΙΚΗΤΗΣ» στον Ρ/Σ 9,84 και στον δημοσιογράφο Τάκη Καμπύλη [Interview de G. Moralis candidat maire du Pirée, tête de la liste Pirée-Vainqueur, avec le journaliste Takis Kampilis à la radio 9,84] », 2014.

un parcours remarquable, ils y sont absolument indispensables et sur la scène politique nationale et sur celle des communes[492] ».

Les responsables du *Pirée-Vainqueur* reprennent le fil historique de l'implication active de la bourgeoisie locale dans les affaires municipales[493] et ils construisent l'image de la réussite préalable dans les domaines professionnels comme ressource pertinente pour entrer en politique. Dans ce cas, ils participent aussi à la coproduction des règles et des normes que revêt la compétition politique locale dans cette phase de reconfiguration :

Marinakis E. : Nous en sommes arrivés au point que nous, les classes productives, nous nous excusons de vouloir aider à la gestion locale. Un homme qui a réussi pourquoi ne s'occuperait-il pas aussi de politique ? En ce qui concerne Vangelis Marinakis, il s'est fait un nom et un prénom, je ne m'appelle pas Berlusconi ni rien de tel. Je suis Vangelis Marinakis du Pirée, où je suis né, où j'ai grandi, où je me suis promené, où j'ai travaillé très dur. J'aime le Pirée, beaucoup, je veux m'occuper de l'administration locale, me mettre à son service[494]*. Il est très important pour la Grèce de donner l'occasion aux classes productives de se mettre à son service. Il n'est pas possible que les destinées de la ville et de tout le peuple grec soient entre les mains d'hommes qui n'ont jamais cotisé à la sécurité sociale et qui n'ont jamais créé le moindre emploi*[495].

Nous trouvons dans les discours des candidats les germes d'une réaffirmation de la spécificité du jeu politique local, spécificité qui se construit comme antithèse de la scène nationale, conçue à la fois comme lointaine et discréditée. Cette opposition entre affaires nationales et préoccupations locales se concrétise à travers la dépolitisation des enjeux locaux. Ceux-ci se présentent comme détachés des divisions politiques nationales et comme l'objet privilégié d'intervention des institutions locales. En ce sens, le processus de dépolitisation s'inscrit pleinement dans les propriétés du jeu politique avancées par les candidats indépendants.

[492] MORALIS G., « Interview de G. Moralis à la radio Parapolitika 90,1 FM », *op. cit.*
[493] GIANNITSIOTIS G., *L'histoire sociale du Pirée*, *op. cit.*
[494] MARINAKIS V., « Interview de V. Marinakis à la radio Real FM », *op. cit.*
[495] MARINAKIS V., « Συνέντευξη Βαγγέλη Μαρινάκη στην εφημερίδα «ΤΟ ΒΗΜΑ ΤΗΣ ΚΥΡΙΑΚΗΣ» [Interview de V. Marinakis dans " Le Vima du Dimanche"] », 2014.

c) La dépolitisation comme topos

La rupture avec l'empreinte partisane s'accompagne d'une dépolitisation accrue des enjeux et d'un repositionnement idéologique et politique dont le point de référence reste l'opposition au label partisan et à ses connotations. La dépolitisation des enjeux locaux comme modalité de concurrence n'est pas un phénomène inédit lors des campagnes électorales. La mise en avant de la perspective locale et la mise en distance des clivages politiques nationaux ne sont pas d'ailleurs pas étrangères aux campagnes municipales depuis les années 1990[496]. Dans le contexte examiné, nous concevons la dépolitisation comme un processus visant à décloisonner les enjeux par rapport aux récits et aux divisions partisanes. Ce processus prend différentes formes interdépendantes : la mise en arrière-plan du mémorandum et l'inscription des enjeux dans des logiques de gestion locale constituent deux modalités concrètes qui dressent le cadre de la dépolitisation promue.

(1) Dépolitisation des enjeux locaux

Pour Z. Zoupis le dépassement de la question du mémorandum va de pair avec une réaffirmation du rôle des collectivités territoriales. Ce positionnement s'articule avec ses propres capitaux sociaux et politiques puisqu'il tire sa légitimité et il appuie sa candidature sur l'occupation des postes dans l'institution municipale où il siège depuis vingt ans. Dans le programme de la liste Renaissance nous retrouvons une seule référence au mémorandum dans la partie introductive : « *Les élections municipales de 2014 (…) sont cruciales pour l'avenir de l'institution des collectivités territoriales elle-même, une institution qui subit les conséquences des politiques du mémorandum* [497]».

Ce passage montre bien que l'accent n'est pas mis sur le mémorandum en tant que tel. Au contraire, celui-ci est présenté, malgré une connotation négative, comme un cadre externe et objectif. De cette façon, si les politiques mises en œuvre dans le cadre du programme d'ajustement se conçoivent comme une menace, l'accent est mis sur l'institution municipale qui

[496] SKRINIS S., « Greece: Five Typical Second-Order Elections Despite Significant Electoral Reforms », *R. DANDOY, A. SCHAKEL (dir.), Regional and National Elections in Western Europe. Territoriality of the Vote in Thirteen Countries*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2013, p. 126–141.
[497] RENAISSANCE, « Πρόγραμμα ανεξάρτητης δημοτικής κίνησης Κερατσινίου - Δραπετσώνας "Αναγέννηση Τώρα" [Programme du mouvement municipal de Keratsini - Drapetsona "Renaissance Maintenant"] », 2014.

se présente comme gestionnaire des problèmes quotidiens. Dans une lettre ouverte de Z. Zoupis publiée pendant la campagne électorale, le candidat maire insiste sur le fait que :

« Les politiques du mémorandum ont conduit le pays dans l'impasse (…) je sais que, dans ces circonstances, il est difficile pour beaucoup d'entendre ce qui se passe autour de nous (…) Et cependant ce qui se passe dans la commune nous concerne tous – il faut que cela nous concerne tous. Les communes gèrent des questions importantes qui concernent notre vie. La propreté de la ville, la situation de l'environnement, le niveau de fonctionnement des crèches, des Centre d'Animation des Personnes âgées (KAPI), l'entretien des écoles, la culture, les activités sportives et des centaines d'autres compétences sont exercées par les municipalités[498]*».*

Dans ce cadre, la référence aux prérogatives de l'institution municipale vise à souligner le rôle du pouvoir local dans les affaires quotidiennes. Donner de l'importance au rôle de la mairie vise ainsi indirectement à défendre un domaine local de compétence propre et à réinscrire les enjeux locaux dans la sphère de la compétence municipale. Les affaires de la ville sont largement assujetties à l'autorité locale quelle que soit la conjoncture politique nationale. Dans cette vision, les partis politiques et leurs divergences se trouvent effacés de la gestion quotidienne. En opposition avec la campagne nationale de 2012 de politisation du mémorandum et de la structuration de la concurrence autour de lui, la campagne locale se structure dans le sens inverse, de sorte que les partis politiques s'effacent comme acteurs locaux. Une telle position défendue par les anciens responsables socialistes peut être conçue comme une ligne de démarcation contre la rhétorique de SYRIZA qui vise à reproduire les lignes d'opposition nationale au niveau local et à traduire éventuellement les scores nationaux obtenus dans le Pirée B'. Mais au-delà d'un coup tactique, le positionnement de la *Renaissance* vise ainsi en dernière instance à la réaffirmation de l'importance du jeu politique local dans une conjoncture où la difficulté de former des listes de candidats et l'abstention constituent une préoccupation centrale pour l'ensemble des candidats.

D'autre part, pour les représentants de l'élite économique du Pirée, le terme de mémorandum est quasiment absent dans les discours officiels. G. Moralis et E. Marinakis

[498] ZOUPIS Z., « Ανοιχτή επιστολή του επικεφαλής της Δημοτικής Κίνησης "Αναγέννηση" και υποψήφιου δημάρχου Κερατσινίου - Δραπετσώνας Ζαχαρία Ζούπη [Lettre ouverte de Z. Zoupis, candidat maire de Keratsini - Drapetsona et tête de la liste "Renaissance"] », 2014.

insistent sur la crise qui touche le Pirée. Néanmoins, dans leur récit, le dépassement de la crise semble être lié à la dynamique de développement inhérente au Pirée. Le contexte du mémorandum s'efface alors derrière les opportunités concrètes de développement que les candidats visent à saisir :

Marinakis E. : C'est ce combat commun pour faire sortir la municipalité de la crise qui nous a poussés à nous présenter. Nous pouvons faire beaucoup de choses. Nous avons les forces, nous avons les hommes. Il nous suffit de sortir des clichés partisans, d'abandonner les divisions inutiles, d'avoir l'esprit ouvert et créatif. (…) Nous disons qu'au lieu de regarder vers Athènes, nous devons tourner les yeux vers la mer. Là se trouvent nos perspectives, là se trouvent nos forces. Nous avons une renommée internationale que tous les autres exploitent, sauf les habitants du Pirée. En développant des politiques en faveur de la navigation, des croisières, du tourisme nous rendront le Pirée égal aux (…) grands ports, aux grandes puissances maritimes. Tel est en deux mots notre vision[499].

Le poids symbolique et matériel des candidats leur permet de dépasser le mémorandum tout en donnant une dimension nationale aux problèmes locaux du Pirée. Dans leur discours, la crise qui touche le Pirée peut être contrebalancée par l'inscription des problèmes dans une perspective de développement qui dépasse le cadre local, voire national. Les candidats revendiquent alors l'ouverture du Pirée dans la division internationale du travail à travers le secteur maritime et le tourisme. Les initiateurs du *Pirée-Vainqueur* se présentent comme le plus à même de gérer les problèmes et construisent un récit de gestion locale efficace qui constitue leur élément de distinction :

Marinakis E. : D'ailleurs, depuis des mois, il y a beaucoup d'inquiétudes concernant le cap pris par la ville et les occasions perdues. (…) Le Pirée, avec un projet juste, peut devenir un centre maritime pour toute la Méditerranée. Nous créerons ainsi des milliers postes d'emploi et de nouvelles perspectives pour tous les habitants du Pirée. Nous ferons en sorte que le Pirée devienne une destination pour des milliers de visiteurs avec des bénéfices pour l'économie locale et la renaissance du monde du commerce. Le Pirée deviendra un point de départ de croisières, s'il parvient à collaborer avec des représentants des organismes touristiques internationaux. Nous conserverons le caractère public du port et nous

[499] MARINAKIS E., « Συνέντευξη Βαγγέλη Μαρινάκη στο ραδιόφωνο της Πειραϊκής εκκλησίας [Interview de V. Marinakis à la radio de l'église du Pirée] », 2014.

participerons activement à la gestion de l'Autorité Portuaire et à la revendication de prestations contributives pour la rénovation de tous les quartiers du Pirée[500].

Nous trouvons ici l'écho des débats sur l'autonomie du Pirée face à Athènes et la revendication d'une place à part du Pirée, débats qui structurent la compétition locale depuis la fondation de la ville et l'instauration des institutions de représentation locale[501]. Plus concrètement, dans une conjoncture d'affaiblissement des logiques partisanes, la mise en avant de l'élite économique du Pirée va de pair avec une revendication de plus en plus affirmée de la place centrale du Pirée dans la division du travail à l'échelle nationale : le port, les activités commerciales liées à celui-ci et le tourisme constituent alors le triptyque autour duquel se développent non seulement une stratégie de campagne mais aussi une tentative de relocalisation des enjeux socio-économiques du Pirée. Dans le Pirée comme dans les municipalités afférentes, la dépolitisation relative des enjeux achève la rupture symbolique avec le registre partisan et crée en même temps les conditions pour que l'image et les compétences spécifiques du candidat maire se détachent davantage de l'homme politique professionnel.

(2) La mise en avant des maires gestionnaires

La départisanisation des enjeux locaux est accompagnée, dans les discours des candidats indépendants, par l'*affirmation d'une capacité gestionnaire d'ordre technique*[502]. Dans ce cadre, nous saisissons un déplacement du jeu politique qui se réfère cette fois-ci aux prescriptions de rôle et à l'image du métier du maire qui se construisent à travers la compétition politique : l'efficacité gestionnaire devient de plus en plus la propriété principale de l'élu local. Même si l'appel à l'expertise est mobilisé déjà dans la compétition locale, il s'avère crucial dans un contexte de recul de l'identification partisane et idéologique. L'image d'un maire gestionnaire renforce la rupture avec les logiques partisanes qui privilégient traditionnellement une sélection de candidats en fonction du capital politique des prétendants aux postes électifs locaux. Cependant, parmi les candidats indépendants, le contenu et les ressorts de l'efficacité

[500] MARINAKIS E., « Άρθρο Βαγγέλη Μαρινάκη στη Realnews [Article de Vaggelis Marinakis paru dans le journal Realnews] », 2014.
[501] GIANNITSIOTIS G., *L'histoire sociale du Pirée*, *op. cit.*
[502] BRIQUET J.-L., « Communiquer en actes. Prescriptions de rôle et exercice quotidien du métier politique », *op. cit.*, p. 19.

gestionnaire ne sont pas partagés de manière univoque. La compétence gestionnaire s'inscrit dans deux registres différents que nous pouvons qualifier comme interne ou externe au métier d'élu local.

Pour Zoupis Z., la compétence en termes de gestion est fondée sur son implication dans les affaires municipales. Ce qui le rend légitime pour se présenter comme un connaisseur des problèmes de la municipalité et comme une personne apte à résoudre les questions pratiques, c'est précisément sa présence au sein du conseil municipal tout au long de deux décennies et l'occupation de postes de responsabilité comme celui de l'adjoint au maire. Dans un tract diffusé pendant la campagne électorale, les éléments qui forment son CV sont les suivants :

- Zacharias Zoupis est né à Keratsini en 1961

- Il est diplômé en Physique du Département de Mathématiques et Physique de l'Université Aristotélicienne de Thessalonique.

- Il est élu au poste du conseiller municipal depuis 1990. Il a exercé, pendant des années, les fonctions de maire-adjoint et de président d'entreprises municipales et de personnes morales de droit public.

- Il a exercé des fonctions de vice-président de l'Association des Municipalités pour l'environnement et de secrétaire général de la préfecture d'Attique Ouest pendant la période 2006-2010.

- Il participe au Comité des Institutions de l'Union des municipalités d'Attique et il est président de l'Institut Européen pour les collectivités territoriales.

- Cadre de sociétés de sondages, il travaille aujourd'hui comme conseiller de communication politique – analyste politique chez la société Opinion Poll.

- Membre fondateur de la Société d'Arts et de Sciences de Keratsini (…) Ancien rédacteur en chef du journal « Odigitis » et directeur d'édition de « Πειραϊκή Πολιτεία ».

- Il publie dans la presse locale sur les sujets de la politique, des collectivités territoriales et du développement (…).

Les responsabilités occupées dans le cadre des institutions municipales et territoriales forment le cœur du capital politique qu'il met en avant. L'énumération des postes occupés et l'accent mis sur la longue durée de son engagement dans l'espace local se présentent comme les preuves de son expérience et de son savoir-faire. Sa compétence est alors spécifique à l'institution au nom de laquelle il se présente comme candidat. L'absence de référence au PASOK achève la dépolitisation et la *managérialisation* promue concernant l'image du

maire. Au prolongement de cette présentation de soi, le candidat maire souligne dans la lettre ouverte publiée dans la presse et diffusée porte-à-porte :

Zoupis Z. : Je ne viens pas de nulle part. J'ai été au service de la municipalité pendant des années et à des postes de responsabilité. J'ai contribué à promouvoir des solutions aux problèmes de la ville mais aussi à promouvoir des initiatives innovantes. (…) Je dispose de l'expérience et de la connaissance accumulées pendant des années, du désir de travailler infatigablement pour qu'on ouvre de nouvelles voies pour la ville.

D'autre part, pour les responsables du *Pirée-Vainqueur*, la compétence technique et gestionnaire ne trouve pas son origine dans l'occupation préalable de postes électifs locaux. Au contraire, les candidats se présentent comme les porteurs d'une efficacité gestionnaire éprouvée sur d'autres arènes de compétition, notamment dans le milieu des affaires. Pour les responsables du *Pirée-Vainqueur*, la gestion du club de l'Olympiacos et l'activité dans le milieu des transports maritimes constituent les axes principaux autour desquels se construit le récit de la compétence. G. Moralis met en avant le label de l'Olympiacos comme une entreprise réussie et son implication dans le milieu sportif afin de faire preuve de sa propre compétence :

(…) Mon implication à l'Olympiacos mais aussi la direction de la Super League [Il s'agit de l'autorité responsable de l'organisation du championnat national de football en Grèce] (…) m'ont donné, je pense, des expériences supplémentaires. En plus de l'entrepreneuriat dans la mesure où j'ai travaillé et je possède mes propres entreprises depuis les 15-20 dernières années. Je pense que ce sont ces éléments qui résument ma personnalité –selon l'opinion de certains et selon ma propre opinion sans que je n'en éprouve le moindre orgueil– une personnalité donc de manager qui a à montrer un certain nombre de choses positives dans sa vie. Ce sont des caractéristiques dont la municipalité a besoin, mais c'est avec des synergies, des collaborations et de l'union que nous réussirons[503].

Pour Marinakis E., la gestion de l'Olympiacos s'accompagne de la mise en avant d'une carrière réussie dans les affaires maritimes :

[503] MORALIS G., « Interview de G. Moralis sur Web TV », *op. cit.*

« Mon implication dans le monde exigeant et compétitif du secteur maritime mondial m'a appris qu'il existe une différence essentielle entre le monde de la politique et celui des entreprises. Tandis que dans le premier il suffit que tu poses les questions, dans le second, toute question qui ne reçoit pas de réponse peut signifier la ruine de l'entreprise ou une grande occasion perdue que tu paies toi-même et personne d'autre. Dans le premier cas aussi, bien sûr, il y a un coût, mais là, ce ne sont pas ceux qui ne donnent pas les réponses qui le paient, mais les citoyens…[504]*».*

« (…) *Mais je vous dis que mon entreprise qui est cotée à la bourse américaine, au Nasdaq, fonctionne selon les critères d'une société corporate, c'est-à-dire qu'il y a un contrôle. Chacun sait ce qu'il doit faire, quand il doit le faire et il est contrôlé par des instances neutres et cela est très important en ce qui concerne la manière dont tu gères une entreprise. C'est quelque chose à quoi nous avons été habitués et qui nous a beaucoup aidés. Tout cela est très important pour la Municipalité et pour l'avenir du Pirée*[505]*».*

L'acquisition d'expériences n'est pas spécifique à l'institution municipale. En revanche, leur succès dans leurs propres domaines fait preuve d'une capacité gestionnaire qui sert comme passeport pour l'arène municipale. Les candidats promeuvent alors l'introduction d'un modèle de gestion efficace dans la mairie, à savoir dans une institution qui, dans leur récit, souffre précisément de l'emprise des logiques partisanes. Encore une fois, le modèle réussi des entreprises comme l'Olympiacos se trouve au cœur de l'image de gestion innovante et efficace que les candidats mettent en avant :

MoralisG. : L'Olympiacos n'a nul besoin, ni de prendre le pouvoir à la mairie, ni de la diriger… en coulisse. L'Olympiacos se porte très bien et gagne. Par contre, nous qui venons de l'Olympiacos, nous pouvons transférer à la municipalité du Pirée notre façon de travailler. A l'Olympiacos, nous unissons nos forces, nous dépassons les frontières des partis et des contradictions, nous nous fixons des buts et de fait nous les atteignons. C'est cette logique que nous voulons en réalité faire entrer aussi dans la municipalité. Le grand changement est que nous, nous n'avons aucun lien, aucun ancrage dans aucun parti[506]*.*

[504] MARINAKIS E., « Article de Vaggelis Marinakis paru dans le journal Realnews », *op. cit.*
[505] MARINAKIS V., « Interview de V. Marinakis à la radio Real FM », *op. cit.*
[506] MORALIS G., « Interview de G. Moralis sur Web TV », *op. cit.*

Marinakis E.: Quand tu es né, que tu as grandi et que tu travailles au Pirée, tu connais les problèmes et avec une gestion correcte, une équipe de collaborateurs capable, tout peut de nouveau repartir. Nul besoin de grandes promesses et de longs discours. C'est du travail qu'il faut. L'Olympiacos est une équipe qui non seulement a gagné le championnat national ces quatre dernières années mais nous avons fait aussi de grandes avancées en Europe. Rien n'arrive par le fruit du hasard ou de la conjoncture. Pour tout, il faut un projet, de la conviction, une programmation juste et une équipe capable. Tel est le message de la coalition "Pirée Vainqueur"[507].

Section 2. La campagne comme moment de construction et mobilisation des clientèles politiques

La question centrale qui se pose est de savoir dans quelle mesure la mutation au niveau de l'offre politique influence les ressorts de la mobilisation. Nous émettons l'hypothèse que la mobilisation continue à être structurée autour des ressources traditionnelles qui se réfèrent à la constitution des clientèles et à l'inscription dans les réseaux locaux. Cependant, la désagrégation des milieux partisans traditionnels signifie que l'affiliation partisane cesse de fonctionner comme une ressource permettant la circulation et la conversion des capitaux sociaux dans l'arène politique. En d'autres termes, les partis cessent de fonctionner comme des instances de conversion d'un prestige social en capital politique. Dans cette configuration où les partis cessent de constituer le facteur d'unification qui donne sens et qui opérationnalise les différents ancrages locaux, l'appropriation et le contenu des ressorts traditionnels de mobilisation restent un enjeu de premier rang.

Nous observons une situation dynamique où les moyens disponibles et les savoir-faire spécifiques aux différents candidats façonnent largement les modalités de formation des clientèles électorales et les modes d'ancrage local. Les réseaux mobilisés à titre personnel ainsi que les institutions ou associations locales deviennent l'objet d'investissements et d'appropriations diverses, collectives ou personnelles en fonction du profil des candidats concurrents. Le suivi de la campagne nous permet de saisir à la fois les espaces de la mobilisation ainsi que les modes d'investissement sur les institutions et réseaux locaux. Plus largement, cela nous permet de comprendre la pérennité des réseaux déjà constitués ainsi que la manière dont les réseaux émergents s'inscrivent dans la compétition politique et deviennent

[507] MARINAKIS E., « Interview de V. Marinakis à la radio de l'église du Pirée », *op. cit.*

pertinents du point de vue de la mobilisation. Le caractère personnel ou collectif de ces opérations est lié aux ressources concrètes des différents candidats, ce qui nous amène finalement à l'observation des pratiques variables, traditionnelles et atypiques qui sont façonnées sur le tas.

a) Pirée-Vainqueur : entre reproduction et singularité ?

Pour ce qui est du Pirée-Vainqueur, la mobilisation des réseaux personnels constitue une modalité centrale étant donné que la plupart des candidats disposent d'une reconnaissance à titre personnel. D'une certaine manière, la liste comprend des candidats faisant partie des élites locales venues de secteurs différents ; d'une part nous retrouvons une forte représentation de professions libérales dont la conversion des clientèles professionnelles en clientèles politiques constitue une modalité bien répandue. En outre, la liste comprend des personnes largement médiatisées qui cherchent à attirer des votes au nom de leur compétence. Dans ce cadre, Pirée-Vainqueur constitue le label collectif sous lequel se déploient des stratégies personnelles et cela semble donner la tonalité à la campagne. En parallèle avec une mobilisation basée sur les traits d'une notabilité, la mobilisation s'effectue aussi à travers des réseaux collectifs qui se structurent autour de l'Olympiacos : des réseaux spécifiquement sportifs mais aussi des réseaux formés entre l'Olympiacos et les institutions locales donnent un caractère multiple à la campagne qui combine des modalités classiques avec des répertoires atypiques.

(1) Se mobiliser à titre personnel : quels contours ?

Tout d'abord, la liste du *Pirée-Vainqueur* comprend un personnel local politique déjà établi : des anciens élus locaux qui se rallient à la cause de G. Moraliset entreprennent une campagne largement personnalisée. En effet, parmi les candidats conseillers, 30,6 % ont déjà occupé un poste électif local et 16,3 % des candidats ont siégé plusieurs fois au sein du conseil municipal ou régional. La présence des personnes établies dans l'arène municipale est renforcée par la candidature de l'ancien maire du Pirée pendant la période 1998 - 2006, C. Agrapidis, ainsi que par la candidature de plusieurs adjoints maires qui siégeaient au conseil municipal tout au long des années 1990 et 2000. L'adhésion de ces anciens élus locaux, issus tant du PASOK que

de la ND, détermine largement les modalités de mobilisation : il s'agit alors de l'activation des clientèles personnelles, formées au fil des années comme produit de l'exercice des fonctions électives et de l'implantation plus large dont jouissent ces élites politiques locales.

Outre le personnel politique local, *Pirée-Vainqueur* rassemble aussi d'autres types d'acteurs qui se présentent traditionnellement en politique par le biais de leur prestige social personnel. Plus spécifiquement, les membres des professions libérales (25,5 %) et les entrepreneurs (15,3 %) représentent environ 40 % des effectifs totaux des candidats. Pour ce type de candidats, la conversion des capitaux sociaux en politique constitue une modalité classique afin de revendiquer des postes électifs. Concernant les professions libérales, elles se partagent principalement entre médecins et avocats. Ceux-ci basent leur campagne électorale sur la capacité de convertir les clientèles professionnelles en électeurs. Pour ce qui est des médecins, nous observons dans leurs professions de foi qu'ils occupent des positions de responsabilité dans les hôpitaux publics ou privés du Pirée ou qu'ils disposent de leur propre cabinet dans la ville. La même situation se rencontre aussi chez les avocats qui mettent en avant le caractère localisé de leur activité professionnelle.

Ce type de création et de mobilisation de clientèles, largement repandu chez les professions libérales, se conjugue avec une implication active dans leurs organisations professionnelles respectives. Pour la majorité écrasante des candidats, l'exercice de la profession se conjugue avec un engagement dans La Chambre des Médecins ou l'Ordre des Avocats du Pirée, deux organisations massives qui trouvent leurs sièges au centre-ville, en face de l'Hôtel de Ville. De cette façon, l'inscription locale à travers la profession s'accompagne de l'acquisition d'une reconnaissance de la part des pairs à travers des réseaux spécifiquement professionnels ancrés localement. Ces éléments constituent les ressorts concrets de leur campagne électorale qui, à défaut d'une inscription dans des organisations politiques, prend un caractère davantage personnalisé. Dans ce cadre, les contours de la campagne visent à transformer la reconnaissance personnelle et les clientèles professionnelles en clientèles politiques, ce qui renforce le caractère « décentralisé » de la campagne électorale du *Pirée-Vainqueur* dans son ensemble.

Finalement, la présence importante de personnes issues de secteurs médiatisés comme le milieu sportif et culturel, représentant en total 12 % des effectifs, est un point supplémentaire qui renforce le caractère personnalisé de la campagne électorale. Parmi ces personnes engagées dans *Pirée-Vainqueur*, nous trouvons deux athlètes médaillés aux Jeux Olympiques, ainsi que des

anciens joueurs de l'Olympiacos comme Nikopolidis A., gardien de but de l'équipe du Pirée et de l'équipe nationale ayant remporté la Coupe d'Europe de Football en 2004. Finalement, la présence du propriétaire de l'Olympiacos V. Marinakis, de Kokkalis P., fils de l'ancien propriétaire de l'Olympiacos et membre du bureau exécutif du club pendant des années, complètent cette image de capital symbolique fort dans la liste des candidats.

(2) Réseaux divers mobilisés à travers d'Olympiacos

Si les réseaux mobilisés à titre personnel occupent une place centrale dans la campagne électorale du Pirée-Vainqueur, ils ne constituent pas la seule modalité de mobilisation des clientèles politiques. Pirée-Vainqueur crée également des circuits collectifs qui définissent le cadre local, l'ancrage, et qui donnent sens à l'autochtonie revendiquée. En l'absence d'un parti politique, les responsables de la liste se basent sur une autre entité collective capable à servir ressource de mobilisation : nous nous référons ici à l'Olympiacos en tant qu'acteur local disposant de ses propres réseaux qui se trouvent au cœur des circulations et des transactions jouées au Pirée à plusieurs niveaux.

L'Olympiacos ne se résume pas à l'équipe de football. Il constitue aussi un réseau qui comprend plusieurs sports amateurs relevant de l'athlétisme avec leurs propres infrastructures, organisation interne, direction. Dans ce cadre, l'Olympiacos se conçoit aussi comme une entreprise locale de premier rang dont les membres constituent un réseau implanté dans l'ensemble du Pirée. Les différentes académies sportives, les clubs de supporteurs, les membres enregistrés, les employés, constituent des réseaux qui se trouvent mobilisés pendant la campagne électorale permettant l'inscription des candidats dans plusieurs registres.

L'inscription de l'Olympiacos dans le cadre associatif de la ville procure une position quasi-monopolistique surtout en matière d'athlétisme. Étant donné leur place prédominante dans le secteur sportif de la ville, G. Moralis et E. Marinakis se présentent à plusieurs reprises comme des porte-parole privilégiés des associations sportives de l'ensemble du Pirée. L'accent sur le manque d'infrastructures sportives, les initiatives des directeurs d'Olympiacos pour l'amélioration de l'espace sportif constituent des opérations de promotion des politiques tout en créant des groupes sociaux qu'ils sont censés représenter :

Marinakis E. : Pour nous, l'enfant a une très grande importance. Nous essayons chaque jour dans les Académies de notre équipe de construire l'infrastructure qui donne à ces enfants la possibilité d'exprimer leur talent, d'apprendre la saine émulation depuis leur plus jeune âge, mais aussi de leur donner toutes les installations dont ils ont besoin. Il n'est pas possible dans le Pirée de 2014 qu'il n'y ait pas ces installations, alors qu'il y a des espaces, alors qu'il y a des associations (...) qu'il n'y ait pas d'installations ou que, lorsque ces clubs, ces équipes, demandent des terrains sans que cela n'occasionne aucun frais pour la municipalité, on leur tourne le dos. C'est inacceptable, il faudra prendre cela sérieusement en considération. Il faut mettre en œuvre des installations dans les écoles[508].

Un autre aspect de la mobilisation collective atypique est la conversion d'activités spécifiques au milieu sportif vers la mobilisation politique. Les clubs de supporteurs constituent aussi des réseaux concrets mobilisables[509]. De cette façon, outre les sièges et les kiosques préélectoraux officiels du Pirée-Vainqueur, qui sont répartis dans les cinq arrondissements du Pirée, les clubs de supporteurs se trouvent aussi mobilisés de manière variable dans la mesure où ils fournissent de la main-d'œuvre nécessaire pour l'accomplissement de tâches quotidiennes de la campagne. Les membres assument des tâches quotidiennes de la campagne électorale qui sont traditionnellement réservées aux militants d'un parti : la pratique du porte-à-porte, la tenue des locaux, l'affichage, ou encore la présence massive dans les bureaux de vote le jour des élections, telles sont les activités assurées par ces supporteurs, devenus militants *ad hoc*. En d'autres termes, des ressources organisationnelles spécifiquement liées à l'arène sportive, voire au « supportérisme» s'activent en tant que ressorts de mobilisation.

La relation du Pirée-Vainqueur avec la presse manifeste encore une modalité de campagne à la fois typique et atypique. Elle reste typique dans la mesure où tous les candidats multiplient traditionnellement leurs présences dans la presse locale, voire sur les chaînes nationales. L'aspect atypique se réfère à la structuration du milieu journalistique et à la place des responsables de l'Olympiacos dans celui-ci. D'une part, on a des journaux sportifs qui sont traditionnellement rattachés à une équipe, comme des porte-paroles. Dans ce cadre, l'inscription du Pirée-Vainqueur ne passe pas seulement par les entretiens des responsables dans la presse

[508] *Ibid.*
[509] Voir sur ce sujet BRANDT C., F. HERTEL, et S. HUDDLESTON (dir.), *Football fans, rivalry and cooperation*, London - New York, Routledge, 2017 ; SCHWELL A., N. SZOGS, M. KOWALSKA, et M. BUCHOWSKI (dir.), *New ethnographies of football in Europe: people, passions, politics*, London, Palgrave Macmillan, 2016 ; POLO J.-F. (dir.), « L'engagement des supporters de football dans l'espace public », *European Journal of Turkish Studies [Online]*, 2018, n° 26.

locale. À la différence des autres candidats, Moralis et Marinakis se trouvent aussi à la tête de réseaux de presse propres ou proches. L'osmose entre milieux d'affaires, milieux sportifs et presse n'est pas inédite en Grèce. Au contraire, tous les clubs notoires du pays disposent d'une presse sportive, notamment de journaux, qui leur sont proches : le rapprochement peut prendre différentes formes, de l'influence jusqu'à la propriété de journaux. Nous constatons ainsi en Grèce la présence d'une offre de presse écrite spécifiquement sportive proportionnellement très élevée par rapport à la population ce qui constitue pour les dirigeants une stratégie de rentes politiques. Dans ce cadre, les journaux proches de l'Olympiacos, ne privent pas de présenter l'initiative politique du *Pirée-Vainqueur*.

Figure 34 : Journal *Stadio*, diffusé à la main une semaine avant les élections au Pirée centre-ville.



Source : *archive personnelle*

Dans les journaux ou les éditions propres à l'Olympiacos la question de la candidature de Moralis est ainsi très présente. À titre indicatif, une semaine avant les élections, nous avons pu observer au centre-ville la distribution à la main du journal *Stadio* (Stade), qui est diffusé traditionnellement dans le stade de football. La thématique du numéro est liée à la célébration du 41e championnat de football de l'équipe, gagné au mois de mai. À la une du journal, présentée ci-dessus, nous voyons au milieu de la page le président du club, E. Marinakis portant la Coupe et entouré des joueurs de l'équipe lors de la fête pour la victoire au championnat. À droite de la page, nous trouvons la photo de Moralis avec la légende suivante: « rassemblement rouge-blanc pour un Pirée-champion », faisant directement allusion à la candidature du Pirée-Vainqueur aux élections municipales. Parallèlement dans les pages concernant la célébration du titre, nous trouvons aussi la présentation de la candidature du Pirée-Vainqueur, les objectifs affichés, des activités liées à la campagne électorale. Pirée-Vainqueur, en tant que membre de la « famille » de l'Olympiacos est organiquement liée aux différentes manifestations sportives du club dans une opération de capitalisation du label Olympiacos.

De surcroît, l'Olympiacos s'inscrit dans l'espace local comme un acteur collectif qui, dans le contexte de la crise, dialogue et interagit avec les institutions traditionnelles. À travers l'Olympiacos les responsables du Pirée-Vainqueur s'engagent dans des activités de philanthropie et de solidarité tout en créant des réseaux avec d'autres acteurs locaux, notamment l'Église. En effet, en observant les différentes institutions impliquées dans des activités de solidarité nous pouvons en désigner schématiquement trois types d'acteurs, sans que les frontières entre eux ne soient toujours très claires : le premier acteur est la mairie qui se mobilise notamment à travers les services sociaux de la ville. Puis, nous trouvons des mouvements de solidarité et des ONG. Finalement la Métropole du Pirée constitue un acteur important qui entreprend des activités de solidarité : les différentes églises du Pirée organisent des distributions de repas et de nourriture et collaborent ainsi avec les services de la mairie en mobilisant leurs propres réseaux et infrastructures.

Les responsables du *Pirée-Vainqueur* établissent et maintiennent des liens importants avec la direction de la Métropole du Pirée. Une série d'activités bénévoles de la part de l'Olympiacos ou de la part de son propriétaire à titre individuel, comme notamment des donations en faveur de l'Église du Pirée, le financement de constructions de temples, renforcent cette osmose entre les candidats politiques et l'institution ecclésiastique. Dans ce cadre, le

renforcement des réseaux de solidarité de l'Église et la création de réseaux de distribution et de solidarité parallèles, permettent à l'Olympiacos de se positionner à la fois sur des espaces émergents que sur des espaces déjà structurés. La formation des clientèles devient ainsi le sous-produit d'un multipositionnement dans les différents lieux qui constituent l'espace social local. La présence fréquente de Marinakis lors les liturgies ecclésiastiques, la multiplication de ses interventions dans la presse de l'Église et finalement, les prises de position ouvertes *ex cathedra* de la part des leaders ecclésiastiques locaux en faveur du *Pirée-Vainqueur* attestent des relations privilégiées entre les deux institutions locales qui se concrétisent au moment de la campagne électorale. Ainsi, comme l'évoque un militant du Port de l'Angoisse le jour de l'annonce de la candidature de Moralis : « *il nous faut rompre avec l'idée qu'au Pirée, l'Olympiacos et l'Église font le maire* ».

b) Port de l'Angoisse : « Ils nous aiment mais il ne votent pas toujours pour nous. »

La campagne électorale du *Port de l'Angoisse* s'inscrit surtout dans un registre de mobilisation collective. Par ce terme nous designons une mobilisation menée de manière collective, par des candidats qui agissent au nom de l'équipe et non à titre personnel. Cela tient à deux raisons : d'une part, les candidats du Port semblent disposent d'un profil peu apte à la constitution et l'activation de clientèles personnelles. En outre, leur trajectoire militante constitue un facteur supplémentaire qui renforce l'aspect collectif de la mobilisation. Néanmoins, la mobilisation basée sur des ancrages locaux et sur la sollicitation des réseaux divers, établis ou émergents dans la crise, est loin d'être automatique. Encore une fois, des contraintes à la fois externes et internes à la liste font de cette campagne une expérimentation continue entre des pistes traditionnelles et des ressorts activistes propres.

Si la campagne du *Port* prend un caractère davantage collectif, cela renvoie à la composition sociale de la liste. L'examen du profil des candidats du *Port de l'Angoisse* fait apparaître essentiellement des membres de la petite bourgeoisie locale et une très forte représentation des employés du secteur public. Les travailleurs indépendants, notamment petits commerçants, techniciens ou agents comptables constituent la catégorie professionnelle la plus représentée au sein de la liste des candidats (26,4 %). En deuxième place nous trouvons les

fonctionnaires qui représentent 21 % des effectifs totaux. Il faut noter sur ce point qu'au sein des fonctionnaires, la majorité écrasante est formée par des professeurs de collège ou de lycée, ce qui fait de cette profession la plus représentée sur l'ensemble de la liste (16 %).En outre, au *Port de l'Angoisse* le pourcentage des salariés du privé atteint 17 % et il est conjugué avec une présence importante des chômeurs (5,6 %) et des retraités (8,5 %). Les professions libérales constituent alors le quatrième groupe en termes d'effectifs (16 %). Dans l'ensemble, en opposition avec la composition du *Pirée-Vainqueur*, les candidats du Port *de l'Angoisse* présentent peu de traits d'un capital de réputation et de reconnaissance personnelle.

À côté de ces dispositions sociales il faut ajouter une prédisposition idéologique. En effet, le suivi quotidien de la campagne montre aussi une réticence face à des pratiques de campagnes personnalisées. Cet état d'esprit peut être conçu comme le fruit d'une sociabilité et d'un éthos militants qui semblent prédominer. Au lieu de candidats, il faut plutôt voir des militants de long terme, qui reproduisent pendant la campagne électorale les pratiques quotidiennes de mobilisation. Ce facteur semble jouer un rôle important dans la manière dont la plupart des candidats conçoivent la campagne et se positionnent face à elle. À plusieurs reprises, ils insistent sur le fait qu'ils s'engagent pour le *Port*, qu'ils ne mènent pas une campagne électorale propre et qu'ils suivent le planning de l'équipe.

On retrouve alors le premier aspect du caractère collectif de la campagne, à savoir un accent mis sur le caractère collectif de la liste et non pas sur les personnes qui la composent. La campagne est effectuée sous le label du Port de l'Angoisse et plus largement de SYRIZA. Les candidats ne se présentent pas à titre individuel, mais au nom de la liste, au nom du *Port de l'Angoisse*. Ils participent en commun aux différents événements. Ils ne distribuent pas de tracts personnels, au contraire, l'ensemble de la liste distribue lors des différentes campagnes de porte-à-porte le matériel collectif du Port de l'Angoisse. Le personnage de T. Dritsas, candidat maire, est le seul qui apparaisse dans la mobilisation, puisqu'il multiplie les meetings, les interventions dans la presse et les rencontres avec les différents responsables de la ville. Outre la tête de liste, ce sont uniquement les deux élus sortants qui prennent des initiatives personnelles. Les deux avocats qui siègent au conseil municipal semblent avoir une aisance plus importante face aux médias et mènent alors une campagne plus autonome, en étant toujours présents lors des activités collectives affichées sur le planning de la campagne. Dans l'ensemble, nous ne constatons pas un style de campagne « autonome » de la part des différents candidats.

Le planning quotidien de la campagne, affiché au début de chaque semaine dans le bureau préélectoral du *Port* en est illustratif. Tout d'abord, le planning se réfère à T. Dritsas. En fonction du type d'événement, les candidats conseillers l'encadrent de manière plus ou moins collective. Nous analysons ici le planning de fin de semaine début mai 2014, deux semaines avant les élections : Vendredi matin à 10 h 30, le *Port de l'Angoisse* organise une tournée dans le quartier de Kaminia dans l'objectif, selon le planning, de rencontrer les citoyens et les professionnels du quartier. Il s'agit de la pratique classique du porte-à-porte qui consiste dans la visite de tous les arrondissements de la ville. Dans ce cadre de mobilisation T. Dritsas est entouré des membres de la liste, habituellement une dizaine. Les originaires du quartier sont toujours incités à y être présents dans une tentative de renforcement du registre de proximité sociale. À treize heures trente, on organise une rencontre dans le bureau préélectoral avec un comité citoyen pour « le salut du port » et des professionnels de la zone des chantiers navals dans l'objectif de discuter et d'échanger sur la situation du port et les projets de privatisation de celui-ci. Puis, à cinq heures, le candidat maire rencontre le président et les membres du bureau de l'association des Crétois du Pirée. Lors de cette discussion sont invités notamment les candidats originaires de Crète afin de renforcer les contacts avec cette association ethnotopique. À dix-neuf heures trente, le responsable de la liste, accompagné des candidats du cinquième arrondissement du Pirée, rencontre les représentants d'un mouvement citoyen local dans le but de mettre en avant les problèmes du quartier. La journée se conclut par une réunion avec les citoyens du premier arrondissement du Pirée, organisée dans les locaux préélectoraux au centre-ville. Le planning du week-end suit les mêmes séquences, à savoir des tournées au marché central du Pirée, des rencontres avec des employés du secteur des services, des réunions avec des responsables de l'association des Céphalonites du Pirée et la présence de T. Dritsas lors d'un événement musical organisé par l'association des parents de l'École Musicale du Pirée. Dans son ensemble, la mobilisation quotidienne se structure autour du planning de T. Dritsas et les personnes qui l'entourent jouent surtout le rôle de militants qui assurent par leur présence le bon déroulement des événements. D'ailleurs, lors de plusieurs événements, le candidat maire est entouré aussi par des sympathisants qui ne candidatent pas, de sorte que candidats et militants semblent être quasi interchangeables dans le travail de mobilisation.

La constitution des circuits de distribution de biens collectifs et l'implantation dans les réseaux locaux déjà établis constituent le deuxième aspect du caractère collectif de la campagne.

Au moment de la mobilisation électorale, T. Dritsas et le *Port de l'Angoisse* investissent davantage sur des formes de construction de clientèles collectives afin de contrebalancer la faiblesse de clientèles propres. Cela s'effectue d'une part à travers la conversion des réseaux qui ont émergé lors de la crise et d'autre part par une tentative d'implantation dans les institutions et associations locales.

Les réseaux structurés autour de la crise et de la solidarité se trouvent au premier plan en termes de construction et de mobilisation des clientèles. Le marché sans intermédiaires organisé sous l'égide du *Port de l'Angoisse* et le dispensaire social du Pirée deviennent deux lieux qui concrétisent cette opération. Le marché sans intermédiaires du Pirée est organisé depuis 2012. Il prend place une fois par mois et donne la possibilité aux consommateurs d'acheter directement des produits agricoles auprès des producteurs. Le Port organise non seulement la mise en place du marché mais il prend en charge l'essentiel de la médiation entre producteurs et consommateurs. Il diffuse une fiche avec les produits en vente et c'est essentiellement par le biais de commandes passées à l'avance au secrétariat du *Port de l'Angoisse* que les consommateurs peuvent, le jour du marché, récupérer les produits. Parallèlement au marché, le Port rassemble aussi des médicaments, des vêtements ou de la nourriture dans l'objectif de les distribuer à travers ses propres réseaux de solidarité.

Pendant la campagne électorale, le marché devient un lieu de tournée pour T. Dritsas qui visite les locaux et discute avec les consommateurs. Nous y trouvons aussi des affiches du candidat et des tracts avec le programme électoral du *Port de l'Angoisse*. Outre la présence du candidat le jour du marché, ce marché solidaire sert à établir un répertoire de personnes à mobiliser. C'est progressivement que l'on observe l'usage des pratiques de sollicitation et de mobilisation traditionnelles : les membres du *Port* font un inventaire des personnes qui commandent des produits et qui se rendent au marché. À partir de cette liste ils téléphonent ou envoient des messages sur le déroulement de la campagne en invitant les personnes enregistrées aux activités du *Port*. Pour ce qui est du dispensaire social, des volontaires qui y travaillent, proches de SYRIZA, sont invités à candidater dans un cadre plus large afin de rendre visible et de valoriser les différentes actions de solidarité conduites par *Port de l'Angoisse*. Lors de notre discussion avec Hélène, sympathisante de SYRIZA elle nous confie que son engagement dans le dispensaire est jugé comme important dans l'appel qu'elle a reçu de la part de T. Dritsas afin de se porter candidate.

Cependant, la conversion des réseaux de solidarité en clientèles politiques est loin d'être automatique. En ce qui concerne les initiatives comme le marché sans intermédiaires, les publics visés ne sont pas exclusivement des électeurs du Pirée : le marché devient un point de rassemblement de producteurs et de consommateurs qui dépassent le cadre de la municipalité du Pirée, voire de la région du Pirée puisque nous pouvons y trouver des personnes issues des municipalités voisines. En outre, les réseaux que le *Port* vise à mobiliser ne détiennent pas le monopole en termes d'activité de solidarité dans l'espace local. Progressivement, depuis 2012, les mairies, les ONG et des acteurs privés s'impliquent de plus en plus dans ces actions. Le dispensaire du Pirée est loin de constituer une structure annexée à SYRIZA. Si l'on y trouve des membres du *Port de l'Angoisse*, la politique du dispensaire n'est pas fixée à l'avance. Au contraire, elle est le fruit d'une assemblée générale. Le public aussi est variable : selon les données communiquées par le dispensaire, les patients sont issus de l'ensemble de la région du Pirée, y compris toutes les municipalités afférentes. En outre, une bonne partie est constituée par des immigrés, exclus du droit de vote. En ce sens, l'inscription des candidats dans des initiatives de solidarité joue davantage dans un registre symbolique que dans un registre de mobilisation de clientèles établies.

Si dans le cadre de la concurrence nationale, ces structures peuvent véhiculer des réponses face à la crise ou peuvent constituer une base pour la construction d'un capital symbolique qui est légitime et pertinent, le changement de focale dans l'espace local fait apparaître qu'une multitude d'institutions non politiques et non forcement mobilisables dans le cadre des élections nationales deviennent un objet d'investissement et de mobilisation aux élections locales. Par conséquent, le *Port de l'Angoisse* se trouve pris entre des modalités partisanes qui ne fonctionnent pas de la même manière selon le contexte de la concurrence politique et la confrontation avec des pratiques et logiques qui sont bien ancrées dans ce type de concurrence comme la mobilisation personnelle et la tenue de réseaux à titre personnel qui dépassent les frontières du parti.

Un constat similaire peut être dressé quant à la relation du Port de l'Angoisse avec les réseaux locaux préconstitués. Les candidats impliqués semblent avoir un rapport plutôt lointain ou parfois critique avec les différentes associations et institutions traditionnelles qui structurent l'espace social local. Pour Dritsas, ces institutions, envers lesquelles il ne se sent pas forcément en proximité, constituent pourtant un passage obligé. C'est surtout pendant la campagne

électorale que le Port de l'Angoisse essaie d'établir des contacts plus solides envers les associations professionnelles, culturelles et ethnotopiques de la ville à travers la multiplication des rencontres et des réunions avec leurs membres. C'est au mois d'avril que T. Dritsas, accompagné d'une délégation restreinte, visite l'Ordre des avocats dans l'objectif de discuter sur les enjeux de la profession et notamment de l'éventuel déménagement du palais de justice du centre-ville, auquel les représentants du secteur sont opposés. Même si cette réunion prend place dans une ambiance de compréhension mutuelle et que les candidats se montrent satisfaits de cette visite, l'initiative dans son ensemble donne plutôt l'image d'une première étape dans la construction de ponts entre les deux univers, sans refléter une implantation forte dans cette profession et chez ses représentants locaux. Comme T. Dritsas le souligne lors de notre entretien :

« *Depuis la création du "Port" et jusqu'à aujourd'hui notre relation avec la société du Pirée est excellente. Nous sommes très bien accueillis. Il y a des relations d'estime. Nous ne parvenons pas toujours à transformer cette relation en relation de représentation politique, c'est-à-dire au sein du conseil municipal. Ce qui signifie qu'ils nous aiment beaucoup mais qu'ils ne votent pas toujours pour nous. Cependant, la reconnaissance, la crédibilité, la confiance, le dialogue avec tous les acteurs de la ville est une réalité quotidienne et avec réciprocité* ».

Ce type de rapprochement renvoie selon nous à l'absence de liens organiques avec ces réseaux locaux, absence qui devient encore plus claire en ce qui concerne les relations avec l'Église du Pirée. T. Dritsas et le Port n'inscrivent pas la présence aux liturgies et aux différentes manifestations de l'Église dans le calendrier quotidien de la mobilisation, en opposition frappante avec les autres prétendants principaux et en rupture avec la pratique traditionnelle. Cette position critique, accompagnée d'une méfiance réciproque, aboutit finalement à une « guerre » de pétitions entre le *Port de l'Angoisse* et le métropolite du Pirée[510]. Il est significatif de noter que lorsque le Port stigmatise dans un communiqué de presse « l'appropriation sévère du sentiment religieux » par les responsables du *Pirée-Vainqueur,* la réponse vient de l'institution ecclésiastique qui, à travers une lettre du métropolite, stigmatise l'absence de liens

[510] RAPANAKIS S., « Ιερό μένος Σεραφείμ κατά του Λιμανιού της Αγωνίας [Sainte colère de Séraphin contre le Port de l'Angoisse] », *http://www.avgi.gr,* 28/05/2014.

des candidats de gauche avec l'Église et la minimisation de l'œuvre philanthropique de l'Église[511].

Cela nous amène à constater que les logiques qui ont poussé SYRIZA vers une montée électorale au niveau national se trouvent affaiblies au niveau local, puisque c'est à ce niveau que les réseaux spécifiquement locaux déjà constitués continuent à structurer la vie sociale et politique dans la mesure où c'est dans ces réseaux que se jouent les coups et les échanges de la campagne électorale. La marginalisation de SYRIZA dans ces réseaux locaux n'arrive pas à être contrebalancée par l'existence de réseaux contestataires émergents. En d'autres termes, SYRIZA ne parvient pas à renverser les règles du jeu au niveau local comme il l'a revendiqué au niveau national, le conduisant à suivre les modalités de compétition traditionnelles. La dépolitisation promue par les concurrents et la pérennité des réseaux locaux non partisans, néanmoins prêts à la médiation lors des élections municipales, dressent les limites de l'intervention de SYRIZA. Ce phénomène montre plus globalement la pérennité des ressorts et des logiques locales de compétition qui restent pertinentes, malgré le discrédit et l'effondrement des principales organisations partisanes. La force partisane se construit comme le produit d'un long processus d'investissement dans les réseaux locaux. L'objectivation de cet investissement au fil du temps, à travers l'occupation de postes divers et le multipositionnement, a permis la conversion et la circulation du personnel politique local.

Le cas de SYRIZA nous montre alors, dans sa dimension négative, que cette reconversion présuppose une implantation locale active dans ce qui fait l'espace local. En l'absence de candidats socialistes, d'autres agents y parviennent dans l'espace social structuré et profitent de ces circuits concrets de légitimation en reproduisant les ressorts et les modalités traditionnelles du jeu politique local, puisque ces derniers ne sont pas mis en question. Dans ce cadre, le cas de la Renaissance examiné dans la section suivante, illustre les ressources et les contraintes qui pèsent concrètement sur un candidat issu du PASOK, au lendemain de l'effondrement du parti.

[511] PORT DE L'ANGOISSE, « Δελτίο τύπου 21 μάη 2014 [Communiqué de presse du 21 mai 2014] » ; PORT DE L'ANGOISSE, « Δελτίο τύπου 29 μάη 2014 [Communiqué de presse du 29 mai 2014] ».

c) Renaissance : contraintes et ajustements d'une liste issue du milieu socialiste local

Pour ce qui est de Renaissance lors des élections de 2014, la mobilisation des clientèles personnelles, et plus largement, la mobilisation à titre individuel, s'avère problématique et cela pour deux raisons principales. Tout d'abord, en ce qui concerne la composition de la liste, nous observons que, même si celle-ci est issue du groupe municipal socialiste, la majorité des socialistes établis depuis longtemps dans le conseil municipal ne font plus partie de la liste. Les anciens maires ou adjoints au maire et les conseillers de longue date n'adhèrent pas à la liste renouvelée indépendante. Ce phénomène révèle l'ambiguïté de la constitution initiale de la Renaissance. D'une part, Z. Zoupis, qui se trouve au cœur de la réformation du groupe socialiste, se montre réticent par rapport à l'inclusion dans la nouvelle initiative de personnes qui s'identifient trop au PASOK et sont liées à des affaires de mauvaise gestion ou de corruption pendant l'exercice de leurs mandats.

Cependant, cela ne signifie pas que le responsable de la liste exclue a priori les anciens responsables ou cadres locaux du PASOK. Au contraire, au fil de la campagne électorale, Z. Zoupis organise des rencontres personnelles avec différents (anciens) cadres locaux du PASOK, actifs dans l'institution municipale afin de négocier leur allégeance à la Renaissance : des élus locaux siégeant au précédent conseil municipal, des cadres locaux autonomisés, voire d'anciens députés du parti sont sollicités par Z. Zoupis. L'allégeance peut prendre différentes formes. Outre la participation directe sur la liste, la participation d'un membre de la famille ou un engagement public en faveur de Renaissance sont des modalités de soutien envisagées.

Cette initiative procure peu de résultats pour la nouvelle entreprise locale puisque certains anciens élus se distancient totalement du jeu politique, tandis que d'autres négocient et adhèrent finalement à des listes concurrentes. Z. Zoupis lui-même, lors d'une lettre écrite au lendemain des élections comme bilan de la campagne, fait référence à l'absence des soutiens concrets par des « cadres locaux expérimentés » et y voit une des raisons de l'échec de la liste qui n'a pas pu se présenter au second tour[512]. Nous constatons alors que, malgré le discrédit global du PASOK, les personnes disposant d'un capital relationnel propre et identifiées avec l'institution municipale

[512] ZOUPIS Z., « Για μια σοβαρή αλλαγή στον δήμο που δεν ήρθε ποτέ [Municipalité: Pour un changement sérieux qui n'est jamais arrivé] », 2014.

semblent encore capables de se détacher plus ou moins du parti et de négocier une place dans la compétition politique en tant qu'acteurs « locaux ».

Caractérisée par l'absence de candidats déjà établis, *Renaissance* est composée de personnes dont le profil social et politique est peu enclin à la création et au maintien de clientèles personnelles. Selon les données fournies par notre questionnaire distribué lors d'une assemblée générale de la liste et l'examen des professions de foi, la liste dispose principalement d'un caractère populaire avec une forte représentation des employés du privé et des travailleurs indépendants. En effet, ces deux catégories professionnelles constituent ensemble plus de la moitié des effectifs globaux (62 %). En outre, les fonctionnaires représentent un taux autour de 18 % et il faut noter que parmi eux nous retrouvons surtout des professeurs du secondaire et des employés dans les collectivités territoriales. La liste présente aussi un faible niveau de capital politique, phénomène qui est largement dû à la présence massive des personnes qui candidatent pour la première fois à un poste électif. En effet, plus de la moitié se présentent pour la première fois aux élections, tandis que le nombre des personnes déjà élues approche les 10 % et qu'il s'agit quasi exclusivement d'élus municipaux.

Dans ce cadre, nous constatons que *Renaissance* ne se trouve pas seulement privée de clientèles personnelles, mais qu'elle est aussi largement privée des clientèles collectives potentielles. Ici il faut noter que traditionnellement, la campagne électorale vise à opérationnaliser, à convertir des réseaux locaux déjà activés au cours du travail politique quotidien. Pour le dire autrement, les différents candidats sortants, de la majorité ou de l'opposition, se basent lors de la campagne électorale sur un long processus de création, de maintien et de reproduction de clientèles qui se constituent pendant le mandat, à travers les aspects concrets du métier politique. Dans ce cadre, l'implantation préalable des candidats et de leurs listes dans l'espace local procure les termes de la conversion des ressources sociales, comme l'autochtonie en politique. Or, Renaissance, privée des cadres locaux et de personnes au profil de « notable », se trouve quasiment exclue des modalités traditionnelles d'accumulation de capital politique.

Par conséquent, la campagne électorale de *Renaissance* vise, non pas à mobiliser des réseaux potentiels, mais surtout à s'inscrire dans l'espace local, à établir des contacts envers les institutions et associations locales afin de rendre ses candidats visibles. Dans ce cadre, les deux bureaux préélectoraux de la *Renaissance*, situés dans les deux villes fusionnées, Keratsini et

Drapetsona, se trouvent au cœur de la campagne électorale dans la mesure où ils constituent à la fois des lieux d'organisation globale de la campagne, de recrutement des candidats, et d'arrangements divers. Ce n'est pas un fait du hasard que Z. Zoupis inaugure son local préélectoral à Keratsini dans une rue centrale commerciale de la ville, six mois avant les élections, à savoir bien avant la période officielle. Cela lui donne la possibilité de rendre visible sa candidature dans la ville et d'avoir un espace qui servira comme point de référence de la liste des candidats.

Les membres de Renaissance, privés des locaux attestant un rapport avec le pouvoir, comme les bureaux de la mairie ou des sièges partisans, utilisent le bureau préélectoral afin de se substituer à ces instances et d'y rassembler l'ensemble des activités. Des activités comme l'adhésion des candidats ou des sympathisants, l'enregistrement des demandes personnalisées ou les rendez-vous avec des personnes influentes de la ville, ont lieu dans le bureau préélectoral. Dans les deux bureaux, le candidat maire et ses proches fonctionnent largement comme des médiateurs de problèmes individuels. En ce sens, ils enregistrent les demandes et ils gardent systématiquement les coordonnées des personnes qui entrent en contact avec la liste. Cette base de données constitue un outil très concret de mobilisation : progressivement, un service de secrétariat est mis en place dans l'objectif de relayer les informations de la campagne et de demander la participation des personnes figurant sur la liste lors de différents événements organisés par la *Renaissance*.

En outre, les derniers jours avant les élections, ces mêmes listes sont utilisées par les membres de *Renaissance* afin de vérifier les intentions de vote en proposant des moyens de facilitation du déplacement des électeurs vers les urnes : on retrouve ici des pratiques conçues et mises en place par les partis politiques et les sections qui prenaient traditionnellement en charge les questions pratiques de l'organisation du vote le jour des élections. En ce sens, le fonctionnement de *Renaissance* reproduit dans la mesure du possible le savoir-faire socialiste en matière de mobilisation. Dans ce cadre, Georgia D. regrette la perte des listes des contacts et des sympathisants, établies auparavant par la section du PASOK dans la ville.

Ce contexte détermine largement les modalités de mobilisation et d'inscription au plan local, modalités qui passent principalement par deux biais : la mise en place des activités quotidiennes centrées sur le registre de proximité et le choix des candidats en fonction de leur inscription potentielle dans des réseaux locaux.

(1) La mobilisation quotidienne comme revendication et affirmation d'ancrages locaux

Le suivi quotidien de la campagne révèle des récurrences de la mobilisation dans l'objectif « d'occupation du terrain local »[513]. D'ailleurs, il faut noter que dans le bureau préélectoral une carte de la ville s'affiche en grande taille, de sorte que le comité d'organisation puisse vérifier la présence fréquente des candidats dans les différents quartiers de la ville. La présence aux liturgies des différentes églises, les visites dans les KAPI *(Centre d'Animation des Personnes âgées)*, les centres culturels, les marchés et les tournées dans les différents quartiers de la ville donnent la tonalité du planning quotidien du candidat. Les journées s'étalent alors du début de la matinée - où le candidat maire trouve l'opportunité de rencontrer des publics spécifiques comme les ouvriers de la mairie, les marchands ou encore les fidèles qui sortent de l'église – jusqu'à tard la nuit où *Renaissance* organise souvent des rencontres plus ou moins officielles dans des cafés-bars de la ville. Nous examinons par la suite le planning de la semaine du sept avril dans la mesure où nous y voyons les grandes lignes de la mobilisation.

Le comité d'organisation élabore en avance et distribue à l'ensemble des candidats le planning hebdomadaire initial selon lequel les candidats peuvent ajuster leurs initiatives. Le lundi 7 avril, le planning commence à 9 h 30 avec une visite au 3e KAPI de Keratsini. Lors de la campagne, Z. Zoupis a pour objectif de visiter au moins une fois tous les KAPI de la ville qui constituent un lieu de sociabilité pour les retraités. En outre, lors des visites, le candidat maire cherche à renforcer ses liens avec les responsables des KAPI puisque comme il le note lui-même, leur position leur procure à la fois une visibilité et une légitimité auprès des personnes qui fréquentent ces lieux et leurs familles.

Ensuite, vers dix heures trente, Z. Zoupis et son équipe visitent le marché du quartier à proximité du KAPI et ils distribuent des tracts préélectoraux. La visite des marchés constitue une modalité centrale dans l'objectif de rendre visible la liste et de diffuser son programme. Dans cette municipalité, différents marchés prennent place une fois par semaine dans des quartiers différents, de sorte que ces visites permettent aux candidats de discuter avec des habitants de chaque quartier. Sur ce point il faut noter que ces visites font l'objet de réflexion de la part du comité organisationnel afin de maximiser la visibilité de la liste. Lors des discussions au sein du

[513] RAGARU N., « En quête de notabilité. Vivre et survivre en politique dans la Bulgarie post-communiste », *op. cit.*, p. 88.

comité on met en évidence que des publics différents se rendent au marché en fonction de l'horaire puisqu'il est connu que les prix ont une tendance à la baisse vers la clôture du marché (autour de quatorze heures). De cette façon, le planning prévoit non seulement la visite du même marché à plusieurs reprises, mais aussi à des horaires différents.

Puis dans l'après-midi, à une heure trente, le candidat maire, entouré de cinq personnes, visite la 14^{e}école primaire de Keratsini (les écoles primaires, collèges et lycées publics sont nommées dans l'ensemble du pays par des chiffres). L'objectif de cette rencontre est double. D'une part, les membres de la liste distribuent des invitations à une réunion prévue pour la fin de la semaine, réunion consacrée au sujet de l'enseignement. De cette façon, la visite au moment de la sortie de l'école donne la possibilité aux candidats de rencontrer des parents et de les inviter à l'événement. Les candidats qui habitent dans le quartier en profitent aussi pour rencontrer des voisins. En outre, le candidat maire s'entretient avec le directeur de l'école dans le but de faire la présentation de la liste et de discuter sur les problèmes sectoriels. Plus largement, la réunion thématique sur la question de l'enseignement organisée le vendredi onze avril, donne la possibilité aux membres de la liste de s'activer de manière plus focalisée vers les réseaux spécifiques tout au long de la semaine. Par la suite, dans l'après-midi, le candidat maire prévoit des rencontres personnelles avec des candidats potentiels et la journée se conclut à 18 h 00 où un groupe de candidats effectue un porte-à-porte dans le quartier d'Amfiali. Les tournées dans les différents quartiers constituent une activité très répandue qui reproduit d'une part les modalités de mobilisation classiques dans les quartiers populaires du Pirée B' et atteste d'autre part d'une campagne qui se base prioritairement sur la main-d'œuvre des candidats.

Les autres jours de la semaine suivent le même schéma tout en rappelant le caractère répété et codifié du travail politique. Le mardi, on enchaîne des visites dans le 1er et 5e KAPI de Keratsini, suivies d'une visite de la 10e école primaire de la même ville. Puis, dans l'après-midi, à dix-huit heures, le candidat maire, entouré des membres de la liste, entreprend un porte-à-porte dans les quartiers de Drapetsona. Les mêmes séquences sont répétées le mercredi, cette fois dans la ville de Drapetsona. De neuf heures jusqu'à midi une petite dizaine de candidats y visitent trois KAPI, puis, vers midi, ils font une tournée au marché de la ville. En fin de journée, Renaissance organise une réunion débat avec les habitants de Drapetsona dans l'Hôtel de ville. Jeudi, la campagne suit toujours le même type de planification. La journée commence par une visite au 4e KAPI de Keratsini et puis, à onze heures, Z. Zoupis avec une petite dizaine de

candidats fait une tournée dans le marché du quartier de Perevos en distribuant des tracts et en discutant avec les habitants et les marchands. Puis, à quatorze heures, des membres de la Renaissance visitent les 18e et 24e écoles primaires de Keratsini. À la fin de la journée, le porte-à-porte habituel a lieu dans le quartier de Saint-Georges de Keratsini. La même séquence, à savoir, KAPI, marché, porte-à-porte se reproduit aussi le vendredi. À la même date, à neuf heures du soir, prend place le débat sur la question de l'enseignement dans un café de la ville. L'événement est une occasion pour le responsable de la ville d'exposer sa vision sur la question, mais aussi pour que des professionnels du secteur fassent part de leurs problèmes et de leurs opinions. Ainsi, cette réunion thématique vise à établir des contacts entre *Renaissance* et le milieu éducatif local.

(2) La sélection des candidats ou l'opérationnalisation du multipositionnement

La revendication de la proximité comme ressort d'identification et de mobilisation politique ne se résume pas aux pratiques traditionnelles comme les tournées préélectorales ou le porte-à-porte. Cette opération se réalise aussi à travers la composition des listes des candidats. La logique du recrutement des candidats semble être en liaison directe avec une opération de faire exister et de représenter la diversité locale de la ville, à savoir la diversité liée à l'origine, la profession, ou le lieu d'habitation. La distribution professionnelle et géographique des candidats s'avère primordiale et constitue l'objet d'un comité spécifique qui se charge du recrutement des candidats conseillers. Ce n'est pas par hasard que la composition de ce comité est la plus importante, autour de quinze personnes, à la présence de la tête de la ville. Y participent aussi des personnes non-candidates, amies de Z. Zoupis et invitées sur la base de leur connaissance sur des milieux locaux spécifiques.

L'inscription des potentiels candidats dans les différentes associations et institutions locales de la ville constitue une modalité concrète d'opérationnaliser l'autochtonie, la proximité sociale et le multipositionnement. Dans ce cadre, les lieux qui font l'objet d'investissements et de visites fréquentes lors de la campagne, se trouvent aussi au cœur des critères de sélection des candidats. En suivant les réunions du comité responsable pour la composition de la liste, nous appréhendons la manière dont le multipositionnement et la proximité spatiale sont perçus et

mobilisés lors de la campagne. En d'autres termes, nous comprenons ce que signifie la phrase de Z. Zoupis prononcée lors de la séance inaugurale du comité « *Nous cherchons les bons noms de la ville, ceux qui jouissent d'une réputation (...) et même, si eux-mêmes ne peuvent pas candidater, nous pouvons mettre dans la liste leurs enfants, leurs frères, des membres de la famille* ». La recherche des candidats s'effectue nom par nom à travers des réseaux familiaux, de voisinage, d'amitié, ainsi que des réseaux plus officiels comme les réseaux professionnels au associatifs.

Pour ce qui est du registre professionnel, les débats convergent vers l'insertion des personnes qui représentent les différents métiers et surtout les métiers qui peuvent procurer une visibilité locale. Par conséquent, les avocats et les médecins s'inscrivent pleinement dans l'agenda. Selon les termes du responsable de la liste « *Nous avons besoin de médecins principalement du public, d'avocats, de médecins, sinon d'eux en personne, du moins de quelqu'un de la famille.* (…) ». Lors de la même discussion, les responsables concluent sur la nécessité de trouver des pharmaciens qui sont en contact quotidien avec leurs clientèles « (…) nous avons absolument besoin d'un pharmacien, si l'on ne trouve pas le plus connu, au moins un moins reconnu ». En outre, des métiers comme les petits marchands, largement répandus dans la ville, ou encore les propriétaires des kiosques font aussi l'objet de recherche de la part de Renaissance puisque eux aussi, par la nature de leur métier qui les met en contact avec les habitants du quartier, sont conçus comme des personnes qui jouissent d'une visibilité et sont potentiellement porteurs de votes. Les membres de Renaissance sont aussi attentifs à combiner dans la liste des professionnels qui exercent dans les différents quartiers de la ville. De là nous comprenons que le métier ne se mobilise pas uniquement en termes de prestige et des clientèles potentielles reconverties ; il semble faire partie d'une inscription locale plus large. Les petits commerces du quartier, qui sont le plus souvent des microentreprises familiales, sont des repères dans la vie quotidienne du quartier et ils participent à la structuration du voisinage et d'une connaissance mutuelle entre les habitants[514].

L'inscription du candidat dans des réseaux locaux superposés constitue le contenu concret du multipositionnement et, par là même, le critère crucial de la sélection. La question de la distribution géographique, à savoir le lieu d'habitation des candidats dans les différents

[514] HIRSCHON R., *Heirs of the Greek catastrophe, op. cit.,* p. 102. L'auteur analyse dans son enquête anthropologique dans une ville voisine la manière dont les magasins et les petits commerces, étalés dans le trottoir, prolongent l'espace privé et public et créent des liens de voisinage.

quartiers de la ville fonctionne alors dans deux sens. D'une part, les responsables de la Renaissance veulent garantir la présence de candidats qui habitent dans tous les quartiers de la ville puisqu'ils se basent sur l'activation des groupes d'affinité et de proximité structurés autour du quartier. En outre, cela a aussi une utilité pratique puisque le jour des élections Renaissance veille à ce que dans tous les bureaux de vote, des personnes du quartier puissent assurer une permanence. Mais la notion du quartier lui-même ne se résume pas à sa dimension locale. Au contraire, il se présente comme le produit d'acteurs locaux divers qui lui donnent un contenu concret, celui d'une communauté d'interconnaissance. Dans ce cadre, l'appartenance aux acteurs collectifs autour desquels se structure la vie sociale du quartier, à savoir, l'école, l'église ou l'association d'embellissement fait exister le quartier dans son homogénéité et valide l'ancrage des candidats et par là-même de *Renaissance*.

Dans ce cadre, notamment dans une ville populaire comme Keratsini-Drapetsona, privée de grandes associations professionnelles ou d'institutions comme les chambres d'Industrie, les milieux associatifs jouent un rôle important dans la vie sociale de la ville. Dans la ville de Keratsini nous décomptons quelques dizaines d'associations ethnotopiques ou culturelles dont les membres font l'objet d'invitations de la part de Renaissance. Dans les différentes rencontres du comité de sélection des candidats, ces associations se présentent comme des lieux d'interconnaissance massive où les candidats peuvent solliciter des votes et reconvertir leurs activités quotidiennes. L'Église joue aussi un rôle structurant dans la reconnaissance mutuelle dans un quartier. D'ailleurs, plusieurs quartiers sont nommés selon le nom de l'église autour de laquelle ils se trouvent puisque, aux origines de la ville au lendemain du transfert des migrants d'Asie Mineure, l'église est très souvent le premier bâtiment érigé, autour duquel se construit par la suite le quartier[515]. En outre, l'Église, à travers ses différents réseaux de solidarité en expansion depuis la crise, continue à participer à la vie sociale des habitants, pratiquants ou non. Dans ce cadre, le souci d'intégrer l'institution ecclésiastique ne se résume pas à la présence lors des liturgies. Un événement significatif se déroule lors d'une séance du comité de sélection où Z. Zoupis s'interroge sur la possibilité de demander à l'évêque d'une église de lui proposer « un jeune qui vient du milieu de l'église ou des cours de catéchisme afin de renforcer notre présence dans ce quartier ». Si les milieux associatifs font traditionnellement l'objet d'investissements importants lors de la campagne et du travail politique quotidien, cela atteste d'une part de la

[515] HIRSCHON R., *Heirs of the Greek catastrophe*, *op. cit.*

consécration des pratiques d'autochtonie qui se trouvent largement mobilisées lors des différentes campagnes et qui constituent une référence commune de tous les candidats de la ville. Cette situation se manifeste de manière encore plus aiguë dans la mesure où la municipalité est revendiquée majoritairement par des listes non partisanes.

Section 3. Faire de la politique autrement ?

La campagne semble constituer un moment d'apprentissage et d'ajustement continu des candidats aux règles et aux prescriptions du métier d'élu[516]. Cela est encore plus clair dans la mesure où la campagne se présente comme un apprentissage et un ajustement aux normes politiques codifiées[517]. Nous observons que, malgré les déclarations des candidats prônant le changement de l'image du maire et le renouvellement de la manière de faire de la politique, dans la pratique, les candidats, maires ou conseillers, cherchent à s'ajuster à ce qui est conçu comme le rôle de l'élu local. Loin de rompre avec les caractéristiques du métier, la campagne renforce et diffuse les prescriptions du rôle. Tout au long de la campagne électorale, des normes plus ou moins implicites, issues tant de l'intérieur des entreprises politiques locales comme contraintes collectives que d'acteurs externes comme les journaux ou les boîtes de communication, sont introduites et deviennent l'objet d'appropriations diverses. De plus, étant donné l'introduction massive de personnes sans expérience politique antérieure dans les deux listes examinées, nous pouvons dire que la campagne est, entre autres choses, une initiation et un apprentissage continu sur les manières de faire, de parler et de se positionner politiquement, apprentissage qui se joue dans les coulisses, les espaces et interactions informels de chaque jour. De cette façon, nous retrouvons encore une fois les ambiguïtés de la configuration politique qui combine l'entrée en politique de nouveaux acteurs avec une pérennité des modes traditionnels d'investissement en politique.

[516] LAGROYE J., « Être du métier », *op. cit.* ; BRIQUET J.-L., « Communiquer en actes. Prescriptions de rôle et exercice quotidien du métier politique », *op.cit.*, p. 16–26.
[517] FAURE A., « Les apprentissages du métier d'élu local. La tribu, le système et les arènes », *op. cit.* ; LEFEBVRE R., « Être maire à Roubaix. La prise de rôle d'un héritier », *Politix*, 1997, vol. 10, n° 38, p. 63–87.

a) Dans les coulisses de la campagne du Port de l'Angoisse

Le suivi quotidien de la campagne du Port de l'Angoisse nous permet de voir l'ajustement progressif ou du moins, l'impératif d'ajustement aux normes et aux logiques de la compétition politique locale. Dans le cas du Port, cet impératif semble avoir une double origine. Tout d'abord, la période de la campagne constitue en soi une période d'affirmation du rôle et des prérogatives d'élu local que le Port cherche à reproduire dans un souci de se présenter comme un concurrent légitime. En outre, dans la conjoncture actuelle, la performance de SYRIZA en 2012 semble renforcer ces phénomènes. Le taux élevé de SYRIZA au Pirée lors des élections nationales fonctionne comme un impératif latent mais toujours existant chez les membres du Port de l'Angoisse. Ce « devoir » de revendiquer sérieusement la mairie conduit les militants à une interrogation continue sur la manière dont la campagne se déroule et sur l'efficacité des moyens déployés, au point qu'il se présente comme une norme intériorisée.

Nous présentons ici des éléments recueillis lors de ma présence au sein des différentes réunions collectives mais aussi du suivi quotidien du comité de communication du Port de l'Angoisse lors des deux derniers mois avant les élections. Le comité est composé d'une petite dizaine de militants aux profils différents. Le nombre habituel des personnes varie entre six et huit personnes dont les deux tiers sont des hommes. Parmi ces membres, trois ont une l'expérience préalable dans le milieu journalistique, ce qui se révèle une motivation importante pour être membre du comité. Ce comité a été choisi pour la fréquence quotidienne de ses réunions. En outre, le fait que les membres du comité se trouvent tous les matins rend ce comité un organe qui se charge, de facto, de différentes taches pendant la campagne. Il constitue ainsi un point pertinent pour mieux observer les pratiques quotidiennes de mobilisation.

L'organisation interne du comité révèle depuis le début des réunions le souci d'augmenter l'efficacité et la performance du travail accompli mais aussi la faiblesse des moyens disponibles. L'organisation interne et les interventions du comité sont deux points qui nous permettent de saisir le basculement progressif des savoir-faire militants vers des pratiques conçues comme plus professionnelles. D'abord, l'heure de début des réunions, fixé autour de dix heures devient progressivement un point de débat. Les membres du comité comprennent au fil du temps que les réunions doivent avoir lieu plus tôt dans la journée pour qu'ils puissent envoyer les communiqués de presse à temps. L'enjeu dans ce cas est la visibilité des communiqués et leur

inscription dans la presse locale. Ils soulignent à plusieurs reprises que « *nous ne devons pas suivre l'agenda des autres candidats, c'est à nous d'imposer l'agenda du jour* ». De cette façon des réunions ultérieures ont lieu plus tôt, malgré l'absence de personnes empêchées d'y participer à cause de leur emploi.

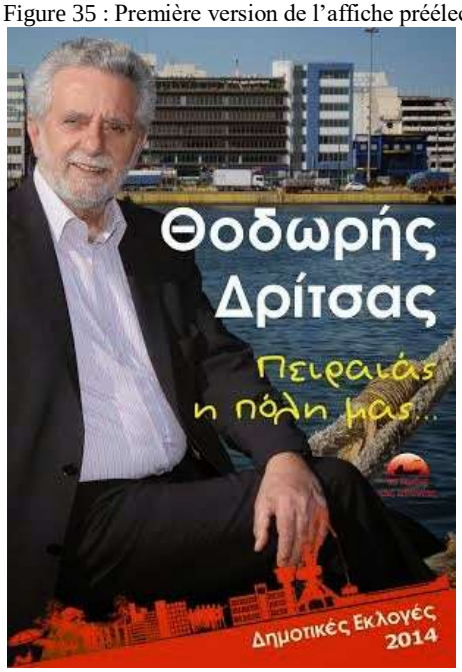
Le domaine d'intervention du comité constitue encore un point d'ajustements continus. Le comité surveille ce qui est écrit sur le Port de l'Angoisse et T. Dritsas, et a la charge de répondre aux différentes publications les concernant. En outre, il est chargé de la rédaction et de la diffusion des communiqués de presse du Port de l'Angoisse sur les différents sujets d'actualité, comme aussi le déroulement de la campagne ou les interventions de T. Dritsas. Pour cela, deux personnes sont chargées de suivre les programmes télévisés (surtout des chaînes publiques) ; une employée à la municipalité et proche de SYRIZA fait le tri de la presse locale tous les jours et envoie les points importants au comité de communication ; d'autres personnes sont chargées de la veille de la presse électronique. Cependant, l'ampleur des sujets dont le comité est responsable le rend inefficace aux yeux de ses membres. En effet, comme le comité doit produire quotidiennement un discours sur la campagne, les positions de Dritsas, ses concurrents, les discussions au sein du comité se tournent vers des débats théoriques et politiques plus larges. Ce point est identifié comme un obstacle à la performance globale. Comme le notent certaines personnes « *Nous ne pouvons pas parler de tout. (…) Ce n'est pas à nous d'élaborer le programme du Port. Il existe un comité pour ce travail. Nous perdons notre temps* ». De cette façon, la tentative du comité de rompre avec le caractère d'une réunion militante constitue un point pratique d'ajustement, point d'autant plus important qu'en l'absence d'une main-d'œuvre suffisante, un noyau dur de dix personnes maximum participe à l'ensemble de presque tous les différents comités. La division du travail et son respect constituent alors un enjeu de premier rang et mettent en évidence cette volonté quotidienne de jouer selon les règles du jeu. D'ailleurs, comme le note Socrate F., membre du comité, « *nous ne sommes pas ici pour nous faire plaisir et faire élire deux conseillers comme par le passé, nous sommes censés gagner la mairie* », phrase qui souligne les logiques de professionnalisation imposées lors de la campagne.

Augmenter la visibilité du Port de l'Angoisse pendant la campagne constitue encore un point où les membres du comité doivent s'ajuster aux pratiques consacrées comme pertinentes. Le Port de l'Angoisse passe des modes de communication basés sur des moyens propres comme le site internet ou les communiqués de presse, à une manière qui inclut désormais la presse

traditionnelle locale. Au fur et à mesure que la campagne bat son plein, les membres du comité et plus largement, l'ensemble du Port de l'Angoisse éprouvent le sentiment d'être marginalisés par rapport aux canaux de communication traditionnelle. La présence fréquente du maire sortant du Pirée et de G. Moralis dans les médias de masse, conjuguée avec la faible présence du candidat de SYRIZA, est un sujet qui préoccupe l'équipe du Port. Comme le note un membre lors d'une réunion en mi-avril : « *Nous sommes isolés, ils nous ferment les portes dans les médias et les deux autres apparaissent comme s'ils étaient les seuls candidats* ». Dans ce cadre, lors de la première semaine d'avril, quelques semaines avant les élections, des représentants du comité rencontrent les responsables du journal quotidien principal du Pirée afin de négocier la présence du Port dans les rubriques du journal. La rencontre a pour but de s'informer sur les tarifs et les services proposés par le journal. À l'issue de la rencontre, Socrate F. confie qu'ils sont désormais « obligés » de rencontrer ces personnes, alors que dans le passé le Port ne maintenait pas forcément de liens particuliers avec la presse locale.

L'élaboration des slogans et des affiches du Port de l'Angoisse constituent un dernier point illustratif du processus d'ajustement aux normes traditionnelles de la compétition politique. L'affiche préélectorale est d'abord le fruit d'un travail collectif qui mobilise en fonction des intérêts et des compétences personnelles. Le choix du lieu de la photographie est plus ou moins une décision collective puis, des volontaires aptes à manipuler des logiciels relatifs à la conception stylistique s'expriment pour l'élaboration de l'affiche finale présentée ci-dessous.

Figure 35 : Première version de l'affiche préélectorale « Thodoris Dritsas, Pirée notre ville ».



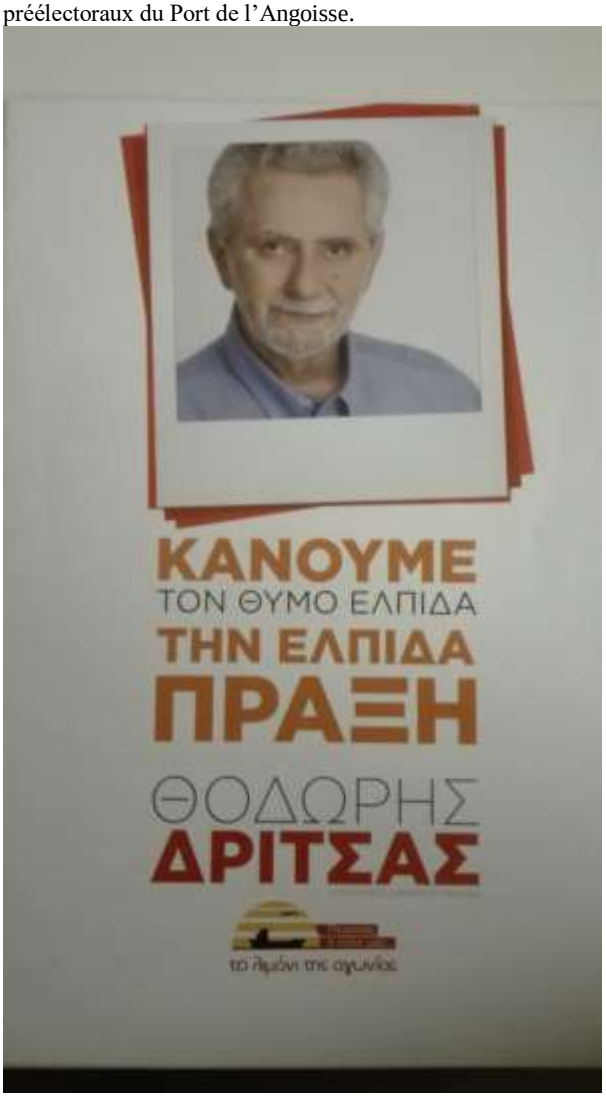
Source *: Port de l'Angoisse*, archive personnelle.

Nous retrouvons ici les contours d'un savoir-faire (par exemple la photographie ou l'usage des logiciels spécifiques) acquis à titre personnel mais qui est mobilisé souvent dans le cadre collectif du Port de l'Angoisse, phénomène qui désigne le caractère d'amateurs que les membres du Port revendiquent souvent pour eux-mêmes. Cependant, lors de la première réunion, à la suite d'un premier affichage de masse, la pertinence de l'affiche est mise en question. Lors de la réunion générale du Port de l'Angoisse, plusieurs personnes, parmi lesquelles des personnes travaillant dans les médias, insistent sur les défauts de l'affiche : la tenue du candidat n'est pas jugée appropriée, son visage n'est pas très net sur la photographie. D'autres insistent sur le manque de clarté du message qui devient encore moins visible à cause de la mauvaise qualité de la photo du candidat.

Dans ce cadre, le Port de l'Angoisse entreprend des discussions avec une agence de communication qui fournit finalement la deuxième affiche qui constituera la base de la mobilisation. Les échanges avec l'agence de communication ne se résument pas à la question de l'affiche mais elles concernent l'ensemble de la conception de la campagne. Le résultat des échanges entre le Port de l'Angoisse et l'entreprise privée contribue largement à la mise en place du récit de la campagne. À la suite d'une enquête menée sur un échantillon choisi et des discussions engagées entre T. Dritsas et une équipe autour de lui, le Port s'engage dans une

campagne davantage centrée sur la personnalité de T. Dritsas et sur des problématiques plus larges comme l'espoir et la colère, des thématiques qui font écho à la stratégie d'opposition de SYRIZA. De cette façon, les slogans « Le Pirée a besoin de moralité », « Le Pirée a besoin de connaissances » et finalement, le slogan central « Nous tranformons la colère en espoir, l'espoir en action » structurent la campagne. Pour ce qui est des affiches, centrées sur T. Dritsas comme porteur de moralité et de savoir, elles sont finalement bien accueillies par l'ensemble de l'équipe qui y voit une amélioration nette par rapport aux affiches précédentes.

Figure 36 : « Nous transformons la colère en espoir, l'espoir en action », slogan et photo qui accompagnent les tracts et affiches préélectoraux du Port de l'Angoisse.



Source : *Port de l'Angoisse*, archive personnelle.

Ici il faut noter le fait suivant : SYRIZA ne finance pas en amont la campagne mais, selon les informations que j'ai pu obtenir, à la fin de la campagne, le Port est censé lui communiquer le

montant mobilisé pour qu'il soit remboursé par la suite. Cela a comme conséquence une réduction importante des ressources mobilisables. Lors des discussions entre le Port de l'Angoisse et la boîte de communication, les deux parties n'arrivent pas à un accord puisque l'état des finances du Port de l'Angoisse ne lui permet pas une prise en charge complète de la campagne. C'est pourquoi, l'agence de communication assume uniquement certaines parties de la campagne comme l'affiche ou le slogan central, et joue un rôle limité.

Cet épisode nous montre en quoi l'affiche et plus largement, le mode de présentation du candidat maire et la conception de la campagne deviennent des points de négociations et de compromis successifs entre expériences héritées et normes qui traversent la compétition politique. Le contenu de la campagne devient progressivement le fruit d'une co-construction entre les militants de SYRIZA et des acteurs externes. Cependant, ce processus n'est pas sans ambiguïtés. Il faut noter que lors des discussions avec l'agence de communication, une partie des membres du Port se montrent réticents face à l'implication d'une agence externe dans la campagne électorale. L'argument mobilisé est que l'agence a une vision très technique et non pas politique sur les enjeux de la campagne et qu'il leur revient à eux-mêmes de donner la marque politique et idéologique de la candidature de T. Dritsas.

b) Renaissance : quotidien de la campagne et apprentissages du rôle

La longue période de campagne que *Renaissance* entreprend depuis novembre 2013 se présente à nos yeux comme un long processus de diffusion des savoir-faire et d'apprentissages du rôle du candidat local. En d'autres termes, outre la mobilisation, à l'intérieur de la liste, s'effectue un travail incessant d'initiation aux normes et aux règles du métier politique. Ce processus tient d'abord largement à la composition interne de la liste. Comme nous pouvons le constater à l'aide des questionnaires passés chez les candidats, pour la majorité écrasante d'entre eux, la campagne de 2014 est le premier contact avec la politique. En outre, le taux très élevé des personnes non militantes qui atteint 70 % révèle un éloignement plus grand avec le champ politique et ses règles. Pour le dire autrement, Renaissance est essentiellement composé de profanes, de personnes sans relations avec la politique, qui disposent d'un profil social peu en rapport avec les caractéristiques des élites, locales ou nationales.

Dans ce cadre, la division du travail interne, les réunions internes et la mobilisation quotidienne constituent des séquences pendant lesquelles les personnes les plus dotées en capital politique, composant l'équipe proche de la tête de la liste, tentent d'expliquer les règles du jeu aux nouveaux entrants. Le rôle du comité d'organisation de la campagne et la division du travail en comités thématiques sont deux initiatives concrètes de diffusion des compétences pratiques. En ce qui concerne le comité d'organisation, son rôle ne se résume pas à l'élaboration du planning général de la campagne. Composé essentiellement par des personnes qui ont mené plusieurs campagnes électorales, le comité met en place aussi les règles implicites ou explicites que les candidats doivent suivre pendant la campagne électorale. Sur ce point Georgia D., qui coordonne l'activité du comité organisationnel et se positionne comme interlocuteur privilégié de Zoupis Z., souligne à plusieurs reprises qu'une des responsabilités du comité est de fournir aux nouveaux candidats les connaissances nécessaires afin de pouvoir mener la campagne électorale.

En conséquence, le planning hebdomadaire diffusé aux candidats est systématiquement suivi de remarques pratiques. Par exemple, les candidats doivent communiquer rapidement les événements qu'ils veulent organiser au comité d'organisation pour une meilleure visibilité et publicité de ceux-ci. En outre, chaque semaine, le planning rappelle que la présence de tous les candidats est obligatoire lors des différentes manifestations de *Renaissance.* La participation active de tous les candidats aux différents événements est loin d'être évidente. Cependant, la présence active dans les différentes séquences de la campagne, l'accompagnement de chaque candidat par d'autres personnes, le plus souvent des membres de la famille ou d'amis, fait partie des réflexes que les candidats doivent adopter et c'est pourquoi il devient l'objet d'interventions continues de la part des responsables de la liste. Par exemple, lors de la réunion autour de l'enseignement, le comité organisationnel rappelle que tous les candidats doivent amener avec eux des personnes qui s'investissent dans le milieu. Lors d'une tournée dans un parc puis dans les cafés situés en centre-ville, il est souligné dans le planning que la présence des jeunes gens de la liste est indispensable[518]. En outre, Z. Zoupis souligne qu'« *il est évident que lors des différentes mobilisations, les candidats doivent être toujours accompagnés de leurs proches, ils doivent toujours amener des personnes avec eux. Il faut sortir de la logique qu'on se présente seul. Il faut toujours mobiliser d'autres personnes, il faut gagner la lutte de l'image* ».

[518] RENAISSANCE, « Πρόγραμμα περιοδειών - επισκέψεων από 30.03.2014 εώς 6.04.2014 [Planning des tournées et des visites du 30.3.2014 jusqu'au 6.04.2014] ».

Les candidats apprennent à adopter aussi les normes à suivre pour se présenter et parler en public. La capacité de prendre la parole publiquement et de communiquer le programme et les positions de Renaissance devient l'objet d'investissements divers. Dans ce sens, les responsables de la liste veillent à ce que tous les candidats communiquent une image plus ou moins homogène et surtout en adéquation avec les grandes lignes de la campagne. Encore une fois, nous observons une diffusion « verticale » des savoir-faire pratiques. Z. Zoupis, à l'aide d'une agence de communication élabore et diffuse aux candidats le programme détaillé de Renaissance. Puis, lui et les responsables des différents comités insistent sur la reproduction des points clés, à savoir des points qui, selon eux, sont les points de distinction de la liste que les candidats doivent mettre en avant. Lors d'une discussion du comité d'organisation le 5 avril 2014, Z. Zoupis déclare qu'« *il faut donner les grandes directions aux candidats pour qu'ils sachent comment agir. Il faut avoir un message clair et précis à communiquer : nous sommes la seule liste pluraliste* ». Le rôle des différents comités thématiques va aussi dans le même sens. Les participants aux comités s'approprient peu à peu le programme de *Renaissance* sur leur domaine d'intérêt. Lors des réunions, ils se renseignent auprès des différents milieux, les problèmes, les solutions avancées par *Renaissance*. Ils apprennent alors ce qu'il faut faire et ce qu'il faut dire sur un sujet spécifique. Puis, les rencontres avec les différents représentants, associatifs ou autres, constituent des moments de mise en scène de cet apprentissage. La présentation de Renaissance, du candidat maire, les aspects du programme deviennent les ressources cognitives et les repères pratiques qui se déploient lors des rencontres quotidiennes, officielles ou non.

De surcroît, les deux bureaux préélectoraux de la liste constituent aussi des espaces d'initiation et d'affermissement aux normes. Lors des discussions quotidiennes informelles nous observons l'établissement d'une sociabilité spécifique qui rend les candidats plus familiers avec la routine et les codes de la campagne. Les histoires racontées par certains membres sur des campagnes antérieures, la diffusion d'expériences personnelles, les discussions autour des problèmes locaux, les échanges autour des autres listes, leurs points forts ou faibles, tout cela contribue à la formation des prétendants aux postes municipaux, aux visions, divisions et logiques spécifiques de la compétition politique locale.

Cependant, les erreurs, à savoir les écarts par rapport à ce qui est conçu comme légitime ou performant, ou la difficulté d'ajustement aux modes et au langage spécifique de la compétition ne manquent pas. Dès le début de la mobilisation, des questions émergent autour des

pratiques concrètes de la part de candidats. À titre indicatif, lors des premières semaines de la mobilisation, deux candidats issus d'un quartier de la ville organisent une réunion rencontre avec les habitants du quartier, prévue pour un dimanche matin dans un petit parc du quartier. La semaine précédant la réunion ils visitent deux fois le quartier en distribuant des tracts. Le jour de la réunion se retrouvent dans ce parc uniquement les deux candidats, l'un accompagné de deux membres de sa famille, ce qui entraîne déception et démoralisation. À leur retour dans le bureau préélectoral, l'initiative devient l'objet de remarques de la part des membres du comité d'organisation. Le travail de mobilisation n'est pas jugé suffisant. L'initiative n'a pas été communiquée à temps aux autres candidats et la remarque générale est que « *nous ne pouvons pas rassembler des personnes comme ça, sans avoir engagé une lutte préélectorale et sans avoir un programme électoral à distribuer* ». Le travail préalable d'organisation d'un événement, les questions pratiques qu'il soulève deviennent un point d'apprentissage continu.

La présence publique des candidats devient aussi une source de mécontentements. L'élaboration des cartes de visite des candidats fait aussi l'objet d'interventions et d'ajustements. Des personnes sont interpellées quand leurs articles parus dans la presse locale ne sont pas en concordance directe avec le programme de la liste. Une discussion est déclenchée par exemple quand un article est jugé trop positif pour le maire sortant. Un autre exemple vient d'une intervention publiée par un ouvrier ayant adopté une présentation et un discours jugés comme déplacés par rapport à l'esprit de la campagne. Il en résulte que les responsables de la liste intensifient la diffusion des règles et des connaissances sous la forme de séminaires *ad hoc*.

Tant que la campagne bat son plein, des réunions spécifiques à l'entraînement des candidats ont lieu sous la forme de « cours intensifs » selon la terminologie utilisée par les membres de la *Renaissance*. Lors de ces séances, les responsables reviennent sur les enjeux de la campagne, sur le travail politique que chaque candidat doit effectuer, sur les idées-forces qu'il faut reproduire. Il s'agit d'une opération qui vise à uniformiser le contenu des messages diffusés et les manières de présentation de soi. L'uniformisation des cartes et des tracts personnels est indicative de cette opération. Les responsables établissent ce que chaque carte ou tract préélectoral doit présenter, à savoir, le nom et le logo de Renaissance, le nom de Z. Zoupis et puis, le nom et les coordonnées du candidat. Puis, en ce qui concerne les textes qui servent comme présentations de foi, nous retrouvons un petit nombre de personnes autour de Z. Zoupis chargées de la vérification des textes, de l'aide à la rédaction pour les candidats, de sorte que les

profils affichés publiquement soient en correspondance avec les normes établies. Enfin, les messages sur les réseaux sociaux et les commentaires sur le site ou sur la page *Facebook* de la *Renaissance* sont vérifiés par le comité de communication dont le travail quotidien concernant la diffusion des nouvelles de la campagne sur le site et dans des communiqués de presse contribue aussi à la diffusion d'un message homogène et adapté aux exigences de la campagne.

Les exemples issus des deux listes examinées nous montrent que les bouleversements survenus dans la compétition politique locale, comme par exemple l'entrée de nouveaux acteurs ou l'affaiblissement du registre partisan ne s'accompagnent pas d'une remise en question plus large des pratiques codifiées au fil du temps et rattachées au métier d'élu local. L'introduction de nouveaux-entrants dans les listes des candidats ne bouleverse pas les manières traditionnelles de faire de la politique. Malgré les appropriations diverses, les difficultés d'ajustement ou encore les résistances face aux logiques de la compétition politiques, les savoir-faire spécifiques à la campagne électorale, les pratiques codifiées au fil du temps restent au cœur de la mobilisation. Cela nous permet de revenir sur la structuration plus globale du champ politique local au lendemain du séisme électoral. Celui-ci apparaît, au niveau local, davantage morcelé et suivant des dynamiques propres qui ne correspondent pas forcement aux processus de reconfiguration politique nationale. En d'autres termes, l'affaiblissement des partis traditionnels ouvre des possibilités plus importantes d'entrer et d'investir dans l'arène locale que dans l'arène nationale. Cependant, la multiplication des entreprises politiques et la variété des candidats sont contrebalancées par la reproduction des propriétés traditionnelles du champ politique local : les manières d'investissement et de mobilisation, les manières de faire la politique et de se présenter en tant que candidat, ainsi que le profil social des élites locales semblent finalemnent reproduire les traits recurrents du champ local, ce qui nous oblige de nuancer encore une fois le caractère global de la transformation du jeu politique.

CONCLUSION

Le système politique grec se trouve depuis 2010 dans une phase de mutation qui fait désormais l'objet d'analyses diverses. Les discours savants, politiques ou journalistiques traitent en général la question grecque tantôt comme un symptôme de pathologies internes comme le clientélisme et la corruption, tantôt comme un cas illustratif d'une crise européenne plus large. Notre recherche examine la manière dont s'est produite cette transformation qui touche les forces politiques, les profils et les carrières du personnel politique et les manières dont on investit l'arène politique. Plus largement, nous avons voulu rendre compte des transformations politiques d'un niveau intermédiaire, à savoir des bouleversements qui dépassent le cadre d'une simple alternance au pouvoir, sans pour autant s'inscrire dans un cadre plus large de crise de régime. Notre recherche se focalise sur les mécanismes et les dynamiques qui se trouvent au cœur de la reconfiguration politique en Grèce telle qu'elle se déploie depuis 2010. Plus spécifiquement, nous nous sommes intéressés à la manière dont une configuration établie est remise en cause, dans la mesure où les règles implicites du jeu politique et ses récurrents se trouvent en mutation.

Nous avons choisi une approche qui a comme point de départ l'analyse du PASOK, en opérationnalisant l'approche qui considère le parti comme une relation sociale. Cela nous a permis d'inscrire le PASOK dans les différents espaces de luttes et de compétition, dans ses rapports avec les autres organisations politiques, mais aussi d'appréhender le parti lui-même comme un espace de luttes. Cette double inscription sociale et politique du parti nous a permis d'examiner les ressorts traditionnels du système politique, leur remise en question, ainsi que la structure d'opportunités politiques ouverte pour les concurrents dans la conjoncture examinée. Penser les partis dans les différentes appartenances et relations sociales qui les façonnent amène à penser plus largement aux propriétés du champ politique, aux modalités de reproduction et aux mécanismes de mutation.

Fidèles à nos hypothèses de départ, nous avons pu restituer le parti dans ses différentes appartenances, en examinant alors en quoi les différents ressorts socialistes sont remis en question. La première question abordée concerne la distribution des biens politiques par le PASOK, question qui éclaircit les modalités de reproduction du parti et de sa domination tant sur le plan national que local. La question des ressources mobilisées et des biens distribués nous a conduits à des constats centraux pour la compréhension de la mutation politique. Tout d'abord,

nous avons pu restituer le rôle des programmes d'ajustement dans la reconfiguration politique. Ainsi nous avons constaté que les programmes d'ajustement adoptés en vue de faire face à la crise de la dette rétrécissent significativement le volume des biens que le PASOK peut distribuer afin de reproduire ses clientèles politiques. Mais les répercussions de l'ajustement économique et structurel ne se réduisent pas à l'aspect économique. Nous avons montré, en examinant le rôle central des partis politiques dans les processus d'arrangements sociaux, que le PASOK se trouve en même temps largement privé de sa capacité de maintenir un rôle d'intermédiaire pour la satisfaction des intérêts des différents groupes sociaux. En d'autres termes, le PASOK perd dans cette conjoncture, ses ressorts sociaux traditionnels, ressorts qui se réfèrent à une forte implantation dans les différentes institutions de représentation d'intérêts.

Ces remarques nous permettent d'aller un pas plus loin et d'appréhender la montée des partis d'opposition dans cette conjoncture. En effet, la question du mémorandum devient l'objet des mobilisations et d'investissements diverses de la part des partis d'opposition comme SYRIZA. Dans ce cadre nous avons constaté et mis en avant l'articulation d'acteurs et de ressources à la fois institutionnels et contestataires. Cette imbrication entre acteurs institutionnels, comme les partis d'opposition ou les élites en dissidence, et les mouvements sociaux structurés autour de la crise, contribue au discrédit des élites en place et ouvre des pistes de promotion politique alternatives, dans la mesure où les organisations qui forment le camp contre-mémorandum revendiquent avec succès des postes électifs. Ces observations nous ouvrent alors des pistes de réflexion plus larges sur la manière dont une crise économique se traduit par un bouleversement au niveau politique. Loin d'être automatique, l'inscription de la crise économique dans les rapports de force politiques passe par l'examen des ressources mobilisables, les usages idéologiques et politiques de la crise, par l'examen du travail politique concret des différents acteurs, travail qui dans notre cas semble être le prolongement des pratiques ordinaires plutôt qu'une séquence d'événements extraordinaires.

Dans ce cadre, la question des ressources mobilisées (et mobilisables) paraît centrale afin de comprendre concrètement l'affaiblissement des élites en place et les conditions sociales de la réussite des organisations comme SYRIZA ou Aube Dorée. Nous avons constaté à quel point les ressources mobilisées et leur valeur sont loin d'être fixées une fois pour toutes. Au contraire, la pertinence des ressources symboliques et même matérielles fait l'objet d'ajustements et de négociations continues entre les différents acteurs en concurrence. Cela nous a incité à concevoir

la période examinée comme une période où de nouveaux circuits de promotion politique sont établis, circuits qui modifient à leur tour le profil traditionnel des élites politiques. Une telle approche relationnelle nous a permis ainsi d'aller plus loin et de voir en quoi le travail politique des prétendants pèse tant sur le discrédit des élites en place que sur l'entrée d'un personnel nouveau dans le champ politique.

Les facteurs qui conduisent à l'effondrement organisationnel du parti acquièrent dans ce cadre une importance majeure. Contrairement aux attentes, la dissolution interne du PASOK précède la chute électorale. L'analyse des facteurs qui éclaircissent cet effondrement nous permet de situer les transformations internes du parti au croisement de facteurs conjoncturels et d'autres plus structurels. Notre étude sur le PASOK au Pirée a mis en évidence la manière dont le discrédit des socialistes se traduit concrètement par l'incapacité de reproduction des pratiques ordinaires et des pratiques de mobilisation. En outre, la question du mémorandum entraîne des tendances centrifuges au sein des militants et constitue la raison principale de défection. Ainsi, dans un cadre marqué par le rétrécissement des rétributions du militantisme et la stigmatisation accrue de l'étiquette socialiste, les organes locaux du parti, organes qui assurent traditionnellement son ancrage local, se trouvent dépossédés d'effectifs militants et de ressources. Cependant, nous avons montré que cet affaiblissement du parti au local est articulé avec des processus de long terme qui affaiblissent tant le rôle du militantisme dans l'appareil partisan que le rôle spécifique des organes locaux dans les processus de promotion politique et de production d'incitations à s'engager. En examinant la traduction des processus complexes comme la centralisation du pouvoir au sein du parti et le rôle des réformes internes, nous avons souligné que l'affaiblissement quantitatif et qualitatif des ressources militantes est lié à des changements survenus dans l'économie globale du parti socialiste.

La défection des élus socialistes guide nos questionnements autour des modalités de promotion politique et complète les aspects de la mutation du champ politique. La remise en question de l'étiquette socialiste est accompagnée de tendances centrifuges au sein du groupe parlementaire du PASOK, tendances qui se concrétisent par des vagues de défection et par la création de nouvelles organisations politiques (groupes parlementaires indépendants ou nouveaux partis). Parallèlement, nous observons la réussite électorale des partis et des candidats qui défient les canaux traditionnels de promotion. De cette façon, nous nous trouvons devant une situation ambiguë. D'une part, nous observons la persistance des types de carrières classiques,

structurés autour de la circulation entre les partis politiques, les organisations affiliées et les postes dans les secteurs public et parapublic.

D'autre part, nous constatons l'émergence des modalités de promotion politique qui défient cette disposition classique. Le renforcement des partis comme SYRIZA, ou encore Aube Dorée, nous montre l'effectivité des circuits qui permettent l'accumulation d'un capital politique à travers l'implication aux mobilisations de contestation ayant émergé pendant cette période. L'analyse du profil social des députés à partir de 2012 montre précisément cette ouverture relative du champ politique. Cette ouverture est aussi examinée au niveau local. À ce niveau, les tendances centrifuges vis-à-vis de l'étiquette socialiste s'articulent avec des processus de départisanisation des candidatures locales, processus qui disposent déjà d'une historicité et qui se basent sur l'appropriation à titre personnel~~le~~ des ressources collectives de la part des maires socialistes. Par conséquent, la défection des élus socialistes paraît plus prononcée au niveau local et l'offre politique semble davantage morcelée et moins ajustée aux tendances nationales.

En examinant alors les traits qui conduisent à l'effondrement, nous nous sommes intéressés finalement aux grandes lignes qui marquent la reconfiguration politique. Nous avons situé le début de notre réflexion à l'analyse du séisme électoral de 2012 et nous avons rendu compte des éléments qui ont contribué au passage d'une configuration bipolaire stabilisée dans le temps à une disposition multipartite des forces politiques. Dans ce cadre nous avons pu montrer la centralité de l'opposition autour du mémorandum comme facteur décisif dans la recomposition de l'offre politique et électorale. Parallèlement, loin de concevoir la question du mémorandum comme une question naturelle et figée, nous avons montré les investissements divers qui se trouvent au cœur de la formation de cette division politique et idéologique, ce qui nous a permis d'appréhender plus largement les luttes incessantes pour la définition des enjeux politiques.

Finalement, étant attentifs à l'inscription du jeu politique au niveau local, nous avons pu saisir les tendances non linéaires de la reconfiguration politique, qui se manifestent dans cette échelle d'analyse. Le suivi du *parti au local* nous a permis de voir les dynamiques qui se jouent au niveau local et de tester de manière constante les hypothèses et les mouvements observés au niveau national afin de mieux mesurer l'effondrement des socialistes et les modes d'investissement et d'ancrage local de la part des nouveaux acteurs. En analysant la production locale du politique, nous avons mis au cœur de notre démarche le local comme un espace de compétition qui est traversé à la fois par les logiques et les ressources nationales mais aussi par

des logiques et des dynamiques propres. Loin d'être un miroir du niveau national, le niveau local a mis en lumière des tendances qui ne traduisent pas automatiquement les bouleversements survenus au niveau national ; que ce soit au niveau de l'offre politique, des ressorts sociaux ou au niveau du travail politique, nous avons pu voir qu'au-delà des tendances nationales, des dynamiques et des logiques propres se manifestent et donnent un caractère davantage asymétrique au processus de reconfiguration politique.

Ici il faut noter que, loin d'être clos, le bouleversement politique en Grèce et ses répercussions sont toujours en chantier. En d'autres termes, si l'on peut parler légitimement de la fin d'une configuration donnée, les traits de la nouvelle configuration politique émergente ne sont pas stabilisés. Notre travail se projette ainsi dans la compréhension d'une reconfiguration qui est loin d'être figée. Sans pouvoir fournir une image exhaustive d'une conjoncture où le temps politique se voit concentré, nous avons esquissé des éléments de compréhension sur le long processus de reconfiguration qui s'est ouvert en 2010. À titre indicatif, nous devons souligner la chute prononcée du PASOK depuis lors, les scores électoraux encore plus bas lors des élections nationales de 2015 et la poursuite des tentatives de recomposition d'une organisation politique unie du centre gauche se trouvent au prolongement direct des processus que nous avons esquissés lors de notre travail. La montée de SYRIZA au pouvoir en 2015 et la formation d'un gouvernement de coalition avec le parti ANEL se trouvent au prolongement d'une dynamique ambiguë déjà examinée dans ses grandes lignes depuis 2010 : il s'agit d'une dynamique qui se base sur l'opposition au mémorandum et qui est alimentée par le renforcement de circuits inédits de promotion politique avec l'encadrement de SYRIZA par une partie des élites politiques établies en dissidence, ambiguïté qui marque toute la période gouvernementale de SYRIZA. Finalement, la pérennisation électorale de l'Aube Dorée lors des différentes consultations électorales depuis 2015 semble soutenir notre propos sur l'existence d'ancrages sociaux et locaux du parti, ainsi que sur sa capacité à influencer durablement l'agenda politique.

Les phénomènes examinés dépassent alors de loin le cadre du PASOK et de la Grèce et s'inscrivent dans des perspectives de recherche plus larges. Notre recherche acquiert un intérêt spécial si elle s'inscrit dans une perspective de synchronie : tout au long de la décennie de 2010 nous observons dans une série de pays européens la chute des partis dominants, notamment socialistes, et avec elle, le développement et le succès prononcé de partis hybrides, nés ou renforcés dans un contexte de critique des élites en place et du projet européen. Si dans un

premier temps les mutations semblent influencer surtout les pays du sud, exposés aux répercussions de la crise économique et adoptant des plans d'ajustement, la mutation semble s'éteindre rapidement dans d'autres contextes nationaux : les questions économiques, mais aussi les questions de l'immigration et plus largement de l'identité européenne s'inscrivent dans le débat national des différents pays et contribuent au bouleversement des rapports de force traditionnels.

Nous pensons que notre étude peut alors fournir des pistes de réflexion pour dépasser le seul cadre du comparatisme électoral et mettre en examen la valeur heuristique du concept de populisme qui semble constituer pour l'instant le seul concept utilisé pour formuler un cadre d'analyse comparé. Notre travail peut servir comme une première grille de lecture afin de s'intéresser aux mécanismes qui produisent la mutation du jeu politique : les facteurs d'affaiblissement multidimensionnel des partis dominants, la remise en question des clivages traditionnels, la manière dont des enjeux qui traversent la scène politique européenne comme la question de l'austérité ou de l'immigration, sont opérationnalisés par des partis et des organisations contestataires leur donnant une effectivité politique, les opportunités politiques qui donnent naissance à des entrepreneurs et entreprises critiques du politique ; il s'agit alors de contextualiser les mutations politiques survenues à l'échelle européenne tout en prenant en considération leur dimension transversale.

BIBLIOGRAPHIE

AGRIKOLIANSKY É. et I. SOMMIER (dir.), *Radiographie du mouvement altermondialiste: le second Forum social européen*, Paris, La Dispute, 2005.

ARAMPATZI A., « The spatiality of counter-austerity politics in Athens, Greece: Emergent 'urban solidarity spaces' », *Urban Studies*, 2017, vol. 54, n° 9, p. 2155–2171.

ARANITOU V., E. PAPAVLASOPOULOS, et M. SPOURDALAKIS, « Από την πολυεπίπεδη διακυβέρνηση στο … Μνημόνιο : Το «χρονικό» μιας προαναγγελθείσας κρίσης [De la gouvernance multi-niveaux au...Mémorandum: chronique d'une crise annoncée] », *Revue de Recherches Sociales*, 2011, n° 134–135, p. 37–50.

ARAPOGLOU V. et K. KAVOULAKOS, « The new social geography in Athens : migration, diversity and conflict », *Sujets Contemporains*, 2009, vol. 107, p. 57–67.

ARGEITIS G., G. DAFERMOS, et M. NIKOLAÏDI, *Κρίση δημόσιου χρέους στην Ελλάδα: Αιτίες και προοπτικές [Crise de la dette publique en Grèce: Causes et perspectives]*, Athènes, INE-GSEE Observatoire d'Évolutions Économiques et Sociales, 2011.

AUCANTE Y. et A. DEZE (dir.), *Les systèmes de partis dans les démocraties occidentales: le modèle du parti-cartel en question*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2008.

BACHELOT C., « L'ethnographie des dirigeants de partis. Le cas du Parti socialiste », *Genèses*, 2011, vol. 83, n° 2, p. 118–132.

BALME R., « Des maires sous quelle influence ? », *Politix*, 1989, vol. 2, n° 7, p. 108–114.

BELLUCCI P., M. COSTA LOBO, et M.S. LEWIS-BECK, « Economic crisis and elections: The European periphery », *Electoral Studies*, septembre 2012, vol. 31, n° 3, p. 469–471.

BELOT C., B. CAUTRÈS, et S. STRUDEL, « L'Europe comme enjeu clivant. Ses effets perturbateurs sur l'offre électorale et les orientations de vote lors de l'élection présidentielle de 2012 », *Revue française de science politique*, 2013, vol. 63, n° 6, p. 1081–1112.

BENOIT-GUILBOT O., L. MARATOU-ALIPRANTI, V. PAPLIAKOU, et E. SOROKOS, *Διαδικασίες κοινωνικού μετασχηματισμού στον Πειραιά: Μετακινήσεις, οικογένεια, εργασία [Processus de transformation sociale au Pirée: mobilités, famille, emploi]*, Athènes, EKKE - Centre National de Recherches Sociales, 1998.

BILLE L., « Leadership Change and Party Change: The Case of the Danish Social Democratic Party, 1960-95 », *Party Politics*, 1 juillet 1997, vol. 3, n° 3, p. 379–390.

BIRNBAUM P. (dir.), *Les Élites socialistes au pouvoir : les dirigeants socialistes face à l'Etat, 1981-1985*, Paris, Presses universitaires de France, 1985.

BITZILEKIS A.-E., *The dynamics of party-based euroscepticism during the economic crisis in Greece*, Mémoire de Master, Universiteit Leiden, Leiden, Netherlands, 2013.

BLONDIAUX L. et Y. SINTOMER, « L'impératif délibératif », *Politix*, 2002, vol. 15, n° 57, p. 17–35.

BOTOPOULOS K., *Σοσιαλιστές και εξουσία: Ελλάδα, Γαλλία, Ισπανία στη δεκαετία του '80 [Socialistes et pouvoir: Grèce, France, Espagne dans les années '80]*, Athènes, Polis, 1994.

BOURDIEU P., « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1986, vol. 62, n° 1, p. 69–72.

BOURDIEU P., « La représentation politique: Éléments pour une théorie du champ politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1981, vol. 36, n° 1, p. 3–24.

BRACONNIER C. et J.-Y. DORMAGEN, *La démocratie de l'abstention: aux origines de la démobilisation électorale en milieu populaire*, Paris, Gallimard, coll. « Folio/Actuel », n˚ 129, 2007.

BRANDT C., F. HERTEL, et S. HUDDLESTON (dir.), *Football fans, rivalry and cooperation*, London - New York, Routledge, 2017.

BRIQUET J.-L., *Mafia, justice et politique en Italie: l'affaire Andreotti dans la crise de la république, 1992-2004*, Paris, Karthala, 2007.

BRIQUET J.-L., « L'impératif du changement. Critique de la classe politique et renouvellement des parlementaires dans la crise italienne (1992-1994) », *M. OFFERLÉ (dir.), La profession politique XIXe-XXe siècles*, Paris, Belin, 1999, p. 255–277.

BRIQUET J.-L., « Les pratiques politiques «officieuses». Clientélisme et dualisme politique en Corse et en Italie du Sud », *Genèses*, 1995, vol. 20, n° 1, p. 73–94.

BRIQUET J.-L., « La crise politique en Italie. Les analyses de la science politique italienne », *Politix*, 1995, vol. 8, n° 30, p. 127–138.

BRIQUET J.-L., « Communiquer en actes. Prescriptions de rôle et exercice quotidien du métier politique », *Politix*, 1994, vol. 7, n° 28, p. 16–26.

BRIQUET J.-L., « Les "primitifs" de la politique. La perception par les élites du vote en Corse sous la IIIe République », *Politix*, 1991, vol. 4, n° 15, p. 32–47.

BRIQUET J.-L. et F. SAWICKI (dir.), *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris, Presses universitaires de France, 1998.

CHAIRETAKIS M., *Τρία κείμενα για την πολιτική διαφήμιση [Trois textes sur la communication politique]*, Thessalonique, University Studio Press, 2008.

CHARALABIS D., *Στρατός και πολιτική εξουσία: η δομή της εξουσίας στην μετεμφυλιακή Ελλάδα [Armée et pouvoir politique: la structure du pouvoir dans la Grèce d'après-guerre civile]*, Athènes, Eksantas, 1985.

CHRYSSOGONOS K., « Συνταγματική ακροβασία [Acrobatie constitutionnelle] ».

CLOGG R., *Parties and elections in Greece: the search for legitimacy*, London, Hurst, 1987.

COLLOVALD A., « Populisme », *Quaderni*, 2007, vol. 63, n° 1, p. 71–73.

COMBES H., « Meetings de fin de campagne au Mexique et ethnographie des milieux partisans », *Politix*, 2009, vol. 85, n° 1, p. 149–179.

COMBES H. et G.A. VOMMARO, *Sociologie du clientélisme*, Paris, La Découverte, 2015.

DALEGRE J. (dir.), *Regards sur la crise grecque*, Paris, L'Harmattan, 2013.

DAMAMME D., « Deux carrières : Jean Bène et Paul Coste-Floret », *Pôle Sud*, 1995, vol. 2, n° 1, p. 151–157.

DIAMADOUROS N., « 1974 Η μετάβαση από το αυταρχικό στο δημοκρατικό καθεστώς στην Ελλάδα [1974 La transition du régime autoritaire au régime démocratique en Grèce] », *Greek Review of Social Research*, 1983, vol. 1, n° 49, p. 52–87.

DIAMANTOPOULOS T., *Les systèmes électoraux aux présidentielles et aux législatives*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2004.

DINAS E., V. GEORGIADOU, I. KONSTANTINIDIS, et L. RORI, « From dusk to dawn: Local party organization and party success of right-wing extremism », *Party Politics*, janvier 2016, vol. 22, n° 1, p. 80–92.

DIRECTION D'ÉTUDES SCIENTIFIQUES - SERVICE D'ELABORATION LEGALE ET TECHNIQUE DES LOIS ET DES PROJETS DE LOIS, *Έκθεση επί του νομοσχεδίου « Εκλογή Βουλευτών » [Rapport sur le projet de loi « Élection de députés »]*, 2004.

DIRECTORATE-GENERAL FOR ECONOMIC AND FINANCIAL AFFAIRS, *The Economic Adjustment Programme for Greece*, European Commission, coll.« Occasional Papers 61 », 2010.

DOBRY M., *Sociologie des crises politiques: la dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1992.

DOGAN M., « Les professions propices à la carrière politique. Osmoses, filières et viviers », *M. OFFERLÉ (dir.), La profession politique XIXe-XXe siècles*, Paris, Belin, 1999, p. 171–199.

DORMAGEN J.-Y., *Logiques du fascisme: l'État totalitaire en Italie*, Paris, France, Fayard, 2008.

DRETTAKIS M., *Βουλευτικές εκλογές 2007 [Élections parlementaires 2007]*, Athènes, 2007.

DRETTAKIS M., *Βουλευτικές εκλογές 1996 και 2000 [Élections parlementaires 1996 et 2000]*, Athènes, 2000.

DRETTAKIS M., *Ανατομία της Βουλής 1974-1990 [Anatomie du Parlement 1974-1990]*, Athènes, Gutenberg, 1991.

DUVERGER M., *Les partis politiques*, 10ème édition., Paris, Librairie Armand Colin, 1958.

EISENSTADT S.N. et S. ROKKAN, *Building states and nations*, Beverly Hills [Calif.], Sage Publications, 1973.

EISINGER P., « The conditions of protest behavior in American cities », *The American Political Science Review*, 1973, vol. 67, n° 1, p. 11–28.

ELEFANTIS A., *Στον αστερισμό του λαϊκισμού [Dans la constellation du populisme]*, 2ème édition, Athènes, Gkonis, 2015.

ELEFTHERIOU K., « Ρωγμές στον "Μονόλιθο"; Το ΚΚΕ στις εκλογές του 2012 [Brèches au sein du "menhir"? Le KKE lors des élections de 2012] », *G. VOULGARIS, I. NIKOLAKOPOULOS (dir.), 2012 le double séisme électoral*, Athènes, Themelio, 2014, p. 151–184.

ELEFTHERIOU K. et C. TASSIS, *ΠΑΣΟΚ: Η άνοδος και η πτώση (;) ενός ηγεμονικού κόμματος [PASOK: La montée et la chute (?) d'un parti hégémonique]*, Athènes, Savvalas, 2013.

ELEFTHERIOU K. et C. TASSIS, « Εσωκομματική πολιτική και στρατηγική του κράτους: το 'συμμετοχικό' εγχείρημα του ΠΑΣΟΚ 2004-2009 [Politique intrapartisane et stratégie de l'Etat: la tentative "participative" du PASOK 2004-2009] », *Επιστήμη και Κοινωνία [Science et Société]*, 2011, vol. 27, p. 55–81.

EMMANUEL D., « The Greek System of Home Ownership and the Post-2008 Crisis in Athens », *Région et Développement*, 2014, vol. 39, p. 167–181.

FAUCHER-KING F., « La « modernisation » du parti travailliste, 1994-2007 : Succès et difficultés de l'importation du modèle entrepreunarial dans un parti politique », *Politix*, 2008, vol. 81, n° 1, p. 125–149.

FAURE A., « Les apprentissages du métier d'élu local. La tribu, le système et les arènes », *Pôle Sud*, 1997, vol. 7, n° 1, p. 72–79.

FEATHERSTONE K., « The JCMS Annual Lecture: The Greek Sovereign Debt Crisis and EMU: A Failing State in a Skewed Regime », *JCMS: Journal of Common Market Studies*, mars 2011, vol. 49, n° 2, p. 193–217.

FEATHERSTONE K. et D. PAPADIMITRIOU, « The Emperor Has No Clothes! Power and Resources within the Greek Core Executive », *Governance*, 2013, vol. 26, n° 3, p. 523–545.

FEATHERSTONE K. et D. PAPADIMITRIOU, *Τα όρια του εξευρωπαϊσμού: Δημόσια πολιτική και μεταρρυθμίσεις στην Ελλάδα [Les limites de l'européanisation: Politiques publiques et reformes en Grèce]*, Athènes, Okto, 2010.

FILLIEULE O., « Temps biographique, temps social et variabilité des rétributions », *O. FILLIEULE (dir.), Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005, p. 17–48.

FMI, *Office Memorandum - Board meeting on Greece's request for an SBA*, FMI, 2010.

FMI, *Staff report on Request for Stand-by Arrangement*, IMF, coll.« 10/110 », 2010.

FRETEL J., « Le parti comme fabrique de notables. Réflexions sur les pratiques notabiliaires des élus de l'UDF », *Politix*, 2004, vol. 17, n° 65, p. 45–72.

GAÏTI B., « Des ressources politiques à valeur relative : le difficile retour de Valéry Giscard d'Estaing », *Revue française de science politique*, 1990, vol. 40, n° 6, p. 902–917.

GALBRAITH J.K., *Crise grecque, tragédie européenne*, Paris, Éditions du Seuil, 2016.

GARRAUD P., « Les contraintes partisanes dans le métier d'élu local. Sur quelques interactions observées lors des élections municipales de 1989 », *Politix*, 1994, vol. 7, n° 28, p. 113–126.

GARRAUD P., « Savoir-faire et mobilisation des croyances dans le métier de maire », *Politix*, 1989, vol. 2, n° 5, p. 11–16.

GARRAUD P., « La sélection du personnel politique local », *Revue française de science politique*, 1988, vol. 38, n° 3, p. 402–432.

GAXIE D., « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *Swiss Political Science Review*, mars 2005, vol. 11, n° 1, p. 157–188.

GAXIE D., *La démocratie représentative*, 3ème., Paris, Montchrestien, 2000.

GAXIE D., « Les structures politiques des institutions. L'exemple de la Quatrième République », *Politix*, 1992, vol. 5, n° 20, p. 72–98.

GAXIE D., « Le cens caché », *Réseaux*, 1987, vol. 5, n° 22, p. 29–51.

GAXIE D., « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, 1977, vol. 27, n° 1, p. 123–154.

GAXIE D. et P. LEHINGUE, *Enjeux municipaux. La constitution des enjeux politiques dans une élection municipale*, Paris, Presses universitaires de France, 1984.

GEORGIADOU V., « Από την Εθνική Παράταξη στη Χρυσή Αυγή. Δεξιός λαϊκισμός και εξτρεμισμός στην Ελλάδα της κρίσης [Du Camp National à l'Aube Dorée. Populisme et extrémisme de droite dans la Grèce sous la crise] », *R. MELZER, S. SERAFIN (dir.), L'extrémisme de droite en Europe*, Athènes, Polis, 2014, p. 81–115.

GEORGIADOU V., « Η εκλογική άνοδος της Χρυσής Αυγής. Ψήφος ρεβάνς των επισφαλών και νέες πολιτικές ευκαιρίες [La montée électorale de l'Aube Dorée. Vote - revanche des précaires et nouvelles opportunités politiques] », *G. VOULGARIS, I. NIKOLAKOPOULOS (dir.), 2012 le double séisme électoral*, Athènes, Themelio, 2014, p. 185–219.

GEORGIADOU V., « Labour Party, SPD και ΠΑΣΟΚ. Συστήματα κομματικής διεύθυνσης και οργανωτική ανασυγκρότηση [Parti travailliste, SPD et PASOK. Systèmes de direction partisane et ré-ordonnancement organisationnel] », *I. KATSOULIS (dir.), Nouvelle Social-démocratie*, Athènes, Sideris, 2002, p. 325–423.

GEORGIOPOULOU T., « Δεύτερη θητεία για Μπουτάρη [Second mandat pour Boutaris] », *Kathimerini*, 26/05/2014.

GIANNETTI D. et K. BENOIT, « Intra-party politics and coalition governments in parliamentary democracies », *D. GIANNETTI, K. BENOIT (dir.), Intra-Party Politics and Coalition Governments*, London, Routledge, 2008, p. 3–24.

GIANNITSIOTIS G., *Η κοινωνική ιστορία του Πειραιά: η συγκρότηση της αστικής τάξης 1860-1910 [L'histroire sociale du Pirée : la formation de la bourgeoisie 1860-1910]*, Athènes, Nefeli, 2006.

GOBILLE B., « De l'étiologie à l'historicité des crises. Sociologie des crises politiques et sociohistoire du temps court », *M. AÏT-AOUDIA, A. ROGER (dir.), La logique du désordre. Relire la sociologie de Michel Dobry*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015, p. 153–176.

GOTTRAUX P., « Autodissolution d'un collectif politique. Autour de Socialisme ou Barbarie », *O. FILLIEULE (dir.), Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005, p. 75–94.

GOURISSE B., *La violence politique en Turquie: l'État en jeu, 1975-1980*, Paris, Éditions Karthala, coll. « Recherches internationales », 2014.

HADJIYANNIS A., L. MARATOU-ALIPRANTI, et O. BENOIT-GUILBOT, « Images du quartier et structures de la famille dans la région du Pirée », *Démographie et différences: colloque international de Montréal (7-10 juin 1988)*, Paris, Presses universitaires de France, coll.« AIDELF », n° 4, 1992, p. 101–112.

HARMEL R. et K. JANDA, « An Integrated Theory of Party Goals and Party Change », *Journal of Theoretical Politics*, 1994, vol. 6, n° 3, p. 259–287.

ḤAZAN R., « Does Cohesion Equal Discipline? Towards a Conceptual Delineation », *R. HAZAN (dir.), Cohesion and discipline in legislatures: political parties, party leadership, parliamentary committees and governance*, London, Routledge, 2006, p. 1–11.

HEURTAUX J., *La démocratie par le droit: Pologne 1989-2016*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2017.

HEURTAUX J. et A. SOUBIRON, « « Faire de la subversion une règle ». L'UMP et ses dissidences dans le 16e arrondissement. », *É. AGRIKOLIANSKY, J. HEURTAUX et B. LE GRIGNOU (dir.), Paris en campagne: les élections municipales de mars 2008 dans deux arrondissements parisiens*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2011, p. 149–179.

HIRSCHMAN A.O., *Αποχώρηση, διαφωνία και αφοσίωση: αντιδράσεις στην παρακμή επιχειρήσεων, οργανώσεων και κρατών [Exit, Voice and Loyalty. Responses to Decline in Firms, Organizations and States]*, traduit par Tina PLUTA, Athènes, Papazisis, 2002.

HIRSCHON R., *Heirs of the Greek catastrophe: the social life of Asia Minor refugees in Piraeus*, Oxford - New York, Clarendon Press ; Oxford University Press, 1989.

HOANG-NGOC L. et F. LEBARON, *Les mystères de la Troïka*, Bellecombe-en-Bauges, Éd. du Croquant, 2014.

HUTCHESON D.S., « The seismology of psephology: "Earthquake elections" from The Folketing to the Dáil' », *Representation*, 2011, vol. 47, n° 4, p. 471–488.

IHL O., « Les territoires du politique. Sur les usages festifs de l'espace parisien à la fin du XIXe siècle », *Politix*, 1993, vol. 6, n° 21, p. 15–32.

IORDANOGLOU C., « State and Interest Groups in Post-dictatorship Greece. A fatal interaction », *Centre for Political Research*, juin 2013, Working Paper 6, p. 1–20.

IORDANOGLOU C.H., *Κράτος και ομάδες συμφερόντων: μια κριτική της παραδεδεγμένης σοφίας [État et groupes d'intérêt. Une critique du sens commun]*, Athènes, Polis, 2013.

IORDANOGLOU C.H., *Η ελληνική οικονομία στη « μακρά διάρκεια »: 1954-2005 [L'économie grecque dans la « longue durée »: 1954-2005]*, Athènes, Université Panteion de Sciences Sociales et Politiques, 2007.

JUHEM P., « La production notabiliaire du militantisme au Parti socialiste », *Revue française de science politique*, 2006, vol. 56, n° 6, p. 909–941.

KAKEPAKI M. (dir.), *Η πολιτική αντιπροσώπευση στη σύγχρονη Ελλάδα: χαρακτηριστικά και φυσιογνωμία των μελών του Ελληνικού κοινοβουλίου 1996-2015 [La représentation politique en Grèce contemporaine : propriétés et caractéristiques des membres du Parlement 1996-2015]*, Athènes, Papazisi, 2016.

KAKEPAKI M., « Υπάρχει πολιτική χωρίς επαγγελματίες πολιτικούς; Μεταβολές και συνέχεις στα χαρακτηριστικά των μελών του κοινοβουλίου, 1996-2015 [Existe-il de la politique sans professionnels de la politique? Modifications et continuités dans les traits caractérististiques des membres du Parlement, 1996-2015] », *N. GEORGARAKIS, N. DEMERTZIS (dir.), Le portrait politique de la Grèce: Crise et la déstructuration du politique*, Athènes, Editions Gutenberg : Centre National de Recherches Sociales, 2015, p. 168–187.

KAKEPAKI M. et G. KARAGIANNIS, « Επαγγελματίες πολιτικοί και πολιτικά επαγγέλματα στο Ελληνικό Κοινοβούλιο [Professionnels de la politique et métiers du politique au Parlément Hellénique] », *M. KAKEPAKI (dir.), La représentation politique en Grèce contemporaine : propriétés et caractéristiques des membres du Parlement 1996-2015*, Papazisi, 2016, p. 85–108.

KARANTINOS D., « Wages and Labour Costs: Recent Developments and Prospects », *Social Cohesion Bulletin*, 2011, vol. 2, p. 1–29.

KAROULAS G., « Η εξέλιξη του δημογραφικού προφίλ και των πηγών ανάδειξης των ελληνικών πολιτικών ελίτ την περίοδο 1989-2009. [L'évolution du profil démographique et des sources de recrutement des élites politiques grecques pendant les années 1989 - 2009] », *Greek Elections, Public Opinion and Parties Group - 2013 Conference*, Thessalonique, 6-7 juin 2013.

KATSOULIS I. (dir.), *Νέα Σοσιαλδημοκρατία: Περιεχόμενα πολιτικής, θεσμοί και οργανωτικές δομές [Nouvelle Social-Démocratie: Contenus de politique, institutions et structures organisationnelles]*, Athènes, Sideris, 2002.

KATZ R.S., « The Problem of Candidate Selection and Models of Party Democracy », *Party Politics*, 2001, vol. 7, n° 3, p. 277–296.

KATZ R.S. et P. MAIR, « The ascendancy of the Party in Public Office: Party Organizational Change in Twentieth-Century Democracies », *R. GUNTHER, J. R. MONTERO et J. LINZ (dir.), Political Parties: Old concepts and new challenges*, New York, Oxford University Press, 2002, p. 113–135.

KATZ R.S. et P. MAIR, « Changing Models of Party Organization and Party Democracy: The Emergence of the Cartel Party », *Party Politics*, 1995, vol. 1, n° 1, p. 5–28.

KEY V.O., « A Theory of Critical Elections », *the Journal of Politics*, 1955, vol. 17, n° 1, p. 3–18.

KIRCHHEIMER O., « The transformation of the Western party systems », *J. LAPALOMBARA, M. WEINER (dir.), Political Parties and Political Development*, Princeton, NJ, Princeton University Press, 1966, p. 177–200.

KITSCHELT H.P., « Political Opportunity Structures and Political Protest: Anti-Nuclear Movements in Four Democracies », *British Journal of Political Science*, 1986, vol. 16, n° 1, p. 57–85.

KIVOTIDIS D., « The Form and Content of the Greek Crisis Legislation », *Law and Critique*, mars 2018, vol. 29, n° 1, p. 57–81.

KKE, « Ανακοίνωση για τη δολοφονική επίθεση από μέλη της Χρυσής Αυγής σε βάρος στελεχών του KKE [Communiqué pour l'assaut meurtrier de la part de membres d'Aube Dorée contre des cadres de KKE] », consulté le 13.09.2013 sur *www.902.gr*.

KOPECKY P. et P. MAIR, « Party Patronage as an Organizational Resource », *P. KOPECKY, P. MAIR et M. Spirova (dir.), Party patronage and Party Government in European democracies*, Oxford, Oxford University Press, 2012, p. 3–16.

KOTRONAKI L., « Les mobilisations des Indignés: Politique du conflit et politique conventionnelle aux années du Mémorandum en Grèce », *Pôle Sud*, 2013, vol. 38, n° 1, p. 53–70.

KOTSONOPOULOS L., « Οι δημοσιονομικές βάσεις της πολιτικής νομιμοποίησης (Les bases budgétaires de la légitimation politique) », *M. AVGERIDIS, E. GAZI, K. KORNETIS (dir.), Metapolitefsi. La Grèce au bord de deux siècles*, Athènes, Themelio, 2015, p. 57–73.

KOTZIAS N., *Ο « Τρίτος Δρόμος » του ΠΑΣΟΚ [La « troisème voie » du PASOK]*, Athènes, Sychroni Epochi, 1984.

KOUDOURI F., « Διαστάσεις του πολιτισμικού και πολιτικού κεφαλαίου των κοινοβουλευτικών ελίτ. Διερευνώντας συνέχειες και ασυνέχειες [Dimensions du capital social et politique des élites parlementaires. Continuités et discontinuités] », *M. KAKEPAKI (dir.), La représentation politique en Grèce contemporaine : propriétés et caractéristiques des membres du Parlement 1996-2015*, Athènes, Papazisi, 2016, p. 45–84.

KOUSTENIS P., « Αποδόμηση και αναδόμηση των εκλογικών ταυτίσεων [Déstructuration et restructuration des identifications électorales] », *G. VOULGARIS, I. NIKOLAKOPOULOS (dir.), 2012 le double séisme électoral*, Athènes, Themelio, 2014, p. 83–123.

KOUSTENIS P., « KKE και ΣΥΡΙΖΑ στο Λεκανοπέδιο : δύο ξένοι στην ίδια πόλη [KKE et SYRIZA dans le bassin d'Attique : deux étrangers dans la même ville] », *Revue Hellénique de Science Politique*, 2008, n° 31, p. 82–99.

KOUZIS G., « Τα βασικά χαρακτηριστικά του σύγχρονου ελληνικού συνδικαλιστικού κινήματος [Les traits caractéristiques principaux du mouvement syndical hellénique contemporaine] », *D. GRAVARIS (dir.), Travail et politique: syndicalisme et organisation des intérêts en Grèce, 1974-2004*, Athènes, Fondation Sakis Karagiorgas, 2007, p. 323–342.

KOVAIOS A., « Μοναδικός υποψήφιος για την ηγεσία του ΠαΣοΚ ο Βενιζέλος [Venizélos, candidat unique pour la direction du PASOK] », *To Vima*, 11/03/2012.

KYLAKOU K., « Βιογραφικό [CV] », consulté le 12.03.2014 sur http://kylakou.blogspot.com/p/blog-page.html.

LACLAU E., *La raison populiste*, Paris, Seuil, 2008.

LACLAU E. et C. MOUFFE, *Hegemony and socialist strategy: towards a radical democratic politics*, London - New York, Verso, 2001.

LAGROYE J., « Être du métier », *Politix*, 1994, vol. 7, n° 28, p. 5–15.

LAGROYE J., B. FRANÇOIS, et F. SAWICKI, *Sociologie politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012.

LAMPRINOU K., « Η "γενιά του Πολυτεχνείου" στο καλειδοσκόπιο της Μεταπολίτευσης [La "génération de l'École Polytechnique" au caléidoscope de la Metapolitefsi] », *M. AVGERIDIS, E. GAZI et K. KORNETIS (dir.), Metapolitefsi. La Grèce au bord de deux siècles*, Athènes, Themelio, 2015, p. 151–168.

LAMPRINOU K. et G. MPALABANIDIS, « Ο ασταθής μετασχηματισμός της ελληνικής κεντροαριστεράς [La transformation instable du centre-gauche grec] », *G. VOULGARIS, I. NIKOLAKOPOULOS (dir.), 2012 le double séisme électoral*, Athènes, Themelio, 2014, p. 125–150.

LANARA Z., *Trade unions in Greece and the crisis: a key actor under pressure*, Berlin, Friedrich-Ebert-Stiftung, Internat. Security Policy Working Group, 2012.

LAVDAS K., « Κεντροαριστερά, εκλογικά καρτέλ και ευρωπαϊκή σύγκλιση. Η Ιταλία σε συγγκριτική προοπτική [Centre-gauche, cartels électoraux et convergence européenne. L'Italie en perspective comparée] », *I. KATSOULIS (dir.), Nouvelle Social-démocratie*, Athènes, Sideris, 2002, p. 201–230.

LAVDAS K.A., *The Europeanization of Greece: interest politics and the crises of integration*, New York, St. Martin's Press, 1997.

LAWSON K. et P.H. MERKL (dir.), *When parties fail: emerging alternative organizations*, Princeton, N.J, Princeton University Press, 1988.

LAZARSFELD P., B. BERELSON, et H. GAUDET, *The People's Choise, How the Voter makes up his Mind in a Presidential Campaign*, 2ème., New York, Columbia University Press, 1948.

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE, *Décision du Conseil du 16 février 2010 mettant la Grèce en demeure de prendre des mesures pour procéder à la réduction du déficit jugée nécessaire pour remédier à la situation de déficit excessif*, Bruxelles, coll.« Journal Officiel de l'Union Européenne », 2010.

LECLERCQ C., « "Raisons de sortir". Les militants du Parti communiste français », *O. FILLIEULE (dir.), Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005, p. 131–154.

LECONTE C., « From pathology to mainstream phenomenon: Reviewing the Euroscepticism debate in research and theory », *International Political Science Review*, 2015, vol. 36, n° 3, p. 250–263.

LEFEBVRE R., « Le militantisme socialiste n'est plus ce qu'il n'a jamais été. Modèle de "l'engagement distancié" et transformations du militantisme au Parti socialiste », *Politix*, 2013, vol. 102, n° 2, p. 7–33.

LEFEBVRE R., *Les primaires socialistes: la fin d'un parti militant*, Paris, Raisons d'agir, 2011.

LEFEBVRE R., « Être maire à Roubaix. La prise de rôle d'un héritier », *Politix*, 1997, vol. 10, n° 38, p. 63–87.

LEFEBVRE R. et A. ROGER, *Les partis politiques à l'épreuve des procédures délibératives*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009.

LEFEBVRE R. et F. SAWICKI, « Pourquoi le PS ne parle-t-il plus aux catégories populaires ? », *Mouvements*, 2007, vol. 50, n° 2, p. 24–32.

LEMONIDIS S., « Τα μέλη έχουν τη δική τους ιστορία [Les membres ont leur propre histoire] », *www.sport24.gr*, 17/01/2015. Consulté le 07.03.2018.

LEONTIDOU L., *Πόλεις της σιωπής: Εργατικός εποικισμός της Αθήνας και του Πειραιά, 1909-1940 [Villes du silence: colonisation ouvrière d'Athènes et du Pirée, 1909-1940]*, Athènes, Institut Téchnologique Culturel ETVA - Editions Themelio, 1989.

LEWIS-BECK M.S. et R. NADEAU, « PIGS or not? Economic voting in Southern Europe », *Electoral Studies*, 2012, vol. 31, n° 3, p. 472–477.

LEWIS-BECK M.S. et M. STEGMAIER, « Economic Models of Voting », *R. DALTON, H-D KLINGEMANN (dir.), Oxford Handbook of political behavior*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2007, p. 518–537.

LIPSET S.M. et S. ROKKAN, *Structures de clivages, systèmes de partis et alignement des électeurs: une introduction*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2008.

LIPSET S.M. et S. ROKKAN, « Cleavage structures, party systems, and voter alignments », *P. MAIR (dir.), The West European party system*, Oxford ; New York, Oxford University Press, 1990, p. 91–138.

LYMPERAS C., *Το συνδικαλιστικό κίνημα των δημοσίων υπαλλήλων από τη μεταπολίτευση (1974) μέχρι σήμερα [Le mouvement syndical des fonctionnaires de 1974 jusqu'à aujourd'hui]*, Thèse de doctorat, Panteion University of Social and Political Sciences, Athènes, 2013.

LYRINTZIS C., « Greek Politics in the Era of Economic Crisis. Reassessing Causes and Effects », *Hellenic Observatory Papers on Greece and Southeast Europe*, 2011, Paper No 45.

LYRINTZIS C., « Κρίση πολιτικής (;) Νέες πολιτικές τάσεις και οι δυνατότητες του "εκσυγχρονισμού" [Crise du politique (?) Nouvelles tendances politiques et les possibilités de la "modernisation"] », *M. SPOURDAKALIS (dir.), PASOK : Parti, État, Société*, Athènes, Patakis, 1998, p. 75–88.

LYRINTZIS C., « Political parties in post–junta Greece: A case of 'bureaucratic clientelism'? », *West European Politics*, avril 1984, vol. 7, n° 2, p. 99–118.

LYRINTZIS C., *Between Socialism and Populism : The Rise of the Panhellenic Socialist Movement*, London, Univerity of London, 1983.

LYRINTZIS C. et I. NIKOLAKOPOULOS (dir.), *Εκλογές και κόμματα στη δεκαετία του '80: εξελίξεις και προοπτικές του πολιτικού συστήματος [Élections et partis dans les années 1980 : évolutions et perspectives du système politique]*, Athènes, Themelio, 1990.

MAIR P., « Smaghi versus the Parties: Representative Government and Institutional Constraints », *A. SCHÄFER, W. STREECK (dir.), Politics in the Age of Austerity*, Cambridge, UK Malden, MA, USA, Polity, 2013, p. 143–168.

MAIR P. et I. VAN BIEZEN, « Party Membership in Twenty European Democracies, 1980-2000 », *Party Politics*, 1 janvier 2001, vol. 7, n° 1, p. 5–21.

MAIR P., W.C. MÜLLER, et F. PLASSER (dir.), *Political parties and electoral change: party responses to electoral markets*, London, SAGE, 2004.

MAKRIDIS G., *Λαϊκές τάξεις και πολιτική στην Ελλάδα. Η περίπτωση του Πειραιά και της ευρύτερης περιφέρειας [Classes populaires et politique en Grèce. Le cas du Pirée et de sa banlieue]*, Thèse de doctorat, Université Panteion Athènes, Athènes, 2008.

MALOUTAS T., « Η κοινωνική συγκρότηση των περιοχών κατοικίας στην Αθήνα-Αττική [La formation sociale des zones résidentielles à Athènes - Attique] », *T. MALOUTAS, M. PANTELIDOU-MALOUTA et D. EMMANUEL (dir.), Athènes: structures sociales, pratiques et représentations. Nouvelles variables et tendances de mutation 1980-2000*, Athènes, EKKE - Centre National de Recherches Sociales, 2016, p. 21–200.

MALOUTAS T., « Mobilité sociale et ségrégation à Athènes: Formes de séparatisme social dans un contexte de mobilité spatiale réduite », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2010, vol. 184, n° 4, p. 2–21.

MALOUTAS T. (dir.), *Κοινωνικός και οικονομικός άτλας της Ελλάδας [Atlas social et économique de la Grèce]*, Athènes - Volos, EKKE - Centre National de Recherches Sociales - Presses Universitaires de Thessalie, 2000.

MANASSAKI A., « Η εισροή κοινοτικών πόρων στην Ελλάδα: ιστορικό και προοπτικές [L'afflux de ressources communautaires en Grèce: historique et perspectives] », *Bulletin économique de la Banque de Grèce*, 1998, vol. 12, p. 63–90.

MANTOGLOU A., « Οι κοινωνικές αναπαραστάσεις τηε εξέγερσης του Πολυτεχνείου [Les représentations sociales de la révolte de l'Ecole Polytechnique] », *Psychology*, 1997, vol. 4, n° 1, p. 13–31.

MARAVEGIAS N. et T. SAKELLAROPOULOS (dir.), *Ελλάδα και ευρωπαϊκή ενοποίηση : Η ιστορία μιας πολυκύμαντης σχέσης 1962-2018 [Grèce et intégration européenne : l'histoire d'une relation agitée 1962-2018]*, Athènes, Dionikos, 2018.

MARETA D., « Democracy and Crisis, Democracy as Crisis: Will Carl Schmitt meet modern Greece? », *1st International Conference in Contemporary Social Sciences*, Rethymno, juin 2016.

MARINAKIS E., « Συνέντευξη Βαγγέλη Μαρινάκη στο ραδιόφωνο της Πειραϊκής εκκλησίας [Interview de V. Marinakis à la radio de l'église du Pirée] », 2014. Consulté le 10.06.2014 sur http://www.peiraiasnikitis.gr/.

MARINAKIS E., « Άρθρο Βαγγέλη Μαρινάκη στη Realnews [Article de Vaggelis Marinakis paru dans le journal Realnews] », 2014. Consulté le 10.06.2014 sur http://www.peiraiasnikitis.gr/.

MARINAKIS V., « Συνέντευξη Βαγγέλη Μαρινάκη στον Real FM [Interview de V. Marinakis à la radio Real FM] », 2014. Consulté le 10.06.2014 sur http://www.peiraiasnikitis.gr/.

MARINAKIS V., « Συνέντευξη Βαγγέλη Μαρινάκη στην εφημερίδα «ΤΟ ΒΗΜΑ ΤΗΣ ΚΥΡΙΑΚΗΣ» [Interview de V. Marinakis dans "Le Vima du Dimanche"] », 2014. Consulté le 10.06.2014 sur http://www.peiraiasnikitis.gr/.

MARTIN P., *Les systèmes électoraux et les modes de scrutin*, Paris, Montchrestien, 2006.

MARTIN P., *Comprendre les évolutions électorales : la théorie des réalignements revisitée*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 2000.

MASSICARD E., « Une décennie de pouvoir AKP en Turquie : vers une reconfiguration des modes de gouvernement? », *Les Études du CERI*, 2014, vol. 205, p. 1–37.

MATSAGANIS M., *Η κοινωνική πολιτική σε δύκολους καιρούς. Οικονομική κρίση, δημοσιονομική λιτότητα και κοινωνική προστασία. [La politique sociale dans une ère difficile. Crise économique, austerité budgetaire et protection sociale]*, Athènes, Kritiki, 2011.

MATSAGANIS M., « The Limits of Selectivity as a Recipe for Welfare Reform: The Case of Greece », *Journal of Social Policy*, avril 2005, vol. 34, n° 2, p. 235–253.

MATTINA C., « Mutations des ressources clientélaires et construction des notabilités politiques à Marseille (1970-1990) », *Politix*, 2004, vol. 17, n° 67, p. 129–155.

MAVRIS G., « Οι τάσεις αποδόμησης / μετασχηματισμού του μεταπολιτευτικού κομματικού συστήματος [Les tendances de destructuration / transformation du système de partis d'après-1974] », *Revue Hellénique de Science Politique*, 1997, n° 9, p. 179–196.

MAVROGORDATOS G., *Μεταξύ Πιτυοκάμπτη και Προκρούστη. Οι επαγγελματικές οργανώσεις στη σημερινή Ελλάδα [Entre Pityocamptes et Procrustes. Les associations professionnelles en Grèce contemporaine]*, Athènes, Odysseas, 1998.

MAVROGORDATOS G., « From Traditional Clientelism to machine Politics: the Impact of PASOK Populism in Greece », *South European Society and Politics*, 1997, vol. 2, n° 3, p. 1–26.

MEYER D. et D. MINKOFF, « Conceptualizing Political Opportunity », *Social Forces*, 2004, vol. 82, n° 4, p. 1457–1492.

MEYNAUD J., *Οι πολιτικές δυνάμεις στην Ελλάδα [Les forces politiques en Grèce]*, Athènes, Typographiki, 1966.

MICHELS R., *Sociologie du parti dans la démocratie moderne : enquête sur les tendances oligarchiques de la vie des groupes*, Paris, Gallimard, 2015.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, *Circulaire 14/2014 Εγκύκλιος υπ' αριθμ. 14 για τη διενέργεια των εκλογών της 18ης Μαϊου 2014 για την ανάδειξη των δημοτικών αρχών [Circulaire No 14 sur les élections municipales du 18 mai 2014]*, 2014.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES FINANCIERS, *Απόφαση αρ. πρωτ. 9739: Κατανομή κρατικής οικονομικής ενίσχυσης του έτους 2013 στα δικαιούχα πολιτικά κόμματα [Décision N° de registre 9739 : Distribution de la subvention étatique octroyée aux partis politiques pour l'année 2013]*, 2013.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES FINANCIERS, *Απόφαση αρ. πρωτ. 4399: Κατανομή κρατικής οικονομικής ενίσχυσης του έτους 2011 στα δικαιούχα πολιτικά κόμματα [Décision N° de registre 4399: Distribution de la subvention étatique octroyée aux partis politiques pour l'année 2011]*, 2013.

MINISTÈRE DES FINANCES, *Κρατικός Προϋπολογισμός 2010 - Εισηγητική Έκθεση [Budget Public 2010 - Rapport]*, 2009.

MISCHI J., « Travail partisan et sociabilités populaires. Observations localisées de la politisation communiste », *Politix*, 2003, vol. 16, n° 63, p. 91–119.

MITSOPOULOS M. et T. PELAGIDIS, « Vikings in Greece: Kleptocratic interest groups in a closed, rent-seeking economy », *Cato Journal*, 2009, vol. 29, n° 3, p. 399–416.

MONOKROUSSOS P., « Είναι αλήθεια ότι το ελληνικό χρέος είναι βιώσιμο; [Est-ce vrai que la dette grecque est viable?] », *D. KATSIKAS, K. FILINIS et M. ANASTASATOU (dir.), Comprendre la crise grecque*, Athènes, Papazisis, 2017, p. 21–40.

MORALIS G., « Συνέντευξη Γιάννη Μώραλη στον ANT1 [Interview de G. Moralis à ANT1] », 2014. Consulté le 10.06.2014 sur http://www.peiraiasnikitis.gr/.

MORALIS G., « Συνέντευξη Γιάννη Μώραλη στο ΒΗΜΑ FM [Interview de G. Moralis à la radio Vima FM] », 2014. Consulté le 10.06.2014 sur http://www.peiraiasnikitis.gr/.

MORALIS G., « Συνέντευξη Γιάννη Μώραλη στα Παραπολιτικά 90,1 FM [Interview de G. Moralis à la radio Parapolitika 90,1 FM] », 2014. Consulté le 10.06.2014 sur http://www.peiraiasnikitis.gr/.

MORALIS G., « Συνέντευξη του Γιάννη Μώραλη στη Web TV του ΑΜΕ-ΜΠΕ [Interview de G. Moralis sur Web TV de AME-MPE] », 2014. Consulté le 10.06.2014 sur http://www.peiraiasnikitis.gr/.

MORALIS G., « Συνέντευξη Γιάννη Μώραλη, υποψήφιου Δημάρχου Πειραιά με τον συνδυασμό «ΠΕΙΡΑΙΑΣ ΝΙΚΗΤΗΣ» στον Ρ/Σ 9,84 και στον δημοσιογράφο Τάκη Καμπύλη [Interview de G. Moralis candidat maire du Pirée, tête de la liste Pirée-Vainqueur, avec le journaliste Takis Kampilis à la radio 9,84] », 2014. Consulté le 10.06.2014 sur http://www.peiraiasnikitis.gr/.

MOSIALOS I. et S. ALLIN, « Ομάδες συμφερόντων και η μεταρρύθμιση του συστήματος υγείας στην Ελλάδα [Groupes d'intérêt et la réforme du système de santé en Grèce] », *K. FEATHERSTONE (dir.), La politique en Grèce: le défi de la modernisation*, Athènes, Okto, 2007, p. 301–335.

MOURIKI A., D. BALOURDOS, O. PAPALIOU, N. SPYROPOULOU, E. FAGADAKI, et E. FRONIMOU (dir.), *Το κοινωνικό πορτραίτο της Ελλάδας 2012. Όψεις της κρίσης [Le portrait social de la Grèce 2012. Aspects de la crise]*, Athènes, Centre National de Recherches Sociales, 2012.

MOUVEMENT MUNICIPAL AUTRE CHEMIN, *Ιδρυτική Διακήρυξη « Άλλος Δρόμος » [Manifeste Fondateur « Autre chemin »]*, 2013.

MOUZELIS N., *Κοινοβουλευτισμός και εκβιομηχάνιση στην ημι-περιφέρεια. Ελλάδα, Βαλκάνια, Λατινική Αμερική [Parlementarisme et industrialisation dans la sémi-périphérie. Grèce, Balkans, Amérique-Latine]*, Athènes, Themelio, 2005.

MOUZELIS N., « On the Demise of Oligarchic Parliamentarism in the Semi-Periphery: A Balkan-Latin American Comparison », *Sociology*, 1 février 1983, vol. 17, n° 1, p. 28–43.

MOUZELIS N. et G. PAGOULATOS, « Civil Society and Citizenship in postwar Greece », *Greek Review of Political Science*, 2003, n° 22, p. 5–29.

MPALABANIDIS G., *Ευρωκομμουνισμός. Από την κομμουνιστική στη ριζοσπαστική ευρωπαϊκή αριστερά [Eurocommunisme. De la (gauche) communiste à la gauche radicale européenne]*, Athènes, Polis, 2015.

MPALAMPANIDIS G., *« Για μια κοινωνία ισχυρή, για μια ισχυρή Ελλάδα ». Κριτική ανάγνωση του εκσυγχρονιστικού εγχειρήματος (1996-2004): Πολιτική και ιδεολογία. ["Pour une société forte, pour une Grèce puissante". Lecture critique du projet modernisateur (1996-2004): Politique et idéologie]*, Mémoire de Master - Science politique et Histoire, Panteion University of Social and Political Sciences, Athènes, 2007.

MUDDE C., *Syriza: the failure of the populist promise*, Cham, Palgrave Macmillan, 2017.

MUDDE C., « Europe's Populist Surge », *Foreign Affairs*, 2016, vol. 95, n° 6, p. 25–30.

MUDDE C., *Populist Radical Right Parties in Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.

MUDDE C., « The Populist Zeitgeist », *Government and Opposition*, 2004, vol. 39, n° 4, p. 541–563.

MUDDE C. et R.C. KALTWASSER, *Λαϊκισμός, μια σύντομη εισαγωγή [Populisme, une brève introduction]*, Athènes, Epikenrto, 2017.

NARDULLI P.F., « The Concept of a Critical Realignment, Electoral Behavior, and Political Change », *American Political Science Review*, mars 1995, vol. 89, n° 01, p. 10–22.

NEDOS V., « "Σφραγίστηκε" η διάσπαση του ΠΑΣΟΚ [La rupture dans le PASOK est officielle] », *Kathimerini*, 01/03/2015. Consulté le 15.12.2017 sur http://www.kathimerini.gr/798010/article/epikairothta/politikh/sfragisthke-h-diaspash-toy-pasok.

NEDOS V., « Τη διενέργεια δημοψηφίσματος προωθεί ο Παπανδρέου [Papandreou met en avant l'organisation d'un référendum] », *Kathimerini*, 20/09/2011. Consulté le 15.12.2017 sur http://www.kathimerini.gr/798010/article/epikairothta/politikh/sfragisthke-h-diaspash-toy-pasok.

NEZ H., *Podemos: De l'indignation aux élections*, Paris, Les petitis matins, 2015.

NEZI R., « Economic voting under the economic crisis: Evidence from Greece », *Electoral Studies*, septembre 2012, vol. 31, n° 3, p. 498–505.

NIKOLAKOPOULOS I., « Συνέχειες και ρήξεις : Ο αμφίσημος όρος Μεταπολίτευση [Continuités et ruptures : l'ambiguité du terme Metapolitefsi] », *M. AVGERIDIS, E. GAZI, K. KORNETIS (dir.), Metapolitefsi. La Grèce au bord de deux siècles*, Athènes, Themelio, 2015, p. 429–431.

NIKOLAKOPOULOS I., « Οι αλλαγές στην εκλογική γεωγραφία των πολιτικών αξόνων 1963-1996 [Les changements dans la géographie électorale des axes politiques 1963-1996] », *T. MALOUTAS (dir.), Atlas social et économique de la Grèce*, Athènes - Volos, Centre National de Recherches Sociales-Presses Universitaires de Thessalie, 2000, p. 84–86.

NIKOLAKOPOULOS I., *Κόμματα και βουλευτικές εκλογές στην Ελλάδα 1946-1964. Η εκλογική γεωγραφία των πολιτικών δυνάμεων [Partis et élections parlementaires en Grèce 1946-1964. La géographie électorale des forces politiques]*, 3ème édition., Athènes, Centre National de Recherches Sociales, 2000.

NIKOLAKOPOULOS I., « Στοιχεία εκλογικής γεωγραφίας [Élements de géographie électorale] », *T. MALOUTAS (dir.), Atlas social et économique de la Grèce*, Athènes - Volos, Centre National de Recherches Sociales-Presses Universitaires de Thessalie, 2000, p. 84–91.

NIKOLAKOPOULOS I., « Η εκλογική επιρροή των πολιτικών δυνάμεων [L'influence électorale des forces politiques] », *C. LYRINTZIS, I. NIKOLAKOPOULOS (dir.), Élections et partis dans les années 1980*, Athènes, Themelio, 1990, p. 203–237.

NIKOLINAKOS M., *Αντίσταση και Αντιπολίτευση 1967-1974 [Résistance et Opposition 1967-1974]*, Athènes, Olkos, 1975.

OFFERLÉ M., « Partis et organisations partisanes », *A. COHEN, B. LACROIX et P. RIUTORT (dir.), Nouveau manuel de science politique*, Paris, La Découverte, 2009, p. 447–461.

OFFERLÉ M., « Professions et profession politique », *M. OFFERLÉ (dir.), La profession politique XIXe-XXe siècles*, Paris, Belin, 1999, p. 7–35.

OFFERLÉ M. (dir.), *La profession politique: XIXe-XXe siècles*, Paris, Belin, 1999.

OFFERLÉ M., *Les partis politiques*, 7ème., Paris, Presses universitaires de France, 1987.

OFFERLÉ M., *Les partis politiques*, Paris, Presses universitaires de France, 1987.

OLSON M., *The logic of collective action: public goods and the theory of groups*, Cambridge, Mass., Harvard University. Press, coll.« Harvard economic studies », n° 124, 2003.

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT STAFF, *OECD Economic Surveys Greece 2009*, Paris, Organisation for Economic Co-operation and Development, 2009.

OSTROGORSKI M., *La démocratie et les partis politiques*, Paris, Seuil, 1979.

PANAGIOTAREA E., « Είναι αλήθεια ότι η στάση της Ευρωζώνης έναντι της Ελλάδας δεν ήταν αλληλέγγυα; [Est-ce vrai que la position de la zone d'Euro n'était pas solidaire face à la Grèce?] », *D. KATSIKAS, K. FILINIS et M. ANASTASATOU (dir.), Comprendre la crise grecque*, Athènes, Papazisis, 2017, p. 185–202.

PANEBIANCO A., *Political Parties: Organization and Power*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988.

PAPADIMITRIOU N., « Οι προτάσεις της αξιωματικής αντιπολίτευσης για το πολιτικό σύστημα-συνταγματική αναθεώρηση [Les propositions de l'opposition majeure sur le système politique et la réforme constitutionnelle] », *Avgi*, 29/06/2013.

PAPADOPOULOS Y., « De l'opposition au gouvernement : l'évolution idéologique du PASOK », *Revue française de science politique*, 1990, vol. 40, n° 1, p. 98–124.

PAPANDREOU G., « Discours de G. Papandreou à l'onzième réunion du Conseil National du PASOK, le 4 mars 2011 ». Consulté le 20.05.2016 sur http://archive.papandreou.gr/.

PAPANDREOU G., « Discours de G. Papandreou à l'Exposition Internationale de Thessalonique (ΔΕΘ), 12 septembre 2009 ». Consulté le 20.05.2016 sur http://archive.papandreou.gr/.

PAPANDREOU G., « Discours de G. Papandreou prononcé à la 2ème Rencontre Thématique intitulé : "Gouvernance participative et de Progrès", le 21 Novembre 2004». Consulté le 20.05.2016 sur http://archive.papandreou.gr/.

PAPANDREOU G., « Discours de G. Papandreou prononcé au Congrès Exceptionnel du PASOK, 6 février 2004 ». Consulté le 20.05.2016 sur http://archive.papandreou.gr/.

PAPANDREOU G., « Discours de G. Papandreou prononcé au Conseil National du PASOK, 2 avril 2004 ». Consulté le 20.05.2016 sur http://archive.papandreou.gr/.

PAPANDREOU G., « Discours de Georges A. Papandreou prononcé à Thessalonique, 28 janvier 2004 ». Consulté le 20.05.2016 sur http://archive.papandreou.gr/.

PAPANDREOU G., « Discours de G. Papandreou prononcé à Korydallos, 9 février 2004 ». Consulté le 20.05.2016 sur http://archive.papandreou.gr/.

PAPPAS T., « Why Greece Failed », *Journal of Democracy*, 2013, vol. 24, n° 2, p. 31–45.

PAPPAS T., « Populist Democracies: Post-Authoritarian Greece and Post-Communist Hungary », *Government and Opposition*, 2013, vol. 49, n° 1, p. 1–23.

PAPPAS T., *Making Party Democracy in Greece*, London, MacMillan Press, 1998.

PAPPAS T. et Z. ASSIMAKOPOULOU, « Party Patronage in Greece : Political Entrepreneurship in a Party Patronage Democracy », *P. KOPECKY, P. MAIR et M. Spirova (dir.), Party patronage and Party Government in European democracies*, Oxford, Oxford University Press, 2012, p. 144–162.

PARDALI A., *Το λιμάνι του Πειραιά. Διαχρονικοί μετασχηματισμοί και η αναπτυξιακή του συμβολή [Le port du Pirée. Transformations diachroniques et sa contribution au développement]*, Athènes-Pirée, Stamoulis, 2012.

PARLEMENT HELLÉNIQUE, « Πρακτικά της Βουλής 19 Οκτωβρίου 2011 [Compte rendu du Parlement, le 19 Octobre 2011] ».

PARLEMENT HELLÉNIQUE, *Τροποποίηση του ν. 3231/2004 «εκλογή βουλευτών» [Modification de la loi 3231/2004 « Élection de députés »] Loi 3636/2008*, 2008.

PARLEMENT HELLÉNIQUE, *Εκλογή βουλευτών [Élection de députés] Loi 3231/2004*, 2004.

PARLEMENT HELLÉNIQUE, *Loi 3023/2002 Χρηματοδότηση των πολιτικών κομμάτων από το κράτος. Έσοδα και δαπάνες, προβολή, δημοσιότητα και έλεγχος των ιοκονομικών των πολιτικών κομμάτων και των υποψηφίων βουλευτών [Subventions octroyées aux partis politiques par l'état. Revenus dépenses, publicité, et contrôle du budget des partis politiques et des candidats parlementaires]*, 2002.

PASOK, « ΠΑΣΟΚ - Καταστατικό 2005 [Statut du Mouvement Panhellénique Socialiste - 2005] ».

PELAGIDIS T.K. et M. MITSOPOULOS, *Η στιγμή της στροφής για την ελληνική οικονομία: Πώς ο προοδευτικός πραγματισμός μπορεί να την θέσει ξανά σε τροχιά ανάπτυξης [Le moment du virage pour l'économie grecque]*, Athènes, Papazisis, 2010.

PETRAKIS P., *The Greek economy and the crisis: challenges and responses*, Berlin, Springer, 2012.

PIANTA M. et D. ZOLA, « La montée en puissance des mouvements globaux », *I. SOMMIER, O. FILLIEULE et É. AGRIKOLIANSKY (dir.), Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe. Une perspective comparée*, Paris, Karthala, 2008, p. 41–66.

POLO J.-F. (dir.), « L'engagement des supporters de football dans l'espace public », *European Journal of Turkish Studies [Online]*, 2018, n° 26.

PORT DE L'ANGOISSE, « Δελτίο τύπου 21 μάη 2014 [Communiqué de presse du 21 mai 2014] ». Consulté le 20.06.2014 sur https://tolimanitisagonias.blogspot.com/.

PORT DE L'ANGOISSE, « Δελτίο τύπου 29 μάη 2014 [Communiqué de presse du 29 mai 2014] ». Consulté le 20.06.2014 sur https://tolimanitisagonias.blogspot.com/.

PORT DE L'ANGOISSE, « Δελτίο τύπου 15 οκτωβρίου 2011 [Communiqué de presse du 15 octobre 2011] ». Consulté le 20.06.2014 sur https://tolimanitisagonias.blogspot.com/.

PORT DE L'ANGOISSE, « Δελτίο τύπου 15 νοεμβρίου 2011 [Communiqué de presse du 15 novembre 2011] ». Consulté le 20.06.2014 sur https://tolimanitisagonias.blogspot.com/.

PROVI F., « Νέες κοινωνικές διαιρέσεις και συλλογικές ταυτότητες στο μικροσκόπιο της ποιοτικής έρευνας [Nouvelles divisions sociales et identités collectives au microscope de l'étude qualitative] », *C. VERNARDAKIS (dir.), VPRC: l'opinion publique en Grèce 2007. Élections parlementaires, système de partis, culture politique, Gauche-Droite aujourd'hui*, Athènes, Savvalas, 2008, p. 71–100.

PSARRAS D., *Η Μαύρη Βίβλος της Χρυσής Αυγής [La Bible Noire de l'Aube Dorée]*, Athènes, Polis, 2012.

RAGARU N., « En quête de notabilité. Vivre et survivre en politique dans la Bulgarie post-communiste », *Politix*, 2004, vol. 17, n° 67, p. 71–99.

RAÏKOS A., *Συνταγματικό Δίκαιο I [Droit Constitutionnel I]*, Athènes, Sakkoulas, 2002.

RAPANAKIS S., « Ιερό μένος Σεραφείμ κατά του Λιμανιού της Αγωνίας [Sainte colère de Séraphin contre le Port de l'Angoisse] », *http://www.avgi.gr*, 28/05/2014. Consulté le 25.05.2018.

RECCHI E., « L'entrée en politique des jeunes Italiens : modèles explicatifs de l'adhésion partisane », *Revue française de science politique*, 2001, vol. 51, n° 1, p. 155–174.

RENAISSANCE, « Πρόγραμμα περιοδειών - επισκέψεων από 30.03.2014 εώς 6.04.2014 [Planning des tournées et des visites du 30.3.2014 jusqu'au 6.04.2014] », 2014.

RENAISSANCE, « Πρόγραμμα ανεξάρτητης δημοτικής κίνησης Κερατσινίου - Δραπετσώνας "Αναγέννηση Τώρα" [Programme du mouvement municipal de Keratsini - Drapetsona "Renaissance Maintenant"] », 2014.

RENAISSANCE, « Δελτίο τύπου Αναγέννηση 18.10.2013 [Communiqué de presse Renaissance 18.10.2013] ».Consulté le 30.06.2014 sur http://anagenn.blogspot.com.

RETIÈRE J.-N., « La sociabilité communautaire, sanctuaire de l'identité communiste à Lanester », *Politix*, 1991, vol. 4, n° 13, p. 87–93.

REVEL J., *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, Paris, Seuil, 1996.

REVEL J., « Présentation », *J. REVEL (dir.), Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, Paris, Seuil, 1996, p. 7–14.

RIOUX J.-P. (dir.), *Les populismes*, Paris, Perrin, 2007.

RORI L. et E. DINAS, « Les élections législatives grecques de 2012 : des élections à haut risque », *Pôle Sud*, 2012, vol. 37, n° 2, p. 173–183.

RÜDIG W. et G. KARYOTIS, « Who Protests in Greece? Mass Opposition to Austerity », *British Journal of Political Science*, juillet 2014, vol. 44, n° 03, p. 487–513.

SAKELLAROPOULOS T. (dir.), *Οικονομία και πολιτική στη σύγχρονη Ελλάδα (Économie et politique en Grèce moderne vol.1)*, Athènes, Dionikos, 2005,

SAKELLAROPOULOS T., « Κράτος και οικονομία στην Ελλάδα, 1922-1990: μια επισκόπηση [État et économie en Grèce 1922-1990: un aperçu] », *T. SAKELLAROPOULOS (dir.), Économie et politique en Grèce moderne*, 3ème., Athènes, Dionikos, 2005, p. 80–96.

SALAGIANNIS N., « Οικονομικός και Διοικητικός Απολογισμός από τον Γενικό Διευθυντή του ΠΑΣΟΚ Νίκο Σαλαγιάννη [Bilan financier et administratif du Directeur Général du PASOK] », C*ommunication au Xème Congrès du PASOK 2015*, Athènes, 2015.

SAMATAS M., « Debureaucratization failure in Post-Dictatorial Greece: A Sociopolitical Control Approach », *Journal of Modern Greek Studies*, 1 octobre 1993, vol. 11, n° 2, p. 187–217.

SAMIOU D., *Τα πολιτικά δικαιώματα των Ελληνίδων 1864-1952 Ιδιότητα του πολίτη και καθολική ψηφοφορία [Les droits politiques des Grecques, 1864-1952. Citoyenneté et suffrage universel]*, Athènes, Sakkoulas, 2013.

SARTORI G., « The sociology of parties : a critical review », *P. MAIR (dir.), The West European party system*, Oxford - New York, Oxford University Press, 1990, p. 150–182.

SARTORI G., *Partis et systèmes de partis: un cadre d'analyse*, traduit par Paul-Louis VAN BERG, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 1976.

SAWICKI F., *Les réseaux du Parti socialiste: sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, 2017.

SAWICKI F., « Questions de recherche : pour une analyse locale des partis politiques », *Politix*, 1988, vol. 1, n° 2, p. 13–28.

SAWICKI F. et J.-L. BRIQUET, « L'analyse localisée du politique », *Politix*, 1989, vol. 2, n° 7, p. 6–16.

SCARROW S., *Beyond Party Members. Changing approaches to Partisan Mobilization*, New York, Oxford University Press, 2015.

SCARROW S., *Parties and Their Members: Organizing for Victory in Britain and Germany*, Oxford- New York, Oxford University Press, 1996.

SCARROW S.E. et B. GEZGOR, « Declining memberships, changing members? European political party members in a new era », *Party Politics*, 1 novembre 2010, vol. 16, n° 6, p. 823–843.

SCHWELL A., N. SZOGS, M. KOWALSKA, et M. BUCHOWSKI (dir.), *New ethnographies of football in Europe: people, passions, politics*, London, Palgrave Macmillan, 2016.

SEV, *Ετήσιος Απολογισμός ΣΕΒ - Δράσεις 2008-2009 [Rapport annuel SEV - Actions 2008-2009]*, Athènes, Fédération Hellénique d'Entreprises -SEV, 2009.

SHEEHAN H., *The Syriza wave: surging and crashing with the Greek left*, New York, Monthly Review Press, 2017.

SHEFTER M., *Political parties and the state: the American historical experience*, Princeton N.J, Princeton University Press, coll.« Princeton studies in American politics », 1994.

SIEGFRIED A., *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la Troisième République*, 2ème édition., Paris, L'Harmattan, 1964.

SIMITIS C., *Ο εκτροχιασμός [Le déraillement]*, Athènes, Polis, 2012.

SIMITIS C., *Για μια κοινωνία ισχυρή για μια ισχυρή Ελλάδα [Pour une société forte, pour une Grèce puissante]*, Athènes, Plethron, 1995.

SKRINIS S., « Greece: Five Typical Second-Order Elections Despite Significant Electoral Reforms », *R. DANDOY, A. SCHAKEL (dir.), Regional and National Elections in Western Europe. Territoriality of the Vote in Thirteen Countries*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2013, p. 126–141.

SOMMIER I., *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion, 2003.

SOMMIER I., « La Résistance comme référence légitimatrice de la violence. Le cas de l'extrême-gauche italienne, 1969-1974 », *Politix*, 1992, vol. 5, n° 17, p. 86–103.

SOROKOS E., *La morphologie sociale du Pirée à travers son évolution, Athènes, Centre National des Recherches Sociales, 1985*, Athènes, Centre National de Recherches Sociales, 1985.

SOTIROPOULOS D., *Η κορυφή του πελατειακού κράτους: Οργάνωση, στελέχωση και πολιτικοποίηση των ανώτερων βαθμίδων της κεντρικής Διοίκησης στην Ελλάδα, 1974-2000 [Le sommet de l'État clientéliste. Organisation, recrutement et politisation de la haute fonction publique en Grèce, 1974-2000]*, Athènes, Potamos, 2001.

SPANOU C., « La haute fonction publique hellénique : la permanence du provisoire », *Revue française d'administration publique*, 2014, vol. 3, n° 151-152, p. 645–661.

SPANOU C., « L'administration grecque en mutation : le double défi de la démocratisation et de l'européanisation », *Pôle Sud*, 2003, vol. 18, n° 1, p. 51–62.

SPANOU C., « ΠΑΣΟΚ και δημόσια διοίκηση. Η δύσκολη μαθητεία [PASOK et l'administration publique. L'apprentissage difficile] », *M. SPOURDALAKIS (dir.), PASOK : Parti, État, Société*, Athènes, Patakis, 1998, p. 175–194.

SPOURDALAKIS M., « Πολιτικά κόμματα και συνδικάτα. Βίοι παράλληλοι [Partis politiques et syndicats. Vies parallèles] », *D. GRAVARIS (dir.), Travail et politique: syndicalisme et organisation des intérêts en Grèce, 1974-2004*, Athènes, Fondation Sakis Karagiorgas, 2007, p. 143–151.

SPOURDALAKIS M., « Από το "κίνημα διαμαρτυρίας" στο "νέο Πασόκ" [Du "mouvement contestataire" au "nouveau PASOK"] », *M. SPOURDALAKIS (dir.), PASOK : Parti, État, Société*, Athènes, Pattakis, 1998, p. 15–74.

SPOURDALAKIS M. (dir.), *ΠΑΣΟΚ: κόμμα, κράτος, κοινωνία [PASOK : Parti, État, Société]*, Athènes, Patakis, 1998.

SPOURDALAKIS M., « The study of political parties in Greece », *European Journal of Political Research*, 1994, n° 25, p. 499–518.

SPOURDALAKIS M., *ΠΑΣΟΚ : δομή, εσωκομματικές κρίσεις και συγκέντρωση εξουσίας [PASOK: structure, crises intrapartisanes et concentration de pouvoir]*, Athènes, Eksantas, 1988.

SPOURDALAKIS M. et C. TASSIS, « Party Change in Greece and the Vanguard Role of PASOK », *South European Society and Politics*, décembre 2006, vol. 11, n° 3-4, p. 497–512.

SPYRIDAKIS M., *Εργασία και κοινωνική αναπαραγωγή στη ναυπηγοεπισκευαστική βιομηχανία του Πειραιά [Travail et reproduction sociale dans l'industrie de construction et de réparation navale du Pirée]*, Athènes, Papazisi, 2010.

STATHOPOULOS G., « Η απορύθμιση του κομματικού συστήματος [La dérégulation du système partisan] », *G. VOULGARIS, I. NIKOLAKOPOULOS (dir.), 2012 le double séisme électoral*, Athènes, Themelio, 2014, p. 61–81.

STREECK W. et D. MERTENS, « Public Finance and the Decline of State Capacity in Democratic Capitalism », *A. SCHÄFER, W. STREECK (dir.), Politics in the Age of Austerity*, Cambridge, UK Malden, MA, USA, Polity, 2013, p. 26–58.

SYNASPISMOS, « Πολιτική απόφαση 4ου συνεδρίου του Συνασπισμού της Αριστεράς των Κινημάτων και της Οικολογίας [Décision politique - 4ème Congrès de la Coalition de la Gauche des Mouvements et de l'Ecologie] », 2004.

SYRIZA, « Εργαζόμενοι και δικαιώματα την εποχή των μνημονίων [Travailleurs et droits à l'ère des Mémoranda] ». Consulté le 11.02.2015 sur www.syriza.gr.

SYRIZA, « Ευρωψηφοδέλτιο ΣΥΡΙΖΑ - Βιογραφικά Υποψηφίων [Liste des candidats de SYRIZA aux élections européennes - CV des candidats] ». Consulté le 11.02.2015 sur www.syriza.gr.

SYRIZA, « Η υγεία στην εντατική. Η απάντηση του Σύριζα [La santé chez l'USI. La réponse de SYRIZA] ». Consulté le 11.02.2015 sur www.syriza.gr.

SYRIZA, *Οι προτάσεις του ΣΥΡΙΖΑ για τα άμεσα μέτρα ανακούφισης των θυμάτων της ανθρωπιστικής κρίσης [Les propositions de SYRIZA pour les mesures d'allègement des victimes de la crise humanitaire]*, SYRIZA, 2014. Consulté le 11.02.2015 sur www.syriza.gr.

SYRIZA, *Πρόταση θέσεων για την κοινωνική και αλληλέγγυα οικονομία για το πρόγραμμα του ΣΥΡΙΖΑ [Propositions sur l'économie sociale et solidaire pour le programme de SYRIZA]*, Athènes, SYRIZA, 2014. Consulté le 11.02.2015 sur www.syriza.gr.

SYRIZA, « Πολιτική Απόφαση του Ιδρυτικού συνεδρίου του ΣΥΡΙΖΑ [Décision Politique du Congrès Fondateur de la Coalition de Gauche Radicale - SYRIZA] ». Consulté le 11.02.2015 sur www.syriza.gr.

SYRIZA, « Καταστατικό ΣΥΡΙΖΑ 2013 [Statut de la Coalition de Gauche Radicale - SYRIZA 2013] ». Consulté le 11.02.2015 sur www.syriza.gr.

SYRIZA, « Ερώτηση στο πλαίσιο κοινοβευλευτικού ελέγχου από τους βουλευτές Η. Διώτη και Θ. Δρίτσα [Question dans le cadre du contrôle parlementaire, soumise par les députés de SYRIZA I. Dioti et T. Dritsas] », 28.12.2010.Consulté le 11.02.2015 sur www.syriza.gr.

TAGGART P., « A Touchstone of Dissent: Euroscepticism in Contemporary Western European Party Systems », *European Journal of Political Research*, avril 1998, vol. 33, n° 3, p. 363–388.

TAN A.C., « Party Change and Party Membership Decline: An Exploratory Analysis », *Party Politics*, 1 juillet 1997, vol. 3, n° 3, p. 363–377.

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN UNION, *Council Decision Giving notice to Greece to take measures for the deficit reduction judged necessary in order to remedy the situation of excessive deficit*, Bruxelles, Council of the European Union, 2010.

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN UNION, *Council Decision of 27 April 2009 on the existence of an excessive deficit in Greece*, Luxembourg, Council of the European Union, coll.« Official Journal of the European Union », 2009.

THEODORAKIS S., *Οι άνθρωποί μου [Les gens à moi]*, Athènes, Potamos, 2010.

THEODORIKAKOS P., *Παράγοντες επιρροής στην εκλογική συμπεριφορά στις δημοτικές εκλογές. Το παράδειγμα της Β' Πειραιά το 1998 [Facteurs d'influence sur le comportement électoral aux élections municipales. Le cas du Pirée B' en 1998]*, Mémoire de Master, Université Panteion, Athènes, 2002.

TINIOS P., « Η ασφαλιστική μεταρρύθμιση: "μεταρρύθμιση με δόσεις" - μια φραγμένη διαδρομή; [La reforme du système national d'assurance maladie : une "réforme échelonnée" - un chemin bloqué?] », *K. FEATHERSTONE (dir.), La politique en Grèce : le défi de la modernisation*, Athènes, Okto, 2007, p. 275–299.

TOUMARKINE A. et J. HERSANT (dir.), « Hometown Organizations in Turkey », *European Journal of Turkish Studies*, 2005, n° 2.

TRANTIDIS A., *Clientelism and economic policy: Greece and the crisis*, London-New York, Routledge, 2016.

TSAKIRIS A., « Κράτος-Κόμμα-Συνδικάτο 1980-2001: μεταξύ ενσωμάτωσης και αμφισβήτησης [Parti-État-Syndicat 1980-2001: entre intégration et contestation] », *D. GRAVARIS (dir.), Changement social dans la Grèce moderne*, Athènes, Fondation Sakis Karagiorgas, 2004, p. 177–240.

TSILOCHRISTOU E. et A. THUMIOU, « Οι celebrities στις εκλογές [Les célébrités aux élections] », *tlife.gr*, 19/05/2014.Consulté le 14.06.2018.

TSIPRAS A., « Discours d'A. Tsipras au Parlement, le 29.06.2011. Débat sur le projet de loi du ministère de Finances "Cadre de moyen-terme de stratégie budgétaire 2012-2015" », *Compte rendu du Parlement*, 29.06.2010

TSIPRAS A., « Discours d'A. Tsipras au Parlement, le 06.05.2010. Débat sur le projet de loi sur les mesures pour la mise en oeuvre du mécanisme de soutien de l'économie grecque », *Compte rendu du Parlement*, 06.05.2010.

TSOUKALAS K., *Κράτος, κοινωνία, εργασία στη μεταπολεμική Ελλάδα [État, Société, Emploi dans la Grèce d'après-guerre]*, Athènes, Themelio, 2005.

TULLOCK G., *Public goods, redistribution, and rent seeking*, Cheltenham, UK ; Northampton, MA, Edward Elgar, 2005.

TULLOCK G., *The Economics of Special Privilege and Rent Seeking*, Dordrecht, Springer Netherlands, 1989.

VALERIANOU K. et E. PANAGIOTATOU (dir.), *Παρατηρώντας τον Πειραιά [En observant le Pirée]*, Athènes, Municipalité du Pirée - École Polytechnique Nationale, 2006.

VAN BIEZEN I., P. MAIR, et T. POGUNTKE, « Going, going, . . . gone? The decline of party membership in contemporary Europe », *European Journal of Political Research*, janvier 2012, vol. 51, n° 1, p. 24–56.

VASILOPOULOU S., « The party politics of Euroscepticism in times of crisis: The case of Greece », *Politics*, août 2018, vol. 38, n° 3, p. 311–326.

VASILOPOULOU S., *Far right parties and Euroscepticism: patterns of opposition*, London New York, ECPR Press, Rowman & Littlefield International, 2017.

VASILOPOULOU S., D. HALIKIOPOULOU, et T. EXADAKTYLOS, « Greece in Crisis: Austerity, Populism and the Politics of Blame », *JCMS: Journal of Common Market Studies*, mars 2014, vol. 52, n° 2, p. 388–402.

VAVOURAS I., *Εθνική οικονομική πολιτική και O.N.E. [Politique économique nationale et l'U.E.M.]*, Athènes, Papazisis, 1994.

VERNARDAKIS C., « From Mass Parties to Cartel Parties: The Evolution of the Structure of Political Parties in Greece through Changes in their Statutes and Systems of Financing », *Working Paper Series on the Legal Regulation of Political Parties*, 2012, n° 27, p. 1–21.

VERNARDAKIS C., « En Grèce, le retour du vote de classe ? », *Savoir/Agir*, 2012, vol. 22, n° 4, p. 105–110.

VERNARDAKIS C., « From Mass Parties to Cartel Parties: The Evolution of the Structure of Political Parties in Greece through Changes in their Statutes and Systems of Financing », *Working Paper Series on the Legal Regulation of Political Parties*, 2012, n° 27, p. 1–21.

VERNARDAKIS C., *Πολιτικά κόμματα, εκλογές και κομματικό σύστημα: οι μετασχηματισμοί της πολιτικής αντιπροσώπευσης 1990-2010 [Partis politiques, élections et système de partis: les transformations de la représentation politique 1990-2010]*, Athènes-Salonique, Sakkoula, 2011.

VERNARDAKIS C., « Από το δικομματισμό στον πολυκομματισμό; Η πολιτική και ιδεολογική γεωγραφία του νέου κομματικού συστήματος [Du bipartisme au multipartisme? La géographie politique et idéologique du nouveau système de partis] », *G. KONSTANTINIDIS, N. MARANTZIDIS et T. PAPPAS (dir.), Partis et politique en Grèce. Les évolutions contemporaines*, Athènes, Kritiki, 2009, p. 133–148.

VERNARDAKIS C. (dir.), *VPRC: Η κοινή γνώμη στην Ελλάδα 2007. Βουλευτικές εκλογές, κομματικό σύστημα, πολιτική κουλτούρα, Αριστερά-Δεξιά σήμερα [VPRC: l'opinion publique en Grèce 2007.*

Elections parlementaires, système de partis, culture politique, Gauche-Droite aujourd'hui], Athènes, Savvalas, 2008.

VERNARDAKIS C., « Les élections grecques d'avril 2000 : Le cas d'un bipartisme convergent », *Pôle Sud*, 2000, vol. 13, n° 1, p. 145–157.

VERNARDAKIS C. et G. MAVRIS, *Κόμματα και κοινωνικές συμμαχίες στην προδικτατορική Ελλάδα [Partis politiques et coalitions sociales dans la Grèce pré-dictatoriale]*, 2ème édition., Athènes, Eksantas, 2012.

VERNARDAKIS C. et G. MAVRIS, « Το "Κέντρο" ή η διαρκής πόλωση της πολιτικής σκηνής, 1950-1967 [Le "Centre" ou la polarisation durable de la scène politique, 1950-1967] », *Thèseis*, 1988, n° 23–24.

VERNEY S. et A. BOSCO (dir.), *Protest elections and challenger parties: Italy and Greece in the economic crisis*, London, Routledge, coll.« South European Society and Politics Series », 2015.

VLACHOS G. et C. VORDOKAS, *Η ναυπηγική, κατασκευαστική και επισκευαστική βιομηχανία της περιοχής Πειραιά-Περάματος-Σκαραμαγκά [L'industrie de construction et de réparation navale de la région du Pirée-Perama-Skaramagka]*, Athènes, ΚΕΠΕ-Centre de Planification et des Recherches Économiques, 1986.

VOULGARIS G., *Η μεταπολιτευτική Ελλάδα 1974-2009 [La Grèce de Metapolitefsi 1974-2009]*, Athènes, Polis, 2013.

VOULGARIS G., « Κράτος και κοινωνία πολιτών στην Ελλάδα. Μία σχέση προς επανεξέταση; [État et société civile en Grèce. Une relation à revisiter?] », *Revue Hellénique de Science Politique*, 2006, n° 28, p. 5–33.

VOULGARIS G., *Η Ελλάδα της μεταπολίτευσης 1974-1990: Σταθερή δημοκρατία σημαδεμένη από τη μεταπολεμική ιστορία [La Grèce de la Metapolitefsi 1974-1990 : une démocratie stable marquée par l'histoire d'après-guerre]*, Athènes, Themelio, 2001.

VOULGARIS G. et I. NIKOLAKOPOULOS (dir.), *2012 ο διπλός εκλογικός σεισμός [2012 le double séisme électoral]*, Athènes, Themelio, 2014.

WEBER M., *Le savant et le politique*, Paris, Editions 10/18, 2005 [1919].

WEBER M., *Économie et société. Les catégories de la sociologie*, Paris, Pocket, 1995 [1921].

WEBER M., « The advent of plebiscitarian democracy », *P. Mair (dir.), The West European Party System*, Oxford ; New York, Oxford University Press, coll.« Oxford readings in politics and government », 1990, p. 31–36.

WILLEMEZ L., M. SURDEZ, F. PAVIS, et H. CHAMBOREDON, « S'imposer aux imposants. A propos de quelques obstacles rencontrés par des sociologues débutants dans la pratique et l'usage de l'entretien », *Genèses*, 1994, vol. 16, n° 1, p. 114–132.

ZAMBARLOUKOU S., *Κράτος και εργατικός συνδικαλισμός στην Ελλάδα, 1936-90. Μια συγκριτική προσέγγιση [État et syndicats ouvriers en Grèce, 1936-1990. Une approche comparée]*, Athènes-Komotini, Sakkoulas, 1997.

ZOUPIS Z., « Συνέντευξη του υποψήφιου Δημάρχου Κερατσινίου-Δραπετσώνας Ζαχαρία Ζούπη στον «ΕΓΚΥΡΟ ΑΝΤΑΠΟΚΡΙΤΗ » [Interview du candidat maire de Keratsini-Drapetsona dans le journal "Correspondant Fiable"] », 2014. Consulté le 10.06.2014 sur http://zoupis.blogspot.com.

ZOUPIS Z., « Για μια σοβαρή αλλαγή στον δήμο που δεν ήρθε ποτέ [Municipalité: Pour un changement sérieux qui n'est jamais arrivé] », 2014. Consulté le 10.09.2014 sur http://zoupis.blogspot.com.

ZOUPIS Z., « Ανοιχτή επιστολή του επικεφαλής της Δημοτικής Κίνησης "Αναγέννηση" και υποψήφιου δημάρχου Κερατσινίου - Δραπετσώνας Ζαχαρία Ζούπη [Lettre ouverte de Z. Zoupis, candidat maire de Keratsini - Drapetsona et tête de la liste "Renaissance"] », 2013.

ZUCKERMAN A., « Political Cleavage: A Conceptual and Theoretical Analysis », *British Journal of Political Science*, 1975, vol. 5, n° 2, p. 231–248.

Articles dans la presse sans auteur

« Η ιδρυτική διακήρυξη της "Ελιάς" [Le manifeste fondateur de l' "Olivier"] », *To Vima*, 03/08/2014. Consulté le 18.06.2017.

« Η μαύρη λίστα της Χρυσής Αυγής [La liste noire d'Aube Dorée] », *Ethnos*, 08/02/2014. Consulté le 18.06.2017.

« Οι υποψήφιοι δήμαρχοι που στηρίζει ο ΣΥΡΙΖΑ [Les candidats maires soutenus par SYRIZA] », *Avgi*, mai 2014. Consulté le 18.06.2017.

« Πρώτη δύναμη η ΠΑΣΚΕ στο συνέδριο της ΑΔΕΔΥ [PA.S.K.E devient la première force syndicale lors du Congrès d'A.D.E.D.Y] », *www.news.gr*, 29/11/2013. Consulté le 18.06.2017.

« Συνεχίζονται οι ζυμώσεις για την πρωτοβουλία των 58 και την Κεντροαριστερά [Les discussions pour l'initiative des 58 et le centre-gauche se continuent] », *Ta Nea*, 16/10/2013. Consulté le 18.06.2017.

« 58 προσωπικότητες με μανιφέστο ζητούν νέα Κεντροαριστερά και νέο αρχηγό [58 personnalités demandent à travers d'un manifeste un nouveau centre-gauche et un nouveau leader] », *iefimerida.gr*, 14/10/2013. Consulté le 18.06.2017.

« Αλλαγή πολιτικής ζητά η "Κίνηση 75" του ΠΑΣΟΚ [Le "mouvement des 75" du PASOK demande le changement de politiques] », *Kathimerini*, 13/10/2013. Consulté le 18.06.2017.

« Ο "χρυσός αιώνας" του Περικλη στο Πέραμα [L"âge d'or" de Périclès à Perama] », *Ethnos*, 10/10/2013. Consulté le 18.06.2017.

« Η ΧΑ φωνή των εφοπλιστών στο κοινοβούλιο [Aube Dorée, la voix des armateurs au Parlement] », *enet.gr*, 08/10/2013. Consulté le 18.06.2017.

« Η νέα κεντρική επιτροπή του ΣΥΡΙΖΑ [Le nouveau comité central de SYRIZA] », *Avgi*, 16/07/2013. Consulté le 18.06.2017.

« Διήμερο Συμπόσιο του ΠΑΣΟΚ για την 3 Σεπτέμβρη [Symposium du PASOK pour le 3 semptembre] », *Kathimerini*, 09/03/2013. Consulté le 18.06.2017.

« Ε. Βενιζέλος: Συγκρότηση μεγάλης κεντροαριστεράς με κοινή κάθοδο στις εκλογές [E. Venizélos : formation du grand centre-gauche et présentation commune aux élections] », *Naftemporiki*, 01/03/2013. Consulté le 18.06.2017.

« Τα "ορφανά" του ΠΑΣΟΚ βρήκαν στέγη στην Κουμουνδούρου [Les "orphelins" du PASOK ont trouvé un toit chez rue Koumoundourou] », *Ethnos*, 19/05/2012. Consulté le 18.06.2017.

« Τα ηνία του ΠΑΣΟΚ ανέλαβε ο Ευ. Βενιζέλος [E. Venizélos à la direction du PASOK] », *Naftemporiki*, 19/03/2012. Consulté le 18.06.2017.

« Στ. Τζουμάκας: Κοινοβουλευτικό πραξικόπημα η κυβέρνηση Παπαδήμου [S. Tzoumakas: le gouvernement Papademos est un coup parlementaire] », *Naftemporiki*, 18/11/2011. Consulté le 18.06.2017.

« Ραγδαίες εξελίξεις στο πολιτικό σκηνικό [Évolution rapide de la situation politique] », *Naftemporiki*, 01/11/2011. Consulté le 18.06.2017.

« Παραιτήθηκε ο βουλευτής του ΠΑΣΟΚ Θ. Ρομπόπουλος [Le député du PASOK T. Rompopoulos a démissionné] », *Naftemporiki*, 17/10/2011. Consulté le 18.06.2017.

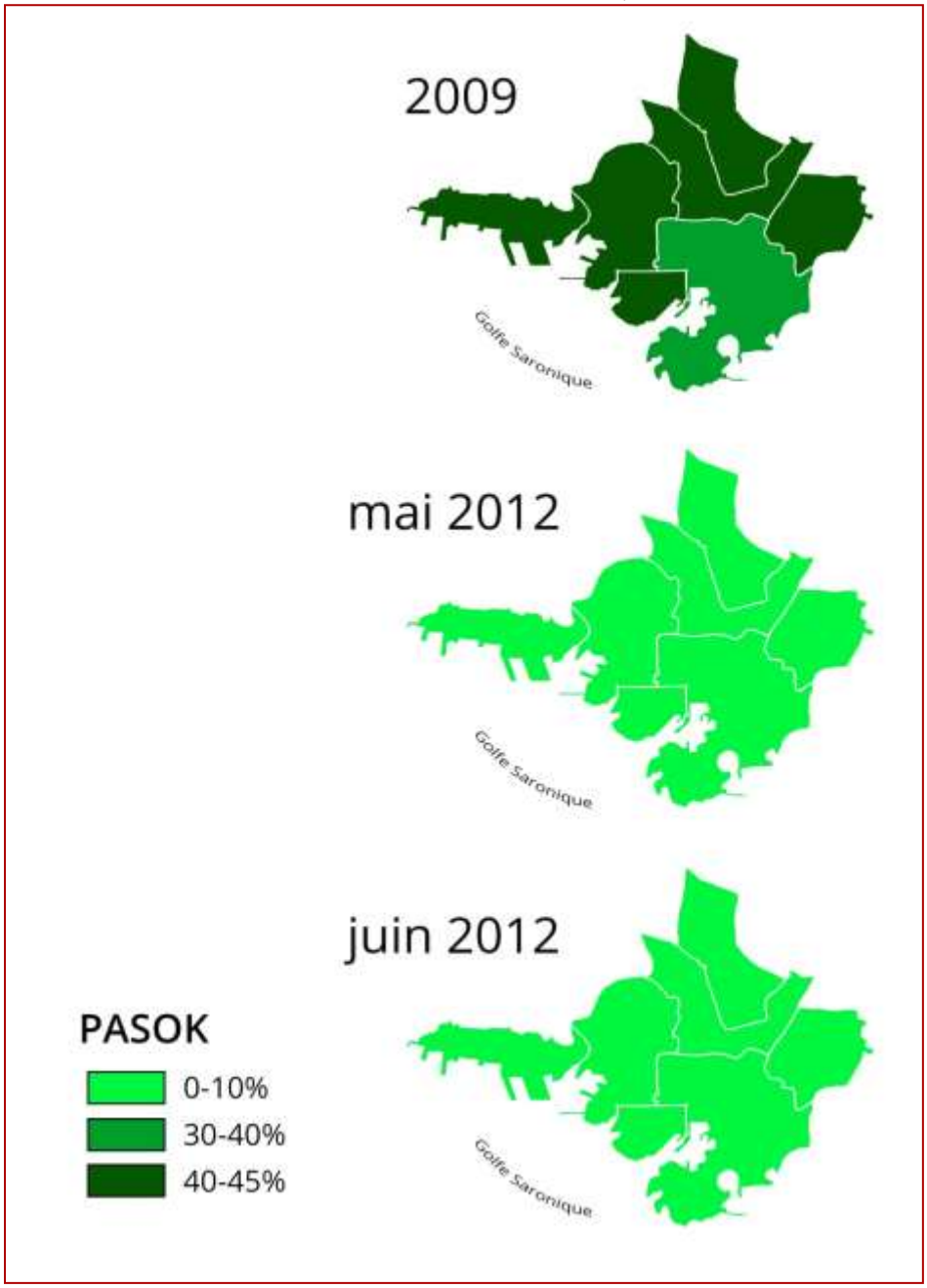
« Οριστική Διαγραφή της Ντόρας Μπακογιάννη - Εκτός Κ.Ο. ΠαΣοΚ Σοφία Σακοράφα, Γ. Δημαράς και Β. Οικονόμου [Expulsion définitive de D. Bakogianni - S. Sakorafa, G. Dimaras et V. Oikonomou expulsés du groupe parlementaire socialiste », *To Vima*, 05/06/2010. Consulté le 18.06.2017.

ANNEXES

ANNEXE 1 : Cartes électorales 451
ANNEXE 2 : Liste des tableaux 455
ANNEXE 3 : Liste des figures 457
ANNEXE 4 : Liste des cartes 459
ANNEXE 5 : Questionnaire (version originale) 460
ANNEXE 6 : Questionnaire (en français) 462
ANNEXE 7 : Questionnaire – Base de données 464
ANNEXE 8 : Liste des enquêtés par entretien 470
ANNEXE 9 : Base de données des députés du PASOK 2009-2012 478

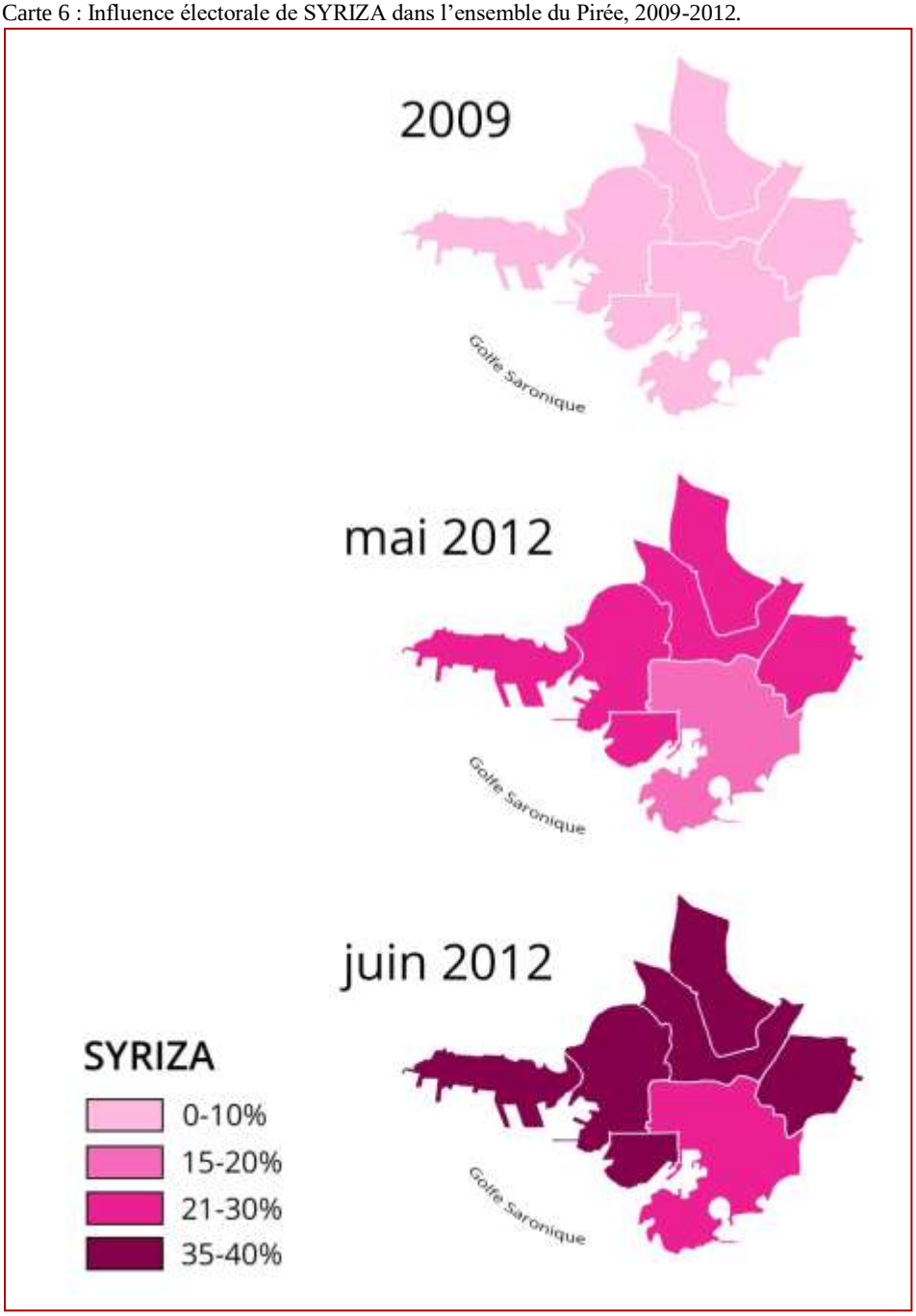
ANNEXE 1 : Cartes électorales

Carte 5 : Influence électorale du PASOK dans l'ensemble du Pirée, 2009- 2012.



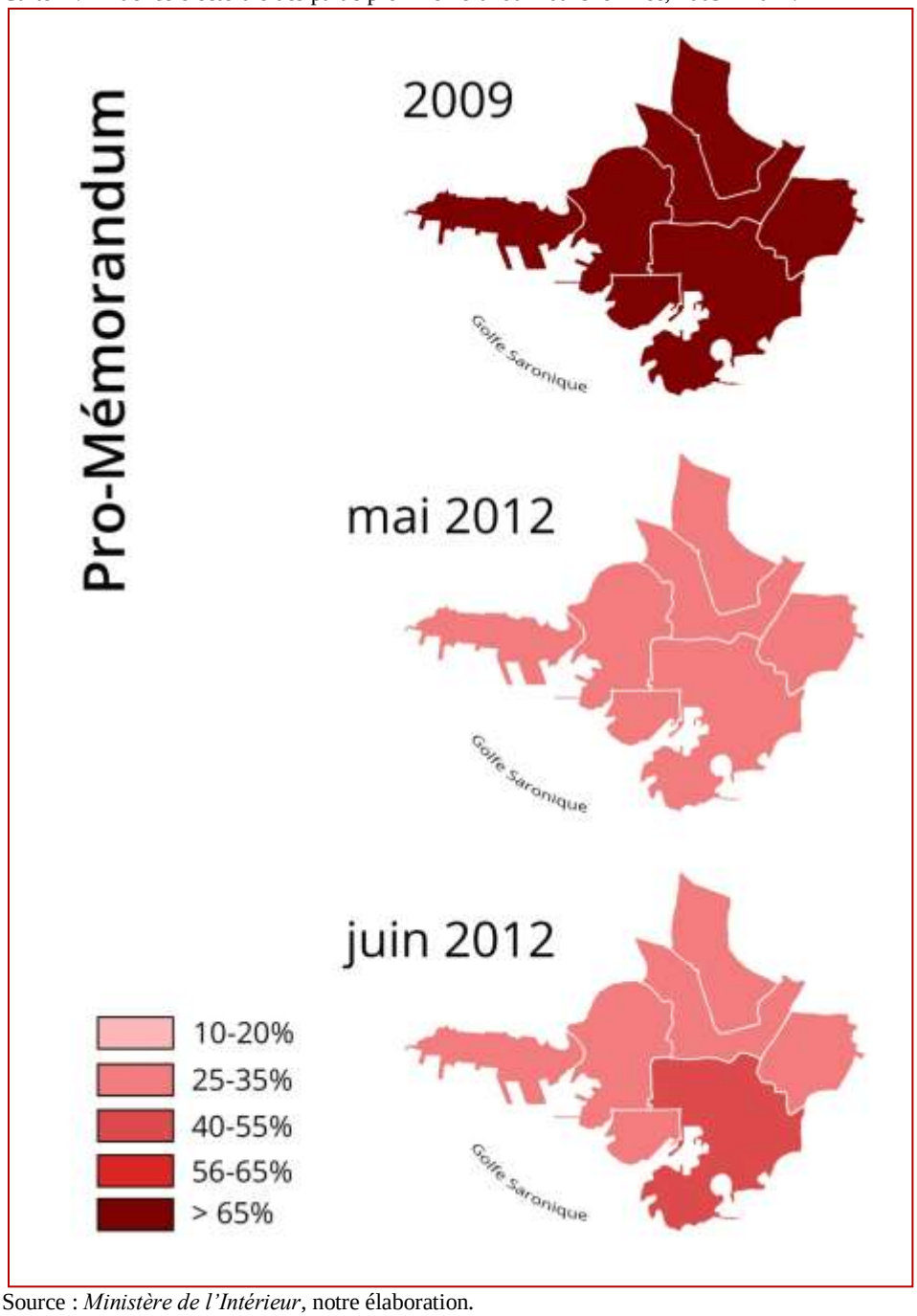
Source : *Ministère de l'Intérieur,* notre élaboration.

Carte 6 : Influence électorale de SYRIZA dans l'ensemble du Pirée, 2009-2012.



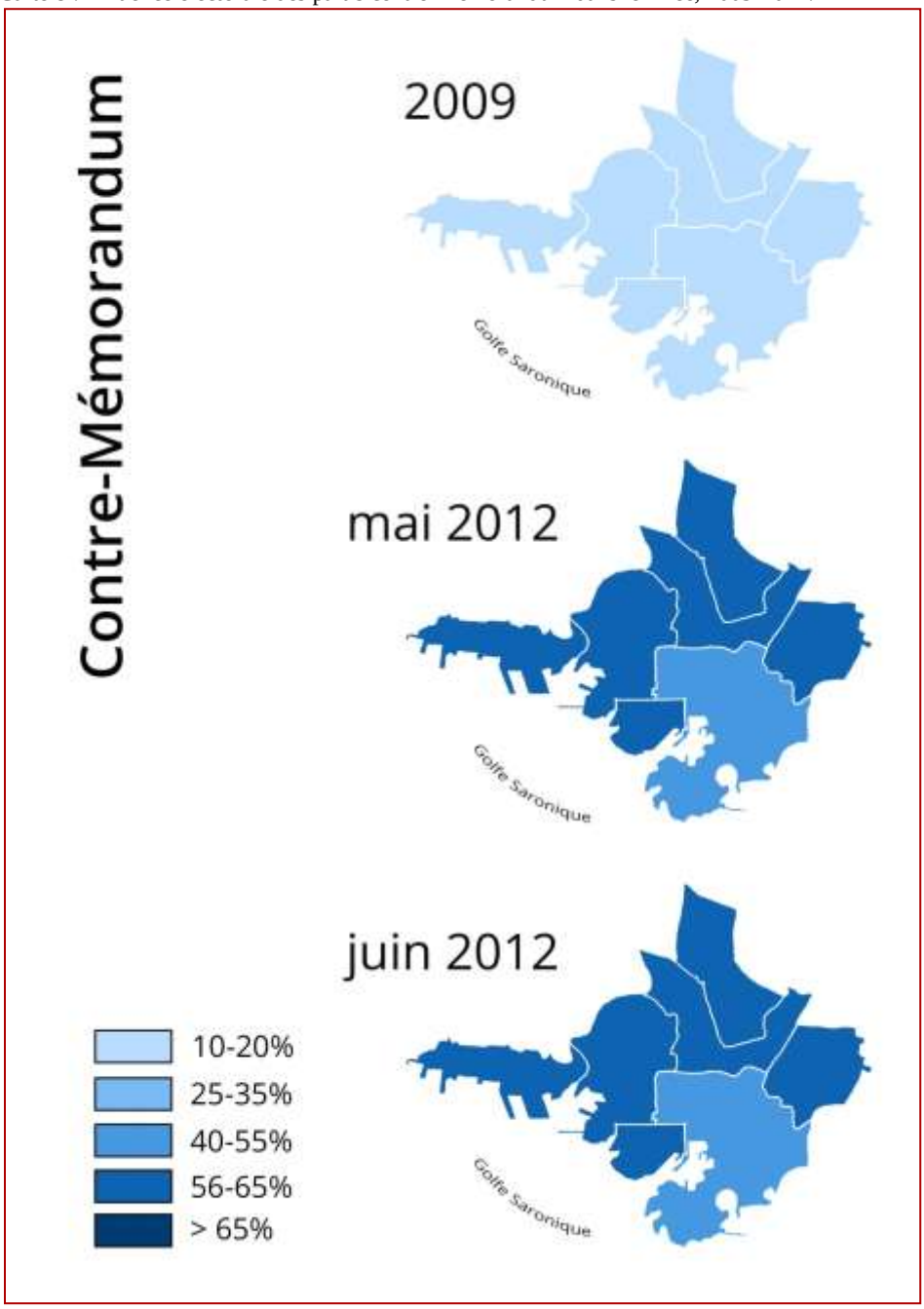
Source : *Ministère de l'Intérieur*, notre élaboration.

Carte 7 : Influence électorale des partis pro- Mémorandum dans le Pirée, 2009 – 2012.



Source : *Ministère de l'Intérieur*, notre élaboration.

Carte 8 : Influence électorale des partis contre-Mémorandum dans le Pirée, 2009-2012.



Source : *Ministère de l'Intérieur*, notre élaboration.

ANNEXE 2 : Liste des tableaux

Tableau 1 : Liste des acronymes – Glossaire. viii
Tableau 2 : Division administrative et population dans la région du Pirée. 39
Tableau 3 : Évolution de l'influence électorale du PASOK en Attique, 1993-2012. 67
Tableau 4 : Nombre de députés du PASOK (entre parenthèses le nombre des sièges à pourvoir par circonscription électorale). 69
Tableau 5 : Évolution des résultats électoraux du PASOK dans les circonscriptions du Pirée, en % des suffrages exprimés. 69
Tableau 6 : Évolution de l'influence électorale du PASOK. 70
Tableau 7 : Résultats électoraux (en %) et écart entre deux villes du Pirée B' : Drapetsona et Perama. 71
Tableau 8 : Résultats électoraux et représentation parlementaire des principaux partis de gauche 2009-2012. 75
Tableau 9 : Écart dans la distribution du vote pro SYRIZA entre le Pirée et le Pirée B' pendant la période 1993-2012. 79
Tableau 10 : Évolution électorale du KKE dans les deux circonscriptions électorales du Pirée, 1981-2012. 79
Tableau 11 : Évolution comparée des résultats électoraux (en % des suffrages exprimés) PASOK, KKE et SYRIZA. 79
Tableau 12 : Résultats électoraux de DIMAR (en % des suffrages exprimés). 81
Tableau 13 : Évolution des résultats électoraux, niveau national 2009-2012 (en % des suffrages exprimés). 84
Tableau 14 : Composition du Parlement en mai et juin 2012. 87
Tableau 15 : Résultats électoraux (en %) en juin 2012 selon l'opposition pour /contre Mémorandum dans le bassin d'Attique. 89
Tableau 16 : Influence du bipartisme au niveau municipal. 92
Tableau 17 : Évolution de la distribution cumulative des sièges entre le PASOK et la ND dans la région du Pirée, 1981-2012 94
Tableau 18 : Évolution des scores électoraux dans la région du Pirée. 95
Tableau 19 : résultats électoraux (en % des suffrages exprimés) et distribution des sièges dans le Pirée A' et le Pirée B' 98
Tableau 20 : Évolution des scores électoraux du PASOK et de la ND au Pirée et Pirée B' (en % des suffrages exprimés). 119
Tableau 21 : Évolution du bipartisme au Pirée A' et au Pirée B', 1981-1993 (en % des suffrages exprimés). 122
Tableau 22 : Évolution de l'abstention 1981 – 2012 au niveau national. 123
Tableau 23 : Évolution de l'abstention au Pirée et au Pirée B' 1996-2012 (en % des inscrits). 123
Tableau 24 : Influence électorale (en % des suffrages exprimés) du PASOK et de la ND dans le Pirée B' et la zone ouest de l'Attique. 125
Tableau 25 : Évolution électorale au niveau national, 2000-2009. 130
Tableau 26 : Résultats électoraux et répartition des sièges au Pirée et Pirée B', en 1996. 131
Tableau 27 : Résultats électoraux et composition du Parlement en 1996. 131

Tableau 28 : Résultats électoraux au Pirée A' et au Pirée B', 2000-2009 134
Tableau 29 : Distribution des sièges au Pirée A' et au Pirée B' 2000-2009. 134
Tableau 30 : Évolution du nombre des députés élus selon le genre, 2009-2012..... 144
Tableau 31 : Évolution du pourcentage des professions libérales chez les députés, 1996-2012..... 146
Tableau 32 : Évolution du pourcentage des catégories professionnelles et bipartisme. 148
Tableau 33 : Évolution des résultats aux élections de GSEE. 2007-2012. 171
Tableau 34 : Évolution des résultats aux élections d'A.D.E.D.Y., 2007-2013. 171
Tableau 35: Évolution du nombre des militants socialistes. 209
Tableau 36 : Origine partisane (figure) et soutien partisan (rectangle) des candidats maires en 2010..... 296
Tableau 37 : Résultats des élections européennes 2014. 319
Tableau 38 : Candidats, affiliation partisane et résultats électoraux dans l'ensemble du Pirée — 2014.. 365

ANNEXE 3 : Liste des figures

Figure 1 : Évolution électorale du PASOK 1981-2012 (en % des suffrages exprimés). 62
Figure 2 : Évolution comparée des résultats du PASOK et de SYRIZA au Pirée A' (% des suffrages exprimés). 77
Figure 3 : Évolution comparée des résultats du PASOK et de SYRIZA au Pirée B' (% des suffrages exprimés). 78
Figure 4 : Évolution du bipartisme au niveau national pendant la Troisième République. 84
Figure 5 : Résultats des élections nationales 2009 (en % des suffrages exprimés). 85
Figure 6 : Résultats des élections nationales mai 2012 (en % des suffrages exprimés). 85
Figure 7 : Résultats élections nationales juin 2012 (en % des suffrages exprimés). 86
Figure 8 : Évolution du bipartisme dans la ville du Pirée, 1981-2012 (en % des suffrages exprimés). 93
Figure 9 : Évolution du bipartisme au Pirée B', 1981-2012 (en % des suffrages exprimés). 93
Figure 10 : Distribution des votes au Pirée A', mai 2012 (en % de suffrages exprimés). 96
Figure 11 : Distribution des votes au Pirée B', mai 2012 (en % de suffrages exprimés). 97
Figure 12 : Résultats électoraux au Pirée A', juin 2012 (en % des suffrages exprimés). 99
Figure 13 : Résultats électoraux au Pirée B', juin 2012 (en % des suffrages exprimés). 100
Figure 14 : Évolution électorale des partis pro-Mémorandum au Pirée A' (en % des suffrages exprimés). 102
Figure 15 : Évolution électorale des partis contre-Mémorandum au Pirée A' (en % des suffrages exprimés). 103
Figure 16 : Évolution électorale des partis pro-Mémorandum au Pirée B' (en % des suffrages exprimés). 103
Figure 17 : Évolution électorale des partis contre-Mémorandum au Pirée B' (en % des suffrages exprimés). 104
Figure 18 : Évolution du bipartisme au niveau national 1981 – 2012 (en % des suffrages exprimés). 117
Figure 19 : Évolution du bipartisme au Pirée A', 1996-2012 (en % des suffrages exprimés). 120
Figure 20 : Évolution du bipartisme au Pirée B', 1996-2012 (en % des suffrages exprimés). 120
Figure 21 : Distribution des nouveaux entrants entre les partis politiques, mai 2012. 139
Figure 22 : Évolution du profil des députés en fonction de l'âge, 2009-2012. 141
Figure 23 : Distribution des élus au parlement en juin 2012 selon la date de naissance (ND, PASOK, SYRIZA). 142
Figure 24 : Répartition des socialistes en défection en fonction du nouveau parti d'adhésion 2009-2012. 151
Figure 25 : Répartition de l'ancienneté (en nombre d'élections) chez les socialistes en défection. 152
Figure 26: Évolution du nombre des défections au sein du groupe parlementaire du PASOK, mai 2010 – février 2012. 268
Figure 27: Évolution du nombre des défections au sein du PASOK et de la ND, mai 2010 – février 2012. 269
Figure 28 : Militantisme (Étiez-vous, précédemment, membre d'un parti politique ?). 306
Figure 29 : Membres d'un parti politique (Êtes-vous, actuellement, membre d'un parti politique ?). 307

Figure 30 : Membres d'une association locale (Êtes-vous, actuellement, membre d'une association locale ?)..... 307
Figure 31 :Membres de plus d'une association locale (Êtes-vous membres de plus d'une association locale ?)..... 308
Figure 32 : Photo de la place de la mairie du Pirée lors de la présentation d'un nouveau joueur de l'Olympiacos par le propriétaire du club en 1988. 370
Figure 33 : L'Hôtel de Ville du Pirée, dressé aux couleurs d'Olympiacos lors du même événement. 371
Figure 34 : Journal *Stadio*, diffusé à la main une semaine avant les élections au Pirée centre-ville. 390
Figure 35 : Première version de l'affiche préélectorale « Thodoris Dritsas, Pirée notre ville ». 411
Figure 36 : « Nous transformons la colère en espoir, l'espoir en action », slogan et photo qui accompagnent les tracts et affiches préélectoraux du Port de l'Angoisse. 412

ANNEXE 4 : Liste des cartes

Carte 1 : Circonscriptions électorales du Pirée. 37
Carte 2: Division administrative antérieure à la réforme de Callicratès (jusqu'à 2010) – Municipalités... 40
Carte 3 : Division administrative selon la réforme Callicratès (depuis mai 2010) – Municipalités. 41
Carte 4 : Unité Prériphérique de l'Attique (ancienne région) et secteurs administratifs. 66
Carte 5 : Influence électorale du PASOK dans l'ensemble du Pirée, 2009- 2012. 451
Carte 6 : Influence électorale de SYRIZA dans l'ensemble du Pirée, 2009-2012. 452
Carte 7 : Influence électorale des partis pro- Mémorandum dans le Pirée, 2009 – 2012. 453
Carte 8 : Influence électorale des partis contre-Mémorandum dans le Pirée, 2009-2012. 454

ANNEXE 5 : Questionnaire (version originale)



Το παρόν ερωτηματολόγιο είναι ανώνυμο και η χρήση των δεδομένων αφορά αποκλειστικά ακαδημαϊκούς σκοπούς.

ΓΕΝΙΚΑ ΧΑΡΑΚΤΗΡΙΣΤΙΚΑ

Φύλο	Αρσενικό	Θηλυκό
Έτος Γεννήσεως		
Ο τόπος γεννήσεώς σας είναι ίδιος με τον τόπο κατοικίας σας;	ΝΑΙ	ΟΧΙ
Ο τόπος κατοικίας σας είναι ίδιος με τον τόπο κατοικίας των γονέων;	ΝΑΙ	ΟΧΙ

ΕΚΠΑΙΔΕΥΣΗ-ΕΠΑΓΓΕΛΜΑΤΙΚΗ ΔΡΑΣΤΗΡΙΟΤΗΤΑ

Πρωτοβάθμια	ΝΑΙ	ΟΧΙ
Δευτεροβάθμια	ΝΑΙ	ΟΧΙ

Τριτοβάθμια	ΝΑΙ	ΟΧΙ
Αντικείμενο Σπουδών		
Ενδεικτική Χρονολογία απόκτησης υψηλότερου πτυχίου		

Επαγγελματική Δραστηριότητα(σε περίπτωση σύνταξης, αναφέρετε το επάγγελμα από το οποίο συνταξιοδοτηθήκατε)	
Επαγγελματική Δραστηριότητα Πατέρα(σε περίπτωση θανάτου, συμπληρώστε το τελευταίο επάγγελμα)	
Επαγγελματική Δραστηριότητα Μητέρας	

ΕΝΑΣΧΟΛΗΣΗ ΜΕ ΤΑ ΚΟΙΝΑ

Έχετε θέσει ποτέ υποψηφιότητα για αιρετό αξίωμα;	ΝΑΙ	ΟΧΙ

Αν ναι, προσδιορίστε

Δημοτικό επίπεδο	
Νομαρχιακό επίπεδο	
Εθνικό επίπεδο	
Ευρωπαϊκό επίπεδο	

Έχετε καταλάβει ποτέ ένα αιρετό αξίωμα;	ΝΑΙ	ΟΧΙ

Αν ναι, προσδιορίστε

Δημοτικό επίπεδο	
Νομαρχιακό επίπεδο	
Εθνικό επίπεδο	
Ευρωπαϊκό επίπεδο	

Έχετε καταλάβει περισσότερες από μία φορές ένα αιρετό αξίωμα;	ΝΑΙ	ΟΧΙ

Έχει καταλάβει ένας εκ των γονέων αιρετό αξίωμα;	ΝΑΙ	ΟΧΙ

Αν ναι, προσδιορίστε

Δημοτικό επίπεδο	
Νομαρχιακό επίπεδο	
Εθνικό επίπεδο	
Ευρωπαϊκό επίπεδο	

Έχετε υπάρξει οργανωμένο μέλος ενός κόμματος;	ΝΑΙ	ΟΧΙ
Είστε σήμερα οργανωμένο μέλος ενός κόμματος;	ΝΑΙ	ΟΧΙ
Πρόκειται για το ίδιο κόμμα;	ΝΑΙ	ΟΧΙ
Έχετε υπάρξει /Είστε μέλος ενός κοινωνικού φορέα της πόλης σας (π.χ πολιτιστικός ή αθλητικός σύλλογος);	ΝΑΙ	ΟΧΙ
Έχετε υπάρξει/Είστε μέλος σε περισσότερους από έναν κοινωνικούς φορείς της πόλης σας;	ΝΑΙ	ΟΧΙ
Έχετε υπάρξει/ Είστε μέλος ενός συνδικάτου ή επαγγελματικής οργάνωσης;	ΝΑΙ	ΟΧΙ

Σας ευχαριστούμε για τη συμμετοχή σας.

ANNEXE 6 : Questionnaire (en français)

Ce questionnaire est anonyme et destiné à un usage strictement académique

Généralités

Sexe	Masculin	Féminin
Année de naissance		
Votre lieu de naissance coïncide avec le lieu de résidence ?	Oui	Non
Votre lieu de résidence coïncide avec celui de vos parents ?	Oui	Non

Education et profession

1er Degré d'études	Oui	Non
2nd Degré d'études	Oui	Non
3ème Degré d'études	Oui	Non
Objet d'études supérieures		
Date indicative d'obtention du dernier diplôme/titre		

Profession (dans le cas de retraite, mentionnez le metier qui a donné droit à la pension)	
Profession du père (dans le cas de décès, mentionnez la dernière profession)	
Profession de la mère	

Engagements politiques

Avez-vous posé une candidature pour un poste électif ?	Oui	Non

Si oui, précisez-le :

Niveau municipal	
Niveau de préfecture	
Niveau national	
Niveau européen	

Avez-vous jamais obtenu un mandat électif ?	Oui	Non

Si oui, précisez :

Niveau municipal	
Niveau de préfecture	
Niveau national	
Niveau européen	

Êtes-vous élu plusieurs fois ?	Oui	Non

Est-ce que, un des parents a jamais obtenu un mandat électif ?	Oui	Non

Si oui, précisez :

Niveau municipal	
Niveau préfectoral	
Niveau national	
Niveau européen	

Etiez-vous jamais militant d'un parti ?	Oui	Non
Etes-vous aujourd'hui militant d'un parti ?	Oui	Non
S'agit-il du même parti ?	Oui	Non
Etiez-vous/vous êtes membre d'une association dans votre ville (association culturelle, sportive etc…) ?	Oui	Non
Etiez-vous/ Vous êtes membre de plusieurs associations ?	Oui	Non
Etiez-vous/ vous êtes membre d'une organisation syndicale-professionnelle ?	Oui	Non

Merci pour votre participation

ANNEXE 7 : Questionnaire – Base de données

ID
CONSEIL 1= Comité départemental PASOK Pirée bis
CONSEIL 2= SYRIZA Pirée
CONSEIL 3= Liste électorale 'Rennaissance'- Keratsini
CONSEIL 4= Conseil municipal Keratsini
CONSEIL 5= Conseil municipal Nikea
CONSEIL 6= Conseil municipal Korydallos
SEX 0= Masculin
SEX 1= Féminin
AGE= Année de naissance
RES= Coincidence lieu de naissance-lieu de résidence (0= Non 1 =Oui)
RES_PAR= Coincidence lieu de résidence avec lieu de résidence paréntal (0= Non 1= Oui)
EDU= Niveau d'études 0= 1er degré 1= 2nd degré
EDU_SUP= Etudes Supérieures 0= Non 1= Oui
OBJ_SUP= Objet d'études supérieures
DDIP= Date d'obtention du dernier diplôme
PRO= Profession après traitement
PRO IN= Profession declarée avant notre traitement
PRO_P= Profession du père
PRO_P IN= Profession du père avant notre traitement
PRO_M= Profession de la mère
CAND= Candidature pour un poste électif 0= Non 1= Oui
CAND_MUN= Niveau municipal 0= Non 1= Oui
CAND_PRE= Niveau de préfecture 0=Non 1= Oui
CAND_NAT= Niveau national 0= Non 1= Oui
CAND_EUR= Niveau européen 0= Non 1= Oui
ELU= Obtention de mandat électif 0= Non 1= Oui
ELU_MUN= Mandat niveau municipal 0= Non 1= Oui
ELU_PRE= Mandat niveau préfecture 0=Non 1= Oui
ELU_NAT= Mandat national 0= Non 1= Oui
ELU_EUR= Mandat européen 0= Non 1= Oui
ELU_PLUS= Obtention de plusieurs mandats 0= Non 1= Oui
ELU_PAR= Obtention d'un mandat par un des parents 0= Non 1= Oui-Niveau municipal 2= Oui-Niveau préfecture 3= Oui-Niveau national 4= Oui-Niveau européen

MILIT= Être militant dans le passé 0= Non 1= Oui
MILIT_AUJ= Ëtre militant actuellement 0= Non 1= Oui
MEME_PAR= Il s'agit du même parti 0= Non 1= Oui
ASSO_LOC= Membre d'une association locale 0= Non 1=Oui
ASSO_PLUS= Membre de plusieurs associations 0= Non 1= Oui
SYND= Membre d'un syndicat ou association professionnelle 0= Non 1= Oui
Professions (après classification):
AGR= Agriculteur
CHO= Chômeur
FONC= Fonction Publique
FOY= Femme au foyer
OUV= Ouvrier
TRA_IND= Travailleur indépendant
SAL= Salarié
PLI= Profession libérale
Diplômes et Professions (comme declarés):
ADP= Administration Publique
AGRO= Agronome
ARCH_ING= Architecte-Ingénieur
ARCH= École d'Architecture - Architecte
AVO= Avocat
CDR= Cadre du privé
CHR= Chercheur
COM= Commercant
COMM= Communication
COMP= Comptabilité
CORD= Cordonnier
DEC= Décoration
DR= Droit
E_MAR= Etudes maritimes
ECM= École Militaire
ECO= Économie
ECPO= École de Pompiers
EMP_BAN= Employé de banque

ENT_CON= Entrepreneur de constructions
ETU= Étudiant
FONC_TER= Fonctionnaire Territorial
GEOL= Géologie
GES= Gestion
HAU_FP= Haute Fonction Publique
HIS= Histoire
INF= Informatique
INFI= Ecole d'Infirmières
ING_MEC= Ingénieur mécanicien
ING= Ingénieur
INST= Instituteur
JOU= Journaliste
LAN= Langues et civilisation
MAR= Marin
MATH= Mathématics
MEC_MAR= Mécanicien marine marchande
MEC= Mécanicien
MED= Médecin
MEDC= Médecine
MM= Marine marchande
MIL= Militaire de carrière
OUV_CON= Ouvrier en construction
PED= Pédagogie
PHAR= Pharmacologie- Pharmacien
PHILO= Philosophie
PHMAT= Physique et Mathématiques
PHY= Physique
PROF_L= Professeur de Lycée
PROF_U= Professeur des Universités
PTC= Petit commerce
SCPO= Sciences Politiques
SCSOL= Sciences Sociales
THE= Thêatre

ID	CONSEIL	SEX	AGE	RES	RES_PAR	EDU	EDU_SUP	OBJ_SUP	DDIP	PRO IN	PRO	PRO_P	PRO_P IN	PRO_M	CAND	CAND_MUN	CAND_PRE	CAND_NAT	CAND_EUR	ELU	ELU_MUN	ELU_PRE	ELU_NAT	ELU_EUR	ELU_PLUS	ELU_PAR	MILIT	MILIT_AUJ	MEME_PAR	ASSO_LOC	ASSO_PLUS	SYND
1	2	0	1986	1	1	1	1	ING	2012	CHO	CHO	FONC	HAU_FP	FONC	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1
2	2	1	1948	1	1	1	1	PHILO	1973	PROF_L	FONC	TRA_IND	AGRO	FONC	1	1	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	1	0	0	1	0	1
3	2	0	1963	0	0	1	1	MEDC	1999	MED	PLI	PLI	MED	TRA_IND	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1	1	0	1
4	2	0	1983	1	1	1	1	ARCH	2010	ARCH_ING	PLI	SAL	EMP_BAN	FONC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5	2	0	1952	0	0	1	1	ING	1974	SAL_PUB	FONC	TRA_IND	CORD	FOY	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1
6	2	0	1957	0	0	1	1	ING	1989	CHR	SAL	AGR	AGR	AGR	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1	1	1
7	2	1	1962	1	1	1	1	PED	1985	INST	FONC	TRA_IND	PTC	FOY	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1	1	1	0
8	2	0	1954	1	1	1	1	SCSOL	1986	PROF_U	FONC	SAL	MM	FOY	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1	0	0	1
9	2	0	1949	1	1	1	1	NA	1976	EMP_BAN	SAL	FONC	FONC	FOY	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1	1	1
10	2	0	1939	0	0	1	0	NA	NA	SAL_PRI	SAL	SAL	SAL_PRI	FOY	1	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	1	1	1	1	1	1
11	2	1	1955	0	0	1	1	LAN	NA	FONC	FONC	TRA_IND	TRA_IND	FOY	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1
12	2	1	1946	1	1	1	0	NA	NA	FONC_TER	FONC	OUV	OUV_CON	FOY	1	1	0	1	1	1	1	0	0	0	0	0	1	1	1	1	1	1
13	2	1	1965	1	0	1	1	LAN	NA	EMP_BAN	SAL	FONC	MIL	FOY	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0
14	2	0	1964	0	0	1	1	AGRO	2009	PROF_U	FONC	FONC	FONC	FOY	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0
15	2	1	1975	0	0	1	1	THE	1990	TRA_IND	TRA_IND	PLI	ING	FOY	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1	0	0	1
16	2	1	1954	0	0	1	1	SCPO	1986	SAL_PRI	SAL	FONC	SAL_PUB	FOY	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1	0	1	0	0
17	2	1	1960	0	1	1	1	DR	1983	AVO	PLI	TRA_IND	COM	FONC	1	1	0	0	0	1	1	0	0	0	1	0	1	0	0	0	0	1
18	2	0	1962	0	0	1	1	GES	1987	EMP_BAN	SAL	OUV	OUV_CON	FOY	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0	1
19	2	0	1958	1	1	1	1	ING_MEC	1982	PROF_L	FONC	OUV	OUV	FOY	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1	1	1	1
20	2	0	1974	0	0	1	1	ING	1998	ING	PLI	TRA_IND	TRA_IND	FOY	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0	1	1	1
21	2	0	1947	1	1	1	1	DR	NA	PHAR	TRA_IND	TRA_IND	PHAR	FOY	1	1	0	1	0	1	1	0	1	0	1	0	1	1	1	1	1	1
22	3	0	1969	1	1	1	1	NA	2007	ING_MEC	PLI	OUV	OUV	FOY	1	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1	1	0	1
23	3	1	1966	1	1	1	1	PED	1987	PROF_L	FONC	OUV	OUV	FOY	1	1	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0
24	3	0	1957	1	1	1	1	ECO	1989	PROF_L	FONC	PLI	MEC	FOY	1	1	0	0	0	1	1	0	0	0	1	0	0	0	0	1	1	1
25	3	0	1977	1	1	1	1	ING_MEC	2000	TRA_IND	TRA_IND	SAL	SAL_PRI	SAL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1	1	0
26	3	0	1986	1	1	1	1	LAN	2012	SAL_PRI	SAL	OUV	OUV	FOY	1	1	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	1	1	1	1	0	1
27	3	1	1965	1	1	1	0	NA	NA	SAL_PRI	SAL	OUV	OUV_CON	SAL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1	1	0
28	3	0	1956	1	1	1	0	NA	NA	TRA_IND	TRA_IND	OUV	OUV	FOY	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1
29	3	0	1949	0	0	1	1	ING	1973	ING	PLI	TRA_IND	COM	FOY	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1	1	1
30	3	0	1957	1	1	1	1	LAN	1977	PROF_L	FONC	OUV	OUV	FOY	1	1	0	0	0	1	1	0	0	0	1	0	1	0	0	1	1	1
31	3	1	1952	0	0	1	0	NA	NA	FOY	FOY	AGR	AGR	AGR	1	1	0	0	0	1	1	0	0	0	1	0	1	1	1	1	1	1
32	3	1	1962	0	0	1	1	PED	2005	PROF_L	FONC	TRA_IND	TRA_IND	FOY	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1
33	3	1	1976	1	1	1	1	DR	2002	AVO	PLI	TRA_IND	TRA_IND	FOY	1	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1	1	0	0
34	3	0	1975	1	1	1	1	ING_MEC	1999	TRA_IND	TRA_IND	TRA_IND	TRA_IND	SAL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

35	3	1	1977	1	1	1	0	NA	NA	SAL_PRI	SAL	FONC	FONC_TER	FOY	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1	1	0	0
36	3	1	1972	1	1	1	1	PED	1992	FOY	FOY	TRA_IND	TRA_IND	FOY	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0
37	3	1	1962	0	0	1	0	NA	NA	EMP_BAN	SAL	AGR	AGR	FOY	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1
38	3	1	1984	1	1	1	1	COMP	2003	SAL_PRI	SAL	SAL	MEC_MAR	FOY	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1	1	0	0
39	3	0	1961	1	1	1	0	NA	NA	TRA_IND	TRA_IND	TRA_IND	TRA_IND	TRA_IND	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1
40	3	1	1954	1	1	1	0	NA	NA	SAL_PRI	SAL	TRA_IND	TRA_IND	FOY	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0	1	0	0
41	3	0	1983	0	0	1	1	NA	2001	SAL_PRI	SAL	OUV	OUV	FOY	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0
42	3	0	1968	1	1	1	0	NA	NA	SAL_PRI	SAL	TRA_IND	TRA_IND	FOY	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0
43	3	0	1981	1	1	1	1	E_MAR	2011	SAL_PRI	SAL	TRA_IND	TRA_IND	FOY	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0	1	0	1
44	3	0	1973	1	1	1	0	NA	NA	ENT_CON	TRA_IND	TRA_IND	TRA_IND	FOY	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
45	3	0	1958	1	1	1	1	GEOL	1981	EMP_BAN	SAL	SAL	SAL_PRI	SAL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1
46	3	0	1946	0	1	1	0	NA	NA	COM	TRA_IND	FONC	FONC	FOY	1	1	0	0	0	1	1	0	0	0	0	1	1	1	1	1	1	1	1
47	3	0	1987	1	1	1	1	COMP		CHO	CHO	TRA_IND	TRA_IND	FONC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0
48	3	0	1962	1	1	1	0	NA	NA	TRA_IND	TRA_IND	FONC	FONC	SAL	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1
49	3	0	1952	1	1	1	0	NA	NA	FONC	FONC	TRA_IND	TRA_IND	FOY	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1	1	0	1
50	3	1	1971	1	1	1	1	GES	1995	TRA_IND	TRA_IND	TRA_IND	TRA_IND	FOY	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0
51	3	1	1947	1	1	1	0	NA	NA	FONC_TER	FONC	TRA_IND	TRA_IND	FOY	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1	1	0	0
52	3	0	1979	1	1	1	1	GES	1994	CHO	CHO	SAL	EMP_BAN	FOY	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0
53	3	1	1974	1	1	1	1	DEC		TRA_IND	TRA_IND	TRA_IND	TRA_IND	FOY	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1
54	3	1	1969	1	1	1	0	NA	NA	SAL_PRI	SAL	OUV	OUV	FOY	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0
55	3	0	1961	1	1	1	1	PHMAT	1984	TRA_IND	TRA_IND	FONC	FONC	FOY	1	1	1	0	0	1	1	0	0	0	1	0	1	1	0	1	1	0
56	4	0	1958	1	1	1	1	MEDC	1984	MED	PLI	PLI	MEC	FOY	1	1	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	1	0	0	1	0	1	1
57	4	0	1960	1	1	1	0	NA	NA	TRA_IND	TRA_IND	TRA_IND	TRA_IND	FOY	1	1	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	1	1	1	1	1	1	1
58	4	1	1976	1	1	1	1	MEDC	1999	SAL_PRI	SAL	SAL	MM	FOY	1	1	0	0	0	1	1	0	0	0	1	0	1	0	0	1	1	1	1
59	4	0	1949	0	0	1	1	PED	1971	PROF_L	FONC	AGR	AGR	FOY	1	1	0	0	0	1	1	0	0	0	1	0	1	0	0	1	0	1	1
60	4	0	1953	1	1	1	1	MATH	1976	PROF_L	FONC	TRA_IND	TRA_IND	TRA_IND	1	1	0	0	0	1	1	0	0	0	1	0	1	0	0	1	1	1	1
61	4	0	1955	0	0	1	1	ING_MEC	1985	PROF_L	FONC	OUV	OUV	FOY	1	1	0	0	0	1	1	0	0	0	1	0	1	0	0	1	1	1	1
62	4	0	1978	1	1	1	1	PED	1996	PROF_L	FONC	SAL	MM	FOY	1	1	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1
63	4	0	1990	1	1	1	1	INF	2014	ETU	CHO	FONC	FONC	TRA_IND	1	1	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	1	1	1	1	1	0	0
64	4	0	1974	1	1	1	1	GES	1998	EMP_BAN	SAL	SAL	MM	FOY	1	1	0	0	0	1	1	0	0	0	1	0	0	0	0	1	1	1	1
65	4	1	1979	1	1	1	1	GES		SAL_PRI	SAL	TRA_IND	COM	FOY	1	1	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	1	1	1	1	1	1	0
66	4	0	1983	1	1	1	1	ING	2010	OUV	OUV	SAL	SAL_PRI	CHO	1	1	0	1	0	1	1	0	0	0	0	0	1	1	1	1	1	1	0
67	4	0	1955	1	1	1	0	NA	NA	TRA_IND	TRA_IND	OUV	OUV	FOY	1	1	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	1	0	0	1	0	0	0
68	4	1	1972	1	1	1	1	HIS		SAL_PRI	SAL	FONC	FONC	FOY	1	1	0	0	0	1	1	0	0	0	1	0	0	0	0	1	1	1	1
69	4	0	1983	1	1	1	1	ARCH_ING	2010	TRA_IND	TRA_IND	TRA_IND	TRA_IND	TRA_IND	1	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	1	1	1	1	1	1	0

70	4	0	1961	1	1	1	1	PHY	1984	TRA_IND	TRA_IND	FONC	FONC	FOY	1	1	1	0	0	1	1	0	0	0	1	0	1	1	1	1	1	0
71	4	1	1958	1	1	1	0	NA	NA	CHO	CHO	SAL	MM	FOY	1	1	0	0	0	1	1	0	0	0	1	0	0	0	0	1	1	0
72	5	0	1952	1	1	1	1	ING_MEC	1977	SAL_PRI	SAL	TRA_IND	CORD	OUV	1	1	0	0	0	1	1	0	0	0	1	0	0	0	0	1	0	0
73	5	0	1947	1	1	1	0	NA	NA	TRA_IND	TRA_IND	OUV	OUV	OUV	1	1	0	0	0	1	1	0	0	0	1	0	1	1	1	0	0	1
74	5	0	1967	1	1	1	1	ECO	2006	TRA_IND	TRA_IND	SAL	MM	FOY	1	1	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	1	1	1	1	0	1
75	5	1	1964	1	1	1	1	COMM	1984	JOU	SAL	TRA_IND	COM	FONC	1	1	0	0	0	1	1	0	0	0	1	0	1	0	0	1	1	1
76	5	1	1965	1	1	1	1	DEC		SAL_PRI	SAL	TRA_IND	COM	FOY	1	1	0	0	0	1	1	0	0	0	1	0	0	0	0	1	1	0
77	5	1	1959	1	1	1	0	NA	NA	FOY	FOY	TRA_IND	AGR	FOY	1	1	0	0	0	1	1	0	0	0	1	0	0	0	0	1	1	0
78	5	0	1949	0	0	1	0	NA	NA	OUV_CON	OUV	OUV	OUV_CON	OUV	1	1	0	0	0	1	1	0	0	0	1	0	1	1	1	1	0	1
79	5	0	1957	1	1	1	1	ECO	1981	COM	TRA_IND	TRA_IND	COM	FOY	1	1	0	1	0	1	1	0	0	0	1	0	0	0	0	1	1	1
80	5	1	1957	1	1	1	0	NA	NA	COM	TRA_IND	OUV	OUV	SAL	1	1	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	1	1	0	1	1	0
81	5	1	1965	1	1	1	1	MEDC	2001	MED	PLI	SAL	SAL_PRI	SAL	1	1	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	1	1	1	1	1	1
82	5	0	1948	0	0	1	1	ING_MEC	1971	CDR	SAL	OUV	OUV	OUV	1	1	0	0	0	1	1	0	0	0	1	1	1	0	0	1	1	0
83	5	0	1952	0	0	1	1	MEDC	1977	MED	PLI	TRA_IND	COM	FOY	1	1	0	0	0	1	1	0	0	0	1	0	0	0	0	1	1	1
84	5	0	1947	1	1	1	0	NA	NA	FONC_TER	FONC	TRA_IND	TRA_IND	SAL	1	1	0	0	0	1	1	0	0	0	1	0	1	1	1	1	1	1
85	5	0	1962	1	1	1	1	NA	1986	TRA_IND	TRA_IND	SAL	SAL_PRI	SAL	1	1	0	0	0	1	1	0	0	0	1	0	0	0	0	1	1	1
86	5	1	1966	1	1	1	0	NA	NA	FONC	FONC	TRA_IND	TRA_IND	FOY	1	1	0	0	0	1	1	0	0	0	1	1	1	0	0	1	1	1
87	5	0	1960	1	1	1	1	ECM	1985	MIL	FONC	SAL	MM	FOY	1	1	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0
88	5	0	1974	1	1	1	1	PED	2012	INST	FONC	FONC	FONC	SAL	1	1	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	1	0	0	1	0	1
89	5	0	1956	1	1	1	1	PHA	1980	PHAR	TRA_IND	OUV	OUV	FOY	1	1	1	0	0	1	1	1	0	0	1	0	1	1	1	1	1	1
90	5	0	1965	1	1	1	1	PED	1989	PROF_L	FONC	SAL	MM	FOY	1	1	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1
91	5	0	1954	1	1	1	1	ING	1980	TRA_IND	TRA_IND	TRA_IND	COM	TRA_IND	1	1	0	0	0	1	1	0	0	0	1	0	1	0	0	1	1	1
92	6	1	1982	1	1	1	1	DR	2000	AVO	PLI	TRA_IND	TRA_IND	FOY	1	1	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1
93	6	0	1954	1	1	1	1	ADP	1976	OUV	OUV	OUV	OUV	FOY	1	1	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	1	1	1	1	1	1
94	6	1	1970	1	1	1	1	MEDC	1995	MED	PLI	SAL	MM	SAL	1	1	0	1	0	1	1	0	0	0	0	0	1	1	1	1	1	1
95	6	0	1980	1	1	1	1	GES	2003	SAL_PRI	SAL	OUV	OUV_CON	OUV	1	1	0	1	0	1	1	0	0	0	0	0	1	1	1	1	1	0
96	6	1	1981	1	1	1	1	AGRO	2005	CHO	CHO	TRA_IND	COM	SAL	1	1	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	1	1	1	1	1	0
97	6	1	1948	0	0	1	1	LAN	1972	PROF_L	FONC	AGR	AGR	FOY	1	1	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0
98	6	0	1975	1	1	1	0	NA	NA	MIL	FONC	SAL	MM	FONC	1	1	0	0	0	1	1	0	0	0	0	1	1	0	0	1	1	0
99	6	1	1955	0	0	1	1	PED	2001	INST	FONC	FONC	SAL_PUB	FOY	1	1	0	0	0	1	1	0	0	0	1	0	1	0	0	1	1	1
100	6	0	1959	1	1	1	1	MEDC	1982	FONC_TER	FONC	OUV	OUV_CON	FOY	1	1	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	1	0	0	1	1	0
101	6	0	1946	1	1	1	0	NA	NA	COM	TRA_IND	OUV	OUV	OUV	1	1	0	0	0	1	1	0	0	0	1	0	1	0	0	1	1	1
102	6	0	1954	1	1	1	0	NA	NA	FONC_TER	FONC	OUV	OUV	FOY	1	1	0	0	0	1	1	0	0	0	1	0	1	0	0	1	1	1
103	6	1	1957	1	1	1	0	NA	NA	FOY	FOY	TRA_IND	TRA_IND	FOY	1	1	0	0	0	1	1	0	0	0	1	0	1	1	1	1	1	0
104	6	1	1967	1	1	1	1	INFI	1998	FONC	FONC	SAL	MM	OUV	1	1	0	0	0	1	1	0	0	0	1	0	1	0	0	1	1	1
105	6	0	1953	0	0	1	1	ING_MEC	1981	TRA_IND	TRA_IND	OUV	OUV	FOY	1	1	0	0	0	1	1	0	0	0	1	0	1	0	0	1	1	1
106	6	0	1956	1	1	1	0	NA	NA	TRA_IND	TRA_IND	OUV	OUV	FOY	1	1	0	0	0	1	1	0	0	0	1	0	0	0	0	1	1	1
107	6	0	1946	1	1	1	0	NA	NA	TRA_IND	TRA_IND	SAL	MM	FOY	1	1	0	0	0	1	1	0	0	0	1	0	1	0	0	1	1	0
108	6	1	1965	1	1	1	1	DR	1979	AVO	PLI	TRA_IND	TRA_IND	FOY	1	1	0	1	0	1	1	0	0	0	1	0	1	1	1	1	1	1
109	6	1	1962	0	0	1	1	ECO	1987	TRA_IND	TRA_IND	FONC	FONC_TER	FOY	1	1	0	0	0	1	1	0	0	0	1	0	0	0	0	1	0	1
110	1	0	1956	1	1	1	1	PHAR	1980	PHAR	TRA_IND	OUV	OUV	FOY	1	1	1	0	0	1	1	1	0	0	1	0	1	1	1	1	1	1
111	1	0	1962	1	1	1	1	PHAR	1989	PHAR	TRA_IND	FONC	FONC	FOY	1	1	1	0	0	1	1	1	0	0	1	0	1	1	1	1	1	1
112	1	0	1955	1	1	1	1	MEDC	1981	MEDC	PLI	FONC	FONC	FOY	1	0	0	1	0	1	0	0	1	0	1	0	1	1	1	1	1	1
113	1	1	1953	1	1	1	0	NA	NA	FONC_TER	FONC	TRA_IND	TRA_IND	FOY	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1	1	0	0
114	1	0	1966	1	1	1	0	NA	NA	SAL_PUB	FONC	TRA_IND	TRA_IND	FOY	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1	0	0	1
115	1	0	1966	0	0	1	1	ECPO	1985	FONC	FONC	OUV	OUV_CON	AGR	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1	1	1	1
116	1	0	1982	1	1	1	1	COMM	2014	JOU	SAL	FONC	FONC_TER	FONC	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	2	1	1	1	1	1	0
117	1	0	1967	1	1	1	1	ECO	1996	FONC	FONC	TRA_IND	TRA_IND	FOY	1	1	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	1	1	1	1	1	1	1

ANNEXE 8 : Liste des enquêtés par entretien

Prénom/Alias - Sexe	**Description (fonctions exercées au moment de l'enquête)**	**Date de naissance**	**Profession**	**Date et lieu de l'entretien**
Alice A. F	Conseiller municipal de Korydallos		Foyer	17/10/2013 Locaux des Services Sociaux de la mairie
Emilie B. F	Candidat député PASOK 2012 - Pirée B', Conseiller municipal de Keratsini	1970	Avocat	14/10/2013 Bureau professionnel de l'enquêté
Vera C. F	Adjoint aux Services Sociaux - Mairie de Korydallos	1975	Auto-entrepreneur	17/10/2013 Locaux des Services Sociaux de la mairie
Georgia D. F	Ancien cadre local du PASOK - Pirée B', militante de SYRIZA		Employé Fonction publique territoriale	18/01/2014 Bureau de campagne 'Renaissance', Keratsini
Danaé E. F	Coneiller municipal de Nikea	1957	Travailleur Indépendant	09/11/2013 Maison de l'enquêté
Marina F. F	Député SYRIZA - Pirée B'	1956	Auto-entrepreneur	11/11/2013 Bureaux de SYRIZA, Parlément Hellénique
Diane G.	Député SYRIZA - Athènes B'	1974	Travailleur	21/11/2013

F			Indépendant	Bureaux de SYRIZA, Parlément Hellénique
Pénèlope I. F	Candidat député DIMAR 2012 - Pirée B', Candidat au conseil municipal de Kerasini-Drapetsona en 2014 liste "Renaissance"	1976	Avocat	24/04/2014 Bureau professionnel de l'enquêté
Stella K. F	Adjoint aux Services Sociaux - Mairie de Keratsini - Drapetsona		Employé - Fonction publique territoriale	11/10/2013 Hôtel de Ville, Keratsini
Sonia L. F	Député DIMAR - Pirée A'	1954	Professeur d'Universités	25/11/2013 Bureau politique, Pirée
Anastassis M. H	Ex-député PASOK - Pirée B'	1955	Médecin	12/11/2012 Bureau professionnel de l'enquêté
Aggelos N. H	Secrétaire de la section régionale du PASOK - Pirée B'	1956	Pharmacien	19/11/2012 Bureau professionnel de l'enquêté
Alexis O. H	Ancien secrétaire de la section régionale du PASOK - Pirée B'	1945	Travailleur Indépendant	20/01/2013 Maison de l'enquêté
Alexandre I.	Syndiqué du POE-OTA (Syndicat des salariés dans les		Technicien	18/01/2013

H	collectivités territoriales) membre du PASKE - Cadre national de l'ADEDY			Local syndical - Hôtel de Ville de Nikea
Andreas R. H	Membre de la section régionale du PASOK - Pirée B'	1966	Fonction Publique	03/05/2013 Maison de l'enquêté
Argiris S. H	Conseiller municipal de Keratsini - Drapetsona PASOK, Tête de la liste "Rennaissance"	1961	Travailleur Indépendant	02/11/2013 Bureau de campagne
Vassilis T. H	Candidat maire de Keratsini-Drapetsona 2014, ancien maire de Keratsini (ND)	1952	Expert-comptable	15/04/2014 Bureau de campagne, Keratsini
Victor X. H	Membre section régionale de SYRIZA - Pirée A'	1970	Fonction Publique	22/01/2013 Locaux SYRIZA, Pirée
Vlassis A. H	Ancien militant de SYRIZA, Candidat conseiller municipal 'Rennaissance' - Keratsini/Drapetsona 2014		Professeur de collège	25/05/2014 Café
George B. H	Député SYRIZA - Pirée A', Candidat maire de SYRIZA au Pirée	1947	Pharmacien	10/05/2014 Bureau de campagne, Pirée
Giannis C. H	Candidat maire de Keratsini - Drapetsona, SYRIZA	1964	Professeur de collège	22/04/2014 Bureau de campagne

Grigoris D. H	Conseiller municipal de Pirée - PASOK, Candidat maire au Pirée 2014	1983	Auto-entrepreneur	15/04/2014 Bureau de campagne, Pirée
Dimitris E. H	Maire de Perama	1952	Médecin	18/03/2014 Bureau du maire, Hôtel de Ville, Perama
Dionisis G. H	Cadre UNESCO Pirée	1985	Salarié NGO	13/10/2013 Locaux des Services Sociaux - Mairie de Korydallos
Stratos Z. H	Coneiller municipal - Ancien maire de Perama - KKE	1948	Médecin	14/03/2014 Bureau professionnel de l'enquêté
Eric I. H	Proprietaire - éditeur du journal quotidien "Κοινωνική" (Pirée)		Propriétaire de journal	01/12/2013 Locaux du journal - Pirée
Vaggelis K. H	Candidat député du PASOK 2012 - Pirée A'	1963	Avocat	21/11/2013 Bureau professionnel de l'enquêté
Thanassis L. H	Conseiller municipal de Perama	1948	Autoentrepreneur	21/03/2014 Hôtel de Ville, Perama

Zafiris M. H	Employé UNESCO Pirée		Salarié NGO	05/03/2014 Locaux d'UNESCO, Perama
Ilias O. H	Candidat conseiller municipal 'Rennaissance' - Keratsini/ Drapetsona 2014	1987	Étudiant	27/03/2014 Bureau de campagne de 'Renaissance'
Thomas N. H	Ancien député et vice-ministre du PASOK - Pirée B’	1949	Avocat	15/02/2014 Bureau professionnel de l'enquêté
Iasonas P. H	Député ND - Pirée A'	1979	Economiste	02/12/2013 Bureau politique, Pirée
Théodore R. H	Maire de Korydallos	1953	Ingénieur civil	15/02/2014 Bureau du maire, Hôtel de Ville, Korydallos
Criton S. H	Ancien conseiller municipal du Pirée - PASOK	1953	Fonction publique	26/10/2013 Café
Ioannis T. H	Conseiller municipal de Nikea, candidat député du PASOK 2012	1962	Pharmacien	27/10/2013 Café
Jonathan F. H	Candidat maire de SYRIZA - Nikea 2014	1959	Travailleur Indépendant	03/02/2014 Café

Cyril X. H	Ancien député PASOK - Pirée B'	1949	Ingénieur civil	10/03/2014 Café
Kosmas A. H	Ancien coneiller municipal de Rentis	1947	Capitaine de vaisseau	06/10/2013 Maison de l'enquêté
Cornelius B. H	Membre de la section régionale PASOK - Pirée B'	1973	Technicien	16/11/2012 Maison de l'enquêté
Lazaros C. H	Ancien Maire de Nikea et du Pirée	1951	Ingénieur Chimiste	21/10/2013 Maison de l'enquêté
Lambros D. H	Membre de la section régionale PASOK - Pirée B', Conseiller municipal de Korydallos	1967	Economiste	15/03/2013 Café
Leonidas E. H	Ancien maire de Drapetsona - PASOK	1945	Avocat	10/10/2013 Bureau professionnel de l'enquêté
Marcos I. H	Candidat député du PASOK 2012 - Pirée B'	1986	Journaliste	16/11/2013 Café
Nestor Z. H	Ancien secrétaire section locale PASOK - Korydallos, Adjoint aux Services Techniques Korydallos	1958	Retraité (employé postal)	10/02/2014 Bureau de l'adjoint-maire, Hôtel de Ville Korydallos
Nikitas K. H	Ex-député du PASOK - Pirée A'		Employé bancaire	15/10/2013 Bureau politique de l'enquêté

Petros L. H	Maire de Nikea	1956	Auto-entrepreneur	21/01/2013 Bureau du maire, Hôtel de Ville, Nikea
Stamatis M. H	Ancien coneiller municipal de Drapetsona	1957	Fonction Publique	19/01/2013 Maison de l'enquêté
Nicolas N. H	Secrétaire de la section régionale de SYRIZA - Pirée A'	1958	Employé dans la Fonction publique territoriale	13/11/2013 Siège de la section régionale SYRIZA
Panos G. H	Coneiller municipal de Nikea	1956	Professeur de collège	30/10/2013 Maison de l'enquêté
Pantelis R. H	Conseiller municipal de Nikea	1958	Fonction Publique	29/10/2013 Maison de l'enquêté
Pavlos S. H	Conseiller municipal de Nikea	1952	Architecte	05/01/2013 Bureau professionnel de l'enquêté
Orestis T. H	Maire du Pirée - ND	1952	Médecin	12/01/2013 Bureau du maire, Hôtel de Ville, Pirée
Nikiforos Z. H	Ancien maire de Korydallos - Elu régional /Division Périphérique du Pirée- PASOK	1954	Avocat	25/01/2014 Locaux de la Division Périphérique du

				Pirée
Manos X. H	Candidat député du PASOK 2012 - Pirée A', Elu régional /Division Périphérique du Pirée- PASOK	1963	Journaliste	27/01/2014 Locaux de la Division Périphérique du Pirée
Michel A. H	Candidat député du PASOK 2012 - Pirée A', Membre de la section régionale PASOK - Pirée A'	1982	Employé privé	16/10/2013 Bureau professionnel de l'enquêté
Menelaos B. H	Ancien candidat député de la ND - Pirée B', conseiller municipal et candidat maire de Nikea	1948	Travailleur Indépendant	21/11/2013 Maison de l'enquêté
Lefteris C. H	Ancien adjoint à la maire de Nikea, KKE, Ancien Président de l'Association des Pontiques de Nikea-Korydallos	1947	Architecte	10/12/2012 Maison de l'enquêteur
Lena D. F	Ancien candidat maire de Nikea - PASOK	1962	Travailleur Indépendant	11/11/2012 Bureau professionnel de l'enquêté
Aggeliki E. F	Membre de la section régionale du PASOK - Pirée B'	1966	Salarié privé	16/11/2013 Maison de l'enquêté
Ploutarchos K. H	Membre du PASP, militant du PASOK	1986	Étudiant	15/11/2013 Maison de l'enquêté

ANNEXE 9 : Base de données des députés du PASOK 2009-2012

ID
AE= Année d'élection de référence 1= 2009, 2= 5/2012, 3= 6/2012
SEX 0= Masculin
SEX 1= Féminin
AGE= Année de naissance

EDU_SUP= Education Supérieure (0= Non, 1= Oui)
OBJ_SUP= Objet d'études supérieures
PRO IN= Profession declarée avant notre traitement
PRO= Profession après traitement
AFF_PAR= Affiliation partisane: 1= PASOK, 2=ND, 3=KKE, 4=SYN/SYRIZA, 5=LAOS, 6=Aube Dorée, 7=ANEL, 8=DIMAR
NB_EL= Nombre d'élections
CAD_PAR= Avoir occupé un poste dans la hiérarchie partisane interne 0= Non 1= Oui
GOUV= Occupation d'un poste gouvernemental 0= Non 1= Oui
POUV_LOC= Avoir exercé un mandat local 0= Non 1= Oui
SYND= Membre d'un syndicat ou association professionnel 0= Non 1= Oui
CIRCO= Circonscription d'élection 0= Député d'Etat 1= Siège unique 2= jusqu'à 5 sièges 3= jusqu'à 10 sièges 4= jusqu'à 20 sièges 5= plus de 20 sièges
RES= Coincidence lieu de naissance-lieu d'élection (0= Non 1 =Oui)
MUT_PAR= Mutation pendant le mandat (expulsion, résignation..) (0= Non 1= Oui)
AFF_N= Nouvelle affiliation partisane Affiliation partisane: 1= PASOK, 2=ND, 3=KKE, 4=SYN/SYRIZA, 5=LAOS, 6=Aube Dorée, 7=ANEL, 8=DIMAR, 9= Indépendant, 10= Accord Social

Diplômes et Professions (comme declarés):
ACT= Acteur
ADP= Administration Publique
AGRO= Agronome
ARCH_ING= Architecte-Ingénieur
ARCH= Ecole Architecture - Architecte
ART= ARTS
AUT= Auteur
AVO= Avocat
CDR= Cadre du privé
CH_MEC= Chimicien mécanicien
CHR= Chercheur
COM= Commercant
COMM= Communication
COMP= Comptabilité
CORD= Cordonnier
DEC= Décoration
DIPL= Diplômate
DIR_PUB= Directeur/ Cadre dans l'administration publique
DR= Droit

E_MAR= Etudes maritimes
ECM= École Militaire
ECO= Économie
ECPO= École de Pompiers
EMP_ASS= Employé dans le domaine d'assurances
EMP_BAN= Employé de banque
ENT= Entrepreneur
ENT_CON= Entrepreneur de constructions
ETU= Étudiant
FONC_TER= Fonctionnaire Territorial
GEOL= Géologie
GES= Gestion
GYM= Education physique
HAU_FP= Haute Fonction Publique
HIS= Histoire
INF= Informatique
INFI= Ecole d'Infirmières
ING_MEC= Ingénieur mécanicien
ING= Ingénieur
INGC= Ingénieur civil
INST= Instituteur
JOU= Journaliste
LAN= Langues et civilisation
LETC= Lettres Classiques
MAR= Marin
MATH= Mathématiques
MEC_MAR= Mécanicien marine marchande
MEC= Mécanicien
MEC_EL= Mécanicien électricien
MED= Médecin
MEDC= Médecine
MM= Marine marchande
MIL= Militaire de carrière
OUV_CON= Ouvrier en construction
PED= Pédagogie
PHAR= Pharmacologie- Pharmacien
PHILO= Philosophie
PHMAT= Physique et Mathématiques
PHY= Physique
PRO_CUL= Producteur d'événements culturels
PRO_TEL= Producteur de télévision

PROF_L= Professeur de Lycée
PROF_U= Professeur des Universités
PTC= Petit commerce
SC= Sciences
SC_EDU= Sciences de l'éducation
SCPO= Sciences Politiques
SCSOL= Sciences Sociales
TECH= Technologie
THE= Thêatre
THEO= Théologie

Professions (après classification):
AGR= Agriculteur
CHO= Chômeur
FONC= Fonction Publique
FOY= Femme au foyer
OUV= Ouvrier
TRA_IND= Travailleur indépendant
SAL= Salarié
PLI= Profession libérale

AE	SEX	AGE	EDU_SUP	OBJ_SUP	PRO IN	PRO	AFF_PAR	NB_EL	CAD_PAR	GOUV	POUV_LOC	SYND	CIRCO	RES	MUT_PAR	AFF_N
1	0	1965	1	ECO	ECO	PLI	1	2	1	1	1	0	0	0	0	0
1	1	1957	1	GYM	PROF_L	FONC	1	3	1	0	1	0	5	0	1	4
1	0	1944	1	MEDC	MED	PLI	1	11	1	1	1	1	2	1	1	0
1	1	1960	1	DR	AVO	PLI	1	2	0	0	1	0	3	1	0	0
1	0	1956	1	TECH	INGC	PLI	1	5	1	0	1	0	3	1	0	0
1	0	1954	1	MEDC	MED	FONC	1	1	0	0	0	0	2	0	1	0
1	1	1971	1	ART	PRO_TEL	TRA_IND	1	1	0	1	0	0	0	0	0	0
1	1	1956	1	SCPO	PROF_U	FONC	1	3	1	0	0	0	4	0	0	0
1	0	1955	1	MEDC	MED	PLI	1	1	1	0	1	0	2	1	1	8
1	0		1	DR	FONC	FONC	1	1	1	0	0	1	2	1	0	0
1	0	1963	1	MEDC	MED	PLI	1	1	1	0	1	0	3	1	1	8
1	0	1952	1	MEDC	MED	PLI	1	4	1	1	1	0	3	0	1	0
1	0	1955	1	MEDC	MED	PLI	1	3	1	1	1	0	2	1	0	0
1	0	1955	1	MATH	FONC	FONC	1	1	1	0	0	1	5	0	0	0
1	0	1942	0		JOU	SAL	1	9	1	1	0	1	2	1	1	0
1	0	1956	1	PHY	ENT	TRA_IND	1	6	1	1	1	0	4	0	0	0
1	0	1953	1	ECO	ECO	PLI	1	1	0	0	1	0	3	1	0	0
1	1		1	ECO	ECO	PLI	1	1	1	0	1	1	1	1	0	0
1	0	1977	1	MEDC	PHAR	TRA_IND	1	1	1	0	0	1	3	1	0	0
1	0	1951	1	MEDC	MED	PLI	1	2	1	1	1	1	2	1	0	0
1	0	1962	1	DR	AVO	PLI	1	4	1	0	0	1	2	1	1	0
1	0	1960	1	ECO	ECO	PLI	1	2	1	0	0	1	2	1	0	0
1	0	1956	1	DR	AVO	PLI	1	5	1	1	1	1	2	1	1	0
1	0	1963	1	DE	AVO	PLI	1	6	1	1	1	1	4	1	0	0
1	1	1961	1	JOU	JOY	SAL	1	4	1	0	1	0	4	1	0	0
1	0	1957	1	TECH	ING_MEC	TRA_IND	1	1	1	0	1	1	4	0	0	0
1	0	1957	1	DR	PROF_U	FONC	1	6	1	1	0	1	4	1	0	0
1	0	1948	1	INGC	TRA_IND	TRA_IND	1	4	1	1	0	1	2	1	0	0
1	0	1963	1	ECO	ECO	SAL	1	2	1	1	0	0	3	0	0	0
1	0	1946	1	MEDC	MED	PLI	1	2	0	0	0	1	1	1	0	0
1	0	1957	1	ECO	SAL	SAL	1	5	1	1	0	0	2	1	0	0
1	0	1956	1	DR	AVO	PLI	1	11	1	1	0	0	4	1	1	10
1	1	1952	1	ECO	PROF_U	FONC	1	2	0	1	0	0	5	1	1	10
1	1		1	DR	AVO	PLI	1	1	0	0	0	0	1	1	0	0
1	0	1949	1	DR	AVO	PLI	1	1	1	1	0	0	5	0	0	0
1	0	1955	1	DR	AVO	PLI	1	9	1	1	1	0	5	0	0	0
1	0	1955	1	PHY	PROF_L	FONC	1	1	1	0	1	1	3	1	1	10
1	0	1951	1	MATH	AGR	AGR	1	4	1	1	0	1	2	0	0	0
1	0	1967	1	ECO	FONC	FONC	1	2	1	0	0	1	2	1	0	0
1	0	1936	1	DR	AVO	PLI	1	13	1	1	0	0	5	0	0	0
1	1	1953	0		EMP_BAN	SAL	1	4	1	0	1	0	2	1	0	0
1	0	1960	1	SCPO	PLI	PLI	1	1	1	1	0	0	0	0	0	0
1	0	1957	1	DR	DIPL	FONC	1	2	0	1	0	0	2	1	0	0
1	0	1958	1	DR	AVO	PLI	1	3	1	1	1		3	1	0	0
1	0	1964	1	ECO	ECO	PLI	1	2	1	1	0	0	4	1	1	0
1	0	1956	1	TECH	CH_MEC	PLI	1	1	1	1	1	1	2	1	0	0
1	1	1953	1	DR	AVO	PLI	1	1	1	0	0	0	3	1	1	10
1	0	1953	1	TECH	DIR_PUB	FONC	1	1	0	0	1	1	2	1	1	0
1	0	1953	1	ECO	ECO	PLI	1	4	1	0	0	1	3	1	0	0
1	1	1956	1	MEDC	MED	PLI	1	3	1	0	1	0	3	0	0	0
1	1		1	TECH	DIR_PUB	FONC	1	1	0	0	1	1	4	1	1	10
1	0	1963	0	AGRO	CDR	SAL	1	1	1	0	1	1	3	1	0	0
1	0	1958	1	CH_MEC	CH_MEC	PLI	1	1	1	0	1	1	3	1	1	10
1	1	1965	1	SCSOL	SAL	SAL	1	1	1	0	1	0	2	1	0	0
1	1	1953	1	DR	AVO	PLI	1	1	1	0	1	1	2	0	0	0
1	0	1963	1	ECO	PROF_L	FONC	1	3	1	1	1	0	2	1	0	0
1	1	1955	1	ECO	ENT	TRA_IND	1	1	1	0	1	0	3	1	0	0
1	0	1959	1	ECO	SAL	SAL	1	1	1	0	1	0	3	1	0	0
1	0	1952	1	SC	PROF_L	FONC	1	3	1	0	1	1	1	1	1	0

1	0	1952	1	MEDC	MED	PLI	1	9	1	1	0	0	2	1	0	0
1	0	1956	1	DR	AVO	PLI	1	3	1	1	0	1	2	0	0	0
1	0	1956	1	DR	AVO	PLI	1	3	1	0	0	1	2	0	0	0
1	0	1961	1	TECH	ENT	TRA_IND	1	1	0	0	0	1	4	1	1	0
1	0	1964	1	AGRO	AGRO	SAL	1	3	1	0	1	0	2	1	0	0
1	0	1946	1	AGRO	ARGO	SAL	1	5	1	1	1	1	4	1	0	0
1	0	1962	1	PHY	PROF_U	FONC	1	2	0	0	0	0	2	0	0	0
1	0	1975	1	MEDC	MED	PLI	1	2	1	0	0	1	3	1	0	0
1	1		1	SC_EDU	INST	FONC	1	1	1	0	0	0	2	1	0	0
1	0	1961	1	PHY	PHY	FONC	1	3	1	1	1	1	3	1	0	0
1	0	1957	1	TECH	INGC	PLI	1	2	1	0	1	0	2	1	1	8
1	0	1948	1	ECO	ECO	PLI	1	8	1	1	0	0	3	1	0	0
1	0	1955	1	PHY	PROF_L	FONC	1	1	1	0	1	0	1	1	0	0
1	1	1958	1	ECO	ECO	PLI	1	1	1	1	0	0	2	1	0	0
1	0	1944	1	SCPO	AVO	PLI	1	6	1	1	1	0	3	1	0	0
1	0	1951	1	DR	AVO	PLI	1	3	1	0	0	1	3	1	1	4
1	0	1955	1	SCPO	EMP_BAN	SAL	1	3	1	1	0	1	2	1	0	0
1	0	1954	1	TECH	INGC	PLI	1	1	1	0	1	1	2	1	1	0
1	0	1959	1	ECO	ECO	PLI	1	3	1	0	1	1	3	1	0	0
1	0	1975	1	MEDC	MED	PLI	1	1	1	1	1	1	2	1	0	0
1	0	1951	1	TECH	INGC	PLI	1	3	1	0	1	1	2	1	1	0
1	0	1963	1	DR	AVO	PLI	1	1	1	1	0	0	2	1	0	0
1	0	1954	1	ECO	ECO	PLI	1	2	1	0	0	1	2	1	0	0
1	0	1946	1	DR	AVO	PLI	1	7	1	1	0	0	5	0	0	0
1	1	1944	1	ECO	ECO	PLI	1	7	1	1	0	0	5	0	1	0
1	0	1952	1	SCSOL	PLI	PLI	1	11	1	1	0	0	5	0	0	0
1	0	1960	1	DR	AVO	PLI	1	1	1	0	1	1	2	1	0	0
1	0	1964	1	DR	AVO	PLI	1	2	1	1	1	0	2	1	0	0
1	0	1978	1	DR	AVO	PLI	1	1	1	1	1	1	2	1	0	0
1	0	1946	1	MEDC	MED	PLI	1	8	1	1	0	1	4	1	0	0
1	0		1	MEDC	MED	PLI	1	2	1	0	1	0	2	1	0	0
1	1		1	TECH	INGC	PLI	1	1	1	0	1	0	2	1	0	0
1	0	1955	1	MEDC	MED	PLI	1	1	1	0	1	1	2	1	0	0
1	1	1967	0		JOU	SAL	1	1	1	0	1	1	2	1	1	2
1	0	1951	1	TECH	AUT	TRA_IND	1	6	0	0	0	1	5	0	0	0
1	1	1965	1	DR	AVO	PLI	1	4	1	1	0	0	5	0	1	0
1	1	1947	0		ACT	SAL	1	1	0	0	1	0	5	0	1	0
1	0	1953	1	MEDC	MED	SAL	1	1	0	0	0	1	2	0	1	8
1	1	1957	1	LETC	JOU	SAL	1	2	1	0	0	1	3	1	0	0
1	0	1956	1	PHY	PROF_L	FONC	1	1	0	0	1	0	2	1	0	0
1	0	1956	1	ECO	EMP_BAN	SAL	1	4	1	1	1	1	5	0	0	0
1	0	1949	1	ARCH	ARCH	PLI	1	8	1	1	1	0	2	0	0	0
1	0	1953	1	TECH	MEC_EL	TRA_IND	1	9	1	1	1	0	4	0	0	0
1	0		1	ECO	EMP_BAN	SAL	1	1	1	0	1	1	3	1	0	0
1	0	1950	1	ECO	ECO	FONC	1	1	1	0	0	1	2	1	1	10
1	0	1959	1	ECO	ECO	FONC	1	3	1	1	1	1	3	1	1	0
1	0	1973	1	MEDC	MED	PLI	1	1	1	0	0	1	3	1	0	0
1	1	1965	1	INF	INF	FONC	1	1	1	0	1	0	2	1	0	0
1	1	1956	1	ART	ACT	TRA_IND	1	1	0	0	1	1	4	1	1	0
1	1	1978	1	ARCH	JOU	SAL	1	2	0	0	1	0	4	1	0	0
1	0	1949	1	TECH	MEC_EL	PLI	1	2	1	0	1	0	2	1	0	0
1	0	1950	1	TECH	INGC	PLI	1	1	1	0	1	0	1	1	0	0
1	0	1953	1	DR	AVO	PLI	1	1	1	0	1	1	5	0	1	10
1	0	1970	1	ECO	ECO	PLI	1	3	1	1	1	0	3	1	0	0
1	0	1949	1	DR	AVO	PLI	1	9	1	1	1	0	3	1	0	0
1	1	1964	1	MEDC	MED	PLI	1	1	1	0	0	1	2	0	0	0
1	0	1942	1	MEDC	PROF_U	FONC	1	2	1	1	0	0	2	1	0	0
1	0	1955	1	MEDC	MED	PLI	1	4	1	0	0	1	3	1	0	0
1	0	1956	1	DR	PROF_U	FONC	1	4	1	1	0	1	5	0	0	0
1	0	1956	1	TECH	PROF_U	FONC	1	3	1	1	0	1	2	1	0	0

1	0	1970	1	MEDC	MED	PLI	1	2	0	0	1	0	2	1	1	0
1	0	1963	1	TECH	ING	PLI	1	2	1	1	1	0	2	1	0	0
1	0	1966	1	SCPO	ENT	PLI	1	1	1	0	0	1	2	1	0	0
1	0	1952	1	PHILO	PROF_L	FONC	1	3	0	0	1	1	2	1	0	0
1	0	1956	0	TECH	ENT	TRA_IND	1	1	0	0	0	0	2	1	1	8
1	0	1955	1	ECO	ECO	PLI	1	3	0	0	1	0	2	0	1	0
1	0	1950	1	DR	AVO	PLI	1	10	1	1	0	0	2	1	0	0
1	1	1970	1	DR	AVO	PLI	1	3	0	1	1	1	2	1	0	0
1	0	1955	1	MEDC	MED	PLI	1	3	1	0	0	0	2	0	0	0
1	0	1949	0	TECH	ENT	PLI	1	3	1	0	1	0	2	1	1	0
1	0	1963	1	MEDC	MED	PLI	1	3	1	0	1	0	3	1	0	0
1	1	1967	1	SCSOL	FONC	FONC	1	3	1	0	1	1	2	1	0	0
1	0	1952	0	TECH	AGR	AGR	1	6	1	1	0	1	2	1	0	0
1	0	1943	1	TECH	ING_MEC	PLI	1	10	1	1	0	0	2	1	0	0
1	0	1956	1	TECH	INGC	PLI	1	3	1	0	1	1	2	1	0	0
1	0	1955	1	ARTS	ACT	TRA_IND	1	1	0	0	0	1	5	1	0	0
1	0	1943	1	TECH	CH_MEC	PLI	1	9	1	1	1	0	4	1	0	0
1	0	1939	1	TECH	INGC	PLI	1	9	1	1	0	1	5	0	0	0
1	1	1959	1	TECH	ACT	SAL	1	3	1	1	0	0	2	1	0	0
1	0	1953	1	MEDC	MED	PLI	1	4	1	1	0	1	2	1	0	0
1	1	1956	1	LAN	PROF_L	FONC	1	1	1	0	1	0	2	1	0	0
1	0	1966	1	MEDC	PROF_U	FONC	1	1	1	0	1	1	1	1	1	0
1	0	1958	1	THEO	AGR	AGR	1	2	0	0	1	0	2	1	0	0
1	0	1945	1	PHILO	JOU	TRA_IND	1	6	1	1	0	0	5	0	0	0
1	0	1944	1	DR	JOU	TRA_IND	1	4	1	0	1	1	5	1	1	7
1	1	1959	1	ECO	INGC	PLI	1	4	1	1	1	0	4	0	0	0
1	0	1956	1	TECH	CH_MEC	PLI	1	3	1	0	1	0	3	1	0	0
1	0	1950	1	PHILO	JOU	TRA_IND	1	3	1	1	0	1	5	0	0	0
1	1	1953	1	TECH	AGRO	TRA_IND	1	6	1	1	1	1	2	1	0	0
1	0	1950	1	TECH	INGC	PLI	1	2	1	0	1	0	2	1	0	0
1	1		1	ECO	ECO	PLI	1	1	1	0	1	1	2	1	0	0
1	0	1953	1	DR	AVO	PLI	1	2	1	1	0	0	2	1	0	0
1	1	1954	1	ECO	PRO_CUL	PLI	1	1	0	1	0	0	5	1	0	0
1	1	1963	1	DR	AVO	PLI	1	2	1	1	0	0	5	1	1	0
1	0	1953	1	ECO	ECO	PLI	1	4	1	0	0	1	3	1	0	0
1	0	1968	1	DR	AVO	PLI	1	4	1	0	0	1	4	1	1	8
1	0	1950	1	ECO	ECO	PLI	1	2	1	1	0	0	4	1	0	0
1	0	1938	1	DR	AVO	PLI	1	11	1	1	1	0	4	1	0	0
1	1	1969	1	ECO	ECO	PLI	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0
1	0	1953	1	ECO	ECO	PLI	1	4	1	1	1	1	4	0	0	0
1	0	1952	1	PHAR	FONC	FONC	1	1	0	0	1	0	2	1	1	0
1	1	1963	1	SCSOC	JOU	SAL	1	1	0	0	0	0	0	0	1	0
1	1	1961	1	DR	AVO	PLI	1	4	1	1	1	0	2	1	0	0
1	0	1957	1	TECH	MEC_EL	TRA_IND	1	1	1	0	0	1	1	1	0	0
1	0	1956	1	ECO	ECO	PLI	1	1	0	1	1	0	3	1	1	0
1	0	1950	1	MATH	PROF_L	FONC	1	2	1	0	1	0	1	1	0	0
1	0	1966	1	ECO	ECO	PLI	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0
1	0	1959	1	TECH	MEC_EL	TRA_IND	1	1	1	0	1	0	2	1	0	0
1	1	1952	1	TECH	CH_MEC	TRA_IND	1	11	1	0	1	0	5	0	1	0
1	0	1950	1	DR	AVO	PLI	1	2	1	0	0	0	2	1	0	0

TABLE DES MATIÈRES

Sommaire v

INTRODUCTION 1

Les lectures de la crise grecque 4

Un système voué à l'effondrement ? 4

Le populisme comme grille d'explication globale ? 7

Le PASOK, un parti condamné à la chute ? 9

Problématique 11

Pour une analyse localisée du phénomène partisan 15

Champ et modalités de la domination politique 16

Les partis au cœur du champ politique grec 17

Sur la politisation de l'État 20

Les partis au cœur du système des arrangements sociaux et politiques 23

Ancrages syndicaux et la transposition de la compétition partisane 24

Ancrages locaux : l'implantation locale des instances partisanes 27

Les partis au cœur des processus de promotion d'élites politiques 28

Hypothèses 29

L'effondrement du PASOK comme perte des ancrages partisans 29

L'émergence d'une offre politique de remplacement 30

Quelle place pour le Mémorandum dans le bouleversement politique ? 32

Jeux d'échelles dans le temps et dans l'espace 33

Le choix du Pirée comme étude de cas 35

Préparer le terrain, se préparer face au terrain 39

Une enquête auprès des milieux partisans locaux 42

Axes thématiques des entretiens 44

Sources mobilisées et illusions 48

Plan de la thèse 50

Partie I. Le choc électoral de 2012 : L'effondrement du PASOK et la fin du bipartisme traditionnel. 55

Chapitre 1. Le séisme électoral de 2012 et l'émergence d'une configuration multipartite 55

Section 1. L'effondrement électoral du PASOK au Pirée et au plan national 61

a) Aspects de l'effondrement socialiste au plan national : les ruptures dans le vote socialiste .. 63

b) Le PASOK dans le Pirée : ruptures et continuités du vote socialiste 68
Section 2. La chute du PASOK et la recomposition asymétrique de la gauche grecque 73
a) L'influence du mémorandum sur la recomposition des forces électorales de gauche..... 73
b) Plan local : déplacements sur l'axe pro - contre mémorandum et ruptures dans la base électorale 76
Section 3. De la chute du PASOK à la remise en cause du bipartisme 81
a) Du bipartisme à la multiplication des forces politiques au plan national 82
b) La désagrégation du bipartisme au Pirée : polarisation politique et sociale autour du mémorandum..... 90
Chapitre 2. S'agit-il vraiment d'un choc ? Propriétés stables et dynamiques centrifuges latentes du bipartisme grec 107
Section 1. La convergence du bipartisme comme condition de sa désagrégation 108
a) Les conditions sociales et politiques de la convergence idéologique entre le PASOK et la ND…..... 109
b) Les effets de la convergence dans la disposition des forces partisanes 113
Section 2. Dynamiques centrifuges au sein du bipartisme : un prélude à l'effondrement ?..... 115
a) Le recul du bipartisme : une tendance durable ?..... 117
(1) La remise en cause du bipartisme au plan local 118
(2) Abstention et convergence des électorats 122
b) De nouveaux entrants dans l'arène électorale..... 128
(1) Les élections de 1996 comme tournant ?..... 130
(2) L'apparition d'une configuration multipartite dans les années 2000..... 133
Section 3. Profil des élus et sources de promotion : traits de stabilité 136
a) Vers un renouvellement des élus politiques au lendemain des élections ?..... 138
(1) Nouveaux entrants et renouvellement du Parlement 138
(2) L'âge des élus : vers un renouvellement générationnel ?..... 140
(3) Une opportunité pour les femmes ?..... 143
b) Que deviennent les catégories professionnelles phares ? 146
c) Le cas des députés déplacés..... 150
Partie II. L'effondrement du PASOK depuis 2010 : entre facteurs de conjoncture et conditions structurelles..... 155
Chapitre 3. Les conditions de l'effondrement organisationnel du PASOK : Les difficultés de production et de distribution des biens politiques 155

Section 1. La distribution des biens au niveau national : les contraintes issues du Mémorandum et l'émergence d'une offre politique de substitution 157
a) Biens indivisibles et répercussions du Mémorandum sur le PASOK 159
(1) Le déficit budgétaire au cœur des mesures d'ajustement 160
(2) Réformes structurelles 162
b) Biens divisibles et répercussions du programme d'ajustement : la domination socialiste contestée 165
(1) La centralité du parti dans les modalités de distribution des biens divisibles 165
(2) La désolidarisation des instances affiliées du parti comme conséquence du programme d'ajustement 168
c) L'émergence d'une offre politique d'opposition 173
Section 2. L'effondrement de l'assise locale du PASOK et les tentatives d'implantation locale des partis concurrents 179
a) Rétrécissement des ressources, désarticulation des réseaux partisans : le parti au local en question 180
(1) Développement régional et renforcement institutionnel et budgétaire des collectivités territoriales : les conditions de la consolidation socialiste au Pirée 180
(2) La remise en question des ressorts traditionnels de l'ancrage local du PASOK 184
b) Le PASOK et la distribution des biens divisibles au niveau local : retour sur les modalités de formation et de déformation des clientèles locales 186
(1) La centralité du patronage dans la création des clientèles politiques 187
(2) Qui est-ce le *patron* ? Du patronage collectif à l'individualisation des relations clientélistes 190
c) Saisir l'opportunité politique : les tentatives d'implantation locale de SYRIZA et d'Aube Dorée entre 2010 et 2012 195
(1) Aspects de l'implantation locale d'Aube Dorée 196
(2) SYRIZA au Pirée : investissement du camp anti-mémorandum 199
Chapitre 4. Appréhender la dissolution de la base militante : l'épuisement des logiques sociales de l'engagement socialiste 207
Section 1. Récits et pratiques de la défection 210
a) La question du mémorandum, élément structurant des comportements 211
b) Quand le parti « ne vend plus » : aspects matériels et symboliques de la défection 215
Section 2. Une crise large du militantisme 221
a) Les organes partisans dépossédés de pouvoir décisionnel 222

b) Réformes internes et remise en cause du militantisme 228
(1) Le projet participatif : logiques d'adoption d'une réforme majeure 234
(2) Répercussions du projet participatif sur le militantisme 239
Section 3. Affaiblissement du militantisme, impossibilité de faire campagne ? 248
a) Militantisme en question et répercussions sur la campagne électorale de 2012 250
b) Quelle place pour les militants dans les campagnes socialistes ? 256
Chapitre 5. Les formes d'exit des élus socialistes 263
Section 1. Force et limites du PASOK dans les processus de promotion politique au niveau national…… 266
a) La cohésion du groupe parlementaire socialiste en question 267
(1) L'opposition au Mémorandum comme matrice de la défection 268
(2) Crise de leadership et scissions internes : la défection parlementaire au-délà du Mémorandum 274
b) Exit et reproduction des élites politiques 277
(1) Le parti reste au cœur des processus de la promotion politique 281
(2) Vers une ouverture des carrières ? 293
Section 2. Quelle autonomisation pour les maires ? 296
a) L'autonomie des maires par rapport au PASOK 300
(1) Le contenu improbable de l'investiture socialiste 300
(2) L'affaiblissement de l'affiliation partisane dans la composition des listes de candidats…. 304
b) La « départisanisation » des règles du jeu politique local 310
Partie III. Mutations et ajustements au lendemain du séisme électoral 317
Chapitre 6. Aspects de la recomposition du jeu politique 319
Section 1. Nouveaux acteurs et nouvelles logiques externes au champ politique 320
a) L'Olivier, un nouveau type d'entreprise politique ? 321
b) Potami : faire de la politique autrement ? 325
c) SYRIZA, circuits atypiques et professionnalisation 327
(1) Dynamiques contestataires 329
(2) …et processus de professionnalisation 332
(3) Candidats et cadres de SYRIZA : vers une nouvelle composition interne ? 336
Section 2. Les luttes pour la (re)définition des enjeux de la compétition politique 338

a) La pérennisation du mémorandum comme enjeu politique central 339
b) Le centre-gauche comme récit de la réorganisation socialiste. 344
Section 3. Quelle recomposition pour les milieux partisans locaux ? 348
a) Le milieu socialiste local : contraintes collectives, opportunités personnelles ? 349
(1) Le PASOK au Pirée : stratégies et contraintes au niveau local 349
(2) Le PASOK devant les élections municipales : un défi insurmontable ? 352
b) SYRIZA : les ambiguïtés locales de sa montée électorale 354
c) Aube Dorée : aspects et limites d'une implantation locale hors norme 359
Chapitre 7. Mutations du jeu politique au niveau local : restructuration de l'offre et aspects du métier politique 363
Section 1. Saisir les mutations de l'offre politique : luttes politiques et symboliques 363
a) Une offre politique multipliée et dispersée 364
b) Les ressources symboliques portées par les nouveaux entrants 368
(1) L'Olympiacos comme ressource symbolique 368
(2) Donner sens à la rupture avec les partis 373
c) La dépolitisation comme topos 378
(1) Dépolitisation des enjeux locaux 378
(2) La mise en avant des maires gestionnaires 381
Section 2. La campagne comme moment de construction et mobilisation des clientèles politiques……. 385
a) Pirée-Vainqueur : entre reproduction et singularité ? 386
(1) Se mobiliser à titre personnel : quels contours ? 386
(2) Réseaux divers mobilisés à travers d'Olympiacos 388
b) Port de l'Angoisse : « Ils nous aiment mais il ne votent pas toujours pour nous. » 392
c) Renaissance : contraintes et ajustements d'une liste issue du milieu socialiste local 399
(1) La mobilisation quotidienne comme revendication et affirmation d'ancrages locaux . 402
(2) La sélection des candidats ou l'opérationnalisation du multipositionnement 404
Section 3. Faire de la politique autrement ? 407
a) Dans les coulisses de la campagne du Port de l'Angoisse 408
b) Renaissance : quotidien de la campagne et apprentissages du rôle 413
CONCLUSION 419
BIBLIOGRAPHIE 425

ANNEXES 450
ANNEXE 1 : Cartes électorales 451
ANNEXE 2 : Liste des tableaux 455
ANNEXE 3 : Liste des figures 457
ANNEXE 4 : Liste des cartes 459
ANNEXE 5 : Questionnaire (version originale) 460
ANNEXE 6 : Questionnaire (en français) 462
ANNEXE 7 : Questionnaire – Base de données 464
ANNEXE 8 : Liste des enquêtés par entretien 470
ANNEXE 9 : Base de données des députés du PASOK 2009-2012 478
TABLE DES MATIÈRES 485

RÉSUMÉ

Cette thèse analyse le bouleversement politique en Grèce pendant les années 2010-2014, période marquée par la crise économique et la mise en œuvre des programmes d'ajustement structurel. En nous appuyant sur une étude empirique, nous démontrons que l'effondrement du PASOK et la mutation du jeu politique sont conditionnés tant par la structuration interne du parti que par les politiques adoptées. Notre étude est attentive à la perte des ressorts sociaux du PASOK qui précède et conditionne la chute électorale. L'effondrement des socialistes est analysé de manière corrélative à l'émergence d'une offre politique de remplacement qui se forme autour des mobilisations contre le Mémorandum. Enfin, nous analysons la manière dont la question du Mémorandum s'impose comme enjeu principal déterminant aussi bien l'offre politique que les alignements électoraux. Ce travail s'inscrit donc dans une perspective large qui articule l'étude du phénomène partisan avec les processus des crises politiques.

MOTS CLÉS

Partis politiques – Crises politiques – analyse localisée – Grèce – PASOK

ABSTRACT

This thesis analyzes the political upheaval in Greece during 2010-2014, a period marked by the economic crisis and the implementation of structural adjustment programs. Based on an empirical study, we demonstrate that the collapse of PASOK and the resulting political change are conditioned both by the internal structure of the party and the adopted policies. Our study focuses on the loss of the social anchors of PASOK, a loss which precedes and decides the electoral fall. The breakdown of socialist party is analyzed correlatively to the emergence of an alternative political offer that is formed through the anti-Memorandum mobilizations. Finally, we analyze how the Memorandum is becoming a major wedge issue determining both the political offer and the electoral alignments. This work is therefore part of a broader perspective that articulates the study of party politics with political crisis' processes.

KEYWORDS

Political parties – political crisis – local level analysis – Greece – PASOK